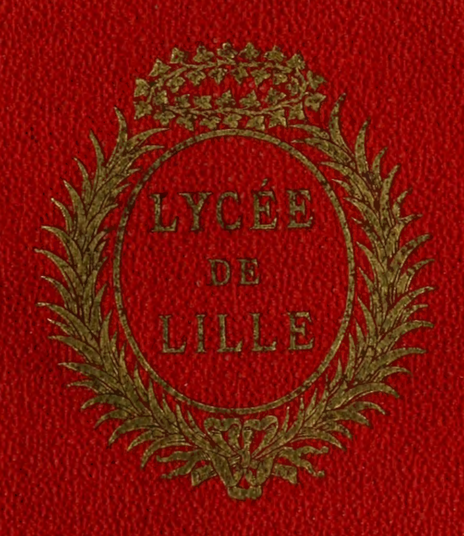
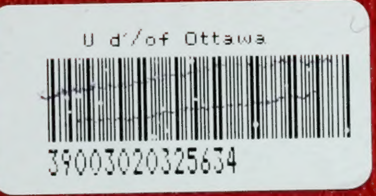

LYCÉE
DE
LILLE


U d'/of Ottawa
39003020325634





ESSAIS

POLITIQUES

ET

PHILOSOPHIQUES



MICHEL LÉVY FRÈRES, ÉDITEURS

OEUVRES

DE

LORD MACAULAY

TRADUITES PAR

M. GUILLAUME GUIZOT

Six volumes in-8

ESSAIS HISTORIQUES

ET

BIOGRAPHIQUES

Deux volumes

ESSAIS

POLITIQUES ET PHILOSOPHIQUES

Un volume

ESSAIS

SUR

L'HISTOIRE D'ANGLETERRE

Un volume

ESSAIS LITTÉRAIRES

PRÉCÉDÉS D'UNE NOTICE SUR LORD MACAULAY

PAR

M. GUILLAUME GUIZOT

Deux volumes

Clichy. — Imp. P. Dupont et Cie, rue du Bac-d'Asnières, 12.



ESSAIS
POLITIQUES
ET
PHILOSOPHIQUES

PAR

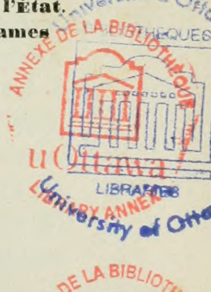
LORD MACAULAY

TRADUITS PAR

M. GUILLAUME GUIZOT

Traduction autorisée par l'auteur

Machiavel et l'Italie. — Lord Bacon et sa philosophie. — De la papauté. — Des rapports de l'Église et de l'État. — Des incapacités politiques des Juifs. — M. James Mill et les théories utilitaires en matière de gouvernement.



DEUXIÈME ÉDITION



PARIS
MICHEL LÉVY FRÈRES, ÉDITEURS
RUE AUBER, 3, PLACE DE L'OPÉRA

LIBRAIRIE NOUVELLE
BOULEVARD DES ITALIENS, 15, AU COIN DE LA RUE DE GRAMMONT

1872

ESSAIS POLITIQUES

ET

PHILOSOPHIQUES

MACHIAVEL

— MARS 1827. —

Œuvres complètes de Machiavel, traduites par J. V. Périer. Paris, 1825.

Ceux qui ont accordé quelque attention aux pratiques de notre tribunal littéraire se sont assurément aperçus qu'au moyen de certaines fictions légales semblables à celles de Westminster-Hall, nous arrivons souvent à prendre connaissance d'affaires qui ne rentrent pas strictement dans les limites de notre compétence primitive. Nous avons donc à peine besoin de dire que, dans le cas présent, M. Périer est uniquement un Richard Roe (1) dont il ne sera plus fait mention dans aucune des phases

(1) Richard Roe, défendeur fictif qu'on faisait intervenir autrefois en Angleterre dans certaines procédures, pour transformer en actions personnelles, recevables devant toutes les hautes Cours de justice, des actions réelles qui, suivant la rigueur de l'ancien droit, étaient soumises à des formalités souvent impossibles, et ne pouvaient s'exercer que devant la Cour des Plaids communs.

(*Note du traducteur.*)

successives de la procédure et dont le nom n'est introduit ici qu'à seule fin d'amener Machiavel devant la Cour.

Nous doutons que, dans l'histoire littéraire, aucun nom soit aussi généralement odieux que celui de l'homme dont nous nous proposons aujourd'hui d'examiner le caractère et les écrits. Les expressions qu'on emploie d'ordinaire pour le désigner semblent impliquer qu'il a été le tentateur, le mauvais esprit, le révélateur de l'ambition et de la vengeance, l'inventeur original du parjure, et qu'avant la publication du *Prince*, son œuvre fatale, il n'y avait jamais eu ni un hypocrite, ni un tyran, ni un traître, ni une vertu simulée, ni un crime utilitaire. Un auteur assure gravement que Maurice de Saxe avait appris dans cet exécrable volume toute sa politique frauduleuse. Un autre a remarqué que, depuis la traduction de ce livre en turc, les sultans se sont beaucoup plus adonnés que par le passé à l'usage d'étrangler leurs frères. Lord Lyttelton rend le pauvre Florentin responsable des trahisons répétées de la maison de Guise et du massacre de la Saint-Barthélemy. Divers écrivains ont donné à entendre que la conspiration des poudres doit être principalement attribuée à ses doctrines, et ils semblent penser que son effigie devrait être substituée à celle de Guy Faux, dans ces processions par lesquelles la spirituelle jeunesse de l'Angleterre célèbre l'anniversaire de la conservation des trois pouvoirs. L'Église de Rome a maudit ses ouvrages; et quant à nos compatriotes, ils ne sont point restés en arrière dans leur façon de manifester ce qu'ils pensent de ses mérites. Ils ont pris son nom de famille pour en forger une épithète à l'adresse des fourbes, et ils ont

donné son nom de baptême pour synonyme à celui du Diable (1).

Il est en effet presque impossible à ceux qui ne sont pas bien instruits de l'histoire et de la littérature italiennes, de lire sans horreur et sans stupéfaction le célèbre traité qui a attiré tant d'attaques sur le nom de Machiavel. Un tel étalage d'une perversité si nue, et pourtant si peu honteuse d'elle-même, une atrocité à ce point froide, judicieuse, réduite en science, paraissent être d'un démon plutôt que d'un homme, fût-il le plus dépravé des hommes. Des principes que le scélérat le plus endurci oserait à peine invoquer par un sous-entendu, devant le mieux éprouvé de ses complices, ou qu'il ne s'avouerait point à lui-même sans les déguiser sous quelque sophisme atténuant, sont professés sans la moindre circonlocution et pris pour axiomes fondamentaux de la science politique tout entière.

Il n'est pas singulier que les lecteurs ordinaires considèrent l'auteur d'un tel livre comme la plus dépravée et la plus éhontée des créatures humaines. Mais les hommes sages ont toujours été enclins à regarder de près, et d'un œil très-méfiant, les anges et les démons que fait la multitude ; et dans le cas qui nous occupe, diverses circonstances ont conduit des observateurs même superficiels à mettre en question la justice de la décision vul-

(1) « Nick Machiavel had ne'er sucha trick,
« Tho' he gave his name to our old Nick. »
Hudibras, part. III, canto I.

« Jamais Nick Machiavel ne joua pareil tour, quoique ce soit lui qui ait donné son nom à notre vieux Nick. »

Mais, malgré l'autorité de l'auteur de *Hudibras*, nous croyons qu'il y a schisme sur ce point entre les antiquaires.

gaire. Il est notoire que Machiavel fut, pendant toute sa vie, un zélé républicain. Dans le cours de l'année même où il composa son manuel de l'art de régner, il subit l'emprisonnement et la torture pour la cause des libertés publiques. Il semble inconcevable que le martyr de la liberté ait pu se poser, de propos délibéré, en apôtre de la tyrannie. Aussi, plusieurs auteurs éminents ont-ils cherché à découvrir, dans cette œuvre malheureuse, un sens caché, plus conciliable avec le caractère et la conduite de l'auteur que le sens qui se révèle à première vue.

Une des hypothèses consiste à dire que Machiavel a voulu user envers le jeune Laurent de Médicis d'une ruse semblable à celle que Sunderland employa, dit-on, contre notre Jacques II, et qu'il a poussé son disciple à des mesures violentes et perfides, parce que ce moyen lui semblait le plus sûr pour accélérer le moment de la délivrance et de la vengeance. D'autres ont supposé, et lord Bacon paraît appuyer cet avis, que ce traité était purement une œuvre d'ironie grave, destinée à mettre les nations en garde contre les artifices des ambitieux. Il serait aisé de montrer que ni l'une ni l'autre de ces solutions ne s'accorde avec un grand nombre de passages du livre lui-même. Mais la réfutation la plus décisive est fournie par les autres ouvrages de Machiavel. Dans tous les écrits qu'il a donnés au public, et dans tous ceux que les recherches de ses éditeurs ont mis au jour depuis trois siècles, dans ses comédies destinées au divertissement de la multitude, dans ses Commentaires sur Tite-Live écrits à l'usage des patriotes florentins les plus enthousiastes, dans son Histoire dédiée à l'un des plus aimables et des plus estimables d'entre les papes, dans ses dépêches pu-

bliques, dans ses notes particulières, partout on discerne plus ou moins cette même déviation du principe moral qui est si sévèrement reprochée au *Prince*, et nous doutons qu'il soit possible de découvrir, dans la volumineuse collection de ses œuvres, une seule expression d'où l'on puisse conclure que la trahison ou la feinte ait jamais produit sur lui l'effet d'un acte déshonorant.

Cela dit, il peut sembler ridicule d'affirmer que nous connaissons peu d'écrits où se manifeste une aussi grande élévation de sentiments que dans ceux de Machiavel, un zèle aussi pur et aussi chaleureux pour le bien public, des vues plus justes sur les devoirs et les droits des citoyens. C'est pourtant un fait, et nous pourrions extraire du *Prince* même bien des passages à l'appui de cette remarque. Une telle inconséquence est parfaitement propre à mettre aux abois un lecteur de notre temps et de notre pays. L'homme tout entier, en Machiavel, semble n'être qu'une énigme, un grotesque assemblage de qualités incongrues. Égoïsme et générosité, cruauté et bienveillance, ruse et simplicité, bassesse abjecte et héroïsme romanesque. Voilà une phrase qu'un vétéran de la diplomatie écrirait à peine en chiffres pour l'instruction de son espion le plus confidentiel ; et tout de suite après, en voici une autre qui semble extraite d'un discours composé sur la mort de Léonidas par un ardent écolier. Un acte d'adroite perfidie et un acte de dévouement patriotique provoquent la même sorte et la même mesure de respectueuse admiration. Le sens moral de l'écrivain semble à la fois maladivement émoussé et maladivement aiguisé. Deux natures de tout point dissemblables sont unies en lui. Elles ne sont pas seulement jointes, elles sont entrelacées. L'une est la chaîne, l'autre est la trame

de son esprit ; et leur combinaison, comme celle des fils variés dans le taffetas chatoyant, donne à tout le tissu une apparence mobile et multiple. L'explication serait facile à donner si Machiavel avait été un homme très-faible ou très-affecté. Mais il n'était évidemment ni l'un ni l'autre. Ses œuvres prouvent sans réplique que son intelligence était puissante, son goût pur, et son sens du ridicule fin jusqu'à être exquis.

Cela est fort étrange ; mais voici qui est plus étrange encore. Il n'y a aucune raison de croire que ceux parmi lesquels il a vécu aient vu dans ses écrits quoi que ce soit de choquant ou d'inconvenant. On a conservé d'abondantes preuves de la haute estime où ses œuvres et sa personne étaient tenues par les plus respectables de ses contemporains. Clément VII fut, lors de leur publication, le patron de ces mêmes livres que le Concile de Trente devait, à la génération suivante, déclarer impropres à être lus par des chrétiens. Quelques membres du parti démocratique blâmèrent le Secrétaire d'avoir dédié le *Prince* à un patron qui portait le nom impopulaire de Médicis. Mais il ne paraît pas qu'aucune réserve ait été faite contre ces doctrines immorales qui ont suscité plus tard une répréhension si sévère. Le cri qui s'éleva contre elles prit naissance de l'autre côté des Alpes, et semble avoir été entendu d'abord avec étonnement en Italie. Celui qui les attaqua le premier fut, si nous ne nous trompons, un de nos compatriotes, le cardinal Pole. L'auteur de l'*Anti-Machiavel* fut un protestant français.

C'est donc dans l'état des sentiments moraux parmi les Italiens du temps que nous devons chercher l'explication vraie de ce qui semble le plus mystérieux dans la

vie et les écrits de cet homme remarquable, et comme c'est là un sujet qui suggère beaucoup de considérations intéressantes, tant en politique qu'en métaphysique, nous ne nous excuserons pas de le discuter un peu longuement.

Pendant les siècles sombres et désastreux qui suivirent la chute de l'Empire romain, les traces de l'ancienne civilisation restèrent beaucoup plus marquées en Italie que dans tout le reste de l'Europe occidentale. La nuit qui vint sur elle fut comme une nuit d'été au pôle arctique. Le crépuscule commença à reparaître avant que les derniers reflets du soleil couchant se fussent effacés à l'horizon. C'est au temps des Mérovingiens de France et de l'Heptarchie saxonne que l'ignorance et la férocité semblent avoir été à leur comble. Alors même, cependant, les provinces napolitaines qui reconnaissaient l'autorité de l'empereur d'Orient, conservaient quelque chose du savoir et des raffinements orientaux. Rome, protégée par le caractère sacré de ses pontifes, jouissait d'une sécurité et d'un repos au moins relatifs, et jusque dans les régions où les sanguinaires Lombards avaient établi leur monarchie, il y avait incomparablement plus de richesse, d'instruction, de bien-être matériel et d'ordre social qu'en Gaule, en Bretagne ou en Germanie.

Ce qui distingua surtout l'Italie des pays voisins, ce fut l'importance que la population des villes commença de très-bonne heure à y acquérir. Quelques cités avaient été fondées dans des positions retirées et sauvages, par des fugitifs qui avaient échappé à la rage des barbares. Telles furent Venise et Gênes, qui durent leur liberté à leur obscurité jusqu'au jour où elles furent capables de ne la devoir qu'à leur force. D'autres cités paraissent

avoir gardé, sous les dynasties sans cesse changeantes des envahisseurs, sous Odoacre et Théodoric, sous Narsès et Alboin, les institutions municipales qui leur avaient été conférées par la politique libérale de la grande République. Dans les provinces que le gouvernement central était trop faible pour protéger ou pour opprimer, ces institutions acquirent graduellement de la stabilité et de la vigueur. Les citoyens, défendus par leurs murs, gouvernés par leurs propres magistrats et leur propre droit coutumier, avaient une large part d'indépendance républicaine. Ainsi fut mis en œuvre un esprit démocratique très-puissant. Les souverains carlovingiens furent trop faibles pour le dompter. La politique généreuse d'Othon l'encouragea. Peut-être une coalition étroite entre l'Église et l'Empire aurait-elle pu l'étouffer. Mais leurs disputes l'entretinrent et le fortifièrent. Au douzième siècle, il avait atteint sa pleine vigueur, et, après une lutte longue et d'abord douteuse, il triompha de l'habileté et du courage de la maison de Souabe.

L'appui du pouvoir ecclésiastique avait grandement contribué au succès des Guelfes. Ce succès, pourtant, n'aurait été qu'un bonheur fort douteux, s'il n'avait eu pour effet que de substituer une servitude morale à une servitude politique, et de grandir les Papes aux dépens des Césars. Heureusement l'esprit public en Italie portait depuis longtemps en son sein le germe des opinions libres, germe qui se développa bientôt rapidement sous la féconde influence des institutions libres. Les hommes de ce pays avaient observé trop longtemps, et de trop près pour en être dupes, tout le mécanisme de l'Église, ses saints et ses miracles, ses prétentions hautaines et ses splendides cérémonies, ses bénédictions inutiles et

ses innocentes malédictions. Les Italiens étaient dans la coulisse, derrière la scène que d'autres contemplaient avec un effroi et un intérêt puérils. Ils assistaient au jeu des poulies et à la fabrication des tonnerres. Ils voyaient les visages naturels, ils entendaient les voix naturelles des acteurs. Les nations lointaines regardaient le Pape comme le vicaire du Tout-Puissant, l'oracle de la Sagesse éternelle, l'arbitre dont les décisions, dans les disputes des théologiens ou des rois, devaient être souveraines et sans appel pour un chrétien. Les Italiens, dans le Pape, connaissaient l'homme ; ils connaissaient toutes les folies de sa jeunesse et tous les artifices malhonnêtes par lesquels il était arrivé au pouvoir. Ils savaient combien de fois il s'était servi des clefs de l'Église pour se délier lui-même des engagements les plus sacrés, et des biens de l'Église pour rassasier ses maîtresses et ses neveux. Ils traitaient avec un décent respect les doctrines et les rites de la religion établie. Mais tout en s'appelant encore catholiques, ils avaient cessé d'être papistes. Ces armes spirituelles, qui portaient la terreur dans les palais et les camps des plus fiers souverains, n'excitaient que le mépris dans le voisinage immédiat du Vatican. Alexandre III, lorsqu'il somma Henri II de se soumettre à recevoir la discipline devant la tombe d'un sujet rebelle, était lui-même en exil. Les Romains, craignant qu'il ne nourrît de mauvais desseins contre leurs libertés, l'avaient chassé de leur cité ; et bien qu'il promît solennellement de se renfermer à l'avenir dans les limites de ses fonctions spirituelles, ils refusaient encore de l'admettre de nouveau.

Dans tout le reste de l'Europe, une classe privilégiée, nombreuse et puissante, écrasait le peuple et défiait le

gouvernement. Mais dans les parties les plus florissantes de l'Italie, la noblesse féodale était relativement réduite à l'insignifiance. Dans quelques districts les nobles allaient chercher un abri sous la protection des puissantes républiques contre lesquelles ils n'étaient pas en état de lutter, et peu à peu ils se confondaient avec la masse des bourgeois. Ailleurs ils possédaient une grande influence ; mais c'était une influence bien différente de celle qu'exerçait l'aristocratie d'un royaume transalpin. Ce n'étaient pas de petits princes, c'étaient des citoyens éminents. Au lieu de fortifier leurs donjons dans les montagnes, ils embellissaient leurs palais sur la place du marché. L'état social, dans les provinces napolitaines et dans celles de l'Église, ressemblait davantage à celui des grandes monarchies occidentales. Mais les gouvernements de Lombardie et de Toscane conservaient, à travers toutes leurs révolutions, un caractère fort différent. Un peuple, quand il est rassemblé dans une ville, est bien plus formidable pour ses maîtres que lorsqu'il est dispersé sur une grande étendue de pays. Les plus arbitraires des Césars sentirent la nécessité de nourrir et de divertir aux dépens des provinces les habitants de leur incommode capitale. Les citoyens de Madrid ont plus d'une fois assiégé leur souverain dans son propre palais, et lui ont extorqué les concessions les plus humiliantes. Les sultans ont été souvent contraints d'apaiser la populace furieuse de Constantinople, par la tête d'un vizir impopulaire. Pour la même cause, il y avait une certaine teinte de démocratie dans les monarchies et les aristocraties de l'Italie septentrionale.

C'est ainsi que la liberté, une liberté imparfaite et peu durable sans doute, vint de nouveau visiter l'Italie; et

avec elle le commerce et l'empire, la science et le goût, toutes les jouissances, tous les ornements de la vie. Les croisades, qui ne rapportèrent aux habitants des autres pays que des reliques et des blessures, amenèrent pour les républiques naissantes de l'Adriatique et de la mer Tyrrhénienne, un grand accroissement de richesse, de pouvoir et de savoir. La situation morale et géographique de ces républiques leur permit de profiter à la fois de la barbarie occidentale et de la civilisation orientale. Des vaisseaux italiens couvraient toutes les mers ; des comptoirs italiens s'élevaient sur toutes les côtes. Les tables des changeurs italiens s'établissaient dans toutes les cités. Les manufactures florissaient. Des banques se fondaient. Les opérations commerciales étaient facilitées par des inventions ingénieuses et utiles. Je doute qu'aucun pays en Europe, si ce n'est le nôtre, ait atteint aujourd'hui le degré de richesse et de civilisation auquel certaines parties de l'Italie étaient parvenues il y a quatre cents ans. Les historiens descendent rarement à ces détails qui seuls peuvent donner une idée de la condition réelle d'un État. La postérité est ainsi souvent trompée par les vagues hyperboles des poëtes et des rhétoriciens, qui prennent la splendeur d'une cour pour la félicité d'un peuple. Heureusement Jean Villani nous a donné un exposé à la fois ample et précis de l'état de Florence, au commencement du quatorzième siècle. Le revenu de la république s'élevait à trois cent mille florins, somme qui équivaut au moins à six cent mille livres sterling (si nous tenons compte de la dépréciation des métaux précieux), somme supérieure à celle que l'Angleterre et l'Irlande fournissaient annuellement à Élisabeth il y a deux siècles. L'industrie de la laine occupait

seule deux cents établissements et trente mille ouvriers. Les tissus produits annuellement se vendaient en moyenne douze cent mille florins, ce qui représente au moins deux millions cinq cent mille livres sterling. Quatre cent mille florins étaient annuellement frappés. Quatre-vingts banques dirigeaient les opérations commerciales, non-seulement de Florence, mais de l'Europe entière. Les affaires entreprises par ces établissements avaient parfois une grandeur qui pourrait surprendre les contemporains eux-mêmes des Barings et des Rothschilds. Deux maisons avancèrent à Édouard III d'Angleterre plus de trois cent mille marcs, à une époque où le marc renfermait plus d'argent que cinquante de nos schellings, et où la valeur de l'argent était au moins quatre fois plus grande qu'aujourd'hui. La cité et ses environs renfermaient cent soixante-dix mille habitants. Dix mille enfants apprenaient à lire dans les diverses écoles; douze cents étudiaient l'arithmétique; six cents recevaient une éducation libérale.

Le progrès des arts et des lettres était proportionné à celui de la prospérité publique. Sous les despotiques successeurs d'Auguste, tous les champs de l'intelligence avaient été changés en déserts arides, divisés encore par les vieux bornages, portant encore les traces d'une ancienne culture, mais ne produisant plus ni fleurs ni fruits. Le déluge de la barbarie arriva. Il renversa toutes les divisions. Il effaça toute trace de culture. Mais il fertilisa en dévastant. Lorsque le flot se retira, le désert devint comme le jardin de Dieu. Partout des réjouissances, des rires, des battements de mains, une production abondante et spontanée de tout ce qui brille, de tout ce qui parfume, de tout ce qui nourrit. Un nouveau lan-

gage, que caractérisent à la fois une simple douceur et une simple énergie, avait atteint la perfection. Jamais idiome n'avait fourni à la poésie des teintes plus vives et plus magnifiques, et bientôt se présenta un poëte digne de les manier. Le commencement du quatorzième siècle vit apparaître la *Divine Comédie*, sans comparaison la plus grande œuvre d'imagination, depuis les poëmes d'Homère. La génération suivante ne produisit pas, il est vrai, un second Dante; mais elle se distingua, au plus haut degré, par une activité intellectuelle générale. L'étude des écrivains latins n'avait jamais été tout à fait négligée en Italie. Mais Pétrarque introduisit une érudition plus profonde, plus libérale, plus élégante, et il communiqua à ses concitoyens cet enthousiasme pour la littérature, l'histoire et les antiquités de Rome, qui le disputa, dans son propre cœur, à une glaciale maîtresse et à une Muse plus glaciale encore. Boccace attira leur attention vers les modèles plus sublimes et plus gracieux de la Grèce.

A partir de cette époque, le culte des lettres et du génie devint presque idolâtre parmi les Italiens. Les rois et les républiques, les cardinaux et les doges comblaient Pétrarque d'honneurs et de flatteries, à l'envi les uns des autres. Les ambassadeurs des États rivaux sollicitaient l'honneur de ses instructions. Son couronnement agita la cour de Naples et le peuple de Rome aussi profondément que les plus grandes questions politiques. Réunir des livres et des antiques, fonder des chaires, patronner des hommes de lettres, ce fut une mode presque universelle parmi les grands. L'esprit de curiosité littéraire s'associait à l'esprit d'entreprise commerciale. Tous les lieux où les principaux marchands de Florence étendaient leur gigantesque trafic,

depuis les bazars du Tigre jusqu'aux monastères de la Clyde, étaient fouillés pour y découvrir des médailles et des manuscrits. L'architecture, la peinture, la sculpture étaient magnifiquement encouragées; si bien qu'il serait difficile de nommer un Italien de quelque importance, à l'époque dont nous parlons, qui n'ait pas au moins affecté l'amour des lettres et des arts.

Le savoir et la prospérité publique continuèrent à marcher du même pas. Ils furent à leur apogée au siècle de Laurent le Magnifique. Nous ne pouvons résister à la tentation de reproduire l'admirable passage, dans lequel le Thucydide toscan décrit l'état de l'Italie à cette époque : « Ridotta tutta in somma pace e tranquillità, coltivata non meno ne' luoghi più montuosi e più sterili che nelle pianure e regioni più fertili, nè sottoposta ad altro imperio che de' suoi medesimi, non solo era abbondantissima d'abitatori e di ricchezze ; ma illustrata sommamente dalla magnificenza di molti principi, dallo splendore di molte nobilissime e bellissime città, dalla sedia e maestà della religione, fioriva d'uomini prestantissimi nell'amministrazione delle cose pubbliche, e d'ingegni molto nobili in tutte le scienze, ed in qualunque arte preclara ed industriosa (1). » Quand on parcourt cette

(1) « Ramenée toute entière à une paix et à une tranquillité profondes, non moins cultivée dans les lieux les plus montueux et les plus stériles que dans les plaines et les régions les plus fertiles, indépendante de toute autre autorité que celle des siens, non-seulement elle était très-abondante en richesses et en habitants ; mais, grandement illustrée par la magnificence de beaucoup de princes, par la splendeur de beaucoup de villes très-nobles et très-belles, par le siége et la majesté de la religion, elle produisait avec éclat des hommes très-éminents dans l'administration des choses publiques, de nobles esprits versés dans toutes les sciences, et elle était insigne et industrieuse dans tous les arts. » (Guichardin, liv. Ier, ch. Ier.)

description si magnifique et si exacte, on a peine à se convaincre qu'il s'agit d'un temps pendant lequel les annales de l'Angleterre et de la France ne présentent que d'effroyables spectacles de pauvreté, de barbarie et d'ignorance. Après avoir assisté à la tyrannie de maîtres illettrés et aux souffrances de paysans dégradés, il est délicieux de tourner son regard vers les États opulents et éclairés de l'Italie, vers ces vastes et magnifiques cités, ces ports, ces arsenaux, ces villas, ces musées, ces bibliothèques, ces marchés remplis de tous les éléments du luxe et du bien-être, ces manufactures fourmillant d'ouvriers, ces Apennins couverts jusqu'à leurs sommets de riches cultures, ce Pô portant les moissons de la Lombardie aux greniers de Venise, et amenant en retour dans les palais de Milan, les soies du Bengale et les fourrures de la Sibérie. Tout esprit cultivé doit surtout reposer sa vue avec un plaisir particulier sur la belle, l'heureuse, la glorieuse Florence, sur les salles que fit retentir la gaieté de Pulci, sur la cellule où scintilla la lampe de Politien, sur les statues que le jeune Michel-Ange dévora du regard avec la frénésie d'une inspiration parente de celle qui les avait créées, sur les jardins où Laurent composa des chants étincelants pour accompagner, le premier de mai, les danses des vierges étruriennes. Hélas! il faut pleurer sur cette belle cité! Hélas! il faut pleurer sur l'esprit et le savoir, le génie et l'amour!

« Le donne, e i cavalier, gli affanni e gli agi,
« Che ne 'nvogliava amore e cortesia,
« Là dove i cuor son fatti sì malvagi (1) »

(1) « Sur les dames et les chevaliers, les travaux et les plaisirs qu'enveloppaient l'amour et la courtoisie, là où les cœurs sont devenus si mauvais. » Dante, *Purgatoire*, chant XIV.

Le temps était proche où les sept coupes de l'Apocalypse allaient être versées et secouées sur ce charmant pays, temps de massacre, de famine, de misère, d'infamie, d'esclavage, de désespoir.

Dans les États italiens, comme dans beaucoup de corps naturels, une décrépitude prématurée fut la peine d'une maturité précoce. C'est à la même cause, c'est à la prépondérance que les villes avaient acquise dans le système politique, qu'il faut attribuer principalement et leur jeune grandeur et leur jeune déclin.

Dans une société de chasseurs et de bergers, tout homme devient aisément et nécessairement un soldat. Les occupations habituelles sont parfaitement compatibles avec tous les devoirs du service militaire. Quelque lointaine que soit l'expédition dont il est chargé, il trouve facile de transporter avec lui le capital d'où il tire sa subsistance. Tout le peuple est une armée, toute l'année est une marche. Tel fut l'état social qui facilita les conquêtes gigantesques d'Attila et de Tamerlan.

Mais un peuple qui vit de la culture du sol, est dans une situation très-différente. Le paysan est lié à la terre qu'il laboure. Une longue campagne serait une ruine pour lui. Cependant les travaux auxquels il se livre sont de nature à donner à son tempérament cette faculté énergique d'agir et de souffrir qui est nécessaire au soldat. Et d'ailleurs ces travaux n'exigent pas de lui, au moins dans l'enfance de la science agricole, une constante attention. A certaines époques de l'année, il a du loisir, et il peut, sans se faire tort, trouver le temps nécessaire à de courtes expéditions. C'est ainsi que les légions de Rome se formaient dans les premières guerres. La saison pendant laquelle les champs ne réclamaient point la présence des

cultivateurs, suffisait à de courtes incursions et à une bataille. Ces opérations, trop souvent interrompues pour produire des résultats décisifs, servaient cependant à entretenir dans le peuple un degré de discipline et de courage, qui non-seulement lui donnait la sécurité, mais le rendait formidable. Les archers et les piquiers du moyen âge, qui, portant sur leurs dos des provisions pour quarante jours, quittaient les champs pour les camps, étaient des troupes de même nature.

Mais lorsque le commerce et l'industrie commencent à fleurir, un grand changement se produit. Les habitudes sédentaires que l'on contracte devant un bureau ou derrière un métier, rendent insupportables les travaux et les fatigues de la guerre. Les affaires des négociants et des artisans demandent une présence et une attention constantes. Dans une telle société, il n'y a point de temps superflu; et il y a au contraire un grand superflu d'argent. On en vient donc à louer quelques membres de la communauté pour affranchir les autres d'une tâche incompatible avec leurs habitudes et leurs occupations.

L'histoire de Grèce est, sur ce point comme sur tant d'autres, le meilleur commentaire de l'histoire d'Italie. Cinq cents ans avant l'ère chrétienne, les citoyens des républiques de la mer Égée formaient peut-être la plus belle milice qui ait jamais existé. Mais à mesure que la richesse et le luxe se développèrent, le système subit une altération graduelle. Les États ioniens furent les premiers dans lesquels le commerce et les arts grandirent, et les premiers dans lesquels l'ancienne discipline déchut. Quatre-vingts ans environ après la bataille de Platée, c'étaient des troupes mercenaires qui partout se chargeaient des batailles et des siéges. Au temps de

Démosthènes, il était à peine possible d'entraîner ou de contraindre les Athéniens à servir au dehors. Les lois de Lycurgue proscrivaient le commerce et les manufactures. Aussi les Spartiates conservèrent-ils une armée nationale, longtemps après que leurs voisins eurent commencé à louer des soldats. Mais leur esprit militaire déclina en même temps que leurs singulières institutions. Au second siècle avant Jésus-Christ, la Grèce ne contenait plus qu'une seule nation de guerriers, les sauvages montagnards de l'Étolie, dont la civilisation et l'intelligence étaient de plusieurs générations en retard sur leurs compatriotes.

Toutes les causes qui produisirent ces effets parmi les Grecs, agirent avec plus de force encore sur les Italiens modernes. Au lieu d'une puissance essentiellement militaire comme Sparte, ils avaient, au milieu d'eux, un État ecclésiastique essentiellement pacifique. Dans les sociétés où les esclaves abondent, tout homme libre est poussé par les motifs les plus impérieux à se familiariser avec l'usage des armes. Les républiques italiennes ne fourmillaient pas, comme la Grèce, de ces milliers d'ennemis intérieurs. Et enfin la manière de faire la guerre, au temps de la prospérité italienne, était particulièrement défavorable à la formation d'une milice efficace. Des hommes bardés de fer de la tête aux pieds, armés de lances pesantes, montés sur d'énormes coursiers, voilà ce qu'on regardait comme le nerf d'une armée. On ne faisait relativement que fort peu de cas de l'infanterie, et on la négligeait tant, qu'elle perdait en effet toute valeur. Cette tactique resta, pendant des siècles, maîtresse du terrain dans la plus grande partie de l'Europe. Les hommes de pied passèrent pour être incapables de résister aux

charges de la grosse cavalerie, jusqu'au jour où, vers la fin du quinzième siècle, les rudes montagnards de la Suisse rompirent le charme, et renversèrent les idées des généraux les plus expérimentés, en recevant le choc si redouté de la cavalerie sur une forêt impénétrable de piques. Le maniement du javelot grec, de l'épée romaine, de la baïonnette moderne, n'est point trop malaisé à apprendre. Mais un exercice quotidien et prolongé pouvait seul former l'homme d'armes à porter toute sa massive panoplie, et à brandir sa lourde lance. Dans toute l'Europe, cette branche importante de la guerre devint une profession à part. Au delà des Alpes, il est vrai, c'était une profession, ce n'était pas un trafic; c'était le devoir et le plaisir des gentilshommes ; c'était le service que leur imposaient leurs fiefs, et le divertissement qui, en l'absence de toute ressource intellectuelle, charmait leurs loisirs. Mais, comme nous l'avons déjà fait remarquer, la puissance croissante des villes avait, dans l'Italie septentrionale, transformé cette classe d'hommes, partout où elle ne l'avait pas anéantie. L'usage d'avoir recours aux bras des mercenaires y devint donc universel, à une époque où cet usage était presque inconnu dans les autres pays.

Quand la guerre devient le métier d'une classe particulière, le parti le moins dangereux que puisse prendre un gouvernement, c'est de transformer cette classe en armée permanente. Il est presque impossible que des hommes passent leur vie au service d'un État, sans prendre intérêt à sa grandeur. Ses victoires sont leurs victoires. Ses défaites sont leurs défaites. Le marché perd quelque chose de son caractère vénal. Le soldat en vient à prendre ses services pour les effets d'un zèle patriotique,

et sa solde pour le tribut de la reconnaissance nationale. Trahir le pouvoir qui l'emploie, ou même mettre quelque négligence à le servir, cela devient à ses yeux le plus atroce et le plus déshonorant des crimes.

Quand les princes et les républiques d'Italie commencèrent à prendre des troupes à bail, ils auraient dû les organiser en corps séparés. Malheureusement ils n'en firent rien. Les guerriers mercenaires de la Péninsule, au lieu d'être attachés au service de telle ou telle puissance, étaient regardés comme une propriété commune à toutes. Le lien entre l'État et ses défenseurs se réduisait au trafic le plus simple et le moins dissimulé. L'aventurier venait offrir sur le marché son cheval, ses armes, sa force, son expérience. Peu lui importait de conclure avec le roi de Naples ou avec le duc de Milan, avec le Pape ou avec la seigneurie de Florence. La préférence était acquise aux gages les plus élevés et au plus long bail. Quand la campagne pour laquelle il avait traité était terminée, il n'y avait pour lui ni loi ni point d'honneur qui l'empêchassent de tourner immédiatement ses armes contre ses derniers maîtres. La personne du soldat et celle du citoyen ou du sujet étaient parfaitement distinctes.

Les conséquences naturelles s'ensuivirent. La guerre était conduite par des hommes sans dévouement pour ceux qu'ils défendaient et sans haine pour ceux qu'ils combattaient, souvent plus attachés à l'armée ennemie qu'à leur maître, toujours intéressés à la prolongation de la lutte. La guerre changea de nature. Tout homme prenait la campagne avec le sentiment que, peu de jours après, il pourrait être à la solde de la puissance contre laquelle il dirigeait ses coups, et batailler contre ses camarades dans les rangs de ses ennemis. Les intérêts les plus puissants

concouraient avec les sentiments les plus puissants à mitiger l'hostilité réciproque de ceux qui avaient été frères d'armes et qui pouvaient le redevenir. Leur profession commune formait entre eux un lien qu'ils ne pouvaient oublier, même lorsqu'ils étaient au service de belligérants opposés. Aussi jamais l'histoire n'a-t-elle raconté des opérations plus languissantes et moins décisives. Des marches et des contre-marches, des contrées mises au pillage et des blocus, des capitulations et des rencontres sans la moindre effusion de sang, c'est là toute l'histoire militaire de l'Italie, pendant le cours de deux siècles. D'énormes armées combattent du lever du soleil à son coucher; de grandes victoires se gagnent; des milliers de soldats sont faits prisonniers; et c'est à peine s'il y a mort d'homme. Les batailles rangées étaient vraiment moins dangereuses que les troubles civils les plus ordinaires.

Le courage n'était pas nécessaire pour faire un soldat. Des hommes vieillissaient sous le harnais, et acquéraient le plus grand renom par leurs exploits guerriers, sans avoir eu à braver une seule fois un danger sérieux. Les conséquences politiques de ce fait ne sont que trop connues. La partie la plus riche et la plus éclairée du monde resta sans défense contre les envahissements de tous les barbares, contre la brutalité de la Suisse, contre l'insolence de la France, contre la férocité rapace de l'Aragon. Les effets moraux qui résultèrent de cet état de choses furent plus remarquables encore.

Au sein des rudes nations qui habitaient de l'autre côté des Alpes, la valeur était indispensable. Sans elle, point de grandeur, point de sécurité. La couardise était donc naturellement regardée comme la plus ignominieuse

des hontes. Parmi ces Italiens si policés, enrichis par le commerce, soumis à l'empire des lois, et passionnément attachés aux lettres, tout s'accomplissait par la supériorité de l'esprit. Leurs guerres elles-mêmes, plus pacifiques que la paix de leurs voisins, demandaient plutôt des qualités politiques que des qualités militaires. Aussi, de même que le courage était le point d'honneur dans les autres pays, l'habileté devint le point d'honneur en Italie.

Deux systèmes opposés de moralité élégante sortirent de ces principes par des procédés exactement semblables. Dans la plus grande partie de l'Europe, les vices qui sont particuliers aux tempéraments timides et qui sont la défense naturelle des faibles, la fraude et l'hypocrisie, ont toujours passé pour les plus déshonorants. Les excès des caractères entreprenants et hautains ont toujours au contraire excité l'indulgence et même un certain respect. Les Italiens appréciaient avec une complaisance correspondante les crimes qui exigent un certain empire sur soi-même, de l'adresse, de la promptitude d'esprit, une invention fertile, et une profonde connaissance du cœur humain.

Un prince comme notre Henri V devait être l'idole du Nord. Les folies de sa jeunesse, l'égoïste ambition de son âge mûr, les Lollards brûlés à petit feu, les prisonniers massacrés sur le lieu du combat, le bail expirant de l'autorité cléricale prolongé de cent ans, une guerre sans cause et sans espoir léguée à un peuple qui n'y avait aucun intérêt, tout est oublié sauf la bataille d'Azincourt. François Sforza, c'est là, d'un autre côté, le modèle des héros italiens. Il fit également servir à sa fortune ses maîtres et ses rivaux. Il commença par écraser ses ennemis déclarés, à l'aide d'alliés sans foi ; puis il s'arma contre

ces alliés des dépouilles arrachées à ses ennemis. Avec une incomparable dextérité, il s'éleva de la situation précaire et dépendante d'aventurier militaire au premier trône d'Italie. A un tel homme ses compatriotes pouvaient beaucoup pardonner, et les amitiés trompeuses, et les lâches inimitiés, et la foi violée. Voilà les erreurs opposées auxquelles les hommes se livrent, lorsque la moralité est pour eux affaire, non de science, mais de goût, et lorsqu'ils abandonnent les principes éternels pour des fantaisies accidentelles.

Nous avons emprunté à l'histoire des exemples destinés à nous faire comprendre. Nous allons en trouver dans la fiction. Othello tue sa femme ; il donne l'ordre de tuer son lieutenant ; il finit par se tuer lui-même. Et pourtant, dans le Nord, il ne perd ni l'estime ni l'affection des lecteurs. Son caractère intrépide et ardent rachète tout. Le confiant abandon avec lequel il écoute son conseiller, l'angoisse avec laquelle il se débat contre la pensée de la honte, l'orage de passion au milieu duquel il commet ses crimes, le courage hautain avec lequel il les avoue, tout crée en sa faveur un intérêt extraordinaire. Iago est au contraire l'objet de la malédiction universelle. Beaucoup de gens vont même jusqu'à penser que Shakspeare s'est laissé entraîner à une exagération qui ne lui est point habituelle, et qu'il a créé un monstre sans exemple dans la nature humaine. Je crois qu'un auditeur italien du quinzième siècle aurait senti tout différemment. Othello ne lui aurait inspiré que de l'horreur et du mépris. La folie avec laquelle il se confie aux protestations amicales d'un homme dont il a dérangé l'avancement, la crédulité avec laquelle il accepte pour des preuves évidentes des conjectures sans base et des cir-

constances triviales, la violence avec laquelle il repousse la justification, jusqu'au moment où la justification ne peut qu'aggraver son désespoir, auraient excité l'horreur et le dégoût des spectateurs. Ils auraient sans doute condamné la conduite de Iago ; mais ils l'auraient condamnée comme nous condamnons celle de sa victime. Un certain intérêt, un certain respect se seraient mêlés à leur improbation. La présence d'esprit du traître, la netteté de son jugement, l'habileté avec laquelle il pénètre les dispositions d'autrui et cache les siennes propres, lui auraient assuré une part de leur estime.

La différence entre les Italiens et leurs voisins était grande, on le voit. Il y avait eu des différences de même nature entre les Grecs du second siècle avant Jésus-Christ, et leurs maîtres les Romains. Braves et résolus, fidèles à leur parole et dominés par le sentiment religieux, les conquérants étaient à la fois ignorants, arbitraires et cruels. Les vaincus avaient seuls le dépôt des arts, de la science et de la littérature dans le monde occidental. Ils étaient sans rivaux en poésie, en philosophie, en peinture, en architecture, en sculpture. Leurs manières était polies, leur esprit était pénétrant, inventif, prompt ; ils étaient tolérants, affables, humains, mais absolument dépourvus de courage et de sincérité. Le plus grossier centurion se consolait de son infériorité intellectuelle, en remarquant que le savoir et le goût ne semblaient produire que des athées, des poltrons et des esclaves. La séparation resta longtemps marquée, et elle fournit un admirable sujet aux impitoyables sarcasmes de Juvénal.

Le citoyen d'une république italienne était à la fois le Grec du temps de Juvénal et le Grec du temps de Péri-

clès. Timide, souple, artificieux et vil, comme le premier, il avait, comme le second, une patrie dont l'indépendance et la prospérité lui étaient chères ; son caractère, dégradé par les crimes les plus bas, était en même temps ennobli par un certain esprit public, et par une honorable ambition.

Un vice que l'opinion générale sanctionne n'est qu'un vice ; c'est un mal qui prend fin avec soi. Mais un vice que l'opinion générale condamne produit sur le caractère les effets les plus pernicieux. Le premier n'est qu'une maladie locale ; le second est un poison qui infecte toute la constitution. Quand le coupable est perdu de réputation, il lui arrive souvent de rejeter dans son désespoir tout ce qui lui reste de vertu. Le gentilhomme montagnard de l'Écosse qui vivait, il y a un siècle, en levant contribution sur ses voisins, commettait le crime pour lequel Wild fut poursuivi jusqu'à Tyburn par les huées de deux cent mille personnes. Et pourtant, il n'est pas douteux que c'était un homme bien moins dépravé que Wild. Le fait pour lequel madame Brownrigg fut pendue n'est rien en comparaison de la conduite du Romain qui donnait en offrande au public la vie de deux cents gladiateurs. Et cependant, nous ferions grand tort au Romain, en le soupçonnant d'avoir été, par nature, aussi cruel que madame Brownrigg. Dans notre pays, une femme se perd de réputation par un acte qui, chez un homme, n'est communément regardé que comme une honorable distinction, ou tout au plus comme un péché véniel. La conséquence est évidente. Les principes moraux d'une femme sont fréquemment bien plus entamés par une seule faute que ceux d'un homme par vingt années d'intrigues. L'antiquité classique nous fournirait des exemples plus frap-

pants encore, si possible, que ceux auxquels nous avons eu recours.

Il faut appliquer ce principe au cas que nous examinons. De notre temps et dans notre pays, l'habitude de la dissimulation et du mensonge imprime sans doute au front d'un homme la marque de la corruption et de l'infamie. Mais il ne s'ensuit point qu'un jugement semblable soit équitable lorsqu'il s'agit des Italiens du moyen âge. Chez eux, au contraire, nous trouvons souvent les défauts que nous sommes habitués à regarder comme les indices de la dépravation, en compagnie de bonnes et grandes qualités, de la générosité, de la bienveillance, du désintéressement. Palamèdes, dans l'admirable dialogue d'Hume, aurait pu tirer d'un tel état social des arguments aussi frappants en faveur de sa thèse que ceux que lui présente Fourli. Ce ne sont point là, je le sais, les leçons que les historiens se montrent en général le plus jaloux de donner, et les lecteurs d'entendre. Mais elles n'en sont pas moins utiles. Comment Philippe a-t-il disposé ses troupes à la bataille de Chéronée? En quel lieu Annibal a-t-il traversé les Alpes? Marie a-t-elle ou non fait sauter Darnley? Siquier a-t-il tué Charles XII? Questions sans importance! Problèmes amusants dont la solution ne peut nous rendre plus sages! Celui-là seul sait lire l'histoire qui, observant combien les circonstances agissent sur les passions et les opinions des hommes, combien le vice est pris souvent pour la vertu et le paradoxe pour l'axiome, apprend à distinguer, dans la nature humaine, ce qui est accidentel et transitoire, de ce qui est essentiel et immuable.

Aucune histoire ne peut suggérer à ce sujet des réflexions plus importantes que celle des républiques de la

Toscane et de la Lombardie. A première vue, le caractère d'un homme d'État italien paraît un ensemble impossible de contradictions : fantôme aussi monstrueux que la portière de l'enfer dans Milton, moitié divinité, moitié serpent, il est majestueux et beau dans les parties supérieures, il est rampant et venimeux par en bas. Nous voyons un homme dont les pensées et les paroles n'ont aucun lien entre elles, qui n'hésite jamais à prêter un serment lorsqu'il veut séduire, qui ne manque jamais d'un prétexte lorsqu'il est disposé à trahir. Ses cruautés ont pour principe, non la chaleur du sang ou la démence d'un pouvoir sans contrôle, mais de profondes et froides méditations. Ses passions, comme des troupes exercées, sont impétueuses par discipline, et n'oublient jamais, dans leur plus opiniâtre furie, la règle à laquelle elles se sont soumises. Des plans d'ambition vastes et compliqués occupent toute son âme, et cependant il n'a sur son visage et dans son langage qu'une modération philosophique. La haine et la vengeance dévorent son cœur, et chacun de ses regards contient un sourire cordial, chacun de ses gestes est une caresse familière. Jamais il n'excite le soupçon de son ennemi par de petites provocations. Son dessein ne se dévoile que lorsqu'il est accompli. Son visage est calme, ses discours sont courtois jusqu'au jour où la vigilance s'endort, où l'adversaire se découvre, où l'occasion de viser sûrement se présente, et alors il frappe pour la première et la dernière fois. Quant au courage militaire, l'orgueil du lourd Allemand, du frivole et bavard Français, de l'arrogant et romanesque Espagnol, il ne l'a pas, il ne l'estime pas. Il évite le danger, non parce qu'il est insensible à la honte, mais parce que, dans la société où il vit, la timidité a cessé d'être

honteuse. Faire le mal ouvertement n'est pas moins coupable à ses yeux, tout en étant moins utile, que de le faire secrètement. Pour lui, les moyens les plus honorables sont les plus sûrs, les plus prompts, les plus ténébreux. Il ne saurait comprendre qu'on hésite à tromper ceux qu'on n'hésite pas à détruire. Il se regarderait comme un sot de déclarer ouvertement la guerre à des rivaux qu'il peut poignarder au milieu d'un embrassement amical, ou empoisonner dans une hostie consacrée.

Et cependant, cet homme noirci des vices que nous regardons comme les plus odieux, traître, hypocrite, poltron, assassin, n'était nullement dénué de ces vertus qui nous paraissent en général les indices d'une élévation de caractère tout à fait supérieure. Ces barbares guerriers qui, sur les champs de bataille et sur la brèche, n'avaient point de rivaux, étaient de beaucoup ses inférieurs en courage civil, en persévérance, en présence d'esprit. Ces dangers mêmes qu'il évitait avec une prudence presque pusillanime, ne troublaient jamais son jugement, ne paralysaient jamais son esprit d'invention, n'arrachaient jamais un secret à sa langue toujours muette, à son front toujours impénétrable. Ennemi dangereux, complice plus dangereux encore, il pouvait être néanmoins un magistrat juste et bienfaisant. En même temps que sa politique était profondément injuste, il avait, à un degré rare, de la justice dans l'esprit. Indifférent à la vérité dans les affaires de la vie, il recherchait honnêtement la vérité dans les méditations spéculatives. Il n'était pas cruel de gaieté de cœur. La susceptibilité de ses nerfs et l'activité de son imagination le portaient à entrer en sympathie avec les émotions d'autrui et à trouver son plaisir dans les aimables délicatesses de la vie sociale.

Descendant sans cesse à des actions qui paraissent porter la marque d'un esprit profondément perverti, il avait cependant un sentiment exquis de tout ce que la nature ou la morale offrent de sublime, de tout ce qui est gracieux ou élevé dans l'ordre intellectuel. L'habitude des petites intrigues et de la dissimulation aurait pu le rendre incapable de vues grandes et générales, si l'influence élargissante de ses études philosophiques n'avait triomphé de cette tendance à se rétrécir. L'esprit, l'éloquence, la poésie lui procuraient les joies les plus vives. Les beaux-arts profitaient également de la sévérité de son goût et de la libéralité de son patronage. Les portraits des Italiens les plus remarquables de cette époque sont en parfaite harmonie avec cette description. Des fronts larges et majestueux, des sourcils noirs et accentués qui ne se froncent jamais, des yeux dont le regard calme et plein n'exprime rien et semble tout voir, des joues pâlies par la pensée et par une vie sédentaire, des lèvres d'une délicatesse féminine, comprimées avec une fermeté plus que masculine, tous ces traits indiquent des hommes à la fois entreprenants et timides, aussi habiles à démêler les intentions d'autrui qu'à dissimuler les leurs propres, ennemis formidables, amis peu sûrs, mais en même temps d'humeur douce et équitable, et d'un esprit assez grand et assez fin pour les rendre aussi éminents dans la vie active que dans la vie contemplative, et aussi propres à gouverner l'humanité qu'à l'instruire.

Chaque temps, chaque nation a certains vices caractéristiques qui prévalent presque universellement, que chacun hésite à peine à avouer; et que les moralistes les plus rigides ne censurent que mollement. Les générations qui se succèdent changent de mode en morale, comme

en chapellerie et en carrosserie. Elles prennent sous leur patronage de nouveaux genres de perversité, et elles s'étonnent de la dépravation de leurs ancêtres. Ce n'est pas tout; la postérité, cette cour suprême d'appel qui ne se lasse jamais de louer sa propre justice et son propre discernement, agit, en semblable circonstance, comme un dictateur romain après une sédition générale. Trouvant les délinquants trop nombreux pour les punir tous, elle prend au hasard quelques hommes parmi eux, et fait porter sur leur tête tout le poids d'une offense dont ils ne sont pas plus coupables que ceux qui échappent. Je ne sais si la décimation est un bon mode de châtiment militaire, mais je proteste contre son introduction dans la philosophie de l'histoire.

Dans le cas dont il s'agit, le sort est tombé sur Machiavel, homme dont la conduite publique fut loyale et honorable, dont les vues sur la morale, si elles diffèrent de celles qui étaient professées autour de lui, diffèrent en mieux, et dont la seule faute est d'avoir exposé plus clairement et exprimé plus fortement que tout autre écrivain, les maximes qui étaient généralement reçues de son temps et qu'il avait adoptées.

Après avoir un peu blanchi, je l'espère, le caractère personnel de Machiavel, je passe à l'examen de ses ouvrages. Comme poëte, il n'a pas droit à une grande place; mais ses comédies méritent l'attention.

La *Mandragore*, en particulier, est supérieure aux meilleures pièces de Goldoni et n'est inférieure qu'aux meilleures de Molière. C'est l'œuvre d'un homme qui, s'il s'était consacré au drame, aurait probablement atteint les plus hauts sommets de l'art, et qui aurait produit un effet durable et salutaire sur le goût national.

C'est là un jugement que nous fondons sur le genre plutôt que sur la mesure de son mérite. Il est des œuvres qui indiquent encore plus de talent, et qu'on lit avec plus de plaisir encore, mais d'où nous aurions tiré une tout autre conclusion. Les livres qui n'ont aucune valeur ne font aucun tort aux lettres, et le signe certain de la décadence générale d'un art, c'est le retour fréquent, non pas de certaines fautes choquantes, mais de certaines beautés déplacées. En thèse générale, la tragédie est viciée par l'éloquence, la comédie par l'esprit.

Le but véritable du drame est de mettre en spectacle les caractères de la nature humaine. Ce n'est pas là, à nos yeux, une règle arbitraire, qui doive son origine à un concours de circonstances locales et temporaires, comme les règles qui décident quel nombre d'actes doit contenir une pièce ou quel nombre de syllabes doit renfermer un vers. Toute autre règle est subordonnée à cette loi fondamentale. Les situations qui permettent le mieux à un caractère de se développer, fournissent la meilleure trame. La langue naturelle des passions est le meilleur style.

Bien compris, ce principe n'interdit au poëte aucune grâce de composition. Il n'est pas de style dans lequel, telle circonstance étant donnée, un homme ne puisse avoir à s'exprimer. Il n'est donc pas de style que le drame rejette ; il n'est pas de style qu'à telle heure il ne puisse exiger. Ce qui manque aux artistes d'un ordre inférieur, c'est de savoir discerner le lieu, le moment et la personne. La rapsodie fantastique de Mercutio, la déclamation travaillée d'Antoine sont naturelles et agréables là où Shakspeare les a placées. Mais Dryden aurait mis dans la bouche de Mercutio, lorsqu'il défie Tybalt, des hyperboles aussi fantastiques que celles qu'il emploie

pour décrire le chariot de Mab. Corneille nous aurait représenté Antoine grondant et cajolant Cléopâtre avec toute l'éloquence mesurée d'une oraison funèbre.

Personne n'a fait plus de mal à la comédie anglaise que Congreve et Sheridan. Tous deux étaient des hommes d'un esprit brillant et d'un goût élégant. Malheureusement, tous leurs caractères sont faits à leur propre image. Leurs œuvres ressemblent au vrai drame comme un transparent ressemble à un tableau. Point de touches délicates, de nuances se fondant imperceptiblement les unes dans les autres ; le tout brille d'un éclat universel. Les contours et les teintes sont oubliés dans la lumière éblouissante qui illumine le tout. Les fleurs et les fruits de l'esprit y abondent, mais c'est l'abondance d'un fourré, non d'un jardin, abondance malsaine, étourdissante, inutile par excès de richesse, nauséabonde par excès d'odeur. Tous les fats, tous les rustres, tous les valets sont gens d'esprit. Les dupes et les plastrons eux-mêmes, Tattle, Witwould, Puff, Acres, éclipsent l'hôtel Rambouillet. Pour prouver combien est erroné dans son ensemble le système de cette école, il suffit d'employer le procédé qui fit évanouir Florimel et ses enchantements, de mettre la vraie Thalie en présence de la fausse, d'opposer les caractères les plus célèbres retracés par les écrivains dont nous parlons, au bâtard du roi Jean, ou à la nourrice de Roméo et Juliette. Ce n'était sûrement pas par manque d'esprit que Shakspeare avait adopté une manière si différente. Benedick et Béatrice jettent dans l'ombre Mirabel et Millamant. On aurait pu, sans rien gâter dans le seul rôle de Falstaff, effacer tous les bons mots prononcés dans les facétieuses maisons d'Absolute et de Surface. Ce fécond

génie aurait facilement pu donner à Bardolph et à Shallow autant d'esprit qu'au prince Hal, et semer de brillantes épigrammes les discussions de Dogberry et de Verges. Mais il savait qu'une prodigalité si banale allait, pour nous servir de son admirable langage, « contre le but de la comédie qui, jadis comme aujourd'hui, a servi et sert, pour ainsi dire, à tenir le miroir en face de la nature. »

Cette digression aidera mes lecteurs à comprendre ce que j'entends quand je dis que, dans la *Mandragore*, Machiavel a prouvé qu'il comprenait parfaitement la nature de l'art dramatique, et possédait des facultés qui lui auraient permis d'y exceller. Par sa peinture correcte et vigoureuse de la nature humaine, il sait produire l'intérêt sans intrigue habile ou agréable; il fait rire sans viser à l'esprit. L'amant, qui n'est ni bien délicat ni bien généreux, et son conseiller le parasite, sont vivement peints. Le confesseur hypocrite est un portrait admirable. Il est, si je ne me trompe, l'original du père Dominique, le meilleur rôle comique de Dryden. Mais le vieux Nicias est le chef-d'œuvre de la pièce. Je ne me rappelle rien qui lui ressemble. Les sottises que Molière couvre de ridicule sont les sottises de l'affectation, non de la fatuité. Son gibier, ce sont les freluquets et les pédants, non les francs imbéciles. Shakspeare a une belle collection de sots; mais, si ma mémoire ne me trompe pas, on n'y rencontre pas l'espèce exacte dont je parle. Shallow est un sot. Mais son entrain naturel remplace l'esprit jusqu'à un certain point. Sa conversation est à celle de Sir John ce que l'eau de Seltz est au vin de Champagne. Elle a l'effervescence sans avoir ni le corps ni le parfum. Slender et Sir Andrew Aguecheek sont des

sots, poursuivis par un vague sentiment de leur sottise, sentiment qui produit chez le dernier la douceur et l'humilité, chez le premier, la maladresse, l'entêtement et la ruine. Cloten est un sot arrogant, Osric un sot faquin, Ajax un sot féroce, mais Nicias est, comme l'est Patrocle au dire de Thersite, un sot tout court. Son âme n'est occupée d'aucun sentiment vigoureux; elle reçoit toutes les empreintes sans en conserver aucune; son aspect varie, non par l'effet des passions, mais par des semblants de passions, faibles et transitoires; fausse joie, fausse peur, faux amour, faux orgueil qui courent les uns après les autres sur sa surface comme des ombres, et s'évanouissent dès qu'ils ont paru. Il est tout juste assez idiot pour exciter, non la pitié ou l'horreur, mais le ridicule. Il ressemble un peu à ce pauvre Calandrino dont les mésaventures, racontées par Boccace, ont fait rire toute l'Europe pendant plus de quatre siècles. Il ressemble peut-être encore plus à Simon de Villa, auquel Bruno et Buffalmacco promettent l'amour de la comtesse Civillari. Comme Simon, Nicias appartient à une profession savante ; et la dignité avec laquelle il porte la robe de docteur, rend ses absurdités infiniment plus grotesques. Le vieux langage toscan convient admirablement à un tel personnage. La grande simplicité de cet idiome donne au raisonnement le plus solide et à l'esprit le plus brillant un air enfantin, presque toujours charmant, mais parfois un peu risible pour un lecteur étranger. Les héros et les hommes d'État ont l'air de bégayer quand ils en font usage. Il convient à Nicias d'une façon incomparable, et rend sa niaiserie infiniment plus niaise encore.

J'ajoute que les vers qu'on rencontre çà et là dans la *Mandragore*, me paraissent être ce que Machiavel a

écrit de plus animé et de plus correct en poésie. Il était évidemment de cet avis; car il en a replacé plusieurs dans d'autres endroits de ses ouvrages. Les contemporains de l'auteur ne méconnurent pas les mérites de cette remarquable pièce. On la joua à Florence avec le plus grand succès. Léon X était au nombre de ses admirateurs, et par son ordre elle fut représentée à Rome (1).

La *Clizia* est une imitation de la *Casina* de Plaute, qui est elle-même une imitation des κληρούμενοι de Diphile qui sont perdus pour nous. Plaute est incontestablement l'un des meilleurs écrivains latins ; mais la *Casina* n'est pas une de ses meilleures pièces, et n'offre pas non plus de grandes facilités à un imitateur. L'intrigue est aussi étrangère aux habitudes de la vie moderne que la manière dont elle est développée est étrangère aux règles de la composition moderne. L'amoureux reste à la campagne et l'héroïne reste dans sa chambre pendant toute la durée de l'action, et ils laissent décider de leur sort par un père parfaitement sot, une mère très-rusée, et des serviteurs corrompus. Machiavel s'est acquitté de sa tâche avec jugement et bon goût. Il a accommodé l'intrigue à un état de société différent, et l'a très-adroitement rattachée à l'histoire de son propre temps. Le récit du tour joué au vieil amoureux radoteur est parfaitement drôle. Il est bien supérieur au passage correspondant de la comédie latine, et cède à peine le pas au récit que fait Falstaff de son plongeon.

Deux autres comédies sans titre, l'une en prose, l'autre

(1) Il est évident que Paul Jove désigne la *Mandragore* sous le nom de *Nicias*. Nous n'aurions pas relevé une méprise si évidente et si naturelle, sans la grossière erreur où elle a fait tomber le sagace et érudit Bayle.

en vers, sont comptées au nombre des œuvres de Machiavel. La première est très-courte, assez animée, mais sans grande valeur. Quant à la dernière, nous avons peine à croire qu'elle soit authentique. Ni ses mérites ni ses défauts ne nous rappellent le célèbre auteur. Elle fut imprimée pour la première fois en 1796, d'après un manuscrit découvert dans la célèbre bibliothèque des Strozzi. On m'a assuré que son authenticité ne reposait que sur la similitude des écritures. Ce qui confirme nos soupçons, c'est que ce manuscrit contenait également une description de la peste de 1527, qui, en conséquence, a été ajoutée aux œuvres de Machiavel. Quant à cette dernière composition, c'est à peine si les preuves matérielles les plus plausibles pourraient nous amener à l'en croire coupable. On n'a jamais rien écrit de plus détestable, pour le fond et pour la forme. Les narrations, les réflexions, les plaisanteries, les lamentations sont de la plus mauvaise école, à la fois vulgaires et affectées; ce sont de vraies guenilles tirées des boutiques de fripiers littéraires. Un mauvais écolier pourrait écrire une pareille pièce, et croire, en la relisant, qu'il a fait quelque chose de beaucoup plus beau que l'incomparable introduction du Décaméron. Mais on ne saurait concevoir qu'à près de soixante ans, un grand homme d'État, dont les premiers ouvrages se font remarquer par la virilité du style et de la pensée, ait pu s'abaisser à une pareille puérilité.

La petite nouvelle de *Belphégor* est agréablement conçue, et agréablement dite. Mais l'extravagance de la satire nuit en quelque mesure à son effet. Machiavel était malheureux en ménage, et dans son désir de venger sa propre cause et celle de ses compagnons d'infortune, il

s'est laissé entraîner hors des bornes permises à la fiction. Jonson semble avoir combiné quelques données de cette nouvelle avec d'autres tirées de Boccace, dans l'intrigue de sa pièce *Le diable est un âne,* pièce qui, sans avoir le fini de ses autres compositions, est peut-être celle où il a montré le plus de génie.

La correspondance politique de Machiavel, publiée pour la première fois en 1767, est incontestablement authentique et très-précieuse. Les malheureuses circonstances où son pays se trouva placé pendant la plus grande partie de sa vie publique étaient de nature à développer extraordinairement les talents diplomatiques. A dater du jour où Charles VIII descendit des Alpes, le caractère de la politique italienne changea complétement. Les gouvernements de la Péninsule cessèrent de former un système indépendant. Attirés hors de leur ancien orbite par la puissance des corps supérieurs qui s'approchaient d'eux, ils devinrent de purs satellites de la France et de l'Espagne. L'influence étrangère décida de toutes leurs disputes, au dedans comme au dehors. Les intérêts des factions rivales se discutaient, non plus dans la salle du Sénat ou sur la place du marché, mais dans l'antichambre de Louis et de Ferdinand. Dans de telles circonstances, la prospérité des États italiens dépendait beaucoup plus de l'habileté de leurs agents étrangers que de la conduite de ceux qui étaient chargés de l'administration intérieure. L'ambassadeur avait à remplir des fonctions bien plus délicates que celle de transmettre des ordres de chevalerie, de présenter des touristes ou d'envoyer à ses collègues l'hommage de sa haute considération. C'était un avocat chargé de veiller aux plus chers intérêts de ses clients, un espion revêtu d'un caractère inviolable. Au lieu de se borner à

maintenir, par ses manières réservées et son style ambigu, la dignité de ceux qu'il représentait, il devait se plonger dans toutes les intrigues de la cour où il résidait, découvrir et flatter toutes les faiblesses du prince, celles du favori qui gouvernait le prince, et celles du valet qui gouvernait le favori. Il fallait flatter la maîtresse et gagner le confesseur, louer ou supplier, rire ou pleurer, s'accommoder à tous les caprices, apaiser tous les soupçons, recueillir tous les on-dit, faire tous les métiers, remarquer tout, supporter tout. A quelque degré que fût parvenu l'art de l'intrigue politique en Italie, le temps en réclamait tout l'emploi.

Machiavel fut fréquemment appelé à remplir ces difficiles missions. Il fut envoyé auprès du roi des Romains et du duc de Valentinois. Il fut deux fois ambassadeur à la cour de Rome et trois fois à la cour de France. Il s'acquitta de ces missions et de quelques autres de moindre importance avec une grande habileté. Ses dépêches forment une des collections les plus amusantes et les plus instructives qu'on puisse lire. Les récits sont clairs et agréablement écrits; les remarques sur les hommes et les choses sont spirituelles et judicieuses. Les conversations sont rapportées avec vigueur et entrain. Nous nous trouvons en présence des hommes qui, pendant vingt années remplies de grands événements, régnèrent sur les destinées de l'Europe. Nous voyons leur esprit et leur folie, leurs accès de gaieté et d'humeur. Nous pouvons entendre leurs bavardages et étudier leurs gestes habituels. Il est intéressant et curieux de reconnaître, dans des circonstances qui échappent à l'attention des historiens, la faible violence et la vaine ruse de Louis XII; la médiocrité affairée de Maximilien, poursuivi d'une dé-

mangeaison impuissante de renommée, à la fois audacieux et timide, obstiné et inconstant, toujours pressé et toujours en retard; la cruelle et hautaine énergie qui donnait de la dignité aux excentricités de Jules II; les manières gracieuses et douces qui cachaient l'insatiable ambition et la haine implacable de César Borgia.

J'ai prononcé le nom de César Borgia. Il est impossible de ne pas donner un moment d'attention à l'homme dans lequel s'est personnifiée si fortement la moralité politique de l'Italie mêlée à certains traits plus sévères du caractère espagnol. Machiavel le vit dans deux occasions importantes; une fois, au moment où la splendide scélératesse de César remportait son plus éclatant triomphe, et où il prenait au même piége et anéantissait du même coup ses plus formidables rivaux; et une autre fois, lorsque épuisé par la maladie et écrasé sous le poids d'infortunes que nulle prudence humaine n'aurait pu empêcher, il était le prisonnier de l'ennemi le plus acharné de sa maison. Ces entrevues entre le plus grand homme d'État spéculatif et le plus grand homme d'État pratique du siècle sont racontées tout au long dans la correspondance, et en forment la portion la plus intéressante. D'après quelques passages du *Prince*, et peut-être aussi d'après quelques vagues traditions, certains écrivains ont cru à une liaison beaucoup plus étroite entre ces hommes remarquables qu'elle ne l'a été réellement. On a accusé l'envoyé d'avoir inspiré les crimes de l'habile et féroce tyran. Mais, d'après les documents officiels, il est clair que leurs rapports, en apparence amicaux, furent en réalité hostiles. Cependant il n'est pas douteux que Machiavel eut l'esprit vivement frappé par César Borgia, et qu'on retrouve, dans ses écrits sur le gouvernement, des traces de l'impression que

produisirent sur lui le singulier caractère et le sort également singulier d'un homme qui, entravé par tant d'obstacles, fit pourtant de si grandes choses; qui, las d'une sensualité variée jusqu'à l'infini, et n'y trouvant plus de stimulant pour son âme blasée, sut trouver un plaisir plus durable et plus puissant dans la passion de l'empire et de la vengeance; qui sortit du luxe et de l'indolence de la pourpre romaine pour devenir le premier prince et le premier général du siècle; qui, grandi dans une profession pacifique, sut former une vaillante armée avec la lie d'un peuple peu belliqueux; qui, après avoir acquis la souveraineté en détruisant ses ennemis, acquit la popularité en détruisant ses instruments; qui commença à employer dans les vues les plus utiles le pouvoir qu'il avait obtenu par les plus atroces moyens; qui ne toléra dans la sphère de son inflexible despotisme d'autre pillard ni d'autre oppresseur que lui-même, et qui tomba enfin au milieu des malédictions et des regrets d'un peuple que son génie avait étonné, et qu'il aurait pu sauver. Parmi les crimes de Borgia, il en est qui nous paraissent plus odieux que tous les autres, et qui, par les motifs que nous avons déjà signalés, n'auraient pas excité la même horreur chez un Italien du quinzième siècle. Le sentiment patriotique pouvait aussi induire Machiavel à donner un souvenir d'indulgence et de regret à la mémoire du seul homme qui eût pu défendre l'indépendance de l'Italie contre les pillards confédérés de Cambrai.

C'était une cause que Machiavel avait à cœur. A vrai dire, tous les grands esprits de l'Italie rêvaient l'expulsion des tyrans étrangers, et le retour du siècle d'or qui avait précédé l'invasion de Charles VIII. Cette éclatante vision charma l'esprit puissant mais mal réglé de Jules II.

Elle disputa aux manuscrits et aux sauces, aux peintres et aux faucons, l'attention du frivole Léon. Elle inspira la généreuse trahison de Morone. Elle donna une énergie passagère à l'esprit et au corps débiles du dernier Sforza. Elle excita un moment quelque honnête ambition dans le perfide cœur de Pescara. La férocité et l'insolence n'étaient pas au nombre des vices nationaux. Le code moral des Italiens jugeait avec trop d'indulgence les cruautés intelligentes des politiques qui s'attaquaient pour de grands desseins à de grandes victimes. Mais quoiqu'ils eussent parfois recours à la barbarie comme à un expédient, elle n'était pas pour eux un stimulant nécessaire. Ils détestaient les féroces étrangers qui semblaient verser le sang par plaisir, qui, non contents de subjuguer, avaient la passion de détruire, qui trouvaient une joie diabolique à raser des cités magnifiques, à massacrer les ennemis qui leur demandaient quartier, ou à suffoquer par milliers des habitants désarmés dans les cavernes où ils étaient venus se réfugier. Telles étaient les cruautés qui excitaient chaque jour la terreur et le dégoût d'un peuple chez qui, jusqu'alors, un soldat n'avait eu à redouter, dans une bataille rangée, que la perte de son cheval et les frais de sa rançon. L'intempérance grossière de la Suisse, l'avarice sordide de l'Espagne, la brutale licence des Français qui ne respectaient ni l'hospitalité, ni la décence, ni l'amour même, l'inhumanité barbare qui était commune à tous les envahisseurs, avaient inspiré aux habitants de la Péninsule une mortelle haine. Ses richesses, qui s'étaient accumulées pendant des siècles de prospérité et de repos, s'évanouissaient rapidement. La supériorité intellectuelle du peuple opprimé lui rendait encore plus poignante sa dégradation politique. La littérature et le bon

goût cachaient encore par un éclat fiévreux les ravages d'un mal incurable. Le fer n'avait pas encore pénétré jusqu'à l'âme. Le temps n'était pas encore venu où on devait bâillonner l'éloquence et bander les yeux à la raison, où le poëte n'aurait plus qu'à suspendre sa harpe aux saules de l'Arno, et où le peintre devrait condamner sa main droite à oublier son art. Cependant un œil perspicace pouvait voir, même alors, que le génie et la science ne survivraient pas longtemps à l'état de choses qui les avait produits, et que les grands hommes dont le talent donnait de l'éclat à cette triste époque, formés jadis sous l'influence de jours plus heureux, ne laisseraient point après eux de successeurs. Les siècles les plus brillants de l'histoire littéraire ne sont pas toujours ceux auxquels l'esprit humain doit le plus. On peut se convaincre de ce fait, en comparant la génération qui les suit à celle qui les a précédés. Les premiers fruits qu'on recueille d'un mauvais régime viennent souvent de graines semées sous un bon. Il en fut ainsi, sous quelques rapports, du siècle d'Auguste. Il en fut ainsi du siècle de Raphaël et de l'Arioste, d'Alde et de Vida.

Machiavel regrettait amèrement les malheurs de son pays; il en discernait clairement la cause et le remède. C'était le système militaire du peuple italien qui avait éteint sa valeur et sa discipline, et avait fait de ses trésors une proie accessible à tous les spoliateurs étrangers. Machiavel forma un projet qui fait également honneur à son cœur et à son intelligence, celui d'abolir les troupes mercenaires, et d'organiser une milice nationale.

Les efforts qu'il fit pour arriver à ce grand but devraient seuls mettre son nom à l'abri de la honte. Pacifique par habitude et par situation, il étudia avec la plus

grande assiduité la théorie de la guerre. Il s'en rendit maître dans tous ses détails. Le gouvernement florentin entra dans ses vues. On nomma un conseil de guerre. On ordonna des levées. L'infatigable ministre parcourut tout le pays pour veiller à l'exécution de ses plans. Le moment était, sous plusieurs rapports, favorable à l'expérience. Le système de la tactique militaire avait subi une grande révolution. On ne regardait plus la cavalerie comme la force principale d'une armée. Le temps qu'un citoyen pouvait dérober à ses travaux ordinaires, bien qu'insuffisant pour le familiariser avec les exercices d'un homme d'armes, suffisait pour en faire un bon fantassin. La crainte du joug étranger, du pillage, du massacre et de l'incendie, aurait pu vaincre l'aversion pour la carrière militaire qu'engendrent généralement l'industrie et l'oisiveté des grandes villes. Pendant quelque temps la mesure eut un bon effet. Les nouveaux soldats se conduisirent convenablement sur le champ de bataille. Machiavel contemplait avec un orgueil de père les bons résultats de ses plans, et commençait à espérer que les armes italiennes pourraient encore une fois faire reculer les barbares du Tage et du Rhin. Mais le flot monta avant qu'on eût pu élever les barrières destinées à le repousser. Pendant quelque temps, à la vérité, Florence fut particulièrement heureuse. La famine, le fer et la peste avaient dévasté les plaines fertiles et les puissantes cités que traverse le Pô. Toutes les malédictions prononcées jadis contre Tyr semblaient être tombées sur Venise. Les négociants se tenaient déjà à l'écart, pleurant sur leur grande cité. On pouvait se croire arrivé au jour où les herbes marines croîtraient le long de son Rialto silencieux, et où le pê-

cheur laverait ses filets dans son arsenal désert. Quatre fois Naples avait été conquise et reconquise par des tyrans également peu soucieux de son bonheur, également avides de ses dépouilles. Florence avait encore à subir la dégradation et le vol, à se soumettre aux ordres de puissances étrangères, à racheter et à racheter encore, à un prix énorme, ce qui lui appartenait légitimement, à remercier ceux qui la pillaient, et à s'excuser d'avoir raison. Elle fut enfin privée même des bénédictions de cet infâme et servile repos. Ses institutions politiques et militaires disparurent à la fois. Les Médicis revinrent de leur long exil, à la suite d'envahisseurs étrangers. On abandonna la politique de Machiavel ; la pauvreté, l'emprisonnement et la torture se chargèrent de le récompenser des services qu'il avait rendus à son pays.

Après sa chute, le grand homme d'État poursuivit son projet avec une ardeur infatigable. Dans le but de répondre à quelques objections populaires, et aussi de réfuter quelques erreurs alors fort répandues au sujet de la science militaire, il écrivit ses sept livres sur l'art de la guerre. Cet excellent ouvrage a la forme d'un dialogue. Les opinions de l'auteur sont placées dans la bouche de Fabrizio Colonna, seigneur puissant des États de l'Église et officier remarquable au service du roi d'Espagne. Colonna visite Florence en revenant de Lombardie pour retourner chez lui. Il rencontre quelques amis chez Cosimo Ruccellai, jeune homme aimable et distingué, dont Machiavel déplore avec émotion la fin prématurée. Après un élégant festin, ils se retirent dans les parties les plus ombragées du jardin, pour éviter la chaleur. Fabrizio y remarque quelques plantes rares. Cosimo dit que, bien qu'elles soient rares dans les temps

modernes, les auteurs classiques en font souvent mention, et que son grand-père, comme beaucoup d'autres Italiens, s'amusait à mettre en pratique les anciennes méthodes de jardinage. Fabrizio exprime son regret de voir ceux qui veulent affecter les mœurs des anciens Romains, choisir pour leur ressembler les occupations les plus frivoles. Ceci mène à une conversation sur le déclin de la discipline militaire et sur les meilleurs moyens de la rétablir. L'institution de la milice florentine est vigoureusement défendue, et l'on suggère diverses améliorations de détail.

Les Suisses et les Espagnols étaient regardés, à cette époque, comme les meilleurs soldats de l'Europe. Le bataillon suisse se composait de piquiers, et ressemblait beaucoup à la phalange grecque. Les Espagnols, comme jadis les sodats de Rome, étaient armés de l'épée et du bouclier. Les victoires de Flamininus et de Paul Émile sur les rois macédoniens semblent prouver la supériorité des armes employées par les légions. La même expérience avait été récemment suivie du même résultat à la bataille de Ravenne, un de ces jours néfastes où la folie et la méchanceté humaines entassent les ravages d'une famine ou d'une peste. Dans ce mémorable conflit, l'infanterie d'Aragon, les vieux compagnons de Gonsalve, abandonnés par tous leurs alliés, se firent un passage au plus épais des piques impériales, et effectuèrent leur retraite dans un ordre parfait, en face de la gendarmerie de Foix et de la célèbre artillerie d'Este. Fabrizio, ou plutôt Machiavel, propose de combiner les deux systèmes, d'armer les premiers rangs d'une pique destinée à repousser la cavalerie, et les derniers rangs d'une épée, arme utile à tout autre emploi. Dans tout son ouvrage,

l'auteur exprime sa profonde admiration pour la science militaire des anciens Romains, et son grand mépris pour les maximes qui étaient en vogue parmi les militaires italiens de la génération précédente. Il préfère l'infanterie à la cavalerie, et les camps fortifiés aux villes fortifiées. Il est disposé à remplacer les longues et molles opérations de ses compatriotes par des mouvements rapides et des engagements décisifs. Il attache très-peu d'importance à l'invention de la poudre. Il semble même croire qu'elle ne doit changer à peu près rien à la manière d'armer ou de distribuer les troupes. Le témoignage général des historiens semble prouver, il faut l'avouer, que l'artillerie mal construite et mal servie de cette époque, quoique utile dans un siége, rendait peu de services sur le champ de bataille.

Je ne me hasarderai pas à donner un avis sur la tactique de Machiavel, mais je sais que son livre est plein de mérite et d'intérêt. C'est un ouvrage inappréciable, en sa qualité de commentaire sur l'histoire de son temps. La finesse, la grâce et la clarté du style, l'éloquence et l'animation de certains passages, doivent plaire même aux lecteurs qui ne s'intéressent pas au sujet en question.

Le *Prince* et les *Discours sur Tite-Live* ont été écrits après la chute du gouvernement républicain. Le premier fut dédié au jeune Laurent de Médicis. Cette circonstance semble avoir indigné les contemporains de l'auteur, bien plus que les doctrines qui, plus tard, firent détester le nom même de cet ouvrage. On y crut voir la preuve d'une apostasie politique. Ce qui paraît certain, c'est que Machiavel, désespérant de la liberté de Florence, était disposé à soutenir tout gouvernement de nature à garantir son indépendance. L'intervalle qui sépa-

rait une démocratie d'un pouvoir despotique, Soderini de Laurent, semblait disparaître quand on le comparait à la différence entre l'état ancien et l'état présent de l'Italie, entre la sécurité, l'opulence, le repos dont elle avait joui sous son gouvernement national, et la misère où elle était plongée, depuis la fatale année où le premier tyran étranger était descendu des Alpes. La noble et pathétique exhortation qui sert de conclusion au *Prince*, prouve combien l'écrivain était ému à cette pensée.

Le *Prince* raconte l'histoire d'un homme ambitieux, les *Discours* racontent l'histoire d'un peuple ambitieux. Les principes qui servent à expliquer, dans le premier ouvrage, l'élévation d'un individu, sont appliqués, dans le second, à la durée plus étendue, et à l'intérêt plus complexe d'une société. Un homme d'État moderne peut trouver puérile la forme des discours. En réalité, Tite-Live n'est pas un historien auquel on puisse ajouter implicitement foi, même dans les circonstances où il a dû posséder les renseignements les plus importants. La première décade, à laquelle s'est borné Machiavel, mérite à peine plus de foi que notre chronique des rois bretons qui régnaient avant l'invasion des Romains. Mais le commentateur n'a guère emprunté à Tite-Live qu'un petit nombre de textes qu'il aurait aussi bien pu extraire de la *Vulgate* ou du *Décaméron*. Toutes les pensées sont originales.

Nous avons déjà longuement donné notre avis sur le genre d'immoralité qui a rendu le *Prince* impopulaire, et qu'on retrouve à un degré presque égal dans les *Discours*. Nous avons essayé de montrer qu'elle venait du temps plutôt que de l'homme, que c'était une corruption partielle, non une preuve de dépravation totale. Cepen-

dant nous ne pouvons nier que ce ne soit une tache bien fâcheuse; elle nuit considérablement au plaisir que pourraient procurer ces ouvrages à tout homme intelligent.

Il est vraiment impossible d'imaginer un esprit plus sainement et plus vigoureusement constitué que celui qui a produit ces ouvrages. Les qualités de l'homme d'État pratique et de l'homme d'État contemplatif se trouvaient évidemment unies chez l'auteur dans une rare et parfaite harmonie. Son habileté dans le détail des affaires ne s'était pas développée aux dépens de ses facultés générales. Son esprit n'était pas devenu moins vaste, mais ses méditations étaient plus correctes, et possédaient ce caractère vivant et pratique qui les distingue si complétement des vagues théories de la plupart des philosophes politiques.

Tous ceux qui ont vu le monde savent que rien n'est aussi inutile qu'une maxime générale. Si elle est très-morale ou très-vraie, on peut la donner comme modèle d'écriture dans les écoles gratuites. Si elle est, comme celles de La Rochefoucauld, singulière et frappante, elle peut devenir une excellente épigraphe pour un essai. Mais parmi tous les sages apophthegmes qui ont été prononcés, depuis le temps des sept sages de la Grèce jusqu'à celui du Bonhomme Richard, il en est bien peu qui aient empêché une seule sottise. Nous accordons aux préceptes de Machiavel le plus grand et le plus rare de tous les éloges, en disant qu'ils peuvent souvent servir à régler la conduite, non parce qu'ils sont plus justes ou plus profonds que ceux qu'on peut extraire d'autres auteurs, mais parce qu'on peut plus facilement les appliquer aux problèmes de la vie réelle.

Il y a des erreurs dans ces ouvrages. Mais ce sont des erreurs qu'un écrivain, dans la situation de Machiavel,

pouvait difficilement éviter. Elles viennent, pour la plupart, d'un seul défaut qui nous semble exister dans tout son système. Il a, dans ses plans politiques, beaucoup plus mûrement pesé les moyens que les résultats. Il n'a pas établi assez clairement que les sociétés et les lois n'existent que dans le but d'augmenter le bonheur individuel. Il semble avoir en vue le bien du corps social, indépendamment du bien des membres de ce corps, parfois même à leurs dépens. Parmi toutes les erreurs politiques, c'est peut-être celle qui a fait le plus de mal et qui a étendu le plus loin ses ravages. Dans les petites républiques de la Grèce, l'état de la société, l'étroite union et la dépendance mutuelle des citoyens, la sévérité des lois de la guerre, tendaient à encourager une opinion qu'on oserait à peine blâmer, en de telles circonstances. Les intérêts de chaque individu étaient étroitement liés aux intérêts de l'État. Une invasion détruisait ses récoltes et ses vignes, le chassait de sa demeure, et le forçait à affronter toutes les rigueurs de la vie militaire. Un traité de paix lui rendait la sécurité et le bien-être. Une victoire doublait le nombre de ses esclaves. Une défaite faisait peut-être de lui un esclave. Quand Périclès dit aux Athéniens, dans la guerre du Péloponèse, que, si leur pays triomphait, les pertes des particuliers seraient promptement réparées, mais que, s'ils étaient vaincus, tous les individus seraient probablement ruinés, il ne disait que la vérité. Il parlait à des hommes auxquels les tributs des nations vaincues assuraient la nourriture et le vêtement, le luxe du bain et les amusements des théâtres, qui grandissaient avec leur pays, et devant lesquels tremblaient les citoyens de nations moins prospères ; à des hommes qui auraient pour le moins perdu, en cas de

revers pour leur pays, tous les plaisirs et tous les privi-léges dont ils jouissaient. Les calamités nationales pouvaient les condamner à être massacrés sur les ruines fumantes de leur ville, à être conduits enchaînés sur un marché d'esclaves, à se voir enlever leurs enfants, les uns pour travailler dans les carrières de la Sicile, et les autres pour garder les harems de Persépolis. Chez les Grecs, le patriotisme devint un principe dominant, ou plutôt une passion indomptable. Leurs législateurs et leurs philosophes imaginèrent qu'en pourvoyant à la grandeur et à la force de l'État, ils pourvoyaient suffisamment au bonheur du peuple. Les écrivains de l'empire romain vivaient sous des despotes qui avaient absorbé dans leur empire des centaines de nations, et dont les jardins auraient couvert les petites républiques de Phlius et de Platée. Cependant ils continuaient à employer le même langage, et à discourir sur le devoir de sacrifier tout à un pays auquel ils ne devaient rien.

Des causes semblables à celles qui avaient exercé leur influence sur les Grecs agirent puissamment sur le caractère moins vigoureux et moins audacieux des Italiens. Comme les Grecs, les Italiens faisaient partie de petites communautés. Chaque individu était vivement intéressé au bien-être de la société à laquelle il appartenait : il avait part à sa richesse et à sa pauvreté, à sa gloire et à sa honte. Cela était particulièrement vrai dans le siècle de Machiavel. Les événements publics avaient été pour les simples citoyens la cause de malheurs immenses. Les envahisseurs du Nord avaient ruiné leurs patrimoines, souillé leurs couches nuptiales, incendié leurs maisons, égorgé leurs enfants. Il était naturel que des hommes vivant à une pareille époque fussent dis-

posés à s'exagérer l'importance des mesures au moyen desquelles une nation se fait craindre de ses voisins, et à déprécier celles qui lui assurent la prospérité intérieure.

Rien n'est plus remarquable dans les traités politiques de Machiavel que la parfaite loyauté d'esprit dont il y fait preuve. Elle est presque aussi frappante quand l'auteur est dans son tort que lorsqu'il a raison. Il n'avance jamais une opinion fausse parce qu'elle est nouvelle ou éclatante, parce qu'il peut la couvrir d'une belle phrase, ou la défendre par un ingénieux sophisme. Ses erreurs peuvent toujours s'expliquer par les circonstances au milieu desquelles il est placé. Il ne les a évidemment pas cherchées; elles se trouvaient sur son chemin, et elles étaient difficiles à éviter. Au début d'une science, de telles fautes doivent être nécessairement commises.

Sous ce rapport, il est amusant de comparer le *Prince* et les *Discours* à l'*Esprit des lois*. Montesquieu jouit peut-être d'une plus grande célébrité qu'aucun écrivain politique de l'Europe moderne. Il doit sans doute quelque chose à son mérite, mais il doit bien plus à la fortune. Il eut la chance pour lui. Il se fit remarquer par la France, au moment où elle se réveillait du long sommeil de la bigoterie religieuse et politique, et par la force des choses il devint un favori. A cette époque, les Anglais regardaient un Français parlant de contrôle constitutionnel et de lois fondamentales comme un prodige non moins étonnant que le cochon savant ou le nourrisson musicien. Spécieux mais superficiel, visant à l'effet, indifférent à la vérité, préoccupé de construire un système, mais oubliant qu'il faut des matériaux pour construire quelque chose de solide et de durable, le spirituel président créait des théories avec autant de rapidité et de légèreté qu'on peut en

mettre à élever des châteaux de cartes aussitôt finis que projetés, aussitôt détruits que finis, aussitôt oubliés que détruits. Machiavel se trompe parce que son expérience, empruntée à un état tout particulier de la société, n'a pas toujours pu le mettre à même de juger l'effet d'institutions autres que celles dont il avait observé la marche. Montesquieu se trompe parce qu'il a quelque chose de beau à dire, et qu'il veut le dire. Si le phénomène qu'il rencontre n'entre pas dans son plan, il fouille dans l'histoire universelle. S'il ne peut découvrir ou mutiler un seul témoignage authentique qui vienne à l'appui de ses hypothèses à la Procuste, il va chercher quelque fable monstrueuse sur le Siam, le Bantam ou le Japon, racontée par des écrivains auprès desquels Lucien et Gulliver étaient véridiques, par des écrivains menteurs à double titre, comme voyageurs et comme jésuites.

La justesse de la pensée et la justesse de l'expression sont généralement réunies. L'obscurité et l'affectation sont les deux plus grands défauts de style. L'obscurité dans les mots vient presque toujours de la confusion dans les idées, et le désir d'éblouir à tout prix qui produit l'affectation dans la manière d'un écrivain, engendre habituellement des sophismes. L'esprit ouvert et judicieux de Machiavel se reflète dans son langage lumineux, poli et viril. Le style de Montesquieu au contraire montre à chaque page un esprit animé et ingénieux, mais sans justesse. Toutes les habiletés d'expression, depuis la mystérieuse concision d'un oracle jusqu'à la légèreté d'un fat parisien, lui servent à déguiser la fausseté de quelques-uns de ses raisonnements, et la vulgarité de quelques autres. Les absurdités prennent la brillante forme d'épigrammes; les idées rebattues s'enveloppent dans

des énigmes. L'œil le plus exercé a quelque peine à supporter l'éclat répandu sur certaines parties, ou à pénétrer les ténèbres qui en enveloppent d'autres.

Ce qui donne un intérêt tout particulier aux œuvres politiques de Machiavel, c'est la douloureuse ardeur dont il est rempli, chaque fois qu'il aborde un sujet ayant rapport aux calamités de sa patrie. Il est difficile de concevoir une situation plus triste que celle d'un grand homme, condamné à voir la lente agonie d'un pays épuisé, à le soigner pendant les accès alternatifs de stupéfaction et de délire qui précèdent sa dissolution, et à voir disparaître peu à peu les symptômes de vitalité, jusqu'à ce qu'il ne reste plus que le froid glacial, les ténèbres et la corruption. Machiavel eut à remplir cet ingrat et pénible devoir. Pour employer l'énergique langage du prophète, il était « fou de la vue que voyaient ses yeux, » la désunion dans le conseil, la mollesse dans les camps, la liberté éteinte, le commerce en déclin, l'honneur national souillé, un peuple éclairé et florissant abandonné à la férocité de sauvages ignorants. Quoique ses opinions n'eussent pas échappé à la contagion de l'immoralité politique qui était répandue chez ses concitoyens, il était naturellement sévère et impétueux plutôt que souple et artificieux. Quand le souvenir de la dégradation de Florence et de l'infâme outrage qu'il a subi lui reviennent à l'esprit, il abandonne la douceur rusée de sa profession et de son pays pour s'abandonner à l'honnête amertume du mépris et de la colère. Il parle comme un homme dégoûté du temps malheureux et du peuple abject au milieu desquels il doit vivre. Il soupire après la force et la gloire de l'antique Rome, après les faisceaux de Brutus et l'épée de Scipion, après la gravité de la

chaise curule, et la sanglante pompe du sacrifice triomphal. Il semble revenir aux jours où huit cent mille guerriers italiens couraient aux armes, sur le bruit d'une invasion gauloise. Il a hérité de l'esprit de ces intrépides et hautains sénateurs qui oubliaient les liens les plus chers de la nature pour ne songer qu'à leurs vertus publiques, qui regardaient avec dédain les éléphants et l'or de Pyrrhus, et écoutaient avec un calme inaltérable les désastreuses nouvelles de la bataille de Cannes. Semblable à un temple antique que gâte la barbare architecture d'un siècle postérieur, son caractère acquiert un nouvel intérêt des circonstances mêmes qui le dénaturent. Les proportions originales ne sont que plus frappantes par suite du contraste qui existe entre elles et des additions aussi mesquines que défectueuses.

L'influence de ces sentiments ne se retrouve pas seulement dans les écrits de Machiavel. Son enthousiasme, ne trouvant pas un libre cours dans la carrière qu'il avait choisie, semble s'être transformé en une légèreté pleine de désespoir. Il trouvait un vindicatif plaisir à outrager les opinions d'une société qu'il méprisait. Il ne tenait plus compte des convenances naturelles à un homme qui avait occupé un rang si élevé dans le monde littéraire et politique. L'amertume sarcastique de sa conversation dégoûtait ceux qui étaient plus disposés à accuser sa licence que leur propre abaissement, et qui ne pouvaient concevoir la puissance des émotions cachées sous les plaisanteries des malheureux et sous les folies des sages.

Nous avons encore à nous occuper des œuvres historiques de Machiavel. Sa vie de Castruccio Castracani ne nous prendra qu'un moment ; elle mériterait à peine notre attention, si elle n'avait été plus remarquée par le

public qu'elle ne le mérite. Peu de livres, à la vérité, auraient pu être plus intéressants qu'une histoire approfondie et judicieuse où Machiavel aurait raconté la vie de l'illustre prince de Lucques, du plus éminent de ces chefs italiens qui, semblables à Pisistrate et à Gélon, acquirent un pouvoir plus facile à sentir qu'à voir, un pouvoir basé, non sur des lois ou des règlements, mais sur la faveur publique et sur leurs grandes qualités personnelles. Un tel ouvrage nous montrerait la nature réelle de cette sorte de souveraineté, si singulière et si souvent mal comprise, que les Grecs appelaient tyrannie, et qui, modifiée sous quelques rapports par le système féodal, reparut dans les républiques de la Lombardie et de la Toscane. Mais cette petite composition de Machiavel n'est aucunement une histoire. Elle ne prétend pas à la fidélité. C'est une fantaisie, et une fantaisie sans grand mérite. Elle est à peine plus authentique que la nouvelle de Belphégor, et elle est beaucoup plus ennuyeuse.

Le dernier grand ouvrage de cet homme illustre fut l'histoire de sa ville natale. Il l'écrivit par ordre du pape, qui, comme chef de la maison de Médicis, était alors souverain de Florence. Cependant Côme, Pierre et Laurent de Médicis y sont jugés avec une liberté et une impartialité qui font également honneur à l'écrivain et à son patron. Les misères et les humiliations de la dépendance, le pain qui est plus amer que toute autre nourriture, l'escalier qui est plus pénible à monter que tout autre, n'avaient pas accablé Machiavel. Le poste le plus corrupteur dans une profession corruptrice n'avait pas perverti le noble cœur de Clément.

Cette histoire ne paraît pas être le fruit de beaucoup de travail ou de recherches. Elle manque positivement

d'exactitude. Mais elle est élégante, animée, pittoresque plus qu'aucune autre en italien. Le lecteur y puise, je crois, une impression plus vivante et plus fidèle des mœurs et du caractère national que dans des récits plus corrects. Le fait est que ce livre appartient plutôt à la littérature ancienne qu'à la littérature moderne. Il est écrit dans le genre, non de Davila et de Clarendon, mais d'Hérodote et de Tacite. On pourrait presque dire que les histoires classiques sont des romans basés sur des faits. Sans aucun doute, le récit est strictement vrai sur tous les points principaux. Mais les nombreux petits incidents qui ajoutent à l'intérêt, les mots, les gestes, les regards, sont évidemment dus à l'imagination de l'auteur. De nos jours, on agit différemment; l'écrivain donne un récit plus exact. Je ne sais si le lecteur en reçoit de plus exactes notions. Les meilleurs portraits sont peut-être ceux où il y a une légère nuance de caricature, et je ne suis pas sûr que les meilleures histoires ne soient pas celles où on emploie judicieusement un peu de l'exagération d'une fiction. L'exactitude y perd quelque chose, mais l'effet y gagne beaucoup. On néglige les lignes secondaires, mais les grands traits caractéristiques se gravent à jamais dans l'esprit.

L'histoire finit à la mort de Laurent de Médicis. Il paraît que Machiavel avait l'intention de continuer son récit. Mais la mort l'empêcha de réaliser ce projet, et ce fut Guichardin qui eut la triste tâche de raconter la désolation et la honte de l'Italie.

Machiavel vécut assez longtemps pour voir le dernier effort tenté par les Florentins en faveur de la liberté. Peu de temps après sa mort, la monarchie fut définitivement établie, non pas une monarchie semblable à celle dont

Côme de Médicis avait profondément établi les fondements dans les institutions et dans les cœurs de ses compatriotes, et que Laurent avait ornée de tous les trophées de la science et des arts, mais une tyrannie révoltante, orgueilleuse et vile, cruelle et faible, bigote et licencieuse. Le caractère de Machiavel était odieux aux nouveaux maîtres, et les portions de sa théorie qui s'accordaient parfaitement avec leur pratique journalière fournirent un prétexte pour noircir sa mémoire. Ses œuvres furent dénaturées par les savants, mal comprises par les ignorants, censurées par l'Église, honnies avec toute la rancune d'une feinte vertu par les instruments d'un gouvernement méprisable, et par les prêtres d'une superstition plus méprisable encore. Le nom de l'homme dont le génie avait illuminé les ténèbres de la politique, et dont la sagesse patriotique avait valu à un peuple opprimé une dernière chance d'émancipation et de vengeance, devint proverbialement infâme. Pendant plus de deux siècles, ses cendres restèrent dans l'oubli. Enfin un grand seigneur anglais rendit les derniers honneurs au plus grand des hommes d'État de Florence. Dans l'église de Santa Croce, on éleva un monument à sa mémoire, monument que contemplent avec respect tous ceux qui savent distinguer les vertus d'un grand cœur à travers la corruption d'un siècle dégénéré, et qu'entoureront des hommages encore plus profonds, le jour où le but auquel il avait voué sa vie publique sera atteint, le jour où le joug étranger aura été brisé, où un second Procida vengera les malheurs de Naples, où un Rienzi plus heureux rendra à Rome la prospérité; le jour où les rues de Florence et de Bologne retentiront de nouveau de leur ancien cri de guerre : *Popolo, Popolo; muoiano i tiranni!*

LORD BACON

— JUILLET 1837. —

Œuvres de François Bacon, lord chancelier d'Angleterre. — Nouvelle édition, par M. Basil Montagu : 16 vol. in-8. Londres. 1825-1834.

Nous remercions sincèrement M. Montagu de cet ouvrage vraiment plein de valeur. Nous sommes souvent d'un avis opposé à celui qu'il exprime comme biographe; mais on ne saurait mettre en question le talent avec lequel il a su réunir les matériaux sur lesquels se fondent ses opinions; et nous sommes tout prêts à reconnaître que nous devons, en grande partie, à ses recherches exactes et minutieuses les moyens de réfuter ce que nous ne pouvons regarder que comme des erreurs.

Ce travail a été, pour M. Montagu, un travail accompli avec amour. L'écrivain est évidemment épris de son sujet. Il en a le cœur plein; on le retrouve constamment dans sa bouche et sous sa plume. Ceux qui fréquentent les cours où M. Montagu se fait si souvent remarquer par son talent et par ses succès, savent combien il lui arrive souvent d'animer la discussion d'un point de droit, en citant quelque puissant aphorisme, ou quelque brillant commentaire, tiré du *De Augmentis* ou du *Novum Organum*. La biographie de Bacon que nous avons sous les yeux, doit sans aucun doute beaucoup de sa valeur à

l'honnête et généreux enthousiasme de celui qui l'a écrite. Ce sentiment a stimulé son activité et soutenu sa persévérance; il l'a poussé à déployer toute son habileté et toute son éloquence; mais aussi, je suis forcé de le dire, il a puissamment contribué à fausser son jugement.

Je ne suis nullement dépourvu de sympathie pour M. Montagu, ou même pour ses faiblesses. Il y a peu d'erreurs qui méritent plus d'indulgence que celle qui porte un homme à revêtir de toutes les qualités morales ceux qui ont laissé des monuments impérissables de leur génie. Les causes de cette illusion prennent naissance dans les replis les plus cachés de la nature humaine. Nous sommes tous disposés à juger les autres à notre point de vue personnel. L'opinion que nous nous formons d'un caractère dépend beaucoup de la façon dont ce caractère touche à nos propres intérêts et à nos propres passions. Nous avons de la peine à penser favorablement de ceux qui nous contrarient ou qui nous dépriment, et nous sommes prêts à trouver mille excuses pour les vices de ceux qui nous sont utiles ou agréables. C'est là, selon moi, une des illusions auxquelles la race humaine tout entière est sujette, et que l'expérience et la réflexion ne peuvent détruire qu'en partie. C'est, pour me servir de la phraséologie de Bacon, une erreur qui fait partie de l'*idola tribus*. De là vient l'indulgence extraordinaire avec laquelle les contemporains jugent souvent, et la postérité juge presque toujours le caractère moral d'un homme éminent dans les lettres ou dans les beaux-arts. Le monde jouit et profite des travaux d'un tel homme. Le nombre de ceux qui souffrent de ses vices personnels est petit, même de son vivant, lorsqu'on le compare au nombre de ceux pour lesquels ses talents sont une source

de jouissance. Au bout de quelques années, tous ceux auxquels il a fait du tort ont disparu. Mais ses œuvres demeurent, et sont une source de délices pour des milliers d'individus. Le génie de Salluste est encore au milieu de nous. Mais les Numides qu'il pillait, et les infortunés maris qui le trouvaient dans leurs maisons à des heures indues, sont oubliés. Nous nous laissons charmer par la finesse des observations de Clarendon et par la sobre majesté de son style, au point de ne plus voir que l'historien et d'oublier l'oppresseur et le bigot. Falstaff et Tom Jones ont survécu aux gardes-chasse que Shakspeare bâtonnait, et aux hôtesses que Fielding escroquait. Un grand écrivain est l'ami et le bienfaiteur de ses lecteurs; ils ne peuvent le juger que sous la trompeuse influence de leur amitié et de leur reconnaissance. Nous savons tous combien nous répugnons à admettre toute histoire pouvant porter atteinte à l'honneur de ceux dont nous aimons la société et dont nous avons reçu service, combien nous luttons contre l'évidence, et, lorsque les faits sont incontestables, avec quelle ardeur nous nous rattachons à l'espoir qu'il est quelque explication ou quelque circonstance atténuante ignorée de nous. Tel est le sentiment qu'éprouve naturellement à l'égard des grands esprits du passé, un homme qui a reçu une éducation libérale. Il ne saurait calculer le montant de sa dette envers eux. Ils l'ont guidé vers la vérité. Ils ont rempli son âme de nobles et gracieuses images. Ils lui ont été fidèles dans toutes les vicissitudes de la vie, ils l'ont consolé dans ses épreuves, ils l'ont soigné dans ses maladies, ils l'ont entouré dans ses heures de solitude. Ces sortes d'amitiés ne sont exposées à aucune des chances qui peuvent affaiblir ou détruire d'autres attachements.

Le temps s'enfuit, la fortune est inconstante, les caractères s'aigrissent; des liens qui semblaient indissolubles sont rompus chaque jour par l'intérêt, par l'émulation ou par le caprice. Mais rien de tout cela ne saurait atteindre nos relations silencieuses avec les plus grands esprits. Ces tranquilles rapports ne sont troublés ni par la jalousie ni par le ressentiment. Ce sont d'anciens amis qui ne changent jamais de visage, qui sont les mêmes dans la richesse et dans la misère, dans la gloire et dans l'obscurité. Les morts ne sont pas des rivaux. Les morts ne changent pas. Platon n'est jamais maussade. Cervantes n'est jamais emporté. Démosthène ne vient jamais mal à propos. Dante ne reste jamais trop longtemps. Il n'est pas de division politique qui puisse brouiller avec Cicéron. Il n'est pas d'hérésie qui puisse donner l'horreur de Bossuet.

Il est donc parfaitement naturel qu'une personne douée de sensibilité et d'imagination éprouve un sentiment d'affectueux respect pour les grands hommes avec l'esprit desquels elle vit dans une communion journalière. Cependant, il est bien positif que ces grands hommes n'ont pas toujours mérité le respect ou l'affection. Parmi les écrivains dont les ouvrages continueront à instruire et à charmer l'humanité jusque dans les siècles les plus éloignés, il en est qui ont vécu dans des situations telles que nous connaissons leurs actions et leurs motifs aussi bien qu'un homme peut connaître les actions et les motifs d'un autre homme; et malheureusement leur conduite n'a pas toujours été de nature à mériter l'approbation d'un juge impartial. Mais le fanatisme d'un dévot adorateur du génie résiste à toutes les preuves et à tous les arguments. Le caractère de son idole est pour lui un article de foi, et la raison ne saurait envahir

le domaine de la foi. Il maintient sa superstition avec une crédulité aussi illimitée et un zèle aussi peu scrupuleux que ceux qu'on rencontre chez les hommes de parti les plus ardents au sein des factions religieuses ou politiques. Il rejette les preuves les plus décisives; il met de côté les règles de morale les plus élémentaires; il falsifie complétement des portions importantes et considérables de l'histoire. L'enthousiaste dénature les faits avec toute l'effronterie d'un avocat, et confond le bien et le mal avec toute la dextérité d'un jésuite, le tout pour assurer à un homme qui repose dans son tombeau depuis plusieurs siècles, une meilleure réputation que celle qu'il mérite.

La *Vie de Cicéron*, par Middleton, est une preuve frappante de l'influence qu'exerce ce genre de partialité. Jamais il n'y eut de nature plus facile à comprendre que celle de Cicéron. Jamais il n'y eut d'esprit plus pénétrant ou plus critique que celui de Middleton. Si le biographe avait apporté à l'examen de la conduite de son homme d'État favori une très-petite parcelle de la finesse et de la sévérité dont il a fait preuve dans ses recherches sur les grandes prétentions d'Épiphane et de Justin Martyr, il n'aurait pu manquer de produire une histoire très-précieuse d'une époque très-intéressante. Mais cet homme si spirituel et si savant, cet homme, « si prudent et si sage, qu'à peine, disait-on, il prenait pour parole d'Évangile ce que croyait l'Église (1), » avait une superstition qui lui était propre. Ce grand Iconoclaste était luimême un idolâtre. Tandis que ce grand *avvocato del diavolo* discutait, non sans habileté, les droits de Cyprien

(1) « So wary held and wise
« That, as't was said, he scarce received
« For Gospel what the Church believed. »

et d'Athanase à une place dans le Calendrier, il composait lui-même une légende mensongère en l'honneur de saint Tullius. Il représentait comme un modèle de toutes les vertus, un homme dont on ne saurait, à la vérité, placer trop haut les talents et les connaissances, et qui n'était nullement dépourvu de qualités aimables, mais dont l'âme tout entière était en proie à une vanité féminine et à une ignoble lâcheté. Le biographe de Cicéron qualifie de sages, de vertueuses, d'héroïques, des actions pour lesquelles Cicéron lui-même, le plus éloquent et le plus habile des avocats, n'a pas su trouver d'excuse, des actions qu'il ne mentionne dans sa correspondance confidentielle qu'avec honte et remords. Toute l'histoire de cette grande révolution qui renversa l'aristocratie romaine, tout l'état des partis, le caractère de tous les hommes publics, sont dénaturés avec art, afin d'arriver à quelque chose qui ressemble à un plaidoyer en faveur d'une très-éloquente et très-aimable girouette.

Le volume qui nous occupe aujourd'hui nous rappelle parfois la *Vie de Cicéron*. Il y a cependant entre les deux livres une différence importante. Le docteur Middleton avait évidemment une conscience déplaisante de la faiblesse de sa cause ; aussi avait-il recours aux ruses les moins honnêtes; tantôt il dénaturait les faits d'une façon impardonnable, tantôt il les supprimait. La foi de M. Montagu est sincère et implicite. Il ne se permet pas la moindre tricherie. Il ne cache rien. Il place les faits sous nos yeux, dans la pleine confiance qu'ils produiront sur nos esprits l'effet qu'ils ont produit sur le sien. Ce n'est que lorsqu'il passe des actes aux motifs des actes que sa partialité se révèle, et alors il laisse Middleton bien loin derrière lui. Il part de ce point que Bacon était un homme

éminemment vertueux. M. Montagu juge le fruit d'après l'arbre. Il est forcé de raconter bien des actions que personne n'aurait songé à défendre, si un autre que Bacon les avait commises, des actions qu'il est facile d'expliquer tout à fait, si l'on admet que Bacon était un homme sans principes solides et sans élévation de cœur, des actions qu'on ne saurait expliquer d'une autre façon, à moins d'avoir recours à quelque hypothèse grotesque pour laquelle il n'y a pas trace de preuves. Mais, aux yeux de M. Montagu, toute hypothèse est plus probable que celle que son héros ait jamais pu faillir gravement.

Cette manière de défendre Bacon ne me semble nullement *baconienne*. Prendre comme établi le caractère d'un homme, et puis déduire de son caractère la nature morale de toutes ses actions, c'est sans contredit une méthode parfaitement opposée à celle que recommande le *Novum Organum*. Le zèle pour la gloire de son maître a seul pu, j'en suis convaincu, porter M. Montagu à s'écarter ainsi des préceptes de son maître. Je suivrai une marche toute différente. J'essaierai, avec les secours précieux dont je suis redevable à M. Montagu, de donner à mes lecteurs un aperçu de la vie de Bacon qui les mette à même d'apprécier exactement son caractère.

Il est à peine nécessaire de dire que François Bacon était fils de Sir Nicholas Bacon qui conserva le grand sceau d'Angleterre pendant les vingt premières années du règne d'Élisabeth. La renommée du père a été jetée dans l'ombre par celle du fils. Mais Sir Nicholas n'était pas un politique ordinaire. Il appartenait à une classe d'hommes qu'il est plus aisé de dépeindre collectivement que séparément, à une classe d'hommes dont les esprits avaient été formés sous une même discipline, qui appar-

tenaient au même rang dans la société, à la même université, au même parti, à la même secte, à la même administration, et dont les facultés, les opinions, les habitudes, la fortune se ressemblaient tellement, qu'en retraçant le caractère, j'allais dire la vie de l'un d'entre eux, on fait, pour ainsi dire, leur portrait à tous.

Ce fut la première génération d'hommes d'État de profession que produisit l'Angleterre. Avant eux, la division du travail avait été, sous ce rapport, très-imparfaite. Ceux qui avaient dirigé les affaires publiques avaient été, sauf quelques exceptions, des guerriers ou des prêtres; des guerriers dont le rude courage n'était ni guidé par la science, ni adouci par l'humanité; des prêtres qui vouaient habituellement leur science et leurs facultés à la défense de la tyrannie et de l'imposture. Les Hotspur, les Neville, les Clifford étaient des natures rudes, incultes et irréfléchies ; ils apportaient dans la salle du conseil la disposition cruelle et impérieuse qu'ils avaient acquise au milieu du tumulte de la guerre et du pillage, dans le sombre repos de leurs forteresses entourées de fossés et de sentinelles. D'un autre côté, était le prélat, calme et souple, versé dans tout ce qu'on regardait alors comme de la science, formé, dans les écoles, à l'art de gouverner sa langue, et dans le confessionnal à celui de gouverner les cœurs, rarement superstitieux, mais habile à se servir de la superstition des autres; perfide, comme cela était naturel de la part d'un homme contraint par sa profession à être un hypocrite s'il n'était pas un saint; égoïste, comme cela était naturel de la part d'un homme qui ne pouvait ni former des liens domestiques ni nourrir l'espoir d'une postérité légitime; plus attaché à son ordre qu'à son pays, et jetant constamment sur Rome un

regard furtif, tout en dirigeant la politique de l'Angleterre.

Mais l'accroissement de la richesse, le progrès de la science, et la réforme religieuse produisirent un grand changement. Les nobles cessèrent d'être des chefs militaires ; les prêtres cessèrent de posséder le monopole de la science, et l'on vit apparaître une nouvelle et remarquable espèce de politiques.

Ces hommes n'appartenaient à aucune des classes de la société qui avaient jusqu'alors presque exclusivement fourni des ministres à l'État. Ils étaient tous laïques; cependant ils étaient tous hommes de savoir, et tous hommes de paix. Ils ne faisaient pas partie de l'aristocratie. Ils n'avaient trouvé, dans leur patrimoine, ni titres, ni grands domaines, ni armées de serviteurs, ni châteaux fortifiés. Cependant ils n'appartenaient pas à la classe inférieure, comme ceux que des princes, jaloux de la puissance d'une noblesse, ont parfois tirés d'une forge ou d'une boutique de savetier pour les placer au rang le plus élevé. Ils étaient tous bien nés. Ils avaient tous reçu une éducation libérale. Ils étaient tous, chose remarquable, membres de la même université. Les deux grands centres nationaux d'instruction avaient déjà à cette époque le caractère qu'ils conservent encore aujourd'hui. L'institution la moins ancienne et la moins splendide était alors ce qu'elle est toujours restée depuis, la première en activité intellectuelle, et la plus disposée à entrer dans la voie du progrès. Cambridge avait l'honneur d'élever les célèbres évêques protestants qu'Oxford avait l'honneur de brûler, et c'était à Cambridge que se formait l'esprit des hommes d'État auxquels on doit principalement attribuer le solide éta-

blissement de la religion réformée dans le nord de l'Europe.

Les hommes d'État dont je parle, avaient passé leur jeunesse au milieu du tumulte incessant de la controverse théologique. Les opinions étaient encore dans un état de chaos anarchique, s'entremêlant, se séparant, avançant, reculant. Parfois l'opiniâtre bigoterie des conservateurs semblait devoir l'emporter. Puis l'impétueux élan des réformateurs triomphait un moment de tous les obstacles. Mais alors la masse, qui résistait, s'opposait si fortement au courant qu'elle l'arrêtait, et le forçait à rétrograder lentement. La vacillation qui parut à cette époque dans la législation anglaise, et qu'il a été à la mode d'attribuer au caprice et à la puissance d'un ou deux individus, fut véritablement une vacillation nationale. Ce n'était pas seulement dans l'esprit d'Henri VIII que la nouvelle théologie prenait un jour l'ascendant, puis que les leçons de la nourrice et du prêtre regagnaient le lendemain leur influence. Ce n'était pas seulement dans la maison de Tudor que le mari était exaspéré de l'opposition de la femme, que le fils s'écartait des opinions du père, que le frère persécutait la sœur, que les sœurs se persécutaient mutuellement. La lutte entre les principes de conservation et les principes de réforme était engagée partout, dans toutes les congrégations, dans toutes les écoles savantes, autour du foyer domestique, et dans les derniers replis de tous les esprits capables de réflexion.

Ce fut au milieu de cette fermentation que se développèrent les hommes dont je parle. Ils étaient nés réformateurs. Ils appartenaient naturellement à cette espèce d'hommes qui sont toujours au premier rang dans le grand progrès intellectuel. Par conséquent, ils étaient

tous protestants. Cependant, bien qu'il n'y ait aucun motif de douter de leur sincérité, leur zèle religieux n'était pas grand. Parmi eux, pas un ne voulut courir le moindre risque personnel pendant le règne de Marie; pas un ne seconda la malheureuse tentative de Northumberland en faveur de sa belle-fille; pas un ne prit part aux desseins désespérés de Wyatt. Ils s'arrangèrent pour avoir affaire sur le continent; ou bien, s'ils ne purent quitter l'Angleterre, ils entendirent la messe et observèrent le carême avec un parfait décorum. Lorsque ces ténébreuses et périlleuses années eurent pris fin, et que la couronne eut passé à une nouvelle souveraine, ils furent les premiers à s'occuper de la réforme de l'Église. Mais ils procédèrent avec la calme résolution d'hommes d'État, non avec l'impétuosité de théologiens. Ils agirent, non en hommes qui regardaient la religion romaine comme un système trop offensant pour Dieu et trop nuisible au salut des âmes pour qu'on pût le tolérer une heure, mais en hommes qui regardaient les points en litige parmi les chrétiens comme peu importants par eux-mêmes, et qui ne se faisaient nul scrupule de professer, de même qu'ils l'avaient fait auparavant, la foi catholique de Marie, la foi protestante d'Édouard, ou quelque autre des nombreuses combinaisons intermédiaires que le caprice d'Henri VIII et la politique servile de Cranmer avaient su extraire des doctrines des partis hostiles. Ils étudièrent attentivement l'état de leur propre pays et celui du continent; ils virent de quel côté inclinait l'esprit public; puis ils choisirent leur voie. Ils se mirent à la tête des protestants européens, et firent dépendre toute leur gloire et leur fortune du succès de leur parti.

Il est inutile de raconter avec quelle dextérité, quelle résolution et quelle gloire ils dirigèrent la politique de l'Angleterre, pendant les mémorables années qui suivirent leur arrivée au pouvoir ; comment ils parvinrent à réunir leurs amis et à séparer leurs ennemis, comment ils humilièrent l'orgueil de Philippe, comment ils vinrent en aide à l'indomptable courage de Coligny, comment ils sauvèrent la Hollande opprimée, comment ils fondèrent la grandeur maritime de leur pays, comment ils surpassèrent en ruse les habiles politiques de l'Italie, et apprivoisèrent les farouches chefs des Highlands. Il est impossible de nier qu'ils aient commis bien des actes de nature à faire peser sur un homme d'État de notre temps le blâme le plus sévère. Mais si l'on considère le niveau de la moralité à cette époque, et le caractère peu scrupuleux des adversaires contre lesquels ils avaient à combattre, on sera forcé de reconnaître que ce n'est pas sans motif que leurs noms sont encore l'objet de la vénération de leurs compatriotes.

Il y avait, sans doute, de grandes diversités dans leur nature morale et intellectuelle. Mais il y avait pourtant entre eux un grand air de famille. C'étaient des esprits remarquablement sains. On ne voyait pas en eux de facultés particulières développées d'une façon remarquable, mais une vigueur et une santé virile régnaient dans tout leur être. Ils étaient des lettrés. La nature et l'exercice avaient rendu leurs esprits très-propres aux recherches spéculatives. Ils furent entraînés par les circonstances, bien plus que par leur inclination naturelle, à jouer un rôle important dans la vie active. Toutefois, dans la vie active, ils se montrèrent entièrement exempts des défauts communs aux théoriciens et aux pédants. Jamais

on n'observa plus soigneusement les signes des temps. Jamais on n'eut une plus grande connaissance pratique de la nature humaine. Leur politique se fit généralement remarquer bien plutôt par sa vigilance, sa modération et sa fermeté, que par son invention ou son esprit d'entreprise.

Ils parlaient et ils écrivaient d'une manière digne de leur excellent jugement. Leur éloquence était moins abondante et moins ingénieuse, mais bien plus pure et plus virile que celle de la génération qui les suivit. C'était l'éloquence d'hommes qui avaient vécu avec les premiers traducteurs de la Bible, et avec les auteurs de la liturgie anglicane. C'était une éloquence lumineuse, digne, solide, et à peine empreinte de l'affectation qui gâte le style des hommes les plus éminents du siècle suivant. Et lorsque, parfois, ces politiques se voyaient forcés de prendre part aux controverses théologiques dans lesquelles étaient alors engagés les plus précieux intérêts des États, ils s'en acquittaient comme s'ils avaient passé leur vie dans les écoles et dans l'assemblée de la *Convocation* (1).

Ces hommes célèbres possédèrent une qualité qui les préserva de l'inconstance proverbiale de la cour et de la multitude. Ni intrigue ni coalition de rivaux ne purent leur enlever la confiance de leur souverain. Jamais un parlement n'attaqua leur influence. Jamais la foule n'associa leurs noms à quelque odieux grief. Leur pouvoir ne cessa qu'avec leur vie. Sous ce rapport, leur sort présente un contraste bien frappant avec celui des politiques brillants et entreprenants de la génération précédente et de la génération suivante. Burleigh fut ministre pendant quarante ans. Sir Nicholas Bacon conserva le

(1) La *Convocation* est, en Angleterre, l'assemblée des représentants du clergé. (*Note du traducteur.*)

grand sceau pendant plus de vingt ans. Sir Walter Mildmay fut chancelier de l'Échiquier pendant vingt-trois ans. Sir Thomas Smith fut dix-huit ans secrétaire d'État; Sir Francis Walsingham, à peu près aussi longtemps. Ils moururent tous au pouvoir, entourés du respect public et de la faveur royale. Le sort de Wolsey, de Cromwell, de Norfolk, de Somerset et de Northumberland avait été bien différent. Bien différent aussi, fut le sort d'Essex, de Raleigh et de l'homme encore plus illustre dont je me propose d'examiner la vie.

Peut-être peut-on trouver l'explication de cette circonstance dans la devise que Sir Nicholas Bacon avait fait placer sur son château de Gorhambury : « *Mediocria firma.* » C'était une maxime que ni lui ni ses collègues ne perdaient jamais de vue. Ils étaient plus jaloux de donner à leur pouvoir de profondes assises que d'élever l'édifice à une hauteur imposante, mais dangereuse. Jamais aucun d'eux n'aspira à être seul ministre. Jamais aucun d'eux n'excita l'envie en déployant avec ostentation sa richesse et son influence. Jamais aucun d'eux n'affecta d'éclipser l'ancienne aristocratie du royaume. Ils se montrèrent exempts de ce puéril amour des titres qui caractérise les courtisans en crédit de la génération qui les précéda et de celle qui les suivit. Un seul, parmi tous ceux que nous avons nommés, fut fait pair; et il se contenta du degré de noblesse le moins élevé. Quant à l'argent, on ne saurait équitablement les accuser de rapacité, vu l'époque où ils vécurent. Quelques-uns d'entre eux mériteraient des éloges, même aujourd'hui, tant leur désintéressement fut grand. Leur fidélité envers l'État était incorruptible : leurs mœurs sans tache, leurs familles régulières et bien gouvernées.

Parmi ces hommes d'État, sir Nicholas Bacon occupait le second rang, et venait après Burleigh. Camden l'appelle « Sacris conciliis alterum columen; » et George Buchanan,

« diù britannici
« Regni secundum columen. »

La seconde femme de sir Nicholas et la mère de François Bacon fut Anne Cooke, l'une des filles de Sir Anthony Cooke, homme d'un grand savoir qui avait été précepteur d'Édouard VI. Sir Anthony s'était beaucoup occupé de l'éducation de ses filles, et il vécut assez pour les voir toutes grandement et heureusement mariées. Leurs connaissances classiques les faisaient remarquer, même parmi les femmes à la mode de leur temps. Catherine, qui devint lady Killigrew, écrivait des hexamètres et des pentamètres latins qui figureraient avec honneur dans les *Musæ Etonenses*. Mildred, femme de lord Burleigh, était, au dire de Robert Ascham, la jeune femme qui savait le mieux le grec en Angleterre Lady Jane Grey toujours exceptée. Anne, la mère de François Bacon, était versée dans l'étude des langues et de la théologie. Elle correspondait en grec avec l'évêque Jewel, et elle traduisit si correctement du latin son *Apologia* que ni lui ni l'archevêque Parker ne purent suggérer un seul changement. Elle traduisit aussi du toscan une série de sermons sur la fatalité et le libre arbitre composés par Bernardo Ochino. Ce fait est d'autant plus curieux qu'Ochino appartenait à cette bande peu nombreuse mais remplie d'audace, de réformateurs italiens, à laquelle la secte des sociniens doit son origine, et qui encourut les anathèmes à la fois de Wittemberg, de Genève, de Zurich, et de Rome.

A la mode de son temps, Lady Bacon était, sans aucun doute, une personne de l'esprit le plus cultivé. Mais il ne faut cependant pas nous laisser aller à croire qu'elle et ses sœurs fussent des femmes plus distinguées que beaucoup de celles qui vivent de nos jours. C'est, je crois, une erreur fort répandue. J'ai souvent entendu des hommes qui désirent, comme le fait tout homme de sens, voir donner aux femmes une éducation forte, parler avec enthousiasme des dames anglaises du seizième siècle, et regretter de ne pouvoir trouver aujourd'hui une jeune fille qui ressemble à ces belles élèves d'Ascham et d'Aylmer, qui, tout en brodant, comparaient le style d'Isocrate et celui de Lysias, et qui, tandis que les cors sonnaient et que les chiens chassaient, restaient seules dans leur petite chambre, les yeux attachés sur cette page immortelle qui raconte avec quel tranquille et doux courage le premier grand martyr de la liberté intellectuelle prit la coupe des mains de son geôlier désolé. Mais assurément de telles plaintes sont sans fondement. Je n'ai pas la moindre envie de rabaisser les dames du seizième siècle et leurs travaux. Mais je crois que ceux qui les vantent aux dépens des femmes de notre temps, oublient une circonstance remarquable et très-importante. Du temps d'Henri VIII et d'Édouard VI, toute personne qui ne pouvait lire ni grec ni latin, ne pouvait rien lire, ou à peu près rien. L'italien était la seule langue moderne qui possédât quelque chose d'analogue à une littérature. Tous les livres précieux qui existaient alors dans toutes les langues nationales de l'Europe auraient à peine rempli une étagère. L'Angleterre ne possédait ni les pièces de Shakspeare, ni la Reine des Fées : la France n'avait pas les Essais de Montaigne; l'Espagne ne connaissait pas Don

Quichotte. En parcourant une bibliothèque bien fournie, combien trouverions-nous de livres anglais ou français qui fussent déjà publiés, à l'époque où Lady Jane Grey et la Reine Élisabeth reçurent leur éducation? Chaucer, Gower, Froissart, Comines, Rabelais, forment à peu près toute la liste. Il était donc absolument nécessaire, ou qu'une femme reçût une éducation classique, ou qu'elle n'en reçût aucune. Lorsqu'on ignorait les langues anciennes, il était impossible d'avoir une idée nette de ce qui se passait dans le monde politique, littéraire ou religieux. Le latin était, au seizième siècle, tout ce que fut le français au dix-huitième, peut-être même plus encore. C'était la langue des cours aussi bien que celle des écoles. C'était la langue de la diplomatie; c'était la langue de la controverse politique et théologique. Le latin était une langue fixée, à une époque où les langues vivantes étaient dans un état de fluctuation; il était universellement connu des savants et de la société polie; aussi, presque tous les écrivains qui aspiraient à une réputation grande et durable écrivaient-ils en latin. Ceux qui l'ignoraient ne pouvaient élargir le cercle de leurs connaissances; et ce n'était pas seulement à lire Cicéron et Virgile, ou de gros traités sur le droit canon et sur la théologie, qu'ils devaient renoncer : les mémoires les plus intéressants, les papiers d'État, les pamphlets du temps, et même les poésies les plus célèbres ou les plaisanteries les plus populaires paraissant sur les affaires du jour, les vers complimenteurs de Buchanan, les dialogues d'Érasme, les épîtres de Hutten leur restaient absolument étrangers.

Il n'en est plus ainsi. Toute la controverse politique et religieuse se fait maintenant dans les langues modernes. On n'emploie plus les langues anciennes que pour com-

menter les anciens écrivains. Les grandes productions du génie d'Athènes et de Rome sont toujours les mêmes. Mais bien que leur valeur positive n'ait pas changé, leur valeur relative a toujours été s'amoindrissant, lorsqu'on la compare à la grande masse de richesse intellectuelle que possède l'humanité. Ils étaient le tout intellectuel de nos ancêtres. Ils ne sont qu'une partie de nos trésors. Quelle tragédie aurait fait verser des larmes à Lady Jane Grey, quelle comédie l'aurait fait sourire, si elle n'avait pas eu dans sa bibliothèque les anciens auteurs dramatiques? Un lecteur moderne peut se passer d'Œdipe et de Médée, maintenant qu'il possède Othello et Hamlet. S'il ne sait rien de Pyrgopolynice et de Thrason, il connaît intimement Bobadil, et Bessus, et Pistol, et Parolles. S'il ne peut jouir de la délicieuse ironie de Platon, il peut trouver quelque compensation dans celle de Pascal. S'il est banni de Néphélococcygia, il peut se réfugier à Lilliput. Je ne me rends coupable, j'espère, d'aucune irrévérence envers les grandes nations auxquelles la race humaine doit les arts, la science, le goût, la liberté civile et intellectuelle, quand je dis que les richesses qu'elles nous ont léguées ont été si soigneusement administrées que l'intérêt accumulé dépasse aujourd'hui le capital. Je crois que les livres qui ont été écrits dans les langues de l'Europe occidentale, depuis deux cent cinquante ans (j'y comprends nécessairement les traductions des langues anciennes), ont plus de valeur que tous les ouvrages qui existaient avant cette époque. Les femmes anglaises savent au moins aussi bien les langues modernes de l'Europe que leurs frères ou leurs maris. Aussi, quand je compare les connaissances de Lady Jane Grey avec celles d'une jeune femme instruite de notre temps, je n'hésite

pas à donner la supériorité à la dernière. J'espère que mes lecteurs me pardonneront cette digression. Elle est longue, mais elle n'est pas trop déplacée, je crois, si elle réussit à les convaincre qu'ils ont tort de penser que les arrière-arrière-grand'mères de leurs arrière-arrière-grand'mères étaient des femmes supérieures à leurs sœurs et à leurs femmes.

François Bacon, le plus jeune fils de sir Nicholas, naquit à York-House, demeure de son père dans le Strand, le 22 janvier 1561. La santé de François était très-délicate, et c'est à cette circonstance qu'on peut attribuer, en partie, ce port grave et ce goût des occupations sédentaires qui le distinguaient de ses camarades. Tout le monde sait combien sa précoce promptitude d'esprit et le sérieux de ses manières amusaient la Reine, et comment elle l'appelait son jeune garde des sceaux. On raconte qu'encore tout enfant, il quitta ses compagnons de jeu, pour aller étudier, sous une voûte située dans Saint-James' Fields, la cause d'un singulier écho qu'il y avait remarqué. Il est certain qu'à l'âge de douze ans, il se livra à de très-ingénieuses recherches sur l'art des jongleurs, sujet qui mérite, comme le remarque très-justement le professeur Dugald Stewart, toute l'attention des philosophes. Ce ne sont que des bagatelles. Mais la grande destinée de Bacon leur donne de l'intérêt.

A treize ans, il entra au Collége de la Trinité, à Cambridge. Cette célèbre école de science jouissait de la faveur spéciale du Lord trésorier et du Lord garde des sceaux, et précisément un mois après l'admission de François Bacon, elle reconnaissait, dans une lettre publique, tous les avantages que lui valait leur patronage. Le directeur du collége était Whitgift, plus tard arche-

vêque de Cantorbéry, prêtre tyrannique et bas, d'un esprit étroit, qui devint puissant à force de servilité et d'adulation, et qui employa sa puissance à persécuter simultanément ceux qui pensaient comme Calvin sur le gouvernement de l'Église, et ceux qui ne partageaient pas la doctrine de Calvin sur la réprobation. Il était alors dans l'état de la chrysalide qui quitte la forme de ver pour prendre celle de papillon ; une sorte de nymphe intermédiaire entre le sycophante et l'oppresseur. Il se dédommageait de la cour qu'il était forcé de faire aux ministres, en exerçant, dans l'enceinte de son collége, une mesquine tyrannie. Cependant il serait injuste de ne pas reconnaître, à son éloge, qu'il rendit vers cette époque un grand service aux lettres. Il résista courageusement à ceux qui voulaient faire du Collége de la Trinité, une simple succursale de l'École de Westminster, et par cet acte, le seul bon, je crois, de sa longue vie publique, il préserva le plus noble établissement d'éducation qu'il y ait dans toute l'Angleterre, du sort dégradant qui fut le partage du Collége du Roi et du Nouveau Collége.

On a souvent dit que Bacon était encore au Collége de la Trinité, lorsqu'il conçut le plan de la grande révolution intellectuelle à laquelle son nom est irrévocablement attaché. Cependant les preuves de ce fait ne sont pas suffisantes pour l'établir ; et il est bien peu probable qu'un projet positif de cette nature ait pu avoir été formé si tôt, même par un esprit aussi puissant et aussi actif. Mais il est certain que Bacon quitta l'université, après y avoir résidé trois ans, emportant de Cambridge un profond mépris pour le système d'études qu'on y suivait, une conviction arrêtée que l'éducation académique en Angleterre était radicalement vicieuse, un juste dédain pour

les misères sur lesquelles s'épuisaient les sectateurs d'Aristote, et un respect médiocre pour Aristote lui-même.

Il avait atteint sa seizième année lorsqu'il se rendit à Paris, et il y resta quelque temps, sous la surveillance de Sir Amias Paulet, ministre d'Élisabeth à la cour de France, et l'un des plus habiles et des plus intègres parmi les excellents serviteurs qu'elle employait. La France était alors dans un déplorable état d'agitation. Les huguenots et les catholiques recueillaient toutes leurs forces pour la plus violente et la plus longue de leurs luttes tant de fois renouvelées, tandis que le prince qui aurait dû les protéger et les contenir, s'était tellement avili par ses vices et ses folies qu'il n'avait plus d'autorité sur personne. Bacon parcourut plusieurs provinces, et s'arrêta quelque temps à Poitiers. Nous avons des preuves abondantes du zèle qu'il apporta aux études littéraires et scientifiques pendant son séjour sur le continent ; mais son attention semble avoir été principalement dirigée vers la statistique et la diplomatie. Ce fut à cette époque qu'il écrivit les notes sur l'état de l'Europe qui sont imprimées dans ses ouvrages. Il étudia les principes de l'art du chiffre avec beaucoup d'intérêt, et inventa un chiffre si ingénieux que, bien des années après, il le crut digne d'une place dans le *De augmentis*. Il était occupé de ces divers travaux, lorsqu'en février 1580, il apprit la mort presque subite de son père, et retourna aussitôt en Angleterre.

Cet événement vint assombrir ses perspectives d'avenir. Il désirait vivement obtenir une situation qui lui permît de se vouer à la littérature et à la politique. Il s'adressa au gouvernement, et il est étrange que sa demande soit restée sans résultat. Ses désirs étaient modérés. Il

avait des droits héréditaires à la bienveillance de l'administration. avait été lui-même remarqué favorablement par la Reine. Son oncle était premier ministre. Son mérite personnel était si grand que tout ministre aurait dû s'empresser de l'attacher au service du pays. Mais ses sollicitations furent infructueuses. Le fait est que les Cecil ne l'aimaient pas, et qu'ils firent tout ce qu'ils purent décemment pour l'empêcher de s'élever. On n'a jamais dit que Bacon eût rien fait pour mériter leur antipathie. Il est peu probable qu'un homme doué d'un caractère naturellement doux, de manières courtoises, et qui fut toute sa vie prodigieusement préoccupé de son avenir, un homme qui poussait à l'extrême la crainte d'offenser les gens puissants, eût jamais donné de justes causes de déplaisir à l'un de ses parents qui pouvait, soit lui rendre des services essentiels, soit lui faire un tort irréparable. Voici, je crois, la vraie explication : Robert Cecil, second fils du trésorier, avait quelques mois de moins que Bacon. Il avait été élevé avec le plus grand soin ; son père l'avait initié, dès l'enfance, aux mystères de la diplomatie et des intrigues de cour ; il allait paraître sur la scène de la vie publique. Burleigh souhaitait passionnément que sa propre grandeur passât à son enfant de prédilection. Mais toute la partialité paternelle de Burleigh ne pouvait l'empêcher de voir que Robert n'était pas, en dépit de ses facultés et de sa science, l'égal de son cousin François. Cela me paraît la seule explication raisonnable de la conduite du trésorier. M. Montagu est plus charitable. Il suppose que Burleigh ne se laissa influencer que par son affection pour son neveu, et que ce fut à cause de cela qu'il l'encouragea à compter sur lui-même plutôt que sur les autres, et qu'il lui conseilla de choisir

la sûre carrière du droit, plutôt que de s'aventurer sur le sable mouvant de la politique. Si tel était le sentiment de Burleigh, on a quelque peine à comprendre qu'il ait laissé son fils s'aventurer sur ces sables mouvants dont il avait si soigneusement préservé son neveu. Si Burleigh l'avait voulu, il lui aurait été facile d'assurer à Bacon une situation agréable et sûre. Il est certain qu'il se montra aussi peu disposé à donner à son neveu une profession qui l'aidât à faire son chemin, qu'à lui fournir le moyen de vivre sans profession. Il n'est pas douteux pour moi que Bacon lui-même attribuait la conduite de ses parents à la jalousie que leur inspirait la supériorité de son mérite. Dans une lettre écrite bien des années après à Villiers, il s'exprime ainsi : « Aidez, encouragez et faites avancer les hommes distingués dans toutes les situations, dans toutes les professions, car du temps des Cecil, père et fils, on supprimait volontairement et par plaisir les hommes distingués. »

Quels que pussent être les motifs de Burleigh, il resta inébranlable dans son dessein. François adressa à son oncle et à sa tante des supplications pressantes, humbles, presque serviles. Il était le jeune homme le plus distingué de son temps, celui qui promettait le plus pour l'avenir. Son père avait été le beau-frère, le collègue le plus utile, l'ami le plus intime du ministre. Mais tout cela ne servit de rien au pauvre François. Il fut contraint, bien contre son gré, de s'adonner à l'étude du droit. Il fut admis à *Gray's Inn* (1), et continua, pendant

(1) Les *Inns of Court* (Hospitia Curiæ) sont, en Angleterre, des corporations de légistes auxquelles ceux qui aspirent à devenir avocats doivent s'affilier pour apprendre le droit et pour faire leur stage. Les quatre plus célèbres de ces collèges de légistes sont l'*Inner Temple*, le *Middle Temple*, *Lincoln's Inn* et *Gray's Inn*. (*Note du traducteur.*)

quelques années, à vivre dans une laborieuse obscurité.

Il est difficile de dire jusqu'où allait sa science comme jurisconsulte. Un homme comme lui pouvait acquérir sans peine la somme très-minime de connaissances techniques qui suffit pour rendre un avocat éminent dans sa profession, quand il joint à ce peu de science de la promptitude, du tact, de l'esprit, de la finesse, de l'éloquence, et la connaissance du monde. L'opinion générale semble avoir été celle qu'exprimait un jour la Reine Élisabeth : « Bacon a beaucoup d'esprit et beaucoup de savoir, » disait-elle, « mais dans les questions de droit, il montre tout ce qu'il sait, et cela ne va pas loin. » Je soupçonne les Cecil d'avoir fait de leur mieux pour répandre cette opinion à force d'insinuations et de mots couverts. Coke la proclamait ouvertement, avec l'insolence rancunière qui lui était habituelle. Il n'est pas de bruits plus facilement adoptés que ceux qui rapetissent le génie et consolent l'envie des esprits médiocres. Rien ne pouvait être plus doux pour un stupide avocat, précurseur de celui qui, cent cinquante ans plus tard, « hochait dédaigneusement la tête quand on appelait Murray, un homme d'esprit, » que de savoir que le penseur le plus profond et l'orateur le plus éloquent du siècle connaissait imparfaitement la loi sur le *bastard eigné* et le *mulier puisné* (1), et qu'il confondait le droit de *free fishery* avec celui de *common of piscary* (2).

(1) Dans la langue du vieux droit anglais, le *bastard eigné* est un fils aîné qui est né avant le mariage de son père et de sa mère. Le *mulier puisné* est son frère puîné, mais né après le mariage, légitime et héritier du père commun. (*Note du traducteur.*)

(2) Le droit de *free fishery* est, en Angleterre, le privilége exclusif concédé par la couronne de pêcher dans une rivière publique. Le droit de *common of piscary* est celui de pêcher dans les eaux d'un simple particulier. (*Note du traducteur.*)

Il est positif que Bacon savait beaucoup mieux la philosophie du droit que qui que ce fût de son vivant et même cent cinquante ans après lui. Ses connaissances techniques, soutenues par ses admirables facultés et par son éloquence persuasive, étaient tout à fait suffisantes pour lui procurer des clients. Il fit très-rapidement son chemin, et conçut bientôt l'espoir d'être appelé à siéger en dedans de la barre (1). Il s'adressa à cet effet à lord Burleigh, mais il ne reçut qu'un refus catégorique. Nous pouvons, en quelque mesure, apprécier les motifs de ce refus, d'après la réponse de Bacon, qui existe encore. Il paraît que le vieux Lord, dont l'âge et la goutte n'avaient nullement amélioré le caractère, et qui aimait à marquer son aversion pour les jeunes gens brillants et spirituels de la nouvelle génération, saisit cette occasion d'adresser à François un sermon fort sévère sur sa vanité et son manque de respect pour ses supérieurs. François fit au trésorier une réponse très-humble, le remercia de son admonestation, et promit d'en profiter. Cependant les étrangers se montraient moins injustes envers le jeune avocat que ne l'avait été son plus proche parent. A vingt-six ans, il devint *bencher* de Gray's Inn (2), et deux

(1) Les simples avocats (*Barristers*) plaident, en Angleterre, à la barre des Cours. Les avocats auxquels la couronne a conféré le titre de conseil du Roi (*King's Counsel*) partagent avec le procureur général (*Attorney general*) et l'avocat général (*Solicitor general*), le privilége de siéger en dedans de la barre. Le titre de conseil du Roi impose l'obligation de ne point plaider contre la couronne sans sa permission. Mais cette permission n'est jamais refusée.
(*Note du traducteur.*)

(2) Chaque collége de légistes est gouverné par un certain nombre de dignitaires qui portent le titre de *masters*, *principals*, *benchers*, *stewards*, etc. (*Note du traducteur.*)

ans après il fut nommé lecteur de carême (*Lent reader*) (1). En 1590, il obtint enfin pour la première fois quelque marque de bienveillance de la cour. Il prêta serment comme conseil extraordinaire de la Reine (*Queen's Counsel extraordinary*) (2). Mais cet honneur ne lui valut aucun émolument pécuniaire. Il continua donc à solliciter de ses puissants parents une situation qui pût lui permettre de vivre sans s'absorber dans sa profession. Il supporta avec une patience et une sérénité qui ressemblaient, j'en ai peur, à de la servilité, l'humeur morose de son oncle, et les réflexions méprisantes que faisait sans cesse son cousin sur les hommes perdus dans les spéculations philosophiques, et trop savants pour pouvoir s'occuper des affaires publiques. A la fin, les Cecil eurent la générosité de lui procurer la survivance du greffe de la Chambre Étoilée. C'était une place lucrative; mais comme plusieurs années s'écoulèrent avant qu'elle fût vacante, il fut longtemps encore dans la nécessité de gagner son pain quotidien.

En 1593, il fut nommé membre du parlement pour le comté de Middlesex, et atteignit bientôt un rang élevé comme orateur. Il est facile de voir, dans les fragments peu nombreux que nous possédons de ses discours, qu'il y faisait preuve de la force d'expression et de la richesse d'imagination qui caractérisent ses écrits, et que l'étendue de ses connaissances littéraires et historiques lui permettait d'amuser son auditoire, au moyen

(1) La fonction du *Lent reader* est de donner des leçons de droit dans le collége. (*Note du traducteur.*)

(2) L'*Attorney general* et le *Solicitor general* sont les conseils *ordinaires* de la couronne. Ses autres conseils sont des conseils *extraordinaires*. (*Note du traducteur.*)

d'une foule d'images et d'allusions généralement heureuses et bien choisies, mais qui n'étaient probablement pas moins goûtées du public de son temps, lorsqu'elles étaient de nature à nous paraître aujourd'hui puériles ou pédantes. Il est évident, en outre, qu'il était, comme on pouvait du reste s'y attendre, parfaitement exempt des défauts communs aux avocats qui, après avoir grandi au barreau, entrent à la chambre des communes; qu'il avait l'habitude de traiter les grandes questions, non par fragments détachés, mais dans leur ensemble; qu'il raffinait peu, et que ses raisonnements dénotaient un esprit vaste plutôt qu'un esprit subtil. Un excellent juge, Ben Jonson, a décrit l'éloquence de Bacon dans des termes qu'on a déjà bien souvent cités, mais qu'on peut citer encore. « J'ai connu un noble orateur qui était plein de gravité dans ses discours. Son langage, lorsqu'il pouvait se refuser à la tentation d'un bon mot, avait une noble sévérité. Jamais homme ne parla avec plus de netteté, plus d'ampleur, plus de poids: il ne se permettait pas la moindre phrase inutile, ou vide. Dans ses discours, pas un membre de phrase qui ne fût tout de lui et d'une valeur originale. Ses auditeurs ne pouvaient ni tousser ni détourner de lui leurs regards sans y perdre. Il était le maître lorsqu'il parlait, et il savait, suivant son bon plaisir, irriter et charmer ses juges. Jamais homme ne les eut davantage en son pouvoir. Quand on l'écoutait, on n'avait qu'une crainte, et c'était qu'il ne finît trop tôt. » Ben Jonson fait mention des juges: il est donc probable qu'il n'avait entendu Bacon qu'au barreau. Je suis d'ailleurs porté à croire qu'à cette époque la chambre des communes était presque inaccessible aux étrangers. Il est vraisemblable qu'un obser-

vateur aussi sagace que Bacon ne parlait pas au parlement tout à fait comme à la Cour du Banc de la Reine. Mais la grâce des manières et du langage devait être à peu près commune au conseil de la Reine et au représentant du comté.

Bacon chercha à jouer dans la vie politique un jeu très-difficile. Il voulut être à la fois favori à la cour et populaire auprès de la multitude. Si jamais homme avait pu réussir dans une pareille tentative, c'était lui ; il avait des facultés rares, un jugement d'une maturité précoce, un caractère d'une égalité parfaite, et les manières les plus affables. Il n'échoua pas absolument. Une fois cependant, il s'abandonna à un élan de patriotisme qui lui causa de longs et amers remords, et qu'il n'osa jamais renouveler. La cour demandait des subsides considérables et un paiement très-rapide. Ce qui nous reste du discours de Bacon respire l'esprit du long parlement. « Les gentilshommes, dit-il, auront à vendre leur vaisselle plate, et les fermiers leurs pots d'étain avant qu'on paye de pareilles sommes; et quant à nous, nous sommes ici pour sonder à fond les blessures du royaume, non pour les effleurer en passant. Voici les dangers auxquels nous nous exposerions. D'abord, nous ferions naître le mécontentement, et nous mettrions en danger la sûreté de Sa Majesté, qui doit reposer plutôt sur l'amour que sur la richesse de son peuple. Ensuite, si nous accordions de cette manière les subsides, d'autres princes réclameraient un jour les mêmes sacrifices, en sorte que nous créerions un mauvais précédent pour nous-mêmes et pour notre postérité; et il faut qu'on puisse remarquer dans l'histoire que, parmi toutes les autres nations, la nation anglaise est la moins servile, la moins esclave, la

moins disposée à se laisser taxer. » La Reine et ses ministres furent profondément blessés de cette explosion d'esprit public. Et vraiment les fiers et violents Tudors avaient jadis envoyé à la Tour pour de bien moindres offenses plus d'un honnête membre de la chambre des communes. Le jeune patriote s'abaissa jusqu'à faire les excuses les plus abjectes. Il supplia le Lord trésorier de montrer quelque bienveillance à son pauvre serviteur et allié. Il écrivit au Lord garde des sceaux une lettre lamentable, qui peut aller de pair avec les lettres les plus méprisables qu'ait jamais écrites Cicéron pendant son bannissement. La leçon ne fut pas perdue. Bacon ne se rendit plus jamais coupable de la même faute.

Il comprit enfin qu'il avait peu à espérer du patronage des puissants alliés qu'il avait sollicités pendant douze ans, avec une si humble persévérance, et il commença à tourner ses regards d'un autre côté. Parmi les courtisans d'Élisabeth, on avait vu récemment paraître un nouveau favori, jeune, noble, riche, distingué, éloquent, brave, généreux, ambitieux ; un favori auquel la Reine, déjà vieille, avait accordé des marques de sa faveur telles qu'elle en avait à peine donné à Leicester, dans l'âge des passions ; un favori qui était à la fois l'ornement du palais et l'idole de la Cité, qui était le patron des gens de lettres et des gens d'épée, qui était le refuge des catholiques persécutés et des puritains persécutés. La calme prudence qui avait permis à Burleigh de faire son chemin à travers tant de dangers, et la grande expérience qu'il avait acquise en traitant avec deux générations de collègues et de rivaux, semblaient à peine suffisantes pour le soutenir dans cette nouvelle lutte ; et Robert Cecil ne contemplait qu'avec envie et avec crainte

la renommée et l'influence toujours croissantes d'Essex.

L'histoire des factions qui divisèrent la cour et le conseil, pendant la fin du règne d'Élisabeth, est pleine d'enseignements utiles, mais elle n'est ni intéressante ni agréable. Les deux partis employaient des moyens familiers aux hommes d'État sans scrupules, et ni l'un ni l'autre n'avait, ou même ne prétendait avoir en vue un but vraiment important. L'esprit public se reposait d'un grand effort, et recueillait ses forces pour en accomplir un autre. L'élan terrible et impétueux qui avait fait avancer l'esprit humain dans la carrière de la vérité et de la liberté, pendant les cinquante années qui suivirent la séparation de Luther et de l'Église romaine, était épuisé. Les frontières qui séparent le protestantisme du papisme étaient, à très-peu de chose près, les mêmes qu'aujourd'hui. L'Angleterre, l'Écosse, les royaumes du Nord d'un côté; l'Irlande, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, de l'autre. La ligne de démarcation s'étendait, comme aujourd'hui, au milieu des Pays-Bas, de l'Allemagne et de la Suisse, divisant les provinces, les électorats, les cantons. La France pouvait être regardée comme un pays en litige, où la lutte était encore indécise. Depuis cette époque, les deux religions n'ont guère fait autre chose que de maintenir leur terrain. Quelques incursions accidentelles ont eu lieu. Mais la frontière générale est restée la même. Depuis deux cent cinquante ans, on n'a pas vu une grande société se lever comme un seul homme, et s'émanciper de la superstition des siècles par un puissant effort. Ce spectacle était fréquent au seizième siècle. Pourquoi n'en est-il plus ainsi? Pourquoi un mouvement aussi violent a-t-il été suivi d'un repos aussi prolongé? Les doctrines des réformateurs ne

sont pas moins conformes aujourd'hui qu'autrefois à la raison ou à la révélation. L'esprit public n'est assurément pas moins éclairé aujourd'hui qu'autrefois. Pourquoi, après avoir triomphé de tous les obstacles dans un siècle qui jouissait comparativement de peu de science et de peu de liberté, le protestantisme ne fait-il pas de progrès appréciables dans un siècle de raisonnement et de tolérance? Comment se fait-il que les Luther, les Calvin, les Knox, les Zwingle, n'aient pas laissé de successeurs, que pendant deux siècles et demi, il y ait eu moins de convertis à la foi protestante qu'il n'y en avait parfois en une seule année au temps de la réformation? J'ai toujours regardé ce fait comme un des problèmes historiques les plus curieux et les plus intéressants. Peut-être un jour essaierai-je de le résoudre. Pour le moment, il suffit de dire qu'à la fin du règne d'Élisabeth, le parti protestant avait, suivant le langage de l'Apocalypse, « abandonné sa première charité et cessé de faire ses premières œuvres. »

La grande lutte du seizième siècle avait cessé. La grande lutte du dix-septième siècle n'avait pas commencé. Les confesseurs du règne de Marie étaient morts. Les membres du long parlement étaient encore au berceau. Les papistes avaient été dépouillés de tout pouvoir dans l'État. Les puritains n'avaient pas encore atteint un pouvoir formidable. Il est vrai qu'un observateur attentif, connaissant bien l'histoire de la génération suivante, peut facilement discerner, dans les actes des derniers parlements d'Élisabeth, le germe d'événements importants et à jamais mémorables. Mais rien de tout cela n'était encore visible pour les contemporains. Les deux partis d'hommes ambitieux qui se disputaient

le pouvoir, n'étaient divisés par aucune grande question d'intérêt public. Ils appartenaient tous deux à l'Église établie. Ils professaient tous deux un dévouement sans bornes pour la Reine. Ils approuvaient tous deux la guerre avec l'Espagne. Je ne crois pas qu'il y ait aucun motif de supposer qu'ils eussent des vues différentes en ce qui touchait la succession à la couronne. Certainement ni l'une ni l'autre de ces factions ne méditait de grandes réformes. Ni l'une ni l'autre ne tenta le redressement du moindre grief public. Le mal le plus odieux et le plus pernicieux dont la nation eût alors à souffrir, leur était une source de profit à toutes deux, et elles le défendaient toutes deux avec un égal zèle. Raleigh avait le monopole des cartes à jouer, Essex le monopole des vins de dessert. En réalité, le seul motif de querelle entre les partis, c'était qu'ils ne pouvaient se mettre d'accord sur la part de pouvoir et de patronage qui devait leur revenir.

Rien dans la conduite politique d'Essex ne lui donne des titres à notre estime ; et la pitié que nous inspire sa fin prématurée et terrible, est diminuée par le souvenir de l'égoïsme avec lequel il compromit la vie et la fortune de ses amis les plus dévoués, et chercha, pour des motifs purement personnels, à plonger dans l'anarchie le pays tout entier. Cependant il est impossible de ne pas s'intéresser vivement à un homme si brave, si courageux et si généreux ; à un homme qui sut à la fois se conduire, envers sa souveraine, avec une hardiesse dont alors aucun autre sujet ne se montrait capable, et envers ses inférieurs, avec une délicatesse dont bien peu de patrons ont donné exemple. Il ne ressemblait point à l'espèce vulgaire des bienfaiteurs. Il voulait

inspirer, non de la reconnaissance, mais de l'affection. Il s'efforçait d'amener ceux qu'il protégeait à le regarder comme leur égal. Doué d'un esprit ardent et facile à émouvoir, il était naturellement disposé à admirer tout ce qui est grand et beau; il fut fasciné par le talent et le génie de Bacon. Il s'établit bientôt entre eux une étroite amitié, amitié qui devait finir d'une façon bien sinistre, bien triste, et bien honteuse.

En 1594, l'office de procureur général (*Attorney general*) devint vacant, et Bacon conçut l'espoir de l'obtenir. Essex fit de la cause de son ami sa propre cause; il sollicita, se plaignit, promit, menaça, mais tout fut inutile. Il est probable que l'aversion des Cecil pour Bacon, s'était encore accrue depuis qu'il s'était lié avec le comte. Robert Cecil était alors sur le point d'être fait secrétaire d'État. Il se trouva un jour, par hasard, dans la même voiture qu'Essex, et une conversation remarquable s'engagea bientôt entre eux : « Milord, » dit Sir Robert, « la Reine a résolu de nommer sans plus de retard un procureur général. Je prie Votre Seigneurie de me faire savoir qui vous comptez appuyer. » — « Votre question me surprend, » répliqua le comte, « vous ne pouvez pas ignorer que je suis pour votre cousin, François Bacon, et que je l'appuierai résolûment, envers et contre tous. » — « Grand Dieu ! » s'écria Cecil, incapable de se contenir, « je suis surpris que Votre Seigneurie dépense ses forces sur un sujet si peu vraisemblable. Pouvez-vous me citer un seul précédent d'un jeune homme si inexpérimenté choisi pour remplir de si grandes fonctions? » L'objection était de bien mauvaise grâce dans la bouche d'un homme qui, bien que plus jeune que Bacon, s'attendait chaque jour à être fait secrétaire d'État. La bévue était

trop visible pour être passée sous silence par Essex qui s'abstenait rarement de dire son avis. « Je n'ai pas recherché, » dit-il, « s'il y avait des précédents, et si des jeunes gens avaient jamais rempli la charge de procureur général. Mais, Sir Robert, je pourrais vous nommer un homme plus jeune que François, moins instruit, et également inexpérimenté, qui fait les plus grands efforts pour obtenir une situation bien autrement importante. » Sir Robert ne put rien répondre, si ce n'est qu'il se croyait capable de remplir les fonctions qu'il espérait obtenir, et que les longs services de son père méritaient de la part de la Reine cette marque de reconnaissance; comme si ses facultés étaient comparables à celles de son cousin, ou comme si Sir Nicholas Bacon n'avait rendu aucun service à l'État. Cecil insinua ensuite que, si Bacon pouvait se contenter de la place d'avocat général (*Solicitor general*), la Reine aurait peut-être moins de peine à le digérer. « Ne me donnez pas de digestions à digérer, » s'écria le comte dans sa généreuse ardeur, « c'est la place de procureur général que je veux avoir pour François; je dépenserai tout pour l'obtenir, pouvoir, influence, autorité et amitié; j'emploierai bec et ongles pour la lui procurer envers et contre tous; et si quelqu'un veut m'enlever cet emploi pour le donner à un autre, il verra ce qu'il lui en coûtera, avant qu'il y parvienne. Soyez-en assuré, Sir Robert, car maintenant je vous parle ouvertement : et pour ma part, Sir Robert, je trouve étrange que Milord trésorier et vous songiez à servir un étranger plutôt qu'un si proche parent; car si vous pesez en tous sens dans une balance les mérites de son compétiteur et les siens, à l'exception de cinq pauvres années qu'il a passées de plus que François dans une

Cour, vous verrez que, sous tout autre rapport, on ne saurait les comparer. »

Quand la charge de procureur général eut été donnée à un autre, le comte pressa la Reine de faire Bacon avocat général, et dans cette occasion, le vieux Lord trésorier ne se montra pas défavorable aux prétentions de son neveu. Mais, après une lutte qui dura plus d'un an et demi, et dans laquelle Essex, suivant ses propres expressions, dépensa pouvoir, influence, autorité et amitié, la place fut donnée à un autre. Essex sentit vivement ce désappointement, mais il trouva quelque consolation dans la plus généreuse et la plus délicate libéralité. Il fit présent à Bacon d'une terre située près de Twickenham, et valant près de deux mille livres sterling; et il le fit, comme Bacon l'avouait lui-même bien des années après, « avec une noblesse et une bonté telles que la manière d'offrir valait plus que le cadeau lui-même. »

Ce fut peu de temps après ces événements que Bacon fit sa première apparition comme écrivain. Au commencement de 1597, il publia un petit volume d'Essais qui s'augmenta plus tard de tant d'articles qu'il finit par devenir bien des fois plus gros que le livre primitif. Ce petit volume eut une popularité extrême et bien méritée. Il fut réimprimé au bout de quelques mois; on le traduisit en latin, en français et en italien, et il paraît qu'il établit immédiatement la réputation littéraire de son auteur. Mais, en dépit de la réputation croissante de Bacon, son sort était loin d'être brillant. Il avait de grands embarras financiers; il fut même arrêté un jour dans la rue, sur la requête d'un orfèvre, pour une dette de trois cents livres sterling, et il fut conduit dans une prison pour dettes de Coleman Street.

Essex resta pour Bacon d'une bonté infatigable. En 1596, il partit pour sa mémorable expédition sur la côte d'Espagne. Au moment de s'embarquer, il écrivit à plusieurs de ses amis pour leur recommander de veiller, en son absence, aux intérêts de Bacon. Il revint, après avoir accompli le plus brillant exploit militaire qui ait illustré une armée anglaise sur le continent, pendant le long intervalle qui s'écoula entre la bataille d'Azincourt et la bataille de Blenheim. Sa valeur, ses grandes facultés, son caractère humain et généreux avaient fait de lui l'idole de ses compatriotes, et avaient arraché des éloges, même à ceux qu'il avait vaincus. Il avait toujours été orgueilleux, opiniâtre ; son magnifique succès n'avait fait qu'aggraver ses défauts. Mais il était toujours le même pour son ami François. Bacon avait songé à faire sa fortune au moyen d'un mariage, et il avait commencé à faire sa cour à une veuve du nom de Hatton. Les manières excentriques et le caractère violent de cette femme faisaient le malheur et le désespoir de tous ses parents. Mais Bacon ignorait ses défauts, ou bien il était disposé à passer par-dessus, à cause de son immense fortune. Essex plaida la cause de son ami avec son ardeur accoutumée. Les lettres que le comte adressa à Lady Hatton et à sa mère, existent encore, et elles lui font le plus grand honneur. « Si elle était ma sœur ou ma fille, » écrivait-il, « je vous affirme que je me déciderais tout aussi positivement en sa faveur que je vous conseille aujourd'hui de le faire ; » et ailleurs : « Si ma parole vaut quelque chose, je proteste que, si j'avais quelqu'un qui me tînt d'aussi près qu'elle vous tient, j'aimerais mieux la lui donner qu'à des hommes revêtus de titres bien plus considérables. » Heureu-

sement pour Bacon, la démarche fut infructueuse. La dame lui rendit plus d'un service. Elle le refusa, et elle accepta son ennemi. Elle épousa sir Edward Coke, pédant à l'esprit étroit et au cœur dur, et elle fit de son mieux pour le rendre aussi malheureux qu'il méritait de l'être.

La fortune d'Essex était à son comble : elle commença bientôt à décliner. Il possédait certainement toutes les qualités qui poussent rapidement les hommes vers la grandeur. Mais il n'avait ni les vertus ni les vices qui permettent aux hommes de la conserver longtemps. La franchise et l'extrême vivacité avec laquelle il ressentait les insultes et les injustices, n'étaient nullement agréables à une princesse naturellement peu faite pour supporter l'opposition, et accoutumée, depuis quarante ans, à la flatterie la plus extravagante et à la soumission la plus abjecte. La manière audacieuse et méprisante dont il défiait ses ennemis leur inspira une haine à mort contre lui. En Irlande, son administration avait été malheureuse et très-blâmable sous beaucoup de rapports. Quoique son brillant courage et son activité impétueuse le rendissent admirablement propre à des entreprises comme celle de Cadix, il ne possédait pas la prudence, la patience et la résolution nécessaires pour conduire une guerre longue, dans laquelle il fallait surmonter graduellement les obstacles, supporter beaucoup d'inconvénients graves, et où l'on ne pouvait accomplir que peu de splendides exploits. Il était encore moins propre à remplir les devoirs politiques de ses hautes fonctions. Bien qu'il fût éloquent et rempli d'esprit, il n'était pas le moins du monde un homme d'État. La multitude continuait, il est vrai, à regarder avec affection ses défauts

eux-mêmes. Mais la cour ne voulait plus même reconnaître son véritable mérite. C'était sur son ami Bacon qu'il comptait le plus; et lorsqu'il vit décliner son influence, ce fut à Bacon qu'il confia ses perplexités, ce fut son avis qu'il voulut avoir, son intercession qu'il employa. On ne saurait taire une déplorable vérité. Cet ami, pour lequel Essex avait tant d'affection et de confiance, contribua plus que personne à ruiner la fortune du comte, à verser son sang, et à noircir sa mémoire.

Mais soyons juste envers Bacon. Nous croyons que, jusqu'à la fin, il n'eut jamais l'intention de nuire à Essex. Nous croyons même qu'il travailla sincèrement à le servir, tant qu'il crut pouvoir servir Essex sans se nuire à lui-même. Les conseils qu'il donnait à son noble bienfaiteur étaient généralement très-judicieux. Il fit tout ce qui dépendait de lui pour détourner le comte d'accepter le gouvernement de l'Irlande. « Car, » dit-il, « je voyais aussi clairement sa chute enchaînée pour ainsi dire à ce voyage par la destinée, qu'il est possible à un homme de fonder un jugement sur des événements futurs. » Sa prédiction s'accomplit. Essex revint en disgrâce. Bacon essaya de servir de médiateur entre son ami et la Reine; il employa, fort honnêtement je crois, dans ce but, toute son habileté. Mais la tâche qu'il avait entreprise était trop difficile, trop délicate et trop périlleuse, même pour un agent aussi prudent et aussi adroit. Il avait à conduire deux esprits également orgueilleux, susceptibles et ingouvernables. A *Essex House*, il avait à calmer la fureur d'un jeune héros exaspéré par des insultes et des humiliations multipliées; puis il lui fallait se rendre à Whitehall pour apaiser l'humeur chagrine d'une princesse dont le caractère, qui n'avait jamais

été doux, avait acquis une inégalité maladive, par suite de son âge, de sa santé sur le déclin, et par suite aussi de la longue habitude d'écouter les flatteries et d'exiger une obéissance aveugle. Il est difficile de servir deux maîtres. Dans la situation où se trouvait Bacon, il lui était à peine possible de se conduire de façon à ne pas donner à l'un de ses patrons, ou même à tous les deux, des motifs de plainte. Pendant quelque temps il agit aussi loyalement qu'on pouvait raisonnablement s'y attendre dans des circonstances aussi embarrassantes. A la fin, il s'aperçut qu'en cherchant à consolider la situation d'un autre, il courait risque d'ébranler la sienne. Il avait désobligé les deux personnes qu'il voulait réconcilier. Essex lui reprochait d'être un ami peu zélé; Élisabeth lui reprochait d'être un sujet peu fidèle. Le comte le regardait comme un espion de la Reine; la Reine, comme une créature du comte. La réconciliation qu'il avait tenté d'opérer semblait absolument désespérée. Mille signes, visibles pour des yeux bien moins exercés que les siens, annonçaient que la chute de son patron approchait. Il se conduisit en conséquence. Quand Essex parut devant le conseil pour justifier sa conduite en Irlande, Bacon ne fit qu'un faible effort pour se dispenser de prendre parti contre son ami, et, se soumettant au bon plaisir de la Reine, il parut à la barre pour soutenir l'accusation. Mais une scène plus sombre encore se préparait. Le malheureux jeune seigneur, poussé à bout par le désespoir, tenta une entreprise insensée et criminelle, qui le mit sous le coup des peines les plus sévères. Que devait faire Bacon? C'était une de ces conjonctures où les hommes montrent ce qu'ils sont. Pour un homme ayant l'âme bien placée, la richesse, le pouvoir, la faveur de la cour, et

même la sûreté personnelle ne l'auraient pas emporté dans la balance sur l'amitié, la reconnaissance et l'honneur. Un tel homme se serait tenu à côté d'Essex pendant le procès ; il aurait tout dépensé, « pouvoir, influence, amitié, autorité, » pour solliciter l'adoucissement de la sentence; il se serait rendu chaque jour dans la prison; il aurait reçu les dernières recommandations et les derniers embrassements du mourant sur l'échafaud; il aurait mis en œuvre toutes les ressources de son esprit pour préserver de toute insulte la renommée de son généreux bien que coupable ami. Un homme ordinaire n'aurait voulu encourir ni le danger de venir en aide à Essex, ni la honte de l'attaquer. Bacon ne resta pas même neutre. Il joua le rôle d'avocat de l'accusation. Il ne se borna pas à ce qui aurait amplement suffi pour obtenir un verdict de culpabilité. Il employa tout son esprit, toute son éloquence, tout son savoir, non à assurer la condamnation, car les circonstances étaient telles qu'une condamnation était inévitable, mais à enlever au malheureux prisonnier toutes les excuses qui, bien que légalement sans valeur, tendaient cependant à diminuer la portée morale du crime, et qui, si elles ne pouvaient permettre aux pairs de prononcer un acquittement, pouvaient du moins disposer la Reine à faire grâce. Le comte cherchait à pallier sa conduite criminelle et insensée en alléguant qu'il était entouré d'ennemis puissants et acharnés; il répétait qu'ils avaient détruit sa grandeur, qu'ils en voulaient à sa vie, et que leurs persécutions l'avaient poussé à bout. C'était vrai, et Bacon savait bien que c'était vrai. Mais il affecta de traiter ces excuses de prétextes frivoles. Il compara Essex à Pisistrate qui, en prétendant avoir couru le plus

grand danger d'être assassiné, et en montrant des blessures qu'il s'était faites, parvint à établir la tyrannie à Athènes. Le prisonnier ne put en supporter davantage. Il interrompit son ingrat ami, et le somma de quitter son rôle d'avocat, de venir lui servir de témoin, et de dire aux Lords, si jadis, il n'avait pas, lui François Bacon, bien des fois affirmé la vérité de ce qu'il traitait maintenant de prétextes frivoles. Il est pénible d'avoir à poursuivre cette lamentable histoire. Bacon fit une réponse évasive à la question du comte, et, comme si l'allusion à Pisistrate n'avait pas été suffisamment offensante, il en fit une autre encore plus injustifiable. Il compara Essex à Henri, duc de Guise, et la folle tentative dans la Cité à la journée des Barricades à Paris. Il est difficile de dire pourquoi Bacon eut recours à un tel moyen. Il n'était nullement nécessaire pour obtenir un verdict de culpabilité, et ne pouvait manquer de produire une forte impression sur l'esprit de la hautaine et jalouse princesse de qui dépendait le sort du comte. La plus lointaine allusion à la honteuse tutelle qu'avait exercée la maison de Lorraine sur le dernier Valois, suffisait pour endurcir son cœur contre un homme qui avait, par son rang, sa réputation militaire et sa popularité parmi les citoyens de la capitale, quelque ressemblance avec le capitaine de la Ligue.

Essex fut condamné. Bacon ne fit pas le moindre effort pour le sauver, quoique les sentiments de la Reine fussent tels qu'il eût pu plaider la cause de son bienfaiteur, peut être avec succès, certainement sans s'exposer au moindre danger personnel. Le malheureux seigneur fut exécuté. Son sort excita un sentiment général, et peut-être déraisonnable, de compassion et d'indignation. La

Reine fut reçue par les citoyens de Londres avec des regards mornes et de faibles acclamations. Elle crut devoir publier une apologie de ses derniers actes. Le perfide ami qui avait concouru à la mort du comte fut chargé de porter le coup de mort à sa renommée. La Reine avait vu quelques-uns des écrits de Bacon, et elle en avait été satisfaite. En conséquence, elle le choisit pour écrire « L'exposé des manœuvres et trahisons tentées et commises par Robert, comte d'Essex, » et cet écrit fut imprimé par autorité. Lorsque Élisabeth fut morte, Bacon n'eut pas un mot à dire pour défendre son œuvre, œuvre dans laquelle il avait entassé des expressions qu'un ennemi généreux n'aurait jamais employées contre un homme qui avait si chèrement expié ses fautes. Sa seule excuse fut qu'il l'avait écrite par ordre, qu'il se regardait comme un pur secrétaire, qu'il avait reçu des instructions particulières sur la façon dont il devait traiter toutes les parties du sujet, et qu'en réalité il n'avait fourni que l'agencement et le style.

Je regrette de dire que M. Montagu trouve toute la conduite de Bacon, pendant le cours de ces événements, non-seulement excusable, mais digne d'une grande admiration. Mes lecteurs connaissent si bien l'esprit intègre et généreux de M. Montagu, qu'ils auront probablement quelque peine à concevoir comment il a pu arriver à une conclusion aussi extraordinaire; et j'ai presque peur qu'ils ne me soupçonnent de vouloir les mystifier, si j'énumère les principaux arguments qu'il a employés.

Afin de décharger Bacon du reproche d'ingratitude, M. Montagu essaie de prouver qu'il avait envers la Reine de plus grandes obligations qu'envers Essex. Quelles

étaient ces obligations? C'est ce qu'il est assez malaisé de découvrir. La situation de conseil de la Reine (*Queen's Counsel*) et une survivance éloignée étaient assurément des faveurs fort au-dessous des droits personnels et héréditaires de Bacon. Ces faveurs n'avaient pas coûté un denier à la Reine, et n'avaient pas non plus mis un denier dans la bourse de Bacon. Il fallait faire reposer sur d'autres fondements les droits d'Élisabeth à sa reconnaissance, et M. Montagu l'a compris : « La plus grande preuve de bonté qu'elle donna peut-être à Bacon, » dit-il, « ce fut, tout en lui conservant son amitié, de lui faire porter le joug dans sa jeunesse, au lieu de l'avancer trop rapidement. Voilà quelles furent ses obligations envers Élisabeth. » Voilà bien ce qu'elles furent en effet. Lui qui était à la fois le fils d'un de ses plus anciens et plus fidèles ministres, et le jeune homme le plus capable et le plus distingué de son temps, il avait été condamné par elle à un travail pénible, à l'obscurité et à la pauvreté. Elle avait déprécié son mérite. Elle l'avait réprimandé de la façon la plus impérieuse, quand il s'était aventuré à jouer un rôle indépendant au sein du Parlement. Elle lui avait refusé l'avancement professionnel auquel il avait légitimement droit. C'était à elle qu'il devait d'avoir été retenu en prison pour une dette de trois cents livres sterling, tandis que des hommes plus jeunes que lui, qui ne lui étaient pas supérieurs par la naissance, et qui lui étaient bien inférieurs en mérite personnel, remplissaient les plus hautes fonctions de l'État, ajoutaient manoir à manoir, et élevaient palais sur palais. Assurément, si Bacon devait de la reconnaissance à Élisabeth, il n'en devait aucune à Essex. Si la Reine était véritablement sa meilleure amie, Essex était son plus dangereux ennemi.

Je suis étonné que M. Montagu n'ait pas poussé un peu plus loin ce raisonnement. Il aurait pu soutenir que Bacon était excusable d'avoir voulu se venger d'un homme qui avait tenté d'affranchir sa jeunesse du joug salutaire que lui avait imposé la Reine, qui avait voulu le faire avancer trop vite, et qui, non content de chercher à lui infliger la place de procureur général, avait en outre eu la cruauté de lui faire présent d'une terre.

J'ai aussi bien de la peine à croire que M. Montagu parle sérieusement, quand il nous dit que Bacon devait au public de ne pas détruire ses propres espérances d'avancement, et qu'il prit parti contre Essex, afin d'arriver au pouvoir et d'être utile à son pays. Je ne connais véritablement d'autre réponse à faire à de tels arguments que de les répéter. Il n'est pas d'impossibilité qu'on ne puisse contester. Il est, à la rigueur, possible que Bacon ait agi, comme il le fit dans cette occasion, par reconnaissance pour la Reine qui l'avait maintenu dans la pauvreté, et par le désir de rendre service à ses semblables dans une situation élevée. Il est possible que Bonner ait été un bon protestant, convaincu que le sang des martyrs est la semence de l'Église, et qu'il ait héroïquement joué le rôle rebutant et infâme de persécuteur, afin d'inspirer au peuple anglais une haine profonde et durable du papisme. Il est possible que Jeffreys ait aimé passionnément la liberté, et qu'il ait décapité Algernon Sidney et brûlé Élisabeth Gaunt, dans le seul but de produire une réaction qui amenât la restriction de la prérogative royale. Il est possible que Theurtell ait tué Weare uniquement pour donner à la jeunesse d'Angleterre un avertissement efficace contre le jeu et les mauvaises compagnies. Il est possible que Fauntleroy

ait fait des faux uniquement afin que son malheureux sort fît réfléchir le public sur les défauts de la loi pénale. Toutes ces choses sont possibles, je le répète; mais elles sont tellement extravagantes et improbables qu'un homme qui agirait en vertu de telles suppositions ne serait bon qu'à mettre dans une maison de fous. Et je ne vois pas pourquoi on admettrait, dans l'étude de l'histoire, des suppositions en vertu desquelles pas un homme raisonnable ne voudrait agir dans le cours ordinaire de la vie.

Je trouve aussi quelque peu étrange d'entendre dire à M. Montagu que Bacon ne voulait le pouvoir que pour rendre service à l'humanité, quand je me rappelle comment Bacon usa plus tard de son pouvoir, et comment il le perdit. Assurément, le service qu'il rendit à l'humanité, en prenant l'argent de lady Wharton et le nécessaire de sir John Kennedy, n'était pas assez important pour sanctifier tous les moyens qui pouvaient l'amener à ce but. Si le cas était loyalement exposé, voici, j'en ai peur, quelle serait la conclusion. Bacon fut un avocat servile, afin de devenir un juge corrompu.

M. Montagu soutient que les ignorants et les esprits irréfléchis peuvent seuls reprocher à Bacon ce qu'il a pu faire en qualité de conseil de la couronne, et qu'il n'est pas à la discrétion d'un avocat de choisir la partie pour laquelle il se présente. Je ne veux pas rechercher en ce moment, si la doctrine qui règne à ce sujet, parmi les jurisconsultes anglais, est conforme ou non à la raison et à la morale; s'il est juste qu'un homme, affublé d'une perruque sur la tête et d'un rabat autour du cou, fasse pour une guinée ce que, dépouillé de cet appareil, il trouverait infâme et criminel de faire pour un empire; s'il est juste qu'il emploie toutes sortes de sophismes, de

déclamations, d'affirmations solennelles, de gestes et de jeux de physionomie, qu'il épouvante un honnête témoin, et qu'il en trouble un autre, pour persuader au jury qu'une déclaration est fausse, lorsque, non-seulement il croit, mais qu'il sait que cette déclaration est véridique. Il n'est pas, pour le moment, nécessaire de décider ces questions. Les règles professionnelles, qu'elles soient bonnes ou mauvaises, sont des règles auxquelles beaucoup d'hommes sages et vertueux se sont conformés et se conforment tous les jours. Si donc Bacon n'a rien fait de plus que ce que ces règles exigeaient de lui, j'admets volontiers qu'il a été innocent, ou du moins excusable. Mais je crois que sa conduite ne trouve de justification dans aucune des règles professionnelles qui existent aujourd'hui, ou qui ont jamais existé en Angleterre. Il a toujours été établi que, dans les affaires criminelles où le secours d'un conseil était refusé au prisonnier, et surtout dans les affaires capitales, les avocats avaient, non-seulement le droit, mais le devoir d'agir suivant leur propre discernement. Il est vrai qu'après la révolution, lorsque le parlement commença à faire des enquêtes sur le sang innocent qui avait été répandu par les derniers Stuarts, on tenta un faible effort pour défendre les avocats qui avaient été complices du meurtre de sir Thomas Armstrong, sous prétexte qu'ils avaient agi d'après les lois de leur ordre. Mais l'indignation de la Chambre des communes imposa silence à ce misérable sophisme. « Rien n'ira bien, » dit M. Foley, « tant qu'on n'aura pas fait quelques exemples sur des gens de cette profession. » — « Nous avons une nouvelle sorte de monstres en ce monde, » dit Hampden jeune; « ils haranguent un homme à mort. Je les appelle des li-

miers. Sawyer est très-criminel et coupable de ce meurtre. » — « Je parle pour décharger ma conscience, » dit M. Garroway. « Je ne veux pas avoir le sang de cet homme sur la conscience. Sawyer a demandé sa mise en jugement et son exécution. Je crois Sawyer coupable de la mort de cet homme. Faites de lui ce que vous voudrez. » — « Si la profession d'avocat, » dit l'aîné des Hampden, « donne à un homme le droit de faire périr de la sorte ses semblables, il est de notre intérêt à tous de nous soulever et d'exterminer cette profession. » Et les gentilshommes de campagne illettrés n'étaient pas seuls à tenir ce langage. Sir William Williams, l'un des jurisconsultes les plus capables et les moins scrupuleux de cette époque, était du même avis. Il dit qu'il n'avait pas hésité à prendre part à la poursuite contre les évêques, parce qu'on leur avait accordé un conseil. Mais il soutint que, lorsqu'on n'accordait pas un conseil au prisonnier, le conseil de la couronne était tenu d'agir suivant son propre discernement, et que tout avocat qui négligeait cette distinction trahissait la loi. Mais il est inutile de citer des autorités. Tous ceux qui sont entrés dans une cour de justice anglaise, savent que les avocats agissent en toute liberté dans les affaires criminelles, et il est évident, pour tout homme de sens, que s'ils n'agissaient pas de la sorte, ils deviendraient bientôt plus odieux que les assassins qui, jadis, louaient en Italie leurs stylets au premier venu.

Bacon plaida contre un homme qui s'était, il est vrai, rendu coupable d'un grand crime, mais qui avait été son bienfaiteur et son ami. Il fit plus encore. Il fit même plus que n'aurait eu le droit de faire quelqu'un qui n'aurait jamais vu Essex. Il employa tout l'art d'un avocat afin de faire paraître la conduite du prisonnier plus inexcusable

et plus dangereuse pour l'État qu'elle ne l'avait réellement été. Tout ce que le devoir de sa profession pouvait, en toute hypothèse, exiger de lui, c'était de conduire le procès de façon à assurer la condamnation. Mais les circonstances étaient telles qu'il était hors de doute que le comte serait déclaré coupable. La nature du crime n'était pas équivoque ; il avait été commis récemment, en plein jour, dans les rues de la capitale, en présence de milliers d'individus. S'il y eut jamais une occasion où l'avocat ne dut pas être tenté d'avoir recours à des raisons étrangères à la cause pour aveugler le jugement et enflammer les passions du tribunal, ce fut ce jour-là. Pourquoi donc avoir recours à des arguments qui n'ajoutaient rien à la gravité de la cause au point de vue légal, mais qui tendaient à aggraver le caractère moral de cette fatale entreprise et à exciter la crainte et le ressentiment dans l'âme de la seule personne qui pût faire grâce au comte ? Pourquoi rappeler à l'auditoire la ruse des anciens tyrans ? Pourquoi nier, tandis que tout le monde savait la vérité du fait, qu'à la cour une faction puissante eût longtemps travaillé à effectuer la ruine du prisonnier ? Pourquoi surtout établir un parallèle entre le malheureux coupable et le rebelle le plus pervers et le plus triomphant du siècle ? Les devoirs de sa profession exigeaient-ils absolument que Bacon rappelât à une princesse jalouse, la ligue, les barricades et toutes les humiliations qu'un sujet trop puissant avait entassées sur Henri III ?

Mais, même en admettant l'excuse que donne M. Montagu en faveur de ce que fit Bacon comme avocat, que dirons-nous de « L'exposé des trahisons de Robert, comte d'Essex ? » Ici, du moins, les devoirs de sa profession ne pouvaient lui servir de prétexte. Ceux-là mêmes qui

pensent qu'en échange d'une juste rémunération, il est du devoir d'un avocat de pendre et d'écarteler ses bienfaiteurs, iront à peine jusqu'à dire qu'il soit de son devoir d'écrire contre eux des pamphlets injurieux quand ils sont dans leurs tombeaux. Bacon se justifiait en disant qu'il n'était pas responsable du fond du livre et qu'il n'avait fourni que les phrases. Mais pourquoi prêter sa plume à de tels desseins? Ne pouvait-on trouver un écrivain de louage, sans honte et sans vertu, qui se chargeât d'exagérer les erreurs, déjà si chèrement expiées, d'un doux et noble cœur? Chaque siècle produit de ces êtres intermédiaires entre l'homme et le babouin. Chaque siècle est fertile en Oldmixons, en Kenricks, en Antoine Pasquins. Était-ce à Bacon de prostituer ainsi son intelligence? Ne pouvait-il sentir que, tandis qu'il arrondissait et qu'il polissait une phrase dictée par l'envie de Cecil, ou tandis qu'il donnait une forme plausible à une calomnie inventée par la basse méchanceté de Cobham, il ne péchait pas seulement contre l'honneur de son ami et contre le sien propre? Ne pouvait-il sentir qu'en se dégradant de la sorte, il entraînait la dégradation des lettres, de l'éloquence et de la philosophie?

La véritable explication de tout ceci est parfaitement claire, et une partialité devenue passion dominante a seule pu empêcher de la saisir. Les qualités morales de Bacon n'étaient pas d'un ordre élevé. Je ne dis pas que ce fût un méchant homme. Il n'était ni inhumain ni tyrannique. Il portait sans orgueil sa grandeur politique et la grandeur bien plus élevée que lui avait value sa vaste intelligence. Il ne se laissait presque jamais aller à traiter quelqu'un avec malignité ou insolence. Jamais homme ne présenta plus volontiers la joue gauche à ceux qui

avaient frappé la droite. Jamais homme ne fut plus expert à trouver « la réponse douce qui apaise la fureur. » Il ne fut jamais accusé par personne dont le témoignage eût quelque valeur d'avoir des mœurs licencieuses. Son caractère égal, sa constante courtoisie, la gravité habituelle de sa tenue faisaient une impression favorable sur ceux qui le voyaient dans des situations où ses principes n'étaient pas mis à de trop rudes épreuves. Ses défauts, je le dis avec chagrin, étaient la froideur de cœur et la bassesse d'âme. Il semble qu'il fût incapable de ressentir une affection profonde, de s'exposer à de grands dangers, de faire de grands sacrifices. Ses désirs se portaient sur des choses d'un ordre subalterne. La richesse, la préséance, les titres, le patronage, la masse, les sceaux, la couronne de lord, les belles maisons, les charmants jardins, les riches manoirs, les services de vaisselle plate, les riches ameublements, les meubles curieux avaient autant d'attrait pour lui que pour les courtisans qui tombaient à genoux dans la boue, lorsque Élisabeth passait, et qui s'empressaient ensuite de rentrer chez eux pour écrire à la Reine d'Écosse que la santé de Sa Grâce leur avait paru fort altérée. C'était pour de tels objets qu'il s'était courbé jusqu'à terre, qu'il avait tout supporté. C'était pour cela qu'il avait sollicité de la manière la plus humble, et qu'injustement et disgracieusement repoussé, il avait remercié ceux qui l'avaient repoussé et avait recommencé ses sollicitations. C'était pour cela qu'après avoir vu que la plus légère marque d'indépendance dans le Parlement mécontentait la Reine, il avait baisé la poussière devant elle, et avait imploré son pardon dans des termes qui auraient mieux convenu à un condamné pour vol qu'au représentant d'un comté. Ce fut

pour cela qu'il s'attacha à lord Essex et qu'ensuite il l'abandonna. Il continua à plaider la cause de son patron auprès de la Reine, tant qu'il crut qu'en plaidant cette cause, il pouvait servir ses propres intérêts. Il alla même plus loin : il avait le cœur bon, bien que dépourvu de chaleur ; il plaida la cause d'Essex, tant qu'il crut pouvoir la plaider sans se faire tort. Mais lorsqu'il devint évident qu'Essex courait à sa ruine, Bacon commença à trembler pour sa propre fortune. Ce qu'il avait à redouter n'aurait certes pas été bien alarmant pour un homme d'un caractère élevé. Ce n'était pas la mort; ce n'était pas la prison; c'était la perte de la faveur royale ; c'était de voir ses rivaux le dépasser dans la carrière de l'ambition ; c'était d'avoir le temps de finir l'*Instauratio magna.* La Reine le traitait avec froideur. Les courtisans commençaient à le regarder comme un homme mal noté. Il résolut de changer sa ligne de conduite et d'agir assez vigoureusement pour rattraper le temps perdu. Quand il fut bien décidé à prendre parti contre son ami, comme il se savait soupçonné, il fit preuve de plus de zèle que cela n'eût été nécessaire ou légitime s'il avait plaidé contre un étranger. Il fit servir son talent d'avocat à verser le sang du comte, et son talent d'écrivain à noircir sa mémoire.

Il est positif que, de son temps, sa conduite excita une grande et générale désapprobation. Tant qu'Élisabeth vécut, personne n'exprima hautement ce sentiment, qui était cependant très-profond au sein de la nation. Mais un grand changement se préparait. Depuis longtemps, la santé de la Reine déclinait, et des souffrances morales très-poignantes étaient venues s'ajouter à l'effet de l'âge et de la maladie. On a généralement attribué à ses ten-

dres regrets pour Essex la déplorable mélancolie de ses derniers jours. Mais je suis disposé à attribuer son abattement, en partie à des causes physiques, et en partie à la conduite de ses courtisans et de ses ministres. Ils faisaient tout au monde pour lui cacher leurs intrigues avec la cour d'Écosse. Mais sa pénétrante sagacité ne se laissait pas surprendre si facilement ; elle ne savait pas tout, mais elle savait qu'elle était entourée d'hommes impatients de voir s'ouvrir la nouvelle ère que devait inaugurer sa mort, d'hommes qui n'avaient jamais eu d'affection pour elle, et que leurs intérêts n'attachaient plus que très-faiblement à sa personne. L'accablement et la flatterie ne pouvaient lui cacher la cruelle vérité que ceux en qui elle avait eu confiance et qu'elle avait comblés de ses faveurs, ne l'avaient jamais aimée et qu'ils commençaient même à cesser de la craindre. Incapable de se venger et trop fière pour se plaindre, elle se laissa miner par le chagrin et le ressentiment jusqu'à ce qu'enfin, après une carrière longue, puissante, prospère et glorieuse, elle mourut dégoûtée et lasse de la vie.

Jacques Ier monta sur le trône, et Bacon employa toute son adresse à conquérir une part dans les faveurs de son nouveau maître. C'était chose facile. Comme homme et comme prince, Jacques avait beaucoup de défauts, mais il n'avait pas celui d'être insensible aux droits de la science et du génie. En réalité, il y avait deux hommes en lui : l'un, spirituel, savant, plein de lecture, qui écrivait, haranguait et disputait; l'autre, idiot nerveux et radoteur, qui agissait. S'il avait été chanoine de Christ-Church ou prébendier de Westminster, il est assez probable qu'il aurait laissé à la postérité un nom hautement respecté, qu'il se serait distingué parmi les traducteurs

de la Bible et parmi les théologiens qui assistèrent au Synode de Dordrecht, et que le monde littéraire l'aurait regardé comme un digne rival de Vossius et de Casaubon. Mais la fortune le plaça dans une situation où sa faiblesse le couvrit de honte, et où son instruction ne lui fit aucun honneur. Dans une université, on aurait volontiers pardonné bien des excentricités et des puérilités à un homme si savant. Sur le trône, tout ce que la science put faire pour lui, ce fut de le faire passer parmi le peuple pour un pédant en même temps que pour un sot.

Bacon fut favorablement accueilli à la cour, et il s'aperçut bientôt que la mort de la Reine ne diminuait pas ses chances d'avancement. Il avait le désir d'être fait chevalier pour deux raisons assez amusantes. Le Roi avait déjà donné l'accolade à la moitié de Londres, et Bacon se trouvait le seul homme non titré à la table de Gray's Inn. Cela le contrariait. Il avait aussi (ce sont ses propres expressions) « trouvé une fille d'alderman, une belle demoiselle, qui lui plaisait. » Il saisit ces deux prétextes pour prier son cousin Robert Cecil d'user de son influence en sa faveur, « si la chose pouvait plaire à sa bonne seigneurie. » Le succès couronna la demande de Bacon, et il fut au nombre des trois cents écuyers qui eurent l'honneur, puisque honneur il y a, d'être faits chevaliers. La « belle demoiselle, » fille de l'alderman Barnham, consentit bientôt après à devenir la femme de Sir François.

La mort d'Élisabeth avait été favorable, à tout prendre, aux chances d'avenir de Bacon, mais cependant elle eut, sous un certain rapport, un fâcheux effet pour lui. Le nouveau Roi avait toujours eu de la bienveillance pour Essex, et, dès qu'il fut sur le trône, il commença à témoigner sa faveur à la maison de Devereux et à ceux

qui étaient restés fidèles à cette maison, au jour de l'adversité. Tout le monde pouvait parler librement des lamentables événements auxquels Bacon avait pris une si grande part. Élisabeth était à peine dans son tombeau que le sentiment public commença à se manifester par les marques de respect dont fut entouré Lord Southampton. Ce grand seigneur accompli, que les siècles à venir honoreront toujours comme le généreux et judicieux patron de Shakspeare, fut surtout populaire, parmi ses contemporains, à cause de l'affection dévouée qu'il portait à Essex. Il avait été jugé et condamné en même temps que son ami; mais la Reine lui avait fait grâce de la vie, et lorsque Élisabeth mourut, il était encore prisonnier. Une foule de visiteurs s'empressèrent d'accourir à la Tour pour le féliciter de sa prochaine délivrance. Bacon n'osa pas être de ce nombre. La voix de la multitude le condamnait hautement, et sa conscience lui disait que la multitude n'avait que trop raison. Il écrivit à Lord Southampton, pour s'excuser, une lettre conçue dans des termes qu'on pourrait trouver d'une honteuse servilité, si Bacon avait agi, suivant l'opinion de M. Montagu, uniquement comme il était tenu de le faire en qualité de sujet et d'avocat. Il avoue sa crainte d'offenser par sa présence Lord Southampton, et de voir mettre en doute ses professions d'attachement : « Cependant, » ajoute-t-il, « Dieu m'est témoin que ce grand changement n'a produit chez moi d'autre changement à l'égard de Votre Seigneurie que celui-ci, c'est que je puis être impunément pour vous ce que j'étais véritablement auparavant. »

J'ignore comment Lord Southampton reçut ses excuses. Mais il est certain que l'opinion publique se pro-

nonça contre Bacon d'une façon péremptoire. Peu de temps après son mariage, il fit paraître une apologie de sa conduite, sous la forme d'une lettre au comte de Devon. Cet écrit ne sert qu'à prouver combien était mauvaise une cause que tant de talent ne pouvait rendre bonne.

Il est probable que la défense de Bacon ne fit pas beaucoup d'effet sur ses contemporains. Mais l'impression défavorable qu'avait produite sa conduite, semble s'être graduellement effacée. A vrai dire, il faut des raisons bien graves pour rendre longtemps impopulaire un homme comme lui. Son grand mérite le mettait à l'abri du mépris; son caractère et ses manières le préservaient de la haine. Il n'est guère d'actes si noirs que ne puisse faire oublier un homme d'un grand talent, qui joint l'habileté à la prudence, à la bonne humeur, à la patience, à l'affabilité, qui sacrifie tous les jours à Némésis, qui est un compagnon charmant, un ami serviable bien que sans ardeur, et un ennemi dangereux quoique facile à apaiser. Waller fut, dans la génération suivante, un exemple éminent de cette vérité. Il avait beaucoup plus de points de ressemblance avec Bacon qu'on ne pourrait le croire au premier abord. Waller n'avait, il est vrai, nulle prétention aux qualités intellectuelles supérieures du grand philosophe anglais, non plus qu'au génie qui fera à jamais époque dans l'histoire de la science. Mais l'esprit de Waller, tout en étant moins étendu, était de la même nature que celui de Bacon, et avait été, pour ainsi dire, taillé dans celui de Bacon. On ne saurait les comparer, en ce qui touche les qualités qui font d'un homme l'objet de l'intérêt et de la vénération de la postérité. Mais, en ce qui touche les qualités

qui signalent surtout un homme à l'attention de ses contemporains, il existait entre eux une ressemblance frappante. Comme hommes du monde, comme courtisans, comme politiques, comme amis, comme alliés, comme ennemis, ils avaient à peu près les mêmes mérites et les mêmes défauts. Ils n'étaient pas méchants. Ils n'étaient pas tyranniques; mais ils manquaient de chaleur de cœur et de grandeur d'âme. Il y avait des choses qu'ils aimaient plus que la vertu et qu'ils craignaient plus que le crime. Et cependant le public continua à les entourer d'un sentiment qu'il est difficile de distinguer de l'estime, même lorsqu'ils se furent abaissés jusqu'à commettre des actes dont il est impossible de lire le récit dans les historiens les plus partiaux sans les flétrir de sa désapprobation et de son mépris. L'hyperbole de Juliette semble se réaliser pour eux : « La honte avait honte de paraître sur leur front. » On semblait vouloir jeter un voile sur leurs criminelles erreurs, comme si l'on s'en était soi-même rendu coupable. Clarendon qui détestait personnellement Waller, et pour cause, parle de lui en ces termes : « Pour célébrer le mérite et la force de son esprit, et le charme de sa conversation, il suffit de dire qu'ils étaient assez grands pour couvrir une multitude de défauts très-graves, tellement qu'on ne les lui reprochait plus, qu'on ne les apercevait plus, et cependant sa nature était basse à l'excès; il était méprisable et sans courage pour accomplir une action vertueuse; il était insinuant et servile dans ses flatteries, au point de satisfaire la nature la plus vaine et la plus impérieuse... Ses agréments personnels eurent le pouvoir de le réconcilier avec ceux qu'il avait le plus blessés et le plus offensés, et il eut le bonheur rare de faire accepter

sa compagnie, là où son caractère était exécré de tous, et de se faire au moins plaindre de ceux qui le détestaient le plus. » Presque tout ceci peut, j'en ai peur, s'appliquer à Bacon, moyennant quelques adoucissements. L'influence des manières, de l'agrément et de l'esprit de Waller finit avec lui, et le monde a prononcé sur sa mémoire une sentence formelle. Quelques vers écrits d'un style facile ne suffisent pas pour pervertir le jugement de la postérité. Mais l'influence de Bacon se fait et se fera longtemps sentir sur tout le monde civilisé. Avec quelque indulgence qu'il ait été traité par ses contemporains, la postérité s'est montrée plus indulgente encore. De quelque côté que nous nous tournions, partout les trophées de cette grande intelligence frappent nos regards. Nous jugeons Manlius en vue du Capitole.

Sous le règne de Jacques Ier, la fortune et la faveur de Bacon s'accrurent rapidement. En 1604, il fut nommé conseil du Roi (*King's Counsel*) avec quarante livres par an d'honoraires; et une pension de soixante livres par an lui fut assurée. En 1607, il devint avocat général (*Solicitor general*), en 1612, procureur général (*Attorney general*). Il continua à se distinguer dans le parlement, et se fit surtout remarquer par les efforts qu'il fit en faveur d'une excellente mesure que le Roi avait fort à cœur, l'union de l'Angleterre et de l'Écosse. Un esprit comme celui de Bacon n'eut pas de peine à découvrir bien des arguments irrésistibles en faveur d'un tel projet. Il conduisit le grand procès des *Post Nati*, dans la chambre de l'Échiquier, et l'on attribua en grande partie à sa dextérité la décision des juges, décision dont on peut mettre en doute la légalité, mais dont on ne saurait nier les heureux résultats. Bien qu'il déployât une grande

activité dans la chambre des communes et dans les cours de justice, il trouvait encore du temps pour s'adonner aux lettres et à la philosophie. Le beau *Traité sur les progrès des sciences* qui devint plus tard, en se développant, le *De Augmentis*, parut en 1605. *La sagesse des anciens*, ouvrage qu'on aurait regardé comme un chef-d'œuvre d'esprit et de savoir, s'il était venu de toute autre écrivain, mais qui ajoute peu à la renommée de Bacon, fut imprimé en 1609. En même temps le *Novum Organum* avançait lentement. Plusieurs savants distingués avaient eu le privilége de voir des ébauches et des passages détachés de ce livre extraordinaire, et quoiqu'ils ne fussent pas en général disposés à admettre la justesse des vues de l'auteur, ils parlaient de son génie avec la plus grande admiration. Sir Thomas Bodley, le fondateur d'une des plus magnifiques bibliothèques anglaises, était au nombre de ces conservateurs obstinés qui regardaient comme entièrement chimériques les espérances que Bacon fondait sur les destinées futures de la race humaine, et qui n'envisageaient qu'avec méfiance et aversion l'esprit d'innovation déployé par les nouveaux schismatiques en philosophie. Cependant Bodley lui-même, après avoir lu les *Cogitata et Visa*, l'une des plus précieuses de ces feuilles éparses qui composèrent plus tard le grand volume d'oracles, reconnaissait, « que sur ces points mêmes et dans les propositions et desseins de ce livre, Bacon s'était montré un maître ouvrier, » et qu'on ne pouvait « nier que tout le traité fût rempli de pensées très-originales sur l'état actuel de la science, et de réflexions très-justes sur les moyens de l'acquérir. » En 1612, Bacon fit paraître une nouvelle édition des *Essais*, grossie de travaux qui surpassaient en

quantité et en qualité la collection originale. Mais tant d'occupations diverses ne détournaient pas son attention de l'œuvre la plus difficile, la plus glorieuse et la plus utile qu'eût pu accomplir son puissant esprit lui-même, celle de « résumer et de mettre en ordre », suivant sa propre expression, « les lois de l'Angleterre ».

Malheureusement il s'employait, précisément alors, à pervertir ces lois pour les faire servir aux plus vils desseins de la tyrannie. Quand Olivier Saint-John comparut devant la Chambre Étoilée pour avoir soutenu que le Roi n'avait pas le droit de lever des *bénévolences* (1), quand sa conduite hardie et constitutionnelle lui valut d'être condamné à rester en prison tant que le roi le jugerait bon, et à payer une amende de cinq mille livres sterling, ce fut Bacon qui se leva comme avocat de l'accusation. Vers la même époque, il prit une part active à une affaire encore plus honteuse. Un vieux pasteur, nommé Peacham, fut accusé de trahison à l'occasion d'un sermon trouvé dans son cabinet. Qu'il eût ou non écrit ce sermon, il ne l'avait jamais prêché. Il ne parut pas qu'il eût jamais eu l'intention de le prêcher. Les avocats les plus serviles de ces temps de servilité furent contraints d'admettre qu'en fait et en droit le cas présentait de grandes difficultés. Bacon fut chargé de les aplanir. On l'employa à régler la question de droit en intriguant auprès des juges, et la question de fait en mettant le prisonnier à la torture.

Trois des juges de la Cour du Banc du Roi se montrèrent traitables. Mais Coke était d'une autre étoffe. Tout pédant, tout bigot et tout grossier qu'il était, il avait des qualités ayant une forte quoique très-désa-

(1) Impôt arbitraire auquel la couronne cherchait à donner le caractère d'un don volontaire fait au Roi par les particuliers.

gréable ressemblance avec quelques-unes des plus grandes vertus que puisse posséder un homme public. Il faisait exception à la maxime presque toujours vraie que ceux qui foulent aux pieds les faibles sont disposés à ramper devant les puissants. Il traitait avec une grossière brutalité les membres de la Cour qui n'étaient pas ses égaux, et avec une exécrable cruauté les prisonniers dont la vie était en jeu. Mais il savait résister courageusement au Roi et à ses favoris. Nul autre, à cette époque, ne se montrait sous un jour plus défavorable, quand il avait à combattre un inférieur et quand il était dans son tort. Mais, d'un autre côté, il est juste de reconnaître que nul autre, à cette époque, ne paraissait plus à son avantage, quand il résistait à un supérieur et qu'il lui arrivait d'avoir raison. Dans de telles occasions, son insolence à demi contenue et son obstination intraitable avaient quelque chose de respectable et d'intéressant, lorsqu'on les comparait à l'abjecte servilité des avocats et des juges. Dans l'affaire de Peacham, il se montra entêté et maussade. Il déclara que c'était, de la part des juges, une coutume nouvelle et fort inconvenante que de conférer avec un conseiller judiciaire de la couronne sur des affaires capitales qui devaient être soumises à leur jugement, et pendant quelque temps il se tint résolûment à l'écart. Mais Bacon était aussi habile que persévérant. « Je n'ai pas perdu tout espoir, » écrivait-il au Roi, « que Milord Coke lui-même ne fasse comme les autres, quand je lui aurai fait entendre un peu obscurément qu'il restera seul de son avis. » Au bout de quelque temps, l'adresse de Bacon réussit, et Coke suivit, avec humeur et à regret, l'exemple de ses collègues. Mais pour condamner Peacham, il fallait trouver des faits

aussi bien que des lois. En conséquence, on appliqua la torture à ce malheureux vieillard, et Bacon l'interrogea pendant ce supplice. Tout fut inutile. On ne put lui arracher un aveu, et Bacon écrivit au Roi, pour se plaindre de ce que Peacham était possédé d'un « esprit muet ». Enfin le jugement fut rendu. On obtint une condamnation, mais les faits allégués étaient si notoirement futiles que le gouvernement n'osa pas avoir l'impudeur de mettre la sentence à exécution, et Peacham put traîner languissamment en prison le peu d'années qu'il lui restait à vivre.

M. Montagu raconte loyalement toute cette effroyable histoire. Il ne dissimule, il ne dénature aucun fait important. Mais il ne voit rien à blâmer dans la conduite de Bacon. Il nous dit, avec grande raison, qu'il ne faut pas juger les hommes d'une époque d'après les règles d'une autre; qu'on ne peut appeler Sir Matthew Hale un méchant homme, parce qu'il laissa exécuter une femme comme sorcière; que la postérité n'aura pas le droit de blâmer les juges de notre temps qui, selon la coutume établie, quelque mauvaise qu'elle soit, vendent les charges dans leurs cours, et que Bacon a droit à une indulgence analogue. « Persécuter un homme épris de la vérité, » dit M. Montagu, « parce qu'il s'oppose à des coutumes établies, et le blâmer, dans les siècles postérieurs, parce qu'il n'a pas fait une opposition assez énergique, ce sont là des erreurs qui ne disparaîtront que lorsque les hommes renonceront à vouloir s'élever eux-mêmes en rabaissant les supériorités. »

Je ne conteste pas d'une façon générale la proposition de M. Montagu. Je donne mon assentiment à chacune de ces expressions. Mais peut-on l'appliquer au cas dont il

s'agit? Est-il vrai que, du temps de Jacques Ier, ce fût, pour les conseillers judiciaires de la couronne, une pratique établie que d'avoir avec les juges des conférences particulières sur les affaires capitales qui devaient être soumises à leur jugement. Certainement non. Dans la même page où il affirme « qu'on regardait à peine alors comme peu convenable d'influencer un juge en dehors du prétoire, » M. Montagu nous cite les propres paroles de Sir Edward Coke à ce sujet : « Je ne déclarerai pas ainsi quel pourra être mon jugement, dans l'une de ces confessions auriculaires qui sont d'une tendance *nouvelle* et pernicieuse, et qui ne sont point *conformes aux coutumes de ce royaume.* » Peut-on supposer que Coke, qui avait été lui-même procureur général pendant treize ans, qui avait dirigé un bien plus grand nombre de procès politiques importants qu'aucun autre légiste connu de l'histoire d'Angleterre, et qui avait passé presque de plain-pied des fonctions de procureur général au premier siége dans la première Cour criminelle du royaume, eût été surpris qu'on lui demandât de conférer avec les conseillers judiciaires de la couronne, et qu'il eût qualifié cette pratique de *nouvelle,* si l'usage avait été véritablement établi? Je sais bien que, lorsqu'il ne s'agissait que de questions de propriété, les juges avaient alors très-communément la très-coupable habitude de prêter l'oreille aux sollicitations des particuliers. Mais c'était, je crois, une nouveauté que de pratiquer des juges afin d'obtenir des condamnations capitales, et je le crois, d'abord parce que Coke qui savait mieux ce genre de questions qu'aucun homme de son temps, l'affirmait, puis, parce que ni Bacon ni M. Montagu n'ont cité un seul précédent.

Voici donc le fait dans toute sa nudité. Bacon ne se conformait pas à un usage reçu. Il n'était pas même le dernier partisan d'un ancien abus ; situation qui aurait été suffisamment honteuse pour un homme comme lui, mais qui aurait été honorable à côté de celle où il se trouvait. Il avait été assez coupable pour chercher à introduire dans les Cours de justice un abus odieux pour lequel on ne pouvait pas trouver de précédent. Par son intelligence, il était plus propre qu'aucun autre homme qu'ait jamais produit l'Angleterre à travailler à l'amélioration de nos institutions. Mais, à mon grand regret, je suis forcé de dire qu'il ne se fit pas scrupule d'employer ses grandes facultés à introduire dans ces institutions une corruption nouvelle, et de la plus odieuse espèce.

On peut en dire autant, ou à peu de chose près, de la mise à la torture de Peacham. S'il était vrai que, du temps de Jacques Ier, on reconnût généralement la nécessité de torturer les prisonniers, je pourrais y voir une excuse, bien que je fusse moins disposé à l'admettre en faveur de Bacon qu'en faveur d'un jurisconsulte ou d'un politique ordinaire. Mais le fait est que la plupart des gens de loi déclaraient dès lors illégale la mise à la torture des prisonniers, et que le public avait en horreur cette barbare coutume. Plus de trente ans avant le procès de Peacham, la voix publique condamnait si hautement cette pratique, que lord Burleigh crut nécessaire de publier une apologie, après y avoir eu quelquefois recours. Mais quoique les dangers qui menaçaient alors le gouvernement fussent d'un genre bien différent de ceux que pouvaient causer les écrits de Peacham, quoique la vie de la Reine et les plus précieux intérêts de l'État

fussent alors en péril, quoique les circonstances fussent telles qu'on pouvait croire que toutes les lois ordinaires auraient à céder le pas à la loi la plus importante de toutes, celle de la sûreté publique, l'apologie ne satisfit pas la nation, et la Reine crut devoir donner l'ordre formel de cesser la mise à la torture des prisonniers d'État, sous quelque prétexte que ce fût. A dater de cette époque, la pratique de la torture qui avait toujours été impopulaire, qui avait toujours été illégale, était aussi tombée en désuétude. Tout le monde sait qu'en 1628, quatorze ans seulement après que Bacon alla à la Tour pour écouter les cris de Peacham, les juges décidèrent qu'on ne pouvait légalement mettre à la question Felton, criminel qui ne méritait ni ne pouvait espérer aucune grâce extraordinaire. Nous disons donc que Bacon se trouve dans une situation bien différente de celle où M. Montagu cherche à le placer. Sur ce point, Bacon était positivement en retard sur son siècle. Il a été l'un des derniers instruments du pouvoir à persister dans la pratique la plus barbare et la plus absurde qui ait jamais déshonoré la jurisprudence, dans une pratique dont Élisabeth et ses ministres avaient rougi peu d'années auparavant, dans une pratique que, peu d'années après, aucun légiste sycophante n'eut le courage ou l'audace de défendre (1).

Bacon en retard sur son siècle ! Bacon en retard sur Sir Edward Coke ! Bacon se cramponnant à des abus vieillis ! Bacon combattant le progrès ! Bacon cherchant

(1) Depuis que cet article a été écrit, M. Jardine a publié un traité très-savant et très-ingénieux sur l'usage de la torture en Angleterre. Je n'ai cependant pas cru devoir faire de changement dans mes réflexions au sujet du procès de Peacham.

Il est impossible de discuter, dans une note, la vaste question qu'a

à faire rétrograder l'esprit humain ! Ces mots semblent bizarres; ils ont l'air d'autant de contradictions. Cependant, le fait est positif, et tous ceux qui ne sont pas aveuglés par leurs préjugés peuvent en trouver facilement l'explication. M. Montagu ne peut pas croire qu'un homme aussi extraordinaire que Bacon ait pu se rendre coupable d'une mauvaise action, comme si l'histoire ne se composait pas des mauvaises actions des hommes extraordinaires, comme si tous les plus grands imposteurs, tous les destructeurs les plus célèbres de l'espèce humaine, tous les fondateurs de gouvernements arbitraires et de religions fausses, n'avaient pas été des hommes extraordinaires, comme si les neuf dixièmes des calamités qui ont frappé la race humaine avaient une autre origine que l'union d'intelligences supérieures et de passions basses.

Bacon le savait bien. Il nous a dit qu'il y a des personnes « scientiâ tanquam angeli alati, cupiditatibus « vero tanquam serpentes qui humi reptant (1), » et il n'avait pas besoin de son admirable sagacité et de sa connaissance approfondie de l'espèce humaine pour faire cette découverte. Il n'avait qu'à observer son propre cœur. La différence entre l'ange qui plane et le serpent qui rampe n'était qu'une image de la différence entre Bacon le philosophe et Bacon le procureur général. Bacon recherchait la vérité et Bacon recherchait les sceaux. Ceux

soulevée M. Jardine. Il suffit de dire que, pour prouver la légalité des bénévolences, de la taxe des vaisseaux, de la patente de Mompesson, de l'emprisonnement d'Éliot, en un mot de tous les abus que condamne la pétition des droits et la déclaration des droits, on pourrait invoquer tous les arguments au moyen desquels il cherche à prouver que l'application de la torture était autrefois un exercice légitime de la prérogative royale.

(1) *De augmentis*, lib. V, cap. I.

qui n'étudient qu'une moitié de son caractère peuvent parler de lui avec une admiration sans mélange ou avec un mépris sans mélange. Pour le juger équitablement, il faut embrasser du même coup d'œil Bacon dans la spéculation et Bacon dans l'action. Alors on comprendra sans peine comment le même homme peut avoir été à la fois en arrière et en avant de son siècle, comment il a été, d'un côté, le plus hardi et le plus utile des innovateurs, de l'autre, le champion le plus obstiné des plus effroyables abus. Dansson cabinet, toutes ses rares facultés étaient dirigées par une honnête ambition, par une philanthropie éclairée, par un amour sincère de la vérité. Aucune tentation ne venait le faire dévier du droit chemin. Saint Thomas d'Aquin ne pouvait payer d'honoraires. Duns Scot ne pouvait conférer des pairies. Le maître des sentences ne disposait point de riches survivances. La situation du grand philosophe était bien différente, quand il sortait de son cabinet et de son laboratoire pour se mêler à la foule qui remplissait les galeries de Whitehall. Dans toute cette foule, il n'y avait pas un homme aussi propre que Bacon à rendre à l'humanité de grands et durables services. Mais il n'y avait pas, dans toute cette foule, un cœur plus avide des choses qu'aucun homme ne doit regarder comme nécessaires à son bonheur, des choses qu'on ne peut souvent acquérir qu'en sacrifiant son honneur et son intégrité. Il pouvait arriver à être le guide de la race humaine dans la voie du progrès, à fonder sur les ruines des anciennes dynasties intellectuelles un empire plus prospère et plus durable, à s'assurer le respect des générations les plus reculées, honorant en lui le plus illustre des bienfaiteurs de l'humanité. Mais tout cela n'était rien pour lui, tant qu'un

avocat ergoteur le devançait sur le banc des juges, tant qu'un pesant gentilhomme de campagne avait le pas sur lui en vertu d'un titre acheté, tant qu'un courtisan dont la femme était jolie recevait à Buckingham-House un accueil plus cordial que lui, ou que quelque bouffon, versé dans tous les scandales de la cour, parvenait mieux que lui à exciter l'hilarité du roi Jacques.

Pendant une longue suite d'années, la méprisable ambition de Bacon fut couronnée de succès. Sa sagacité lui permit bientôt de discerner l'homme qui était destiné à occuper la première place dans le royaume. Il lut probablement dans l'esprit du roi avant que le roi pût y lire lui-même, et il s'attacha à Villiers, alors que la foule moins perspicace des courtisans continuait à faire des courbettes à Somerset. L'influence du jeune favori devint tous les jours plus grande. La lutte entre les rivaux aurait cependant pu durer fort longtemps, sans l'épouvantable crime qui est resté enveloppé d'un si profond mystère, en dépit de tout ce qu'ont pu faire l'habileté et les recherches des historiens. Le déclin de la faveur de Somerset avait été graduel et presque imperceptible. Sa chute fut instantanée, et Villiers, débarrassé de son compétiteur, arriva bientôt à un degré de puissance que n'avait atteint aucun sujet depuis Wolsey.

Il y avait beaucoup de points de ressemblance entre les deux célèbres courtisans qui accordèrent, à des époques différentes, leur patronage à Bacon. Il est difficile de dire qui, d'Essex ou de Villiers, possédait à un degré supérieur ce charme dans la personne et dans les manières qu'on a toujours beaucoup trop apprécié dans les cours. Ils étaient tous deux braves par tempérament, et tous deux, comme la plupart des hommes qui sont braves par

tempérament, étaient francs et ouverts. Ils étaient tous deux audacieux et obstinés. Ils étaient dépourvus tous deux des qualités et du savoir qui sont nécessaires aux hommes d'État, et cependant ils aspiraient tous deux à gouverner l'État, mettant leur confiance dans les agréments qui leur avaient valu des succès de carrousel ou de bal. Ils devaient tous deux leur élévation à l'attachement personnel de leur souverain, et, dans les deux cas, cet attachement était d'une nature si bizarre qu'il jetait les observateurs du temps dans une perplexité dont les historiens ont hérité, et qu'il donnait naissance à des bruits fort scandaleux que je penche à croire peu fondés. Ils traitèrent l'un et l'autre avec une rudesse qui approchait de l'insolence la Reine et le souverain dont ils possédaient la faveur. Cette pétulance perdit Essex, qui avait affaire à une nature aussi orgueilleuse que la sienne, et accoutumée, pendant près d'un demi-siècle, au plus profond respect. Mais il y avait une immense différence entre la hautaine fille de Henri VIII et son successeur. Jacques était né timide. Ses nerfs, naturellement faibles, n'avaient pas été fortifiés par la réflexion ou par l'habitude. Jusqu'au jour où il vint en Angleterre, sa vie n'avait été qu'une série de mortifications et d'humiliations. Lui qui avait une si haute idée de l'origine et de l'étendue de ses prérogatives, il ne fut jamais son propre maître. En dépit de ses théories despotiques et de son titre de Roi, il fut esclave dans l'âme jusqu'à la fin de ses jours. Villiers le traita en esclave, et cette conduite, qui n'avait d'abord été, je crois, que le résultat du caractère du favori, réussit aussi bien que si elle avait été due à un système politique adopté après mûre délibération.

Essex surpassait de beaucoup Buckingham en générosité, en sensibilité, en faculté d'aimer. En réalité, Buckingham n'eut peut-être jamais un ami, à l'exception des deux princes sur lesquels il exerça successivement une si extraordinaire influence. Essex fut adoré par la nation jusqu'à son dernier soupir. Buckingham fut toujours très-impopulaire, excepté peut-être pendant un très-court espace de temps, après son retour de la puérile course qu'il fit en Espagne. Essex fut la victime de la rigueur du gouvernement, et sa mort fut pleurée de tous. Buckingham fut détesté par le peuple. Les représentants du peuple déclarèrent solennellement qu'il était un ennemi public; il mourut par la main d'un homme du peuple, et son maître fut seul à le pleurer. La manière dont les deux favoris se conduisirent envers Bacon fut hautement caractéristique, et peut servir à prouver la vieille et très-véridique maxime qui dit qu'on est généralement plus disposé à aimer ceux à qui l'on a fait du bien que ceux qui vous en ont fait. Essex accabla Bacon de bienfaits et ne crut jamais en avoir fait assez. Il semble qu'il ne vint jamais à l'esprit du riche et puissant seigneur que le pauvre avocat qu'il traitait avec une bonté si magnifique n'était pas son égal. Le comte était, j'en suis persuadé, parfaitement sincère lorsqu'il déclarait qu'il donnerait volontiers sa fille ou sa sœur en mariage à son ami. En général, il était plus qu'assez pénétré de ses propres mérites, mais il n'avait pas l'air de savoir qu'il eût jamais acquis des droits à la reconnaissance de Bacon. En ce cruel jour où ils se virent pour la dernière fois à la barre de la Chambre des lords, Essex accusa son perfide ami de manquer de bonté et de sincérité, mais il ne l'accusa jamais d'ingratitude. Même en un pareil moment,

plus amer que l'amertume de la mort, ce noble cœur était trop grand pour exhaler un tel reproche.

Villiers, au contraire, dut beaucoup à Bacon. Quand leur liaison commença, Sir François était un homme d'un âge mûr, dans une grande situation : sa renommée comme politique, comme avocat et comme écrivain était faite. Villiers était encore presque un enfant, un cadet d'une famille alors peu célèbre. Il venait d'entrer dans la carrière des faveurs de cour, et les observateurs les plus perspicaces pouvaient seuls apercevoir qu'il était destiné à dépasser tous ses compétiteurs. L'appui et les conseils d'un homme aussi distingué que le procureur général durent être de la plus haute importance pour le jeune aventurier. Mais, quoique Villiers fût l'obligé, il se montra bien moins chaleureusement attaché à Bacon et bien moins délicat dans sa conduite envers lui que ne l'avait été Essex.

Cependant, pour rendre justice au nouveau favori, il faut dire qu'il chercha de bonne heure à user de son influence en faveur de son illustre ami. En 1616, Bacon prêta serment comme membredu conseil privé, et au mois de mars 1617, lors de la retraite de lord Brackley, il fut nommé garde du grand sceau.

Le 7 mai, premier jour de la session, il se rendit en grande pompe à Westminster-Hall. Le Lord trésorier était à sa droite et le Lord garde du sceau privé à sa gauche ; une longue procession d'étudiants et d'huissiers marchaient devant lui, et une foule de pairs, de conseillers privés et de juges le suivaient. Après avoir pris place dans sa cour, il adressa à son magnifique auditoire un discours grave et digne qui prouve à quel point il comprenait bien les devoirs judiciaires qu'il remplit si mal plus tard.

Même en ce jour, le plus beau de sa vie au yeux du vulgaire, peut-être même aux siens, il jeta en arrière un long regard d'affection sur les nobles travaux dont, selon toute apparence, il allait se séparer. « Je voudrais, » dit-il, « pouvoir être libre de ne pas songer aux affaires de l'État pendant les trois longues vacations, et les consacrer aux études, aux arts et aux sciences, vers lesquels me porte surtout mon penchant. »

Les années pendant lesquelles Bacon garda le grand sceau sont au nombre des années les plus sombres et les plus honteuses de l'histoire d'Angleterre. A l'intérieur et à l'extérieur, tout était mal gouverné. D'abord vint l'exécution de Raleigh, acte qu'on aurait peut-être pu défendre s'il avait été accompli d'une manière convenable, mais dont tous les détails obligent à le regarder comme un lâche assassinat. Des événements plus tristes devaient le suivre : la guerre de Bohême, les succès de Tilly et de Spinola, le Palatinat conquis, le gendre du roi exilé, la maison d'Autriche dominant sur le continent, la religion protestante et les libertés du corps germanique foulées aux pieds. En même temps, la politique hésitante et craintive de l'Angleterre était l'objet des moqueries de toute l'Europe. L'amour de la paix que professait Jacques, même poussé jusqu'à un excès impolitique, aurait été respectable s'il avait été le résultat de son affection pour son peuple. Mais le fait est que, tandis qu'il ne pouvait disposer de rien pour défendre les alliés naturels de l'Angleterre, il avait recours sans scrupule aux mesures les plus illégales et les plus oppressives, afin de donner à Buckingham et à la famille de Buckingham les moyens d'éclipser l'ancienne aristocratie du royaume. On exigeait des bénévolences. On mul-

tipliait les patentes de monopole. On avait recours, pendant cette époque de honteuse paix, à toutes les ressources qu'on aurait pu inventer pour remplir un échiquier vide à la fin d'une guerre ruineuse.

Il faut attribuer surtout à la faiblesse du Roi et à la violence et à la légèreté du favori les vices de l'administration. Mais il est impossible de décharger le Lord garde des sceaux de toute part de culpabilité. Il est responsable en particulier de toutes les odieuses patentes qui furent délivrées pendant que le grand sceau fut déposé entre ses mains. Dans le discours qu'il avait prononcé en prenant possession de son siége, il avait pris l'engagement de s'acquitter avec la plus grande prudence et la plus grande impartialité de cette importante partie de ses fonctions. Il avait déclaré qu'il « marcherait en plein jour », que « le public verrait qu'il serait guidé par une règle générale, non par des motifs ou des intérêts particuliers ». M. Montagu voudrait nous faire croire que Bacon resta fidèle à ses promesses, et il dit « que le pouvoir du favori n'empêcha pas le Lord garde des sceaux de mettre obstacle à des concessions et à des patentes, quand son devoir comme homme public l'exigea de lui. » M. Montagu regarde-t-il les patentes de monopole comme de bonnes choses? Ou bien veut-il dire que Bacon s'opposa à toutes les patentes de monopole qui lui furent présentées? De toutes les patentes délivrées en Angleterre, la plus honteuse fut celle pour la manufacture exclusive des dentelles d'or et d'argent, accordée à Sir Giles Mompesson qui passe pour l'original de l'*Overreach* de Massinger, et à Sir Francis Michel qui passe pour avoir servi de modèle à *Justice-Greedy*. L'effet de ce monopole fut nécessairement d'amener, au grand

détriment du public, la falsification du métal employé à ce genre de fabrication. Mais ce n'était là qu'une bagatelle. Les patentés étaient armés de pouvoirs aussi étendus que ceux qu'on a jamais pu donner à des fermiers du revenu dans les pays les plus mal gouvernés. Ils pouvaient fouiller les maisons et arrêter les négociants interlopes; et ils employaient souvent ces pouvoirs formidables à des desseins plus vils encore que ceux pour lesquels ils les avaient reçus, à se venger d'anciens griefs, et à corrompre la vertu des femmes. N'était-ce pas un cas où le devoir public demandait l'intervention du garde des sceaux? Le Lord garde des sceaux intervint-il en effet? Il le fit. Il écrivit au Roi pour lui dire, « qu'il avait examiné l'utilité et les avantages de l'affaire relative aux tissus d'or et d'argent, qu'il était à propos de la régler, que vraisemblablement sa Majesté en retirerait un grand profit, et que, par conséquent, il serait bon de la régler avec toute la rapidité convenable. » Tout cela voulait dire que certaine personne attachée à la maison de Villiers partagerait avec Overreach et Greedy les dépouilles du public. C'était ainsi que s'interposait le principal gardien des lois, quand le favori demandait des patentes, lucratives pour sa famille et pour ses créatures, ruineuses et vexatoires pour la masse de la nation. Après avoir aidé les patentés à obtenir ce monopole, Bacon les aida aussi à le conserver. Il mit en prison et au secret plusieurs personnes qui avaient désobéi à son tyrannique édit. C'est en dire assez. Nos lecteurs peuvent juger maintenant si Bacon agit conformément à ses déclarations dans la question des patentes, ou s'il mérite les louanges que lui décerne son biographe.

En sa qualité de juge, sa conduite ne fut pas moins

répréhensible. Il souffrit que Buckingham lui dictât un grand nombre de ses décisions. Bacon savait mieux que personne qu'un juge qui prête l'oreille aux sollicitations des particuliers est un déshonneur pour sa charge. Avant de prendre place sur le sac de laine, il avait fortement attiré sur ce point l'attention de Villiers qui entrait dans la carrière. « Ne vous laissez jamais entraîner sous aucun prétexte », écrivait Sir François au jeune courtisan, « ne vous laissez jamais entraîner à vous interposer, ni par lettre, ni par conversation, dans des causes pendantes en justice : ne souffrez jamais qu'aucun homme puissant le fasse, si vous pouvez l'empêcher. Lorqu'une telle intervention réussit, la justice est pervertie ; et quand même le juge est aussi intègre et aussi courageux qu'il doit l'être, quand même il ne cède pas aux influences, il reste toujours une ombre de soupçon. » Cependant Bacon n'était pas garde des sceaux depuis un mois quand Buckingham commença à intervenir dans les procès jugés par la Cour de chancellerie, et l'intervention de Buckingham réussit, comme on pouvait s'y attendre.

Les réflexions de M. Montagu sur l'excellent passage que nous venons de citer sont tout à fait amusantes. « Personne » dit-il, « ne sentait plus profondément que Bacon tout le mal que faisait l'intervention de la couronne et des hommes d'État auprès des juges. Combien l'exhortation qu'il adresse à Buckingham est belle, tout indifférent que s'y soit montré le favori ! » J'aimerais à savoir comment on peut s'attendre à ce qu'une exhortation fasse quelque effet sur celui à qui elle s'adresse, quand celui qui l'adresse la néglige absolument. Je ne défends pas Buckingham ; mais peut-on comparer son crime à celui de Bacon ? Buckingham était jeune, igno-

rant, léger; il était étourdi par la rapidité de sa fortune et la grandeur de sa situation. Qu'il ait voulu servir sa famille, ses flatteurs, ses maîtresses; qu'il n'ait pas parfaitement compris l'immense importance de l'administration parfaitement intègre de la justice; qu'il se soit préoccupé de ceux qui lui tenaient par des liens personnels plutôt que des intérêts publics, c'est chose naturelle, et qu'on peut presque lui pardonner. Ceux qui confient le pouvoir à un jeune homme pétulant, emporté, et peu instruit, sont plus à blâmer que lui, s'il en fait un mauvais usage. Comment pouvait-on croire qu'un jeune et gai page, élevé par un bizarre caprice de la fortune à la plus grande situation du royaume, donnerait une sérieuse attention aux principes qui doivent guider les décisions judiciaires? Bacon était le plus distingué de tous les hommes publics qui vivaient alors en Europe. Il avait près de soixante ans. Il avait beaucoup réfléchi, et avec grand profit, sur les principes généraux du droit. Pendant de longues années, il avait pris tous les jours part à l'administration de la justice. Il était impossible qu'un homme doué de la dixième partie de son expérience et de sa sagacité ne sût pas qu'un juge qui permet à ses amis et à ses patrons de lui dicter ses décrets, viole les règles les plus simples du devoir. Il le savait bien, nous l'avons déjà vu : il l'exprimait admirablement. Dans cette occasion, pas plus que dans aucune autre, on ne pouvait attribuer ses mauvaises actions à un défaut de jugement. Elles venaient d'une cause bien différente.

Un homme qui s'abaissait jusqu'à rendre aux autres de pareils services ne devait pas être scrupuleux quant aux moyens qu'il employait pour s'enrichir lui-même.

Lui et ses subordonnés acceptaient des présents considérables de ceux qui étaient engagés dans des procès devant la Cour de chancellerie. Il est impossible de calculer le montant du butin qu'il fit de cette façon. Il n'est pas douteux qu'il reçut plus qu'on ne put prouver lors de son procès, et il est probable qu'il reçut moins que ne le soupçonnait le public. Ses ennemis évaluèrent ses gains illicites à cent mille livres sterling. Mais ce fut probablement une exagération.

Le jour où il eut un compte à rendre tarda longtemps. Pendant l'intervalle qui s'écoula entre le second et le troisième parlement de Jacques Ier, la couronne gouverna en souveraine maîtresse. L'avenir du garde des sceaux semblait brillant et serein. Sa grande situation mettait encore plus en évidence la splendeur de son talent, et donnait un nouveau charme à la sérénité de son caractère, à la courtoisie de ses manières, à l'éloquence de sa conversation. Les plaideurs lésés pouvaient murmurer. Les patriotes puritains pouvaient déplorer, dans leur austère retraite, qu'un homme à qui Dieu avait donné à pleines mains toutes les facultés qui rendent propre à prendre l'initiative des grandes réformes, se fût rangé parmi les partisans des abus les plus odieux. Mais les murmures des plaideurs et les lamentations des patriotes n'arrivaient que rarement jusqu'aux oreilles des puissants. Le Roi et le ministre qui était le maître du Roi souriaient à leur illustre flatteur. Toute la foule des courtisans et des nobles recherchait sa faveur avec un jaloux empressement. Les hommes d'esprit et de savoir saluaient avec ravissement l'élévation de celui qui avait prouvé d'une façon si éclatante qu'un homme d'un grand savoir et d'un esprit brillant pouvait comprendre, bien mieux qu'un igno-

rant laborieux, l'art de faire son chemin dans le monde.

Une seule fois, le cours de sa prospérité fut interrompu. Il semble que Bacon lui-même n'avait pas la tête assez forte pour supporter, sans quelque trouble, l'effet enivrant d'une si grande fortune. Après son élévation, il manqua parfois de la prudence et de l'empire sur lui-même auxquels il devait son élévation, plus encore qu'à ses rares facultés. Il ne savait pas haïr. La température de sa vengeance, comme celle de sa reconnaissance, était presque toujours tiède. Mais il y avait un homme pour lequel il avait depuis longtemps ressenti une animosité peut-être d'autant plus forte qu'il l'avait soigneusement contenue. Les insultes et les torts dont Sir Edward Coke s'était rendu coupable envers lui, lorsqu'il était un tout jeune homme cherchant à se faire connaître et à se former une clientèle, étaient de nature à éveiller le ressentiment du cœur le plus pacifique. Au moment où Bacon avait reçu les sceaux, Coke avait été privé de son siége à la Cour du banc du roi, à cause de sa résistance obstinée au bon plaisir de Sa Majesté; et depuis lors, il avait langui dans la retraite. Mais l'opposition qu'avait faite Coke à la cour était, j'en ai peur, le résultat de son mauvais caractère, non de bons principes. Tout obstiné et tout bourru qu'il était, il manquait de vraie fermeté et de vraie dignité. Son entêtement ne s'appuyait pas sur des motifs vertueux; il ne fut pas à l'épreuve de la disgrâce. Il sollicita une réconciliation avec le favori, et ses sollicitations furent couronnées de succès. Sir John Villiers, frère de Buckingham, cherchait une femme riche. Coke avait une grande fortune et une fille non mariée. On conclut un marché; mais Lady Coke, la même que, vingt ans auparavant, Essex voulait obtenir pour Bacon, ne voulut pas

entendre parler du mariage. Une querelle de famille violente et scandaleuse, éclata. La mère emmena secrète, ment la jeune fille. Le père les poursuivit, et reprit sa fille par force. Le Roi était alors en Écosse, et Buckingham l'y avait suivi. Pendant leur absence, Bacon était resté en Angleterre, à la tête des affaires. Il détestait Coke, autant qu'il pouvait détester quelqu'un. Sa prospérité avait fait tort à sa sagesse. En un jour de malheur, il résolut d'intervenir dans les disputes qui agitaient la maison de son ennemi. Il se déclara pour la femme, et soutint le procureur général, dans l'enquête que ce dernier ouvrit, devant la chambre étoilée, contre le mariage projeté. Le langage énergique qu'il employa dans ces lettres montre que, quelque sagace qu'il fût, il ne sut pas bien se tenir à sa place, et qu'il ne connaissait parfaitement ni l'étendue du pouvoir de Buckingham, ni le changement que la possession de ce pouvoir avait produit dans son caractère. Il reçut bientôt une leçon qu'il n'oublia jamais. Lorsque le favori apprit l'intervention du Lord garde des sceaux, son ressentiment fut des plus violents, et il s'arrangea pour que le Roi fût encore plus en colère que lui. Bacon comprit aussitôt son erreur, et quelles pouvaient en être les conséquences. Il avait été enflé, sinon enivré, par sa grandeur. Le choc le remit à l'instant dans son bon sens. Il se retrouva tout entier. Il demanda humblement pardon de son intervention. Il donna ordre au procureur général de suspendre les poursuites contre Coke. Il fit dire à Lady Coke qu'il ne pouvait rien faire pour elle. Il annonça aux deux familles qu'il désirait favoriser le mariage. Après avoir donné ces preuves de contrition, il s'aventura à se présenter chez Buckingham. Mais le jeune parvenu trouva qu'il n'avait pas encore suffi-

samment humilié un vieillard qui avait été son ami et son bienfaiteur, qui était le plus grand fonctionnaire civil du royaume, et l'homme de lettres le plus éminent du monde. On raconte que, deux jours de suite, Bacon se rendit à la demeure de Buckingham, que, deux jours de suite, on le fit attendre dans une antichambre, au milieu des valets de pied, assis sur un vieux coffre en bois, avec le grand sceau d'Angleterre à son côté, et que lorsqu'enfin il fut admis, il se jeta à genoux, baisa les pieds du favori, et jura de ne se relever que lorsqu'il aurait obtenu son pardon. Sir Anthony Weldon, qui rapporte ce fait, a probablement exagéré la servilité de Bacon et l'insolence de Buckingham. Mais il est difficile d'imaginer qu'un récit tellement détaillé, écrit par quelqu'un qui affirme avoir assisté à cette scène, soit absolument sans fondement, et il n'y a malheureusement, ni dans le caractère du favori, ni dans celui du garde des sceaux, rien qui rende le récit improbable. Il est certain qu'une réconciliation fort humiliante pour Bacon eut lieu entre lui et Buckingham, et qu'il ne se hasarda plus jamais à contrarier personne qui portât le nom de Villiers. Il maîtrisa les passions qui l'avaient, pour la première fois de sa vie, fait manquer de prudence. Il consentit à faire mine de se réconcilier avec Coke, et s'efforça, en cherchant des occasions de lui rendre de petits services, et en évitant tout ce qui pouvait amener des querelles, d'apaiser la férocité intraitable de ce vieil ennemi.

Cependant la vie de Bacon, tant qu'il garda le grand sceau, fut extérieurement très-enviable. A Londres, il vivait très-grandement à York-House, la vénérable habitation de son père. Ce fut là qu'en janvier 1620, il célébra son entrée dans sa soixantième année, au milieu d'un

magnifique cercle d'amis. Il avait échangé le titre de garde des sceaux contre le titre plus élevé de chancelier. Ben-Jonson était de la fête, et il écrivit pour cette occasion quelques vers qui sont au nombre des meilleurs qu'ait produits sa muse un peu rude. Tout semblait sourire dans l'antique demeure, nous dit-il, « le feu, le vin, les hommes. » Le spectacle de l'hôte illustre qui, après une vie exempte de grandes épreuves, entrait dans une verte vieillesse, en possession, de la fortune, du pouvoir, des plus grands honneurs, d'une activité intellectuelle non diminuée, et d'une immense réputation littéraire, fit une forte impression sur le poëte, si l'on en peut juger par ces vers bien connus : « Le grand chancelier d'Angleterre, dès son doux berceau, héritier prédestiné du siége de son père, et dont le Destin file le sort égal et rempli, avec sa laine la plus blanche et la plus parfaite (1). »

Bacon avait coutume de se retirer à Gorhambury, lorsque ses fonctions politiques et judiciaires lui permettaient de prendre quelque loisir. Là, ses affaires, c'étaient les lettres, et son plaisir favori, le jardinage, qu'il appelle, dans un de ses plus intéressants *Essais*, « le plus pur des plaisirs humains. » Il dépensa dix mille livres sterling pour faire construire, dans son magnifique parc, une retraite où il se rendait, quand il voulait éviter les visiteurs et se dévouer entièrement à l'étude. Dans de telles occasions, quelques jeunes gens distingués étaient parfois les compagnons de sa solitude; et parmi eux, il discerna bien vite les facultés supérieures de Thomas

(1) « England's high Chancellor, the destined heir,
« In his soft cradle, to his father's chair,
« Whose even thread the Fates spin round aud full
« Out of their choicest and their whitest wool. »

Hobbes. Il n'est pas probable cependant qu'il ait pleinement apprécié la valeur de son disciple, ni qu'il ait prévu l'immense influence, à la fois si bonne et si mauvaise, que cet esprit vigoureux et pénétrant devait exercer sur les deux générations suivantes.

En janvier 1621, la grandeur de Bacon était à son comble. Il venait de publier le *Novum Organum*, et ce livre extraordinaire avait excité la plus vive admiration chez les hommes éminents de l'Europe. Il avait obtenu des honneurs d'une espèce bien différente, mais qu'il n'appréciait peut-être pas moins. Il avait été fait baron Verulam. Plus tard, il avait été élevé à la dignité supérieure de vicomte Saint-Albans. Ses lettres patentes étaient rédigées dans les termes les plus flatteurs, et le prince de Galles les signa en qualité de témoin. La cérémonie de l'investiture s'accomplit en grande pompe à Théobalds, et Buckingham daigna être l'un des principaux acteurs. La postérité a senti qu'un titre donné par Jacques I[er] ne pouvait rien ajouter à la dignité du plus grand des philosophes anglais; et, en dépit des lettres patentes du Roi, elle s'est obstinément refusée à faire descendre François Bacon au rang de vicomte Saint-Albans.

Quelques semaines plus tard, on put apprécier la valeur des biens pour lesquels Bacon avait souillé son intégrité, sacrifié son indépendance, violé les plus saintes obligations de l'amitié et de la reconnaissance, flatté les pervers, persécuté les innocents, pratiqué les juges, torturé les prisonniers, pillé les plaideurs, et dépensé dans de misérables intrigues toutes les facultés de la plus admirable intelligence qui ait jamais été le partage d'un enfant des hommes. Un revers soudain et terrible

était proche. Un parlement avait été convoqué. Après six années de silence, la voix de la nation allait de nouveau se faire entendre. Trois jours seulement après la brillante cérémonie qui avait eu lieu à Theobalds en l'honneur de Bacon, les deux chambres se réunirent.

Le besoin d'argent avait, comme de coutume, amené le Roi à convoquer son parlement. Peut-être cependant, si lui ou ses ministres avaient eu la moindre idée de l'état des esprits, auraient-ils tout tenté ou tout supporté, plutôt que d'oser se mettre en présence des députés d'une nation justement exaspérée. Mais ils ne comprenaient pas leur temps. A vrai dire, presque toutes les fautes politiques de Jacques et de son malheureux fils prirent naissance dans une grande erreur. Pendant les cinquante années qui précédèrent le long parlement, il s'accomplit dans l'esprit public un changement immense et graduel. Les deux premiers rois de la maison de Stuart, pas plus que leurs conseillers, ne comprirent la nature et l'étendue de ce changement. Il leur était impossible de ne pas voir que la nation était chaque année plus mécontente, et que chaque nouvelle chambre des communes était plus ingouvernable que celle qui l'avait précédée. Mais la cour ne pouvait pas voir que le peuple anglais et le gouvernement anglais, qui avaient pu jadis s'adapter l'un à l'autre, ne s'adaptaient plus; que dans sa croissance la nation avait dépassé ses anciennes institutions, qu'elle était tous les jours plus mal à l'aise sous leur empire, qu'elle se ruait sur ces obstacles, et que bientôt elle se frayerait un passage à travers leurs ruines. On attribuait à toutes les causes imaginables sauf à la vraie, le phénomène alarmant dont aucun courtisan ne pouvait nier

l'existence. « Dans mon premier parlement, » disait Jacques, « j'étais un novice. Dans le second, il y avait une espèce de bêtes qu'on appelait des entrepreneurs (*undertakers*) (1) », et ainsi de suite. Dans le troisième parlement, on ne pouvait pas appeler le Roi un novice, et l'espèce de bêtes qu'on appelait des entrepreneurs n'existait pas. Cependant son troisième parlement lui donna plus d'embarras que ne lui en avait donné le premier ou le second.

Le parlement ne se fut pas plutôt réuni que la chambre des communes commença à discuter les griefs publics, avec modération et respect, mais aussi avec une grande fermeté. Les premières attaques furent dirigées contre ces odieuses patentes, sous le couvert desquelles Buckingham et ses créatures avaient pillé et opprimé la nation. La vigueur que déployait la chambre des communes répandit l'alarme à la cour. Buckingham se crut en danger, et dans son anxiété il eut recours à un conseiller qui avait acquis récemment une influence considérable, Williams, doyen de Westminster. Ce personnage avait déjà rendu de grands services au favori dans une circonstance très-délicate. Buckingham souhaitait ardemment d'épouser Lady Catherine Manners, fille et héritière du comte de Rutland; mais les difficultés étaient grandes. Le comte était hautain et intraitable, et la jeune fille était catholique. Williams apaisa l'orgueil du père, et trouva des arguments qui tranquillisèrent, pour quelque temps du moins, la conscience de la fille. De tels

(1) On donnait, à cette époque, le nom d'*undertakers* à une certaine classe de politiques, qui, prétendant à la fois à la confiance du Roi et à celle des communes, faisait profession de servir d'intermédiaires entre eux et de faciliter leurs rapports.

services lui avaient valu des dignités considérables dans l'église, et il était bien près d'occuper, dans l'estime de Buckingham, la place qui était auparavant le partage de Bacon.

Williams était un de ces hommes qui sont plus sages pour les autres que pour eux-mêmes. Sa vie politique fut malheureuse, et fut rendue telle par un étrange défaut de jugement et d'empire sur lui-même dans plusieurs conjonctures importantes. Mais le conseil qu'il donna en cette occasion à Buckingham ne prouvait pas qu'il manquât de sagesse mondaine. Il conseilla au favori de renoncer à la défense des monopoles, de donner une ambassade étrangère à son frère Sir Edward Villiers, qui était gravement compromis dans les vilenies de Mompesson, et d'abandonner les autres coupables à la justice du parlement. Buckingham reçut le conseil avec les plus vives expressions de reconnaissance, et déclara qu'on lui ôtait un fardeau de dessus le cœur. Puis il se rendit chez le Roiavec Williams. Ils trouvèrent le Roi engagé avec le prince Charles dans une grave conférence. On discuta longuement le plan d'opérations proposé par le doyen, et on l'approuva dans tous ses détails.

Les premières victimes que la cour abandonna à la vengeance des communes, furent Sir Giles Mompesson et Sir Francis Michell. Il se passa quelque temps avant que Bacon commençât à concevoir des inquiétudes. Son talent et son habileté lui valaient une grande influence dans la chambre dont il était récemment devenu membre, et il en aurait été de même dans toute autre assemblée. Dans la chambre des communes, il avait beaucoup d'amis personnels et de fervents admi-

rateurs. Cependant, six semaines après la réunion du parlement, l'orage éclata.

La chambre basse avait nommé un comité qui était chargé de faire une enquête sur l'état des Cours de justice. Le 15 mars, le président du comité, Sir Robert Philips, représentant de Bath, déclara qu'on avait découvert de grands abus. « La personne », dit-il, « contre laquelle on allègue ces faits n'est rien moins que le Lord chancelier, un homme tellement doué, à la fois par l'art et par la nature, que je ne veux rien ajouter sur son compte, n'étant pas capable d'en dire assez. » Sir Robert établit alors, avec beaucoup de modération, la nature des faits imputés à Bacon. Un homme du nom d'Aubrey avait une affaire pendante devant la Cour de chancellerie. Les frais du procès l'avaient à peu près ruiné, et les lenteurs de la Cour avaient été telles que sa patience était à bout. Un des parasites du chancelier lui fit entendre qu'un présent d'une centaine de livres expédierait l'affaire : le pauvre homme n'avait pas la somme requise. Il alla trouver un usurier qui la lui prêta à d'énormes intérêts, et il s'empressa de la porter à York-House. Le chancelier prit l'argent, et les sycophantes assurèrent le plaideur que tout irait bien. Cependant Aubrey fut désappointé, car après un délai prolongé, on rendit contre lui une « sentence écrasante ». Un autre plaideur du nom d'Egerton se plaignit d'avoir été amené par un des chacals du chancelier à faire à sa seigneurie un présent de quatre cents livres, et de n'avoir pu néanmoins obtenir un décret en sa faveur. Les preuves étaient accablantes.

Les amis de Bacon ne purent que demander à la chambre de suspendre son jugement et de déférer l'af-

faire à la chambre des Lords, sous une forme moins offensante qu'une mise en accusation.

Le 19 mars, le Roi envoya un message aux communes, pour exprimer son profond regret de ce qu'un personnage aussi éminent que le chancelier pût être soupçonné de malversation. Sa Majesté déclara qu'elle n'avait nul désir de soustraire le coupable à la justice, et proposa d'instituer un nouveau genre de tribunal, composé de dix-huit commissaires qui pourraient être choisis parmi les membres des deux chambres, et qui seraient chargés d'examiner l'affaire. La chambre des communes n'était nullement disposée à se départir de son mode habituel de procédure. Le même jour elle eut avec la chambre des Lords une conférence où l'on établit les chefs d'accusation contre le chancelier. Bacon n'y assista pas. Accablé de honte et de remords, et abandonné de tous ceux en qui il avait follement mis sa confiance, il s'était renfermé dans son appartement, loin du regard des hommes. L'abattement de son esprit porta bientôt atteinte à sa santé; Buckingham, qui alla le voir sur l'ordre du Roi, « trouva sa seigneurie très-souffrante et abattue ». Il paraît, d'après une lettre pathétique que le malheureux adressa aux pairs le jour de la conférence, qu'il ne croyait ni ne désirait survivre à sa disgrâce. Pendant plusieurs jours il resta dans son lit, refusant de voir qui que ce fût. Il répétait sans cesse à ses gens de le quitter, de l'oublier, de ne jamais prononcer son nom, de ne jamais se rappeler qu'il avait existé un homme comme lui. Pendant ce temps, on révélait chaque jour à ses accusateurs de nouveaux faits de corruption. Le nombre des chefs d'accusation s'éleva très-vite de deux à vingt trois. Les Lords instruisaient l'affaire avec une

louable activité. On examina quelques témoins à la barre de la chambre. On chargea un comité soigneusement choisi de recevoir les dépositions des autres témoins; l'enquête avançait rapidement, lorsque, le 26 mars, le Roi prorogea le parlement pour trois semaines.

Cette mesure rendit quelque espérance à Bacon. Il tira tout le parti qu'il put de ce court répit. Il essaya d'agir sur le faible esprit du Roi. Il fit appel à tous les sentiments qui avaient le plus d'empire sur lui, à ses craintes, à sa vanité, à sa haute idée de la prérogative royale. Le Salomon du siècle commettrait-il la grave erreur d'encourager l'esprit d'empiétement des parlements? L'oint de Dieu, qui ne devait de comptes qu'à Dieu seul, rendrait-il hommage à une multitude indisciplinée? « Ceux qui s'attaquent aujourd'hui au chancelier », s'écriait Bacon, « s'attaqueront bientôt à la couronne. Je suis le premier sacrifice. Je souhaite être le dernier. » Mais toute son éloquence et toute son habileté restèrent sans résultat. Et vraiment, quoi qu'en puisse dire M. Montagu, je suis convaincu qu'il n'était pas au pouvoir du Roi de sauver Bacon, sans avoir recours à des mesures qui auraient bouleversé le royaume. La couronne n'avait pas assez d'influence sur le parlement pour en obtenir un acquittement dans un cas où le crime était si évident. Et quant à dissoudre un parlement qui, de l'aveu de tous, fut l'un des meilleurs qui aient jamais siégé, qui avait agi libéralement et respectueusement envers le souverain, et qui jouissait au plus haut point des faveurs de la nation; quant à le dissoudre uniquement pour arrêter une enquête sérieuse, modérée et constitutionnelle sur l'intégrité personnelle du premier juge du royaume, la me-

sure aurait été plus scandaleuse et plus absurde qu'aucune de celles qui amenèrent la ruine de la maison de Stuart. Une telle mesure, qui aurait été aussi fatale à l'honneur du chancelier qu'une condamnation, aurait mis en danger l'existence même de la monarchie. Le Roi, d'après l'avis de Williams, refusa, avec grande raison, d'engager avec son peuple une lutte dangereuse, dans le but de sauver d'une condamnation légale un ministre qu'il était impossible de sauver du déshonneur. Il conseilla à Bacon de s'avouer coupable, et promit de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour adoucir la peine. M. Montagu est indigné de la conduite de Jacques en cette occasion. Pour moi, quoique je sois en général très-peu disposé à l'admirer, je crois sincèrement que ce prince donna à Bacon, eu égard aux circonstances, le meilleur conseil qu'on pût lui donner.

Le 17 avril, le parlement se réunit de nouveau, et les Lords reprirent leur enquête sur les abus de la Cour de chancellerie. Le 22, Bacon adressa aux pairs une lettre que le prince de Galles daigna remettre lui-même. Dans cette composition habile et pathétique, le chancelier avouait sa faute dans des termes généraux et réservés, et, tout en l'avouant, il cherchait à la pallier. Ses juges ne trouvèrent pas cela suffisant. Ils exigèrent de lui une confession plus détaillée, et lui envoyèrent une copie des chefs d'accusation. Le 30, il remit une pièce dans laquelle il admettait, sous quelques réserves peu nombreuses et peu importantes, la vérité des accusations portées contre lui, et s'en remettait entièrement à la pitié de ses pairs. « Après avoir, » disait-il, « mûrement examiné les faits allégués contre moi; après être descendu dans ma propre conscience, et après avoir appelé ma mémoire à mon

aide, autant que j'ai pu le faire, je confesse simplement et ingénument que je suis coupable de corruption, et je renonce absolument à me défendre. »

Les Lords déclarèrent que la confession du chancelier leur paraissait complète et sincère, et ils envoyèrent auprès de lui un comité chargé de lui demander s'il y souscrivait réellement. Les députés, au nombre desquels était Southampton, qui avait été jadis l'ami de Bacon et d'Essex, accomplirent leur mission avec une grande délicatesse. Et vraiment, l'angoisse d'un si grand esprit et la dégradation d'un si grand nom étaient de nature à adoucir les tempéraments les plus inflexibles. « Mylords, » dit Bacon, « c'est mon acte, ma main, mon cœur. Je supplie vos Seigneuries d'avoir pitié d'un roseau brisé. » Ils se retirèrent, et il rentra chez lui dans le plus profond abattement. Le lendemain, le sergent d'armes et l'huissier de la chambre des Lords vinrent le chercher pour le conduire à Westminster-Hall, où la sentence devait être prononcée. Mais ils le trouvèrent très-souffrant et forcé de garder le lit : ils consentirent volontiers à ce qu'il se dispensât de paraître devant la chambre. Personne ne sembla éprouver le moindre désir d'ajouter à son humiliation.

Cependant la sentence fut sévère, d'autant plus sévère, sans doute, que les Lords savaient qu'elle ne serait pas exécutée, et qu'ils avaient une excellente occasion de montrer, à peu de frais, l'inflexibilité de leur justice et leur haine de la corruption. Bacon fut condamné à payer une amende de quarante mille livres, et à être emprisonné à la Tour tant que le Roi le jugerait bon. On déclara qu'il ne pourrait à l'avenir remplir aucune fonction dans l'État, ni siéger dans le parlement; et il fut banni pour la vie de l'enceinte de la cour. Telle fut la

misérable et honteuse fin de cette longue carrière de mondaine sagesse et de mondaine prospérité.

Même alors, M. Montagu n'abandonne pas son héros. Il semble croire que l'attachement d'un éditeur doit être aussi plein de dévouement que celui des amoureux dans les poèmes de M. Moore, et il ne peut concevoir l'utilité de la biographie, «si elle ne reste pas la même dans la joie et dans l'angoisse, dans la gloire et dans la honte. »

Il nous assure que Bacon était innocent, qu'il pouvait se justifier entièrement, que lorsqu'il « confessait simplement et ingénument qu'il était coupable de corruption, » et lorsqu'il affirmait solennellement plus tard que sa confession était « son acte, sa main, son cœur, » il disait un gros mensonge, et qu'il s'abstenait de donner les preuves de son innocence, parce qu'il n'osait pas désobéir au Roi et au favori qui le pressaient, dans leur égoïsme, d'avouer sa culpabilité.

D'abord, il n'y a pas la plus légère raison de croire que, si Jacques Ier et Buckingham avaient pensé que Bacon pouvait se défendre, ils l'auraient empêché de le faire. Quel motif imaginable auraient-ils pu avoir pour agir ainsi? M. Montagu répète perpétuellement qu'il était de leur intérêt de sacrifier Bacon. Mais il néglige une distinction évidente. Il était de leur intérêt de sacrifier Bacon, à supposer qu'il fût coupable, mais non pas à supposer qu'il fût innocent. Jacques était, avec grande raison, peu disposé à courir le risque de protéger son chancelier contre le parlement. Mais, si le chancelier avait pu, par la force de ses raisons, obtenir du parlement son acquittement, je ne doute pas que le Roi et Vil-

(1) « if t'is not the same
« Through joy and through torment, through glory and shame. »

liers ne s'en fussent sincèrement réjouis. Ils se seraient réjouis, non-seulement à cause de leur amitié pour Bacon, qui paraît cependant avoir été aussi sincère que la plupart des amitiés de cette espèce, mais encore pour des motifs intéressés. Rien n'aurait plus fortifié le gouvernement qu'une pareille victoire. Le Roi et le favori abandonnèrent le chancelier, parce qu'ils ne pouvaient pas le soustraire à son déshonneur et qu'ils ne voulaient pas le partager. M. Montagu prend l'effet pour la cause. Il croit que Bacon ne prouva pas son innocence, parce qu'il ne fut pas soutenu par la cour. Il est évident que la cour n'osa pas soutenir Bacon, parce qu'il ne put pas prouver son innocence.

D'ailleurs, il est étrange, ce me semble, que M. Montagu n'ait pas compris qu'en essayant de justifier Bacon, il fait peser sur lui le plus injurieux de tous les reproches. Il impute à son idole un degré de bassesse et de dépravation plus odieux que la corruption judiciaire elle-même. Un juge corrompu peut avoir beaucoup de bonnes qualités. Mais un homme qui, pour plaire à un patron puissant, se déclare solennellement coupable de corruption, quand il se sait innocent, doit être un monstre de servilité et d'impudence. Bacon était, pour ne rien dire des droits supérieurs qu'il avait au respect, un homme bien élevé, un noble, un savant, un homme d'État, un homme arrivé au premier rang dans le monde, un homme d'âge. Est-il possible de croire que, pour plaire à n'importe qui, un pareil homme aurait volontairement porté à sa renommée une atteinte irréparable? Représentez-vous un juge aux cheveux gris, comblé d'années et d'honneurs, venant avouer, en pleurant, avec les assurances les plus pathétiques de son repentir et de sa

sincérité, qu'il a été coupable de malversations honteuses; affirmant plusieurs fois la vérité de sa confession, la signant de sa propre main, se soumettant à sa condamnation, recevant une sentence humiliante, et reconnaissant qu'elle est juste; le tout, quand il ne dépend que de lui de montrer que sa conduite a été irréprochable! La chose est incroyable. Mais, en admettant qu'elle soit vraie, que faut-il penser d'un homme, s'il mérite véritablement le nom d'homme, qui attache plus de prix à tout ce que peuvent donner les Rois ou les favoris, qu'à son honneur, ou qui redoute plus leurs châtiments que l'infamie?

J'acquitte pleinement Bacon de cette honteuse imputation. Il ne pouvait pas se défendre, et l'affectueuse tentative de M. Montagu pour le défendre a complétement échoué.

M. Montagu met en avant deux arguments : il dit d'abord que c'était alors l'usage de recevoir des présents, et que, par conséquent, cela n'était pas déshonorant; il dit en second lieu que ces présents n'avaient pas un caractère corrupteur.

M. Montagu cite beaucoup de faits à l'appui de sa première proposition. Il ne se contente pas de prouver qu'autrefois beaucoup de juges anglais recevaient des présents des plaideurs; mais il recueille des exemples analogues dans l'histoire des nations étrangères et des temps anciens. Il remonte jusqu'aux républiques grecques, et il essaye de profiter d'un vers d'Homère et d'une phrase de Plutarque, qui ne peuvent pas, j'en ai peur, lui être d'un grand secours. L'or dont parle Homère n'était pas destiné aux juges : il était déposé entre leurs mains pour le bénéfice du plaideur heureux; et les gra-

tifications que Périclès distribuait aux membres des tribunaux athéniens étaient, comme l'établit Plutarque, un traitement légal, provenant du revenu public. Je pourrais fournir à M. Montagu des passages beaucoup plus concluants. Hésiode, qui avait vu, comme le pauvre Aubrey, rendre contre lui une sentence écrasante dans la Cour de chancellerie d'Ascra, oublia si bien le décorum, qu'il osa désigner comme βασιλῆας δωροφάγους les savants membres de cette Cour. Plutarque et Diodore ont fait connaître à la postérité la plus lointaine le respectable nom d'Anytus, fils d'Anthémion, le premier défendeur qui, éludant toutes les sauvegardes qu'avait pu imaginer la sagesse de Solon, réussit à corrompre tout un tribunal athénien. J'ai même si peu envie de refuser à M. Montagu l'aide de la Grèce, que je veux bien lui donner Rome pardessus le marché. Je reconnais que les honorables sénateurs qui jugèrent Verrès reçurent des présents qui valaient plus que les fiefs de York-House et de Gorhambury réunis, et que les sénateurs et chevaliers non moins honorables qui firent profession de croire à l'*alibi* de Clodius, obtinrent des marques encore plus extraordinaires de l'estime et de la reconnaissance du défendeur. En somme, je suis tout prêt à admettre qu'avant le temps de Bacon, et du temps de Bacon, les juges avaient coutume de recevoir des cadeaux des plaideurs.

Mais est-ce une excuse? Je ne le crois pas. Les vols de Cacus et de Barabbas ne sauraient servir d'apologie à ceux de Turpin. La conduite des deux hommes de Bélial qui firent périr Naboth par leur faux témoignage, n'a jamais été citée comme excuse des parjures d'Oates et de Dangerfield. M. Montagu a confondu deux choses qu'il est nécessaire de distinguer soigneusement, si l'on

veut se faire une idée juste du caractère des hommes qui ont appartenu à d'autres pays et à d'autres temps. Lorsque, dans une société particulière, on regarde généralement comme innocente une action immorale, cela peut servir d'excuse à un individu qui, faisant partie de la société et ayant adopté les notions qui prévalent parmi ceux qui l'entourent, en vient à commettre cette action. Mais on ne saurait justifier des actions immorales, en disant que beaucoup de gens sont dans l'habitude de les commettre. Nous trouverions injuste d'appeler saint Louis un méchant homme parce qu'il a persécuté les hérétiques, dans un siècle où la tolérance passait généralement pour un péché. Nous trouverions injuste d'appeler l'ami de Cooper, John Newton, un hypocrite et un monstre, parce que, dans un temps où les gens les plus respectables regardaient presque tous le commerce des esclaves comme un trafic innocent et utile, il s'embarquait pour la Guinée, amplement pourvu de livres d'hymnes et de menottes. Mais parce qu'il y a vingt mille voleurs dans Londres, ce n'est pas une raison pour excuser un individu qu'on a surpris dévalisant une boutique. On ne saurait blâmer un homme, parce qu'il ne fait pas de découvertes en morale, ou qu'il ne trouve pas mauvais ce que tout le monde trouve bon. Mais, lorsqu'un homme fait ce que tout le monde autour de lui sait être mauvais, et ce qu'il trouve mauvais lui-même, on ne saurait le justifier en disant que bien d'autres en ont fait autant. J'aurais honte de m'occuper si longtemps d'une distinction aussi évidente, si M. Montagu ne l'avait absolument négligée.

Quant au cas dont il s'agit, que M. Montagu nous prouve que, du temps de Bacon, on regardait générale-

ment comme innocents les actes pour lesquels Bacon fut puni, et je lui donne gain de cause. Mais je le défie de le faire. Ces actes étaient fort communs, je le reconnais; mais ils étaient communs comme le sont et le seront toujours tous les crimes qui sont le résultat d'une forte tentation. Ils étaient communs, comme l'ont toujours été le vol, l'escroquerie, le parjure, l'adultère. Ils étaient communs, non parce que les coupables ne savaient pas ce qui était bien, mais parce qu'ils aimaient à faire ce qui était mal. Ils étaient communs, bien que la loi les défendît. Ils étaient communs, bien que l'opinion publique les condamnât. Ils étaient communs, parce qu'à cette époque la loi et l'opinion réunies n'avaient pas assez de force pour mettre obstacle à l'avidité de magistrats puissants et dénués de principes. Ils étaient communs, comme le sont toujours tous les crimes lorsque le profit est grand et la chance d'être puni peu redoutable. Mais quoiqu'ils fussent communs, tout le monde reconnaissait qu'ils étaient sans excuse et qu'ils étaient odieux au souverain degré, et bien que beaucoup de gens s'en rendissent coupables, personne n'avait l'audace de les avouer et de les défendre publiquement.

Je pourrais donner un millier de preuves de ce que j'avance au sujet du jugement qu'on portait alors sur de telles pratiques. Mais je me contenterai d'appeler à mon aide un seul témoin, l'honnête Hugh Latimer. Ses sermons, qui furent prêchés plus de soixante-dix ans avant l'enquête sur la conduite de Bacon, abondent en rudes invectives contre ces mêmes pratiques dont Bacon se rendit coupable et que personne, au dire de M. Montagu, n'avait jamais regardées comme criminelles jusqu'au jour où Bacon fut condamné. Je pourrais aisément rem-

plir vingt pages de l'éloquence simple, mais juste et vigoureuse du vieil évêque. Je choisis seulement quelques passages qui ne sont que de bons spécimens de tout le reste : « *Omnes diligunt munera.* Ils aiment tous à recevoir des dons corrupteurs. C'est une façon princière de voler. Ils se laissent acheter par le riche, soit pour rendre une sentence contre le pauvre, soit pour différer de juger la cause du pauvre. C'est le noble vol des princes et des magistrats. Ce sont des preneurs de dons corrupteurs. Ils leur donnent, par le temps qui court, le nom d'affables récompenses. Qu'on les dépouille de leurs fausses couleurs; qu'on les appelle par leur nom chrétien, dons corrupteurs. » Et ailleurs : « Cambyse était un grand empereur comme l'est notre maître. Il avait sous lui beaucoup de lords-députés, de lords-présidents et de lieutenants. Il y a bien longtemps que j'ai lu cette histoire. Il arriva qu'il avait sous lui, dans un de ses États, un corrupteur, un ami des riches, un preneur de cadeaux; il courait après les présents aussi vite que celui qui courait après le pudding; il faisait sa main dans sa charge pour faire de son fils un grand homme, comme le dit le vieux proverbe : « Bienheureux l'enfant dont le père va au diable. » Le cri de la pauvre veuve parvint aux oreilles de l'empereur, et il fit écorcher le juge tout vif; puis on plaça sa peau sur le siége des juges, afin que tous ceux qui jugeraient à l'avenir fussent obligés de s'asseoir sur cette même peau. Assurément, c'était un bel exemple, un beau monument que la peau de ce juge. Je demande à Dieu que nous puissions voir une fois une telle peau en Angleterre. » — « Je suis sûr, » disait-il dans un autre sermon, « que désirer les richesses, recevoir des dons corrupteurs et pervertir la justice, c'est la *scala inferni*, le droit che-

min pour aller en enfer. Si un juge me demandait le chemin de l'enfer, je lui indiquerais ce chemin. D'abord il n'a qu'à être avide; que son cœur soit empoisonné par l'avidité. Ensuite qu'il fasse un pas de plus et qu'il accepte des dons corrupteurs; puis il n'a qu'à juger injustement. Voici la mère, et la fille, et la fille de la fille. L'avarice est la mère; elle engendre l'acceptation de dons corrupteurs qui engendre à son tour les jugements injustes. Pour compléter la partie, il ne manque plus qu'une quatrième chose, qui, si j'étais juge, serait, Dieu m'assiste, une corde de pendu, un collier de Tyburn à emporter avec lui; oui, sur ma foi, fût-il le juge du banc du roi, fût-il milord *chief justice*, et oui vraiment, fût-il milord chancelier lui-même, qu'il aille à Tyburn ! » Je ne citerai plus qu'un seul passage : « Celui qui a accepté un bassin et une aiguière d'argent comme prix de son injustice croit que cela ne se saura jamais. Qu'il sache maintenant que je le sais et que je ne suis pas seul à le savoir; il y en a bien d'autres qui le savent. O corrupteur et corruption ! Celui qui accepte de tels présents ne saurait être un homme de bien. Je ne puis pas croire non plus qu'il fasse un bon juge. Il ne fera bon se divertir en Angleterre que quand nous aurons la peau de ces gens-là. Qu'y a-t-il besoin de ces pratiques quand les hommes remplissent fidèlement leur devoir ? »

Ce n'était pas le langage d'un grand philosophe ayant fait de nouvelles découvertes dans la science morale et politique. C'était le style parfaitement simple d'un homme simple qui sortait des masses, qui sympathisait fortement avec leurs besoins et leurs sentiments et qui professait hardiment leurs opinions. C'était parce que le courageux vieillard exposait si courageusement les crimes de ceux

qui portaient l'hermine et les chaînes d'or, que la population de Londres l'acclamait quand il suivait le Strand pour prêcher à Whitehall, qu'on se disputait le privilége de toucher sa robe et qu'on lui criait : « Tombez dessus, père Latimer. » Il est évident, d'après les passages que nous avons cités et d'après cinquante autres que nous pourrions citer, que, longtemps avant la naissance de Bacon, il était reconnu que les juges qui acceptaient des présents commettaient un acte honteux et coupable, que le peuple lui-même savait fort bien pénétrer le sens des belles paroles sous lesquelles on avait coutume de dissimuler ces pratiques corrompues, et que, même alors, la distinction que M. Montagu tient si fort à établir entre des attentions et des dons corrupteurs, passait pour une fausse couleur et devenait un sujet de risée. Il y a peut-être quelque exagération oratoire dans ce que dit Latimer sur le collier de Tyburn et sur l'exemple de la peau du juge ; mais il suffit qu'il ait osé employer de pareilles expressions pour qu'on puisse être assuré que les juges qui recevaient des présents et qui acceptaient des aiguières et des bassins d'argent, étaient regardés comme de tels fléaux pour l'État qu'un vénérable théologien pouvait, sans manquer aucunement à la charité chrétienne, demander publiquement à Dieu qu'ils fussent découverts et condamnés à d'insignes châtiments.

M. Montagu nous dit, avec grande raison, que nous ne devons pas transporter à un autre temps les opinions de notre temps. Mais il a lui-même commis une erreur plus grave que celle contre laquelle il met en garde ses lecteurs. Sans aucune preuve, et même en présence des preuves contraires les plus péremptoires, il attribue à ceux qui vivaient dans les siècles passés des opinions qui

n'ont jamais été celles de personne. Tout lui semble plus probable que le manque d'honnêteté de Bacon. Je crois fermement que, si l'on découvrait des papiers prouvant d'une façon irréfutable que Bacon a pris part à l'empoisonnement de sir Thomas Overbury, M. Montagu nous dirait qu'au commencement du dix-septième siècle, personne ne trouvait mauvais qu'on mît de l'arsenic dans le bouillon de ses amis, et que nous devons blâmer, non Bacon, mais le siècle dans lequel il vécut.

Mais pourquoi avoir recours à d'autres preuves, quand la procédure contre Lord Bacon est, en elle-même, la meilleure preuve qu'on puisse invoquer? Lorsque M. Montagu nous dit que nous ne devons pas transporter au temps de Bacon les opinions de notre temps, il semble oublier complétement que ce fut par des hommes du temps de Bacon que Bacon fut poursuivi, jugé, déclaré coupable et condamné. Ne savaient-ils pas à quoi s'en tenir sur leurs propres opinions? Ne savaient-ils pas s'ils trouvaient criminel ou non que les juges reçussent des présents? M. Montagu se plaint amèrement qu'on ait décidé Bacon à ne pas se défendre. Mais si la défense de Bacon avait ressemblé à celle qu'on présente en sa faveur dans le volume qui nous occupe, il aurait été fort inutile d'en ennuyer le parlement. Les Lords et les Communes n'avaient pas besoin que Bacon vînt leur apprendre les pensées de leurs propres cœurs et leur annoncer qu'ils ne regardaient pas le moins du monde comme coupables les pratiques dont on l'accusait. A vrai dire, on peut équitablement réduire aux termes suivants la proposition de M. Montagu : il y avait bien de la dureté de la part des contemporains de Bacon à trouver mauvais qu'il fît ce qu'ils ne trouvaient pas mauvais de faire eux-

mêmes. Cela aurait été bien dur, en effet, et même bien improbable. Dira-t-on que les Communes qui accusèrent Bacon d'avoir reçu des présents et les Lords qui le condamnèrent à l'amende, à la prison et à la dégradation pour avoir reçu des présents, ne savaient pas qu'il était criminel de recevoir des présents? Ou bien dira-t-on que Bacon ne savait pas ce que savaient toute la chambre des Communes et toute la chambre des Lords? A moins d'être prêt à soutenir l'une de ces absurdes propositions, il est impossible de nier que Bacon n'ait commis sciemment un crime.

On ne peut prétendre que les chambres cherchèrent l'occasion de perdre Bacon et qu'elles s'empressèrent de le condamner sur des accusations qu'elles regardaient elles-mêmes comme frivoles. Personne ne se montra le moins du monde disposé à le traiter avec dureté. Pendant toute la durée du procès, il n'y eut pas le plus léger symptôme d'animosité personnelle ou de violence factieuse dans l'une ni dans l'autre chambre. Je crois même pouvoir dire qu'il n'y a pas dans notre histoire un procès d'État qui fasse plus d'honneur à ceux qui y prirent part, soit en qualité d'accusateurs, soit en qualité de juges. La décence, la gravité, l'esprit public, la justice modérée mais non énervée par la compassion, qui parurent dans tous les détails de cette affaire, feraient honneur aux hommes publics les plus respectables de notre époque. Les accusateurs, tout en remplissant leur devoir vis-à-vis de leurs commettants en mettant au jour les crimes du chancelier, parlèrent avec admiration de ses éminentes qualités. Les Lords, tout en le condamnant, lui firent des compliments sur la franchise de sa confession, et lui épargnèrent l'humiliation de paraître en public

à la barre. La contagion des bons sentiments fut si puissante que Sir Edward Coke lui-même se conduisit, pour la première fois de sa vie, en homme bien élevé. Jamais criminel n'eut des accusateurs plus modérés que Bacon. Jamais criminel n'eut des juges plus favorables. S'il fut condamné, ce fut parce qu'il était impossible de l'acquitter sans outrager de la façon la plus choquante la justice et le sens commun.

L'autre argument de M. Montagu, celui qui consiste à soutenir que Bacon recevait des présents, mais sans se laisser corrompre, me semble aussi futile que celui que je viens d'examiner. Je pourrais même charger le moins habile de mes lecteurs d'y répondre. Démosthène le mentionnait avec mépris il y a plus de deux mille ans. Nous avons déjà vu avec quel dédain Latimer traitait ce sophisme. « Qu'on les dépouille, » disait-il, « de leurs fausses couleurs, qu'on les appelle par leur nom chrétien, dons corrupteurs. » M. Montagu essaie, avec peu de bonne foi, je dois le dire, de faire passer les présents que recevait Bacon pour quelque chose d'analogue aux émoluments que payaient les plaideurs aux membres des parlements en France. Les magistrats français avaient légalement droit aux épices, et la loi réglait la somme qui leur était due. Il ne s'agit pas de savoir si c'est une bonne manière de payer les juges. Mais quelle analogie y a-t-il entre des payements de cette sorte et les présents que recevait Bacon, présents qui n'étaient pas sanctionnés par la loi, qui n'étaient pas faits sous l'œil du public, et dont le chiffre était réglé dans un marché secret entre le magistrat et le plaideur ?

En outre, il est puéril de dire que Bacon ne pouvait pas avoir l'intention de se laisser corrompre, parce qu'il

employait l'intermédiaire d'hommes haut placés, d'évêques, de conseillers privés et de membres du parlement, comme si toute l'histoire de cette génération n'était pas remplie des basses actions des gens haut placés, comme s'il n'était pas notoire que des hommes occupant des situations aussi considérables qu'aucun des agents corrupteurs de Bacon avaient montré de la complaisance à Somerset et empoisonné Overbury.

« Mais, » dit M. Montagu, « ces présents étaient faits ouvertement et avec la plus grande publicité. » Ce serait certes un puissant argument en faveur de Bacon ; mais je nie le fait. Dans un seul des cas où Bacon fut accusé d'avoir reçu des dons corrupteurs, il paraît avoir reçu publiquement un don. Ce fut dans une affaire entre la compagnie des apothicaires et la compagnie des épiciers. Dans sa confession, Bacon insista fortement sur le fait qu'il avait, en cette circonstance, accepté publiquement un don, comme preuve qu'il ne l'avait pas reçu par corruption. N'est-il pas évident que, s'il avait reçu de la même façon tous les autres présents dont il était fait mention dans l'acte d'accusation, il se serait étendu sur ce sujet dans sa réponse aux autres chefs d'accusation? L'insistance qu'il met à parler de la publicité d'un présent particulier prouve suffisamment qu'il n'avait pas reçu les autres en public. Il est facile de comprendre pourquoi il reçut ce présent en public et tant d'autres en cachette. Dans cette occasion, il agit ouvertement parce qu'il agit honnêtement. Dans cette occasion, il ne siégeait pas comme juge. Il était appelé à opérer un arrangement à l'amiable entre deux parties. Elles furent l'une et l'autre satisfaites de sa décision, et lui firent en commun un présent pour le dédommager de la peine qu'il

avait prise. On peut mettre en doute si, dans de telles circonstances, il était parfaitement délicat de la part d'un homme de son rang d'accepter un présent. Mais on ne saurait du moins tirer parti de ce fait pour l'accuser de corruption.

Malheureusement, les circonstances qui prouvent son innocence dans ce cas particulier, prouvent sa culpabilité sur les autres chefs. Une fois, et une fois seulement, il vient dire qu'il a reçu publiquement un présent. Il est naturel d'en inférer que, dans tous les autres cas dont fait mention l'acte d'accusation, il reçut des présents en secret. Lorsque nous examinons ce cas particulier, nous trouvons que c'est aussi le seul où il pût sans grossière inconvenance recevoir un présent. Est-il possible de douter de la raison pour laquelle il ne reçut pas aussi publiquement d'autres présents? C'est qu'il se rendait très-bien compte qu'il était dans son tort en les acceptant.

Il reste encore un argument plausible en apparence, mais qu'il est facile de réfuter absolument. Les deux principaux plaignants, Aubrey et Egerton, avaient fait l'un et l'autre des présents au chancelier; mais il avait donné gain de cause à leurs adversaires. Par conséquent, il ne s'était pas laissé corrompre par leurs présents. « Ses accusateurs se plaignaient, » dit M. Montagu, « non pas de ce que leurs présents eussent influencé le jugement de Bacon, mais bien du contraire, puisqu'il avait donné gain de cause à la partie adverse. »

Le fait est que c'est précisément par ce moyen qu'on en vient à découvrir un système de corruption pratiqué sur une grande échelle. Un individu qui, au moyen d'un cadeau, est parvenu à obtenir un jugement en sa faveur n'est guère disposé à s'ériger de son propre mouvement

en accusateur. Il est content. Il a son *quid pro quo.* Il n'est poussé ni par des motifs d'intérêt ni par des motifs de vengeance à mettre la transaction sous les yeux du public. Au contraire, il a des motifs presque aussi puissants que ceux que peut avoir le juge lui-même pour garder le silence. Mais quand un juge pratique la corruption sur une grande échelle, comme le faisait, je le crains, Bacon, et qu'il a beaucoup d'agents aux aguets pour lui amener de partout sa proie, il arrive quelquefois que les deux parties cherchent à le séduire. Il arrive quelquefois qu'il reçoit de l'argent de plaideurs dont la cause est si évidemment mauvaise qu'il ne peut décemment rien faire pour les servir. Il se voit donc, de temps à autre, forcé de donner tort à une personne dont il a reçu un présent et il se fait de la sorte un ennemi mortel. Il y a des centaines de plaideurs qui obtiennent ce qu'ils ont payé d'avance et qui se tiennent tranquilles. Il y en a deux ou trois seulement qui, après avoir payé, n'ont rien reçu en échange de leur argent ; ceux-là font du tapage.

Le mémorable procès des Goëzman est une preuve de ce que j'avance. Beaumarchais avait une affaire importante qui se plaidait devant le parlement de Paris. C'était d'un juge nommé M. Goëzman que dépendait surtout la décision; on insinua à Beaumarchais qu'on pourrait gagner madame Goëzman en lui faisant un présent. Il offrit à la dame une bourse pleine d'or qu'elle accepta gracieusement. Il est évident que, si la décision de la Cour lui avait été favorable, personne n'aurait jamais rien su de tout cela; mais il perdit sa cause. Presque toute la somme qu'il avait dépensée pour séduire le juge lui fut immédiatement remboursée, et ceux qui l'avaient désappointé crurent probablement qu'il n'irait pas, pour la

pure satisfaction de sa malveillante humeur, rendre publique une transaction aussi peu honorable pour lui que pour eux. Ils ne le connaissaient guère. Il leur apprit bientôt à maudire le jour où ils avaient osé se jouer d'un homme animé d'un esprit si vindicatif et si turbulent, d'une effronterie si indomptable et d'un talent si éminent pour la controverse et la satire. Il obligea le parlement à flétrir M. Goëzman d'un stigmate infamant. Il força madame Goëzman à se retirer dans un couvent. Tant qu'il ne fut pas trop tard pour s'arrêter, sa fureur ne lui permit pas de se rappeler qu'il ne pouvait les perdre qu'en dévoilant des faits de nature à le perdre lui-même. Je pourrais citer d'autres exemples ; mais c'est inutile. Pour peu qu'on connaisse la nature humaine, on comprendra que, si l'on admettait la doctrine que soutient M. Montagu, la société serait privée de la seule chance qu'elle ait, ou peu s'en faut, de découvrir les pratiques corrompues des juges.

J'en reviens à mon récit. La sentence de Bacon avait été à peine prononcée qu'elle fut adoucie. On l'envoya bien à la Tour, mais ce ne fut qu'une pure forme. Au bout de deux jours, il fut mis en liberté, et bientôt après, il se retira à Gorhambury. La couronne le releva de son amende. On lui permit ensuite de se présenter à la cour, et enfin, en 1624, on lui remit le reste de sa peine. Il eut donc le droit de reprendre son siége à la chambre des lords, et il fut convoqué lors de la réunion du nouveau parlement. Mais l'âge, les infirmités, peut-être la honte, l'empêchèrent de s'y rendre. Le gouvernement lui fit une pension de douze cents livres par an, et M. Montagu estime son revenu annuel à deux mille cinq cents livres sterling, somme supérieure probablement au re-

venu moyen d'un seigneur à cette époque, et certainement suffisante pour vivre confortablement et même magnifiquement. Par malheur, Bacon aimait l'apparat et il n'avait pas l'habitude de s'occuper attentivement de ses affaires domestiques. Il fut très-difficile de le décider à renoncer à une partie de la magnificence à laquelle il avait été accoutumé, au temps de son pouvoir et de sa prospérité. Jamais ses embarras pécuniaires ne purent l'amener à se défaire des bois de Gorhambury. « Je ne veux pas, » disait-il, « me dépouiller de mes plumes. » Il voyageait avec un équipage si splendide et une suite si nombreuse que le prince Charles, qui le rencontra un jour sur la route, s'écria avec surprise : « Eh bien, nous avons beau faire, cet homme-là n'ira jamais en guenilles. » Cette ostentation et cette négligence réduisirent souvent Bacon à la gêne. Il se vit forcé de vendre York-House et de s'établir, pendant ses visites à Londres, dans son vieux cabinet de Gray's Inn. Il eut d'autres désagréments dont on ne connaît pas bien la nature. Il est évident, d'après son testament, qu'il y avait, dans la conduite de sa femme, des choses qui l'irritaient et le tourmentaient beaucoup.

Mais quels que pussent être ses embarras pécuniaires ou ses ennuis conjugaux, ses grandes facultés restèrent toujours les mêmes. Les nobles études qu'il avait su poursuivre au milieu des labeurs de sa profession et des intrigues de la cour, donnèrent aux dernières années de sa vie une dignité bien supérieure à celle que les titres ou le pouvoir auraient pu lui procurer. Accusé, reconnu coupable, condamné, ignominieusement chassé de la présence de son souverain, exclu des délibérations des lords ses collègues, chargé de dettes, flétri dans son honneur,

accablé sous le poids des ans, des chagrins et de la maladie, Bacon était toujours Bacon. « Mon opinion de sa personne, » dit noblement Ben Jonson, « ne s'accrut jamais à cause de ses places ou de ses honneurs, mais je l'ai toujours respecté et je le respecte à cause de cette grandeur qui n'appartenait qu'à lui ; tellement qu'il m'a toujours semblé être, par ses ouvrages, un des hommes les plus grands et les plus dignes d'admiration qui eussent vécu depuis des siècles. Dans son adversité, j'ai toujours prié Dieu de lui donner de la force ; car la grandeur ne pouvait lui manquer. »

Les services que Bacon rendit aux lettres pendant les cinq dernières années de sa vie, au milieu de tant de distractions et de tracas, augmentent le regret avec lequel nous songeons aux nombreuses années qu'il avait perdues, selon l'expression de Sir Thomas Bodley, « à des études qui n'étaient pas dignes d'un pareil étudiant. » Il commença un digeste des lois de l'Angleterre, une histoire d'Angleterre sous les princes de la maison de Tudor, un corps d'histoire naturelle, un roman philosophique. Il fit à ses essais de longues et précieuses additions. Il publia l'inestimable traité *De Augmentis scientiarum*. Les bagatelles mêmes qui lui servaient de passe-temps dans les heures de chagrin ou de langueur portent l'empreinte de son esprit. La meilleure collection de plaisanteries qui soit au monde est celle qu'il dicta de mémoire, sans avoir recours à un seul livre, un jour où son état de souffrance l'avait rendu incapable de se livrer à aucune étude sérieuse.

Le grand apôtre de la philosophie expérimentale était destiné à en être le martyr. Il lui était venu à l'esprit qu'on pourrait avantageusement employer la neige pour

préserver de la putréfaction les substances animales. Par un jour très-froid, au commencement du printemps de 1626, il descendit de son carrosse près de Highgate, pour en faire l'expérience. Il entra dans une chaumière, acheta un poulet et, de sa propre main, il le remplit complétement de neige. Au milieu de cette occupation, il fut saisi par le froid et se sentit tellement souffrant, qu'il lui fut impossible de retourner à Gray's Inn. Le comte d'Arundel, qu'il connaissait beaucoup, avait une maison à Highgate. Ce fut chez lui qu'on transporta Bacon. Le comte était absent; mais les domestiques, qui étaient chargés de garder la maison, furent remplis d'attention et de respect pour son hôte illustre. Après une maladie qui se prolongea pendant une semaine environ, il expira, de grand matin, le jour de Pâques, en 1626. Il paraît avoir conservé jusqu'à la fin toute la force et toute la vivacité de son esprit. Il n'oublia pas le poulet qui avait causé sa mort. Dans la dernière lettre qu'il écrivit, avec des doigts qui pouvaient à peine tenir une plume, comme il le disait lui-même, il n'oublia pas de mentionner que l'expérience de la neige avait « remarquablement bien réussi. »

J'ai suffisamment expliqué mon opinion sur le caractère moral de ce grand homme. S'il avait passé sa vie dans la retraite et dans l'étude des lettres, il aurait très-probablement mérité d'être regardé, non-seulement comme un grand philosophe, mais comme un digne et bon membre de la société. Mais ni ses principes ni son esprit n'étaient assez vigoureux pour qu'on pût s'y fier, lorsqu'il fallait résister à de grandes tentations et braver de sérieux dangers.

Dans son testament, il témoigna avec une brièveté, une

énergie, une dignité et une éloquence singulières, qu'il avait tristement conscience que ses actions n'avaient pas été de nature à lui donner des droits à l'estime de ceux sous le regard desquels il avait passé sa vie, et qu'il avait en même temps la fière assurance que ses écrits lui avaient acquis une place élevée et permanente parmi les bienfaiteurs de l'humanité. C'est du moins ainsi que je comprends les paroles frappantes qu'on a déjà citées bien souvent, mais que je demande la permission de citer encore une fois. « Quant à mon nom et à ma mémoire, je les laisse aux discours charitables des hommes, aux nations étrangères et aux siècles à venir. »

Sa confiance était légitime. Depuis le jour de sa mort, sa renommée a toujours été grandissant, et je ne doute pas que son nom soit prononcé avec respect dans les siècles les plus reculés et aux dernières limites du monde civilisé.

Ce qui fait le caractère particulier de la philosophie de Bacon, c'est qu'elle se proposa un but tout différent de celui que s'étaient proposé ses prédécesseurs. Telle était sa propre opinion. « Finis scientiarum, » dit-il, « à nemine adhuc bene positus est (1). » Et ailleurs : « Omnium gravissimus error in deviatione ab ultimo doctrinarum fine consistit (2). » « Nec ipsa meta, » dit-il dans un autre endroit, « adhuc ulli, quod sciam, mortalium posita est et defixa (3). » Plus on examine soigneusement ses ouvrages, plus on voit clairement, il me semble, que c'est là la clef de tout son système et qu'il employait des moyens différents de ceux qu'avaient employés les autres philosophes, parce

(1) *Novum Organum,* lib. I. Aph. 81.
(2) *De Augmentis,* lib. I.
(3) *Cogitata et Visa.*

qu'il tendait à un but entièrement différent du leur.

Quel était donc le but que se proposait Bacon? C'était, pour employer son énergique expression, le « fruit. » Il voulait multiplier les jouissances de l'homme et adoucir ses souffrances. Il voulait « soulager l'espèce humaine (1). » Il voulait « commodis humanis inservire (2). » Il voulait « efficaciter operari ad sublevanda humanæ vitæ incommoda (3). » Il voulait « dotare vitam humanam novis inventis et copiis (4). » Il voulait « genus humanum novis operibus et potestatibus continuo dotare (5). » Ce fut là l'objet de toutes ses recherches dans toutes les branches de la science, qu'il s'occupât de philosophie naturelle, de législation, de politique ou de morale.

Deux mots servent de clef à la doctrine de Bacon, l'utilité et le progrès. La philosophie ancienne dédaignait d'être utile et se contentait de rester stationnaire. Elle s'adonnait à des théories de perfection morale qui étaient tellement sublimes, qu'elles devaient éternellement rester à l'état de théories, à des tentatives pour résoudre des énigmes insolubles, à des exhortations destinées à prêcher un état d'âme impossible à atteindre. La philosophie ancienne ne pouvait s'abaisser jusqu'à l'humble office de travailler au bien-être de l'espèce humaine. Toutes les écoles regardaient un tel office comme dégradant; quelques-unes le condamnaient comme immoral. Une fois, il est vrai, Posidonius, écrivain distingué du siècle de Cicéron et de César, s'oublia au point

(1) *Advancement of Learning*, lib. I.
(2) *De Augmentis*, lib. VII, cap. I.
(3) *Ibid.*, lib. II, cap. II.
(4) *Novum Organum*, lib. I. Aph. 81.
(5) *Cogitata et Visa*.

d'énumérer, parmi les bienfaits d'une nature plus humble que l'humanité devait à la philosophie, la découverte du principe des voûtes et l'introduction de l'usage des métaux. Cet éloge fut considéré comme un affront et relevé avec toute l'indignation voulue. Sénèque repousse avec véhémence ces compliments insultants (1). Selon lui, la philosophie n'a rien à faire avec l'art d'enseigner aux hommes à construire des voûtes au-dessus de leurs têtes. Le vrai philosophe ne se soucie nullement d'avoir un toit voûté ou même un toit quelconque. La philosophie n'a rien à faire avec l'art d'enseigner aux hommes l'usage des métaux. Elle nous enseigne à être indépendants de toute substance matérielle, de toute invention mécanique. Le sage vit suivant les lois de la première nature. Au lieu de travailler à augmenter le bien-être physique de son espèce, il regrette de ne pas vivre dans cet âge d'or, où la race humaine n'avait d'autre protection contre le froid que la peau des bêtes sauvages, d'autre rempart contre le soleil qu'une caverne. Imputer à un tel homme une part quelconque dans la découverte ou dans le perfectionnement d'une charrue, d'un vaisseau ou d'un moulin, c'est lui faire injure. « De mon temps, » dit Sénèque, « on a fait des inventions de cette espèce, des fenêtres transparentes, des tubes qui distribuent également la chaleur dans toutes les parties d'un bâtiment; une sténographie qu'on a poussée à un tel degré de perfection que celui qui écrit peut suivre l'orateur le plus rapide. Mais inventer de telles choses, c'est la digne besogne des plus vils esclaves; la philosophie réside plus haut. Elle ne se charge pas d'enseigner aux

(1) Seneca. *Épist.* 90.

hommes à se servir de leurs mains. Le but de ses leçons c'est de former leur âme. *Non est, inquam, instrumentorum ad usus necessarios opifex.* » Si l'on supprimait le *non*, cette dernière sentence serait une assez bonne définition de la philosophie de Bacon, et ressemblerait véritablement beaucoup à plusieurs expressions du *Novum Organum.* « On nous dira bientôt, » s'écrie Sénèque, « que le premier cordonnier était un philosophe. » Pour ma part, si j'étais forcé de choisir entre le premier cordonnier et l'auteur des trois livres sur la colère, je me prononcerais pour le cordonnier. Il est peut-être plus mauvais de se mettre en colère que d'être mouillé. Mais les souliers ont empêché des millions d'hommes de se mouiller, et je doute que Sénèque ait jamais empêché personne de se mettre en colère.

Ce n'est qu'à son corps défendant que Sénèque peut être amené à reconnaître qu'un philosophe, quel qu'il soit, ait jamais prêté la moindre attention à une chose, quelle qu'elle soit, de nature à développer ce que les âmes vulgaires regarderaient comme le bien-être de l'humanité. Il cherche à justifier Démocrite du honteux reproche d'avoir fait la première voûte, et Anacharsis de l'imputation d'avoir inventé la roue du potier. Il est forcé de nous avouer qu'une telle chose pourrait arriver : « il peut aussi arriver, ajoute-t-il, qu'un philosophe soit rapide à la course. Mais ce n'est pas en sa qualité de philosophe qu'il arrive le premier au but ou qu'il invente une machine. » Certainement, non. Le métier d'un philosophe, c'était de déclamer en faveur de la pauvreté, tout en prêtant deux millions sterling à des intérêts usuraires ; de composer des épigrammes sur les dangers du luxe, dans des jardins qui faisaient l'envie des souverains; de faire de belles tirades

sur la liberté, tout en s'abaissant devant les insolents et vils affranchis d'un tyran; de célébrer la divine beauté de la vertu avec la même plume qui venait d'écrire une défense du meurtre d'une mère par son fils.

Après toutes les hypocrites déclamations de cette philosophie, bassement orgueilleuse de sa propre inutilité, il est délicieux de revenir aux leçons du grand maître anglais. Je me sens presque disposé à pardonner à Bacon toutes les fautes de sa vie, quand je lis ce passage si plein de noblesse et de charme : « Ego certe, ut de me ipso, quod res est, loquar, et in iis quæ nunc edo, et in iis quæ in posterum meditor, dignitatem ingenii et nominis mei, si qua sit, sæpius sciens et volens projicio, dum commodis humanis inserviam ; quique architectus fortasse in philosophia et scientiis esse debeam, etiam operarius, et bajulus, et quidvis demum fio, cum haud pauca quæ omnino fieri necesse sit, alii autem ob innatam superbiam subterfugiant, ipse sustineam et exsequar (1). » Cette *philanthropie,* qui était, comme il le dit lui-même dans une des plus remarquables lettres écrites pendant sa jeunesse, « tellement enracinée dans son esprit que rien ne pouvait l'en arracher », cette humilité majestueuse, cette persuasion que rien de ce qui n'est pas trop insignifiant pour causer du plaisir ou de la peine à la plus humble créature, ne saurait être trop insignifiant pour mériter l'attention de l'homme le plus sage, c'est bien là le grand caractère, l'esprit essentiel de la philosophie de Bacon. Nous le retrouvons dans tout ce que Bacon a écrit sur la physique, sur les lois, sur la morale. Et nous croyons que c'est de cette

(1) *De Augmentis,* lib. VII, cap. I.

particularité que dérivent directement, et presque nécessairement, toutes les autres particularités de son système.

L'esprit qui anime le passage de Sénèque, auquel nous avons fait allusion, a entaché toute l'ancienne philosophie, depuis Socrate, et s'est emparé d'intelligences auxquelles on ne saurait comparer un seul instant celle de Sénèque. Il est répandu dans les dialogues de Platon. On le retrouve très-distinctement dans beaucoup de parties des œuvres d'Aristote. Bacon fait entendre qu'à son avis ce fut à l'influence de Socrate qu'on dut attribuer en grande partie la prédominance de ce sentiment. Notre grand compatriote ne regardait évidemment pas la révolution opérée par Socrate dans la philosophie, comme un événement heureux, et il soutint constamment que les premiers penseurs de la Grèce, et en particulier Démocrite, étaient, à tout prendre, supérieurs à leurs plus célèbres successeurs (1).

Assurément, s'il faut juger de l'arbre que planta Socrate et qu'arrosa Platon, par ses fleurs et ses feuilles, c'est le plus magnifique des arbres. Mais si nous prenons la pierre de touche plus pratique de Bacon et si nous jugeons de l'arbre par ses fruits, nous en penserons peut-être moins favorablement. Quand nous additionnons toutes les vérités utiles que nous devons à cette philosophie, à quoi montent-elles en définitive? Nous trouvons, il est vrai, des preuves abondantes que, parmi ceux qui la cultivaient, il y avait des hommes doués d'une intelligence du premier ordre. Nous trouvons, dans leurs écrits, des spécimens incomparables de l'art de la dialectique et

(1) *Novum Organum*, lib. I. Aph. 71. 79. *De Augmentis*, lib. III, cap. IV. De principiis atque originibus. *Cogitata et Visa.* Redargutio philosophiarum.

de l'art de la rhétorique. Nous ne doutons pas de l'utilité des controverses de l'antiquité, en tant qu'elles servaient à exercer les facultés des antagonistes; il n'est point de controverse, quelque vaine qu'elle soit, qui ne puisse être utile de cette façon. Mais, quand nous lui demandons quelque chose de plus, quelque chose qui ajoute au bien-être ou qui diminue les souffrances de la race humaine, nous sommes forcés d'avouer notre désappointement ; nous sommes forcés de dire, avec Bacon, que cette célèbre philosophie n'aboutit à rien qu'à des disputes, qu'elle ne fut ni un vignoble ni un champ d'oliviers, mais un bois épais rempli d'épines et de chardons, d'où ceux qui s'y perdirent ne rapportèrent que beaucoup d'égratignures et point d'aliments (1).

Je suis tout prêt à reconnaître que quelques-uns de ceux qui enseignèrent cette stérile sagesse furent au nombre des plus grands hommes que le monde ait jamais vus. Si j'admets la justice du blâme de Bacon, je ne le fais qu'avec un regret analogue à celui que ressentit Dante, lorsqu'il apprit le sort des illustres païens qui étaient condamnés au premier cercle de l'enfer.

Gran duol mi prese al cuor quando lo' ntesi,
Perocchè gente di molto valore
Conobbi che' n quel limbo eran sospesi.

Mais, en vérité, cette même admiration que j'éprouve pour les éminents philosophes de l'antiquité me force à reconnaître qu'ils firent systématiquement un mauvais usage de leurs facultés. Sans cela, comment se pourrait-il que de telles facultés eussent si peu fait pour l'espèce humaine? Un piéton peut déployer autant de vigueur

(1) *Novum Organum*, lib. I. Aph. 73.

musculaire sur un moulin de discipline que sur le grand chemin; mais sur le grand chemin, sa vigueur le fera certainement aller en avant; et sur le moulin de discipline, il n'avancera pas d'un pouce. L'ancienne philosophie était un moulin de discipline et non un chemin. Elle se composait de questions tournantes, pour ainsi dire, de controverses qui recommençaient éternellement. C'était une machine à faire des efforts et non des progrès. Je dois avouer que, plus d'une fois, tandis que je contemplais les doctrines de l'Académie et du Portique, même au milieu de la splendeur transparente dont les pare l'incomparable diction de Cicéron, j'ai été tenté de murmurer avec le maussade centurion de Perse : « Cur quis non prandeat hoc est? » Pendant plusieurs siècles, les hommes les plus distingués du monde civilisé employèrent leur esprit, leur langue et leur plume à se demander quel est le bien suprême, si la douleur est un mal, si tout est réglé par le destin, si l'on peut être certain de quelque chose, si l'on peut être certain qu'on n'est certain de rien, si le sage peut être malheureux, si toutes les fois qu'on s'écarte du sentier de la vertu, l'on est également répréhensible; ces questions, et bien d'autres du même genre, les absorbèrent complétement. Il est évident qu'une telle philosophie n'était pas progressive. Elle pouvait certainement aiguiser et fortifier l'esprit de ceux qui s'y consacraient; les discussions des Lilliputiens orthodoxes et des Bléfuscudiens hérétiques, sur le gros bout et le petit bout des œufs, avaient le même avantage. Mais de telles disputes ne pouvaient rien ajouter au domaine de la science. Aussi l'esprit humain marquait-il le temps, au lieu de marcher. Il prenait autant de peine qu'il lui en aurait fallu prendre pour avancer; et cependant il

restait au même endroit. Il n'y avait point de vérités accumulées, point de vérités héréditaires acquises par le travail d'une génération et léguées à une autre génération, pour être transmises, avec des accroissements considérables, à une troisième. Du temps de Sénèque, la philosophie était au même point que du temps de Cicéron, et du temps de Favorinus elle était encore à la même place. Les mêmes sectes bataillaient toujours, avec les mêmes arguments insuffisants, sur les mêmes questions interminables. On ne manquait ni d'habileté, ni de zèle, ni d'activité. Il y avait là toutes les traces de la culture intellectuelle, sauf une récolte. On avait beaucoup labouré, beaucoup hersé, beaucoup moissonné, beaucoup battu au fléau. Mais les greniers ne contenaient que de l'ivraie et du chaume.

Les anciens philosophes ne négligeaient pas les sciences naturelles, mais ils ne les cultivaient pas dans le but d'augmenter la puissance de l'homme et d'améliorer sa condition. La contagion de la stérilité s'était étendue des spéculations sur l'éthique aux spéculations sur la physique. Sénèque écrivit beaucoup sur la philosophie naturelle et fit valoir l'importance de cette étude. Mais pourquoi? Ce ne fut pas parce qu'elle tendait à calmer la souffrance, à multiplier les agréments de la vie, à étendre l'empire de l'homme sur le monde matériel, mais uniquement parce qu'elle tendait à élever l'âme au-dessus des soucis vulgaires, à la séparer du corps, à exercer sa subtilité dans la solution de questions très-obscures (1). La philosophie naturelle n'était donc considérée que comme un exercice de l'esprit. Elle servait d'auxi-

(1) Seneca. *Nat. quæst. præf.*, lib. III.

liaire à l'art de la dispute; et, par conséquent, elle n'enfanta aucune découverte utile.

Il y avait une secte qui aurait dû, ce me semble, quelque absurdes et dangereuses qu'aient pu être quelques-unes de ses doctrines, ne pas être comprise dans le blâme universel qu'a prononcé Bacon sur les écoles de la sagesse antique. Les épicuriens qui faisaient dériver tout le bonheur du plaisir physique, et tout le mal de la souffrance physique, auraient dû travailler à améliorer leur propre condition physique et celle de leurs voisins. Mais cette pensée semble n'avoir jamais traversé l'esprit d'un membre de cette école. Ils croyaient même, comme le dit leur grand poëte, qu'on ne pouvait plus faire de progrès dans les arts qui procurent le bien-être et l'agrément de la vie.

> Ad victum quæ flagitat usus
> Omnia jam ferme mortalibus esse parata.

Cet abattement satisfait, cette disposition à admirer ce qui a été fait et à croire qu'on ne fera rien de plus est un caractère distinctif de toutes les écoles qui précédèrent l'école du fruit et du progrès. Quelque profonde que fût sur beaucoup de points la différence entre les épicuriens et les stoïciens, ils semblent avoir été parfaitement d'accord quant au mépris qu'ils professaient pour des recherches assez vulgaires pour être utiles. La philosophie de ces deux sectes était une philosophie bavarde, déclamatoire, emphatique et querelleuse. Pendant des siècles, elles continuèrent à répéter leurs cris de guerre opposés, vertu et plaisir, et l'on finit par découvrir que les épicuriens avaient aussi peu ajouté à la somme de plaisir que les stoïciens à la somme de vertu. C'est sur le piédestal de la statue de Bacon, et non pas sur celui de

la statue d'Épicure, qu'on devrait graver ces beaux vers :

> O tenebris tantis tam clarum extollere lumen
> Qui primus potuisti, illustrans commoda vitæ.

Au cinquième siècle, le christianisme avait vaincu le paganisme, et le paganisme avait infecté le christianisme. L'Église était victorieuse et corrompue. Les rites du Panthéon avaient passé dans son culte et les subtilités de l'Académie dans sa croyance. C'est Bacon qui l'a dit, la fatale alliance entre l'antique philosophie et la foi nouvelle s'accomplit en un jour de malheur, malgré la grande pompe et la solennité avec laquelle elle fut conclue (1). Des questions bien différentes de celles qui avaient préoccupé l'esprit ingénieux de Pyrrhon et de Carnéade, mais tout aussi subtiles, tout aussi interminables et tout aussi stériles, absorbèrent les vives facultés et la volubilité des Grecs. Quand la science commença à refleurir en Occident, des puérilités du même genre remplirent l'esprit pénétrant et vigoureux des philosophes scolastiques. Eux aussi, ils semèrent du vent et ils moissonnèrent la tempête. On regardait encore comme indigne d'un homme instruit la grande œuvre d'améliorer la condition de l'espèce humaine. Ceux qui tentaient cette œuvre étaient méprisés comme de vils ouvriers, quand ce qu'ils faisaient était facile à comprendre ; sinon ils couraient risque d'être brûlés comme sorciers.

Rien ne saurait mieux prouver à quel degré l'esprit humain avait fait fausse route que l'histoire des deux plus grands évenements qui s'accomplirent pendant le moyen âge. Je parle de l'invention de la poudre à canon et de l'invention de l'imprimerie. La date de ces deux

(1) *Cogitata et Visa.*

découvertes est inconnue. Leurs auteurs sont inconnus. Et cela ne vient pas de ce que les hommes étaient trop grossiers et trop ignorants pour apprécier la supériorité intellectuelle. L'inventeur de la poudre à canon était, à ce que l'on croit, le contemporain de Pétrarque et de Boccace. L'inventeur de l'imprimerie était certainement le contemporain de Nicolas V, de Come de Médicis, et d'une foule de savants distingués. Mais l'esprit humain conservait encore le pli fatal qu'il avait reçu deux mille ans auparavant. On n'aurait pas facilement persuadé à Georges de Trébisonde et à Marsilio Ficino que l'inventeur de l'imprimerie avait fait pour l'humanité beaucoup plus qu'ils n'avaient fait eux-mêmes, beaucoup plus que ces écrivains anciens dont ils étaient les sectateurs enthousiastes.

Enfin le jour vint où la philosophie stérile qui avait, pendant tant de siècles, employé les facultés des hommes les plus distingués, était destinée à succomber. Elle avait pris bien des formes diverses. Elle s'était mêlée à bien des croyances. Elle avait survécu à des révolutions où avaient péri les empires, les religions, les langues, les races. Chassée de ses anciennes retraites, elle s'était réfugiée dans l'Église qu'elle avait persécutée, et elle avait, comme les audacieux démons du poëte, placé son siége « à côté du siége de Dieu, osant avec ses ténèbres venir affronter la lumière divine. » Des paroles, et rien que des paroles, voilà quel avait été le fruit de tout le labeur de tous les sages les plus renommés de soixante générations. Mais les jours de cette stérile exubérance étaient comptés.

Bien des causes prédisposaient l'esprit public à un changement. L'étude d'une grande variété d'écrivains

anciens, sans donner une bonne direction aux recherches philosophiques, contribua beaucoup à détruire le respect aveugle pour l'autorité qui avait prévalu lorsqu'Aristote régnait seul. La naissance de la secte des platoniciens florentins, secte à laquelle appartenaient quelques-uns des meilleurs esprits du quinzième siècle, ne fut pas un événement sans importance. La seule substitution de la philosophie académicienne à la philosophie péripatéticienne n'aurait pas été, à vrai dire, d'une grande utilité. Mais tout valait mieux que l'ancienne habitude d'une servilité aveugle. C'était quelque chose que d'avoir à choisir entre plusieurs tyrans. « Cette collision de servitudes opposées produisit, » comme le fait très-bien remarquer Gibbon, « une étincelle de liberté. »

Je pourrais énumérer d'autres causes. Mais c'est surtout à la grande réforme de la religion que nous devons la grande réforme de la philosophie. L'alliance entre l'école et le Vatican avait été si intime pendant des siècles, que ceux qui rejetaient la domination du Vatican ne pouvaient pas continuer à reconnaître l'autorité de l'école. La plupart des chefs du schisme traitaient avec mépris la philosophie péripatéticienne, et parlaient d'Aristote comme si Aristote avait été responsable de tous les dogmes de Thomas d'Aquin. « Nullo apud Lutheranos philosophiam esse in pretio ; » c'était un reproche que répétaient sans cesse les défenseurs de l'Église de Rome, et que beaucoup de chefs protestants regardaient comme un compliment. Il y avait fort peu de textes que les réformateurs citassent plus souvent que celui où saint Paul recommande aux Colossiens « de prendre garde que personne ne les séduise par la philosophie. » Presque au début de sa carrière, Luther allait jusqu'à décla-

rer qu'on ne pouvait être à la fois disciple de l'école d'Aristote et de celle du Christ. Zwingle, Bucer, Pierre le Martyr, Calvin, tenaient le même langage. Dans quelques-unes des universités écossaises, on repoussait le système d'Aristote pour adopter celui de Ramus. Ainsi, avant la naissance de Bacon, l'empire de la philosophie scolastique avait été ébranlé jusque dans ses fondements. Il y avait, dans le monde intellectuel, une anarchie qui ressemblait à celle qui suit souvent, dans le monde politique, la chute d'un gouvernement ancien et profondément enraciné. L'antiquité, la prescription, les grands noms avaient cessé d'épouvanter l'humanité. La dynastie qui avait régné pendant des siècles n'était plus, et les prétendants allaient se disputer le trône vacant.

Le premier effet de cette grande révolution fut, comme l'a fait remarquer très-justement Bacon, de donner pendant quelque temps aux seuls agréments du style une importance exagérée. La nouvelle race de lettrés, les Ascham et les Buchanan, nourris des plus admirables écrits du siècle d'Auguste, regardaient avec dégoût la diction sèche, entortillée et barbare des disputeurs philosophiques. Ils se préoccupaient beaucoup moins de la matière que de la forme de leurs écrits. Ils réussirent à réformer la latinité, mais ils n'aspirèrent même pas à réformer la philosophie.

Alors Bacon parut. Il n'est pas du tout exact de dire, comme on l'a fait souvent, qu'il fut le premier à s'élever contre la philosophie d'Aristote au comble de sa puissance. L'autorité de cette philosophie avait, comme je l'ai déjà démontré, reçu un coup fatal longtemps avant la naissance de Bacon. Plusieurs penseurs, parmi lesquels Ramus est le plus connu, avaient récemment

tenté de fonder de nouvelles sectes. Les expressions qu'emploie Bacon lui-même pour caractériser l'état de l'opinion publique au temps de Luther sont claires et énergiques : « Accedebat, » dit-il, « odium et contemptus, illis ipsis temporibus ortus erga scholasticos. » Et plus loin : « Scholasticorum doctrina despectui prorsus haberi cœpit tanquam aspera et barbara (1). » Le rôle que joua Bacon dans ce grand changement fut celui de Bonaparte, et non celui de Robespierre. L'ancien ordre de choses avait été renversé. Quelques fanatiques arriérés conservaient encore avec une fidélité dévouée le souvenir de la monarchie tombée, et travaillaient à opérer une restauration. Mais ce n'était pas le sentiment de la majorité. Affranchie, mais ne sachant comment user de sa liberté, elle ne suivait pas une marche déterminée, et n'avait pas encore trouvé un chef capable de la conduire.

Ce chef se produisit enfin. La philosophie qu'il enseignait était absolument neuve. Elle différait de celle des anciens maîtres les plus célèbres, non-seulement par sa méthode, mais aussi par son but. Son but était le bien de l'espèce humaine, dans le sens qu'a toujours attribué et qu'attribuera toujours au mot *bien*, la masse de l'espèce humaine : « Meditor, » dit Bacon, « instaurationem philosophiæ ejusmodi quæ nihil inanis aut abstracti habeat, quæque vitæ humanæ conditiones in melius provehat (2). »

La différence qui existe entre la philosophie de Bacon et celle de ses prédécesseurs, ne saurait, je crois, être

(1) Ces deux passages sont dans le premier livre du *De Augmentis.*

(2) *Redargutio Philosophiarum.*

mieux mise en lumière qu'au moyen d'une comparaison que je me propose de faire entre ses idées sur quelques sujets importants et celles de Platon. Je choisis Platon, parce que je crois qu'il a plus que personne contribué à donner aux penseurs la direction qu'ils ont conservée jusqu'au jour où ils ont reçu de Bacon une impulsion nouvelle dans une direction diamétralement opposée.

Il est curieux d'observer combien ces grands hommes appréciaient différemment la valeur des diverses branches de la science. Prenons l'arithmétique, par exemple. Après avoir reconnu assez légèrement l'utilité de pouvoir compter et supputer dans les transactions ordinaires de la vie, Platon passe à ce qu'il regarde comme un avantage bien autrement important. L'étude des propriétés des nombres, dit-il, habitue l'esprit à la contemplation de la vérité pure, et nous élève au-dessus de l'univers matériel. Il recommande à ses disciples de s'attacher à cette étude, non pas afin de pouvoir acheter ou vendre, non pas afin de devenir propres à être des boutiquiers ou des marchands ambulants, mais afin d'apprendre à détourner leur esprit du spectacle toujours variable de ce monde visible et tangible, et à le fixer sur l'essence immuable des choses (1).

Bacon, au contraire, n'estimait cette branche de la science qu'à cause de son utilité dans ce monde visible et tangible que Platon méprisait si fort. Il parle avec dédain de l'arithmétique mystique des derniers platoniciens, et déplore la disposition commune à l'humanité de consacrer à des questions de pure curiosité, des facultés qu'elle devrait appliquer à des ques-

(1) *République* de Platon, livre VII.

tions d'une utilité pratique. Il conseille aux arithméticiens d'abandonner ces niaiseries et de travailler à combiner des expressions commodes, qui puissent s'appliquer utilement aux recherches physiques (1).

Les mêmes raisons qui engageaient Platon à recommander l'étude de l'arithmétique, l'engageaient aussi à recommander l'étude des mathématiques. La foule vulgaire des géomètres ne pouvait pas le comprendre, disait-il, parce qu'elle avait toujours la pratique en vue, et qu'elle ignorait que le véritable but de la science est d'amener les hommes à la connaissance de la vérité abstraite, essentielle et éternelle (2). S'il faut en croire Plutarque, Platon poussait si loin cette conviction qu'il trouvait qu'on dégradait la géométrie en l'appliquant à un but d'une utilité vulgaire. Il paraît qu'Archytas, s'appuyant sur des principes mathématiques, avait inventé des machines d'une force extraordinaire (3). Platon adressa des remontrances à son ami, et lui déclara qu'il rabaissait un noble exercice intellectuel, et l'assimilait à un vil métier, bon uniquement pour des charpentiers et des charrons. Le devoir de la géométrie, lui disait-il, était de discipliner l'esprit, et non de servir aux vils besoins du corps. Son intervention réussit, et depuis ce jour, à ce qu'assure Plutarque, on regarda la science de la mécanique comme indigne de l'attention d'un philosophe.

Plus tard Archimède imita et surpassa Archytas. Mais Archimède lui-même ne s'affranchit pas de l'idée géné-

(1) *De Augmentis*, lib. III, cap. VI.

(2) *République* de Platon, livre VII.

(3) Plutarque, *Sympos.* VIII, et *Vie de Marcellus*. — Aulu-Gelle et Diogène Laerte font aussi mention des machines d'Archytas.

ralement répandue qu'on dégradait la géométrie en l'employant à produire quelque chose d'utile. Il eût de la peine à descendre de la théorie à la pratique. Il était presque honteux de ces inventions qui faisaient l'admiration des peuples ennemis, et en parlait toujours avec dédain, comme de purs amusements, de bagatelles qui pouvaient parfois détendre l'esprit d'un mathématicien, lorsqu'il avait donné toute son application aux branches élevées de sa science.

L'opinion de Bacon à ce sujet était diamétralement opposée à celle des anciens philosophes. Il estimait la géométrie, avant tout sinon uniquement, à cause de ces applications que Platon trouvait si méprisables. Et ce qui est remarquable, c'est que plus Bacon avança en âge, et plus ce sentiment s'enracina dans son esprit. Lorsqu'en 1605 il écrivit ses deux livres sur le *Progrès de la science*, il insista sur les avantages que l'humanité trouve dans les mathématiques mixtes; mais en même temps il reconnut que l'effet salutaire produit sur l'intelligence par l'étude des mathématiques, bien qu'il ne fut qu'un avantage collatéral, « n'était pas moins estimable que le résultat principal et naturel. » Mais il est évident que sesidées à ce sujet subirent une modification. Lorsque, vingt ans après, il publia le *De Augmentis*, qui est le traité sur le *Progrès de la science*, fort augmenté et soigneusement corrigé, il fit des changements importants dans la partie qui avait trait aux mathématiques. Il condamna sévèrement les prétentions élevées des mathématiciens, « delicias et fastum mathematicorum. » Considérant le bien-être de la race humaine comme le but de la science (1), il déclara que la

(1) Usui et commodis hominum consulimus.

science mathématique ne pouvait avoir droit à un rang plus élevé que celui d'auxiliaire ou de dépendance des autres sciences. La science mathématique, dit-il, est la servante de la philosophie naturelle; il faut qu'elle reste à sa place; et il déclare qu'il ne peut comprendre par quel malheureux hasard elle a eu l'audace de vouloir prendre le pas sur sa maîtresse. Il prédit, et sa prédiction aurait fait frémir Platon, que plus on fera de découvertes dans les sciences physiques, et plus il y aura de branches de mathématiques mixtes. Il ne dit pas un mot de l'avantage collatéral qu'il appréciait à une si haute valeur, vingt ans auparavant. Cette omission ne peut pas avoir été l'effet d'un pur oubli. Son traité était devant lui. Il supprima volontairement tout ce qui était favorable à l'étude des mathématiques pures, et y inséra quelques mordants sarcasmes contre les sectateurs passionnés de cette étude. Je crois qu'il n'y a de ce fait qu'une seule explication. Bacon avait, avec le temps, pris un goût peut-être excessif pour les recherches qui tendent directement à améliorer la condition de l'humanité; il avait pris une aversion peut-être excessive pour les recherches qui n'ont aucun résultat pratique. Il craignait d'employer la moindre expression qui pût avoir pour résultat d'amener un homme distingué à consacrer à des pensées uniquement utiles à l'esprit du penseur un seul des instants qui auraient pu être employés à étendre l'empire de l'homme sur la matière (1). Si Bacon se trompait en cela, je dois avouer que je préfère de beaucoup son erreur à l'erreur opposée de Platon. Je ne puis souffrir une philosophie qui, sem-

(1) Comparez le passage relatif aux mathématiques dans le second livre du *Progrès de la science*, avec le *De Augmentis*, lib, III, cap. VI.

blable aux matrones romaines qui, afin de garder leurs belle taille, prenaient des substances destinées à les faire avorter, s'applique à rester stérile de peur d'être vulgaire.

Passons à l'astronomie. C'était une des sciences que Platon conseillait à ses disciples d'apprendre, mais pour des raisons bien éloignées des idées communes. « Mettrons-nous l'astronomie, » dit Socrate, « parmi les objets à étudier? » — « Je suis de cet avis, » répond son jeune ami Glaucon. « La connaissance des saisons, des mois et des années est utile pour la guerre aussi bien que pour l'agriculture et la navigation. » — « Je m'amuse, » dit Socrate, « à voir combien vous craignez que le commun peuple ne vous accuse de recommander des études inutiles (1). » Puis il lui explique, dans ce langage pur et sublime qui aurait été, dit Cicéron, le langage de Jupiter, si Jupiter avait parlé grec, que l'astronomie n'est pas destinée à augmenter le bien-être vulgaire de la vie, mais à aider l'âme à s'élever jusqu'à la contemplation des choses que le pur esprit peut seul concevoir. Socrate considère comme de peu de valeur la connaissance exacte des mouvements des corps célestes. Les aspects qui rendent le ciel beau à voir pendant la nuit sont, nous dit-il, comme des figures qu'un géomètre trace sur le sable, de purs exemples, de purs soutiens pour les esprits faibles. Il faut aller plus loin; il faut les négliger; il faut atteindre à une astronomie qui est aussi indépendante des étoiles réelles que la vérité géométrique est indépendante des lignes d'une figure mal dessinée. C'est là, je crois, à peu de chose près, l'astronomie que Bacon comparait au bœuf de Promé-

(1) *République* de Platon, livre VII.

thée (1), peau bien reluisante, bien modelée et remplie de paille, agréable à regarder, mais ne contenant aucune substance nutritive. Il se plaignait que l'astronomie eut été, à son grand détriment, séparée de la philosophie naturelle dont elle était l'une des plus nobles branches, pour être annexée au domaine des mathématiques. Le monde avait besoin, disait-il, d'une astronomie toute différente, d'une astronomie vivante (2), d'une astronomie qui ferait connaître la nature, l'influence et le mouvement des corps célestes, tels qu'ils sont réellement (3).

Platon n'attachait pas grand prix à la plus belle et la plus utile de toutes les inventions humaines, l'invention de l'écriture alphabétique. Il croyait probablement que l'usage des lettres avait sur l'esprit humain l'influence qu'a, dit-on, sur le corps humain l'emploi d'un petit chariot quand on apprend à marcher, ou du liége quand on apprend à nager. C'était, selon lui, un soutien qui devenait bientôt indispensable à ceux qui l'employaient, et qui rendait tout vigoureux effort, d'abord inutile, puis impossible. Il croyait que les facultés de l'esprit se seraient beaucoup mieux développées sans cet illusoire appui. Les hommes auraient été forcés d'exercer leur intelligence et leur mémoire et de s'approprier entièrement la vérité par des méditations profondes et assidues. Maintenant, au contraire, on met sur le papier beaucoup de science, mais on en conserve bien peu au dedans. Tout homme est certain de pouvoir trouver en un instant

(1) *De Augmentis,* lib. III, cap. IV.

(2) Astronomia viva.

(3) « Quæ substantiam et motum et influxum cœlestium, prout re vera sunt, proponat. » Comparez ce langage à celui Platon. « τὰ δ'ἐν τῷ οὐρανῷ ἐάσομεν »

les renseignements dont il a besoin. Aussi ne cherche-t-il pas à les graver dans son esprit. On ne saurait dire équitablement qu'un tel homme sache quelque chose. Il a l'apparence de la sagesse sans en avoir la réalité. Telles sont les opinions que Platon a mises dans la bouche d'un ancien roi d'Égypte (1). Mais il est évident, d'après le contexte, que c'étaient bien ses opinions personnelles, et Quintilien en jugeait de la sorte (2). Elles sont en parfaite harmonie avec tout le système philosophique de Platon.

Le vues de Bacon étaient bien différentes, comme on peut aisément le supposer (3). Il dit que les facultés de la mémoire ne peuvent pas servir efficacement au progrès des sciences utiles, si l'écriture ne leur vient en aide. Il reconnaît que la mémoire peut être développée de telle sorte qu'elle en vienne à accomplir des exploits très-extraordinaires. Mais il fait peu de cas de pareils exploits. Les habitudes de son esprit, nous dit-il, sont telles qu'il n'est pas disposé à beaucoup apprécier un talent, quelque rare qu'il soit, lorsqu'il n'a pas d'utilité pratique pour l'humanité. Quant à ces prodigieux tours de force de la mémoire, il a pour eux la même estime que pour les représentations des danseurs de corde et des escamoteurs. « Ce sont, » dit-il, « des exercices de même nature. L'un est un abus des forces intellectuelles; l'autre est un abus des forces physiques. Tous deux peuvent exciter notre étonnement, mais ni l'un ni l'autre n'a droit à notre respect. »

Platon regardait la science de la médecine comme

(1) *Phædre* de Platon.
(2) Quintilien, XI.
(3) *De Augmentis*, lib. V cap. v.

d'un avantage très-contestable (1). Il n'avait pas, il est vrai, d'objections à l'emploi de remèdes énergiques pour guérir des maladies aiguës ou des souffrances causées par des accidents. Mais il n'avait pas la moindre estime pour l'art qui résiste aux lents ravages d'une maladie chronique, qui rend la santé à des corps énervés par la débauche, enflés par la gloutonnerie ou enflammés par l'excès du vin ; qui encourage la sensualité en adoucissant la punition naturelle des sensualistes, et qui prolonge l'existence quand l'esprit n'est plus en possession de toute son énergie. Il regardait comme une longue mort une vie prolongée par l'habileté des médecins. Il faut, disait-il, tolérer l'exercice de l'art de la médecine, afin que cet art puisse servir à guérir les indispositions passagères de ceux qui ont de bonnes constitutions. Quant à ceux qui ont de mauvaises constitutions, ils n'ont qu'à mourir, et le plus tôt sera le mieux. De tels hommes sont impropres à la guerre, à la magistrature, au gouvernement de leurs affaires domestiques, aux recherches et aux études assidues. Quand ils veulent s'appliquer à quelque exercice intellectuel un peu vigoureux, la tête leur tourne, et c'est la philosophie qu'ils en accusent. Ces pauvres misérables n'ont rien de mieux à faire que d'en finir bien vite avec la vie. Il cite à l'appui de cette doctrine des autorités mythologiques, et rappelle à ses disciples que, d'après Homère, les fils d'Esculape ne s'appliquaient à guérir que des maux extérieurs.

Bien différente était la philosophie de Bacon. Parmi toutes les sciences, celle à laquelle il portait, je crois, le plus grand intérêt était celle qu'on ne pouvait, au dire de

(1) *République* de Platon, livre III.

Platon, tolérer dans un État bien gouverné. Il n'entrait nullement dans le plan de Bacon de rendre les hommes parfaits. Il avait l'humble prétention de rendre confortable la vie d'hommes imparfaits. L'action bienfaisante de sa philosophie ressemblait à l'action de notre Père céleste, qui fait lever son soleil sur les bons et sur les méchants et qui fait pleuvoir sur les justes et sur les injustes. Platon croyait que l'homme était fait pour la philosophie; Bacon croyait que la philosophie était faite pour l'homme, qu'elle était faite pour arriver à un but, et ce but c'était d'augmenter les plaisirs et de diminuer les souffrances de millions d'individus qui ne sont pas et ne peuvent pas être des philosophes. L'école anglaise de philosophie était trop humaine pour admettre qu'il faille traiter comme un *caput lupinum* un pauvre valétudinaire qui prend grand plaisir à se faire promener dans son fauteuil sur sa terrasse, et à déguster son poulet bouilli ou son eau rougie, qui rit de tout son cœur en parcourant les contes de la reine de Navarre, mais qui a le malheur de ne pouvoir lire le *Timée* sans avoir aussitôt mal à la tête. Bacon n'aurait pas trouvé au-dessous de la dignité d'un philosophe d'inventer un fauteuil de jardin perfectionné pour ce pauvre valétudinaire, de trouver un moyen de lui rendre ses médecines moins désagréables, de lui procurer des repas dont il pût jouir et des oreillers sur lesquels il pût bien dormir; le tout sans avoir la moindre espérance que l'esprit du pauvre invalide pût jamais s'élever à la contemplation du beau idéal et du bien idéal. De même que Platon avait cité les légendes religieuses de la Grèce, afin de justifier son mépris pour les parties plus obscures de l'art de guérir, Bacon vengeait la dignité de cet art en invoquant l'exemple du Christ, et il rappe-

lait au monde que le grand médecin des âmes n'avait pas dédaigné d'être aussi le médecin des corps (1).

Si nous passons de la science de la médecine à celle de la législation, nous trouvons la même différence entre les systèmes de ces deux grands hommes. Au commencement du *Dialogue sur les lois*, Platon établit comme un principe fondamental que le but de la législation est de rendre les hommes vertueux. Il est inutile de faire ressortir les conclusions extravagantes auxquelles mène une telle proposition. Bacon savait bien à quel degré le bonheur des sociétés doit dépendre de la vertu de ses membres, et il savait aussi ce que peuvent faire et ce que ne peuvent pas faire les législateurs dans le but d'encourager les peuples à la vertu. Ses vues sur le but de la législation et sur les meilleurs moyens pour arriver à ce but m'ont toujours paru supérieurement heureuses, même au milieu des passages heureux du même genre qui abondent dans ses écrits. « Finis et scopus quem leges intueri atque ad quem jussiones et sanctiones suas dirigere debent, non alius est quam ut cives feliciter degant. Id fiet si pietate et religione recte instituti, moribus honesti, armis adversus hostes externos tuti, legum auxilio adversus seditiones et privatas injurias muniti, imperio et magistratibus obsequentes, copiis et opibus locupletes et florentes fuerint (2). » Le but, c'est le bien-être du peuple. Le moyen, c'est de donner au peuple une éducation morale et religieuse, de lui fournir tout ce qui lui est nécessaire pour se défendre contre les ennemis extérieurs, de maintenir l'ordre intérieur, d'établir un système judiciaire, financier et commercial qui

(1) *De Augmentis*, lib. IV, cap. II.

(2) *De Augmentis*, lib. VIII, cap. III. Aph. 5.

permette d'accumuler rapidement des richesses et d'en jouir en toute sécurité.

Même sous le rapport de la forme qu'il est bon de donner aux lois, il y a une différence d'opinion remarquable entre le Grec et l'Anglais. Platon croyait un préambule essentiel ; Bacon le croyait nuisible. Tous deux étaient conséquents. Platon regardant le progrès moral du peuple comme le but de la législation, prétendait avec raison qu'une loi qui commande et qui menace, mais qui ne persuade pas l'intelligence et qui ne touche pas le cœur, est nécessairement une loi très-imparfaite. Il ne se contentait pas de détourner du vol un homme resté voleur au fond du cœur, ni d'empêcher de battre sa mère un fils animé de haine contre sa mère. La seule obéissance à laquelle il attache beaucoup de prix, c'est l'obéissance que pratique envers la raison un esprit éclairé, et que pratique envers les préceptes de la vertu un cœur vertueux. Il a vraiment l'air de croire qu'en faisant précéder toutes les lois d'une exhortation éloquente et pathétique, il rendra presque superflues les mesures pénales. Bacon ne se berçait pas d'espérances si romanesques, et il savait bien les inconvénients pratiques de la conduite que recommandait Platon. « Neque nobis, » dit-il, « prologi legum qui inepti olim habiti sunt, et leges introducunt disputantes non jubentes, utique placerent, si priscos mores ferre possumus..... Quantum fieri potest prologi evitentur, et lex incipiat a jussione (1). »

Les grands hommes que je viens de comparer avaient tous deux l'intention de rendre leur système populaire au moyen d'un roman philosophique, et ils ont l'un et

(1) *De Augmentis*, lib. VIII, cap. III. Aph. 69.

l'autre laissé leur roman inachevé. Si Platon avait assez vécu pour finir le *Critias,* une comparaison entre cette noble fiction et la *Nouvelle Atlantide* nous aurait probablement fourni des exemples encore plus frappants qu'aucun de ceux que nous avons donnés. Il est amusant de penser à l'horreur qu'il aurait éprouvé s'il avait vu s'élever dans sa république une institution comme la maison de Salomon ; à la véhémence avec laquelle il aurait ordonné de démolir les brasseries, les parfumeries et les boutiques d'apothicaires; à la rigueur inexorable avec laquelle il aurait renvoyé hors de la frontière tous les professeurs du collége, *marchands* de lumière et destructeurs, lampes et pionniers.

En résumé, on peut dire que le but de la philosophie de Platon fut de faire de l'homme un dieu. Le but de la philosophie de Bacon fut de fournir à l'homme tout ce qui lui est nécessaire tant qu'il continue d'être un homme. Le but de la philosophie de Platon fut de nous élever au-dessus des besoins vulgaires. Le but de la philosophie de Bacon fut de pourvoir à nos besoins vulgaires. Le but de Platon était noble, mais celui de Bacon était possible à atteindre. Platon avait un bon arc, mais, comme l'Aceste de Virgile, il visait les étoiles; aussi, quoiqu'il ne manquât ni de force ni d'adresse, le trait se perdit. Sa flèche fut suivie, il est vrai, d'une trace lumineuse, mais elle ne frappa rien.

> « Volans liquidis in nubibus arsit arundo
> Signavitque viam flammis, tenuisque recessit
> Consumta in ventos. »

Bacon fixa son regard sur un but qui était placé sur la terre, à portée de l'arc, et son trait alla frapper dans le

blanc. La philosophie de Platon commence par des mots et finit par des mots, mots sublimes à la vérité, mots tels qu'on pouvait en attendre de la plus belle des intelligences humaines exerçant un empire illimité sur le plus beau des langages humains. La philosophie de Bacon commence par des observations et finit par des arts pratiques.

Les anciens philosophes se vantaient d'amener par leur doctrine l'esprit des hommes à un degré supérieur de sagesse et de vertu. C'est là en effet le seul bien pratique que les plus célèbres de ces maîtres aient jamais prétendu accomplir, et sans aucun doute, s'ils avaient réussi, ils mériteraient de bien plus grandes louanges que s'ils avaient découvert les médicaments les plus salutaires, ou construit les machines les plus puissantes. Mais le fait est que, dans les seules matières où ils eussent la prétention de faire du bien à l'humanité, dans les matières qui leur firent négliger tous les intérêts vulgaires de l'humanité, ils ne firent rien, ou pis que rien. Ils promirent ce qui était impraticable, ils méprisèrent ce qui était praticable; ils remplirent le monde de longs mots et de longues barbes; et ils le laissèrent aussi mauvais et aussi ignorant qu'ils l'avaient trouvé.

Un acre de terre en Middlesex vaut mieux qu'une principauté en Utopie. Le plus petit bien positif vaut mieux que les plus magnifiques promesses d'impossibilités. Le sage des stoïciens serait sans doute un plus grand spectacle qu'une machine à vapeur. Mais il y a des machines à vapeur, et le sage des stoïciens est encore à naître. Une philosophie qui rendrait l'homme capable de se trouver parfaitement heureux, tout en souffrant d'atroces douleurs, vaudrait mieux qu'une philosophie qui

calme la douleur. Mais nous savons qu'il y a des remèdes qui calment la douleur; et nous savons que les sages de l'antiquité n'avaient pas plus de goût que leurs voisins pour le mal de dents. Une philosophie qui détruirait la cupidité vaudrait mieux qu'une philosophie qui inventerait des lois pour défendre la propriété. Mais il est possible de faire des lois qui défendent efficacement la propriété, et je ne vois pas que les philosophes de l'antiquité nous aient laissé une recette pour détruire la cupidité. Nous savons positivement que les philosophes ne valaient pas mieux que les autres hommes. D'après le témoignage de leurs amis aussi bien que de leurs ennemis, d'après les confessions d'Épictète et de Sénèque aussi bien que d'après les railleries de Lucien et les amères invectives de Juvénal, il est évident que ces professeurs de vertu avaient tous les vices de leurs voisins, en y ajoutant le vice de l'hypocrisie. Quelques personnes peuvent trouver que le but de Bacon manque d'élévation, mais elles ne sauraient nier qu'élevé ou bas, il ait été atteint. Elles ne sauraient nier que chaque année ajoute quelque chose à ce que Bacon appelait « le fruit. » Elles ne sauraient nier que l'humanité ait fait, et fasse chaque jour de grands et constants progrès dans la route qu'il lui a tracée. Y eut-il jamais un semblable progrès parmi les anciens philosophes? Après avoir déclamé pendant huit cents ans, laissèrent-ils le monde meilleur qu'avant leur apparition? Je suis convaincu que, parmi les philosophes eux-mêmes, au lieu d'une amélioration progressive, il y eut une décadence progressive. Une vile superstition, que Démocrite et Anaxagore auraient rejetée avec dédain, mit le comble au long radotage des écoles stoïciennes et platoniciennes. Les efforts infructueux pour articuler qui

nous charment et nous intéressent chez un enfant, nous choquent et nous dégoûtent chez un vieux paralytique; et de même les étranges fictions mythologiques qui nous charment quand nous les entendons balbutier par la poésie grecque encore au berceau, nous inspirent un mélange de pitié et de dégoût quand la philosophie grecque vient les marmotter dans sa décrépitude. Nous savons que les fusils, les horloges, les longue-vues, les couteaux, sont meilleurs aujourd'hui que du vivant de nos pères, et qu'ils étaient meilleurs du vivant de nos pères que du vivant de nos grands-pères. Nous pourrions donc être disposés à croire que, lorsqu'une philosophie qui se vantait de vouloir élever et purifier les âmes, et qui négligeait dans ce but le sordide emploi de pourvoir aux besoins du corps, avait régné triomphalement pendant bien des siècles, un grand progrès moral avait dû s'accomplir. En fut-il réellement ainsi? Étudiez les écoles de cette sagesse quatre siècles avant l'ère chrétienne et quatre siècles après. Comparez les hommes que formèrent ces écoles à ces deux époques. Comparez Platon et Libanius; comparez Périclès et Julien. Cette philosophie se vantait fièrement d'être inutile, sauf à un seul but. Ce seul but, l'avait-elle atteint?

Supposons qu'au moment de fermer les écoles d'Athènes, Justinien eût engagé les derniers sages qui hantaient encore le Portique, et qui erraient autour des antiques platanes, à résumer leurs titres au respect public; supposons qu'il eût dit : « Mille ans se sont écoulés depuis que Socrate confondit, dans cette fameuse cité, Protagoras et Hippias; pendant ces mille ans, une proportion considérable des hommes les plus distingués de chaque génération s'est constamment efforcée d'amé-

ner à la perfection la philosophie que vous enseignez ; cette philosophie a été magnifiquement patronée par des hommes puissants; le public a tenu dans la plus grande estime ceux qui l'enseignaient; elle s'est emparée de presque toute la séve et toute la vigueur de l'esprit humain, et qu'a-t-elle fait? Quelle est la vérité profitable, enseignée par elle, dont, sans elle, nous n'aurions pas eu également connaissance? Nous a-t-elle rendus capables de faire ce que, sans elle, nous n'aurions pas été également capables de faire? » De telles questions auraient, j'imagine, embarrassé Simplicius et Isidore. Demandez à un disciple de Bacon ce qu'a fait pour l'humanité la nouvelle philosophie, comme on l'appelait du temps de Charles II; sa réponse est toute prête : « Elle a prolongé la vie; elle a diminué la douleur; elle a fait disparaître des maladies; elle a augmenté la fertilité du sol; elle a donné de nouvelles sécurités au marin; elle a fourni de nouvelles armes au guerrier; elle a jeté sur de grandes rivières, et sur des passages difficiles, des ponts d'une forme inconnue à nos pères; elle a fait descendre sans danger la foudre du ciel; elle a paré la nuit de l'éclat du jour; elle a étendu la portée de la vue humaine; elle a multiplié la force des muscles humains; elle a accéléré les mouvements; elle a annihilé la distance; elle a facilité les rapports, la correspondance, les bons offices, l'expédition des affaires; elle a permis à l'homme de descendre dans les profondeurs de la mer, de planer dans les airs, de pénétrer sans péril dans les replis les plus dangereux de la terre, de traverser les continents dans des voitures qui fendent l'air sans chevaux, et l'Océan dans des vaisseaux qui filent dix nœuds à l'heure contre le vent. Ce ne sont là que quelques-uns de ses fruits, et de ses premiers

fruits. Car c'est une philosophie qui ne se repose jamais, qui n'est jamais arrivée, qui n'est jamais parfaite. Sa loi, c'est le progrès. Un point, qui était invisible hier, est aujourd'hui son but, et sera demain son point de départ. »

Quelques grandes et variées que fussent les facultés de Bacon, il doit surtout sa vaste et durable renommée à ce que toutes ces facultés reçurent leur direction du sens commun. Son amour de ce qui a une utilité vulgaire, sa puissante sympathie pour les notions populaires du bien et du mal, et la franchise avec laquelle il déclare cette sympathie, sont le secret de son influence. Il n'y avait, dans sa philosophie, ni jargon mensonger, ni illusion. Il ne possédait ni onguent pour remettre les membres cassés, ni belles théories *de finibus,* ni arguments destinés à faire perdre le sens à l'humanité. Il savait que les hommes, et les philosophes aussi bien que les autres hommes, aiment la vie, la santé, le bien-être, l'honneur, la sécurité, la société de leurs amis, et qu'ils redoutent la mort, la maladie, la souffrance, la pauvreté, le déshonneur, le danger, la séparation d'avec ceux qu'ils aiment. Il savait que la religion anéantit rarement ces sentiments, bien qu'elle les règle et les modère souvent; et il ne croyait pas désirable pour l'humanité que de tels sentiments fussent anéantis. Quant à songer à les faire disparaître au moyen de belles phrases comme celles de Sénèque, ou de syllogismes comme ceux de Chrysippe, c'était une idée trop absurde pour pouvoir entrer dans un esprit comme le sien. Il ne comprenait pas quelle utilité il pouvait y avoir à changer les noms, lorsqu'il était impossible de changer les choses; à nier que la cécité, la faim, la goutte, la torture, fussent des

maux, et à les appeler ἀποπροήγμενα; à refuser de convenir que la santé, la sécurité, l'abondance fussent des biens, et à les affubler du nom d'ἀδιάφορα. Dans ses opinions sur tous ces points, il n'était ni un stoïcien, ni un épicurien, ni un académicien, mais ce que les stoïciens, les épicuriens et les académiciens auraient appelé un simple ἰδιώτης, un homme du commun. Et ce fut précisément à cause de cela que son nom fit époque dans l'histoire du monde. Ce fut parce qu'il creusa profondément qu'il put faire monter si haut son édifice. Ce fut parce qu'afin d'établir ses fondements, il descendit dans les parties inférieures, mais invariables de la nature humaine, que le monument qu'il a élevé a pris de si gigantesques proportions, et reste debout dans son immuable puissance.

J'ai parfois pensé qu'on pourrait écrire une fiction amusante, dans laquelle on représenterait un disciple d'Épictète et un disciple de Bacon comme compagnons de voyage. Ils arrivent dans un village où la petite vérole a commencé ses ravages; ils trouvent les maisons fermées, tous rapports interrompus; les malades abandonnés, les mères terrifiées, pleurant sur leurs enfants. Le stoïcien assure la population consternée que la petite vérole n'est pas un mal, et que, pour le sage, la maladie, la difformité, la mort, la perte de ceux qu'il aime, ne sont pas des maux. Le disciple de Bacon tire une lancette et commence à vacciner. Ils trouvent une troupe de mineurs plongés dans l'épouvante. Une explosion de gaz a tué plusieurs de leurs compagnons qui étaient à l'ouvrage, et les survivants n'osent pas s'aventurer dans la caverne. Le stoïcien les assure qu'un pareil accident n'est absolument qu'un ἀποπροήγμενον. Le disciple de

Bacon, qui ne saurait employer un si beau mot, se contente d'inventer une lampe de sûreté. Ils trouvent un marchand naufragé qui se tord les mains sur le rivage. Son navire qui rapportait une cargaison d'une valeur inestimable vient de sombrer; en un moment il s'est vu passer de l'opulence à la misère. Le stoïcien l'exhorte à ne pas chercher le bonheur dans des choses qui résident en dehors de lui, et répète tout le chapitre d'Épictète πρὸς τοὺς τὴν ἀπορίαν δεδοικότας. Le disciple de Bacon construit une cloche à plongeur, s'en sert pour descendre dans la mer, et rapporte au négociant les objets les plus précieux. Il serait facile de multiplier les exemples qui établissent la différence entre la philosophie des épines et la philosophie du fruit, entre la philosophie des mots et la philosophie des œuvres.

On a accusé Bacon d'exagérer l'importance des sciences qui contribuent au bien-être physique de l'homme, et de faire trop peu de cas de la philosophie morale, et l'on ne saurait nier en effet que des personnes qui liraient le *Novum Organum* et le *De Augmentis*, sans connaître les circonstances dans lesquelles ces ouvrages furent écrits, pussent y trouver beaucoup de passages de nature à justifier ce reproche. Cependant il est certain que, bien que dans la pratique Bacon ait commis souvent de grandes fautes, et bien que son ouvrage historique et ses essais prouvent qu'il n'avait pas, même en théorie, des opinions très-sévères sur les questions de moralité politique, il était infiniment trop éclairé pour ne pas savoir combien notre bien-être dépend de la bonne discipline de nos âmes. Le monde qu'il appelait de ses vœux n'était pas, comme semblent l'imaginer quelques personnes, un monde de roues hydrauliques, de locomotives,

de métiers à tisser, d'hommes sensuels et de scélérats. Il aurait été tout aussi disposé que Zénon lui-même à soutenir que toutes les jouissances matérielles que pourraient inventer le génie et l'activité de cent générations ne donneraient pas le bonheur à un homme dont l'âme serait en proie à la tyrannie des désirs licencieux, de l'envie, de la haine ou de la crainte. S'il semblait parfois attacher une importance trop exclusive aux arts qui augmentent le nombre des agréments matériels, la raison en est bien simple. Ces arts avaient été très-injustement dépréciés. On les avait représentés comme indignes de l'attention d'un homme qui avait reçu une éducation libérale. « Cogitavit, » dit Bacon en parlant de lui-même, « eam esse opinionem sive æstimationem humidam et damnosam, minui nempe majestatem mentis humanæ, si in experimentis et rebus particularibus, sensui subjectis, et in materia terminatis, diu ac multum versetur : præsertim cum hujusmodi res ad inquirendum laboriosæ, ad meditandum ignobiles, ad discendum asperæ, ad practicam illiberales, numero infinitæ, et subtilitate pusillæ videri soleant, et ob hujusmodi conditiones, gloriæ artium minus sint accommodatæ (1). » Cette opinion lui semblait « omnia in familia humana turbasse. » C'était là sans doute ce qui avait amené les philosophes à négliger un grand nombre d'arts qui étaient de la plus grande utilité, et qui étaient susceptibles des progrès les plus importants : on les

(1) *Cogitata et Visa*. L'expression d'*opinio humida*, surprendra peut-être les lecteurs qui ne sont pas accoutumés au style de Bacon. C'est une allusion à la maxime de l'obscur Héraclite : « La lueur sèche est la meilleure. Par lueur sèche, Bacon entendait la lumière de l'esprit qui n'est pas obscurcie par les vapeurs de la passion, de l'intérêt ou des préjugés. »

avait abandonnés aux charpentiers, aux maçons, aux forgerons, aux tisserands, aux apothicaires. Il était nécessaire de revendiquer la dignité de ces arts, de les mettre en lumière d'une façon éclatante, de proclamer que, comme ils ont sur le bonheur de l'homme un effet très-sérieux, ils ne sont pas indignes de l'attention des plus grands esprits. En outre, c'était par des exemples tirés de ces arts que Bacon pouvait le plus facilement faire comprendre ses principes. C'était par le progrès de ces arts que la valeur de ses principes pouvait être mise à l'épreuve de la façon la plus prompte et la plus décisive, et se faire accepter par les esprits ordinaires. Il agit comme un général habile qui affaiblit partout sa ligne pour fortifier un point que l'ennemi attaque avec une fureur particulière, et d'où semble dépendre le sort de la bataille. Cependant, il déclare positivement et avec vérité, dans le *Novum Organum,* que sa philosophie est autant une philosophie morale qu'une philosophie naturelle, et que, bien qu'il tire ses exemples de la science physique, les principes que ces exemples sont destinés à expliquer sont tout aussi applicables aux recherches morales et politiques qu'aux recherches sur la nature de la chaleur et de la végétation (1).

Il a souvent traité des points de morale, et apporté dans l'étude de ces questions l'esprit qui était l'essence de tout son système. Il nous a laissé beaucoup d'admirables observations pratiques sur ce qu'il avait baptisé du singulier nom de Georgiques de l'esprit, sur la culture intellectuelle qui tend à produire de bonnes dispositions.

(1) *Novum Organum,* lib. I, Aph. 127.

Il disait que peut-être quelques personnes l'accuseraient de dépenser beaucoup de travail sur une vérité tellement simple que ses prédécesseurs avaient dédaigné de s'en occuper ; mais qu'il priait les personnes en question de se rappeler qu'il avait annoncé dès le début que, dans toutes ses recherches, il se préoccuperait, non pas de ce qui était surprenant et splendide, mais de ce qui était vrai et utile, non pas des rêves trompeurs qui traversent l'étincelant portail d'ivoire, mais des réalités plus humbles de la porte de corne (1).

Fidèle à ce principe, il ne se livra pas à des déclamations sur la convenance des choses, sur la suffisance de la vertu et sur la dignité de la nature humaine. Il ne fit jamais usage de riens sonores, tels que ceux au moyen desquels Bolingbroke prétendait se consoler dans son exil, et auxquels Cicéron demandait vainement des consolations après la perte de Tullie. Les subtilités casuistiques qui occupaient l'attention des esprits les plus pénétrants de son siècle, n'avaient, à ce qu'il semble, aucun attrait pour lui. Bacon se débarrassait du ton le plus bref et le plus méprisant des docteurs qu'Escobar comparaît plus tard aux quatre bêtes et aux vingt-quatre vieillards de l'Apocalypse. « *Inanes plerumque evadunt et futiles* (2). » Il ne cherchait nullement à résoudre les énigmes qui ont préoccupé des centaines de générations, et qui en préoccuperont des centaines d'autres. Il ne parlait pas des fondements de l'obligation morale, ou de la liberté de la volonté humaine. Il ne se sentait pas le moins du monde disposé à se livrer à des travaux qui ressemblaient à ceux des damnés dans le Tartare des Grecs, à

(1) *De Augmentis*, lib. VII, cap. III.
(2) *De Augmentis*, lib. VII, cap. II.

tourner éternellement la même roue autour du même pivot, à soupirer éternellement après des fruits éternellement trompeurs, à verser éternellement de l'eau dans des tonneaux éternellement défoncés, à parcourir éternellement le même sentier pour pousser une pierre reculant éternellement. Il exhortait ses disciples à se livrer à des recherches d'une nature bien différente, à regarder la science morale comme une science pratique, une science qui avait pour objet de guérir les maladies et les perturbations de l'esprit, et qui ne pouvait se perfectionner que par une méthode analogue à celle qui a perfectionné la médecine et la chirurgie. Il disait que les philosophes moralistes devaient se mettre vigoureusement à l'œuvre pour découvrir quels étaient les résultats positifs produits sur le caractère des hommes par les divers modes d'éducation, par certaines habitudes, par l'étude de certains livres, par la société, par l'émulation, par l'imitation. C'était, selon lui, le moyen de trouver par quel procédé on pouvait arriver à conserver et à rétablir la santé de l'âme (1).

Bacon était en théologie ce qu'il était en philosophie naturelle et en philosophie morale. Il croyait sincèrement, j'en suis convaincu, à la divine autorité de la révélation chrétienne. On ne peut rien trouver dans ses écrits, ou dans aucun autre ouvrage, de plus éloquent et de plus pathétique que quelques passages qui furent évidemment écrits sous l'influence d'un vif sentiment de dévotion. Il aimait à prouver que la religion chrétienne avait le pouvoir de faire beaucoup de ce que les philosophes ne pouvaient que promettre. Il aimait à repré

(1) *De Augmentis,* lib. VII, cap. III.

senter cette religion comme le lien de la charité, le frein des mauvaises passions, la consolation des malheureux, le soutien des faibles, l'espérance des mourants. Mais la controverse sur les questions théologiques ne le préoccupa jamais beaucoup. Dans ce qu'il écrivit sur le gouvernement de l'Église, il montra, autant qu'il crut pouvoir se le permettre, un esprit tolérant et charitable. Il ne s'inquiétait nullement des homoousiens et des homoiousiens, des monothélites et des nestoriens. Il vivait dans un siècle où les disputes sur les questions théologiques les plus subtiles excitaient un intérêt passionné dans toute l'Europe, et nulle part plus qu'en Angleterre. Il était placé au plus fort de la lutte. Il était au pouvoir lors du synode de Dordrecht, et pendant des mois il dut avoir tous les jours les oreilles rebattues de conversations sur l'élection, la réprobation et la persévérance finale. Cependant je ne me rappelle pas dans ses ouvrages une seule ligne de laquelle on puisse inférer qu'il ait été ou calviniste ou arminien. Tandis que le monde retentissait du bruit d'une philosophie et d'une théologie avide de disputes, l'école de Bacon, comme Alworthy assis entre Square et Thwachum, conservait une tranquille neutralité, moitié méprisante, moitié bienveillante, se contentant d'ajouter à la somme du bien pratique, et laissant les guerres de mots à ceux qui les aimaient.

Je me suis longtemps étendu sur le but de la philosophie de Bacon, parce que de ce caractère distinctif découlent nécessairement tous les autres caractères distinctifs de cette philosophie. Et vraiment il n'est presque personne qui, s'étant proposé le même but que Bacon, eût manqué de trouver les mêmes moyens pour y parvenir.

Quand on parle de Bacon, on croit généralement qu'il

inventa une nouvelle méthode pour arriver à la vérité, la méthode d'induction, et qu'il découvrit quelque erreur dans le mode de raisonnement par syllogisme qui était en vogue avant lui. Cette croyance est à peu près aussi exacte que celle des gens du moyen âge qui s'imaginaient que Virgile était un grand sorcier. Bien des personnes qui sont trop éclairées pour dire de pareilles absurdités ont, je crois, des notions incorrectes sur ce que fit véritablement Bacon en ce genre.

Sa méthode d'induction a été pratiquée par toutes les créatures humaines depuis le commencement du monde. Elle est constamment pratiquée par le paysan le plus ignorant, par l'écolier le plus étourdi, par l'enfant à la mamelle. Cette méthode fait connaître au paysan que, s'il sème de l'orge, il ne recueillera pas de froment. Par cette méthode, l'écolier apprend qu'un temps couvert est favorable à la pêche de la truite. Et j'imagine que c'est par voie d'induction qu'un petit enfant cherche du lait auprès de sa mère et de sa nourrice, et non pas auprès de son père.

Non-seulement il n'est pas vrai que Bacon ait inventé la méthode d'induction, mais il n'est pas vrai qu'il ait été le premier à analyser exactement cette méthode et à en expliquer les avantages. Longtemps auparavant Aristote avait démontré quelle absurdité il y avait à supposer que les syllogismes pussent jamais conduire les hommes à la découverte d'un nouveau principe; il avait prouvé que de telles découvertes ne pouvaient se faire que par la seule induction, et il avait donné l'historique du procédé d'induction, brièvement il est vrai, mais avec beaucoup de clarté et de précision.

Je ne suis pas disposé non plus à reconnaître une

grande valeur pratique à l'analyse de la méthode d'induction qu'a donnée Bacon dans le second livre du *Novum Organum*. C'est certainement une analyse correcte et détaillée, mais c'est une analyse de ce que nous faisons tous depuis le matin jusqu'au soir, et de ce que nous continuons de faire même dans nos rêves. Un homme, le premier venu, souffre de l'estomac. Il n'a jamais entendu parler de lord Bacon; mais il suit avec la plus parfaite exactitude les règles consignées dans le second livre du *Novum Organum*, et il acquiert la certitude que ce sont des petits pâtés qui lui ont fait mal. « J'ai mangé des petits pâtés lundi et mercredi, et j'ai eu une indigestion qui m'a tenu éveillé toute la nuit. » C'est la *comparentia ad intellectum instantiarum convenientium*. « Je n'en ai mangé ni mardi ni vendredi, et je me suis parfaitement bien porté. » C'est la *comparentia instantiarum in proximo quæ natura data privantur*. « J'en ai très-peu mangé dimanche, et j'ai été très-légèrement indisposé dans la soirée, mais le jour de Noël j'ai presque exclusivement dîné avec des petits pâtés, et j'ai failli en mourir. » C'est la *comparentia instantiarum secundum magis et minus*. « Il est impossible que ce soit l'eau-de-vie que j'ai bue en les mangeant qui m'ait fait mal, car j'ai bu tous les jours de l'eau-de-vie depuis des années sans m'en trouver mal. » C'est la *rejectio naturarum*. Puis notre malade passe à ce que Bacon appelle *vindemiatio*, et conclut que les petits pâtés ne lui vont pas.

Je répète que je ne conteste ni la finesse ni l'exactitude de la théorie contenue dans le second livre du *Novum Organum*, mais je crois que Bacon a beaucoup exagéré son utilité. Je me figure que le procédé d'in-

duction, comme beaucoup d'autres procédés, n'a pas chance d'être mieux employé, parce que les hommes savent comment ils l'emploient. Guillaume Tell n'aurait pas eu plus de chance de fendre la pomme s'il avait su que sa flèche décrirait une parabole sous l'influence de l'attraction de la terre. Le capitaine Barclay n'aurait pas été plus capable de faire mille milles à pied en mille heures, s'il avait su la place et le nom de tous les muscles qui se trouvaient dans ses jambes. M. Jourdain n'a probablement pas prononcé le D et l'F plus correctement après avoir appris que le D se prononce en donnant du bout de la langue au-dessus des dents d'en haut, et l'F en appuyant les dents d'en haut sur la lèvre de dessous. Je ne vois pas que l'étude de la grammaire produise la plus légère différence dans la façon de parler des gens qui ont toujours vécu dans la bonne compagnie. Sur dix mille habitants de Londres, il n'y en a pas un qui puisse donner la règle pour bien placer le *will* et le *shall*. Et cependant, sur un million d'habitants de Londres, il n'y en a pas un qui confonde son *will* et son *shall*. Le docteur Robertson aurait écrit, sans aucun doute, une lumineuse dissertation sur l'emploi de ces mots, et cependant, même dans son dernier ouvrage, il les a parfois étrangement confondus. Un homme n'emploie pas avec plus d'à-propos les figures de rhétorique parce qu'il sait que telle des figures s'appelle une métonymie et telle autre une synecdoche. Un charretier en colère crie : « Vous êtes un joli garçon, » sans soupçonner qn'il emploie l'ironie, et que l'ironie est une des quatre principales tropes. Les juges les plus expérimentés et les plus habiles n'ont jamais cru que les anciens systèmes de rhétorique fussent du moindre secours

pour former un orateur. « Ego hanc vim intelligo, » dit Cicéron, « esse in præceptis omnibus, non ut ea secuti oratores eloquentiæ laudem sint adepti, sed quæ sua sponte homines eloquentes facerent, ea quosdam observasse, atque id egisse; sic esse non eloquentiam ex artificio, sed artificium ex eloquentia natum. » Je dois avouer que je suis sur l'étude de la logique du même avis que Cicéron sur l'étude de la rhétorique. Un homme de sens fait tous les jours des syllogismes en *celarent* et en *cesare* sans en avoir le moindre soupçon, et quoiqu'il ne sache peut-être pas ce qu'est une *ignoratio elenchi*, il n'éprouve nulle difficulté à l'exposer lorsqu'il vient à la rencontrer, ce qui lui arrive à peu près infailliblement toutes les fois qu'il rencontre un révérend maître ès-arts nourri de mode et de figure dans les cloîtres d'Oxford. On ne saurait trop admirer l'*Organum* d'Aristote, à ne le regarder que comme un tour de force intellectuel. Mais plus je compare les individus, les écoles, les nations, les générations, plus je suis convaincu que la science théorique de la logique ne contribue nullement à apprendre aux hommes à bien raisonner.

Ce qu'Aristote avait fait pour le procédé syllogistique, Bacon l'a fait pour le procédé par voie d'induction dans le second livre du *Novum Organum*, c'est-à-dire qu'il l'a bien analysé. Ses règles sont parfaitement justes, mais elles ne nous sont pas nécessaires, parce qu'elles sont extraites de notre pratique constante et personnelle.

Mais quoique tout le monde emploie constamment le procédé exposé dans le second livre du *Novum Organum*, les uns l'emploient bien, et les autres mal. Il conduit les uns à la vérité, et les autres à l'erreur. Il conduisit Franklin à découvrir la nature de la foudre. Il conduisit

des milliers d'individus qui avaient moins d'esprit que Franklin à croire au magnétisme animal. Mais ce ne fut pas parce que Franklin se servit du procédé exposé par Bacon, et que les dupes de Mesmer employèrent un procédé différent. On peut trouver dans les inductions les plus fausses les *comparentiæ* et les *rejectiones* dont j'ai donné des exemples. J'ai entendu raconter qu'un juge éminent de la dernière génération avait l'habitude d'exposer gaiement après le dîner la théorie que les progrès du jacobinisme venaient de l'habitude de porter trois noms. Il citait d'un côté Charles James Fox, Richard Brinsley Sheridan, John Horne Tooke, John Philpot Curran, Samuel Taylor Coleridge, Theobald Wolfe Tone. C'étaient des *instantiæ convenientes*. Puis il citait des exemples *absentiæ in proximo*, William Pitt, John Scott, William Windham, Samuel Horsley, Henry Dundas, Edmund Burke. Il aurait pu ajouter des exemples *secundum magis et minus*. L'habitude de donner trois noms aux enfants a fait des progrès depuis quelque temps, et le jacobinisme a fait aussi des progrès. L'habitude de donner trois noms aux enfants est plus répandue en Amérique qu'en Angleterre. En Angleterre nous avons encore un roi et une chambre des lords, mais les Américains sont républicains. Les *rejectiones* sont évidentes. Burke et Theobald Wolfe Tone sont tous deux Irlandais; ainsi la qualité d'Irlandais n'est pas la cause du jacobinisme. Horsley et Horne Tooke sont tous deux ecclésiastiques; ainsi la qualité d'ecclésiastique n'est pas la cause du jacobinisme. Fox et Windham furent tous deux élevés à Oxford; ainsi ce n'est pas l'éducation reçue à Oxford qui est la cause du jacobinisme. Pitt et Horne Tooke furent tous deux élevés à Cambridge; ainsi ce

n'est pas l'éducation reçue à Cambridge qui est la cause du jacobinisme. De cette manière, notre raisonneur par induction arrive à ce que Bacon appelle la *Vendange*, et il déclare que c'est de porter trois noms qui est la cause du jacobinisme.

Voilà une induction qui correspond avec l'analyse de Bacon, et qui finit par une monstrueuse absurdité. En quoi donc cette induction diffère-t-elle de l'induction qui nous amène à la conclusion que la présence du soleil est la cause qui nous donne plus de lumière le jour que la nuit ? La différence résulte évidemment, non de la nature des exemples, mais du nombre des exemples ; c'est-à-dire que la différence ne résulte pas de cette partie de la méthode dont Bacon a donné les règles précises, mais d'une circonstance sur laquelle il est impossible de donner aucune règle précise. Si le savant auteur de la théorie sur le jacobinisme avait poussé un peu plus loin ses comparaisons, son système aurait été détruit ; les noms de Tom Paine et de William Wyndham Grenville auraient suffi pour le mettre à néant.

Je crois donc que la différence entre une induction juste et une induction fausse ne vient pas de ce que l'auteur de l'induction juste emploie le procédé analysé dans le second livre du *Novum Organum*, et de ce que l'auteur de l'induction fausse emploie un procédé différent. Tous deux emploient le même procédé, mais l'un l'emploie sottement ou négligemment, l'autre l'emploie avec patience, attention, sagacité et jugement. Les préceptes n'ont guères le talent de rendre les hommes patients et attentifs, encore moins de les rendre sagaces et judicieux. On a bien raison de recommander aux hommes de se mettre en garde contre leurs préjugés, de ne pas croire

des faits sur des preuves trop légères, de ne pas se contenter d'une petite collection de faits, et d'exclure de leur esprit l'*idola* que Bacon a si admirablement décrite. Mais ces règles sont trop générales pour être d'une grande utilité pratique. La question, c'est : Qu'est-ce qu'un préjugé? Jusqu'à quel moment l'incrédulité avec laquelle j'écoute exposer une nouvelle théorie continue-t-elle à être une sage et salutaire incrédulité? Quand devient-elle un *idolum specus*, l'obstination déraisonnable d'un esprit trop sceptique? Qu'est-ce qu'une preuve trop légère? Qu'est-ce qu'une trop petite collection de faits? Faut-il dix exemples, ou cinquante, ou cent? Au bout de combien de mois les premiers êtres humains qui s'établirent sur le bord de l'Océan auraient-ils eu le droit de croire que la lune exerçait une influence sur les marées? Après combien d'expériences Jenner aurait-il eu le droit de croire qu'il avait découvert un préservatif contre la petite vérole? Ce sont des questions auxquelles il serait très-désirable d'avoir une réponse précise; mais, malheureusement, il y a des questions auxquelles on ne saurait faire de réponse précise.

Je crois donc qu'il est possible d'établir des règles exactes, comme l'a fait Bacon, pour l'emploi de cette partie de la méthode d'induction que tous les hommes emploient également; mais je crois que ces règles, quoique exactes, ne sont pas nécessaires, parce qu'en réalité elle nous disent de faire ce que nous faisons tous. Je crois qu'il est impossible d'établir des règles précises pour l'emploi de cette partie de la méthode d'induction qu'emploient d'une manière toute différente un maître de la philosophie expérimentale, et une vieille femme superstitieuse.

Je crois qu'en cela Bacon se trompait. Il attribuait certainement à ses règles une valeur qu'elles n'avaient pas. Il allait jusqu'à dire que, si l'on adoptait sa méthode de faire des découvertes, le degré de force ou de pénétration des intelligences ne serait que de peu d'importance, que tous les esprits seraient ramenés au même niveau, que sa philosophie ressemblait à un compas ou à une règle qui égalise toutes les mains, et qui permet aux personnes les moins expérimentées de tracer une ligne ou un cercle plus corrects que ne le pourrait faire sans le secours de tels moyens le dessinateur le plus habile (1). Ceci me paraît tout aussi extravagant qu'aurait pu l'être Lindley Murray s'il avait annoncé que tous les lecteurs de sa grammaire écriraient aussi bien l'anglais que Dryden, ou que le serait cet habile écrivain, l'archevêque de Dublin, s'il promettait à tous les lecteurs de sa Logique de raisonner comme Chillingworth, et à tous les lecteurs de sa Rhétorique de parler comme Burke. Que Bacon se soit trompé complétement sur ce point, c'est ce qui serait à peine contesté aujourd'hui. Sa philosophie a fleuri depuis deux cents ans, et n'a nullement produit ce nivellement. L'intervalle entre un homme de talent et un sot est aussi grand que jamais, et n'est jamais plus facile à discerner que lorsqu'ils s'occupent de recherches qui exigent l'usage constant de l'induction.

On voit que je ne regarde pas l'ingénieuse analyse que nous a donnée Bacon de la méthode d'induction comme un travail très-utile. Bacon ne fut pas, comme je l'ai déjà dit, l'inventeur de la méthode d'induction. Il ne fut

(1) *Novum Organum*. Præf. et lib. I. Aph. 122.

pas même le premier à l'analyser correctement, bien qu'il l'ait certainement analysée beaucoup plus minutieusement qu'aucun de ceux qui l'avaient précédé. Il ne fut pas le premier à montrer que la méthode d'induction était la seule au moyen de laquelle on peut découvrir de nouvelles vérités. Mais il fut le premier à diriger les esprits des philosophes, longtemps absorbés dans des disputes de mots, vers la découverte de vérités nouvelles et utiles, et, par là, il donna tout d'un coup à la méthode d'induction une importance et une dignité qui, jusqu'alors, n'avaient jamais été son partage. Il ne fit pas cette route, il ne découvrit pas cette route, il ne fut pas le premier à en lever le plan et à en dessiner la carte; mais il fut le premier à appeler l'attention du public sur une mine d'une richesse inépuisable, qui avait été entièrement négligée, et qui n'était accessible que par cette seule route. Il fit ainsi passer par cette route des voyageurs d'un rang élevé, tandis qu'avant lui elle n'avait été fréquentée que par des paysans et des marchands forains.

Ce qui lui était vraiment propre dans son système, c'était le but qu'il se proposait. Le but une fois trouvé, on ne pouvait guère, selon moi, se tromper sur les moyens. Si d'autres s'étaient proposé la même fin que Bacon, je suis convaincu qu'ils auraient employé la même méthode que Bacon. Il aurait été difficile de convaincre Sénèque que l'invention d'une lampe de sûreté était une occupation digne d'un philosophe. Il aurait été difficile d'amener Thomas d'Aquin à renoncer aux syllogismes pour se mettre à fabriquer de la poudre à canon. Mais Sénèque n'aurait pas mis en doute un seul instant que ce fût uniquement par une série d'expériences qu'on pût inventer une lampe de sûreté. Thomas d'Aquin

n'aurait jamais pensé que son *barbara* et son *baralipton* pussent lui donner le moyen d'établir la proportion qui doit exister entre le charbon et le salpêtre dans une livre de poudre à canon. Ni le sens commun ni Aristote ne lui auraient permis de croire une pareille absurdité.

En excitant les hommes à la découverte de vérités nouvelles, Bacon les stimula à employer la méthode d'induction, la seule, au dire des anciens philosophes et des scolastiques eux-mêmes, par laquelle on puisse découvrir de nouvelles vérités. En excitant les hommes à la découverte de vérités utiles, il leur donna un motif de se servir soigneusement et avec application du procédé d'induction. Ses prédécesseurs avaient été, suivant sa propre expression, non pas des interprètes, mais des devanciers de la nature. Ils s'étaient contentés des premiers principes auxquels ils étaient arrivés par les inductions les plus mesquines et les moins attentives. Et pourquoi cela? C'était, je crois, parce que leur philosophie ne se proposait pas un but pratique, parce qu'elle était uniquement un exercice de l'esprit. Un homme qui veut inventer une nouvelle machine ou un nouveau médicament, a un puissant motif pour observer avec patience et exactitude, et pour tenter des expériences successives. Mais un homme qui cherche seulement un sujet de discussion ou de déclamation n'a pas de motif de ce genre. Aussi se contente-t-il de prémisses basées sur les hypothèses ou sur les inductions les plus précipitées et les plus insuffisantes. Ce fut ainsi, je crois, qu'agirent les scolastiques. Ils argumentèrent souvent avec beaucoup de talent sur leurs misérables prémisses, et, comme leur but était « assensum subjugare, non res (1) », de vaincre

(1) *Novum Organum*, lib. I. Aph. 29.

dans la controverse, et non de vaincre la nature, ils furent conséquents. Car ils pouvaient faire preuve d'autant d'habileté logique en raisonnant sur de fausses que sur de vraies prémisses. Mais les disciples de la nouvelle philosophie, qui voulaient arriver à découvrir des vérités utiles, auraient évidement échoué dans leur tentative, s'ils s'étaient contentés de bâtir des théories sur des inductions superficielles.

Bacon a remarqué (1) que, dans les siècles où la philosophie était stationnaire, les arts mécaniques faisaient des progrès. Pourquoi cela? Évidemment parce que les artisans ne se contentaient pas d'un mode d'induction aussi peu exact que celui qui suffisait au philosophe. Et pourquoi le philosophe était-il plus aisément satisfait que l'artisan? Évidemment parce que le but de l'artisan était de créer des choses, tandis que le but du philosophe était seulement de créer des mots. Une induction exacte n'est pas du tout nécessaire pour faire un bon syllogisme. Mais elle est indispensable pour faire un bon soulier. Aussi, les artisans ont-ils toujours été, dans la mesure de leur humble mais utile vocation, des interprètes et non pas des devanciers de la nature. Et lorsqu'on vit paraître une philosophie qui avait pour but de faire sur une grande échelle ce que fait l'artisan sur une petite échelle, d'étendre la puissance de l'homme et de suppléer à ses besoins, la vérité des prémisses qui en logique est absolument sans importance devint une question de la plus grande importance; et l'induction lâche qui avait jadis satisfait les savants fit nécessairement place à une induction bien autrement exacte et satisfaisante.

(1) *De Augmentis*, lib. I.

On peut, je crois, équitablement résumer ainsi ce que fit Bacon pour la philosophie inductive. Les objets auxquels tendaient les philosophes qui l'avaient précédé étaient des objets qu'on pouvait atteindre sans induction exacte. Ces philosophes n'employèrent donc pas avec soin la méthode d'induction. Bacon excita les hommes à poursuivre un but qu'on ne pouvait atteindre que par l'induction, et par l'induction exacte; en conséquence, on employa avec plus de soin la méthode d'induction. Je ne pense pas qu'on ait jamais exagéré l'importance des services que rendit Bacon à la philosophie inductive. Mais je crois qu'on s'est souvent mépris sur la nature de ses services, et qu'il ne les comprenait même pas parfaitement lui-même. Ce ne fut pas en fournissant aux philosophes des règles pour bien employer la méthode d'induction, mais en leur fournissant un motif pour la bien employer qu'il fut si grandement utile à la société.

C'est le rare privilége de quelques esprits supérieurs que de donner à l'esprit humain une direction qu'il doit conserver pendant des siècles. Il n'est donc pas sans intérêt d'examiner quelle fut la constitution morale et intellectuelle qui permit à Bacon d'exercer sur le monde une si immense influence.

Il y avait dans le tempérament de Bacon, je parle de Bacon le philosophe, non pas de Bacon le législateur et le politique, un singulier mélange d'audace et de sobriété. Les promesses qu'il faisait à l'humanité pourraient paraître, à un e lecteur superficiel, fort semblables aux déclamations qu'a mises un grand poëte dramatique dans la bouche d'un conquérant oriental à demi enivré par sa fortune et par ses passions. « Il aura des chariots plus doux que l'air : je les ferai inventer; et toi, tu es le mes-

sager qui chevauchera devant lui, sur un cheval taillé d'un seul diamant, qu'on fera marcher sur des roues en or, je ne sais pas encore comment (1). » Mais Bacon accomplit ses promesses. En réalité, Fletcher n'aurait pas osé faire promettre à Arbace, dans ses plus violents accès d'enivrement, la dixième partie de ce que sut accomplir la philosophie de Bacon.

Le vrai tempérament philosophique peut, je crois, se décrire en quatre mots : beaucoup d'espérance, peu de foi ; la disposition à croire qu'on peut tout faire, quelque extraordinaire que ce soit; la difficulté à croire que rien d'extraordinaire ait été fait. L'esprit de Bacon était, ce me semble, absolument parfait à ce double point de vue. Il était à la fois le Mammon et le Surly de son ami Ben-Jonson. Sir Épicure ne s'abandonnait pas à des visions plus magnifiques et plus gigantesques. Surly ne scrutait pas les preuves avec une incrédulité plus pénétrante et plus sagace.

A cette qualité particulière du tempérament de Bacon s'alliait une qualité particulière de son esprit; avec une grande minutie d'observation, il avait une amplitude de compréhension supérieure à tout ce qu'avait jusque-là possédé aucune créature humaine. L'esprit fin et peu étendu de la Bruyère n'avait pas un tact plus délicat que la vaste intelligence de Bacon. Ses *Essais* prouvent surabondamment que le trait de caractère le plus subtil, les détails les moins considérables dans l'ordonnance

(1) « He shall have chariots easier than air,
« Which I will have invented; and thyself
« That art the messenger shall ride before him,
« On a horse cut out of an entire diamond,
« That shall be made to go with golden wheels,
« I know no how yet. »

d'une maison, d'un jardin, d'une mascarade de cour ne pouvaient échapper à l'attention d'un homme dont l'esprit pouvait embrasser tout le monde de la science. Son esprit ressemblait à la tente que la fée Paribanou avait donnée au prince Ahmed. Pliez-la, et elle a l'air d'un joujou pour une belle dame; ouvrez-la, et les armées des plus puissants sultans pourraient se reposer sous son ombre.

Comme finesse d'observation on a pu égaler Bacon, bien qu'on ne l'ait peut-être jamais surpassé; mais la grandeur de son esprit n'appartient qu'à lui seul. Le regard qu'il promenait sur l'univers intellectuel ressemblait à celui que lança l'Archange, du seuil doré du ciel, sur la création nouvelle : « Il regarda tout autour, — il le pouvait aisément du lieu où il était placé, bien au-dessus du dais arrondi des ombres immenses de la nuit, — depuis la pointe orientale de Libra jusqu'à l'étoile aux blancs flocons qui porte Andromède bien loin dans les mers Atlantiques, au delà de l'horizon (1). »

Son savoir différait autant de celui des autres hommes qu'un globe terrestre diffère d'un atlas qui contient sur chaque feuille une contrée différente. Les villes et les routes d'Angleterre, de France et d'Allemagne sont mieux retracées sur l'atlas que sur le globe ; mais, pendant que nous regardons l'Angleterre, nous ne voyons pas la France, et, pendant que nous voyons la France, nous ne voyons pas l'Allemagne. Nous pouvons prendre

(1) « Round he surveyed, — and well might, where he stood
« So high above the circling canopy
« Of night's extended shade, — from eastern point
« Of Libra, to the fleecy star which bears
« Andromeda far off Atlantic seas
« Beyond the horizon. »

l'atlas pour apprendre la position relative et la distance de York et de Bristol, ou de Dresde et de Prague; mais il ne nous sert à rien si nous voulons savoir la position relative et la distance de la France et de la Martinique, ou de l'Angleterre et du Canada. Nous ne trouverons pas sur le globe toutes les villes où se tiennent des marchés dans notre voisinage immédiat, mais nous y apprendrons l'étendue comparative et la position relative de tous les royaumes de la terre. « J'ai pris, » disait Bacon dans une lettre écrite à son oncle, lord Burleigh, quand il n'avait encore que trente et un ans, « j'ai pris pour mon domaine la science tout entière. » Chez tout autre jeune homme, et même chez tout autre homme, un pareil langage serait le comble de la présomption. Il y a eu des milliers de meilleurs mathématiciens, de meilleurs astronomes, de meilleurs chimistes, de meilleurs physiciens, de meilleurs botanistes, de meilleurs minéralogistes que Bacon. Personne n'irait consulter les ouvrages de Bacon pour apprendre une science particulière, pas plus qu'on n'irait chercher un globe de douze pouces pour trouver le chemin qui mène de la barrière de Kennington à Clapham-Common. L'art qu'enseignait Bacon, c'était l'art d'inventer des arts. La science dans laquelle Bacon fut supérieur à tous les autres hommes, ce fut la science des rapports mutuels de toutes les branches de la science.

La manière dont il communiquait ses pensées lui était particulière. Il n'avait rien de cet esprit de dispute qu'il avait souvent blâmé chez ses prédécesseurs. Il accomplit une grande révolution intellectuelle contre des préjugés universellement répandus; cependant il ne s'engagea jamais dans une controverse; je ne me rappelle même

pas en ce moment, dans tous ses ouvrages philosophiques, un seul passage qui ait le caractère de la controverse. Tous ses ouvrages auraient pu convenablement recevoir la forme qu'il avait adoptée dans l'ouvrage intitulé *Cogitata et visa :* « Franciscus Baconus sic cogitavit. » Ce sont les pensées qui me sont venues à l'esprit; pesez-les bien : libre à vous de les prendre ou de les laisser.

Borgia disait de la fameuse expédition de Charles VIII que les Français avaient conquis l'Italie, non pas avec le fer, mais avec la craie; car ils n'avaient eu d'autre exploit militaire à accomplir, pour occuper militairement toutes les villes, que de marquer les portes des maisons où ils comptaient établir leurs quartiers. Bacon citait souvent cette parole, et il aimait à l'appliquer aux victoires de son propre esprit (1). Sa philosophie, disait-il, venait comme un hôte et non comme un ennemi. Elle ne trouvait point de difficulté à se faire admettre sans contestation dans tous les esprits que leur structure et leur capacité rendaient propres à la recevoir. En tout ceci, je crois qu'il agit très-judicieusement ; d'abord, parce que, comme il l'a lui-même remarqué, la différence entre son école et les autres écoles était une différence si fondamentale qu'il y avait à peine un terrain commun sur lequel on pût engager une bataille de controverse; puis, parce que son esprit grandement observateur, éminemment étendu et varié, n'était, je crois, ni formé par la nature ni discipliné par l'habitude pour les combats dialectiques.

Si Bacon n'armait pas sa philosophie du glaive de

(1) *Novum Organum*, lib. I. Aph. 35, et alibi.

la logique, il l'ornait avec profusion de toutes les plus riches décorations de la rhétorique. Son éloquence, bien qu'elle porte parfois les traces du goût vicieux de son siècle, lui aurait assuré à elle seule un rang élevé dans la littérature. Il avait un talent merveilleux pour condenser la pensée et la rendre portative. En fait d'esprit, si par esprit on entend la faculté d'apercevoir des analogies entre des choses qui semblent n'avoir rien de commun, il n'eut jamais d'égal, pas même Cowley, pas même l'auteur d'*Hudibras*. A vrai dire, il possédait cette faculté, ou plutôt cette faculté le possédait à un degré maladif. Quand il s'y abandonnait sans réserve, comme dans la *Sapientia Veterum* et à la fin du second livre du *De Augmentis,* les tours de force qu'il accomplissait n'étaient pas seulement admirables, mais prodigieux et presque choquants. En lisant ces passages, on l'admire comme des *clowns* admirent un jongleur un jour de foire, et on a quelque peine à croire qu'il ne soit pas possédé du démon.

C'étaient là des boutades auxquelles il se laissait parfois aller sans qu'il eût, pour ainsi dire, d'autre but que d'étonner et d'amuser. Mais il lui arrivait de temps en temps que, lorsqu'il était plongé dans de graves et profondes recherches, l'esprit l'emportait sur toutes ses autres facultés et le poussait à des absurdités dans lesquelles un homme borné ne serait jamais tombé. J'en donnerai la preuve la plus frappante qui me vienne en ce moment à la pensée. Dans le troisième livre du *De Augmentis*, il nous dit qu'il y a certains principes qui ne sont pas particuliers à une science, mais qui sont communs à plusieurs. Il désigne dans sa nomenclature, sous le nom de *philosophia prima,* la portion de la philo-

sophie qui s'occupe de ces principes. Puis il fait mention de quelques-uns des principes familiers à cette *philosophia prima.* En voici un : une maladie contagieuse se communique plus facilement dans la période d'accroissement que lorsqu'elle est arrivée à son paroxysme. C'est vrai en médecine, dit Bacon ; c'est aussi vrai en morale; car nous voyons que l'exemple d'hommes très-dépravés est moins dangereux pour la moralité publique que l'exemple d'hommes chez lesquels le vice n'a pas encore éteint toutes les bonnes qualités. Il nous dit aussi qu'en musique une dissonnance qui se résout dans une consonnance est agréable, et qu'il en est de même en fait d'affection. Ailleurs, il nous dit encore qu'en physique la vigueur avec laquelle agit un principe s'accroît souvent à cause de l'antipéristase du principe opposé; et qu'il en est de même dans les luttes des factions. Si la *philosophia prima* consiste à trouver des similitudes ingénieuses et étincelantes comme celles-là, le plus grand ouvrage philosophique du dix-neuvième siècle est le *Lalla-Rookh* de M. Moore. Les similitudes que je viens de citer sont très-heureuses ; mais j'ai toujours regardé comme un des faits les plus singuliers dans l'histoire des lettres qu'un homme du génie de Bacon les ait prises pour autre chose, et qu'il ait regardé la découverte d'analogies de cette nature comme une partie importante de la philosophie.

Le fait est que son intelligence était merveilleusement prompte à découvrir des analogies de toutes sortes. Mais, comme plusieurs hommes éminents que je pourrais citer, les uns encore en vie, les autres morts, il se montrait parfois étrangement incapable de distinguer les analogies rationnelles des analogies fantastiques, les analogies

qui sont des arguments des analogies qui ne sont que de purs enjolivements, les analogies comme celles que l'évêque Butler a fait si habilement ressortir entre la religion naturelle et la religion révélée, des analogies comme celles qu'a découvertes Addison entre les séries de dieux grecs sculptées par Phidias et les séries de rois anglais peintes par Kneller. Ce défaut de jugement a souvent donné naissance à d'étranges rêveries politiques. Sir William Temple déduisit une théorie du gouvernement des propriétés de la pyramide. Tout le système financier de M. Southey est basé sur le phénomène de l'évaporation et de la pluie. En théologie, cette finesse d'esprit mal employée a produit des résultats encore plus extravagants. Depuis Irénée et Origène jusqu'à nos jours, il n'y a pas eu une seule génération dans laquelle de grands théologiens n'aient été entraînés à se livrer aux plus absurdes commentaires de l'Écriture, uniquement parce qu'ils étaient incapables de distinguer les analogies propres des analogies métaphoriques, pour employer le langage de l'école (1). Il est curieux que Bacon ait lui-même fait allusion à ce genre d'erreur lorsqu'il s'est occupé de l'*idola specus*, et qu'il en ait parlé dans un langage qui montre, à mon avis, qu'il savait y être lui-même enclin. C'est le vice des esprits subtils, nous dit-il, que d'attacher trop d'importance aux distinctions futiles; c'est au contraire le vice des esprits élevés et variés que d'attacher trop d'importance aux ressemblances futiles; et il ajoute que, lorsqu'on s'abandonne à l'excès à ce dernier penchant, il entraîne les hom-

(1) Voir à ce sujet quelques remarques intéressantes dans le *Minute philosopher* de l'évêque Berkeley. Dialogue IV.

mes à s'attacher aux ombres plutôt qu'à la réalité (1).

Cependant je ne saurais désirer que l'esprit de Bacon eût été d'une richesse moins exubérante. Car, pour ne rien dire des plaisirs qu'elle nous procure, Bacon la consacre presque toujours à rendre claires des vérités obscures, à rendre séduisantes des vérités peu attrayantes par elles-mêmes, à fixer pour toujours dans les esprits des vérités qui, sans elle, n'y auraient laissé qu'une impression passagère.

La faculté poétique était puissante dans l'intelligence de Bacon, mais pas assez puissante pour usurper, comme le faisait parfois chez lui l'esprit, la place de la raison, et pour tyranniser l'homme tout entier. Jamais imagination ne fut à la fois si forte et si complétement subjuguée. Elle ne se mettait en mouvement que sur un signal du bon sens. Elle s'arrêtait au premier ordre du bon sens. Cependant, quoique habituée à une si parfaite obéissance, l'imagination de Bacon donna de nobles preuves de sa vigueur. En réalité, il passa une grande partie de sa vie dans un monde imaginaire, au milieu de choses aussi étranges qu'aucune de celles qui sont décrites dans *les Mille et une nuits*, ou dans ces romans dont le curé et le barbier du village de Don Quichotte firent un si cruel auto-da-fé ; au milieu de bâtiments plus somptueux que le palais d'Aladin, de fontaines plus merveilleuses que l'eau d'or de Parizade, de moyens de transport plus rapides que l'hippogriffe de Ruggiero, d'armes plus formidables que la lance d'Astolphe, de remèdes plus efficaces que le baume de Fier à Bras. Cependant dans ses magnifiques rêveries il n'y avait rien de chimérique, rien que ne sanctionnât la froide raison. Il savait que tous les

(1) *Novum Organum*, lib. I. Aph. 35.

secrets qui, d'après les fictions poétiques, sont écrits dans les livres des enchanteurs, n'ont aucune valeur lorsqu'on les compare aux gigantesques secrets qui sont véritablement écrits dans le livre de la nature, et qu'on finira par lire, avec le temps et la patience. Il savait que toutes les merveilles accomplies par tous les talismans de la fable étaient des niaiseries, comparées aux merveilles qu'on pouvait raisonnablement attendre du fruit de la philosophie, et que, si ses paroles pénétraient profondément dans l'esprit des hommes, elles produiraient des effets bien supérieurs à tout ce que la superstition a jamais attribué aux enchantements de Merlin et de Michel Scot. C'était sur ce terrain qu'il aimait à donner carrière à son imagination. Il aimait à se représenter le monde tel qu'il serait quand sa philosophie aurait, suivant sa noble expression, « agrandi l'empire de l'esprit humain (1). » Je pourrais citer beaucoup d'autres exemples. Mais je me bornerai à citer le plus frappant, la description de la maison de Salomon dans la *Nouvelle-Atlantide.* La plupart des contemporains de Bacon auraient probablement regardé ce passage remarquable comme une rodomontade ingénieuse, un pendant aux aventures de Sinbad ou du baron de Münchhausen, et de nos jours quelques personnes seraient du même avis. Le fait est qu'on ne saurait trouver dans aucune composition humaine un passage plus éminemment empreint d'une sagesse profonde et sereine. La hardiesse et l'originalité de la fiction sont bien moins merveilleuses que le discernement délicat avec lequel Bacon a soigneusement exclu de cette longue liste de prodiges tout ce qu'on peut déclarer impossi-

(1) *New Atlantis.*

ble, tout ce qu'on peut prouver inaccessible à la puissante magie de l'induction et du temps. Déjà quelques portions, et ce ne sont pas les moins extraordinaires, de cette glorieuse prophétie se sont accomplies, même à la lettre, et la prophétie tout entière, à ne consulter que son esprit, s'accomplit chaque jour autour de nous.

L'une des circonstances les plus remarquables dans l'histoire de l'esprit de Bacon, c'est l'ordre dans lequel ses facultés se développèrent. Chez lui le fruit parut d'abord et demeura jusqu'à la fin; les fleurs ne se montrèrent que tard. En général, le développement de l'imagination est au développement du jugement ce qu'est la croissance d'une fille à la croissance d'un garçon. L'imagination atteint beaucoup plus vite à la perfection de sa beauté, de sa puissance et de sa fécondité; et comme elle est la première à mûrir, elle est aussi la première à se flétrir. Elle a généralement perdu quelque chose de son éclat et de sa fraîcheur avant que les facultés plus austères aient atteint leur maturité; et elle est habituellement flétrie et stérile alors que ces facultés conservent encore toute leur énergie. Il arrive rarement que l'imagination et le jugement grandissent ensemble. Il arrive plus rarement encore que le jugement grandisse plus vite que l'imagination. Il paraît cependant que ce fut le cas pour Bacon. Son adolescence et sa jeunesse semblent avoir été singulièrement calmes. Quelques auteurs affirment qu'il conçut son plan gigantesque de réforme philosophique avant quinze ans; en tout cas il le conçut certainement dans sa jeunesse. Il observait avec autant de vigilance, il méditait avec autant de profondeur, il jugeait avec autant de sang-froid, lorsqu'il donna au monde son premier ouvrage qu'à la fin de sa longue

carrière. Mais, comme éloquence, comme douceur, comme variété d'expression et comme richesse d'images, ses derniers écrits sont bien supérieurs à ceux de sa jeunesse. Sous ce rapport, l'histoire de son esprit a quelque ressemblance avec l'histoire de l'esprit de Burke. Le traité *du Sublime et du Beau*, bien qu'écrit sur un sujet que le métaphysicien le plus froid pourrait à peine traiter sans se laisser parfois aller à employer un style fleuri, est le plus dépourvu d'ornements de tous les ouvrages de Burke. Il parut quand Burke avait vingt-cinq ou vingt-six ans. Lorsque, à quarante ans, il écrivit les *Pensées sur les causes des mécontentements actuels*, son jugement et sa raison avaient atteint leur entière maturité, mais son éloquence était encore à sa splendide aurore. A cinquante ans, sa rhétorique avait acquis toute la richesse que comportait le bon goût; et lorsqu'il mourut, à près de soixante-dix ans, elle avait une exubérance presque disgracieuse. Dans sa jeunesse, il décrivait les émotions que lui causaient les montagnes et les cascades, les chefs-d'œuvre de la peinture et de la sculpture, le visage et les épaules des jolies femmes, dans le style d'un rapport parlementaire. Dans sa vieillesse, il discutait les traités et les tarifs avec le langage le plus coloré et le plus brillant des romans. Il est étrange que le traité *du Sublime et du Beau*, et la *Lettre à un noble lord*, soient les productions d'un même homme. Mais il est encore plus étrange que le traité ait été une production de sa jeunesse et la lettre l'œuvre de sa vieillesse.

Je vais donner de très-courts specimens des deux styles de Bacon. En 1597, il écrivait ainsi : « Les habiles méprisent l'étude ; les simples l'admirent et les sages s'en servent; car elle n'enseigne pas elle-même à quoi elle sert ;

c'est là une sagesse qui est étrangère à l'étude et qu'on n'acquiert que par l'observation. Ne lisez pas pour contredire ni pour croire, mais pour peser et pour examiner. Il y a des livres qui sont faits pour être goûtés, d'autres pour être avalés; un très-petit nombre pour être mâchés et digérés. La lecture rend l'esprit plein, la discussion le rend prompt et l'habitude d'écrire le rend exact. Si donc un homme écrit peu, il a besoin d'une grande mémoire; s'il discute peu, d'un esprit présent; et s'il lit peu, de beaucoup d'adresse pour avoir l'air de savoir ce qu'il ne sait pas. L'histoire rend les hommes sages; la poésie les rend spirituels; les mathématiques les rendent subtils; la philosophie naturelle les rend profonds; la morale les rend graves; la logique et la rhétorique les rendent propres à la controverse. » On ne niera pas, je suppose, que ce passage soit au nombre de ceux qu'il faut « mâcher et digérer. » Je ne crois pas que Thucydide lui-même ait nulle part renfermé tant de pensées dans un si petit espace.

Dans les additions que fit plus tard Bacon aux *Essais*, il n'y a rien qui, comme vérité ou comme poids, soit supérieur à ce que je viens de citer. Mais son style devenait chaque jour plus poli et plus riche. Le passage suivant, publié pour la première fois en 1625, montrera toute l'étendue du changement : « La prospérité est le bien de l'Ancien Testament; l'adversité est le bien du Nouveau, qui porte en lui la plus grande preuve et la marque la plus éclatante de la faveur de Dieu. Et cependant, même dans l'Ancien Testament, si vous prêtez l'oreille à la harpe de David, vous entendrez autant d'airs lugubres que de chants de joie; et le pinceau du Saint-Esprit s'est complu davantage à décrire les afflictions de

Job que les félicités de Salomon. La prospérité n'est pas sans craintes et sans dégoûts; l'adversité n'est pas sans consolations et sans espérances. Nous voyons dans les ouvrages à l'aiguille et dans les tapisseries qu'il est plus agréable d'avoir un dessin gai sur un fond triste et sérieux, que d'avoir un dessin sombre et mélancolique sur un fond clair. Jugez donc du plaisir du cœur par le plaisir des yeux. Certainement la vertu est comme les odeurs précieuses qui sont plus pénétrantes quand on les brûle ou qu'on les réduit en poudre; car c'est la prospérité qui met le mieux en lumière le vice, mais c'est l'adversité qui met le mieux en lumière la vertu. »

C'est par les *Essais* que Bacon est le plus connu de la foule. On parle beaucoup du *Novum Orgaum* et du *De Augmentis*, mais on les lit peu. Ils ont certainement produit un effet considérable sur les opinions de l'humanité, mais ils l'ont produit par le moyen d'agents intermédiaires. Ils ont mis en mouvement les esprits qui ont mis en monvement le monde. C'est seulement dans les *Essais* que l'intelligence de Bacon se met en contact immédiat avec l'intelligence des lecteurs ordinaires. Là il ouvre une école publique, et il parle aux hommes du commun, dans un langage que tout le monde comprend, sur des questions qui intéressent tout le monde. Il a donné ainsi à ceux qui auraient été forcés de croire sur parole à ses mérites, le moyen de le juger par eux-mêmes; et la masse des lecteurs a reconnu, depuis plusieurs générations, que l'homme qui a traité avec une habileté si consommée les questions avec lesquelles ils sont familiers, peut être supposé mériter tous les éloges que lui décernent ceux qui ont pris place dans son école intime.

Sans vouloir faire tort à l'admirable traité du *De Aug-*

mentis, je dois dire qu'à mon avis, la plus grande œuvre de Bacon, c'est le premier livre du *Novum Organum*. Tous les traits originaux de son génie extraordinaire s'y trouvent réunis au plus haut degré de perfection. Beaucoup des aphorismes, mais en particulier ceux dans lesquels il donne des exemples de l'influence de l'*idola*, dénotent une finesse d'observation qui n'a jamais été surpassée. Toutes les parties du livre pétillent d'esprit, mais d'un esprit qui ne sert qu'à éclairer et à orner la vérité. Jamais livre ne fit une aussi grande révolution dans la manière de penser, ne détruisit autant de préjugés, n'introduisit autant d'opinions nouvelles; et cependant jamais livre ne fut moins écrit dans un esprit de dispute. Il triomphe véritablement par la craie et non par l'épée. Les propositions entrent l'une après l'autre dans l'esprit, elles y sont reçues, non pas comme des envahisseurs, mais comme des amis bienvenus, et quoique naguère inconnues, elles deviennent aussitôt de la famille. Mais ce que j'admire le plus, c'est la vaste capacité de cette intelligence qui, sans effort, embrasse à la fois tous les domaines de la science, tout le passé, tout le présent et tout l'avenir, toutes les erreurs de deux milles années, tous les signes encourageants des temps présents, toutes les glorieuses espérances des siècles à venir. Cowley, qui était l'un des plus ardents et des plus judicieux sectateurs de la nouvelle philosophie, a comparé, dans l'un de ses plus beaux poëmes, Bacon à Moïse debout sur le mont Pisgah. C'est, je crois, à Bacon tel qu'il nous apparaît dans le premier livre du *Novum Organum*, que la comparaison s'applique le plus heureusement. Nous y voyons le grand législateur contemplant de son élévation solitaire une immense étendue; derrière lui un désert de

sables stériles et d'eaux amères, dans lequel ont séjourné les générations successives, marchant toujours, mais n'avançant jamais, ne recueillant pas de moisson, et ne bâtissant pas de cité permanente, et devant lui, une terre fertile, la terre de la promesse, une terre découlant de lait et de miel. Tandis que la multitude, réunie au pied de la montagne, ne voyait que le stérile et monotone désert où elle avait si longtemps erré, le désert enfermé de toutes parts par un étroit horizon ou varié seulement par quelque mirage trompeur, il promenait ses regards de la position élevée où il était placé sur un pays bien autrement beau, il suivait le cours des rivières qui portaient la fertilité dans de vastes pâturages, et qui passaient sous les ponts de grandes capitales; il plaçait les entrepôts et les ports, il partageait les riches contrées qui s'étendent de Dan à Béerséba.

Il est pénible d'abandonner l'examen de la philosophie de Bacon pour en revenir à contempler sa vie. Cependant, c'est le seul moyen de pouvoir apprécier toute la grandeur de ses facultés. Il quitta l'Université à l'âge où la plupart des jeunes gens y entrent. Lorsqu'il n'était presque encore qu'un enfant, il fut engagé dans de grandes affaires diplomatiques. De là il passa à l'étude d'un vaste système technique de législation, et s'éleva à travers une succession de laborieux emplois jusqu'à la situation la plus élevée dans sa profession. En même temps il prit une part active aux discussions de tous les parlements; il fit sa cour avec la plus grande assiduité et la plus grande adresse à tous ceux dont la faveur pouvait être pour lui de quelque avantage; il vécut beaucoup dans le monde; il observa les moindres traits des caractères et les moindres variations de la mode. Personne

peut-être n'a mené une vie plus animée que celle que mena Bacon de seize ans à soixante ans. Personne n'a eu plus de droit à être appelé un vrai homme du monde. Fonder une nouvelle philosophie, donner à l'esprit des penseurs une nouvelle direction, c'était pour lui l'amusement de ses loisirs, l'occupation des heures qu'il dérobait de temps en temps au sac de laine et au conseil. Notre admiration pour ce grand esprit s'en accroît, mais notre regret de voir un si grand esprit si indignement employé s'en accroît aussi. Il connaissait le bon chemin, et il avait, une fois en sa vie, résolu de le suivre. « J'avoue, » disait-il dans une lettre écrite lorsqu'il était encore jeune, « que mes désirs intellectuels sont aussi vastes que mes désirs politiques sont modérés. » Si ses désirs politiques avaient conservé leur modération première, il aurait été, non pas le Moïse, mais le Josué de la philosophie. Il aurait accompli une grande partie de ses magnifiques prédictions. Il aurait conduit ses disciples, non pas seulement à l'entrée, mais au cœur de la terre promise. Il n'aurait pas seulement désigné le butin, mais il l'aurait partagé ; et surtout il aurait laissé, non-seulement un grand nom, mais un nom sans tache. L'humanité aurait pu estimer son illustre bienfaiteur. Nous ne serions pas forcés d'éprouver pour sa personne un mélange de mépris et d'admiration, d'aversion et de reconnaissance. Nous n'aurions pas à regretter qu'il y ait tant de preuves de la petitesse et de l'égoïsme d'un cœur dont la bienveillance était cependant assez universelle pour embrasser toutes les races et tous les âges. Nous n'aurions pas à rougir de la mauvaise foi de l'adorateur le plus dévoué de la vérité spéculative, à déplorer la servilité du plus hardi champion de la liberté intellectuelle. Nous n'au-

rions pas vu le même homme, tantôt le premier à l'avant-garde, tantôt le dernier à l'arrière-garde de sa génération. Nous ne serions pas forcés d'avouer que celui qui, le premier, envisagea la législation comme une science, fut au nombre des derniers Anglais qui eurent recours à la torture, que celui qui, le premier, invita les philosophes à s'appliquer à l'interprétation de la nature, fut au nombre des derniers Anglais qui vendirent la justice; et, après avoir étudié une vie employée tranquillement, honorablement, utilement « à des observations assidues, à des conclusions fondées, à des inventions et à des découvertes profitables (1), » nous terminerions notre travail avec des sentiments bien différents de ceux avec lesquels nous nous détournons aujourd'hui du spectacle bigarré de tant de gloire et de tant d'opprobre.

(1) Extrait d'une lettre de Bacon à lord Burleigh.

L'HISTOIRE DES PAPES DE RANKE

— OCTOBRE 1840. —

Histoire ecclésiastique et politique des papes de Rome, pendant le seizième et le dix-septième siècles. — Par Léopold Ranke, professeur à l'Université de Berlin. — Traduit de l'Allemand, par Sarah Austin, 3 vol. in-8. Londres, 1840.

J'ai à peine besoin de dire que voilà un excellent livre excellemment traduit ; partout où l'on étudie la littérature allemande on connaît et on apprécie l'ouvrage original du professeur Ranke ; et même dans une traduction française des plus inexactes et des moins honnêtes, il a paru intéressant. C'est vraiment l'œuvre d'une intelligence aussi propre aux recherches minutieuses qu'aux grandes spéculations. Le livre est écrit en outre dans un admirable esprit, également éloigné de la légèreté et de la bigoterie, sérieux et convaincu, tout en restant tolérant et impartial. Aussi est-ce avec un très-vif plaisir que je vois cet ouvrage prendre place parmi les classiques anglais. Quant à la traduction, je n'ai qu'une chose à en dire : elle est tout ce qu'on pouvait attendre du talent, du goût et de la scrupuleuse probité de la femme distinguée, qui, comme interprète de l'esprit de l'Allemagne et de l'Angleterre, a déjà si bien mérité des deux pays.

Le sujet de ce livre m'a toujours paru d'un singulier intérêt. Il est certainement très-curieux et très-important de comprendre pourquoi le protestantisme a tant fait, et n'a pas fait davantage, et comment l'Église de Rome, après avoir perdu une si grande partie de l'Europe, a non-seulement cessé de perdre, mais a regagné à peu près ce qu'elle avait perdu. Le professeur Ranke a, plus qu'aucun autre écrivain, répandu la lumière sur sur cette grande question.

Il n'y a, et il n'y a jamais eu sur la terre, aucun monument de la politique humaine aussi digne d'un sérieux examen que l'Église catholique romaine. L'histoire de cette Église relie entre eux les grands âges de la civilisation humaine. Il ne subsiste aucune autre institution qui reporte l'esprit aux temps où la fumée des sacrifices s'élevait du Panthéon, et où les tigres et les léopards bondissaient dans l'amphithéâtre de Flavien. Les maisons royales les plus fières de leur origine ne sont que d'hier lorsqu'on les compare à la succession des souverains pontifes. Nous pouvons suivre cette succession sans interruption, depuis le pape qui couronna Napoléon au dix-neuvième siècle jusqu'au pape qui couronna Pépin au huitième siècle, et cette auguste dynastie remonte bien au delà du règne de Pépin, et va se perdre dans le demi-jour de la fable. La république de Venise vient après la papauté, en fait d'antiquité. Mais la république de Venise était moderne en comparaison de la papauté ; la république de Venise a disparu et la papauté subsiste. La papauté subsiste, non à l'état de décadence, non à l'état d'antique, mais pleine de vie, de force et de jeunesse. L'Église catholique envoie encore aux extrémités les plus reculées du globe des missionnaires aussi zélés que ceux qui abordèrent

dans le Kent avec Augustin; elle tient encore tête à ses ennemis couronnés avec la même vigueur qu'elle déployait en tenant tête à Attila. Le nombre de ses enfants est plus grand qu'il ne l'a jamais été. Ses acquisitions dans le nouveau monde compensent et bien au delà ce qu'elle a perdu dans l'ancien. Son autorité spirituelle s'étend sur les vastes contrées qui se trouvent entre les plaines du Missouri et le cap Horn, contrées qui d'ici à cent ans renfermeront probablement une population aussi considérable que celle qui habite aujourd'hui l'Europe. Les membres de sa communion ne sont certainement pas moins de cent cinquante millions, et il serait difficile d'établir que toutes les autres sectes chrétiennes réunies s'élèvent à cent vingt millions. Je ne vois aucun signe qui indique le terme prochain de sa longue domination. Elle a vu le commencement de tous les gouvernements et de tous les établissements ecclésiastiques qui existent aujourd'hui dans le monde, et je ne suis pas convaincu qu'elle ne soit pas destinée à en voir la fin. Elle était grande et respectée avant que les Francs eussent passé le Rhin, quand l'éloquence grecque fleurissait encore à Antioche, quand on adorait encore les idoles dans le temple de la Mecque; et elle conservera peut-être encore toute sa vigueur première lorsque je ne sais quel voyageur de la Nouvelle-Zélande viendra, au milieu d'une vaste solitude, se placer sur une arche brisée du Pont de Londres pour esquisser les ruines de Saint-Paul.

J'entends souvent dire que le monde devient de jour en jour plus éclairé et que ce progrès des lumières doit être favorable au protestantisme, et défavorable au catholicisme. Je voudrais pouvoir être de cet avis; mais je vois bien des raisons de douter que cette attente soit fon-

dée. Depuis deux cent cinquante ans, l'esprit humain a déployé une activité surprenante ; il a fait de grands progrès dans toutes les branches de la philosophie naturelle ; il a produit d'innombrables inventions destinées à rendre la vie plus facile; la médecine, la chirurgie, la chimie, les arts mécaniques ont fait des pas immenses ; le gouvernement, la police, les lois ont aussi fait des progrès, bien qu'ils aient marché moins vite que les sciences physiques. Cependant, je ne vois pas que, pendant ces deux cent cinquante ans, le protestantisme ait fait des conquêtes dignes d'être remarquées. Je crois même que, s'il y a eu un changement, ce changement a été, à tout prendre, favorable à l'Église de Rome. Je ne puis donc pas avoir la confiance que le progrès des connaissances doive être nécessairement fatal à un système qui, tout au moins, a su ne pas perdre de terrain, en dépit des immenses progrès qu'ont fait les connaissances humaines depuis le règne de la reine Élisabeth.

Du reste, l'argument que j'examine me semble reposer sur une erreur absolue. Il y a des branches de la science qui doivent, en vertu des lois de l'esprit humain, être toujours en progrès. Dans les sciences mathématiques, par exemple, une proposition, une fois démontrée, ne peut plus être contestée. Chaque nouvel étage est une base aussi solide pour une nouvelle construction que l'étaient les premiers fondements. La somme de vérité va donc chaque jour s'accroissant. De même la loi des sciences d'induction, c'est le progrès. Chaque jour fournit de nouveaux faits, et, de la sorte, la théorie se rapproche toujours davantage de la perfection. Et dans les sciences purement démonstratives et dans les sciences purement expérimentales, il n'y a aucune chance que

le monde recule jamais ou même qu'il reste stationnaire. Personne n'a jamais entendu parler d'une réaction contre un théorème de Taylor ou d'une réaction contre la doctrine de Harvey sur la circulation du sang.

Mais lorsqu'il s'agit de théologie, le cas est tout différent. Laissons un instant tout à fait de côté la révélation, il ne sera pas facile de prouver qu'en ce qui touche la religion naturelle, un philosophe soit, de nos jours, dans une situation plus favorable que ne l'étaient jadis Thalès ou Simonide. Il possède exactement les mêmes preuves d'un plan dans la structure de l'univers que les Grecs d'autrefois. Je dis exactement les mêmes : car les découvertes des astronomes et des anatomistes modernes n'ont en réalité rien ajouté à la force de cet argument qu'un esprit réfléchi trouve dans chaque animal, dans chaque oiseau, dans chaque insecte, dans chaque poisson, dans chaque feuille, dans chaque fleur, dans chaque coquille. Le raisonnement par lequel Socrate réfutait, en présence de Xénophon, le petit athée Aristodème est exactement le raisonnement de la théologie naturelle de Paley. Socrate fait de la statue de Polyclète et des tableaux de Zeuxis exactement le même usage que Paley de la montre. Quant à l'autre grande question, la question de savoir ce que devient l'homme après la mort, je ne vois pas comment un Européen élevé avec le plus grand soin, et laissé aux seules lumières de la raison, a plus de chances d'être dans le vrai qu'un Indien Peau-Rouge. Parmi toutes les sciences qui sont plus avancées chez nous que chez les Indiens Peau-Rouges, il n'en est pas une seule qui jette la moindre clarté sur l'état d'une âme lorsque la vie animale a disparu. A vrai dire, tous les philosophes, anciens et modernes, qui ont essayé,

depuis Platon jusqu'à Franklin, de prouver l'immortalité de l'âme sans le secours de la révélation, ont échoué de la façon la plus déplorable.

D'ailleurs, toutes les grandes énigmes qui embarrassent le théologien naturel sont les mêmes à toutes les époques. L'esprit d'un peuple sortant de la barbarie suffit à les poser. Le génie de Locke ou de Clarke est parfaitement incapable de les résoudre. C'est une erreur de croire que des spéculations subtiles sur les attributs de Dieu, sur l'origine du mal, sur la nécessité des actions humaines, sur la base des obligations morales, impliquent un degré très-élevé de culture intellectuelle. De telles spéculations sont, au contraire, tout particulièrement du goût des enfants intelligents et des hommes à demi civilisés. Il y a un grand nombre d'écoliers qui, à quatorze ans, ont assez pensé à ces questions pour mériter pleinement la louange que Voltaire accorde à Zadig : « Il en savait ce qu'on en a su dans tous les âges, c'est-à-dire, fort peu de chose. » Le livre de Job prouve que, longtemps avant que les lettres et les arts fussent connus en Ionie, on discutait ces épineuses questions avec une habileté et une éloquence peu communes, sous la tente des émirs de l'Idumée ; et depuis trois mille ans, la raison humaine n'a pas encore trouvé une solution satisfaisante des énigmes qui inquiétaient jadis Éliphaz et Zophar.

La théologie naturelle n'est donc pas une science progressive. Les lumières que nous donne la révélation sur notre origine et sur notre destinée sont d'une clarté et d'une importance bien différentes. Mais cependant la religion révélée n'a pas non plus le caractère d'une science progressive. Toute la vérité divine est renfermée

dans certains livres, d'après la doctrine des Églises protestantes. Elle est également accessible à tous ceux qui peuvent lire ces livres dans quelque siècle que ce soit, et toutes les découvertes de tous les philosophes du monde ne peuvent ajouter un seul verset à aucun de ces livres. Il est donc évident que la théologie ne saurait faire des progrès analogues à ceux que font constamment la chimie, la géologie et l'art de la navigation. Un chrétien du cinquième siècle avec une bible n'est dans une situation ni meilleure ni pire qu'un chrétien du dix-neuvième siècle avec une bible, à supposer, bien entendu, qu'ils soient doués tous deux du même degré de pénétration naturelle et de bonne foi. Peu importe que la boussole, l'imprimerie, la poudre à canon, la vapeur, le gaz, la vaccine et mille autres découvertes et inventions qui étaient inconnues au cinquième siècle, soient dans le domaine universel au dix-neuvième. Parmi toutes ces découvertes et toutes ces inventions, il n'en est pas une seule qui ait le moindre rapport avec la question de savoir si l'homme est justifié seulement par la foi, ou si l'invocation des saints est une pratique orthodoxe. Nous ne saurions donc, ce me semble, avoir la certitude que nous ne verrons plus à l'avenir prévaloir aucune des erreurs théologiques qui ont prévalu jadis parmi les chrétiens. J'ai la confiance que le monde n'en reviendra jamais au système solaire de Ptolémée, et ma confiance n'est nullement ébranlée par le fait qu'un homme du génie de Bacon a repoussé avec mépris la théorie de Galilée ; Bacon n'avait pas, pour arriver à une conclusion vraie, tous les moyens qui sont à notre portée et qui préservent d'erreurs semblables aux siennes des hommes qui n'auraient pas été dignes de tailler ses plumes. Mais quand je songe

que Sir Thomas Morus était prêt à donner sa vie pour la doctrine de la transsubstantiation, je ne puis m'empêcher de me demander si, après tout, la doctrine de la transsubstantiation ne finira pas par triompher de toutes les oppositions. Sir Thomas Morus était un homme doué de facultés supérieures. Il savait sur cette doctrine tout ce que nous savons, tout ce que pourra jamais savoir une créature humaine, tant que le monde durera. Le texte : « Ceci est mon corps », était dans son Nouveau Testament comme il est dans le nôtre. L'absurdité de l'interprétation littérale était aussi grande et aussi évidente au seizième siècle qu'elle l'est aujourd'hui. Tous les progrès que la science a pu ou qu'elle pourra faire n'ajouteront rien à ce qui nous semble irrésistible dans l'argument contre la présence réelle. Je ne saurais donc comprendre pourquoi des hommes doués d'autant de bonne foi et de facultés aussi éminentes que Sir Thomas Morus ne pourraient pas croire jusqu'à la fin des siècles ce que croyait Sir Thomas Morus en ce qui concerne la transsubstantiation. Mais Sir Thomas Morus est un exemple rare de sagesse et de vertu, et la doctrine de la transsubstantiation est une sorte de charge d'épreuve. Une foi qui résiste à cette épreuve résistera à toutes les autres. Les prophéties des Frères et les miracles du prince Hohenlohe ne sont que des bagatelles en comparaison.

Faisons cependant une réserve. Les livres et les traditions d'une secte peuvent contenir, au milieu de propositions strictement théologiques, d'autres propositions qui reposent soi-disant sur la même autorité, et qui ont trait aux sciences physiques. Si des découvertes nouvelles viennent jeter du discrédit sur les propositions physiques, les propositions théologiques auront part à

ce discrédit, à moins qu'on ne puisse les séparer des propositions physiques. Par là, le progrès des sciences peut assurément servir indirectement la cause de la vérité religieuse. La mythologie des Hindous, par exemple, est mêlée à la géographie la plus absurde. Tout jeune brahmane qui apprend la géographie dans nos colléges, apprend donc à se moquer de la mythologie des Hindous. Si le catholicisme n'a pas eu à souffrir au même degré de la décision du pape qui a déclaré que le soleil tourne autour de la terre, c'est parce que tous les catholiques intelligents disent maintenant, avec Pascal, qu'en tranchant cette question, l'Église a outre-passé ses pouvoirs, et qu'en conséquence, elle a été justement privée des lumières surnaturelles que la promesse de son Fondateur lui donne le droit d'attendre d'en haut, lorsqu'elle exerce ses fonctions légitimes.

Cette réserve ne porte en rien atteinte à la vérité de ce que j'ai avancé précédemment, lorsque j'ai dit que la théologie proprement dite n'est pas une science progressive. Il suffit de savoir très-peu d'histoire et d'avoir un peu vu le monde pour prouver aisément que ni le savoir ni la sagacité ne mettent absolument à l'abri contre les plus grandes erreurs en ce qui a trait au monde invisible. Bayle et Chillingworth, deux des hommes les plus sceptiques qui aient jamais existé, se firent catholiques par pure conviction. Johnson, qui était incrédule sur tous les autres points, croyait volontiers aux miracles et aux apparitions. Il ne croyait pas à Ossian, mais il était disposé à croire à la seconde vue. Il ne voulait pas croire au tremblement de terre de Lisbonne, mais il voulait bien croire au fantôme de Cock Lane.

Voilà ce qui fait que je ne puis plus être surpris des

égarements de la superstition. J'ai vu des hommes dont l'éducation n'avait pas été négligée et dont l'intelligence était au-dessus du vulgaire, des hommes capables par leur mérite et par leur instruction d'arriver à un rang élevé dans la vie pratique ou dans les recherches spéculatives, des savants distingués, des logiciens experts, des observateurs pénétrants de la vie et des mœurs, je les ai vus prophétiser, interpréter, parler des langues inconnues, accomplir des cures merveilleuses, venir transmettre à la Chambre des communes les messages de Dieu. J'ai vu une vieille femme, qui n'avait d'autre talent que celui d'une diseuse de bonne aventure et d'autre éducation que celle d'une pauvresse, transformée en prophétesse et entourée par dix mille sectateurs dévoués, parmi lesquels se trouvait une foule de personnes qui lui étaient infiniment supérieures, tant par la situation que par l'instruction, et tout cela au dix-neuvième siècle, et tout cela à Londres. Et pourquoi cela ne serait-il pas? Nous n'en savons pas plus au dix-neuvième siècle qu'au premier sur les rapports de Dieu avec l'homme, ni à Londres plus que dans la paroisse la plus sauvage des Hébrides. Il est vrai qu'en ce qui concerne la vie présente et le monde actuel, l'homme devient constamment de plus en plus sage. Mais il n'en est pas moins vrai qu'en ce qui concerne un pouvoir supérieur et un état futur, l'homme, pour emprunter le langage du démon railleur de Goëthe,

« bleibt stets von gleichem Schlag,
« Und ist so wunderlich als wie am ersten Tag (1). »

(1) Reste toujours de même trempe, et est aussi extravagant qu'au premier jour.

L'histoire du catholicisme est un exemple frappant de la vérité de ces remarques. Pendant les sept derniers siècles, l'esprit public a fait en Europe des progrès constants dans toutes les branches de la science mondaine. Mais on ne peut marquer un progrès constant en ce qui touche à la religion. L'histoire ecclésiastique de cette longue période est l'histoire d'un mouvement de va-et-vient. Quatre fois, depuis que l'autorité de l'Église de Rome s'est établie en Occident, l'esprit humain s'est révolté contre son joug. Deux fois l'Église romaine a remporté complétement la victoire; deux fois elle est sortie de cette lutte en portant les traces de cruelles blessures, mais en conservant cependant dans son sein un puissant principe de vie. Quand on réfléchit aux terribles assauts auxquels elle a survécu, on a quelque peine à concevoir comment elle pourra périr.

La première de ces insurrections éclata dans la région où l'on parlait jadis la belle langue d'*Oc*. Cette contrée, singulièrement favorisée par la nature, était, au douzième siècle, la portion la plus florissante et la plus civilisée de l'Europe occidentale. Elle ne faisait nullement partie de la France. Elle avait une existence politique distincte, un caractère national distinct, des usages distincts et un langage distinct. Le sol était fertile et bien cultivé ; on voyait s'élever, au milieu des champs de blé et des vignobles, des villes nombreuses et riches qui toutes étaient de petites républiques, et d'imposants châteaux qui tous renfermaient une cour impériale en miniature. Ce fut là que l'esprit de chevalerie se dépouilla pour la première fois de ses terreurs, qu'il prit pour la première fois une forme humaine et gracieuse, et que pour la première fois il se montra l'associé inséparable

de l'art et de la littérature, de la courtoisie et de l'amour. Les autres dialectes qui, depuis le cinquième siècle, s'étaient formés dans les anciennes provinces de l'empire romain, étaient encore grossiers et imparfaits. L'harmonieux toscan, l'anglais, avec sa riche énergie, étaient abandonnés aux artisans et aux gardeurs de troupeaux. Jamais clerc ne s'était abaissé jusqu'à se servir d'un jargon aussi barbare pour enseigner les sciences, pour perpétuer le souvenir des grands événements ou pour peindre la vie et les mœurs du temps. Mais la langue de la Provence était déjà la langue des hommes instruits et élégants, la langue qu'employaient de nombreux écrivains, adonnés à toutes les recherches de la composition et de la versification. Une littérature riche en ballades, en chants de guerre, en satires, et par-dessus tout en poésies amoureuses, charmait les loisirs des chevaliers et des châtelaines dont les manoirs fortifiés ornaient les rives du Rhône et de la Garonne. La liberté de la pensée avait marché avec la civilisation. La fréquence des rapports avait détruit l'horreur qu'inspiraient partout ailleurs les infidèles. Jamais un Normand ou un Breton ne voyait un Musulman, sauf pour donner et pour recevoir des coups sur quelque champ de bataille de Syrie. Mais les habitants des riches contrées qui longent les Pyrénées vivaient dans des rapports courtois et profitables avec les royaumes maures de l'Espagne; ils souhaitaient la bienvenue aux médecins et aux mathématiciens habiles qui s'étaient familiarisés avec la science des Arabes dans les écoles de Cordoue et de Grenade. Les Grecs, qui conservaient encore, au milieu de leur dégradation politique, l'esprit prompt et curieux de leurs ancêtres, qui pouvaient en-

core lire les œuvres humaines les plus parfaites et parler la plus puissante et la plus flexible des langues humaines, apportaient sur les marchés de Narbonne et de Toulouse, en même temps que les drogues et les soieries des climats lointains, des théories hardies et subtiles longtemps ignorées de l'Occident inculte et crédule. La théologie paulicienne, théologie où se mêlaient, à ce qu'il semble, plusieurs des doctrines des calvinistes modernes et quelques doctrines venues des anciens Manichéens, se répandit rapidement dans la Provence et dans le Languedoc. On regardait avec dégoût et mépris le clergé de l'Église catholique. « Plus vil qu'un prêtre ; j'aimerais autant être un prêtre, » devinrent des expressions proverbiales. La papauté avait perdu toute autorité sur toutes les classes, depuis les grands princes féodaux jusqu'aux cultivateurs du sol.

La hiérarchie était menacée d'un danger vraiment formidable. Une seule nation transalpine avait secoué le joug de la barbarie, et cette nation n'avait plus pour Rome aucun respect. Une seule des langues nationales de l'Europe était communément employée dans les travaux littéraires, et cette langue était une machine de guerre entre les mains des hérétiques. La position géographique des sectaires rendait le danger particulièrement formidable. Ils occupaient une région centrale qui communique directement avec la France, l'Italie et l'Espagne. Ce district infecté séparait les unes des autres les provinces qui restaient encore intactes. Dans de telles circonstances, il semblait probable qu'une seule génération suffirait pour répandre la doctrine réformée jusqu'à Lisbonne, à Londres et à Naples ; mais il ne devait pas en être ainsi. Rome invoqua le se-

cours des guerriers de la France septentrionale. Elle fit appel à la fois à leur superstition et à leur cupidité. Au fidèle dévot, elle promit des pardons aussi étendus que ceux au moyen desquels elle avait récompensé les libérateurs du saint sépulcre. Aux hommes avides et débauchés, elle offrit le pillage de plaines fertiles et de cités opulentes. Malheureusement, la population spirituelle et civilisée des provinces languedociennes était beaucoup plus propre à enrichir et à embellir son pays qu'à le défendre. Ces hommes éminents dans les arts de la paix, sans rivaux dans « la gaie science, » et affranchis du joug de beaucoup de superstitions vulgaires, n'avaient ni le courage indomptable, ni l'habileté guerrière qui distinguaient les chevaliers du nord de la Loire, et ils étaient peu capables de faire face à des ennemis qui avaient toujours été vainqueurs de forces dix fois supérieures aux leurs, depuis l'Irlande jusqu'à la Palestine. Une guerre célèbre, même parmi les guerres de religion, par sa barbare atrocité, détruisit l'hérésie des Albigeois, et, avec cette hérésie, la prospérité, la civilisation, la littérature, l'existence nationale de ce qui formait jadis la portion la plus riche et la plus éclairée de la grande famille européenne. Rome, avertie par le terrible danger dont l'épée sans miséricorde de ses croisés l'avait à grand'peine délivrée, travailla à reviser et à fortifier tout son système politique. Elle institua l'ordre des Franciscains, l'ordre de Saint-Dominique et le tribunal de l'Inquisition. La nouvelle police spirituelle fut partout à la fois. Pas une impasse dans la plus grande cité, pas un hameau dans la montagne la plus reculée, qui ne fût visité par un moine mendiant. Le bon catholique qui se contentait de ne pas être plus sage que ses pères, trouva,

partout sur son passage, une voix amie prête à l'encourager. Le sentier de l'hérétique fut semé d'innombrables espions, et l'Église, qui se voyait peu de temps auparavant sous le coup d'une ruine complète, parut aux yeux du monde avec un rempart inexpugnable que formaient autour d'elle l'amour, le respect et la terreur de l'humanité.

Un siècle et demi s'écoula, puis vint le second grand soulèvement de l'esprit humain contre la domination spirituelle de Rome. Pendant les deux générations qui avaient suivi la croisade contre les Albigeois, le pouvoir de la papauté avait été à son comble. Frédéric II, le plus habile et le plus distingué de la longue lignée des Césars allemands, avait vainement épuisé toutes les ressources de l'art militaire et politique pour défendre les droits du pouvoir civil contre les empiétements de l'Église. La vengeance des prêtres avait poursuivi sa maison jusqu'à la troisième génération. Manfred avait péri sur le champ de bataille, et Conradin sur l'échafaud. Alors s'opéra un revirement dans les esprits. L'autorité séculière, longtemps et injustement opprimée, reprit l'ascendant avec une surprenante rapidité. Sans doute ce changement était principalement dû au dégoût général qu'excitait la manière dont l'Église avait abusé de son pouvoir et de son succès ; mais il faut cependant en attribuer une partie au caractère et à la situation des individus. L'homme qui contribua le plus puissamment à opérer cette révolution fut le roi de France, Philippe IV surnommé le Bel, despote par situation, despote par tempérament, homme dur, implacable et sans scrupule, également propre à la violence et aux chicanes, et environné d'une troupe dévouée d'hommes

de guerre et d'hommes de loi. Le pape Boniface VIII, le plus violent et le plus fier des pontifes romains, fut saisi dans son palais par des gens armés, tandis qu'il distribuait des royaumes et qu'il citait à son tribunal les princes de la terre. Indignement outragé, il mourut bientôt, fou de rage et de terreur. « Ce fut ainsi, » dit le grand poëte Florentin, « que le Christ fut, dans la personne de son vicaire, saisi, pour la seconde fois, par des scélérats; que, pour la seconde fois, il fut accablé d'insultes et abreuvé de vinaigre et de fiel. » Le siége de la cour pontificale fut transporté en delà des Alpes, et les évêques de Rome devinrent dépendants de la France. Ce fut alors qu'éclata le grand schisme d'Occident. Deux papes, tous deux revêtus d'un titre contestable, firent retentir toute l'Europe de leurs invectives et de leurs anathèmes mutuels. Rome tonna contre la corruption d'Avignon, et Avignon lança contre Rome d'aussi justes récriminations. L'humble peuple chrétien, élevé dans la croyance que c'était un devoir sacré d'être en communion avec le chef de l'Église, cherchait vainement à découvrir, au milieu de témoignages contradictoires et d'arguments contradictoires, auquel des deux prêtres indignes qui se maudissaient et s'outrageaient mutuellement, pouvait appartenir l'autorité suprême dans l'Église. Ce fut à peu près à cette époque que la voix de Jean Wickleff commença de se faire entendre. En Angleterre, l'esprit public fut ému jusque dans ses plus intimes profondeurs; et l'influence des nouvelles doctrines se fit bientôt sentir jusque dans les lointaines régions de la Bohême. Il est vrai que, depuis longtemps, la Bohême avait donné des preuves de sa prédisposition à l'hérésie. On voyait souvent à la foire de Prague des

marchands venus du bas Danube, et le bas Danube était tout spécialement le siége de la théologie paulicienne. L'Église, divisée par le schisme et violemment attaquée à la fois en Angleterre et dans l'empire d'Allemagne, se trouvait dans une situation presque aussi périlleuse que lors de la crise qui avait précédé la croisade contre les Albigeois.

Mais ce nouveau danger disparut également. Le pouvoir civil soutint énergiquement l'Église ; et l'Église parut vouloir introduire quelques réformes dans son sein. Le concile de Constance mit fin au schisme. Le monde catholique tout entier fut de nouveau réuni sous l'autorité d'un seul chef ; et l'on établit des règles telles qu'il semblait peu probable que le pouvoir de ce chef pût être gravement atteint. On massacra les apôtres les plus distingués de la nouvelle doctrine. Le gouvernement anglais écrasa les Lollards avec une rigueur impitoyable, et il aurait été bien difficile de trouver dans la génération suivante quelque trace de la seconde grande révolte contre la papauté, sauf parmi les rudes habitants des montagnes de la Bohême.

Un autre siècle s'écoula : puis s'engagea la troisième lutte, la plus mémorable qui ait jamais été soutenue en faveur de la liberté religieuse. Les temps étaient changés. Des milliers d'hommes étudiaient les grands monuments du génie d'Athènes et de Rome. L'Église n'avait plus le monopole de la science. Les langues modernes avaient enfin pris leur essor. L'invention de l'imprimerie avait créé de nouveaux moyens de communication entre les esprits. Ce fut sous de tels auspices que commença la grande Réformation.

J'essaierai de mettre rapidement sous les yeux de mes

lecteurs, ce que je regarde comme la véritable histoire de la lutte qui commença par la prédication de Luther contre les Indulgences, et qui, à certains égards, se termina cent trente ans plus tard, par le traité de Westphalie.

Dans la partie septentrionale de l'Europe, la victoire du protestantisme fut rapide et décisive. Les nations de race teutonique regardaient la domination de la papauté comme la domination d'Italiens, d'étrangers, d'hommes qui étaient séparés d'elles par la langue, les mœurs et le tempérament intellectuel. La juridiction lointaine qu'exerçaient les tribunaux spirituels de Rome leur semblait une marque dégradante de servitude. Les sommes d'argent que leur arrachait, sous divers prétextes, une cour éloignée, leur paraissaient des impôts à la fois humiliants et ruineux. Le caractère de cette cour excitait le mépris et le dégoût d'un peuple grave, sérieux, sincère et pieux. La nouvelle théologie se répandit avec une rapidité inconnue jusques alors. Toutes les classes de la société, toutes les natures d'homme les plus diverses vinrent se ranger parmi les innovateurs. On vit bientôt du même côté des souverains impatients de s'approprier les prérogatives du pape, des nobles désireux de prendre leur part du pillage des abbayes, des plaideurs exaspérés des extorsions de la camera romaine, des patriotes avides de secouer le joug de l'étranger, des hommes de bien scandalisés de la corruption de l'Église, des vicieux pressés de profiter de la licence inséparable des grandes révolutions morales, des sages ardents à la recherche de la vérité, des esprits faibles séduits par le charme de la nouveauté. Seule parmi les nations septentrionales, l'Irlande resta fidèle à son antique foi, et cela probable-

ment parce que le sentiment national qui, dans des pays plus heureux, se dirigea contre Rome, se dirigea en Irlande contre l'Angleterre. Cinquante ans après le jour où Luther se sépara publiquement de la papauté, et brûla la bulle de Léon devant les portes de Wittemberg, le protestantisme était arrivé à son ascendant suprême, ascendant qu'il perdit bientôt, et qu'il n'a jamais reconquis. Des centaines d'hommes qui pouvaient parfaitement se rappeler le temps où le frère Martin était un catholique dévot, vécurent assez pour voir triompher dans la moitié des États de l'Europe, la révolution dont il était le principal auteur. En Angleterre, en Écosse, en Danemark, en Suède, en Livonie, en Prusse, en Saxe, dans la Hesse, dans le Wurtemberg, dans le Palatinat, dans plusieurs cantons de la Suisse, dans les Pays-Bas septentrionaux, la Réformation avait complétement triomphé, et dans toutes les autres contrées de ce côté des Alpes et des Pyrénées, elle semblait sur le point de triompher.

Mais, tandis que cette grande œuvre s'accomplissait dans le nord de l'Europe, une révolution d'un genre bien différent avait eu lieu dans le midi. Le caractère de l'Italie et de l'Espagne différait essentiellement de celui de l'Allemagne et de l'Angleterre. Pendant que le sentiment national des nations teutoniques les poussait à rejeter la suprématie de l'Italie, le sentiment national des Italiens les poussait à résister à tout changement qui pût priver leur pays des honneurs et des avantages dont il jouissait, en sa qualité de siége du gouvernement de l'Église universelle. C'était en Italie que se dépensaient les tributs dont se plaignaient si amèrement les nations étrangères. C'était pour orner l'Italie que le trafic des indulgences avait pris le scandaleux développement qui avait excité

l'indignation de Luther. Il y avait parmi les Italiens à la fois beaucoup de piété et beaucoup d'impiété ; mais, sauf de très-rares exceptions, ni la piété ni l'impiété ne se tournèrent en Italie du côté du protestantisme. Les Italiens religieux désiraient la réforme des mœurs et de la discipline, non la réforme de la doctrine, et encore moins le schisme. Les Italiens irréligieux se contentaient de ne pas croire au christianisme ; ils ne le détestaient pas : ils l'envisageaient en artistes ou en politiques ; et à ce point de vue, ils aimaient mieux le voir sous la forme établie que sous aucune autre. Le christianisme était pour eux ce que l'ancien culte païen était pour Trajan et pour Pline. Ni l'esprit de Savonarole ni l'esprit de Machiavel n'avaient rien de commun avec l'esprit des théologiens ou des hommes politiques de l'Europe septentrionale et protestante.

Quant à l'Espagne, elle était par rapport à l'Église catholique, dans une situation toute différente de celle des nations Teutoniques. L'Italie était, en réalité, une portion de l'empire de Charles-Quint ; et dans beaucoup d'occasions importantes, la cour de Rome lui servait d'instrument. Il n'avait donc pas, comme les princes qui gouvernaient le nord de l'Europe, de puissants motifs d'intérêt pour attaquer la papauté. En réalité, les mesures mêmes qui provoquèrent le souverain de l'Angleterre à rompre tout lien avec Rome furent dictées au pape par le souverain de l'Espagne. Le sentiment du peuple Espagnol était conforme à l'intérêt du gouvernement Espagnol. L'attachement des Castillans à la foi de leurs ancêtres était remarquablement fort et ardent. A cette foi venaient se rattacher d'une façon indissoluble les institutions, l'indépendance et la gloire de leur pays. Huit

siècles environ s'étaient écoulés entre le jour où le dernier roi Goth fut vaincu sur les bords du Xérès, et le jour où Ferdinand et Isabelle entrèrent triomphalement à Grenade; et pendant ces huit siècles la nation Espagnole avait soutenu contre les infidèles une lutte acharnée. La Croisade n'avait été qu'un épisode dans l'histoire des autres nations. L'existence de l'Espagne avait été une longue Croisade. Après avoir combattu les Musulmans dans l'Ancien Monde, elle entreprit de combattre les païens dans le Nouveau. Ce fut au nom de l'autorité d'une bulle papale que ses enfants cinglèrent vers des mers inconnues. Ce fut sous l'étendard de la croix qu'ils s'avancèrent intrépidement jusqu'au cœur des plus grands royaumes. Ce fut au cri de : « Saint Jacques pour l'Espagne ! » qu'ils chargèrent des armées cent fois plus nombreuses que les leurs. On racontait que le Saint avait entendu leur appel, et qu'il avait lui-même conduit, sur son coursier gris, l'attaque à laquelle avaient dû céder les adorateurs des faux dieux. Après la bataille, tous les excès de la rapacité ou de la cruauté trouvaient une excuse : les victimes n'avaient pas reçu le baptême. L'avarice stimulait le zèle. Le zèle consacrait l'avarice. On cherchait avec une égale ardeur des prosélytes et des mines d'or. Dans cette même année où les Saxons, exaspérés par les exactions de Rome, secouèrent son joug, les Espagnols prirent possession, sous l'autorité de Rome, de l'empire et des trésors de Montézuma. Le catholicisme qui s'alliait, aux yeux des nations du nord de l'Europe, avec les idées de spoliation et d'oppression, s'alliait, aux yeux des Espagnols, avec les idées de liberté, de victoire, de domination, de richesse et de gloire.

Il n'est donc pas surprenant que la grande explosion

du protestantisme dans une portion de la chrétienté ait eu pour résultat de produire dans d'autres pays de l'Europe une explosion également violente du zèle catholique. Deux réformes se poursuivirent en même temps avec une énergie et des effets égaux; dans le nord, une réforme de la doctrine; dans le midi, une réforme des mœurs et de la discipline. Dans le cours d'une seule génération, l'esprit de l'Église de Rome subit un changement radical. Depuis les salles du Vatican jusqu'à l'ermitage le plus reculé des Apennins, le grand réveil se fit partout apercevoir et sentir. On reprit et on remit en activité toutes les institutions inventées jadis pour la propagation et la défense de la foi. On construisit des machines nouvelles et plus formidables encore. Partout on réorganisa les anciennes communautés religieuses et on en créa de nouvelles. Dans l'année qui suivit la mort de Léon, l'ordre des Camaldules fut épuré. Les Capucins reprirent l'ancienne discipline des Franciscains, la prière nocturne et la vie passée dans le silence. Les Barnabites et les Somasques se consacrèrent au soulagement et à l'éducation des pauvres. L'ordre des Théatins eut une mission encore plus importante. Son but principal était le même que celui de nos premiers Méthodistes, c'est-à-dire qu'il cherchait à suppléer à l'insuffisance du clergé des paroisses. Plus sage en cela que l'Église d'Angleterre, l'Église de Rome favorisa de tout son pouvoir cette louable entreprise. Les membres de la nouvelle confrérie prêchaient à des multitudes immenses, rassemblées dans les rues et dans la campagne : ils priaient au chevet des malades, et ils administraient aux mourants les derniers sacrements de l'Église. Gian Pietro Caraffa, depuis pape sous le nom de Paul IV, se faisait remar-

quer au milieu d'eux par son zèle et sa dévotion. Ce fut sous ses yeux, et dans le couvent des Théatins, à Venise, que vint s'établir un gentilhomme espagnol; on le vit soigner les pauvres dans les hôpitaux, parcourir la ville vêtu de haillons, jeûner presque jusqu'à en mourir, monter souvent sur une borne, au coin d'un carrefour, et là, agitant son chapeau pour inviter les passants à l'écouter, se mettre à prêcher dans un étrange jargon mêlé de Castillan et de Toscan. Les Théatins étaient parmi les plus zélés et les plus rigides des hommes, mais ce néophyte enthousiaste trouvait leur discipline relâchée, et leurs mouvements trop lents; car son âme, naturellement passionnée et remplie d'imagination, avait été mise à une école qui lui avait donné une ardeur et une énergie presque maladives. Dans sa jeunesse, il avait été le type accompli du héros de Cervantes. La seule étude du jeune Hidalgo avait été la lecture des romans de chevalerie, et sa vie était devenue un rêve éblouissant de princesses délivrées et d'infidèles subjugués. Il avait choisi une dulcinée qui n'était « ni comtesse, ni duchesse » (ce sont ses propres paroles) « mais d'un rang bien plus élevé », et il se flattait de l'espoir de déposer à ses pieds les clefs des forteresses Maures et les turbans chargés de pierreries des rois de l'Asie. Au milieu de ces visions de gloire militaire et d'heureux amour, une blessure grave vint l'étendre sur un lit de maladie. Sa constitution fut ébranlée, et il fut condamné à rester infirme toute sa vie. Il ne pouvait plus prétendre à la palme de la vigueur, de la grâce et de l'habileté à tous les exercices de chevalerie. Il ne pouvait plus espérer d'abattre des soudans gigantesques, ou de plaire à des femmes séduisantes. Une nouvelle vision se présenta alors à son esprit, et

vint se mêler à ses rêves passés d'une manière qu'on trouverait sans doute très-bizarre en Angleterre, mais que pourrontcomprendre ceux qui savent à quel point la religion et la chevalerie étaient étroitement unies en Espagne. Il serait encore un soldat; il serait encore un chevalier errant; mais le soldat et le chevalier de l'épouse du Christ. Il vaincrait le grand Dragon-Rouge. Il serait le champion de la femme revêtue du soleil. Il romprait le charme par lequel les faux prophètes tenaient encore dans la servitude l'âme des hommes. Son esprit inquiet le conduisit dans les déserts de la Syrie, et dans la chapelle du Saint-Sépulcre. De là il revint aux dernières limites de l'Occident, et il étonna par ses austérités et ses veilles les couvents d'Espagne et les écoles de France. L'ardente imagination qui lui avait représenté jadis le tumulte de batailles idéales et les charmes de reines non moins idéales, vint peupler sa solitude d'anges et de saints. La sainte Vierge descendit sur la terre pour lui parler. Il vit le Sauveur face à face, avec les yeux de la chair. Pour lui, ceux même des mystères de la religion qui sont les plus rudes épreuves de la foi, devinrent palpables et visibles. Il est difficile de raconter sans un sourire de pitié que, pendant le sacrifice de la messe, il vit la transsubstantiation s'accomplir, et que, tandis qu'il priait sur les marches de Saint-Dominique, il vit la trinité dans l'unité, et pleura de joie et d'admiration. Tel fut le célèbre Ignace de Loyola, qui, dans la grande réaction catholique, joua le rôle que joua Luther dans le grand mouvement protestant.

Mécontent du système des Théatins, l'enthousiaste espagnol dirigea ses pas vers Rome. Pauvre, obscur, sans patron, sans recommandations, il entra dans la ville où deux temples magnifiques, couverts de peintures et de

marbres divers, rappellent aujourd'hui les grands services qu'il rendit à l'Église, où son image est reproduite en argent massif, où ses os, placés dans de somptueux reliquaires, reposent sous l'autel de Dieu. Son activité et son zèle renversèrent tous les obstacles ; et sous sa règle on vit se fonder l'ordre des Jésuites, qui prit bientôt un développement et un pouvoir gigantesques. Les annales de l'Europe, pendant plusieurs générations, redisent à chaque page avec quelle véhémence, avec quelle habileté, avec quelle exacte discipline, avec quel indomptable courage, avec quel renoncement, avec quel oubli des liens privés les plus chers, avec quel dévouement absolu et obstiné à un seul but, avec quelle indifférence et quelle souplesse sans scrupule dans le choix des moyens, les Jésuites défendirent la cause de leur Église. La quintessence de l'esprit catholique vint se concentrer dans l'ordre de Jésus ; et l'histoire de l'ordre de Jésus est l'histoire de la grande réaction catholique. Cet ordre s'appropria dès le début toutes les places fortes qui dominent l'esprit public, la chaire, la presse, le confessionnal, les académies. Partout où un jésuite prêchait, l'église était trop petite pour l'auditoire. Le nom d'un jésuite sur le titre d'un livre lui assurait le succès. C'était aux jésuites que les seigneurs, que les gens puissants, que les nobles dames venaient révéler la secrète histoire de leur vie. C'était aux pieds des jésuites qu'on plaçait, depuis l'enfance jusqu'à la virilité, les jeunes gens des classes moyennes et des classes élevées, afin qu'ils leur enseignassent les premiers rudiments de la grammaire aussi bien que la rhétorique et la philosophie. La littérature et la science, qui ne s'associaient peu d'années auparavant qu'à l'infidélité ou à l'hérésie, devinrent les alliées de l'orthodoxie. Maître du

midi de l'Europe, le grand ordre voulut bientôt étendre au loin ses conquêtes. En dépit des océans et des déserts, de la faim et de la maladie, des espions et des lois pénales, des donjons et des tortures, des échafauds et des gibets, les jésuites se répandirent dans tous les pays, sous tous les déguisements imaginables; tantôt comme savants ou comme médecins; tantôt comme négociants ou comme serviteurs; dans la cour ennemie de Suède, dans les vieux manoirs du comté de Chester, dans les misérables huttes du Connaught; argumentant, instruisant, consolant, séduisant la jeunesse, relevant le courage des faibles, présentant le crucifix aux pauvres mourants. Ils avaient également pour office de comploter contre le trône et la vie des rois apostats, de répandre des bruits calomnieux, de soulever les populations, d'enflammer la guerre civile, de mettre les armes aux mains de l'assassin. Inflexibles sur un seul point, la fidélité à l'Église, ils étaient également prêts à faire appel en sa faveur à l'esprit monarchique et à l'esprit de liberté. Le même homme, suivant qu'il s'adressait à un sujet de Philippe II ou à un sujet d'Élisabeth, savait prêcher soit les doctrines extrêmes d'obéissance, soit les doctrines extrêmes de liberté, le droit des princes à mal gouverner les peuples, le droit de tout individu à plonger son poignard dans le cœur d'un mauvais prince. Les uns décrivaient ces théologiens comme les directeurs spirituels les plus rigides ; les autres assuraient quepersonne n'était plus indulgent. Et les deux assertions étaient exactes. Les âmes véritablement dévotes écoutaient humblement la morale sévère et sainte des jésuites. Le gai cavalier qui avait passé son épée à travers le corps de son rival, la fragile beauté qui avait oublié ses vœux de mariage, trou-

vaient dans le jésuite un homme du monde facile et bien élevé, qui savait excuser les petites irrégularités des gens du monde. Le confesseur était sévère ou indulgent, d'après le caractère du pénitent. Son but principal, c'était de ne pousser personne à quitter l'Église. Puisqu'il y avait des hommes pervers, mieux valait qu'il y eût de mauvais catholiques que de mauvais protestants. S'il y avait des individus assez infortunés pour être des assassins, des libertins ou des joueurs, ce n'était pas une raison pour en faire par-dessus le marché des hérétiques.

L'ancien monde n'était pas assez vaste pour cette étrange activité. Les jésuites envahirent toutes les contrées que les grandes découvertes maritimes du siècle précédent avaient ouvertes aux entreprises des Européens. On les trouva bientôt dans les profondeurs des mines du Pérou, parmi les commerçants des caravanes africaines, sur les côtes des îles à épices, dans les observatoires de la Chine. Ils firent des convertis dans des régions où leurs compatriotes n'avaient jamais été conduits ni par l'avarice ni par la curiosité; ils prêchèrent et ils discutèrent dans des langues qu'ignoraient assurément tous les autres habitants de l'Occident.

L'esprit qui se révélait si puissamment parmi les jésuites anima bientôt le monde catholique tout entier. La cour de Rome elle-même en fut purifiée. Pendant la génération qui avait précédé la Réforme, cette cour avait été un scandale pour le nom chrétien. Ses annales fourmillent de trahisons, de meurtres et d'incestes. Ses membres les plus respectables eux-mêmes étaient entièrement impropres à être les ministres de la religion. C'étaient des hommes comme Léon X, qui avaient pris, dans l'étude approfondie de la latinité du siècle d'Au-

guste, l'esprit athée et railleur de ce siècle. Ils regardaient les mystères chrétiens dont ils étaient les dépositaires, exactement comme l'augure Cicéron et le pontife Maxime César regardaient les livres de la Sibylle et la façon de manger des oiseaux sacrés. Entre eux, ils parlaient de l'Incarnation, de l'Eucharistie et de la Trinité, du ton dont Cotta et Velleius parlaient de l'oracle de Delphes ou de la voix de Faunus dans les montagnes. Leur vie s'écoulait dans un doux rêve de volupté sensuelle et intellectuelle. Une table somptueuse, des vins délicieux, des femmes charmantes, des manuscrits d'auteurs classiques nouvellement découverts, des sonnets et des romans burlesques écrits dans le toscan le plus pur, et aussi licencieux que le permettait un sentiment délicat de ce qui est gracieux; de la vaisselle ciselée par Benvenuto, des plans de palais tracés par la main de Michel-Ange, des fresques de Raphaël, des bustes, des mosaïques et des bijoux récemment trouvés parmi les ruines des temples et des villas antiques, voilà ce qui faisait tout le charme et même toute l'occupation sérieuse de leurs vies. Les lettres et les arts doivent sans doute beaucoup à cette élégante indolence. Mais lorsque l'esprit public commença à s'agiter en Europe, lorsque toutes les doctrines furent successivement attaquées, lorsque les nations renoncèrent en foule à la communion avec le successeur de saint Pierre, on sentit que l'Église ne pouvait rester sous le gouvernement d'hommes qui n'avaient d'autre mérite que de savoir bien juger les compositions latines, les tableaux et les statues, dont les études les plus sérieuses avaient un caractère païen, et qui étaient soupçonnés de rire en cachette des sacrements qu'ils administraient, et de ne pas croire davantage à

l'Évangile qu'à la *Morgante Maggiore*. Des hommes d'un tout autre esprit, des hommes de la trempe de Dunstan et de Thomas Becket, prirent alors la direction des affaires ecclésiastiques. Les pontifes romains se montrèrent aussi austères dans leurs mœurs que l'étaient jadis les premiers anachorètes de la Syrie. Paul IV apporta sur le trône pontifical le zèle ardent qui l'avait conduit au couvent des Théatins. Pie V, sous ses magnifiques vêtements, porta nuit et jour le cilice d'un simple moine, et parcourut les rues pieds nus à la tête des processions; il sut trouver, même au milieu de ses incessantes occupations, du temps pour ses dévotions particulières; souvent, on l'entendit déplorer que les devoirs publics de sa position fussent peu favorables à ses progrès dans la sainteté. Il édifia son troupeau par d'innombrables preuves d'humilité, de charité et d'oubli des injures, tandis qu'en même temps il sut maintenir l'autorité du saint-siége et la pure doctrine de son Église avec toute l'inflexibilité et l'ardeur d'Hildebrand. Grégoire XIII s'efforça non-seulement d'imiter, mais encore de surpasser Pie V dans les austères vertus de sa sainte profession. Les membres suivirent l'exemple de la tête. On retrouve dans toutes les productions de la littérature et des arts la trace du changement qui s'opéra à cette époque dans l'esprit du monde catholique. Tous ceux qui compareront les poëmes du Tasse avec ceux de l'Arioste, ou les monuments de Sixte-Quint avec ceux de Léon X apercevront sans peine la différence.

Mais ce ne fut pas sur l'influence morale toute seule que s'appuya l'Église catholique. En Espagne et en Italie, elle mania sans pitié le glaive du pouvoir séculier. L'inquisition reçut de nouveaux pouvoirs et déploya une énergie nou-

velle. Le protestantisme, ou un semblant de protestantisme, se montrait-il quelque part, il était aussitôt pourchassé, non par des persécutions puériles ou vexatoires, mais par un genre de persécution auquel les âmes supérieures sont seules de force à résister. Quiconque était soupçonné d'hérésie, quel que fût son rang, son savoir ou sa réputation, n'ignorait pas qu'il devait ou se justifier de façon à satisfaire un tribunal sévère et vigilant, ou mourir sur le bûcher. On recherchait et on détruisait avec la même rigueur les livres hérétiques. Des ouvrages qui se trouvaient autrefois dans toutes les maisons furent alors si complétement supprimés qu'on n'en retrouve pas aujourd'hui un seul exemplaire dans les bibliothèques les plus considérables. Tel fut le sort d'un livre intitulé : *Des mérites de la mort du Christ.* Il était écrit en toscan ; il fut réimprimé plusieurs fois et lu avec avidité dans tous les coins de l'Italie. Mais les inquisiteurs y découvrirent la doctrine luthérienne de la justification par la foi. Ils l'interdirent, et cet ouvrage est aujourd'hui aussi irrévocablement perdu que la seconde décade de Tite-Live.

Ainsi, tandis que la Réforme protestante faisait de rapides progrès dans une partie de l'Europe, le réveil catholique déployait ailleurs une activité tout aussi grande. Environ un demi-siècle après la grande séparation, les nations et les gouvernements du nord de l'Europe étaient protestants. Dans le midi se trouvaient des gouvernements et des nations animés du zèle le plus ardent pour l'ancienne Église. Entre ces deux régions hostiles s'étendait, moralement aussi bien que géographiquement, un grand territoire en litige. En France, en Belgique, dans l'Allemagne méridionale, en Hongrie et en Pologne, la lutte restait encore indécise. Les gouvernements de ces

divers pays n'avaient pas renoncé à leur alliance avec Rome; mais les protestants y étaient nombreux, puissants, actifs et hardis. En France, ils formaient une république au sein du royaume; ils occupaient des places fortes; ils pouvaient amener sur le champ de bataille d'imposantes armées, et ils avaient traité avec leur souverain sur un pied d'égalité. En Pologne, le roi était encore catholique, mais les protestants avaient la haute main dans la diète; ils remplissaient les fonctions les plus importantes de l'administration; et, dans les grandes villes, ils s'étaient emparés des églises des paroisses. « Il était probable, » disait le nonce du pape, « qu'en Pologne le protestantisme remplacerait complétement le catholicisme. » En Bavière, l'état de choses était à peu près le même. Les protestants avaient la majorité dans l'assemblée des États, et, pour prix de leurs subsides, ils demandaient au duc des concessions en faveur de leur religion. En Transylvanie, la maison d'Autriche ne parvenait pas à empêcher la Diète de confisquer, par un décret général, les biens de l'Église. Dans l'Autriche proprement dite, on disait généralement qu'on ne pouvait compter, comme appartenant sincèrement à la foi catholique, que la trentième partie de la population. En Belgique, les adhérents des nouvelles croyances étaient au nombre de plusieurs centaines de mille.

L'histoire des deux générations suivantes est l'histoire de la lutte du protestantisme, maître du nord de l'Europe, et du catholicisme, maître du midi, se disputant le territoire contesté qui les séparait. On employa toutes les armes temporelles et spirituelles. Des deux côtés on déploya de grands talents et de grandes vertus. Des deux côtés on eut à rougir de bien des folies

et de bien des crimes. Au premier abord, les chances parurent pencher très-décidément en faveur du protestantisme; mais l'Église de Rome finit par remporter la victoire. Elle triompha sur tous les points. Cinquante ans plus tard, nous la voyons victorieuse en France, en Belgique, en Bavière, en Bohême, en Autriche, en Pologne, en Hongrie. Et le protestantisme n'a pas réussi, dans le cours des deux derniers siècles, à reconquérir une portion quelconque de ce qu'il a perdu à cette époque.

Il ne faut pas se dissimuler que ce triomphe de la papauté est dû principalement, non à la force des armes, mais à un grand reflux dans l'opinion publique. Pendant les cinquante premières années qui suivirent la Réformation, le courant se précipita avec impétuosité vers les nouvelles doctrines, dans les pays qui longent notre versant des Alpes et des Pyrénées. Puis le flot changea de direction et se précipita dans l'autre sens avec la même violence. Les batailles et les siéges ne furent, ni dans l'un ni dans l'autre cas, d'une importance majeure. La défaite de Mühlberg ralentit à peine un instant le mouvement protestant. La réaction catholique fit des progrès tout aussi rapides, en dépit de la destruction de l'Armada. Il est difficile de dire laquelle des deux impulsions fut la plus violente. Cinquante ans après la séparation des luthériens, le catholicisme pouvait à peine se maintenir sur les rives de la Méditerranée. Cent ans après la séparation, le protestantisme pouvait à peine se maintenir sur les rives de la Baltique. Les causes de ce mémorable revirement dans les esprits valent la peine d'être étudiées.

La lutte entre les deux partis ressemble sous bien des

rapports au duel dans Shakespeare : « Laërte blesse Hamlet; et puis, dans l'ardeur du combat, ils changent de râpières, et Hamlet blesse Laërte. » La guerre entre Luther et Léon X fut une guerre entre la foi profonde et l'incrédulité, entre le zèle et l'apathie, entre l'énergie et l'indolence, entre les âmes sérieuses et les cœurs frivoles, entre la morale austère et le vice. La guerre que le protestantisme dégénéré eut à soutenir contre le catholicisme régénéré fut toute différente. Aux débauchés, aux empoisonneurs, aux athées qui avaient porté la tiare pendant la génération qui précéda la Réformation, avaient succédé des papes qui, par la ferveur de leur zèle et la sévère sainteté de leurs mœurs, pouvaient être comparés à Cyprien ou à Ambroise. L'ordre des Jésuites pouvait à lui seul fournir un grand nombre d'hommes qui égalaient par leur sincérité, leur constance, leur courage et l'austérité de leur vie, les apôtres de la Réformation. Mais tandis que le danger avait ainsi fait naître au sein de l'Église de Rome beaucoup des grandes qualités des réformateurs, les réformateurs avaient contracté une partie des vices qu'on avait censurés avec justice dans l'Église de Rome. Ils étaient devenus indifférents et mondains. Leurs grands vieux chefs étaient descendus au tombeau et n'avaient point laissé de successeurs. Parmi les princes protestants, le sentiment protestant n'existait plus que faiblement. Élisabeth elle-même était protestante plutôt par politique que par sérieuse conviction. Afin d'accomplir son rêve favori et de marier son fils dans une des grandes maisons royales du continent, Jacques I[er] était tout prêt à faire d'immenses concessions à Rome et même à admettre la primauté tant soit peu modifiée du pape. Henri IV abjura deux fois les doctrines

réformées par des motifs d'intérêt. L'électeur de Saxe, chef naturel du parti protestant en Allemagne, consentit à devenir, au moment le plus critique pour le protestantisme, un véritable instrument entre les mains des papistes. Parmi les souverains catholiques, au contraire, le zèle religieux allait souvent jusqu'au fanatisme. Philippe II était papiste, mais non pas comme Élisabeth était protestante. Maximilien de Bavière, élevé sous la tutelle des Jésuites, était un missionnaire fervent, armé de la puissance souveraine. L'empereur Ferdinand II s'exposa plus d'une fois à perdre son trône plutôt que de faire la moindre concession à l'esprit d'innovation religieuse. Sigismond de Suède perdit une couronne qu'il aurait pu conserver s'il avait voulu renoncer à la foi catholique. En un mot, du côté des protestants, nous voyons partout la langueur; du côté des catholiques, nous voyons partout l'ardeur et la dévotion.

Non-seulement, à cette époque, le zèle était beaucoup plus grand parmi les catholiques que parmi les protestants; mais les catholiques mettaient tout leur zèle à combattre les protestants, tandis que les protestants mettaient presque tout le leur à se combattre les uns les autres. Au sein de l'Église catholique, il n'y avait presque pas de discussions sérieuses sur les questions de doctrine. On avait accepté les décisions du concile de Trente, et la controverse janséniste n'avait pas encore commencé. Rome pouvait donc employer toutes ses forces à poursuivre la guerre contre la Réformation. De l'autre côté, on consumait, dans des luttes intestines, les forces qu'il aurait fallu consacrer à défendre la foi réformée. Tandis que les prédicateurs jésuites, les confesseurs jésuites, les professeurs jésuites couvraient la face de l'Europe,

avides de dépenser toutes les facultés de leur âme et jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour soutenir la cause de leur Église, les docteurs protestants réfutaient, et les souverains punissaient des sectaires qui étaient de tout aussi bons protestants qu'eux;

> Cumque superba foret *Babylon* spolianda tropæis,
> Bella geri placuit nullos habitura triumphos.

Dans le Palatinat, un prince calviniste persécutait les luthériens; en Saxe, un prince luthérien persécutait les calvinistes. Tous ceux qui repoussaient un seul des articles de la confession d'Augsbourg étaient bannis de la Suède. En Écosse, Melville se disputait avec d'autres protestants sur des questions de gouvernement ecclésiastique. En Angleterre, les prisons étaient remplies d'hommes qui, bien que zélés pour la Réformation, ne partageaient pas complétement les vues de la cour sur tous les points de discipline et de doctrine. On persécutait les uns parce qu'ils refusaient de croire aux peines éternelles, les autres, parce qu'ils ne voulaient pas porter de surplis. Selon toute probabilité, il aurait été facile de détruire le papisme en Irlande, si l'on avait seulement consacré à cette entreprise la moitié du zèle et de l'activité que Whitgift employa à opprimer les puritains, et Martin Marprelate à insulter les évêques.

De même que les catholiques l'emportaient de beaucoup sur les protestants par le zèle et l'union, ils leur étaient aussi infiniment supérieurs par l'organisation. A vrai dire, le protestantisme n'était pas organisé du tout en vue de l'offensive. Les Églises réformées n'étaient absolument que des Églises nationales. L'Église d'Angleterre n'existait que pour l'Angleterre seule. C'était une institution aussi purement locale que la Cour des Plaids

Communs, et elle était dépourvue de tout moyen d'action pour opérer à l'étranger. De même, l'Église d'Écosse n'existait que pour l'Écosse seule. Les opérations de l'Église catholique embrassaient, au contraire, le monde entier. A Lambeth ou à Edimbourg, personne ne s'inquiétait de ce qui se faisait en Pologne ou en Bavière. Mais à Rome, Cracovie et Munich étaient les objets d'un aussi grand intérêt que les environs de Saint-Jean-de-Latran. Notre île, qui était à la tête du protestantisme, n'envoyait pas sur le théâtre de la grande guerre spirituelle un seul missionnaire ou un seul maître chargé d'enseigner aux générations nouvelles. Il n'existait pas en Angleterre un seul séminaire fondé dans le but de fournir des secours de cette nature aux pays étrangers. En Allemagne, en Hongrie, en Pologne, on voyait au contraire une foule d'émissaires catholiques venus d'Espagne ou d'Italie, à la fois actifs et habiles; à Rome, on fondait des colléges pour l'instruction de la jeunesse du nord de l'Europe. La force spirituelle du protestantisme n'était qu'une milice purement locale, qui pouvait être utile en cas d'invasion, mais qu'on ne pouvait envoyer à l'étranger, et qui ne pouvait, par conséquent, faire de conquêtes. Rome avait une milice locale de même nature, mais elle avait aussi une force disponible qu'elle pouvait, au premier appel, envoyer au dehors, quelque dangereuse ou désagréable que pût être la mission. Si l'on trouvait au quartier général qu'un jésuite de Palerme avait un caractère et un genre de talent qui le rendaient propre à combattre les réformateurs en Lithuanie, l'ordre était aussitôt donné et aussitôt mis à exécution. Un mois après, le fidèle serviteur de l'Église prêchait, catéchisait, confessait au delà du Niémen.

La politique de l'Église de Rome est le chef-d'œuvre de la sagesse humaine; c'est un fait incontestable. En réalité, une telle politique pouvait seule, après de si rudes assauts, soutenir de semblables doctrines. L'expérience de douze siècles remplis de grands événements, l'habileté et les soins patients de quarante générations d'hommes d'État ont si bien perfectionné cette politique qu'elle occupe la première place parmi les combinaisons qu'ont inventées les hommes pour tromper et pour gouverner l'humanité. Plus je suis convaincu que la raison et l'Écriture sainte étaient positivement du côté du protestantisme, et plus je suis contraint, quoique à regret, d'admirer une tactique contre laquelle n'ont pu prévaloir la raison et l'Écriture sainte.

Si j'entrais dans tous les détails de ce sujet qui est d'un si grand intérêt, je remplirais des volumes. Je ne m'occuperai donc, pour le moment, que d'une portion importante de la politique de l'Église de Rome. Elle comprend parfaitement, ce que nulle autre Église n'a jamais compris, comment on manie les enthousiastes. Chez quelques sectes, et particulièrement chez les sectes encore dans l'enfance, l'enthousiasme règne en maître absolu. Chez d'autres sectes, et principalement chez les sectes depuis longtemps établies et richement dotées, l'enthousiasme excite l'aversion. L'Église catholique ne se soumet pas à la tyrannie de l'enthousiasme, mais elle ne le proscrit pas non plus; elle s'en sert. Elle le considère comme une grande force d'impulsion, qui n'est en elle-même, comme la force musculaire d'un beau cheval, ni un bien ni un mal, mais qu'on peut diriger de façon à faire beaucoup de bien ou de mal; aussi se charge-t-elle de la diriger elle-même. Il serait absurde de forcer un cheval

comme on force un loup. Il serait encore plus absurde de le laisser courir en liberté, renversant les barrières et foulant aux pieds les promeneurs. La seule conduite raisonnable, c'est de dompter sa volonté sans porter atteinte à sa vigueur, de lui apprendre à obéir à la bride, et puis de le lancer au grand galop. Dès qu'il en est venu à sentir son maître, sa valeur est d'autant plus grande qu'il a plus de force et d'ardeur. Voilà quel a été le système de l'Église de Rome dans ses rapports avec les enthousiastes. Elle sait que, lorsque les sentiments religieux se sont complétement emparés des esprits, ils inspirent une étrange énergie, qu'ils élèvent les hommes au-dessus de la toute-puissance de la douleur ou du plaisir, que l'opprobre devient une gloire, et que la mort elle-même n'apparaît plus que comme le commencement d'une vie plus noble et plus heureuse. Elle sait qu'un homme dans un pareil état d'âme n'est pas à mépriser. Peut-être sera-t-il vulgaire, ignorant, visionnaire, extravagant ; mais il fera et il souffrira des choses qu'il est de l'intérêt de l'Eglise que certains de ses membres fassent et souffrent, et devant lesquelles des hommes calmes et rassis reculeraient. Aussi l'enrôle-t-elle à son service, puis elle lui confie quelque entreprise désespérée pour laquelle il faut déployer plus d'intrépidité et d'impétuosité que de jugement ou d'empire sur soi-même, et elle le fait partir avec ses bénédictions et ses applaudissements.

En Angleterre, il arrive assez fréquemment qu'un chaudronnier ou un charretier entend un sermon ou lit par hasard un traité qui l'alarme sur l'état de son âme. Si c'est un homme d'une imagination ardente et dont les nerfs soient facilement excités, il se croit au pouvoir de l'ennemi du genre humain. Il se demande s'il n'a pas

commis le péché pour lequel il n'y a point de pardon. Il croit reconnaître les conseils du démon dans toutes les rêveries insensées qui lui traversent l'esprit. Son sommeil est troublé par des songes terribles où il entrevoit le jour du jugement, les livres ouverts, et le feu qui ne s'éteint point. S'il cherche à bannir ces sinistres pensées en s'adonnant aux plaisirs ou à la licence, ce soulagement trompeur ne fait qu'aggraver sa misère. Enfin un changement s'opère. Il est réconcilié avec son Créateur offensé. Pour emprunter la belle image d'un homme qui avait passé par de semblables épreuves, il sort de la vallée de l'ombre de la mort, de la sombre région des trébuchets et des piéges, des crevasses et des précipices, des malins esprits et des animaux dévorants. Le soleil éclaire son sentier. Il gravit les montagnes délectables, et, parvenu au sommet, il entrevoit dans le lointain la cité resplendissante qui est le but de son pèlerinage. Alors s'élève dans son âme un désir bien naturel et qui n'a certainement rien de répréhensible; il veut faire part à ses semblables des pensées qui remplissent son propre cœur ; il veut avertir les insouciants et consoler ceux qui ont l'esprit troublé. L'impulsion qui le presse de vouer sa vie tout entière à l'enseignement de la religion est une passion puissante sous la forme d'un devoir. Il exhorte ses voisins; et s'il a quelques qualités fortes, il le fait souvent avec une grande efficacité. Il plaide comme s'il avait à défendre sa propre vie, avec des larmes, des gestes pathétiques et des paroles enflammées; bientôt il s'aperçoit, avec une satisfaction où se mêle peut-être un peu de faiblesse humaine, que sa rude éloquence réveille et émeut des auditeurs qui dorment très-paisiblement tandis que le recteur prêche sur la succession

apostolique. Le zèle pour la cause du Seigneur, l'amour pour ses semblables, le plaisir qu'il prend à mettre en usage des facultés jusque-là ignorées, le poussent à devenir un prédicateur. Il ne blâme en rien l'Église établie; il n'a pas la moindre objection à ses formulaires, à son gouvernement ou au costume que portent ses ministres. Il serait heureux d'être au nombre de ses plus humbles pasteurs. Mais qu'on l'admette ou qu'on le repousse, il sent que sa vocation est déterminée. Il a reçu l'ordination, non par le moyen d'une longue et incertaine série d'évêques ariens ou papistes, mais directement du ciel. Sa mission est la même que celle qui fut confiée aux onze apôtres sur la montagne de l'Ascension. Lors même qu'on lui refuserait des lettres de créance humaines, il ne renoncera pas à faire connaître le glorieux message que lui a confié le chef de l'Église. Pour un homme dans un semblable état d'âme, il n'y a pas de place dans le sein de l'Église établie. Il n'a jamais fréquenté un collége; il ne peut ni expliquer un auteur grec ni écrire un thème latin; on lui dit que, s'il reste dans la communion de l'Église, il faut qu'il se borne au rôle d'auditeur, et que, s'il veut absolument enseigner, il faut qu'il commence par devenir schismatique. Son choix est bientôt fait. Il s'en va haranguant sur la colline de la Tour ou à Smithfield. Une congrégation se forme. On obtient une autorisation. Bientôt s'élève un bâtiment en briques, avec un pupitre et des bancs, auquel on donne le nom d'Ebenezer ou de Bethel. En quelques semaines, l'Église a perdu une centaine de familles dont pas une n'avait jamais trouvé à redire à ses articles de foi, à sa liturgie, à son gouvernement ou à ses cérémonies.

L'Eglise de Rome agit tout différemment. Elle fait un

champion de l'ignorant enthousiaste dont l'Église anglicane fait un ennemi, et un dangereux ennemi, quoi qu'en puissent penser les savants et les gens qui ont l'esprit cultivé. Elle l'invite à laisser pousser sa barbe, elle le revêt d'une robe et d'un capuchon d'une étoffe grossière et de nuance sombre, elle lui attache une corde autour de la taille et elle l'envoie enseigner en son nom. Il ne lui coûte rien. Il n'enlève pas un ducat aux revenus de son clergé. Il vit des aumônes de ceux qui respectent son caractère spirituel et qui sont reconnaissants de ses instructions. Il prêche, pas tout à fait dans le style de Massillon, mais d'une façon qui émeut ses auditeurs peu cultivés, et il emploie toute son influence à fortifier l'Église dont il est ministre. Son attachement pour cette Eglise devient bientôt aussi vif que celui des cardinaux, dont les livrées et les équipages cramoisis encombrent les abords du Quirinal. Par ce moyen, l'Église de Rome met dans son organisation toute la force d'une Eglise établie et toute la force d'une Eglise dissidente. En haut, toute la pompe d'une hiérarchie dominante, en bas toute l'énergie du système volontaire. Il serait facile de citer des faits bien récents et de dire comment le zèle des moines mendiants lui a ramené par centaines de mille des cœurs qu'avaient éloignés d'elle l'égoïsme, la mollesse et la lâcheté du clergé à bénéfices.

Les femmes elles-mêmes trouvent une place dans le système de l'Église de Rome. Elle assigne aux femmes dévotes des fonctions spirituelles, des dignités et une certaine autorité. Dans notre pays, lorsqu'une grande dame est enflammée d'un zèle plus qu'ordinaire pour la propagation de la religion, il y a bien des chances pour qu'elle finisse par donner son nom à un nouveau schisme, lors

même qu'elle ne désapprouve peut-être aucune des doctrines ou des cérémonies de l'Église établie. Si une femme pieuse et charitable entre dans les cellules d'une prison pour prier avec les créatures les plus malheureuses et les plus dégradées de son propre sexe, elle le fait sans avoir reçu pour cela la moindre autorité de l'Église. On ne lui a tracé aucun plan de conduite, et elle doit s'estimer fort heureuse si l'ordinaire ne se plaint pas de son intervention, et si l'évêque ne hoche pas la tête en apprenant une charité si peu dans les règles. À Rome, la comtesse de Huntingdon aurait une place dans le calendrier comme sainte Seline, et madame Fry serait la fondatrice et la première supérieure du bienheureux ordre des Sœurs des prisons.

Placez Ignace de Loyola à Oxford, il deviendra certainement le chef d'un schisme formidable. Placez John Wesley à Rome, il sera certainement le premier général d'une nouvelle société dévouée aux intérêts et à l'honneur de l'Église. Placez sainte Thérèse à Londres, son enthousiasme inquiet se transforme en folie mêlée de ruse. Elle devient la prophétesse, la mère des fidèles, elle a des discussions avec le diable, elle envoie à ses adorateurs des pardons scellés de son sceau et elle accouche du Scilo. Placez Joanna Southcote à Rome, elle fonde un ordre de carmélites aux pieds nus, qui toutes sont prêtes à souffrir le martyre pour l'Eglise ; on consacre à sa mémoire un service solennel, et sa statue, placée au-dessus de l'eau bénite, frappe les regards de tous les étrangers qui entrent à Saint-Pierre.

Je me suis étendu sur ce sujet parce que je crois que, parmi les causes multiples auxquelles l'Eglise de Rome dut son salut et son triomphe à la fin du seizième siècle,

la principale fut la profonde habileté avec laquelle elle sut mettre en œuvre le fanatisme de personnes telles que saint Ignace et sainte Thérèse.

Le parti protestant fut alors réellement vaincu et humilié. En France, la réaction catholique avait été si forte qu'Henri IV jugea nécessaire de choisir entre sa religion et sa couronne. En dépit de son droit héréditaire incontestable, en dépit de ses qualités personnelles éminentes, il vit qu'à moins de se réconcilier avec l'Église de Rome, il ne pouvait pas compter sur la fidélité des braves gentilshommes eux-mêmes dont l'impétueuse valeur avait à Ivry changé le sort de la bataille. En Belgique, en Pologne et dans l'Allemagne méridionale, le catholicisme avait repris complétement l'ascendant. La résistance de la Bohême avait été étouffée. Le Palatinat était conquis. La haute et la basse Saxe étaient inondées de catholiques envahisseurs. Le roi de Danemark s'était mis en avant comme le protecteur des Églises réformées; il fut vaincu, expulsé de l'Empire et attaqué dans ses propres possessions. Les armées de la maison d'Autriche s'avancèrent, subjuguèrent la Poméranie et ne furent arrêtées dans leurs progrès que par les remparts de Stralsund.

Alors le flot changea encore une fois de direction. Deux violentes explosions de sentiment religieux dans des sens opposés avaient caractérisé l'histoire d'un siècle tout entier. Le protestantisme avait commencé par repousser le catholicisme jusqu'aux Alpes et aux Pyrénées. Le catholicisme s'était relevé et avait repoussé le protestantisme jusqu'à l'océan Germanique. On vit alors se ralentir la grande réaction méridionale, comme on avait vu se ralentir auparavant le grand mouvement septentrional. Le zèle des catholiques se refroidit. Leur union

fut dissoute. Le paroxysme de la passion religieuse n'existait plus ni d'un côté ni de l'autre. L'un des partis était aussi loin de l'esprit de Loyola que l'autre de l'esprit de Luther. Pendant trois générations, la religion avait été le grand ressort de la politique. Les révolutions et les guerres civiles de France, d'Écosse, de Hollande, de Suède, la longue lutte entre Philippe et Élisabeth, le sanglant conflit au sujet de la couronne de Bohême, tous ces événements avaient commencé par des querelles théologiques. Mais un grand changement s'accomplit alors. La guerre qui désolait l'Allemagne perdit son caractère religieux. D'un côté, elle devint plutôt une lutte en faveur de l'ascendant temporel de la maison d'Autriche qu'une lutte en faveur de l'ascendant spirituel de l'Eglise de Rome. De l'autre côté, elle fut plutôt une lutte en faveur de l'indépendance nationale qu'en faveur des doctrines réformées. Les gouvernements commencèrent à s'unir dans des combinaisons nouvelles, où l'on avait bien plus égard à la communauté des intérêts politiques qu'à la communauté des croyances religieuses. Même à Rome, le succès des armes catholiques n'était accueilli qu'avec des sentiments complexes. Le souverain Pontife était un prince souverain de second ordre, et il souhaitait aussi ardemment l'équilibre des puissances que la propagation de la vérité. On savait qu'il redoutait la formation d'une monarchie universelle encore plus qu'il ne désirait la prospérité de l'Eglise universelle. Enfin un grand événement vint annoncer au monde que la guerre des sectes avait cessé et que la guerre des États lui avait succédé. Une coalition, renfermant des calvinistes, des luthériens et des catholiques, se forma contre la maison d'Autriche. A la tête de cette coalition, on voyait le premier homme

d'État et le premier guerrier du siècle; l'un, prince de l'Église catholique, célèbre par la vigueur et le succès avec lesquels il avait écrasé les huguenots; l'autre. roi protestant qui devait son trône à une révolution causée par la haine du papisme. L'alliance de Richelieu et de Gustave-Adolphe marque l'époque à laquelle se termina la grande lutte religieuse. La guerre qui suivit fut une guerre entreprise pour défendre l'équilibre de l'Europe. Lorsque enfin la paix de Westphalie fut conclue, il devint évident que l'Eglise de Rome restait en pleine possession d'un vaste territoire qu'elle avait paru sur le point de perdre au milieu du siècle précédent. Le protestantisme n'était maître que de la portion de l'Europe qui était devenue profondément protestante avant que la génération qui avait entendu les prédications de Luther eût disparu.

Depuis cette époque, il n'y a pas eu de guerre religieuse entre les protestants et les catholiques. Du temps de Cromwell, la protestante Angleterre s'allia, contre l'Espagne, à la France catholique, alors gouvernée par un prêtre. Le héros éminemment protestant, Guillaume III, fut à la tête d'une coalition qui renfermait beaucoup de puissances catholiques, et que Rome elle-même favorisait secrètement, coalition formée contre le catholique Louis XIV. Du temps de la reine Anne, l'Angleterre et la Hollande, toutes deux protestantes, se joignirent à la Savoie et au Portugal, tous deux catholiques, dans le but de transférer la couronne d'Espagne d'un catholique bigot à un autre.

La frontière géographique entre les deux religions est restée à très-peu de chose près ce qu'elle était à la fin de la guerre de Trente ans, et le protestantisme n'a pas donné de preuves de cette « puissance d'expansion » qu'on lui a

attribuée. Mais les protestants soutiennent, et soutiennent avec grande raison, que la richesse, la civilisation et l'intelligence ont fait beaucoup plus de progrès du côté septentrional que du côté méridional de la ligne de séparation, et que des pays aussi peu favorisés par la nature que l'Ecosse et la Prusse sont aujourd'hui parmi les portions les plus florissantes et les mieux gouvernées du monde, tandis que les palais de marbre de Gênes sont déserts, tandis que les bandits désolent les beaux rivages de la Campanie, tandis que la côte fertile des États pontificaux est abandonnée aux buffles et aux sangliers. Il est incontestable que, depuis le seizième siècle, les nations protestantes ont fait de beaucoup plus grands progrès que leurs voisines. Les progrès qu'ont faits les nations où le protestantisme, sans avoir définitivement triomphé, a soutenu longtemps la lutte et laissé des traces permanentes, ont, en général, été considérables. Mais quand on en vient aux pays catholiques, à la partie de l'Europe où la première étincelle de la réformation fut étouffée dès qu'elle parut, et d'où partit jadis l'impulsion qui fit reculer le protestantisme, on voit que les progrès ont été au moins très-lents, et qu'à tout prendre ces nations ont rétrogradé. Comparez le Danemark et le Portugal : quand Luther commença à prêcher, la supériorité des Portugais était incontestable. Aujourd'hui, la supériorité des Danois ne l'est pas moins. Comparez Edimbourg et Florence : Edimbourg doit moins au climat, au sol et au soin persévérant des gouvernements qu'aucune autre capitale protestante ou catholique. Sous tous ces rapports, Florence a été singulièrement heureuse. Cependant, tous ceux qui savent ce qu'étaient Florence et Edimbourg pendant la génération qui précéda la

réformation et ce qu'elles sont aujourd'hui, reconnaîtront qu'une grande cause a dû, depuis trois siècles, travailler à relever une partie de la famille européenne et à rabaisser l'autre. Comparez l'histoire d'Angleterre et l'histoire d'Espagne pendant le dernier siècle. Dans les arts, les sciences, les armes, les lettres, le commerce, l'agriculture, le contraste est des plus frappants ; et la distinction ne s'arrête pas à notre côté de l'Atlantique. Les colonies fondées par l'Angleterre en Amérique ont immensément surpassé en puissance celles qu'a fondées l'Espagne. Cependant, il n'y a pas lieu de croire qu'au commencement du seizième siècle les Castillans fussent sous aucun rapport inférieurs aux Anglais. Je suis fermement convaincu que le Nord doit surtout sa grande civilisation et sa prospérité à l'effet moral de la réformation protestante, et qu'il faut attribuer principalement au grand réveil catholique la décadence des pays méridionaux de l'Europe.

Ce fut environ cent ans après le règlement définitif de la ligne de démarcation entre le protestantisme et le catholicisme qu'on vit apparaître les signes précurseurs du quatrième grand péril de l'Eglise de Rome. L'orage qui commençait à gronder était d'une tout autre nature que ceux qui l'avaient précédé. Ceux qui l'avaient attaquée autrefois n'avaient repoussé qu'une partie de ses doctrines. La nouvelle école les rejetait dans leur ensemble. Les albigeois, les lollards, les luthériens, les calvinistes avaient un système religieux positif auquel ils étaient fortement attachés. La profession de foi des nouveaux sectaires était toute négative. Ils empruntaient aux protestants une de leurs prémisses, et l'autre aux catholiques. Ils disaient, avec les derniers, que le catholicisme

seul était le christianisme pur et sans tache. Ils soutenaient, avec les premiers, que certaines portions du système catholique étaient contraires à la raison. La conclusion était évidente. Deux propositions qui, prises séparément, sont l'une et l'autre compatibles avec la piété la plus exaltée, formaient, lorsqu'on les réunissait, la base d'un système d'irréligion. Réunies, la doctrine de Bossuet que la transsubstantiation est affirmée dans l'Evangile, et la doctrine de Tillotson que la transsubstantiation est une absurdité, devaient mener par une nécessité logique aux conclusions de Voltaire.

Si la secte qui se formait à Paris n'avait été qu'une secte de purs railleurs, il est fort peu probable qu'elle eût laissé dans les institutions et dans les mœurs de l'Europe des traces profondes de son existence. La seule négation, la seule impiété épicurienne, comme l'observe très-justement lord Bacon, n'a jamais troublé la paix du monde. Elle ne donne pas de motif à l'action. Elle n'inspire pas l'enthousiasme. Elle n'a ni missionnaires, ni croisés, ni martyrs. Si le patriarche de la Sainte Église Philosophique s'était contenté de faire des plaisanteries sur les ânes de Saül et les femmes de David, et de critiquer la poésie d'Ézéchiel dans un esprit aussi étroit que celui dans lequel il critiquait la poésie de Shakespeare, Rome n'aurait eu que peu à craindre. Mais pour être juste envers lui et sa coterie, il faut dire que le véritable secret de leur force était dans la vérité qui se trouvait mêlée à leurs erreurs, et dans le généreux enthousiasme que cachait leur légèreté. C'étaient des hommes qui, avec tous leurs défauts moraux et intellectuels, désiraient sincèrement et sérieusement l'amélioration de la condition de la race humaine, dont le sang bouillait

dans leurs veines à la vue de la cruauté et de l'injustice, qui faisaient la guerre en hommes, avec toutes les facultés qu'ils possédaient, à ce qu'ils regardaient comme des abus, et qui vinrent en maintes grandes occasions se placer noblement entre les puissants et les opprimés. Ils attaquaient, il est vrai, le christianisme avec une rancune et une déloyauté honteuses chez des hommes qui se donnaient le nom de philosophes, mais cependant ils avaient, à un bien autre degré que leurs adversaires, la charité envers les hommes de toutes les classes et de toutes les races, qu'enjoint le christianisme. La persécution religieuse, la torture judiciaire, l'emprisonnement arbitraire, la multiplication inutile des exécutions capitales, les lenteurs et les chicanes des tribunaux, les exactions des fermiers du revenu, l'esclavage, la traite, faisaient constamment le sujet de leur vive satire et de leurs éloquentes dissertations. Lorsqu'à Toulouse on rouait un innocent, lorsqu'on exécutait à Abbeville un jeune homme qui ne s'était rendu coupable que d'une indiscrétion, lorsqu'on traînait à la mort sur la place de Grève, un bâillon dans la bouche, un brave officier, accablé sous le poids de l'injustice, il s'élevait aussitôt sur les rives du lac Léman une voix qui se faisait entendre de Moscou à Cadix, et qui dénonçait les juges injustes au mépris et à la haine de toute l'Europe. Les armes véritablement efficaces avec lesquelles les philosophes assaillaient la foi évangélique, étaient empruntées à la morale évangélique. La morale et le dogme de l'Évangile se faisaient malheureusement la guerre. D'un côté se trouvait une Église qui se vantait de la pureté d'une doctrine venue directement des apôtres, mais qui avait été déshonorée par le massacre de la Saint-Barthélemy, par le meurtre du meilleur

des rois, par la guerre des Cévennes, par la destruction de Port-Royal. De l'autre côté était une secte qui se moquait des Écritures, qui tirait la langue aux sacrements, mais qui était prête à combattre les principautés et les puissances pour défendre la cause de la justice, de la charité et de la tolérance.

L'irréligion, accidentellement unie à la philanthropie, triompha pendant quelque temps de la religion accidentellement associée à de grands abus politiques et sociaux. Tout céda devant le zèle et l'activité des nouveaux réformateurs. En France, tous les hommes distingués dans les lettres vinrent prendre place parmi eux. Chaque année donna naissance à des ouvrages où les principes fondamentaux de l'Église étaient attaqués, injuriés, tournés en ridicule. L'Église ne se défendit qu'en faisant usage de son pouvoir. Elle prononça des censures, elle saisit des livres; elle outragea les restes des auteurs infidèles, mais il ne parut ni Bossuet, ni Pascal pour combattre Voltaire. La doctrine catholique ne fut pas défendue dans un seul ouvrage qui produisît un effet tant soit peu considérable, ou dont on ait seulement conservé le souvenir aujourd'hui. Une persécution sanguinaire et impitoyable, comme celle qui écrasa les Albigeois, aurait pu écraser les philosophes. Mais le temps de Simon de Montfort et de saint Dominique n'était plus. Les châtiments que les prêtres avaient encore le pouvoir d'infliger étaient suffisants pour irriter, mais insuffisants pour détruire. La guerre était engagée entre la force d'un côté et l'esprit de l'autre, et la force était bien moins libre que l'esprit. Le mot d'orthodoxie devint bientôt synonyme d'ignorance et de stupidité. Il fut aussi nécessaire à la réputation d'un homme d'esprit de

mépriser la religion de son pays, que de savoir ses lettres. Les nouvelles doctrines se répandirent rapidement dans la chrétienté. Paris fut la capitale de tout le continent. Dans toutes les réunions élégantes, on ne parla plus que le français. La gloire littéraire de l'Italie et de l'Espagne avait disparu. La gloire littéraire de l'Allemagne ne se montrait pas encore à l'horizon. Celle de l'Angleterre ne brillait encore que pour les Anglais seuls. Ceux qui donnaient le ton à la France le donnaient aussi à l'Europe. Les opinions parisiennes se propagèrent rapidement parmi les classes élevées au delà des Alpes; et toute la vigilance de l'Inquisition ne put empêcher l'importation par la contrebande de la nouvelle hérésie en Castille et en Portugal. Des gouvernements, même des gouvernements arbitraires, virent avec plaisir le progrès de cette philosophie. De nombreuses réformes, généralement bonnes, parfois exécutées avec trop de précipitation, sans tenir suffisamment compte du moment, des lieux et du sentiment public, montrèrent toute l'étendue de son influence. Les souverains de la Prusse, de la Russie, de l'Autriche et de beaucoup d'États secondaires, passaient pour être des initiés.

L'Église de Rome restait, en fait de pompe extérieure, aussi magnifique et aussi majestueuse que par le passé; mais ses fondements étaient minés. Aucun État n'avait quitté sa communion, ni confisqué ses revenus; mais partout elle perdait le respect des populations.

Le premier avertissement qui l'atteignit fut la chute de la société qui avait sauvé de la destruction l'Église catholique, à l'époque de la guerre contre le protestantisme. L'ordre deés us n'avait jamais pu se remettre du mal que lui avait fait sa lutte avec Port-Royal. Les

philosophes l'attaquèrent plus rudement encore. Sa vigueur était brisée, sa réputation était ternie. Insulté par tous les hommes de génie en Europe, condamné par les magistrats civils, faiblement défendu par les chefs de la hiérarchie, il tomba et sa chute fut grande.

Le mouvement se poursuivit avec une rapidité toujours croissante. La première génération de la nouvelle secte disparut. Les doctrines de Voltaire furent recueillies et exagérées par ses successeurs qui lui ressemblaient comme les anabaptistes ressemblaient à Luther, ou les hommes de la cinquième monarchie à Pym. Enfin la révolution éclata. Et l'antique Église de France tomba avec sa pompe et ses trésors. Quelques-uns de ses prêtres achetèrent des moyens d'existence en se séparant de Rome et en formant un nouveau schisme. D'autres, charmés de voir apparaître une ère de licence, se débarrassèrent de leurs saints vêtements, proclamèrent que toute leur vie avait été une imposture, insultèrent et persécutèrent la religion dont ils avaient été les ministres, et se distinguèrent même au club des Jacobins et à la commune de Paris, par l'excès de leur impudence et de leur férocité. D'autres, plus fidèles à leurs principes, furent massacrés sans jugement par centaines, noyés, assassinés, pendus à la lanterne. Des milliers d'ecclésiastiques s'enfuirent loin de leur pays pour se réfugier à l'ombre d'autels hostiles. Les églises furent fermées; les cloches restèrent silencieuses; les reliquaires furent pillés; on fondit les crucifix d'argent. Des bouffons, revêtus d'étoles et de surplis, vinrent danser la carmagnole à la barre même de la Convention. On substitua aux statues des martyrs du christianisme le buste de Marat. Une prostituée vint prendre place sur un trône

dans le chœur de Notre-Dame, et là elle reçut les hommages de milliers d'adorateurs, qui s'écriaient que ces antiques arches gothiques entendaient enfin pour la première fois les accents de la vérité. La nouvelle incrédulité se montra aussi intolérante que la vieille superstition. Témoigner du respect pour la religion, c'était s'exposer à être accusé de désaffection. Un prêtre qui osait baptiser un enfant, bénir un mariage, ou recevoir la confession d'un mourant, courait les plus grands dangers. Le culte absurde de la Déesse de la Raison fut, il est vrai, de courte durée; mais le déisme de Robespierre et de Laréveillère-Lépaux n'était pas moins hostile à la foi catholique que l'athéisme de Clootz et de Chaumette.

Ce n'était pas seulement en France que l'Église avait à souffrir. L'esprit révolutionnaire, attaqué par toute l'Europe, repoussa toute l'Europe, devint à son tour conquérant, et, non content d'avoir envahi les villes de la Belgique et les riches domaines des électeurs spirituels, il se déchaîna de l'autre côté du Rhin et au delà des Alpes. Pendant toute la grande guerre contre le protestantisme, l'Italie et l'Espagne avaient été la base des opérations catholiques. L'Espagne devint l'obséquieuse vassale des infidèles. Ils subjuguèrent l'Italie. La république cisalpine et la république ligurienne, et la république de Parthénope succédèrent aux anciennes principautés. La châsse de Lorette fut dépouillée des trésors qu'y avait entassés la dévotion de six siècles. Les couvents de Rome furent pillés. Le drapeau tricolore flotta sur le château de Saint-Ange. Le successeur de saint Pierre fut emmené captif par les infidèles. Il mourut leur prisonnier, et les honneurs de la sépulture furent même longtemps refusés à ses restes.

Il n'est pas surprenant qu'en 1799, des observateurs sagaces aient eux-mêmes pu croire que la dernière heure de l'Église de Rome était venue. Un pouvoir infidèle avait triomphé, le Pape mourait dans la captivité, les plus illustres prélats de France vivaient d'aumônes protestantes en pays étranger, les plus nobles édifices que la munificence des siècles passés avait consacrés au culte de Dieu étaient transformés en temples de la victoire, en salles de banquets pour des sociétés politiques, ou en temples théophilanthropes ; à de tels signes on pouvait assurément croire que la fin de cette longue domination approchait.

Mais la fin n'était pas encore venue. Condamnée de nouveau à la mort, la biche blanche n'était pas encore destinée à mourir. Même avant que les cendres de Pie VI eussent reçu les honneurs funèbres, on vit commencer une grande réaction qui semble faire encore des progrès de nos jours, après avoir duré plus de quarante ans. L'anarchie avait fait son temps. Un nouvel ordre de choses, de nouvelles dynasties, de nouvelles lois, de nouveaux titres, sortirent de la confusion, et l'antique religion reparut au milieu de tant de nouveautés. Les Arabes racontent que la grande pyramide a été bâtie par des rois antédiluviens, et que seule parmi toutes les œuvres de l'homme, elle a survécu au déluge. Tel a été le sort de la Papauté. Elle avait été ensevelie sous la grande inondation; mais ses fondements n'avaient pu être ébranlés, et lorsque les eaux se retirèrent, elle reparut seule au milieu des ruines d'un monde qui avait disparu. La république de Hollande avait fini, ainsi que l'empire d'Allemagne, et le grand Conseil de Venise, et la vieille ligue Helvétique, et la maison de Bourbon, et

les parlements et l'aristocratie de France. L'Europe était pleine de jeunes créations, l'empire Français, le royaume d'Italie, la confédération du Rhin. Ce n'était pas seulement aux limites territoriales et aux institutions politiques que les événements récemment accomplis avaient porté atteinte. Dans une grande partie de l'Europe catholique, la distribution de la propriété, la composition et l'esprit de la société avaient subi un changement radical. Mais l'Église immuable était encore debout.

J'espère qu'un jour un historien aussi distingué et aussi modéré que le professeur Ranke, écrira l'histoire du réveil catholique du dix-neuvième siècle. Je sens que je me rapproche trop du temps où nous vivons, et que si je poursuis, je m'exposerai à dire bien des choses qu'on pourrait attribuer à de la colère et qui en exciteraient à coup sûr. Je me bornerai donc à une seule observation, qui mérite selon moi une sérieuse attention.

Pendant le dix-huitième siècle, l'influence de l'Église de Rome a été constamment sur le déclin. L'incrédulité a fait de rapides conquêtes dans tous les pays catholiques de l'Europe, et dans quelques-uns, elle a même pris complétement le dessus. La papauté est tombée si bas qu'elle est devenue un objet de dérision pour les incrédules, et de pitié plutôt que de haine pour les protestants. Pendant le dix-neuvième siècle, cette Église tombée s'est graduellement relevée de son abaissement, et elle a reconquis son ancienne domination.

Parmi ceux qui réfléchissent froidement à ce qui s'est passé depuis quelques années, en Espagne, en Italie, dans l'Amérique du Sud, en Irlande, dans les Pays-Bas, en Prusse, et même en France, il n'est personne qui puisse nier que le pouvoir de l'Église catholique sur les

cœurs et sur les esprits ne soit aujourd'hui bien plus grand qu'il ne l'était au moment où parurent l'Encyclopédie et le Dictionnaire Philosophique. Il est certainement remarquable que ni la révolution morale du dix-huitième siècle, ni la contre-révolution morale du dix-neuvième, n'aient rien ajouté d'appréciable au domaine du protestantisme. Pendant la première période, tout ce que le catholicisme a perdu a été également perdu pour le christianisme; pendant la dernière, tout ce que le christianisme a regagné dans les pays catholiques, le catholicisme l'a également regagné. On aurait pu s'attendre à ce que, sur le chemin de la superstition à l'impiété ou de l'impiété à la superstition, beaucoup d'esprits se seraient arrêtés à un point intermédiaire. Entre les doctrines qu'on enseignait dans les écoles des jésuites et celles qu'on proclamait aux petits soupers du baron d'Holbach, il y a un vaste intervalle, dans lequel il semble que l'esprit humain pourrait trouver quelque lieu de repos plus satisfaisant que l'un ou l'autre des deux extrêmes. A l'époque de la Réformation, des millions d'âmes trouvèrent un tel lieu de repos. Des nations entières abandonnèrent alors le papisme sans cesser de croire à une cause première, à une vie future, ou à la divine mission de Jésus. Dans le siècle dernier, au contraire, lorsqu'un catholique cessait de croire à la présence réelle, il y avait mille à parier contre un qu'il cessait en même temps de croire à l'Évangile ; et quand la réaction se fut accomplie, la foi à la présence réelle revint avec la foi à l'Évangile.

Je ne prétends nullement déduire de ces phénomènes des lois générales, mais il est bien remarquable, à mon avis, que parmi les nations chrétiennes, il n'y en ait pas

une seule qui ait adopté les principes de la Réformation avant la fin du seizième siècle. Depuis lors, des pays catholiques sont devenus impies et redevenus catholiques, mais pas un seul n'est devenu protestant.

Je termine ici cette rapide esquisse d'une des portions les plus importantes de l'histoire de l'humanité. Mes lecteurs me devront de grandes obligations si je les ai assez intéressés pour leur donner le désir de lire le livre du professeur Ranke. Je veux seulement les mettre en garde contre la traduction française, travail aussi déshonorant, selon moi, pour la personne de son auteur, que pourrait l'être un faux témoignage ou un faux billet, et les engager à lire, soit l'original, soit la version anglaise, dans laquelle on retrouve à un degré rare l'esprit et le talent de l'original.

M. GLADSTONE ET SES IDÉES

SUR LES RAPPORTS DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT

L'État dans ses rapports avec l'Église. — Par M. W. E. Gladstone, élève de Christ Church, et membre du Parlement pour Newark, in-8, seconde édition. Londres, 1839.

L'auteur de ce volume est un jeune homme d'une réputation sans tache et d'un grand talent parlementaire, l'espoir naissant de ces tories inflexibles et intraitables qui suivent à regret et en rechignant, un chef dont l'expérience et l'éloquence leur sont indispensables, mais dont ils détestent la prudente nature et les opinions modérées. Il n'y aurait rien de singulier à ce que M. Gladstone fût un des hommes les plus impopulaires d'Angleterre. Mais je ne fais, je crois, que lui rendre justice en disant que ses talents et sa conduite lui ont valu le respect et le bon vouloir de tous les partis. Aussi sa première apparition comme écrivain est-elle un événement intéressant, et il est naturel que les souhaits bienveillants du public l'accompagnent dans cette épreuve.

Sans me préoccuper de la justesse ou de la fausseté des théories de M. Gladstone, j'ai grand plaisir à voir sortir de la plume d'un jeune homme qui se fait une grande situation dans la Chambre des communes, un traité sérieux et bien étudié sur une partie importante de la philosophie du Gouvernement. Il n'est pas à craindre que les hommes mêlés aux luttes de la vie active soient trop portés à se livrer à des spéculations générales,

C'est le vice opposé qui les assiége le plus habituellement. Le temps et la marée des affaires et des discussions n'attendent personne. Un homme politique est souvent forcé de parler et d'agir avant qu'il ait eu le temps de penser et de lire. Il peut très-mal connaître une question; toutes ses notions à ce sujet peuvent être vagues et inexactes, mais il faut qu'il parle, et s'il a du talent, du tact et de l'intrépidité, il découvre bientôt que, même dans de telles circonstances, on peut parler avec succès. Il s'aperçoit qu'il y a une grande différence entre l'effet des paroles écrites, qu'on lit et qu'on relit dans le calme du cabinet, et l'effet des paroles parlées qui sont rehaussées par les charmes de l'élocution et du geste, et qui ne vibrent qu'un moment aux oreilles de l'auditoire. Il s'aperçoit qu'il peut se tromper sans courir grand risque d'être pris en faute, qu'il peut se permettre des sophismes et échapper à la réfutation. Il s'aperçoit que, même sur des questions épineuses de commerce et de législation, il peut, sans lire dix pages ou sans réfléchir dix minutes, exciter de vifs applaudissements et se rasseoir avec la réputation d'avoir fait un excellent discours. Plutarque raconte que Lysias écrivit une défense pour un homme qui devait être jugé devant un des tribunaux d'Athènes. Longtemps avant que le défendeur eût appris par cœur le discours, il en devint si mécontent qu'il vint au désespoir trouver l'auteur : « J'ai été ravi de votre discours la première fois que je l'ai lu; mais je l'ai moins aimé la seconde fois, et encore moins la troisième, et maintenant il me semble que ce n'est pas du tout une défense. » — « Mon bon ami, » dit Lysias, « vous oubliez complétement que les juges ne doivent l'entendre qu'une seule fois. » Il en est de même

dans le parlement d'Angleterre. Un orateur qui consacrerait à ses discours de longues recherches et de profondes méditations, ferait une œuvre aussi superflue qu'un directeur de théâtre qui couvrirait de perles et de diamants véritables toute la foule de courtisans et de belles dames qui traversent la scène en procession. Ce n'est ni par l'exactitude ni par la profondeur qu'on devient maître des grandes assemblées. Et pourquoi dépenser de la logique de la meilleure qualité, quand un article d'une qualité très-inférieure réussit aussi bien? Pourquoi approfondir une question comme Burke, pour arriver comme Burke à se faire fermer la bouche par la toux de ses collègues, ou à continuer son discours devant des bancs verts et des pupitres rouges? C'est à mon avis le plus grave des maux qu'on puisse opposer aux nombreux bienfaits du gouvernement populaire. Bacon a dit avec infiniment de vérité et de force que la lecture rend l'esprit plein, que la discussion le rend prompt, et que l'habitude d'écrire le rend exact. La tendance d'institutions comme celles de l'Angleterre est d'encourager chez les hommes publics la promptitude aux dépens à la fois de la plénitude et de l'exactitude. Les esprits les plus pénétrants et les plus vigoureux de chaque génération, des esprits parfois admirablement propres à la recherche de la vérité, s'emploient habituellement à produire des arguments qu'un homme de sens ne voudrait jamais mettre dans un traité destiné à la publicité, des arguments qui sont tout juste assez bons pour servir une fois, lorsqu'ils ont l'appui d'une éloquence facile et d'un langage acéré. L'habitude de discuter de la sorte réagit nécessairement sur l'esprit de nos hommes les plus distingués, et surtout de ceux qui entrent au parlement de très-bonne

heure, avant que leurs facultés aient atteint leur pleine maturité. Le talent de discussion se développe chez de tels hommes à un degré qui semble aussi merveilleux à la multitude que les triomphes d'un *improvisatore* italien. Mais ils ont vraiment beaucoup de bonheur s'ils conservent intactes les facultés indispensables pour se livrer à un raisonnement serré ou à de longues méditations. Je serais moins surpris d'apprendre qu'un grand ouvrage original sur la science politique, un ouvrage comme la *Richesse des nations*, par exemple, est dû à un apothicaire de province, ou à un pasteur des Hébrides, qu'à un homme d'État habitué à avoir, depuis l'âge de vingt et un ans, des succès dans les discussions de la Chambre des communes.

Je salue donc avec plaisir, quoique ce ne soit assurément pas avec un plaisir sans mélange, l'apparition de cet ouvrage. Quand je vois un jeune politique construire et composer avec beaucoup d'étude et de travail, dans les intervalles de loisir que lui laissent ses devoirs parlementaires, une théorie originale sur un grand problème politique, je ne puis que lui vouer une haute estime, abstraction faite de toute opinion sur la justesse ou la fausseté de ses idées. Je ne puis certainement pas souhaiter que les doctrines de M. Gladstone deviennent à la mode parmi les hommes publics. Mais je souhaite de tout mon cœur que son louable désir de pénétrer au-dessous de la surface des questions, et d'arriver par de longues et profondes méditations à la connaissance de grandes lois générales soit beaucoup plus à la mode qu'il n'a chance de l'être, j'en ai peur.

M. Gladstone me paraît, à bien des égards, extrêmement propre aux recherches philosophiques. Son

esprit a beaucoup d'étendue, et il ne manque pas d'habileté dialectique. Mais il ne donne pas beau jeu à son intelligence. Ce n'est pas manque de lumière, mais manque de ce que Bacon aurait appelé *lumière sèche* (1). Tout ce que voit M. Gladstone est réfracté et dénaturé par un faux milieu de passions et de préjugés. Son style a une grande analogie avec sa façon de penser, et exerce même une grande influence sur sa façon de penser. Sa rhétorique, quoique souvent de bonne qualité en elle-même, obscurcit et embrouille la logique qu'elle devrait orner. La moitié seulement de son esprit et de son application, combinée avec une imagination stérile et un maigre vocabulaire, lui aurait épargné la plupart de ses erreurs. Il possède un don très-dangereux pour un penseur : il a à sa disposition un genre de langage grave et majestueux, mais d'une portée vague et incertaine; un genre de langage qui agit sur nous à peu près de la même façon que la sublime diction du chœur des Nuages agissait sur l'Athénien au cœur simple :

ὦ γῆ, τοῦ φθέγματος· ὡς ἱερόν, καὶ σεμνόν, καὶ τερατῶδες!

Lorsque les propositions sont établies, et qu'il ne reste qu'à les amplifier et qu'à les orner, cette nébuleuse magnificence peut être utile. Mais si on l'admet dans une démonstration, elle est bien plus nuisible qu'une grosse absurdité; de même qu'un brouillard transparent, à travers lequel le matelot voit des caps et des montagnes d'une hauteur fausse et dans une situation fausse, est plus dangereux que la complète obscurité. Or M. Glad-

(1) *Dry light.* Voyez sur cette expression la note au bas de la page 200.

stone aime à employer la phraséologie dont je parle dans les portions de son ouvrage qui exigent la plus grande netteté et la plus grande précision dont soit susceptible le langage humain; et par là, il se trompe lui-même, et il trompe ses lecteurs. Les fondements de sa théorie, qui devraient être des arcs-boutants de diamant, sont construits avec des matériaux mous qui ne conviennent qu'aux péroraisons. C'est un défaut que ne sauraient corriger plus tard ni le talent, ni l'application. Plus M. Gladstone raisonne rigoureusement sur ces prémisses, plus les conclusions qu'il en tire sont absurdes; et lorsqu'enfin son bon sens et sa bonne nature se refusent à adopter les horribles conséquences pratiques auxquelles mène sa théorie, il est réduit, tantôt à se réfugier dans des arguments incompatibles avec ses doctrines fondamentales, tantôt à échapper aux conséquences légitimes de ses faux principes, à la faveur de données historiques également fausses.

Il serait injuste de ne pas ajouter que ce livre, qui n'est pas un bon livre, renferme cependant plus de talent que beaucoup de bons livres. Il est rempli de passages éloquents et ingénieux; il porte les traces de longues et patientes réflexions. Il est écrit tout entier avec infiniment de goût et de bon naturel, et il ne contient pas, autant qu'il m'en souvient, une seule expression indigne d'un homme bien élevé, d'un lettré ou d'un chrétien. Mais les doctrines qui sont mises en avant dans cet ouvrage me paraissent, après longue et mûre réflexion, des doctrines fausses, pernicieuses au plus haut degré, et de telle nature que si, dans la pratique, on les suivait jusqu'au bout de leurs conséquences légitimes, elles causeraient inévitablement la dissolution de la société.

Je dirai mes raisons pour penser de la sorte, avec la liberté que réclame l'importance du sujet et que M. Gladstone autorise par ses préceptes et par ses exemples. Je saurai, je l'espère, en user sans rudesse, et, j'en suis sûr, sans malveillance.

Avant de passer à l'examen de cette théorie, je veux mettre mes propres intentions à l'abri de tout malentendu. Peut-être quelques-uns de ceux qui ont lu sans grande attention le livre de M. Gladstone, ou qui ont seulement, soit entendu dire, soit vu dans un journal, que le représentant de Newark a défendu l'Église d'Angleterre contre les partisans du système volontaire, s'imagineront-ils que j'écris pour défendre le système volontaire, et que je désire l'abolition de l'Église établie. Il n'en est rien. Il serait aussi injuste de m'accuser d'attaquer l'Église, parce que j'attaque les doctrines de M. Gladstone, qu'il le serait d'accuser Locke d'avoir souhaité l'anarchie, parce qu'il a réfuté la théorie patriarcale de Filmer, ou d'accuser Blackstone d'avoir recommandé la confiscation des biens ecclésiastiques, parce qu'il a nié que le droit du recteur à la dîme fût fondé sur la loi lévitique. Il est à remarquer que M. Gladstone se place sur un terrain entièrement nouveau, et qu'il ne diffère pas plus de nous que de quelques-uns de ceux qu'on a regardés jusqu'à ce jour comme les plus illustres champions de l'Église. Le *Gouvernement ecclésiastique* ne le satisfait pas, et il se félicite de ce que la dernière partie de cet ouvrage célèbre « ne porte pas avec elle tout le poids de l'autorité de Hooker. » Il n'est pas content du livre de l'*Alliance de l'Église et de l'État*, par l'évêque Warburton. « Il ne faut pas admettre sans restriction, » dit-il, « les propositions que

renferme cet ouvrage; » et il pense avec Bolingbroke, que toute la théorie de Warburton repose sur une fiction. Il est encore moins satisfait de la *Défense de l'Église* par Paley, et il déclare que c'est un ouvrage « souillé du vice originel de principes moraux erronés, » et « rempli de la semence du mal. » Il trouve que le docteur Chalmers a envisagé la question avec partialité, et qu'il a « mis en avant bien des assertions contestables. » En réalité, sur presque tous les points où nous ne partageons pas l'opinion de M. Gladstone, nous avons pour nous l'autorité de quelque théologien, défenseur éminent des établissements existants.

Toute la théorie de M. Gladstone repose sur cette grande proposition fondamentale, que la propagation de la vérité religieuse est un des principaux buts du gouvernement, en tant que gouvernement. Si M. Gladstone n'a pas réussi à prouver cette proposition, son système s'évanouit à l'instant.

Avant d'aborder la discussion de cette importante question, je voudrais établir nettement une distinction qui, bien que très-évidente, est souvent négligée par des hommes très-respectables. A leur avis, dire que le but du gouvernement est temporel et non spirituel, cela équivaut à dire que le bien-être temporel de l'homme est de plus d'importance que son bien-être spirituel. Mais c'est une complète erreur. Il ne s'agit pas de savoir si les intérêts spirituels sont ou non d'une importance supérieure à celle des intérêts temporels, mais si le mécanisme qui sert à protéger certains intérêts temporels d'une société est nécessairement le mécanisme le plus propre à servir les intérêts spirituels de cette société. Sans une division du travail, le monde ne saurait mar-

cher. Il est beaucoup plus important pour l'humanité d'avoir du pain que d'avoir des pianos. Cependant il ne s'ensuit pas que tous les fabricants de pianos doivent en même temps se faire boulangers; s'il en était ainsi, nous aurions de beaucoup plus mauvaise musique et de beaucoup plus mauvais pain. La diffusion des vérités religieuses est beaucoup plus importante que les progrès de la sculpture. Cependant il ne s'ensuit pas que l'Académie royale doive combiner avec ses fonctions actuelles celles de la société pour la propagation du christianisme, qu'elle doive distribuer des traités de théologie, envoyer au loin des missionnaires, chasser Nollekens comme catholique, Bacon comme méthodiste, et Flaxman comme swedenborgien. Le résultat d'une pareille folie serait que nous aurions une détestable académie et une détestable société pour la propagation du christianisme. Il est évident que la nation tout entière serait plongée dans la confusion, si l'on supposait que chaque association destinée à servir une cause utile, doit servir et encourager toutes les autres causes utiles.

Tout le monde est d'accord sur quelques-uns des objets auxquels doit tendre le gouvernement civil. Qu'il doive protéger nos personnes et nos propriétés, qu'il doive nous contraindre à satisfaire nos besoins, non par la rapine, mais par le travail; qu'il doive nous contraindre à régler nos différends, non par la force, mais par la décision d'un arbitre; qu'il doive enfin diriger toutes nos forces, comme celles d'un seul homme, contre toute autre société qui chercherait à nous faire du tort, ce sont là des propositions que l'on songera à peine à contester.

Eh bien, voilà des questions qui, sans avoir rapport à

un être supérieur ou à un état futur, intéressent profondément tous les hommes Tout être humain, qu'il soit idolâtre, mahométan, juif, papiste, socinien, déiste ou athée, aime naturellement la vie, redoute la souffrance, désire le bien-être dont on ne peut jouir que dans les États où il y a sécurité pour la propriété. Être assassiné, torturé, volé, vendu comme esclave; être exposé aux outrages de bandits étrangers se décorant eux-mêmes du nom de patriotes, ce sont évidemment des maux contre lesquels veulent être protégés les hommes de toutes religions et les hommes sans religion; aussi est-il bien difficile de nier que les hommes de toutes religions et les hommes sans religion ont, au moins en cela, quelque intérêt commun à être bien gouvernés.

Mais les espérances et les craintes de l'homme ne s'arrêtent pas à cette courte vie et à ce monde visible. Il voit tout autour de lui les signes d'une puissance et d'une sagesse supérieures aux siennes. Dans tous les siècles et dans tous les pays, les hommes doués des facultés intellectuelles les plus inégales, depuis Bacon et Newton jusqu'aux plus sauvages tribus de cannibales, ont cru à l'existence d'un esprit supérieur. Jusque-là, la voix de l'humanité est presque unanime. Mais, quant à savoir s'il y a plusieurs dieux, ou s'il n'y a qu'un seul Dieu, quels peuvent être ses attributs naturels et quels ses attributs moraux, quels rapports peuvent exister entre lui et ses créatures; quant à savoir s'il s'est jamais fait connaître à nous par une autre révélation que celle qui est écrite dans toutes les parties du monde glorieux et bien réglé qu'il a créé, si sa révélation est contenue dans un recueil permanent, comment ce recueil doit être interprété, et s'il a plu à Dieu de se choisir sur la

terre des interprètes infaillibles, ce sont autant de questions sur lesquelles existe la plus grande diversité d'opinions, et sur lesquelles une grande partie de l'espèce humaine a, depuis l'origine des temps historiques, vécu déplorablement dans l'erreur.

Voici donc deux objets de la plus grande importance; l'un est la protection de la personne et de la propriété des citoyens; l'autre est la propagation de la vérité religieuse. On ne saurait imaginer deux objets plus complétement distincts. Le premier appartient entièrement au monde visible et tangible au sein duquel nous vivons; le dernier appartient à ce monde supérieur auquel nos sens ne sauraient atteindre. Le premier appartient à la vie présente; le second, à celle qui est à venir. Des hommes qui sont parfaitement d'accord quant à l'importance du premier objet et quant aux moyens d'y parvenir, diffèrent autant que possible sur le second objet. Nous devons donc nous arrêter un moment avant d'admettre que les personnes, quelles qu'elles puissent être, qui sont investies du pouvoir afin de poursuivre le premier objet, doivent toujours employer ce pouvoir à poursuivre le second objet.

M. Gladstone croit que les devoirs du gouvernement sont ceux d'un père de famille, doctrine que je ne tiendrai pour établie que lorsqu'il m'aura montré un gouvernement qui aime ses sujets comme un père aime son enfant, et qui soit aussi supérieur en intelligence à ses sujets qu'un père l'est à son enfant. Il nous dit dans un langage sublime, bien qu'un peu vague, que « le gouvernement occupe dans la science morale la place qu'occupe τὸ πᾶν dans la science physique. » Si le gouvernement est en effet τὸ πᾶν dans la science morale, je ne

comprends pas pourquoi les gouvernants ne prétendraient pas à toutes les fonctions que leur assignait Platon. Pourquoi n'enlèveraient-ils pas l'enfant à sa mère, pourquoi ne choisiraient-ils pas la nourrice, pourquoi ne dirigeraient-ils pas l'école, pourquoi ne surveilleraient-ils pas les jeux, ne fixeraient-ils pas les heures de travail et de récréation, ne prescriraient-ils pas les ballades que doit chanter l'enfant, les airs qu'il doit jouer, les livres qu'il doit lire, les drogues qu'il doit avaler? Pourquoi ne choisiraient-ils pas nos femmes, ne régleraient-ils pas nos dépenses, et ne nous rationneraient-ils pas à un certain nombre de plats de viande, de verres de vin et de tasses de thé? Platon, dont la hardiesse spéculative était peut-être plus merveilleuse qu'aucune autre faculté de son esprit extraordinaire, et qui ne reculait devant aucune des conséquences auxquelles menaient ses principes, allait jusque-là. M. Gladstone n'est pas si intrépide. Il se borne à poser cette proposition, que, quel que soit le corps qui soit employé dans un état quelconque à protéger les personnes et la propriété des citoyens, ce corps doit également, comme tel, professer une religion, employer son pouvoir à propager cette religion, et exiger, comme une condition indispensable pour remplir toutes les fonctions politiques, la croyance à cette religion. Il déclare positivement qu'en parlant de la sorte, il n'a pas seulement en vue les gouvernements orthodoxes, ni même les gouvernements chrétiens. Parce qu'une religion est fausse, nous dit-il, ce n'est pas une raison pour que les gouvernements soient moins tenus, comme tels, de la défendre. S'ils négligent de le faire, « je ne puis, » dit-il, « que regarder ce fait comme aggravant la situation des sectateurs d'une telle croyance. » « Je n'hé-

site pas à affirmer, » ajoute-t-il, « que, si un mahométan croit consciencieusement que sa religion vient de Dieu et qu'elle enseigne la vérité divine, il doit regarder cette vérité comme bienfaisante, et bienfaisante surtout pour l'âme de l'homme; par conséquent il doit désirer sa diffusion, et y travailler par tous les moyens convenables et légitimes; et si ce mahométan est un prince, il doit compter parmi ces moyens l'emploi de l'influence ou des ressources pécuniaires dont il peut légitimement disposer pour un tel objet. »

Assurément c'est une doctrine bien dure. Je demande la permission d'exiger des preuves très-complètes et très-exactes, avant d'admettre que l'empereur Julien n'a fait que son devoir en consacrant à l'extinction du christianisme toute l'influence et tous les fonds dont il disposait; avant d'admettre que l'arien Théodoric aurait commis un crime s'il avait permis à un seul homme croyant à la divinité du Christ, d'occuper un emploi quelconque en Italie; avant d'admettre enfin que le gouvernement hollandais est tenu d'exclure des emplois les membres de l'Église d'Angleterre, le roi de Bavière d'exclure des emplois tous les protestants, le Grand-Turc d'exclure des emplois tous les chrétiens, et le roi d'Ava d'exclure du gouvernement tous ceux qui tiennent pour l'unité de Dieu. Lorsqu'une doctrine a des conséquences si surprenantes, on est en droit d'exiger qu'elle repose sur des fondements très-solides.

Le passage suivant est un spécimen des arguments au moyen desquels M. Gladstone a cru établir sa grande proposition fondamentale. « Je puis donner à cette proposition une forme plus générale qui forcera certainement l'assentiment universel. Partout où il y a

du pouvoir dans l'univers, ce pouvoir est la propriété de Dieu, le roi de cet univers, sa propriété en droit, quand même elle aurait été, pour un temps, détournée ou employée à de mauvais usages. Cette propriété devient pour ainsi dire réelle, elle est employée selon la volonté de celui qui y a droit, quand elle est employée pour les desseins qu'il a ordonnés, et dans l'esprit de miséricorde, de justice, de vérité et de foi, qu'il nous a enseigné. Mais ces principes ne peuvent régner véritablement et constamment dans le cœur humain, sans un recours continuel à leur source, et sans le secours de la grâce divine. Par conséquent, les pouvoirs qui résident dans certains hommes agissant comme gouvernement, aussi bien que ceux qui résident dans les hommes agissant pour leur propre compte, ne peuvent être exclusivement appropriés à leur usage légitime, qu'à condition de leur appliquer une religion. »

Voilà des propositions d'une étendue vaste et indéfinie, exprimées dans un langage empreint d'une certaine sainteté et d'une certaine dignité obscure, qui doivent avoir, je n'en doute pas, de l'attrait pour beaucoup d'esprits. Mais du moment que nous examinons ces propositions de près, du moment que nous les mettons à l'épreuve en ne reprenant qu'un très-petit nombre des points qu'elles renferment, nous les reconnaissons pour fausses et extravagantes. La doctrine qui « doit certainement forcer l'assentiment universel » prétend établir que toute association d'êtres humains qui exerce un pouvoir quelconque, c'est-à-dire, toute association d'êtres humains, est tenue, en sa qualité d'association, de professer une religion. Représentez-vous les résultats qu'aurait l'application de ce principe, fût-ce seulement pendant vingt-quatre

heures. Prenez un exemple entre mille. Une compagnie de diligences exerce le pouvoir sur ses chevaux. Ce pouvoir est la propriété de Dieu. On l'emploie suivant la volonté de Dieu quand on l'emploie avec miséricorde. Mais le principe de la miséricorde ne saurait régner véritablement ou constamment dans le cœur humain sans un recours continuel à Dieu. Par conséquent, les pouvoirs qui résident dans certains hommes, agissant comme compagnie de diligences, ne sauraient être exclusivement appropriés à leur usage légitime qu'à condition de leur appliquer une religion. Par conséquent, chaque compagnie de diligences doit, en sa qualité de compagnie, professer une foi quelconque, avoir ses articles, son culte public, et son serment religieux. Autant il est certain que deux et deux font quatre, autant il est évident que cette conclusion, et une quantité infinie d'autres conclusions tout aussi étranges, découlent nécessairement du principe de M. Gladstone. Et, si les conclusions légitimes sont tellement absurdes, il faut qu'il y ait quelque chose de faux dans le principe.

Voici un autre passage de la même espèce : « Pourquoi, demanderai-je ensuite, le corps gouvernant d'un État doit-il professer une religion? D'abord, parce qu'il se compose d'*hommes* individuels, et que ces hommes, étant chargés d'agir avec un caractère moral défini, doivent sanctifier les actes accomplis par eux avec ce caractère par les pratiques de la religion, attendu que leurs actes ne sauraient être autrement acceptables à Dieu, et qu'ils ne pourraient être qu'entachés de péché et punissables en eux-mêmes. Toutes les fois que dans notre conduite nous détournons notre face de Dieu, nous vivons en athées.... Donc, pour remplir ses obliga-

tions comme individu, l'homme d'État doit être un homme servant Dieu. Mais ses actes sont publics. Le pouvoir et les instruments à l'aide desquels il agit sont publics. Agissant sous et par l'autorité de la loi, il fait mouvoir d'un seul mot dix mille bras qui lui sont soumis; et comme de telles forces sont essentiellement publiques et dépassent absolument la portée d'une action purement individuelle, elles doivent être sanctifiées non-seulement par les prières particulières et par la piété personnelle de ceux qui remplissent les fonctions publiques, mais aussi par les actes publics de ceux qui composent le corps public. Ils doivent prier et rendre grâces en vertu de leur caractère public et collectif, puisque c'est en vertu de ce caractère qu'ils sont les organes de la nation et qu'ils disposent de sa force collective. Partout où il y a un agent raisonnable, son existence implique des devoirs moraux et une responsabilité morale. Les gouvernants sont des agents raisonnables qui opèrent pour la nation, lorsqu'ils agissent conjointement comme tels. Par conséquent il faut qu'à cette action se rattache ce sans quoi nous ne pouvons jamais nous mettre à la hauteur de notre responsabilité, c'est-à-dire une religion. Et cette religion doit être celle de la conscience du gouvernant, ou ne pas être. »

Ici encore nous trouvons des propositions empreintes d'une ambitieuse ampleur et d'une sonorité si orthodoxe et si solennelle que bien des braves gens, je n'en doute pas, en auront été grandement édifiés. Mais examinons les mots de près, et il nous sera tout de suite évident que, si l'on admet ces principes, il n'y a plus de société possible. On ne peut former aucune association soit pour des opérations commerciales, soit pour l'exécution de travaux publics, soit pour le soulagement

des malades et des indigents, soit pour l'encouragement des arts ou des sciences, à moins que les membres de cette association n'aient tous les mêmes opinions théologiques. Prenez au hasard une association de cette nature, par exemple la compagnie du chemin de fer de Londres à Birmingham, et voyez à quelles conséquences mènent inévitablement les arguments de M. Gladstone. « Pourquoi les directeurs de la compagnie du chemin de fer doivent-ils professer une religion en vertu de leur caractère collectif? D'abord parce que la direction se compose d'hommes individuels chargés d'agir avec un caractère moral défini, tenus de veiller soigneusement sur les propriétés, les membres et la vie de leurs semblables, tenus de s'occuper avec zèle des intérêts de leurs commettants, tenus de gouverner leurs employés avec humanité et justice, tenus d'exécuter fidèlement beaucoup de contrats importants. Ils doivent donc sanctifier leurs actes par les pratiques de la religion, attendu qu'autrement ces actes seront entachés de péché et punissables en eux-mêmes. Donc, pour remplir ses obligations comme individu, le directeur de la compagnie du chemin de fer de Londres à Birmingham doit être un homme servant Dieu. Mais ses actes sont publics. Il agit pour un corps. D'un seul mot il fait mouvoir dix mille bras qui lui sont soumis. Et comme ces forces dépassent la portée de sa seule action individuelle, elles doivent être sanctifiées par des actes publics de dévotion. Les directeurs de la compagnie du chemin de fer doivent prier et rendre grâces en vertu de leur caractère public et collectif, puisque c'est en vertu de ce caractère qu'ils sont les organes de la compagnie, et qu'ils disposent de ses forces collectives. Partout où il y a un agent raisonnable, il y a une responsabilité morale.

Les directeurs sont des agents raisonnables qui opèrent pour la compagnie. Par conséquent il faut qu'à cette action se rattache ce sans quoi nous ne pouvons jamais nous mettre à la hauteur de notre responsabilité, c'est-à-dire une religion. Et cette religion doit être celle de la conscience du directeur lui-même, ou ne pas être. Il doit y avoir un culte public et un serment religieux. On ne saurait permettre à un juif, à un socinien, à un presbytérien, à un catholique ou à un quaker d'être l'organe de la compagnie, et de disposer de sa force collective. » M. Gladstone défendrait-il réellement cette proposition? Je suis sûr que non; mais je suis tout aussi sûr que ses raisonnements conduisent inévitablement à cette proposition, et à une quantité innombrable d'autres propositions semblables.

Et ailleurs : « La volonté nationale et l'action nationale ont le caractère incontestable de l'unité, puisqu'elles lient soit une minorité dissidente, soit le corps des sujets, d'une manière qu'on ne saurait justifier qu'en admettant la doctrine de la personnalité nationale. L'honneur national et la bonne foi nationale sont des expressions qu'on trouve dans la bouche de tout le monde. Comment n'impliquent-elles pas également la personnalité des nations et le devoir envers Dieu, que je soutiens en ce moment? L'honneur national et la bonne foi nationale sont essentiellement et strictement distincts de l'honneur et de la bonne foi des individus qui composent la nation. Pour nous, la France est une personne, et nous sommes une personne pour elle. Un tort volontaire que nous lui faisons est un acte moral, et un acte moral tout à fait distinct des actes de tous les individus qui composent la nation. Nous pouvons nous appuyer sur de grands faits comme ceux-ci, sans avoir re-

cours aux preuves plus techniques que nous fournissent les lois dans leur manière de traiter les corporations. Si donc une nation est capable d'unité de volonté, de sympathies générales, si ses actes peuvent mériter une récompense ou un châtiment, pouvons-nous nier sa responsabilité, et le besoin qu'elle a d'une religion pour se mettre à la hauteur de cette responsabilité ?.... Ainsi donc une nation, du moment qu'elle a une personnalité, est dans l'obligation, de même que les individus qui composent son gouvernement, de sanctifier les actes de cette personnalité par les pratiques de la religion. Nous avons là un motif nouveau et impérieux de vouloir l'existence d'une religion d'État. »

Nous avons là certainement un motif nouveau, mais il est douteux qu'il soit très-impérieux. N'est-il pas parfaitement clair que cet argument s'applique avec autant de force à toute association d'êtres humains tendant à un but commun, qu'aux gouvernements? Y a-t-il dans le monde une association, qu'elle soit ou non une corporation dans le sens technique du mot, qui n'ait pas la personnalité collective dont M. Gladstone tire des conséquences si extraordinaires? Voyez les banques, les compagnies d'assurances, les compagnies d'entrepôt, les compagnies de canaux, les compagnies d'éclairage au gaz, les hôpitaux, les dispensaires, les associations pour le soulagement des pauvres, les associations pour l'arrestation des malfaiteurs, les associations d'élèves en médecine pour se procurer des sujets, les associations de gentilshommes campagnards pour entretenir des meutes, les sociétés de lecture, les sociétés de secours mutuels, les clubs de tout rang, depuis ceux dont les palais bordent Pall-Mall et St. James'-Street jusqu'au *Free and Easy,* qui se réunit dans le misérable parloir d'une

auberge. Y a-t-il une seule de ces associations auxquelles l'argument de M. Gladstone ne s'applique pas aussi bien qu'à l'État? Dans toutes ces associations, dans la banque d'Angleterre, par exemple, ou dans le club de l'Athénéum, la volonté et l'action de la société ont le caractère de l'unité, et lient la minorité dissidente. La Banque et l'Athénéum ont une bonne foi et une justice distinctes de la bonne foi et de la justice de leurs membres pris individuellement. La Banque est une personne pour ceux qui y déposent leur numéraire. L'Athénéum est une personne pour le boucher et le marchand de vins. Si l'Athénéum dépose de l'argent à la Banque, les deux sociétés sont tout aussi bien des personnes l'une pour l'autre que l'Angleterre et la France. Toutes deux peuvent payer honnêtement leurs dettes; toutes deux peuvent chercher à frauder leurs créanciers ; toutes deux peuvent augmenter leur prospérité; toutes deux peuvent tomber dans l'embarras. Si donc elles ont cette unité de volonté ; si elles sont capables de faire et de souffrir du bien et du mal, pouvons-nous, pour nous servir de l'expression de M. Gladstone, « nier leur responsabilité, ou le besoin qu'elles ont d'une religion pour se mettre à la hauteur de cette responsabilité. » Par conséquent, les banques par actions, et les clubs, « ayant une personnalité, sont dans l'obligation de sanctifier cette personnalité par les pratiques de la religion, » et nous trouvons là un « nouveau et impérieux motif » d'exiger de tous les directeurs et de tous les commis des banques par actions, aussi bien que de tous les employés des clubs, de se préparer à l'accomplissement de leurs devoirs en prenant le sacrement de la sainte Cène.

Le fait est que M. Gladstone est tombé dans une erreur très-commune chez les hommes moins distingués que lui. Souvent, lorsqu'on veut prouver une proposition particulière, on affirme une *majeure* d'une vaste étendue qui renferme cette proposition particulière, sans réfléchir qu'elle en contient un grand nombre d'autres. La fatale facilité avec laquelle M. Gladstone multiplie les expressions grandioses et sonores, mais d'un sens très-peu précis, le rend très-propre à pratiquer sur lui-même et sur ses lecteurs ce tour d'escamotage. Il établit de belles doctrines générales sur le pouvoir, quand le seul pouvoir auquel il songe est le pouvoir des gouvernements, et sur l'action en commun, quand la seule action en commun à laquelle il songe est l'action en commun des citoyens dans l'État. Il pose d'abord sa conclusion, puis il établit une *majeure* d'immense dimension, et, lorsqu'il s'est assuré qu'elle contient sa conclusion, il ne s'inquiète nullement de ce qu'elle peut contenir d'autre; et dès que nous l'examinons, nous voyons qu'elle contient une quantité infinie de conclusions, dont chacune est une monstrueuse absurdité.

Il est parfaitement vrai que ce serait une excellente chose que tous les membres de toutes les associations qui existent dans le monde fussent des hommes guidés par de saines idées religieuses. Je ne doute pas qu'un bon chrétien ne se laisse diriger par les principes du christianisme, dans sa conduite comme directeur d'une compagnie de canaux, ou comme commissaire d'un banquet pour un établissement de bienfaisance. S'il était, pour en revenir à une supposition que j'ai déjà faite, membre d'une compagnie de diligences, il se rappellerait en cette qualité

que « le juste a égard à la vie de sa bête. » Mais il ne s'ensuit pas que toute association d'hommes doive, comme association, professer une religion. Il est évident que, dans ce monde, beaucoup de choses grandes et utiles ne peuvent se faire que par la coopération. Il est tout aussi évident que la coopération ne saurait être efficace, si les hommes partent du principe qu'ils ne doivent coopérer à l'accomplissement d'un but que s'ils s'entendent sur les autres. Rien ne me paraît plus beau et plus admirable dans notre système social que la facilité avec laquelle des milliers d'individus, qui ne s'entendent peut-être que sur un seul point, peuvent combiner leurs efforts afin d'emporter ce seul point. Nous en voyons chaque jour des exemples. Deux hommes, l'un rempli de préjugés invétérés contre les missions, l'autre président d'une société de missions, siégent ensemble dans le comité de direction d'un hôpital, et travaillent en commun de grand cœur à faire adopter des mesures salutaires à la santé et au bien-être des malades. Deux hommes, l'un zélé partisan, l'autre adversaire zélé du système en vigueur dans les écoles de Lancaster, se rencontrent à la société de mendicité, et agissent de concert avec la plus entière cordialité. Évidemment, la règle générale c'est qu'il est permis et raisonnable de s'unir dans une association destinée à poursuivre un but louable, lors même qu'on n'est pas d'accord sur des questions d'une importance encore plus grande.

On peut à peine nier que la sécurité des personnes et de la propriété soit un but louable à poursuivre, et que le meilleur, et même le seul moyen d'y parvenir, soit de réunir les hommes en certaines grandes corporations qu'on appelle des États. Ces cor-

porations sont organisées très-différemment, et pour la plupart d'une façon très-imparfaite. Il en est un grand nombre qui fourmillent d'effroyables abus. Mais il semble raisonnable de croire que la plus mauvaise qui ait jamais existé était, à tout prendre, préférable à la complète anarchie.

Eh bien, en raisonnant par analogie, je dis que ces grandes corporations auraient, comme toute autre espèce d'associations, chance d'atteindre parfaitement leur but si elles n'avaient que ce but en vue, et qu'il semble au premier abord tout aussi déraisonnable de refuser les services de personnes admirablement propres à concourir à ce but, sous prétexte qu'elles ne sont pas propres à concourir à un autre but, excellent d'ailleurs, qu'il pourrait l'être de décider que nul ne sera gouverneur de l'Hôpital pour les maladies des yeux à moins d'être membre de la Société des antiquaires; ou bien que nul ne sera administrateur du *Literary Fund*, à moins d'être membre de la Société pour l'encouragement du christianisme parmi les Juifs.

Il est impossible de trouver une réunion d'êtres humains à laquelle les raisonnements de M. Gladstone pussent s'appliquer avec plus de force qu'à une armée. Où trouver une plus complète unité d'action que dans une armée? Où trouver un si grand nombre d'êtres humains obéissant implicitement à un seul esprit qui les domine tous? Où trouver une autre multitude qui agisse comme un seul homme? Où trouver un si redoutable pouvoir entre les mains de ceux qui commandent? Où trouver une si terrible responsabilité pesant sur eux? Si M. Gladstone a établi, comme il le croit, la nécessité impérieuse d'une religion d'État, il a établi à bien plus forte raison qu'il est

impérieusement nécessaire que chaque armée professe une religion, comme être collectif. Est-il prêt à adopter cette conséquence?

Le matin du 13 août 1704, deux grands capitaines, égaux en autorité, unis par des liens étroits tant publics que privés, mais appartenant à des communions différentes, se préparaient pour une bataille d'où dépendait la liberté de l'Europe. Marlborough avait passé une partie de la nuit en prières, et avant l'aube il avait reçu la communion conformément aux rites de l'Église d'Angleterre. Il se hâta alors de rejoindre le prince Eugène qui venait probablement de se confesser à un prêtre catholique. Les généraux se consultèrent, arrêtèrent leur plan de concert, puis se rendirent chacun à son poste. Marlborough donna l'ordre de commencer les prières publiques. Les chapelains anglais lurent le service à la tête des régiments anglais. Les chapelains calvinistes des Pays-Bas, sur la tête desquels n'avait jamais reposé la main d'un évêque, adressèrent à Dieu leurs supplications devant les rangs de leurs compatriotes. Au même instant, les Danois écoutaient peut-être leurs ministres luthériens ; les capucins encourageaient peut-être les escadrons autrichiens, priant la Vierge de bénir les armes du saint-empire romain. La bataille commence, et tous ces hommes qui professent des religions différentes agissent comme les membres d'un seul corps. Le général protestant et le général catholique s'efforcent de se venir en aide et de se surpasser l'un l'autre. Avant le coucher du soleil, l'empire est sauvé. La France a perdu en un jour le fruit de quatre-vingts ans d'intrigues et de victoires, et les alliés, qui ont vaincu ensemble, rendent grâces à Dieu séparément, chacun d'après la forme de son culte. Est-ce de l'athéis-

me pratique? Un homme de sens soutiendrait-il que, parce qu'il y avait dans l'armée alliée communauté d'action et d'intérêt, et parce qu'une immense responsabilité pesait sur ses chefs, il était impérieusement nécessaire que l'armée eût, en sa qualité d'armée, une religion établie, qu'Eugène perdît son commandement à cause de sa foi catholique, que l'on destituât tous les colonels flamands et autrichiens parce qu'ils ne pouvaient pas signer les trente-neuf articles ? Certainement pas. Le grenadier le plus ignorant qui pût se trouver sur le champ de bataille aurait compris l'absurdité d'une pareille proposition. « Je sais, » aurait-il dit, « que le prince de Savoie va à la messe, et que notre caporal Jean ne peut pas la souffrir. Mais la messe n'a rien à faire avec la prise du village de Blenheim. Le prince veut battre les Français, et c'est ce que veut le caporal Jean. Si nous restons unis, nous les battrons très-probablement. Si nous renvoyons tous les papistes et tous les Flamands, Tallard nous aura tous jusqu'au dernier. » M. Gladstone lui-même reconnaîtrait, j'imagine, que notre honnête grenadier aurait été dans le vrai, et s'il en est ainsi, que faut-il en conclure? Il faut renoncer à tous les principes généraux de M. Gladstone sur le pouvoir, sur la responsabilité, sur la personnalité, et sur l'action en commun. Si sa théorie doit subsister, il faut qu'elle repose sur quelque autre base.

J'ai montré, je crois, qu'il peut être à propos de réunir les hommes en associations pour des desseins importants, de donner à ces associations une certaine unité et une certaine communauté d'intérêts, de les placer sous la direction de chefs revêtus d'une grande puissance et chargés d'une responsabilité solennelle ; et cependant qu'il peut

être hors de propos que ces associations professent comme telles un système quelconque de foi religieuse, ou qu'elles accomplissent collectivement les actes d'un culte religieux. Est-il donc prouvé que certaines des grandes associations que nous appelons États ne peuvent rentrer dans ce cas? Je crois fermement que certains États rentrent dans ce cas. Je crois fermement qu'il y a des sociétés au sein desquelles il serait aussi absurde de mêler la théologie au gouvernement, qu'il l'aurait été de la part de l'aile droite de l'armée alliée à Blenheim de commencer, au milieu de la bataille, une controverse avec l'aile gauche sur le purgatoire et le culte des images.

M. Gladstone nous dit que c'est un devoir pour tous ceux, quels qu'ils soient, qui exercent le pouvoir suprême dans l'État, d'employer ce pouvoir à l'avancement de ce qu'ils regardent comme la vérité théologique. Assurément, avant qu'il puisse nous inviter à admettre cette proposition, il est tenu de prouver que ceux qui gouvernent feront plus de bien que de mal en employant ainsi leur pouvoir. La première question à résoudre, c'est celle de savoir si un gouvernement qui se propose comme un de ses principaux buts la propagation de la vérité religieuse, a plus de chance de donner au peuple une bonne direction qu'une mauvaise. M. Gladstone élude cette question, et peut-être n'avait-il rien de mieux à faire. « Si le gouvernement est bon, » dit-il, « qu'il ait pleine liberté dans l'exercice de ses devoirs et de ses pouvoirs naturels; mais, s'il n'est pas bon, qu'on le rende tel..... Nous suivons donc la véritable marche en cherchant d'abord la vraie ἰδέα, ou la conception abstraite d'un gouvernement, sans négliger de faire la part du mal et de la fragilité qui sont dans le cœur de l'homme; puis

en examinant si cette ἰδέα renferme la capacité, et par conséquent le devoir pour le gouvernement d'établir des lois, ou de consacrer des ressources à l'avancement de la religion, en un mot, d'exercer un choix en matière de religion. »

Il va de soi que M. Gladstone a parfaitement le droit de discuter toute question abstraite, pourvu qu'il veuille bien se rappeler constamment qu'il ne discute qu'une question abstraite. La question de savoir si un gouvernement parfait serait ou ne serait pas un bon instrument pour la propagation de la vérité religieuse, est certainement un sujet d'étude fort innocent, peut-être même fort édifiant. Mais il est très-important de ne pas oublier qu'il n'existe pas, et qu'il n'a jamais existé un pareil gouvernement dans le monde. On peut fort innocemment se demander où irait une pierre jetée en l'air, si la loi de la gravitation n'existait pas. Mais si, après avoir fini ses calculs, on se mettait à jeter des pierres en tous sens, sans réfléchir que le calcul repose sur une fausse hypothèse, et que les projectiles, au lieu de traverser l'espace, vont promptement décrire des paraboles, et briser les vitres et les têtes des voisins, les conséquences de la recherche seraient fort déplaisantes.

Il est très-aisé de dire que les gouvernements sont bons, ou que s'ils ne sont pas bons, il faut les rendre tels. Mais qu'entend-on par un bon gouvernement? Et comment rendre bons tous les mauvais gouvernements qui existent dans ce monde? Et quelle est la valeur d'une théorie qui repose uniquement sur une supposition extravagante au dernier point?

Je n'admets pourtant pas qu'un gouvernement, fût-il même aussi parfait, en ce qui concerne le but temporel,

que le permet la faiblesse humaine, je n'admets pas, dis-je, qu'un tel gouvernement fût nécessairement propre à propager la vraie religion; car nous voyons que l'aptitude des gouvernements à propager la vraie religion n'est en rien proportionnée à leur aptitude à remplir le but temporel de leur institution. Si nous regardons aux individus, nous voyons que les princes sous la domination desquels les nations ont été le plus efficacement protégées contre les troubles extérieurs et domestiques, et sous lesquels elles ont fait les plus rapides progrès dans la civilisation, n'ont pas le moins du monde été de bons professeurs de théologie. Prenez, par exemple, le meilleur souverain de la France, Henri IV, un roi qui rétablit l'ordre, qui mit fin à une terrible guerre civile, qui mit les finances dans une excellente condition, qui fit respecter son pays dans toute l'Europe, et se fit chérir de la grande masse du peuple qu'il gouvernait. Cependant cet homme fut deux fois huguenot et deux fois papiste. On le soupçonnait fortement, comme le fait entendre Davila, de n'avoir point de religion du tout en théorie, et, dans la pratique, il n'était certainement pas fort soumis au frein religieux. Prenez Pierre le Grand, l'impératrice Catherine, Frédéric le Grand. On ne contestera assurément pas qu'en dépit de tous leurs défauts, ces souverains n'aient été au-dessus de la moyenne comme mérite, si on ne regarde qu'au but temporel du gouvernement. A les regarder comme guides théologiques, M. Gladstone les placerait probablement au-dessous des plus abjects radoteurs de la branche espagnole de la maison de Bourbon. De même, quand nous passons des individus aux systèmes, nous ne trouvons nullement que l'aptitude des gouvernements à propager la vérité reli-

gieuse soit proportionnée à leur aptitude à remplir leurs fonctions séculières. Sans admirer aveuglément les institutions qui régissent la France ou l'Amérique, nous croyons bien positif que la personne et la propriété des citoyens sont mieux protégées en France et dans la Nouvelle-Angleterre que dans presque aucune autre société passée ou présente ; beaucoup mieux certainement que dans l'empire romain, sous la domination orthodoxe de Constantin et de Théodose. Mais ni le gouvernement de la France, ni celui de la Nouvelle-Angleterre, ne sont organisés de façon à être propres à la propagation de doctrines théologiques. Il ne nous semble même pas improbable que les erreurs religieuses les plus sérieuses puissent triompher dans un État qui, envisagé uniquement au point de vue des intérêts temporels, ressemblerait beaucoup plus qu'aucun de ceux que nous avons jamais connus à l'ἰδέα de ce que devrait être un État.

Mais laissons cette question abstraite, et regardons le monde tel qu'il est. La manière dont les gouvernements obtiennent en général leur pouvoir, rend-elle probable qu'ils aient plus de faveur pour l'orthodoxie que pour l'hétérodoxie? Une nation de barbares fond sur un empire riche et peu belliqueux; elle réduit la population en esclavage, partage le sol, et mêle les institutions qu'elle trouve dans les villes à celles qu'elle apporte de ses forêts. Une poignée d'aventuriers audacieux, enfants d'une nation civilisée, aborde dans quelque pays sauvage, et réduit les indigènes à la servitude. Un général heureux tourne ses armes contre l'État qu'il sert. Une société rendue brutale à force d'oppression se soulève follement contre ses maîtres, balaie toutes les anciennes lois, tous les anciens usages; et quand son premier

paroxysme de rage s'est apaisé, elle se soumet passivement à la première autorité qui sort du sein du chaos. Un chef de parti, comme à Florence, devient imperceptiblement un souverain, et le fondateur d'une dynastie. Un capitaine de mercenaires, comme à Milan, s'empare d'une ville, et s'en rend maître à la pointe de l'épée. Un sénat électif, comme à Venise, usurpe le pouvoir permanent et héréditaire. C'est en général à de tels événements que les gouvernements doivent leur origine, et nous ne voyons rien dans de tels événements qui nous autorise à croire que des gouvernements nés de telle façon soient particulièrement propres à faire la distinction entre la vérité religieuse et l'hérésie.

En outre, lorsque nous examinons les constitutions des gouvernements déjà établis, nous ne trouvons pas qu'elles nous donnent un gage bien sérieux de l'orthodoxie de ceux qui exercent l'autorité. Tel magistrat occupe le pouvoir parce que son nom est sorti d'une bourse; tel autre, parce que son père l'occupait avant lui. Il y a des systèmes représentatifs de toutes sortes, de grands corps électoraux, de petits corps électoraux, le suffrage universel, des conditions de cens élevées. Nous voyons qu'en ce qui touche le but temporel du gouvernement, quelques-unes de ces constitutions sont très-habilement construites, et que la plus mauvaise est préférable à l'anarchie. Nous voyons une sorte de rapport entre la plus mauvaise de ces constitutions et le bien-être temporel de la société. Mais notre intelligence n'est pas de force à comprendre quel rapport peut avoir aucune de ces constitutions avec la vérité théologique.

Que nous enseigne l'histoire à ce sujet? Presque tous les gouvernements du monde ne se sont-ils pas constamment

trompés sur les questions religieuses? M. Gladstone dirait, je suppose, que sauf sous le règne de Constantin, de Jovien, et d'un petit nombre de leurs successeurs, et à certains moments en Angleterre depuis la Réformation, aucun gouvernement n'a été sincèrement attaché à la pure et apostolique Église du Christ. Si donc il est vrai que tout gouvernant doive en conscience user de son pouvoir pour la propagation de sa propre religion, il s'ensuit que, pour un gouvernant qui a cru devoir en conscience user de son pouvoir pour la propagation de la vérité, il y en a mille qui ont cru devoir user de leur pouvoir pour la propagation de l'erreur. Assurément, c'est une conclusion qui révolte le sens commun. Assurément, si l'expérience prouve qu'une machine qu'on emploie dans le but de produire un certain effet, ne le produit pas une fois sur mille, mais qu'elle produit au contraire, dans l'immense majorité des cas, un effet diamétralement contraire, nous n'avons pas tort de dire que ce n'est pas une machine dont le but principal soit d'être employé de la sorte.

Si le magistrat se contentait d'exposer au peuple ses opinions et ses raisons, et s'il le laissait juger par lui-même sans chercher à le corrompre par des promesses ou par des menaces, je verrais peu de raisons de craindre que son intervention en faveur de l'erreur pût nuire sérieusement aux intérêts de la vérité. Je n'ai même, comme on le verra plus tard, aucune objection à ce qu'il se conduise de la sorte, quand il peut le faire en s'acquittant efficacement des devoirs qui lui sont plus spécialement confiés. Mais cela ne satisfait pas M. Gladstone. Il voudrait que le magistrat eût recours à des moyens qui sont éminemment propres à faire des mécontents, à

faire des hypocrites, à faire d'apparents et indifférents conformistes, mais qui ne sont pas de nature à produire une conviction honnête et raisonnée. Il me paraît évident qu'un homme qui n'a d'autre désir que de trouver la vérité a plus de chance d'y parvenir qu'un homme qui sait que, s'il prend parti dans un sens, il sera récompensé, et que, s'il prend parti dans le sens contraire, il sera puni. M. Gladstone voudrait que les gouvernements propageassent leurs opinions en excluant tous les dissidents de tous les emplois politiques. C'est-à-dire qu'il voudrait que les gouvernements propageassent leurs opinions au moyen d'un procédé qui n'a pas le moindre rapport avec la vérité ou la fausseté de ces opinions, en unissant arbitrairement à une série de doctrines certains avantages mondains, et à une autre série de doctrines certains inconvénients mondains. Il est de la nature de la discussion de servir les intérêts de la vérité; mais si les récompenses et les châtiments servent les intérêts de la vérité, ce n'est que par accident. Il est beaucoup plus facile de trouver des arguments pour la divine autorité de l'Évangile que pour la divine autorité du Coran. Mais il est tout aussi facile, au moyen de l'or ou de la torture, de faire d'un juif un mahométan que d'en faire un chrétien.

L'esprit d'humanité de M. Gladstone lui fait, il est vrai, repousser avec horreur la torture et toutes les peines dirigées contre la personne, la propriété et la liberté des hérétiques. Il soutient seulement que la conformité à la religion de l'État doit être exigée de tout fonctionnaire, et, à moins que je ne l'aie bien mal compris, il regarderait comme son devoir, s'il en était le maître, de remettre en vigueur l'acte du *Test*, de le faire exécuter

rigoureusement, et de l'étendre jusqu'à des classes nombreuses de citoyens qui ne tombaient pas sous son application.

Voilà certainement une conséquence légitime de ses principes. Mais pourquoi s'arrêter là? Pourquoi ne pas rôtir les dissidents à petit feu? Tous les raisonnements généraux sur lesquels repose cette théorie conduisent évidemment à la persécution sanguinaire. Si la propagation de la vérité religieuse est un des buts principaux du gouvernement, en qualité de gouvernement; s'il est du devoir d'un gouvernement d'employer à ce but son pouvoir constitutionnel; si le pouvoir constitutionnel des gouvernements s'étend, comme cela n'est pas douteux, jusqu'à faire des lois pour condamner les hérétiques au bûcher; si le bûcher est, comme il l'est certainement, dans bien des cas, un moyen très-efficace de supprimer les opinions; pourquoi ne pas brûler? Si la relation dans laquelle doit être le gouvernement à l'égard du peuple est, comme nous le dit M. Gladstone, une relation paternelle, nous sommes irrésistiblement amenés à conclure que la persécution est justifiable; car le droit de propager leurs opinions au moyen de châtiments, est un droit qui appartient aux parents aussi positivement que le droit d'instruire leurs enfants. On oblige un jeune garçon à assister au culte de famille; on lui défend de lire des livres irréligieux; s'il ne veut pas apprendre son catéchisme, on le met au lit sans souper; s'il s'échappe à l'heure de l'office, on lui donne un pensum. Et que ce jeune garçon fasse montre de la précocité de ses talents en exprimant des opinions impies devant ses frères et ses sœurs, je ne blâmerai pas beaucoup son père, s'il juge à propos de couper court à la controverse à coups

de cravache. Toutes les raisons qui nous conduisent à penser que les parents sont particulièrement propres à diriger l'éducation de leurs enfants, et que l'éducation est un des buts principaux de l'autorité paternelle, nous conduisent à penser en même temps que les parents doivent avoir, au besoin, le droit de punir, pour contraindre des enfants incapables de juger par eux-mêmes, à recevoir une instruction religieuse et à assister au culte public. Pourquoi donc enlever à un gouvernement paternel cette prérogative du châtiment, qui est si éminemment paternelle? Je trouve en outre parfaitement absurde d'employer des incapacités politiques à la propagation d'une opinion, et de se refuser à employer dans le même but d'autres châtiments. Rien, en effet, ne saurait être plus évident que cette vérité : si l'on punit, il faut punir suffisamment. La douleur que cause le châtiment est un mal sans mélange, et ne doit jamais être infligée que pour produire un bien quelconque. C'est une cruauté insensée que d'établir des peines qui tourmentent le criminel sans prévenir le crime. Or il est possible de supprimer les opinions en infligeant sans relâche des persécutions sanguinaires. C'est par ce procédé qu'on a écrasé les lollards. C'est par ce procédé qu'on a étouffé, en Italie et en Espagne, les belles espérances de la Réformation. Mais je puis, sans danger, mettre M. Gladstone au défi de citer un seul cas où le système qu'il recommande ait réussi.

D'ailleurs, pourquoi aurait-il le cœur si tendre? Quelle raison peut-il donner pour pendre un meurtrier, et pour permettre à un hérésiarque d'échapper même à une amende pécuniaire? L'hérésiarque est-il un membre

moins dangereux de la société que le meurtrier? La perte d'une seule âme n'est-elle pas un plus grand mal que la destruction de beaucoup de vies? Et le nombre de meurtres commis par le bravo le plus corrompu qui ait jamais fait commerce de son poignard en Italie, ou par le boucanier le plus sauvage qui ait jamais rôdé autour de la station des Antilles, est bien petit en vérité, lorsqu'on le compare au nombre d'âmes qui ont été prises dans les piéges d'un seul habile hérésiarque. Si donc l'hérésiarque cause des maux infiniment plus grands que le meurtrier, pourquoi n'est-il pas sujet à la législation pénale, aussi bien que le meurtrier? Je puis en donner une raison, une raison courte, simple, décisive et conséquente. Je ne cherche pas à atténuer le mal que fait l'hérésiarque; mais je dis que ce n'est pas contre un mal de cette espèce que le gouvernement est chargé de protéger la société. Mais ce que je ne saurais comprendre, c'est comment M. Gladstone, qui regarde le mal que fait l'hérésiarque comme un des maux contre lesquels le gouvernement est chargé de protéger la société, peut échapper aux conséquences évidentes de sa doctrine. Le monde est rempli de cas parallèles. Une marchande d'oranges encombre la rue avec sa brouette, et un *policeman* la met en prison. Un avare qui a ramassé un million laisse mourir dans un dépôt de mendicité un vieil ami et bienfaiteur, et il n'est pas de tribunal qui ait le droit de le punir de sa bassesse et de son ingratitude. Est-ce parce que les législateurs trouvent la conduite de la marchande d'oranges plus criminelle que celle de l'avare? Pas du tout. C'est parce que l'encombrement de la voie publique est au nombre des maux contre lesquels l'autorité publique doit protéger

la société, et que la dureté de cœur n'est pas de ce nombre. Ce serait le comble de la folie que de dire que l'avare doit certainement être puni, mais qu'il doit être puni moins sévèrement que la marchande d'oranges.

L'hérétique Constance persécute Athanase; et pourquoi pas? César punira-t-il le voleur qui n'a pris qu'une bourse, et fera-t-il grâce au misérable qui a enseigné à des millions d'hommes à dépouiller le Créateur de sa gloire pour en revêtir la créature? L'orthodoxe Théodose persécute les ariens avec une égale raison. Punira-t-on de la peine de mort une insulte faite à la majesté des Césars, et ne punira-t-on pas celui qui rabaisse au rang d'une créature le Créateur infini et tout-puissant? J'ai à ces deux questions une courte réponse : « Rendez à César ce qui appartient à César. César est chargé de punir les voleurs et les rebelles. Il n'est pas chargé de propager ou d'anéantir la doctrine de la consubstantialité du Fils avec le Père. » — « Cela n'est pas, » dit M. Gladstone. « César est en conscience obligé à propager ce qu'il regarde comme la vérité sur cette question. Constance est tenu d'établir le culte arien dans tout l'empire, et de renvoyer les plus braves capitaines de ses légions et les plus habiles ministres de son trésor, s'ils professent le symbole de Nicée. Théodose est également tenu de renvoyer tous les fonctionnaires publics qu'ont nommés les empereurs ariens qui l'ont précédé. Mais si Constance impose à Athanase une amende d'un seul *aureus*, si Théodose fait emprisonner pendant huit jours un prêtre arien, c'est une oppression que rien ne saurait justifier. » Nos lecteurs seront curieux de savoir comment on établit cette distinction.

Les raisons que donne M. Gladstone contre les persécutions qui affectent la vie, les membres ou la propriété, peuvent se diviser en deux classes : d'abord, des raisons auxquelles on ne peut donner ce nom que par excès de politesse, et que la plus déplorable nécessité a seule pu forcer un homme aussi distingué à employer; et ensuite des raisons qui sont véritablement des raisons, et qui ont tant de force qu'elles ne vont pas seulement à prouver d'une façon victorieuse la légitimité de son exception, mais à mettre à néant sa règle générale. Son artillerie se compose, dans cette occasion, de deux espèces de pièces, de pièces qui ne partent pas du tout, et de pièces qui partent si bien qu'elles reculent sur l'artilleur et l'écrasent absolument. « En notre qualité de créatures faillibles, » dit M. Gladstone, « nous n'avons pas le droit, sur de simples spéculations individuelles, d'administrer des peines et des châtiments à nos semblables, soit pour des motifs sociaux, soit pour des motifs religieux. Nous avons le droit de faire observer les lois du pays au moyen de ces peines et de ces châtiments, parce que ce droit nous a été expressément donné par Celui qui a déclaré que les autorités civiles doivent manier le glaive pour punir ceux qui font mal et pour encourager ceux qui font bien. Et de même, dans les choses spirituelles, s'il avait plu à Dieu de donner à l'Église ou à l'État ce pouvoir, pour l'exercer constamment sur leurs membres, ou sur l'humanité en général, nous aurions le droit d'en faire usage; mais il ne paraît pas avoir été reçu, et par conséquent il ne doit pas être exercé. »

Je serais bien fâché de penser que c'est là la seule garantie qui protége nos vies et nos propriétés contre la persécution. Un homme qui enseigne l'hérésie n'est-il

pas un malfaiteur? L'hérésie n'a-t-elle pas été condamnée chez bien des peuples, et chez nous en particulier, par la loi du pays qu'on a le droit de faire observer au moyen de sanctions pénales, comme le dit M. Gladstone? S'il n'est pas fait une mention spéciale des hérétiques dans le texte auquel fait allusion M. Gladstone, il n'est pas non plus fait une mention spéciale de ceux qui se rendent coupables d'assassinat, de rapt ou de vol sur les grands chemins; et si le silence du Nouveau Testament quant à l'intervention des gouvernements pour arrêter les progrès de l'hérésie, est une raison pour ne pas condamner à des amendes ou pour ne pas mettre en prison les hérétiques, c'est assurément une tout aussi bonne raison pour ne pas les exclure des fonctions publiques.

« Dieu, » dit M. Gladstone, « a trouvé bon d'autoriser l'emploi de la force dans un cas, et de ne pas l'autoriser dans l'autre; car ce fut par rapport à un châtiment infligé par l'épée pour venger une insulte qui lui avait été faite à lui-même, que le Rédempteur déclara que son royaume n'était pas de ce monde, voulant dire apparemment d'une manière toute spéciale qu'on ne devait pas établir d'après les coutumes de ce monde les sanctions destinées à faire observer ses lois. »

En faisant cette citation de mémoire, M. Gladstone a commis une erreur. Les paroles très-remarquables qu'il cite ne paraissent pas avoir eu le moindre rapport avec la blessure faite à Malchus par l'apôtre Pierre. Notre-Seigneur les adressa à Pilate, en réponse à la question : « Es-tu le Roi des Juifs? » Je ne puis m'empêcher de dire que je suis surpris que M. Gladstone n'ait pas plus exactement vérifié une citation de laquelle dépendent princi-

palement, à son avis, les droits qu'ont sur leurs propriétés, sur leur liberté et sur leur vie, des centaines de millions de ses semblables, idolâtres et musulmans, catholiques et dissidents.

Les interprétations humaines de l'Écriture que donne M. Gladstone sont dépourvues à un lamentable degré d'une autorité qu'il regarde comme de la plus grande valeur; elles ne sont nullement conformes aux préceptes généraux ou à la pratique de l'Église, depuis le temps où les chrétiens devinrent assez puissants pour persécuter jusqu'à une époque très-rapprochée de nous. Un dogme favorable à la tolérance n'est certainement pas un dogme *quod semper, quod ubique, quod omnibus.* Bossuet pouvait dire, avec trop de vérité, j'en ai peur, que les chrétiens étaient depuis longtemps unanimes sur un point, le droit qu'avait le magistrat civil de propager la vérité par le glaive; que les hérétiques eux-mêmes avaient été orthodoxes quant à ce droit, et que les anabaptistes et les sociniens étaient les premiers qui l'eussent mis en doute. Je ne prétends pas décider quelle est la meilleure explication du texte en question, mais je suis sûr que celle de M. Gladstone est la pire. A l'en croire, le gouvernement devrait exclure les dissidents de toute fonction, mais ne devrait pas les condamner à l'amende, parce que le règne du Christ n'est pas de ce monde. Je ne vois pas pourquoi la ligne de distinction qu'il établit ne pourrait pas être tout aussi bien tracée en cent autres lieux que celui qu'il a choisi. Je ne vois pas pourquoi lord Clarendon, lorsqu'il recommandait l'acte de 1664 contre les assemblées de dissidents, n'aurait pas pu dire : « Certaines personnes ont pensé qu'il serait utile, non-seulement d'emprisonner, mais encore de mettre au pilori cette

classe d'hommes. Mais je crois, milords, que la peine du pilori nous est interdite par ce passage de l'Écriture : « Mon règne n'est pas de ce monde. » L'archevêque Laud, lorsqu'il jugeait Burton dans la Chambre étoilée, aurait pu dire : « Je me prononce pour le pilori, et, à vrai dire, je voudrais que tous ces misérables fussent livrés aux flammes; mais Notre-Seigneur a dit que son règne n'est pas de ce monde. » Et Gardiner aurait pu écrire au sheriff du comté d'Oxford : « Veillez à ce qu'on exécute sans retard maître Ridley et maître Latimer; vous en répondrez sur votre tête devant Sa Majesté la reine. Mais s'ils désirent qu'un peu de poudre à canon abrége leurs tourments, je ne vois pas d'objection à ce que vous le leur accordiez, puisqu'il est écrit : *Regnum meum non est de hoc mundo,* c'est-à-dire : Mon règne n'est pas de ce monde. »

Mais M. Gladstone a d'autres arguments contre la persécution; et ces arguments ont tant de poids qu'ils sont concluants, non-seulement contre la persécution, mais contre toute sa théorie. « Il n'est pas, » dit-il, « de la compétence du gouvernement d'exercer une surveillance minutieuse et constante sur l'opinion religieuse. » Et il infère de là « qu'un gouvernement excède ses pouvoirs lorsqu'il en vient à adapter aux diverses dissidences religieuses une échelle de châtiments proportionnés aux degrés respectifs dont elles diffèrent de la croyance établie. Refuser toute faveur aux sectes, c'est une règle simple et unique. Punir les membres de ces sectes proportionnellement à leurs diverses erreurs, c'est, à défaut d'autre objection, une règle qui obligerait l'État à se charger de fonctions entièrement ecclésiastiques auxquelles il n'est pas intrinsèquement propre. »

Je trouve cela parfaitement vrai. Mais comment cela peut-il s'accorder avec la théorie de M. Gladstone? Quoi! le gouvernement serait incompétent pour exercer sur l'opinion religieuse la très-faible surveillance que suppose le châtiment de la plus mortelle hérésie? Le gouvernement serait incompétent pour juger même les déviations les plus graves de la foi véritable? Le gouvernement ne serait pas appelé par sa nature intrinsèque à décider de l'énormité comparative des erreurs théologiques? Le gouvernement serait si ignorant sur de tels sujets qu'il devrait renoncer à punir, non-seulement des hérésies subtiles que l'œil d'un Cyrille ou d'un Bucer pourrait seul discerner, mais encore le socinianisme, le déisme, le mahométisme, l'idolâtrie, l'athéisme? Mais à qui M. Gladstone confie-t-il le soin de choisir une religion pour l'État, parmi des centaines de religions qui toutes prétendent posséder la vérité? A ce même gouvernement que M. Gladstone lui-même vient de déclarer tellement peu propre aux recherches théologiques qu'il ne saurait se basarder à punir un homme qui adore un bloc de pierre muni d'une centaine de têtes et de mains? Je ne me rappelle pas avoir jamais rencontré un plus étonnant exemple d'inconséquence. Quand M. Gladstone veut prouver que le gouvernement doit établir et doter une religion, et lui donner comme défense un acte du *Test*, le gouvernement est τὸ πᾶν dans le monde moral. Ceux qui voudraient le réduire à un but séculier n'ont que des vues peu élevées sur sa nature. Il faut qu'une religion se rattache à l'action du gouvernement, et cette religion doit être celle de la conscience du chef du gouvernement, ou ne pas être. C'est au chef du gouvernement à décider entre les papistes et les protestants, les

jansénistes et les molinistes, les arminiens et les calvinistes, les épiscopaliens et les presbytériens, les sabelliens et les trithéistes, les homoousiens et les homoiousiens, les nestoriens et les eutychéens, les monothélites et les monophysites, les pédobaptistes et les anabaptistes. C'est à lui de juger à nouveau les actes de Nicée et de Rimini, d'Éphèse et de Chalcédoine, de Constantinople et de Saint-Jean de Latran, de Trente et de Dordrecht. C'est à lui de trancher la question entre la procession grecque et la procession latine, et de décider si le mystérieux *Filioque* prendra ou ne prendra pas place dans la croyance nationale. Quand il a pris son parti, il faut qu'il mette un impôt sur toute la nation, afin de payer des ministres qui seront chargés d'enseigner son opinion, quelle qu'elle puisse être. Il doit s'en remettre à son propre jugement, lors même que son jugement serait contraire à celui des neuf dixièmes de la société. Il doit agir d'après son propre jugement, lors même qu'il courrait le risque d'exciter les mécontentements les plus formidables. Il doit infliger, peut-être à la grande majorité de la population, ce que M. Gladstone est libre d'appeler ou de ne pas appeler du nom de persécution, mais ce que ceux qui auront à en souffrir regarderont toujours comme une persécution. Il doit priver l'État des services des hommes les plus distingués, à cause de différences d'opinion souvent trop légères pour être comprises par le vulgaire. Il doit rabaisser et affaiblir la communauté qu'il gouverne, et d'une nation faire une secte. Dans notre pays, par exemple, des millions de catholiques, des millions de protestants dissidents, seront exclus de tout pouvoir et de toute dignité. Une grande flotte ennemie est en mer, mais Nelson ne peut

pas commander dans la Manche, s'il confond les personnes dans le mystère de la Trinité. Une armée d'invasion a débarqué dans le Kent, mais le duc de Wellington ne peut se placer à la tête de nos troupes, s'il divise la substance. Et après tout cela, M. Gladstone vient nous dire qu'il serait criminel d'emprisonner pendant un seul jour un juif, un musulman ou un bouddhiste, parce qu'un gouvernement ne peut comprendre de semblables matières et ne doit pas se mêler de questions qui appartiennent à l'Église. Étrange théologien, en vérité, que ce gouvernement, à la fois si savant qu'il est de sa compétence d'exclure Grotius de toute fonction, comme semi-Pélagien, et si ignorant qu'il n'est pas de sa compétence de condamner à une amende d'une roupie un paysan hindou qui a fait un pèlerinage à Jaggernaut.

« Le droit de solliciter et de persuader nos semblables, » dit M. Gladstone, « est un privilége qui nous appartient à tous : l'homme qui est le meilleur et le plus sage est tenu de conseiller celui qui lui est inférieur en sagesse et en bonté ; mais il n'est pas seulement dispensé de le contraindre par la force, il est en général tenu de ne pas le contraindre par la force. Il n'est donc pas vrai que les considérations qui obligent un gouvernement à soumettre une religion au libre choix du peuple, lui donnent aussi le droit de forcer le peuple à adopter cette même religion. »

D'accord. Mais il est vrai que toutes les considérations qui autoriseraient un gouvernement à propager une religion au moyen des incapacités politiques, l'autoriseraient aussi à propager cette religion au moyen de lois pénales. Solliciter ! Est-ce de la sollicitation que de dire à un duc catholique qu'il lui faut abjurer sa religion

ou sortir de la Chambre des lords? Persuader! Est-ce de la persuasion que de dire à un avocat doué d'une éloquence et d'un savoir remarquables qu'il vieillira dans sa robe de laine, tandis que ses élèves trôneront au-dessus de lui dans leur hermine, parce qu'il ne peut peut pas digérer les clauses pénales du symbole d'Athanase? M. Gladstone trouverait-il qu'on le laisserait libre d'adopter ou de repousser un système religieux qu'il regarde comme faux, le socinianisme par exemple, si l'on venait lui poser la question en ces termes : « Si vous vous obstinez à rester fidèle à la foi des Pères de Nicée, vous ne serez pas brûlé à Smithfield, vous ne serez pas enfermé dans la prison de Dorchester, vous ne payerez même pas un double impôt foncier; mais vous serez exclu de toutes les situations où vous pourriez employer vos facultés avec honneur pour vous-même, et avec profit pour le pays. La Chambre des communes, les bancs de la magistrature ne sont pas faits pour des hommes comme vous. Vous verrez des hommes plus jeunes, qui vous sont inférieurs par le talent et par la position, s'élever aux plus hautes dignités et attirer sur eux les regards des peuples, tandis que vous serez condamné à l'oubli et à l'obscurité. Vous avez un fils qui donne les plus belles espérances, un fils que d'autres pères contempleraient avec ravissement. Pour vous les progrès de son rare talent et de sa généreuse ambition seront une torture. Vous le regarderez comme condamné à mener la vie que vous avez menée, la vie abjecte d'un Romain ou d'un Napolitain au milieu du grand peuple anglais. Tous les honneurs, tellement plus précieux que les dons magnifiques des despotes, dont un pays libre orne ses citoyens illustres, seront pour lui, comme ils l'ont été

pour vous, les objets, non d'une émulation et d'une espérance vertueuses, mais d'une envie douloureuse et sans espoir. Élevez-le avec soin, si vous voulez qu'il sente sa dégradation. Élevez-le avec soin, si vous voulez stimuler en lui la passion de ce qu'il ne possédera jamais. Élevez-le avec soin, si vous voulez imiter la cruauté de ce tyran Celte qui nourrissait ses prisonniers de viande salée, jusqu'à ce qu'ils demandassent avidement à boire, et qui laissait ensuite tomber une coupe vide dans le cachot où ils étaient condamnés à mourir de soif. » Est-ce là solliciter, persuader, soumettre la religion au libre choix de l'homme? Une amende de mille livres sterling, six mois d'emprisonnement à Newgate, pour des faits qui ne porteraient pas atteinte à son honneur, causeraient-ils à M. Gladstone une peine aussi vive que celle qu'il ressentirait si l'on venait lui dire qu'on le traitera de la façon dont il voudrait lui-même traiter plus de la moitié de ses compatriotes?

Je ne suis nullement surpris de trouver une pareille inconséquence, même chez un homme du mérite de M. Gladstone. Le fait est que les hommes sont tous, dans une grande mesure, l'ouvrage de leur temps. En vain un individu chercherait-il à résister à l'influence que doit exercer sur lui la multitude imposante dont il n'est qu'un atome. Il pourra essayer d'être un homme du dixième siècle; mais il n'y réussira pas. Qu'il le veuille ou non, il est un homme du dix-neuvième siècle. Il prend part au mouvement du monde moral aussi bien qu'à celui du monde physique. Il ne lui est pas plus possible d'être aussi intolérant qu'il l'aurait été du temps des Tudors, que d'occuper le soir exactement la même place que le matin. Le globe tourne de l'ouest à l'est, et il est

obligé de le suivre dans son cours. Quand il dit qu'il est à l'endroit où il était, il veut dire qu'il a marché du même pas que tous ceux qui l'entourent. Quand il dit qu'il s'est beaucoup avancé vers l'occident, il veut dire seulement qu'il ne s'est pas avancé vers l'orient tout à fait aussi vite que ses voisins. Le livre de M. Gladstone est, sous ce rapport, une œuvre très-satisfaisante. C'est la mesure de ce qu'un homme peut faire pour être laissé en arrière par le monde. C'est l'effort énergique d'un esprit très-vigoureux pour rester aussi loin que possible en arrière du progrès général. Et cependant, en dépit de tous ses efforts, M. Gladstone ne peut s'empêcher d'être, sur quelques points importants, fort en avant de Locke lui-même, et quelque admiration qu'il puisse éprouver pour Laud, je puis l'assurer qu'il est fort heureux de ne pas avoir écrit du vivant de ce primat rempli de zèle, qui aurait certainement réfuté les explications de l'Écriture que j'ai citées, par l'un des arguments les plus poignants qu'on puisse adresser à des oreilles humaines.

Ce n'est pas le seul point sur lequel M. Gladstone n'ait pas osé aller jusqu'au bout des conséquences qu'entraîne sa théorie. S'il y a, dans le monde entier, un État auquel cette théorie soit applicable, c'est l'empire britannique dans l'Inde. Moi qui déteste en général les gouvernements paternels, je suis prêt à reconnaître que les devoirs du gouvernement de l'Inde ont, dans une grande mesure, quelque chose de paternel. Aux Indes, la supériorité des gouvernants sur les gouvernés en fait de science morale est incontestable. La conversion de toute la population à la plus mauvaise forme qu'ait jamais revêtue le christianisme dans les siècles des plus épaisses ténèbres serait un événement extrêmement heureux. Il n'est pas

nécessaire qu'un homme soit chrétien pour qu'il souhaite la propagation du christianisme dans l'Inde; il suffit qu'il soit un Européen et qu'il ne soit pas trop au-dessous du niveau de bon sens et d'humanité ordinaire en Europe. Comparées à l'importance des intérêts qui sont en jeu dans l'Inde, toutes les questions écossaises et irlandaises qui occupent une si grande place dans le livre de M. Gladstone se réduisent à néant. Dans aucune partie du monde, depuis le règne de Théodose, une population païenne aussi nombreuse n'a été soumise à un gouvernement chrétien. Dans aucune partie du monde, le paganisme n'a été plus cruel, plus licencieux, plus fécond en rites absurdes et en lois pernicieuses. Assurément, s'il est du devoir du gouvernement d'employer son pouvoir et son revenu à faire entrer sept millions de catholiques irlandais dans le sein de l'Église protestante, il est *à fortiori* du devoir du gouvernement d'employer son pouvoir et son revenu à faire des chrétiens de soixante et dix millions d'idolâtres. Si c'est un péché de permettre à John Howard ou à William Penn d'occuper une fonction qnelconque en Angleterre, parce qu'ils ne sont pas en communion avec l'Église établie, c'est à coup sûr un péché criant que de laisser parvenir à des situations considérables des hommes qui, dans des temples couverts des emblèmes du vice, s'agenouillent devant les hideuses images de dieux licencieux ou cruels.

Mais non : il paraît que l'orthodoxie est plus choquée par les prêtres de Rome que par les prêtres de Kalee. Le simple bâtiment construit en briques, la cave d'Adullam ou la chapelle d'Ebenezer, où des hommes sans culture écoutent un homme à demi-cultivé qui leur

parle de la loi chrétienne de l'amour et de l'espérance chrétienne de la gloire, sont indignes de l'indulgence qu'on réserve pour l'autel où le Thug suspend une partie des dépouilles des voyageurs assassinés, et pour le char qui s'avance en broyant les os des victimes volontaires. « Il y aurait, « dit M. Gladstone, « une exagération absurde à soutenir qu'il est dans le rôle d'un gouvernement comme celui des Anglais dans l'Inde, de mettre immédiatement chacun de ses nouveaux sujets en contact avec le ministère d'une religion nouvelle et entièrement inconnue. » Le gouvernement doit certainement désirer de propager le christianisme. Mais la mesure dans laquelle il doit le faire doit « être limitée par le degré auquel le peuple est disposé à le recevoir. » Lorsqu'il s'agit de l'Irlande, M. Gladstone ne propose aucune limite de ce genre. Il est d'avis de donner, bon gré mal gré, aux Irlandais, une Église protestante. « Nous croyons, » dit-il, « que ce que nous plaçons devant eux est de nature à leur être utile, qu'ils le sentent ou non ; et nous croyons que, s'ils ne le sentent pas maintenant, ils le sentiront quand on le leur montrera de bonne foi. Achèterions-nous leurs applaudissements au détriment de leurs intérêts véritables, bien plus, de leurs intérêts spirituels ? »

Et pourquoi M. Gladstone accorde-t-il aux Hindous un privilége qu'il refuse aux Irlandais ? Pourquoi réserve-t-il sa libéralité la plus grande pour les plus monstrueuses erreurs ? Pourquoi témoigne-t-il le plus de respect pour l'opinion du peuple le moins éclairé? Pourquoi conteste-t-il le droit d'exercer l'autorité paternelle à un gouvernement qui est plus propre à exercer l'autorité paternelle qu'aucun gouvernement qui ait jamais existé dans

le monde? Laissons-le répondre lui-même : « Dans l'Inde anglaise, » dit-il, « un petit nombre de personnes qui ont atteint un degré supérieur de civilisation, exercent le pouvoir sur un nombre infiniment plus grand de personnes moins cultivées, non par contrainte, mais par une libre stipulation avec ceux qui sont gouvernés. Or, en de telles circonstances, les droits d'un gouvernement reposent évidemment non pas sur la théorie absolue des principes paternels, ni sur un contrat primordial ou fictif de pouvoirs indéfinis, mais sur un traité exprès et connu; question de droit positif, non de droit naturel. »

Je ne parviens pas à deviner où M. Gladstone a vu ce traité; car, bien qu'il l'appelle un « traité connu », j'affirme sur l'honneur qu'il est absolument inconnu à Calcutta et à Madras, à Leadenhall Street et à Cannon Row, qu'on ne pourra le trouver dans aucune des énormes collections de documents relatifs aux affaires de l'Inde qui remplissent les bibliothèques des membres du Parlement, qu'il a absolument déjoué les recherches de tous les historiens de notre empire oriental, que dans les longs et intéressants débats de 1813 sur l'admission des missionnaires dans l'Inde, débats dont la partie la plus importante a été parfaitement reproduite, grâce au soin des orateurs, on ne trouve pas la moindre allusion à cet important document. Le fait est que ce traité n'existe pas. C'est par la force, c'est par le glaive, ce n'est pas par une libre stipulation avec les gouvernés que l'Angleterre domine sur l'Inde; aucun contrat ne l'oblige à ne pas traiter le Bengale comme elle traite l'Irlande. Elle peut établir un évêque de Patna, et un doyen de Hoogley; elle peut employer le revenu public à soutenir des pré-

bendiers à Bénarès et des chanoines à Moorshedabad; elle peut diviser le pays en paroisses, et placer dans chacune de ces paroisses un recteur jouissant d'un revenu fixe, le tout sans enfreindre une convention positive. Si un pareil traité existe, M. Gladstone ne peut éprouver la moindre difficulté à faire connaître la date et les termes de ce traité, et, par-dessus tout, l'étendue précise du territoire sur lequel nous nous sommes criminellement engagés à nous rendre coupables d'athéisme pratique. Le dernier point est d'une grande importance; car les provinces de notre empire indien ayant été acquises à différentes époques, et par des procédés très-différents, ce ne serait pas au moyen d'un seul traité, ce ne serait même pas au moyen de dix traités qu'on pourrait justifier le système que poursuit notre gouvernement dans l'Inde.

Voici l'exacte vérité. Jamais un homme de bon sens ne rêverait d'appliquer à l'Inde la théorie de M. Gladstone, parce que, si elle était appliquée, elle détruirait inévitablement notre empire, et, avec notre empire, la meilleure chance de répandre le christianisme parmi les natifs. M. Gladstone l'a senti. D'une façon ou d'une autre, il fallait sauver sa théorie et en éviter les monstrueuses conséquences. Je suis parfaitement sûr qu'il est incapable de dénaturer volontairement la vérité. Mais je ne puis l'absoudre de ce manque involontaire de loyauté dont n'est presque jamais entièrement exempt l'homme le plus loyal, quand il est fortement attaché à une opinion. Je crois qu'il a reculé devant les désastreuses conséquences que produirait son système s'il était essayé dans l'Inde, mais qu'il n'a pas voulu le dire, de peur de s'exposer au reproche de sacrifier les principes à l'op-

portunité, mot que toute son école a en horreur. En conséquence, il s'est emparé de l'idée d'un traité, idée qui a dû, je crois, prendre naissance dans quelque expression rhétorique qu'il n'a pas bien comprise. Il y a un excellent moyen d'éviter de tirer une conclusion fausse d'une *majeure* fausse, c'est d'avoir une *mineure* fausse. L'histoire inexacte sert admirablement de correctif aux théories déraisonnables. C'est ce qui arrive dans le cas qui nous occupe. On pose une règle générale qui est mauvaise, et on la maintient obstinément, tant qu'elle ne mène pas à des conséquences trop monstrueuses pour la bigoterie humaine. Mais lorsque les conséquences deviennent si horribles que Christ Church lui-même frémit et qu'Oriel lui-même recule épouvanté, alors on esquive la règle au moyen d'un contrat fictif. On oppose à une obligation imaginaire une autre obligation également imaginaire. M. Gladstone prêche d'abord aux gouvernements le devoir de se lancer dans une entreprise tout aussi raisonnable que les Croisades, puis il les en dispense sous prétexte d'un traité qui est aussi authentique que la donation de Constantin au pape Sylvestre. Son système ressemble prodigieusement à une fausse obligation au dos de laquelle est inscrite une fausse décharge.

C'est avec un peu plus d'apparence de raison que M. Gladstone fait reposer sur un contrat les droits de l'Église d'Écosse; cependant il regarde ce contrat comme injustifiable, et il parle de l'établissement de l'Église d'Écosse comme d'une tache honteuse qui souille le règne de Guillaume III. Assurément il serait amusant, s'il n'était pas triste, de voir un homme rempli de vertus et de mérite ne pas se montrer satisfait des calamités

qu'une Église constituée sur de faux principes a amenées sur l'empire, et regretter que l'Écosse ne soit pas dans le même état que l'Irlande ; qu'un agitateur écossais ne lève pas tribut et ne dispose pas des élections ; qu'une association presbytérienne ne partage pas avec le gouvernement le pouvoir suprême ; que des *meetings* de *precursors* et de *repeelers* ne couvrent pas les flancs de Calton Hill ; que vingt-cinq mille soldats ne soient pas nécessaires pour maintenir l'ordre au nord de la Tweed, et que l'anniversaire de la bataille du pont de Bothwell ne soit pas régulièrement célébré par des insultes, des émeutes et des meurtres. J'aurais de la peine à trouver un plus puissant argument contre le système de M. Gladstone que celui que fournit l'Écosse. La politique qu'on a suivie dans ce pays a été en opposition directe avec la politique qu'il recommande. Il en est résulté que l'Écosse, qui était jadis l'une des contrées les plus arriérées, les plus pauvres et les plus turbulentes de l'Europe, est devenue l'une des contrées les plus civilisées, les plus florissantes et les plus tranquilles. Les atrocités qui se commettaient fréquemment lorsqu'une église impopulaire exerçait la domination, sont inconnues. En dépit d'une aversion mutuelle, la plus amère qui ait jamais pu séparer deux peuples, les deux royaumes qui composent notre île ont été unis d'une façon indissoluble. De l'ancien sentiment national il ne reste que des vestiges qui ont leur charme et leur utilité, qui inspirent les poëtes et font naître une émulation généreuse et amicale dans l'âme des soldats. Mais en tout ce qui concerne le but du gouvernement, les deux peuples n'en font qu'un. Et pourquoi cela ? La raison en est bien simple. Les deux peuples ne font qu'un en tout ce qui

concerne le but du gouvernement, parce que dans leur union, on ne s'est préoccupé que du vrai but du gouvernement. Les deux peuples ne font qu'un, parce qu'il y a deux Églises.

Telle est l'union de l'Angleterre et de l'Écosse, union qui ressemble à l'union des membres d'un corps sain et vigoureux, tous mis en mouvement par une même volonté, et coopérant tous à des buts communs. Le système de M. Gladstone aurait produit une union qu'on ne pourrait comparer qu'à celle qui forme le sujet d'une étrange fable persane. Le roi Zohak (je raconte l'histoire comme nous l'a racontée M. Southey), permit au diable de baiser ses épaules. A l'instant deux serpents en sortirent, et, dans leur avidité, ils se jetèrent sur sa tête et cherchèrent à pénétrer jusqu'à son cerveau. Zohak les saisit et les déchira avec ses ongles. Mais il s'aperçut que les serpents étaient une partie inséparable de sa propre personne, et que c'était sa propre chair qu'il lacérait. Peut-être pourrions-nous trouver, en parcourant le monde, quelque union politique de cette nature, quelque état d'une monstruosité hideuse, condamné à posséder un seul principe de sensation et deux principes de volonté, se détestant et se torturant soi-même, composé de parties qui sont poussées par une impulsion irrésistible à se faire souffrir mutuellement, qui sont forcées de sentir ce qu'elles infligent, qui sont divisées par une haine irréconciliable, et cependant unies dans une identité indissoluble. Dans sa tendre sollicitude pour Zohak, M. Gladstone est mécontent parce que le diable n'a encore baisé qu'une seule épaule, parce qu'il n'y a pas sur l'épaule gauche un serpent déchirant et déchiré pour

tenir compagnie à son frère qui déchire l'épaule droite.

Mais poursuivons notre examen de la théorie de M. Gladstone. Après avoir, comme il le croit, démontré qu'il est du devoir du gouvernement de professer une religion quelconque, bonne ou mauvaise, et d'établir cette religion, il en vient à se demander quelle religion un gouvernement doit préférer, et il tranche la question en faveur de la forme qu'a revêtue le christianisme en Angleterre. L'Église d'Angleterre est, à son avis, la pure Église universelle du Christ, qui possède la succession apostolique des ministres, et dans le giron de laquelle se trouve l'unité qui est essentielle à la vérité. Il réclame pour ses décisions un degré de respect bien supérieur à tout ce qu'elle a jamais réclamé pour elle-même dans ses formulaires, bien supérieur à ce que l'école modérée de Bossuet demande pour le pape, et à peine inférieur à ce que cette école voudrait attribuer au pape et au concile général réunis. Se séparer de sa communion, c'est se rendre coupable de schisme. Rejeter ses traditions ou ses interprétations de l'Écriture, c'est une criminelle présomption.

M. Gladstone dénonce le droit de libre examen, tel qu'on le comprend en général dans toute l'Europe protestante, comme un monstrueux abus. Il se déclare favorable, il est vrai, à l'exercice du libre examen, mais d'après un mode qui lui est personnel. Nous avons, à l'en croire, le droit de juger vraies toutes les doctrines de l'Église d'Angleterre, mais non le droit de ne pas les juger vraies. Il nous assure qu'il n'a pas la moindre objection à ce qu'on se livre sur les questions religieuses à d'actives recherches. Au contraire, il trouve ces recherches extrêmement désirables, tant qu'elles n'en-

gendrent pas la diversité des opinions ; ce qui équivaut à peu près à recommander l'usage d'un feu qui ne brûle pas les maisons, ou d'une eau-de-vie qui n'enivre pas. Il croit qu'il est possible à l'humanité d'exercer librement et vigoureusement son esprit sur les questions théologiques, et d'en venir néanmoins à un parfait accord avec elle-même et avec l'Église d'Angleterre. Et, autant que j'ai pu le découvrir, il ne donne aucune raison pour penser ainsi, sinon que tous ceux qui exercent vigoureusement et librement leur esprit sur les théorèmes d'Euclide y donnent leur assentiment. « L'activité du libre examen, » dit-il avec vérité, « n'est pas en opposition directe avec l'unité et la force de conviction dans les mathématiques. » Sur ce fait incontestable, il base un argument tant soit peu contestable. Tous ceux qui pensent avec liberté sont d'accord avec Euclide, nous dit-il. Mais l'Église est autant dans le vrai qu'Euclide. Pourquoi donc tous ceux qui pensent avec liberté ne seraient-ils pas d'accord avec l'Église ? Je pourrais poser bien des questions de même nature. Prenons la proposition que le roi Charles I[er] a écrit l'*Icon Basilike*. Il n'est pas douteux que l'affirmative ou la négative de cette proposition est aussi vraie qu'il l'est que deux côtés d'un triangle sont plus grands que le troisième. Pourquoi donc le docteur Wordsworth et M. Hallam, qui s'accordent à penser que deux côtés d'un triangle sont plus grands que le troisième, ne peuvent-ils pas s'entendre sur l'authenticité de l'*Icon Basilike* ? « L'état des sciences exactes prouve, » dit M. Gladstone, « qu'en ce qui regarde la religion, l'association de ces deux idées, la libre activité de la pensée et la variété des conclusions, est une association fausse. » Nous pourrions tout aussi

bien retourner l'argument dans l'autre sens, et conclure de la variété des opinions religieuses qu'il doit y avoir nécessairement des sectes mathématiques hostiles, les unes niant, et les autres affirmant que le carré de l'hypothénuse est égal aux carrés des deux autres côtés. Mais je ne trouve pas que ces analogies aient la moindre valeur. Pour nous assurer de la tendance du libre examen, nous n'avons qu'à ouvrir les yeux et à regarder le monde au milieu duquel nous vivons ; et nous voyons que, sur les questions mathématiques, le libre examen produit l'unité, et que, sur les questions morales, le libre examen produit la diversité. Il y aurait assurément moins de diversité dans les opinions, si ceux qui se livrent à des recherches étaient plus diligents et plus sincères. Mais il y aura toujours de la diversité même entre les esprits les plus diligents et les plus sincères, tant que la constitution de l'esprit humain et la nature de l'évidence morale n'auront pas changé. Il est fort triste que nous n'ayons pas à la fois la liberté et l'unité; il est fort triste aussi que nous n'ayons pas des ailes. Mais nous avons autant de chances de voir disparaître l'un de ces défauts que l'autre. Ce n'est pas seulement en religion qu'existe cette diversité : on la retrouve dans toutes les matières qui reposent sur l'évidence morale, dans les questions judiciaires, par exemple, et dans les questions politiques. Tous les juges feront une règle de trois d'après le même principe, et arriveront au même résultat. Mais il ne s'ensuit pas que, quelque laborieux et quelque honnêtes qu'ils puissent être, ils doivent être tous du même avis dans l'affaire Douglas. De même, il est chimérique d'espérer qu'il existe jamais une constitution libre sous l'autorité de laquelle tous les représentants soient élus

à l'unanimité, et toutes les lois adoptées à l'unanimité; et il serait ridicule, de la part d'un homme dÉtat, de passer son temps à s'étonner et à déplorer que des gens qui sont d'accord sur la question de savoir que deux et deux font quatre, ne puissent pas s'entendre sur la nouvelle loi des pauvres, ou sur l'administration du Canada.

On peut suivre deux conduites raisonnables et conséquentes par rapport à l'exercice du libre examen ; on peut se conduire comme les catholiques romains, qui l'interdisent à cause de ses inconvénients inévitables, ou comme les protestants, qui le permettent en dépit de ses inconvénients inévitables. Ils sont les uns et les autres plus raisonnables que M. Gladstone, qui voudrait avoir le libre examen sans ses inconvénients inévitables. Les catholiques romains produisent le repos par la stupeur. Les protestants encouragent l'activité, bien qu'ils sachent que partout où il y a beaucoup d'activité, il y a un peu d'aberration. M. Gladstone veut l'unité du quinzième siècle jointe à l'esprit actif et curieux du seizième. Autant vaudrait souhaiter d'être dans deux endroits à la fois.

Quand M. Gladstone dit que nous « voulons la diversité des opinions, que nous voulons et appelons l'erreur, le mensonge, l'aveuglement, et que nous faisons parade de ces diversités, sous prétexte qu'elles attestent une liberté qui n'a quelque valeur que lorsqu'elle contribue à l'unité dans la vérité, » il s'exprime avec plus d'énergie que de précision. Personne n'aime la diversité pour l'amour de la diversité. Mais quand on croit en conscience qu'à tout prendre, le libre examen profite à la vérité, et que, par suite de l'imperfection des

facultés humaines, partout où il y a beaucoup de libre examen, il y aura quelque diversité, on peut sans inconvenance regarder une telle diversité, bien que mauvaise en soi, comme un bon signe. C'est un fait très-malheureux qu'il y ait dans Londres dix mille voleurs. Mais si l'on considère ce fait à un certain point de vue, on y trouve des motifs de se réjouir. Quelle autre ville pourrait entretenir dix mille voleurs? Quelle doit être la masse de richesses contenue dans Londres, puisque les fragments glanés par une criminelle industrie s'élèvent à un chiffre si considérable ! Saint Kilda ne pourrait pas faire vivre un seul escroc. Le chiffre des vols est, dans une certaine mesure, un indice du chiffre des industries utiles et des spéculations judicieuses. Et de même que nous pouvons conclure du grand nombre de coquins qui se trouvent dans une ville qu'on y gagne honnêtement beaucoup d'argent, de même nous pouvons souvent tirer, de la masse d'erreurs qui existe dans une communauté, une conclusion satisfaisante quant à l'ardeur avec laquelle l'esprit public se livre aux recherches qui seules peuvent conduire à une conviction raisonnée de la vérité.

M. Gladstone semble croire que la plupart des protestants pensent qu'une doctrine peut être à la fois vraie et fausse, ou qu'ils trouvent indifférent qu'on adopte une conclusion vraie ou fausse, lorsqu'il s'agit de questions religieuses. S'il existe des protestants ayant des idées aussi absurdes, je les lui abandonne.

La doctrine protestante concernant le droit de libre examen, la doctrine qui est le fondement commun de l'Église anglicane, de l'Église luthérienne et de l'Église calviniste, la doctrine par laquelle toutes les sectes dis-

sidentes justifient leur séparation, n'est pas, je crois, que deux opinions contraires puissent être l'une et l'autre vraies; ce n'est pas non plus que la vérité et l'erreur soient également bonnes, ni que toute erreur spéculative soit nécessairement innocente, mais c'est qu'il n'y a pas sur la face du globe un corps visible aux décrets duquel les hommes soient tenus de soumettre leur jugement personnel en matière de foi.

Y a-t-il toujours un corps visible de cette nature? Existait-il en l'an 1500? Et, s'il n'existait pas, pourquoi sommes-nous obligés de croire qu'il existe en 1839? S'il y avait en l'an 1500 un corps visible de cette espèce, quel était-il? Était-ce l'Église de Rome? Et comment l'Église d'Angleterre peut-elle être orthodoxe aujourd'hui, si l'Église de Rome était orthodoxe alors?

« La situation de l'Angleterre, » dit M. Gladstone, « était entièrement différente de celle du continent. Sa Réformation, loin d'avoir détruit l'unité et la succession de l'Église dans son ministère apostolique, l'a maintenue avec succès. Nous avons donc encore parmi nous les témoins héréditaires et ordonnés de la vérité, qui nous la transmettent par une série non interrompue depuis le temps de Notre-Seigneur Jésus-Christ et de ses apôtres. Voilà ce qui est pour nous la voix ordinaire de l'autorité, d'une autorité également raisonnable et également vraie, que nous voulions l'entendre, ou que nous lui fermions nos oreilles. »

Le raisonnement de M. Gladstone n'est pas aussi clair qu'on pourrait le désirer. « Nous avons parmi nous, » dit-il, « des témoins héréditaires et ordonnés de la vérité, et leur voix est pour nous la voix de l'autorité. » Sans aucun doute, s'ils sont les témoins de la vérité, leur voix est la

voix de l'autorité. Mais cela équivaut à peu près à dire que la vérité est la vérité. La vérité n'est pas plus vraie parce qu'elle vient des apôtres en droite ligne. Le symbole de Nicée n'est pas plus vrai dans la bouche de l'archevêque de Cantorbéry que dans celle d'un modérateur de l'Assemblée générale. Si notre respect pour l'autorité de l'Église ne doit prendre sa source que dans notre conviction de la vérité de ses doctrines, nous arrivons tout de suite au monstrueux abus qu'on appelle l'exercice protestant du libre examen. Mais si M. Gladstone veut dire que nous devons croire que l'Église d'Angleterre enseigne la vérité, parce qu'elle est en possession de la succession apostolique, je doute fort qu'on puisse soutenir une pareille doctrine. D'abord, quelle preuve avons-nous de ce fait? Nous avons entendu dire, il est vrai, que la Providence a dû intervenir pour maintenir la succession apostolique dans la véritable Église. Mais c'est un argument qui est bon pour des esprits d'une autre espèce que celui de M. Gladstone. Je doute qu'il vienne nous dire que l'Église d'Angleterre est la véritable Église parce qu'elle est en possession de la succession, et qu'elle est en possession de la succession parce qu'elle est la véritable Église.

Quelle preuve avons-nous donc du fait de la succession apostolique? Et ici nous pourrions facilement défendre la vérité contre Oxford en employant les arguments dont se servit jadis Oxford pour défendre la vérité contre Rome. Dans cette phase de notre lutte avec M. Gladstone, les seules armes, pour ainsi dire, dont nous ayons besoin, sont celles que nous trouvons dans l'arsenal très-bien fourni et très-bien ordonné de Chillingworth.

L'ordination transmise des apôtres à un ministre an-

glais de notre temps doit s'être opérée au moyen d'un très-grand nombre d'intermédiaires. Il est probable qu'il n'y a pas dans l'Église d'Angleterre un seul ministre qui puisse faire remonter sa généalogie spirituelle d'évêque en évêque aussi loin que l'époque de la conquête. Il reste bien des siècles pendant lesquels l'histoire de la transmission des ordres est plongée dans les plus profondes ténèbres. Et pour qu'il soit un prêtre d'après le principe de la succession apostolique, il faut supposer pendant ce long période des milliers d'événements qu'on peut tous, sans une improbabilité choquante, révoquer en doute. Aucun de ces événements n'est prouvé. Nous ne savons même pas le nom ou le pays natal des hommes auxquels on tient pour établi que ces choses sont arrivées. Nous ne savons pas si les ancêtres spirituels de tel ou tel de nos contemporains étaient Espagnols ou Arméniens, ariens ou orthodoxes. En l'absence totale de preuves particulières, nous avons assurément le droit d'exiger qu'on nous prouve péremptoirement que la plus stricte régularité a été observée par toutes les générations successives, et que les fonctions épiscopales n'ont jamais été confiées à des hommes qui n'étaient pas évêques en vertu de la succession apostolique. Mais rien ne nous le prouve. D'abord, nous ne possédons pas de renseignements complets et exacts sur l'organisation de l'Église pendant le siècle qui suivit la persécution de Néron. Nul témoignage contemporain, nul témoignage que l'on puisse regarder comme décisif, n'établit que, pendant cette période, les directeurs de toutes les petites sociétés chrétiennes dispersées dans l'empire romain aient exercé leur autorité spirituelle en vertu d'une sainte ordination venue

des apôtres. On a passionnément discuté sur la question de savoir si la constitution de la primitive Église ressemblait plus à la forme anglicane qu'à la forme calviniste. C'est une question sur laquelle des hommes doués de beaucoup de talent, de science et de piété, ont différé et différent encore beaucoup aujourd'hui. C'est une question sur laquelle une bonne moitié de l'érudition et de la sagacité de l'Europe protestante s'oppose, depuis la Réformation, aux prétentions de l'Église anglicane. M. Gladstone lui-même, j'en suis persuadé, aurait la franchise de reconnaître que, si l'on n'admettait d'autres preuves que celles que fournit la littérature chrétienne authentique des deux premiers siècles, le bon sens ne parlerait pas en faveur de la prélature. Et s'il examinait la question avec le calme qu'il apporterait à l'étude d'une controverse sur les comices des Romains ou sur le Wittenagemot des Anglo-Saxons, il trouverait probablement que l'absence de témoignages contemporains pendant une si longue période laisse un vide que des témoignages postérieurs, quelque nombreux qu'ils puissent être, ne sauraient que très-imparfaitement combler. Assurément, il est impolitique de faire reposer les doctrines de l'Église d'Angleterre sur une théorie historique que quatre-vingt-dix-neuf protestants sur cent regarderaient comme beaucoup plus contestable qu'aucune de ces doctrines. Et ce n'est pas tout. Une profonde obscurité enveloppe l'histoire du moyen âge, et les faits qu'on arrive à distinguer à travers cette obscurité, prouvent que l'Église était extrêmement mal gouvernée. Les livres nous parlent de siéges importants vendus publiquement, donnés ou retirés par des soulèvements populaires, conférés là par une femme dé-

vergondée à son amant, ailleurs par un belliqueux baron à l'un de ses parents encore dans l'adolescence. Les livres nous parlent d'évêques âgés de dix ans, d'évêques âgés de cinq ans, de papes presque enfants qui rivalisaient de débauche avec Caligula, bien mieux, d'une papesse. Et quoique ce dernier fait, jadis reçu dans toute l'Europe, ait été repoussé par les sévères investigations de la critique moderne, les plus sagaces de ceux qui le rejettent ont reconnu qu'en soi il n'avait rien d'improbable. Dans notre propre île, Alfred se plaignait qu'il n'y eût pas au sud de la Tamise un seul prêtre capable de lire soit le latin soit l'anglais, et qu'il n'y en eût que fort peu au nord de ce fleuve. Et ce clergé illettré exerçait son ministère au milieu d'une population grossière et à demi païenne, au sein de laquelle des pirates danois qui n'avaient jamais reçu le baptême, ou qui l'avaient reçu par centaines sur le champ de bataille, se mêlaient à des paysans saxons dont les connaissances religieuses ne dépassaient pas de beaucoup les leurs. L'état de l'Irlande était encore plus triste. « Tota illa per universam Hiberniam dissolutio ecclesiasticæ disciplinæ, ille ubique pro consuetudine Christiana sæva subintroducta barbaries, » telles sont les expressions de saint Bernard. Nous avons donc quelque peine à comprendre comment un ministre peut avoir la confiance que l'ordination lui a été transmise régulièrement. Est-il ou non un vrai successeur des apôtres? C'est une question qui dépend d'une foule d'événements de la nature de ceux-ci : Ne se peut-il pas que du temps du roi Ethelwolf, un prêtre stupide, chargé de baptiser des centaines de prisonniers danois venant de choisir entre les fonts baptismaux et la potence, ait omis par hasard de baptiser un de ces prosélytes peu

convaincus ? Ne se peut-il pas qu'au septième siècle, un imposteur dépourvu de toute consécration, se soit fait passer pour un évêque auprès d'une tribu de Scots incultes, ou qu'un enfant de douze ans ait conféré le caractère épiscopal à un enfant de dix ans, par une cérémonie bâclée pendant qu'il était trop ivre pour savoir ce qu'il faisait ?

Depuis le premier siècle, plus de cent mille personnes ont, selon toute probabilité, exercé les fonctions d'évêque. Il est parfaitement certain qu'un grand nombre de ces évêques n'ont pas exercé leurs fonctions en vertu de la succession apostolique. Hooker admet qu'il y a eu de fréquentes exceptions à la règle générale, et avec une hardiesse digne de son grand et politique esprit, il déclare que ces exceptions furent souvent justifiables. « Il peut souvent y avoir, » dit-il, « des motifs très-justes et très-suffisants pour admettre une ordination conférée sans l'intervention d'un évêque. Là où l'Eglise a absolument besoin d'un ministre, et où elle n'a ni ne peut avoir un évêque pour conférer les ordres, l'institution ordinaire de Dieu a pu *souvent*, et peut céder le pas. Nous ne devons donc pas prétendre absolument et sans exception que dans toute ordination valable il doit y avoir descendance directe du pouvoir apostolique par une succession continue d'évêques. » On ne saurait douter, je crois, que la succession, si tant est qu'elle ait jamais existé, n'ait été souvent interrompue d'une façon beaucoup moins respectable. Supposons par exemple, et je suis sûr que tous les lecteurs un peu instruits reconnaîtront que cette supposition n'a rien d'improbable, supposons qu'au troisième siècle un homme d'esprit, mais sans principes, qui, dans le cours d'une vie errante et peu honorable, a

été catéchumène à Antioche et s'y est familiarisé avec les doctrines et les usages des Chrétiens, se rende ensuite à Marseille, où il trouve une société chrétienne riche, libérale, au cœur simple. Il se donne pour un Chrétien, se fait remarquer par son talent et son prétendu zèle, et finit par être élevé à la dignité épiscopale sans avoir jamais été baptisé. Ceux qui ont lu la vie de Pérégrinus reconnaîtront qu'un tel événement pouvait arriver et n'avait même rien que de fort probable. Les vertus mêmes qui distinguaient les premiers Chrétiens, semblent les avoir laissés sans défense contre les ruses qui trompaient « Uriel, bien qu'il gouvernât le soleil, et que, parmi tous les habitants du Ciel, il passât pour l'esprit le plus pénétrant (1). » Cet imposteur qui n'a pas reçu le baptême n'est évidemment pas un successeur des apôtres. Il n'est pas même un Chrétien; et tous les ordres qui ont été conférés par ce prétendu évêque sont absolument sans valeur. Savez-vous assez bien l'état du monde et l'état de l'Eglise au troisième siècle pour pouvoir affirmer qu'il n'y a pas eu à cette époque vingt évêques de cette espèce? Chaque cas analogue produit une interruption dans la succession apostolique.

Supposons maintenant que, dans la chaîne qui unit les apôtres aux missionnaires qui ont les premiers annoncé l'Évangile dans les parties les plus sauvages de l'Europe, il y ait eu une seule interruption de la nature de celles qu'Hooker regarde comme fréquentes et justifiables, ou de la nature de celles qu'ont pu produire l'hy-

(1) Uriel, though Regent of the sun, and held
The sharpest-sighted spirit of all in heaven.

pocrisie et la cupidité, qui peut dire les résultats de cette seule interruption ? Supposons que saint Patrick, par exemple, s'il a jamais existé, ou Théodore de Tarse qui, au septième siècle, consacra, dit-on, les premiers évêques d'un grand nombre de siéges anglais, n'aient pas reçu la véritable ordination apostolique, n'est-il pas concevable qu'une telle circonstance porterait atteinte à l'ordination d'un grand nombre de ministres vivant de nos jours? Et s'il était possible, ce qui n'est assurément pas le cas, de prouver qu'au troisième siècle, l'Église fût encore en possession de l'ordination apostolique, il serait impossible de prouver qu'au douzième siècle, cette ordination traditionnelle ne fût pas déjà suffisamment perdue pour qu'il fut difficile à un ecclésiastique d'être certain de la descendance légitime de son caractère spirituel. Et, s'il en avait été ainsi, aucune précaution subséquente n'aurait pu porter remède au mal.

Chillingworth établit la conclusion à laquelle il était arrivé à ce sujet en quelques paroles très-remarquables. « Il me paraît extrêmement improbable, et même cousin germain de l'impossible, que sur dix mille vérités non démontrées il n'y en ait pas une seule fausse, que sur dix mille conditions nécessaires, qui toutes les dix mille peuvent faire défaut, il n'en manque pas une seule. De sorte que cette assurance est comme une machine composée d'une multitude innombrable de pièces, dont il est singulièrement vraisemblable que quelques-unes ne seront pas en place : et cependant, si une seule pièce manque, toute la machine est nécessairement détruite : celui donc qui voudra les réunir, et peser mûrement tous les moyens possibles d'éteindre et d'annuler la prêtrise dans l'Eglise de Rome, sera très-porté à penser

qu'il y a cent à parier contre un que, sur cent soi-disant prêtres, il n'y en a pas un seul véritable ; bien mieux que, parmi les millions de prêtres qui composent la hiérarchie de l'Église romaine, il n'y en a pas vingt véritables. » Je ne prétends pas savoir précisément jusqu'à quel point les canonistes d'Oxford sont d'accord avec ceux de Rome quant aux circonstances qui annulent l'ordination. Je n'irai donc pas aussi loin que Chillingworth. Je dis seulement que je ne vois rien qui prouve d'une façon satisfaisante que l'Église d'Angleterre possède la succession apostolique. Et après tout, si M. Gladstone pouvait prouver la succession apostolique, que prouverait la succession apostolique? Il dit que « nous avons parmi nous les témoins ordonnés et héréditaires de la vérité, qui nous la transmettent par une série *non interrompue* depuis le temps de Notre-Seigneur Jésus-Christ et de ses Apôtres. » Est-ce bien vrai? Est-il douteux qu'au sein de l'Église d'Angleterre les ordres sacrés dérivent en général de l'Église de Rome ? L'Église d'Angleterre ne déclare-t-elle pas, M. Gladstone lui-même ne reconnaît-il pas que l'Eglise de Rome enseigne beaucoup de choses fausses, et condamne beaucoup de choses vraies ? Et n'est-il pas évident que, sur tous les points où les doctrines de l'Eglise d'Angleterre diffèrent de celles de l'Église de Rome, l'Eglise d'Angleterre transmet la vérité par une série interrompue ?

Il peut être parfaitement vrai que les fondateurs, laïques et ecclésiastiques, de l'Eglise d'Angleterre, aient corrigé dans les doctrines de l'Eglise de Rome tout ce qui avait besoin de correction, et rien de plus. Mais je ne puis admettre le fait que l'Église d'Angleterre possède la succession apostolique comme preuve de sa perfection.

Un fleuve ne saurait s'élever plus haut que sa source. La succession des ministres dans l'Église d'Angleterre, dérivée comme elle l'est de l'Église de Rome, ne peut pas prouver davantage en faveur de l'Église d'Angleterre qu'elle ne prouve en faveur de l'Église de Rome. Mais ce n'est pas tout. Les Églises Ariennes qui avaient jadis la prédominance dans les royaumes des Ostrogoths, des Visigoths, des Burgondes, des Vandales et des Lombards, étaient toutes des Églises épiscopales, et elles avaient toutes de plus justes prétentions à la succession apostolique que l'Eglise d'Angleterre, puisqu'elles étaient beaucoup plus voisines des temps apostoliques. En Orient, l'Eglise Grecque, qui est divisée des Eglises d'Occident sur des points de doctrine, peut également prétendre à cette succession. L'Eglise Nestorienne, l'Église Eutychéenne, et l'Église Jacobite, toutes hérétiques, toutes condamnées par des conciles dont les théologiens protestants eux-mêmes ont en général parlé avec respect, pouvaient également prétendre à la succession apostolique. Pour lors, si parmi les ministres revêtus de l'ordination apostolique, la grande majorité a enseigné beaucoup d'erreurs, s'il en est un grand nombre qui ont enseigné de mortelles hérésies; si d'un autre côté, comme M. Gladstone lui-même l'admet, des églises dépourvues de l'ordination apostolique, l'Église d'Écosse par exemple, ont plus approché de la parfaite orthodoxie que la majorité des ministres qui ont reçu l'ordination apostolique, comment peut-il nous inviter à soumettre notre jugement personnel à l'autorité d'une Église sous prétexte qu'elle est en possession de cette ordination?

M. Gladstone insiste beaucoup sur l'importance de l'unité dans la doctrine. Il nous dit que l'unité est essen-

tielle à la vérité. C'est parfaitement incontestable. Mais quand il va jusqu'à nous dire que cette unité est le trait caractéristique de l'Église d'Angleterre, qu'elle est une de corps et d'esprit, nous sommes contraints d'être d'un avis tout différent. Elle peut être ou non en possession de la succession apostolique. Mais elle n'a certainement pas, et elle n'a jamais eu l'unité. C'est un fait notoire que ses formulaires sont conçus de façon à lui permettre de confier ses fonctions les plus importantes à des hommes qui sont encore plus éloignés les uns des autres qu'un membre du parti de la haute Eglise ne l'est d'un catholique, ou qu'un membre du parti de la basse Eglise ne l'est d'un presbytérien, et que, sur quelques questions importantes, la tendance générale de l'Eglise a parfois varié. Prenez, par exemple, les questions agitées entre les Calvinistes et les Arminiens. Trouvons-nous dans l'Eglise d'Angleterre, par rapport à ces questions, cette unité qui est essentielle à la vérité? A-t-on jamais pu l'y trouver? N'est-il pas certain qu'à la fin du seizième siècle, les chefs de l'Église professaient des doctrines aussi Calvinistes que celles des plus fermes Caméroniens, et que non-seulement ils les professaient, mais encore qu'ils persécutaient tous ceux qui ne partageaient pas leurs opinions? Et n'est-il pas également certain que les chefs de l'Eglise ont, il y a fort peu de temps, regardé le Calvinisme comme un titre à l'exclusion des hautes dignités ecclésiastiques, sinon des ordres sacrés ? Lisez les questions que l'archevêque Whitgift posa à Barret, questions conçues précisément dans l'esprit de William Huntington, S. S. Puis lisez les quatre-vingt-sept questions que posait de nos jours l'évêque Marsh aux candidats à l'ordination. Il nous répugne-

rait pourtant de représenter l'un ou l'autre de ces célèbres prélats comme s'étant introduit dans une Église dont il aurait abhorré les doctrines, ou comme ayant mérité d'être dépouillé de sa robe. Cependant il est parfaitement certain que l'un ou l'autre était grandement dans l'erreur. John Wesley et John Newton, l'ami de Cowper, étaient tous deux ministres de cette Église. Ils étaient tous deux des hommes de talent. Ils étaient tous deux, je crois, des hommes d'une probité rigide, des hommes qui pour le plus riche évêché de l'empire n'auraient pas signé une confession de foi qu'ils n'auraient pas crue. Cependant, sur le sujet de la prédestination, Newton était fortement attaché à des doctrines que Wesley qualifiait de « blasphèmes qui faisaient tinter les oreilles d'un chrétien. » Il est incontestable que le clergé de l'Eglise établie est divisé sur ces questions, et qu'en fait ses formulaires n'excluent pas de ses autels des hommes scrupuleusement honnêtes qui appartiennent à des opinions diverses. Il est notoire que quelques-uns de ses chefs les plus distingués regardent cette grande latitude comme une bonne chose, et seraient fâchés de la voir restreindre en faveur de l'une quelconque de ces opinions. Je suis parfaitement de leur avis sur ce point. Mais que deviennent alors et l'unité de l'Église, et cette vérité à laquelle l'unité est essentielle? M. Gladstone nous dit que le *Regium Donum* fut donné originairement à des ministres presbytériens orthodoxes, mais que leurs successeurs hétérodoxes en reçoivent maintenant une partie. « Cela prouve, » dit-il, « les difficultés auxquelles s'exposent les gouvernements, quand ils s'allient avec des systèmes arbitraires d'opinions, et non avec l'Église seule. L'opinion disparaît, mais le don reste. » Mais n'est-il pas évident que si un Supralapsarien

décidé avait mis, sous l'évêque Whitgift, un domaine considérable à la disposition des évêques pour des usages ecclésiastiques, dans l'espoir que les chefs de l'Eglise resteraient fidèles à la théologie de Whitgift, il aurait en réalité donné un bien pour soutenir des doctrines qu'il détestait? L'opinion aurait disparu, et le don serait resté.

Ce n'est là qu'un exemple isolé. Quelles énormes différences d'opinion n'y a-t-il pas, touchant l'opération des sacrements, entre les évêques, les docteurs, les ministres de l'Eglise d'Angleterre, qui tous ont consciencieusement donné à ses articles leur assentiment, qui sont tous, d'après M. Gladstone, des témoins héréditaires et ordonnés de la vérité, et dont les voix réunies font ce que M. Gladstone appelle la voix de l'autorité raisonnable et vraie. En cela encore, l'Église n'a pas l'unité ; et comme l'unité est la condition essentielle de la vérité, l'Église n'a pas la vérité.

Prenez la question même que nous discutons avec M. Gladstone. Jusqu'à quel point l'Eglise d'Angleterre permet-elle l'exercice du libre examen? Quel degré d'autorité réclame-t-elle pour elle-même en vertu de la succession apostolique de ses ministres ? M. Gladstone, qui est un homme très-distingué et très-honnête, professe sur ce sujet un avis entièrement différent de celui de gens qu'il regarde lui-même comme aussi distingués et aussi honnêtes que lui. Des hommes qui ont sur cette question des opinions entièrement opposées aux siennes mangent le pain de l'Eglise, prêchent dans ses chaires, distribuent ses sacrements, confèrent ses ordres, et continuent cette succession apostolique dont ils ne comprennent, selon lui, ni la nature ni l'importance. Est-ce là l'unité? Est-ce là la vérité ?

On remarquera que je ne parle pas ici d'hommes peu honorables qui, mus par l'appât du gain, prétendent faussement qu'ils croient aux doctrines d'une Église établie. Je parle d'hommes parfaitement loyaux, dont les opinions diffèrent sur des questions théologiques de la plus haute importance, et qui, tout en avouant cette différence, sont cependant ministres et prélats de la même Eglise. Et je dis que, sur quelques points que M. Gladstone croit d'une importance vitale, l'Eglise n'a pas parlé, ou (ce qui revient au même dans la pratique) qu'elle n'a pas parlé dans un langage de nature à être compris même par des théologiens honnêtes et sagaces. La religion de l'Eglise d'Angleterre est si loin de présenter l'unité de doctrine que M. Gladstone regarde comme sa principale gloire, qu'elle est, à vrai dire, un assemblage d'innombrables systèmes religieux. Elle comprend et le système religieux de l'évêque Tomline, et le système religieux de John Newton, et tous les systèmes intermédiaires. Elle comprend et le système religieux de M. Newman, et le système religieux de l'archevêque de Dublin, et tous les systèmes intermédiaires. Toutes ces différentes opinions sont professées, avouées, prêchées, imprimées, dans le giron de l'Eglise, par des hommes d'une intégrité et d'une intelligence incontestables.

Trouvons-nous dans cette diversité un motif de blâme contre l'Église d'Angleterre? Bien loin de là! Nous nous opposerions de tout notre pouvoir à toute tentative pour rétrécir sa base. Plût à Dieu que, il y a cent cinquante ans, un bon roi et un bon primat eussent possédé les moyens aussi bien que le désir de la rendre plus large encore! C'était une noble entreprise, digne de

Guillaume et de Tillotson. Mais que deviennent toutes les éloquentes exhortations de M. Gladstone en faveur de l'unité ? N'est-ce pas une mauvaise plaisanterie que d'attacher tant d'importance à l'unité de forme et de nom, là où il y en a si peu en réalité, que de frémir à la pensée de deux églises alliées à un seul État, et de supporter avec patience le spectacle d'une centaine de sectes qui se font la guerre au sein d'une seule Église ? Et n'est-il pas évident que M. Gladstone est tenu, en vertu de ses propres principes, d'abandonner la défense d'une église où l'unité ne se trouve pas ? N'est-il pas évident qu'il est tenu de faire voter la Chambre des communes contre toutes les demandes de fonds qu'on peut faire pour le clergé de l'Eglise établie dans les colonies ? Il s'oppose au vote pour le collége de Maynooth, parce qu'il est monstrueux, dit-il, de payer un homme pour enseigner la vérité, et d'en payer un autre pour déclarer que cette vérité n'est qu'un mensonge. Mais le hasard seul décidera si les sommes qu'il vote pour le soutien de l'Eglise anglicane dans les colonies, seront consacrées à entretenir un Arminien ou un Calviniste, un homme comme M. Froude, ou un homme comme le docteur Arnold. Le hasard seul décidera, par conséquent, si ces sommes contribueront à entretenir un ministre qui enseigne la vérité, ou un ministre qui déclare que cette vérité n'est qu'un mensonge.

Cet argument suffit, ce me semble, pour réfuter toute la portion du livre de M. Gladstone qui traite des subventions données par l'État à des sectes dissidentes. Il condamne absolument cet emploi des deniers publics. Mais, à coup sûr, s'il est coupable d'employer les deniers publics au soutien de ceux qui enseignent de fausses doctrines, il est coupable d'appliquer ces fonds au maintien

des ministres de l'Eglise établie. Que Calvin ait été dans le vrai ou que ce soit Arminius, que ce soit Laud ou que ce soit Burnet, il est bien certain que les ministres de l'Eglise établie enseignent beaucoup de fausses doctrines. Et si l'on dit qu'il faut passer sous silence les points sur lesquels le clergé de l'Eglise d'Angleterre n'est pas d'accord, à cause du grand nombre de points importants sur lesquels il pense de même, pourquoi ne pas appliquer le même argument à d'autres sectes qui professent aussi bien que l'Eglise d'Angleterre la foi aux doctrines fondamentales du christianisme ? Du moment qu'on admet qu'un homme qui pense comme le fait M. Gladstone peut légitimement attribuer une partie des deniers publics au soutien d'un chapelain qui pense comme Paley ou comme Siméon, on abandonne le principe qu'un chef de gouvernement est tenu en conscience de propager la vérité religieuse, et de ne propager aucune doctrine religieuse qui ne soit pas véritable. Toute la question devient alors une question de mesure. Il va de soi qu'un gouvernement, pas plus qu'un individu, ne peut légitimement propager l'erreur pour le plaisir de la propager. Mais les gouvernements, aussi bien que les individus, sont dans la nécessité d'employer les instruments tels quels dont ils disposent, et l'on ne peut trouver d'instrument humain qui communique la vérité sans quelque alliage d'erreur. J'ai montré, je crois, d'une façon irréfutable que l'Eglise d'Angleterre n'est pas un instrument parfait à ce point. La question se réduit donc à ceci : quel degré d'imperfection devons-nous supporter dans les instruments que nous employons ? Je ne vois pas comment on pourrait faire à cette question une réponse générale. Il faut se laisser guider par les circonstances. Par exemple, un pro-

testant serait très-criminel s'il contribuait à l'envoi de missionnaires jésuites chez des peuples protestants. Mais je ne crois pas qu'on pût blâmer un protestant qui viendrait en aide à des missionnaires jésuites cherchant à convertir les Siamois au christianisme. Il est fâcheux que l'ivraie soit mêlée au froment, mais mieux vaut avoir à la fois l'ivraie et le froment que de perdre toutes les espérances de la récolte.

Je vois avec un profond regret que M. Gladstone reproche au gouvernement britannique dans l'Inde de distribuer un peu d'argent aux prêtres catholiques qui donnent des secours spirituels à nos soldats irlandais. Qu'il me permette une supposition. Un gentilhomme protestant a à son service un domestique catholique dans une partie du pays où, à plusieurs milles à la ronde, il n'y a pas de congrégation catholique. Le domestique tombe malade : on désespère de sa vie. Il désire ardemment, à son heure dernière, recevoir les derniers sacrements de son Eglise. Son maître envoie un messager dans une chaise de poste, avec l'ordre de ramener un confesseur d'une ville fort éloignée. Voilà un protestant qui dépense de l'argent pour assurer à son domestique les consolations et les secours religieux d'un prêtre catholique. A-t-il commis un péché ? N'a-t-il pas agi en bon maître et en bon chrétien ? M. Gladstone l'accuserait-il de relâchement dans ses principes religieux ? Lui reprocherait-il « de confondre la vérité avec l'erreur, de regarder le maintien de la religion comme une faveur faite à un individu, et non comme un hommage rendu à la vérité? » Mais si ce domestique a entrepris, pour l'amour de son maître, un voyage qui l'a éloigné du lieu où il aurait pu obtenir facilement des

secours religieux? Si sa mort a été causée par une blessure qu'il a reçue en défendant son maître? Ne dirons-nous pas que son maître s'est borné à remplir un devoir sacré? M. Gladstone lui-même avoue que « personne ne peut penser que la personnalité de l'Etat doive revêtir un caractère plus rigoureux ou imposer des obligations plus impérieuses que celle de l'individu. » Quelle est donc la situation du gouvernement de l'Inde? Voilà un pauvre soldat, enrôlé dans le comté de Clare, ou dans le comté de Kerry : il a fait un voyage sur mer de quinze mille lieues marines, et il est envoyé dans un climat énervant et pestilentiel. Il se bat pour le gouvernement ; il le fait triompher; il est blessé ; il est étendu sur son grabat, consumé par la fièvre sous ce soleil terrible, sans un ami auprès de lui. Il soupire après les consolations de cette religion qu'il a peut-être négligée lorsqu'il était bien portant et vigoureux, mais qui lui revient maintenant à l'esprit, et qui se mêle aux souvenirs émouvants de son enfance, et de ce foyer domestique qu'il ne doit jamais revoir. Et parce que l'État pour lequel il meurt lui envoie un prêtre de sa foi qui vient s'asseoir à son chevet et qui lui parle, dans un langage qui gagne aussitôt son amour et sa confiance, du Père de tous, du Sauveur de tous, et de la commune espérance de l'immortalité, parce que l'État pour lequel il meurt ne l'abandonne pas dans ses derniers moments aux soins d'infirmiers païens, ou n'envoie pas un chapelain d'une foi différente pour tourmenter cet homme qui s'en va mourir, et lui faire de la controverse sur le concile de Trente, M. Gladstone trouve que l'Inde présente « un triste spectacle », et qu'il « y a une grande admission de faux principes » dans le système qui y est en vigueur. Je désire bien sincèrement que ces

réflexions engagent M. Gladstone à prendre de nouveau en considération cette partie de son ouvrage, et qu'elles l'empêchent d'exprimer dans la grande assemblée où il doit toujours être écouté avec attention, des opinions si indignes de son caractère.

J'ai dit presque tout ce qui me paraît utile à dire sur la théorie de M. Gladstone. Peut-être ferais-je mieux de m'arrêter ici. Il est beaucoup plus facile de renverser que de construire. Cependant, afin de donner à M. Gladstone sa revanche, je vais établir en quelques pages mes vues sur l'alliance de l'Église et de l'État.

Je me mets en route dans la compagnie de Warburton, et je fais assez bon ménage avec lui jusqu'au moment où nous arrivons à son contrat, contrat que M. Gladstone regarde à juste titre comme une fiction. Je crois que le premier but du gouvernement est un but purement temporel, et qu'il est destiné à protéger les personnes et les propriétés des hommes.

Je crois que le gouvernement, comme toute autre création de la sagesse humaine, depuis la plus élevée jusqu'à la moindre, a plus de chances de bien remplir son but principal quand il est organisé en vue de ce seul but. M. Gladstone, qui aime Platon, ne nous reprochera pas d'employer, à l'imitation de Platon, les objets les plus familiers pour mieux faire ressortir notre proposition. Prenons, par exemple, la coutellerie. Une lame qui est destinée à la fois à raser et à découper, ne rasera certainement pas aussi bien qu'un rasoir, et ne découpera pas aussi bien qu'un couteau à découper. Une académie de peinture qui serait aussi une banque, exposerait, selon toute probabilité, de très-mauvais tableaux et escompterait de très-mauvaises lettres de change. Une compagnie

d'éclairage au gaz qui serait aussi une société de salles d'asile, éclairerait probablement mal les rues, et apprendrait mal à lire aux enfants. D'après cela, je crois que le gouvernement doit être organisé uniquement en vue de son but principal, et qu'il ne faut rien sacrifier de son efficacité à ce point de vue pour tendre à un autre but, quelque excellent qu'il puisse être.

Cela veut-il dire que les gouvernements ne doivent jamais poursuivre un autre but que leur but principal? Assurément non. Quoiqu'il soit désirable que toute institution ait un but principal et qu'elle soit constituée de façon à travailler le plus efficacement possible à ce but, cependant, si elle peut poursuivre quelque autre but utile, sans se détourner en rien de son but principal, il est de son devoir de le faire. Ainsi, le but pour lequel on construit un hôpital, c'est le soulagement des malades, et non pas l'embellissement de la rue. Il serait révoltant de sacrifier le bien-être des malades à la splendeur de l'architecture, de placer le bâtiment dans une mauvaise exposition uniquement pour que, vu d'une grande place publique, il présente une façade plus imposante; de rendre les salles plus chaudes ou plus froides qu'elles ne doivent l'être, afin que les colonnes et les fenêtres de l'extérieur soient agréables à voir pour les passants. Mais si l'on peut, sans sacrifier en rien le but principal, faire de l'hôpital un ornement pour la métropole, il serait absurde de ne pas le faire.

De même, si un gouvernement peut, sans rien sacrifier de son but principal, concourir à quelque autre œuvre utile, il est de son devoir de le faire. L'encouragement des beaux-arts, par exemple, n'est pas du tout le but principal du gouvernement, et il serait absurde, en cons-

tituant un gouvernement, de se demander un seul instant si ce serait un gouvernement propre à faire des Raphaëls et des Dominiquins. Mais il ne résulte pas de là qu'un gouvernement ait tort d'établir une galerie nationale de tableaux. On peut en dire autant de la protection accordée aux savants, de la publication des archives; des collections de livres, d'animaux, de plantes, de fossiles ou d'antiques; des voyages destinés à encourager les découvertes géographiques ou les observations astronomiques. Ce n'est pas dans ce but qu'un gouvernement est constitué. Mais il peut arriver qu'un gouvernement dispose de ressources qui lui permettent, sans nuire à son but principal, de poursuivre ces buts collatéraux beaucoup plus efficacement que ne pourrait le faire un individu ou une association volontaire. S'il en est ainsi, il est du devoir du gouvernement de poursuivre ces buts collatéraux.

Il est encore plus évidemment du devoir du gouvernement d'encourager, toujours en subordonnant tout à son but principal, les entreprises qui peuvent l'aider à atteindre ce but principal. Le progrès de la navigation à vapeur, par exemple, n'est pas le moins du monde le premier but d'un gouvernement. Mais comme les navires à vapeur servent à la défense nationale, comme ils facilitent les rapports entre les provinces éloignées, et que par là ils consolident la force de l'empire, le gouvernement peut être tenu d'encourager des hommes habiles à perfectionner une invention qui tend si directement à rendre l'État plus capable d'atteindre son premier but.

Par ces deux motifs, l'instruction du peuple peut préoccuper utilement le gouvernement. C'est une bonne chose en soi que le peuple soit bien élevé, et par consé-

quent l'État doit y travailler, s'il peut le faire sans sacrifier son premier but. L'éducation du peuple, lorsqu'elle est dirigée en vertu des principes moraux qui sont communs à toutes les formes du christianisme, est d'un très-grand prix, en ce qu'elle concourt efficacement au but principal pour lequel le gouvernement existe, et à cause de cela elle mérite l'attention des gouvernements. Je ne veux pas approfondir aujourd'hui la question générale de l'éducation, et je bornerai mes remarques au sujet qui nous occupe plus positivement, c'est-à-dire à l'instruction religieuse du peuple.

J'aurai de nouveau recours à la comparaison d'un hôpital pour faire bien comprendre ce que je pense de la marche que doivent suivre les gouvernements en ce qui touche à l'instruction religieuse. L'instruction religieuse n'est pas le but principal pour lequel on bâtit un hôpital, et il y aurait de l'extravagance à introduire dans un hôpital des règlements préjudiciables à la santé des patients, sous prétexte de travailler à leurs progrès spirituels, d'envoyer un prédicateur intarissable à un homme auquel le médecin viendrait d'ordonner le repos et le sommeil, d'imposer la stricte observation du carême à un convalescent auquel on aurait ordonné de manger de la viande succulente, ou de décréter, comme le fit Pie V dans son ardente bigoterie, qu'on ne donnerait aucun secours médical aux personnes qui refuseraient de voir un prêtre. Mais il ne résulte pas de là qu'on aurait toujours tort d'avoir un chapelain pour visiter les malades, et de payer ce chapelain sur les fonds de l'hôpital. Convient-il d'avoir un tel chapelain et à quelle croyance religieuse un tel chapelain doit-il appartenir, cela dépend des circonstances. Il peut y avoir des villes où il serait

impossible d'établir un bon hôpital sans le concours de personnes appartenant à diverses opinions; et les divisions religieuses peuvent être assez tranchées pour que des hommes disposés à se concerter pour secourir des malades ne le soient pas à s'entendre pour choisir un seul chapelain. Les partisans de la haute Église déclarent que si l'on paie un chapelain, il faut qu'il appartienne à la haute Église; les évangéliques tiennent à un chapelain évangélique. Il est bien clair qu'il serait absurde et cruel d'abandonner un projet utile et humain, sur lequel tout le monde est d'accord, parce que tout le monde ne peut pas s'entendre sur un autre point. Les directeurs doivent, ou bien nommer deux chapelains et les payer tous deux, ou bien n'en pas nommer du tout, et chacun d'eux doit individuellement faire ce qu'il peut pour procurer aux malades les consolations et les instructions religieuses qu'il croit leur être le plus utiles.

Je dirai la même chose du gouvernement. Le gouvernement, pas plus que l'hôpital de Saint-Georges, n'est une institution destinée à la propagation de la religion, et si le gouvernement poursuivait comme son but principal ce qui ne peut être que son but secondaire, le résultat serait à la fois absurde et pernicieux. Mais un gouvernement qui regarde l'instruction religieuse du peuple comme un but secondaire, et qui reste fidèle à ce principe, fera, je crois, beaucoup de bien et fort peu de mal.

Je vais examiner rapidement quelques-unes des conséquences auxquelles mène ce principe, et montrer comment il résout quelques problèmes qu'il est impossible de résoudre d'une façon satisfaisante, d'après l'hypothèse de M Gladstone.

D'après notre principe, on ne saurait évidemment défendre aucune persécution dirigée contre les personnes ou contre les propriétés ; car, puisque la protection des personnes et des propriétés est le but principal du gouvernement, et que l'instruction religieuse n'est qu'un but secondaire, on sacrifierait le but principal au but secondaire. Si, pour mettre le peuple à l'abri de l'hérésie, on mettait en danger la vie, les membres ou les biens des citoyens, cela serait aussi absurde qu'il pourrait l'être aux directeurs d'un hôpital d'ordonner aux chirurgiens de panser les plaies de tous les malades ariens ou sociniens de façon à y faire venir la gangrène.

De même, d'après notre principe. on ne saurait défendre les incapacités politiques établies pour cause d'opinions religieuses ; car de telles incapacités rendent le gouvernement moins apte à poursuivre son but principal : elles le limitent dans le choix qu'il a à faire d'hommes capables d'administrer et de défendre l'État ; elles lui aliènent le cœur de ceux qui en souffrent ; elles lui enlèvent une partie de sa force effective dans les conflits avec les nations étrangères. Une telle conduite est aussi absurde que le serait celle d'un directeur d'hôpital qui repousserait un chirurgien distingué parce qu'il serait un Restitutioniste universel, et qui confierait les opérations à un charlatan parce qu'il serait parfaitement orthodoxe.

De même, d'après nos principes, le gouvernement ne doit jamais imposer au peuple l'instruction religieuse, quelque saine qu'elle puisse être, de façon à exciter un mécontentement dangereux pour l'ordre public. Car en agissant de la sorte, le gouvernement sacrifierait son but principal à un but qui est en soi de la plus haute impor-

tance, mais qui n'est cependant qu'un but secondaire du gouvernement, en qualité de gouvernement. Cette règle résout la difficulté de l'Inde, difficulté dont M. Gladstone ne peut se débarrasser qu'en admettant un prétexte imaginaire pour se décharger d'une obligation imaginaire. Il n'est assurément pas de pays où il soit plus désirable que le christianisme se propage. Mais il n'est pas de pays où le gouvernement soit si complétement impropre à remplir cette tâche. En usant de notre pouvoir pour faire des prosélytes, nous amènerions la dissolution de la société, et nous causerions la ruine absolue des intérêts que le gouvernement est chargé de protéger. Le but secondaire ne saurait pour le moment se concilier avec le but principal; par conséquent il faut l'abandonner. L'instruction chrétienne donnée par des individus et des sociétés volontaires peut faire beaucoup de bien; donnée par le gouvernement, elle ne ferait que du mal. En même temps, je suis tout à fait de l'avis de M. Gladstone, lorsqu'il dit que les autorités anglaises dans l'Inde ne doivent prendre part à aucun rite idolâtre, et je suis pleinement convaincu qu'une telle participation est non-seulement antichrétienne, mais encore mal habile et sans dignité.

A supposer que l'état du pays soit tel que, d'après nos principes, le gouvernement puisse donner l'instruction religieuse à son peuple, nous avons encore à examiner quelle religion il devra enseigner. L'évêque Warburton répond : la religion de la majorité. Je suis d'accord avec lui en ce que je puis difficilement admettre qu'il y ait jamais de motif d'établir, comme la religion exclusive de l'État, la religion de la minorité. Une telle préférence exciterait probablement de graves mécontentements, et

mettrait en danger les intérêts que le gouvernement a pour premier devoir de protéger. Mais je n'admettrai jamais qu'un gouvernement ait le droit d'aider à répandre un système religieux sans autre motif que ce système est du goût de la majorité. D'un autre côté, je ne puis être de l'avis de M. Gladstone, qui répondrait certainement que la seule religion qu'un chef de gouvernement doive propager est la religion de sa propre conscience. En vérité, c'est une chose impossible. Nous avons montré comment M. Gladstone lui-même, quand il vote des fonds pour l'Église d'Angleterre, aide en réalité à propager, non pas la religion précise de sa propre conscience, mais une ou plusieurs (il ne sait ni laquelle ni combien) des innombrables religions qui existent entre les confins du pélagianisme et ceux de l'antinomianisme, et entre les confins du papisme et ceux du presbytérianisme. A mon avis, l'instruction religieuse qu'un chef de gouvernement doit patroner, en sa qualité d'homme public, est celle qu'il regarde en conscience comme de nature à enseigner le plus de bien et le moins de mal possible. Ainsi il ne choisira pas nécessairement sa propre religion. Il croira, bien entendu, que sa propre religion est absolument bonne. Mais ce qu'il a à examiner, ce n'est pas ce que sa religion contient de bon, c'est la mesure de bien qu'apprendra le peuple s'il est instruit dans cette religion. Le chef du gouvernement peut préférer les doctrines et l'organisation de l'Église d'Angleterre à celles de l'Église d'Écosse. Mais s'il sait qu'une congrégation écossaise écoutera avec infiniment de respect et d'attention un Erskine ou un Chalmers qui viendront lui exposer les doctrines fondamentales du christianisme, et que l'apparition d'un surplis ou d'une seule phrase de

la liturgie donnera le signal du tumulte et du désordre, et exposera le ministre à voir voltiger autour de sa tête des bancs et des pierres, il agira prudemment s'il fait arriver l'instruction religieuse aux Écossais par le moyen de cette Église imparfaite, selon lui, de laquelle ils apprendront beaucoup, plutôt que par le moyen de cette Église parfaite de laquelle ils n'apprendront rien. Le seul but de l'enseignement, c'est que les hommes apprennent ; et il est puéril de parler du devoir d'enseigner la vérité par des procédés qui ont pour résultat d'amener les hommes à tenir plus fortement à l'erreur.

Ces principes posés, je comprends qu'un homme d'État puisse s'opposer avec fermeté à toutes les tentatives faites dans le but de détruire l'Église d'Angleterre, et cela sans éprouver pour cette Église le même respect que M. Gladstone. Cet homme d'État connaît peut-être trop bien son origine pour la contempler avec une crainte superstitieuse. Il sait peut-être qu'elle est sortie d'un compromis entre le zèle ardent des réformateurs et l'égoïsme de politiques avides, ambitieux et prudents. Il trouve peut-être dans chaque page de ses annales de nombreux motifs de blâme. Il sent peut-être qu'il lui serait impossible de signer en conscience tous ses articles. Il regrette peut-être que tous les efforts qu'on a faits pour ouvrir ses portes à de nombreuses classes de non-conformistes aient échoué. Il regarde peut-être son système épiscopal comme d'invention purement humaine. Il ne peut pas la défendre sous prétexte qu'elle possède la succession apostolique, parce qu'il n'est pas sûr que cette succession ne soit pas une fable. Il ne peut pas la défendre sur le terrain de son unité, car il sait que les sectes qui occupent ses frontières sont beaucoup plus

éloignées l'une de l'autre, que l'une de ses frontières n'est éloignée de l'Église de Rome, ou l'autre de l'Église de Genève. Mais il peut penser qu'elle enseigne plus de vérité et moins d'erreur que ne feraient ceux qui viendraient prendre sa place, si elle avait une fois disparu. Il peut penser que l'effet produit sur l'esprit public par ses beaux services et par ses prédications, est, à tout prendre, excellent. Il peut penser que son influence civilisatrice se fait utilement sentir dans des pays éloignés. Il peut croire que, si elle était détruite, une grande partie de ceux qui composent maintenant ses congrégations négligerait tous devoirs religieux, et qu'une partie plus considérable encore tomberait sous l'influence de charlatans spirituels, avides de gain, ou animés par le fanatisme. Tout en reconnaissant avec plaisir qu'on trouve en abondance parmi les ministres dissidents toutes les qualités de pasteurs chrétiens, il serait peut-être enclin à penser que l'influence indirecte de l'Église établie a contribué puissamment à élever le niveau moral et intellectuel de cette classe exemplaire de ministres de l'Évangile. Il ne serait peut-être pas convaincu que, si l'Église disparaissait aujourd'hui, la place de nos Sumner et de nos Whateley fut occupée par des Doddrige et des Hall. Il peut croire que les avantages que j'ai énumérés seraient obtenus, ou du moins pourraient l'être, si l'on modifiait légèrement le système actuel, sans rien sacrifier des intérêts majeurs que tous les gouvernements doivent avoir d'abord en vue. Il lui est même permis de penser qu'on ne saurait renverser une institution si profondément enracinée dans des millions d'esprits et de cœurs, sans ébranler tous les fondements de la société civile. Il lui serait au

moins aussi facile de trouver des raisons pour soutenir l'Église d'Écosse; et il ne se croirait pas obligé d'avoir recours à un contrat pour justifier l'alliance de deux établissements religieux avec un seul gouvernement. Il regarderait comme frivole tout scrupule à ce sujet chez un homme dévoué à une Église dont le docteur Herbert Marsh et le docteur Daniel Wilson sont tous deux évêques. Il irait même beaucoup plus loin. Il aurait été tout prêt à voter en 1825 pour la proposition de lord Francis Egerton, qui demandait qu'on allouât des fonds au clergé catholique d'Irlande, et il regretterait profondément qu'on n'eût pas adopté en 1829 une mesure à cet effet.

Nous croyons qu'un homme d'Etat imbu de nos principes pourrait de la sorte se convaincre qu'il serait impolitique au plus haut point d'abolir l'Église d'Angleterre ou l'Église d'Écosse.

Mais s'il y avait, en un point quelconque de l'univers, une église nationale regardée comme hérétique par les quatre cinquièmes de la nation commise à ses soins, une Église établie et maintenue par le glaive, une Église produisant deux fois plus d'émeutes que de conversions, une Église qui, tout en possédant beaucoup de richesses et de pouvoir, et tout en ayant été longtemps soutenue par des lois persécutrices, eût été reconnue incapable de propager ses doctrines, et à peine capable de se maintenir sur son terrain, une Église assez odieuse pour qu'on en fût venu à regarder généralement comme de bonne guerre l'emploi de la fraude et de la violence pour la dépouiller de ses droits de propriété les plus évidents; une Église dont les ministres prêchassent à des murs solitaires et obtinssent à grand'peine leur légitime subsistance avec l'aide des baïonnettes, une

telle Église ne saurait, nous l'avouons, être défendue d'après nos principes. Et nous dirions que l'Etat qui s'est allié avec une semblable Église, a subordonné le but principal du gouvernement au but secondaire, et que les conséquences ont été ce que tout observateur sagace aurait prédit. On n'atteint de la sorte ni le but principal ni le but secondaire; les intérêts temporels et les intérêts spirituels du peuple souffrent à la fois. Au lieu de se rapprocher de l'Église, les hommes s'éloignent du gouvernement. Après avoir sacrifié, pour soutenir la vraie religion, l'ordre, la paix, l'union, tous les intérêts qu'il a pour premier devoir de protéger, le magistrat est forcé de reconnaître que l'expérience des siècles a prouvé qu'il encourageait l'erreur. Plus les doctrines de cette Église sont bonnes, plus la superstition qui les combat est absurde et pernicieuse, et plus on a le droit de blâmer hautement le gouvernement qui a privé une bonne cause de ses avantages naturels. Ceux qui prêchent aux hommes qui gouvernent la nécessité d'employer leur pouvoir à propager la vérité, feraient bien de se rappeler que l'erreur, qui ne saurait se mesurer avec la vérité laissée à elle-même, l'a souvent emporté sur la vérité et le pouvoir réunis.

Un homme d'Etat qui serait pénétré de nos principes déclarerait sans hésiter qu'on n'aurait jamais dû fonder une Église comme celle que nous venons de décrire. Nous ne nous hasarderons pas à en dire davantage à ce sujet en son nom. Il se rappellerait sans aucun doute que le monde est plein d'institutions qui n'auraient jamais dû être fondées, mais qu'il ne faut pas détruire brusquement, une fois qu'elles existent, et qu'il est souvent sage dans la pratique de se contenter de mitiger des abus

qu'on serait impatient de détruire, à ne les étudier que théoriquement.

J'ai fini, et il ne me reste plus qu'à me séparer de M. Gladstone, avec la courtoisie d'antagonistes qui ne se veulent point de mal. Je ne partage pas ses opinions, mais j'admire son talent, je respecte son intégrité et sa bienveillance, et j'espère qu'il ne se laissera pas si complétement absorber par la vie politique, qu'il ne lui reste plus de loisir pour s'occuper de littérature et de philosophie.

DES

INCAPACITÉS POLITIQUES DES JUIFS

— JANVIER 1831.—

Exposé des Incapacités Politiques dont les Juifs sont frappés en Angleterre, in-8. Londres, 1829.

Le membre distingué de la chambre des Communes qui a fait, vers la fin du dernier Parlement, une proposition en faveur des Juifs, a déclaré qu'il avait l'intention de la renouveler. Dans la dernière session, la force de la raison a fait faire un pas à la mesure, en dépit de l'opposition du pouvoir. Aujourd'hui la raison et le pouvoir sont du même côté, et je ne doute guère qu'ils ne remportent conjointement une victoire décisive. Afin de contribuer en quelque chose au succès de principes équitables, je me propose de passer en revue, aussi rapidement que possible, quelques-uns des arguments, quelques-unes des phrases décorées du nom d'arguments, qu'on emploie pour défendre un système rempli d'injustice et d'absurdité.

La constitution est essentiellement chrétienne, dit-on, et par conséquent admettre les Juifs aux offices publics, ce serait détruire la constitution. D'ailleurs, on ne fait pas tort aux Juifs en les excluant du pouvoir politique. Nul homme n'a droit au pouvoir. Tout homme a des

droits sur sa propriété; tout homme a droit à être protégé contre une atteinte à sa personne. La loi accorde aux Juifs ces divers droits, et il serait inique de les leur contester. Mais c'est par faveur pure qu'un homme est admis au pouvoir politique, et nul homme ne saurait justement se plaindre d'en être privé.

Il est impossible de ne pas admirer l'habileté de ces artifices destinés à décharger du fardeau de la preuve ceux à qui il incombe naturellement, et qui le trouveraient trop pesant, j'imagine. Assurément, nul chrétien ne niera que tout être humain a le droit d'être admis à toute jouissance sans inconvénient pour autrui, et d'être dispensé de toute mortification sans avantage pour autrui. N'est-ce pas pour une certaine classe d'individus une cause de mortification que d'être exclus du pouvoir politique? S'il en est ainsi, ils ont, d'après les principes chrétiens, le droit d'être affranchis de cette mortification, à moins que l'on ne puisse démontrer que leur exclusion est nécessaire pour éviter un mal plus grave. La présomption est évidemment en faveur de la tolérance, et c'est à ceux qui la combattent à fournir leurs preuves.

L'étrange argument que nous examinons prouverait trop, même pour ceux qui le mettent en avant. Si nul homme n'a droit au pouvoir politique, nul Juif, nul gentil n'y a droit. La base du gouvernement disparaît; mais si le gouvernement disparaît, les propriétés et les personnes sont en danger, et il est reconnu que les hommes ont droit à leur propriété et à leur sécurité personnelle. Il est juste que la propriété des citoyens soit protégée, et si elle ne peut l'être que par le moyen du gouvernement, il est juste que le gouvernement existe. Or, il ne peut y avoir de gouvernement à moins qu'une ou plu-

sieurs personnes ne possèdent le pouvoir politique. Par conséquent, il est juste qu'une ou plusieurs personnes possèdent le pouvoir politique. Ce qui revient à dire qu'une ou plusieurs personnes ont droit au pouvoir politique.

C'est parce qu'on n'a pas l'habitude de rechercher quel est le but du gouvernement, que les incapacités des catholiques et les incapacités des juifs ont pu durer si longtemps. Nous entendons souvent parler de gouvernements essentiellement protestants, de gouvernements essentiellement chrétiens, expressions aussi sensées que celles de cuisine essentiellement protestante, ou d'équitation essentiellement chrétienne. Le gouvernement est fait pour maintenir la paix, pour nous forcer à régler nos disputes par voie d'arbitrage, au lieu de les régler par des coups; pour nous forcer à suppléer à nos besoins par le travail, au lieu d'y suppléer par la rapine. C'est la seule opération à laquelle la machine du gouvernement soit particulièrement adaptée, la seule opération que les gouvernements sages se proposent comme leur principale fin. S'il existe une classe d'individus qui ne soient pas intéressés à la sécurité de la propriété et au maintien de l'ordre, cette classe d'individus ne doit pas participer aux pouvoirs qui sont créés pour assurer la sécurité de la propriété et le maintien de l'ordre. Mais je ne saurais concevoir en quoi un homme serait moins capable d'exercer ces pouvoirs, parce qu'il porte une barbe, parce qu'il ne mange pas de jambon, et parce qu'il va à la synagogue le samedi au lieu d'aller à l'église le dimanche.

Les points qui séparent le christianisme et le judaïsme ont beaucoup à faire avec l'aptitude d'un homme à être évêque ou rabbin; mais ils n'ont pas plus à faire avec

son aptitude à être magistrat, législateur ou ministre des finances, qu'avec son aptitude à être savetier. Personne n'a jamais songé à exiger des savetiers une déclaration sur la véritable foi d'un chrétien. Il n'est personne qui n'aimât mieux avoir ses souliers ressemelés par un savetier hérétique que par un signataire des trente-neuf articles qui n'aurait jamais manié une alène. Les hommes agissent ainsi, non parce qu'ils sont indifférents à la religion, mais parce qu'ils ne voient pas ce que la religion a à faire avec le ressemelage de leurs souliers. Cependant la religion a autant à faire avec le ressemelage des souliers qu'avec le budget ou avec les dépenses de l'année. Assurément nous avons eu depuis vingt ans plusieurs preuves signalées qu'un très-bon chrétien peut être un très-mauvais chancelier de l'Échiquier.

Mais il serait monstrueux, disent les persécuteurs, que les juifs donnassent des lois à une communauté chrétienne. C'est ce qui s'appelle dénaturer évidemment la vérité. Ce qu'on propose, ce n'est pas que les juifs donnent des lois à une communauté chrétienne, mais qu'une législature composée de chrétiens et de juifs fasse des lois pour une communauté composée de chrétiens et de juifs. Sur mille questions, il y en a neuf cent quatre-vingt-dix-neuf sur lesquelles un juif, en sa qualité de juif, n'a point d'intérêt hostile à celui d'un chrétien, ou même d'un membre de l'Église anglicane. Sur toutes les questions de police, de finances, de droit civil et criminel, de politique étrangère, leurs intérêts sont les mêmes. Sur les questions qui touchent à l'établissement ecclésiastique, un juif et un membre de l'Église anglicane peuvent ne pas être du même avis ; mais ils ne sauraient différer dans leurs opinions plus que ne le font un catholique et

un anglican. Le principe qui voudrait assurer aux anglicans le monopole du pouvoir dans l'État aurait du moins un sens intelligible. Le principe qui prétend assurer ce monopole aux chrétiens n'a pas le moindre sens. Car le Parlement n'aura jamais à discuter une question qui touche aux institutions ecclésiastiques du pays, sans que les chrétiens soient aussi divisés entre eux que peuvent l'être un chrétien et un juif.

En fait, les juifs ne sont pas exclus du pouvoir politique. Ils le possèdent, et tant qu'on leur permettra d'accumuler des fortunes considérables, ils le posséderont. La distinction qu'on fait parfois entre les priviléges civils et le pouvoir politique, est une distinction qui n'est basée sur aucune différence. Les priviléges sont le pouvoir. Civil et politique sont des mots synonymes, l'un dérivé du latin, l'autre du grec. Et ce ne sont pas là de vaines arguties. Pour peu qu'on examine un instant les faits, on verra que ce sont choses inséparables ou plutôt identiques.

Il serait choquant, dit-on, qu'un juif fût juge dans un pays chrétien. Mais il peut être membre du jury. Il peut, sans inconvénient, juger des questions de fait. Mais qu'on lui permette de juger des questions de droit, et la constitution est détruite. Il peut venir s'asseoir en redingote au banc des jurés, et rendre des verdicts; mais s'il venait s'asseoir sur le banc des juges, en robe noire et en perruque blanche, et ordonner un supplément d'enquête, ce serait une abomination qu'on ne pourrait souffrir parmi des gens baptisés. La distinction est certes des plus philosophiques.

Y a-t-il dans une société civilisée un pouvoir aussi grand que celui d'un créancier sur un débiteur? Si nous

l'enlevons au juif, nous lui enlevons la sécurité de sa propriété. Si nous le lui laissons, nous lui laissons un pouvoir bien autrement despotique que celui du roi et de tout son cabinet.

Il serait impie de permettre à un juif de siéger dans le Parlement. Mais un juif peut gagner de l'argent, et l'argent peut faire des membres du Parlement. *Gatton* et *Old Sarum* peuvent être la propriété d'un juif. Un électeur de *Penryn* acceptera dix livres sterling de Shylock plutôt que neuf livres dix-neuf schellings onze sous et trois liards d'Antonio. On ne fait pas à cela la moindre objection. Il est parfaitement naturel qu'un juif possède la substance du pouvoir législatif, et qu'il dispose de huit votes à chaque scrutin, comme s'il était l'illustre duc de Newcastle en personne. Mais quant à lui laisser traverser la barre de la Chambre, quant à lui permettre de s'asseoir sur ces mystérieux coussins de cuir vert, de crier, « bien » et « à l'ordre, » de faire un discours et de dire tout ce qui peut lui passer par l'esprit, ce serait une profanation assez grande pour causer la ruine de la nation.

Ce serait une éternelle honte pour la nation qu'un juif fût conseiller privé d'un roi chrétien. Mais un juif peut gouverner le marché financier, et le marché financier peut gouverner le monde. Le ministre peut avoir des doutes sur ses plans financiers tant qu'il ne s'est pas enfermé dans son cabinet avec le juif. Un congrès de souverains peut être contraint d'appeler le juif à son aide. La signature du juif sur le revers d'une feuille de papier peut avoir plus de valeur que la parole royale de trois rois, ou l'honneur national de trois nouvelles républiques américaines. Mais ce serait la plus effroyable

des calamités nationales qu'il pût mettre devant son nom le titre de : *Right Honourable* (1).

C'était par des raisonnements analogues que quelques-uns de nos politiques combattaient les mesures en faveur des catholiques irlandais. Les catholiques ne devaient pas avoir de pouvoir politique. Le soleil de l'Angleterre se coucherait à tout jamais si les catholiques exerçaient le pouvoir politique. On pouvait leur donner tout le reste, pourvu qu'on ne leur confiât pas le pouvoir politique. Ces sages ne voyaient pas qu'en donnant tout le reste, on donnait le pouvoir politique. Ils continuèrent à répéter leur refrain jusqu'au jour où l'on n'eut plus à se demander si les catholiques devaient ou non exercer le pouvoir politique, jusqu'au jour où une association catholique put braver le Parlement, et où un agitateur catholique put exercer une autorité bien supérieure à celle du *Lord lieutenant.*

S'il est de notre devoir comme chrétiens d'exclure les juifs du pouvoir politique, il doit être de notre devoir de les traiter comme les traitaient nos ancêtres, de les massacrer, de les bannir et de les voler; car c'est par de tels procédés, ce n'est que par de tels procédés que nous pouvons réellement les priver du pouvoir politique. Si nous n'adoptons pas ce plan de conduite, nous pouvons leur enlever l'apparence, mais nous leur laisserons la réalité. Nous pouvons en faire assez pour les tourmenter et pour les irriter, mais nous n'en ferons pas assez pour nous mettre à l'abri du danger, si danger il y a. Là où est la richesse, là doit inévitablement se trouver la puissance.

On nous dit que les juifs anglais ne sont pas des ci-

(1) Le titre que l'on donne en Angleterre aux membres du conseil privé.

toyens anglais. Ils forment un peuple séparé; ils vivent matériellement dans cette île, mais ils vivent moralement et politiquement en communion avec leurs frères qui sont répandus sur toute la terre. Un juif anglais regarde un juif hollandais ou portugais comme un compatriote, et un chrétien anglais comme un étranger. Et l'on ajoute que cette absence de sentiment patriotique rend un juif impropre à exercer des fonctions politiques.

L'argument a en soi quelque chose de plausible ; mais en l'examinant sérieusement, on reconnaît qu'il n'est nullement fondé. Même en admettant les faits allégués, les juifs ne sont pas les seuls qui aient préféré leur secte à leur pays. Quand la société est dans un état sain, le sentiment du patriotisme grandit par une association naturelle et inévitable dans le cœur des citoyens, qui savent qu'ils doivent tout le bien-être et tout l'agrément de leur vie au lien qui les réunit en une communauté. Mais, sous un gouvernement partial et oppresseur, ces associations ne peuvent acquérir la force qu'elles ont dans un meilleur état de choses. Les hommes sont forcés de chercher au sein de leur parti la protection qu'ils devraient recevoir de leur pays, et, par une conséquence naturelle, ils transportent à leur parti l'affection qu'ils auraient éprouvée pour leur pays, si les choses s'étaient passées autrement. Les huguenots de France appelèrent l'Angleterre à leur aide contre leurs rois catholiques; les catholiques de France appelèrent l'Espagne à leur aide contre un roi huguenot. Serait-il juste de conclure de là qu'aujourd'hui les protestants français voudraient faire triompher leur religion avec le concours d'une armée prussienne ou anglaise? Assurément non. Et comment se fait-il qu'ils ne soient pas disposés,

comme jadis, à sacrifier les intérêts de leur pays aux intérêts de leur foi religieuse? La raison est évidente : ils étaient persécutés alors, et ils ne sont pas persécutés aujourd'hui. Les puritains anglais, sous Charles I[er], persuadèrent aux Écossais d'envahir l'Angleterre. Les dissidents protestants de nos jours désirent-ils voir l'Église anglicane renversée par une invasion de calvinistes étrangers? Si tel n'est pas leur sentiment, à quelle cause devons-nous attribuer ce changement? C'est bien certainement à ce que les protestants dissidents sont infiniment mieux traités aujourd'hui qu'ils ne l'étaient au dix-septième siècle. Quelques-uns des hommes publics les plus illustres que l'Angleterre ait produits étaient disposés à s'établir dans l'Amérique du Nord pour fuir la tyrannie de Laud. Serait-ce que les presbytériens et les indépendants sont incapables d'aimer leur pays? Mais il est inutile de multiplier les exemples. Il n'y a rien de si choquant pour un homme qui connaît un peu l'histoire ou la nature humaine, que d'entendre ceux qui exercent le pouvoir accuser une secte quelconque d'attachement pour l'étranger. S'il y a en politique une vérité incontestable, c'est celle-ci : les attachements étrangers sont le fruit du mauvais gouvernement intérieur. Les bigots ont toujours eu l'habitude de rendre leurs sujets malheureux chez eux, puis de se plaindre s'ils cherchent du soulagement hors de chez eux; de diviser la société et de s'étonner qu'elle ne soit pas unie; de gouverner comme si un fragment de l'État était l'État tout entier, et de reprocher aux autres fragments de l'État leur manque d'esprit patriotique. Si les juifs n'ont pas pour l'Angleterre une tendresse filiale, c'est qu'elle les a traités comme une marâtre. Il n'est pas de sentiment qui se développe plus certainement

dans le cœur de ceux qui vivent sous un gouvernement tolérable, que le sentiment du patriotisme. Depuis le commencement du monde, il n'y a jamais eu de nation ou de fragment considérable de nation qui ait été absolument dépourvu de ce sentiment, à moins d'être cruellement opprimé. Par conséquent, reprocher à une classe d'individus son manque de patriotisme, c'est avoir recours au sophisme le plus vulgaire. C'est la logique qu'emploie le loup contre l'agneau. C'est accuser l'embouchure du fleuve d'avoir empoisonné la source.

A supposer que les juifs anglais portent vraiment à l'Angleterre une haine mortelle, que dans leurs synagogues ils appellent chaque semaine sur Londres toutes les malédictions prononcées par Ézéchiel sur Tyr et sur l'Égypte, que dans leurs fêtes solennelles, ils invoquent la bénédiction de Dieu sur ceux qui écraseront leurs enfants contre des pierres, je soutiens que leur haine pour leurs compatriotes ne serait pas plus amère que celle que des sectes de chrétiens ont souvent ressentie les unes pour les autres. Mais ce ne sont point là les sentiments des juifs. Ils ont exactement les sentiments qu'on doit leur supposer dans la situation où ils sont placés. Ils sont beaucoup mieux traités que ne l'étaient les protestants français au seizième et au dix-septième siècle, et que ne l'étaient nos puritains au temps de Laud. Ils n'ont donc aucune rancune contre le gouvernement ou contre leurs compatriotes. On ne saurait nier qu'ils ne soient plus attachés à l'État que ne l'étaient les partisans de Coligny ou de Vane. Mais ils ne sont pas aussi bien traités que le sont aujourd'hui en Angleterre les sectes dissidentes de chrétiens; et c'est pour cela, et pour cela seulement, j'en suis bien convaincu, qu'ils sont animés d'un esprit

plus exclusif. Tant que nous n'aurons pas poussé plus loin l'expérience, nous n'aurons pas le droit de prétendre qu'ils ne peuvent pas devenir tout à fait anglais. L'homme d'État qui les traite comme des étrangers, et puis qui s'indigne de ce qu'ils ne partagent pas tous les sentiments des nationaux, est aussi déraisonnable que le tyran qui punissait leurs ancêtres parce qu'ils ne faisaient pas de briques sans paille.

Il n'est pas permis à ceux qui gouvernent de s'affranchir ainsi de leur solennelle responsabilité. Ce n'est pas à eux de dire qu'une secte n'est pas patriotique. C'est à eux de la rendre patriotique. L'histoire et la raison nous montrent clairement quels moyens il faut employer. Les juifs anglais sont exactement ce que les a faits notre gouvernement. Ils sont exactement ce qu'aurait été toute autre secte, toute autre classe d'hommes traités comme ils l'ont été. Si, pendant des siècles, tous ceux qui ont eu des cheveux roux en Europe avaient été outragés et opprimés, bannis de tel endroit, emprisonnés dans tel autre, dépouillés de leur argent, dépouillés de leurs dents, convaincus des crimes les plus invraisemblables sur les plus faibles témoignages; s'ils avaient été tirés à quatre chevaux, pendus, torturés, brûlés vifs; si, lorsque les mœurs devinrent plus douces, ils avaient été encore soumis à des restrictions humiliantes et à des insultes grossières; s'ils avaient été claquemurés dans des rues particulières en certains pays, lapidés et jetés à l'eau par la populace en certains autres; s'ils avaient été partout exclus des emplois et des honneurs, quel serait le patriotisme de messieurs aux cheveux roux? Et si, dans de telles circonstances, on faisait une proposition pour admettre aux emplois publics les hommes qui auraient les

cheveux roux, quel beau discours pourrait faire un éloquent admirateur de nos vieilles institutions pour s'opposer à une mesure aussi révolutionnaire? « Ces hommes-là, » pourrait-il dire, « se regardent à peine comme des Anglais. Ils croïent qu'un Français aux cheveux roux, un Allemand aux cheveux roux leur tiennent de plus près qu'un homme aux cheveux bruns né dans leur propre paroisse. Si un souverain étranger patronne les cheveux roux, ils l'aiment mieux que leur propre roi. Ils ne sont pas anglais; ils ne peuvent pas être anglais ; la nature l'a défendu; l'expérience prouve que c'est impossible. Ils n'ont aucun droit au pouvoir politique; car nu homme n'a droit au pouvoir politique. Qu'ils jouissent de la sécurité de leurs personnes; que leurs propriétés soient sous la protection de la loi. Mais s'ils demandent à exercer le pouvoir au sein d'une nation dont ils ne sont qu'à demi membres, d'une nation qui a par sa constitution les cheveux essentiellement foncés, répondons-leur comme répondirent jadis nos sages ancêtres : *Nolumus leges Angliæ mutari.* »

On dit aussi : l'Écriture déclare que les juifs seront un jour rétablis dans leur pays; et toute la nation espère et attend ce grand événement. Ils ne sont donc pas aussi vivement intéressés que d'autres à la prospérité de l'Angleterre. Ce n'est pas leur foyer, c'est un séjour de passage, c'est la maison de servitude. Cet argument, qui a fait sa première apparition dans le *Times*, et qui a excité un degré d'attention proportionné beaucoup moins à sa valeur intrinsèque qu'au talent avec lequel ce journal est habituellement rédigé, cet argument appartient à une série de sophismes au moyen desquels on peut parfaitement justifier les persécutions les plus atroces. Dans la

controverse, il est déloyal de reprocher aux hommes des conséquences pratiques qu'ils nient eux-mêmes ; en fait de gouvernement, cela est atroce. Aux yeux de bien des personnes, la doctrine de la prédestination tend à rendre parfaitement immoraux ceux qui la professent. Et certainement on pourrait penser qu'un homme qui regarde sa destinée éternelle comme déjà irrévocablement fixée, doit s'abandonner sans crainte à ses passions et négliger ses devoirs religieux. S'il doit hériter de la colère à venir, ses efforts sont absolument vains. S'il est prédestiné à la vie, ils sont superflus. Et pourtant serait-il sage de punir tout homme qui professe les doctrines extrêmes du calvinisme, comme s'il avait réellement commis tous les crimes dont quelques antinomiens se sont rendus coupables? Assurément non. Il est bien positif qu'il y a beaucoup de calvinistes dont la conduite est aussi morale que celle de n'importe quel arminien, et beaucoup d'arminiens dont la conduite est aussi relâchée que celle de n'importe quel calviniste.

Il est absolument impossible de conclure les sentiments et les actions d'un homme des opinions qu'il professe ; et en fait nul homme n'est assez sot pour raisonner de la sorte, à moins de vouloir trouver un motif de persécuter ses voisins. Il est ordonné au chrétien, sous peine des plus fortes sanctions, d'être juste dans toutes ses actions. Et cependant à combien de chrétiens, sur les vingt-quatre millions d'hommes qui se disent tels dans cette île, un homme de sens prêterait-il mille livres sterling sans exiger une garantie? Un homme qui agirait un seul jour d'après la supposition que tous ceux qui l'entourent sont gouvernés par la religion qu'ils professent, serait ruiné avant le coucher du soleil ; et personne ne se

conduit jamais d'après cette supposition dans les affaires ordinaires de la vie, pour emprunter, pour prêter, pour acheter ou pour vendre. Mais quand nous voulons opprimer quelqu'un de nos semblables, le cas est tout différent. Alors nous représentons ces motifs si peu puissants pour produire le bien comme tout-puissants pour produire le mal. Alors nous mettons à la charge de nos victimes tous les vices et toutes les folies auxquelles leurs doctrines semblent tendre, du plus loin que ce soit. Nous oublions que la même faiblesse, le même relâchement, la même disposition à préférer le présent à l'avenir, qui rendent les hommes plus mauvais qu'une bonne religion, les rendent meilleurs qu'une mauvaise religion.

C'était ainsi que raisonnaient nos ancêtres, et que raisonnent encore aujourd'hui certaines personnes à propos des catholiques. Un catholique se croit tenu d'obéir au pape. Le pape a lancé une bulle pour déposer la reine Élisabeth. Donc tous les papistes traiteront Sa Majesté comme un usurpateur; donc tous les papistes sont des traîtres; donc il faut pendre, noyer et écarteler tous les papistes. Nous devons à cette logique quelques-unes des lois les plus odieuses qui aient déshonoré notre histoire. Assurément la réponse est facile à trouver. L'Église de Rome peut avoir commandé à ces hommes de traiter la reine comme un usurpateur. Mais elle leur a commandé de faire beaucoup d'autres choses qu'ils n'ont jamais faites. Elle enjoint à ses prêtres d'observer la plus sévère pureté. Vous leur reprochez continuellement leur vie licencieuse. Elle commande à tous ses adeptes de jeûner souvent, d'être charitables envers les pauvres, de ne pas s'adonner à l'usure, de ne pas se battre en duel, de ne pas fréquenter les théâtres. Obéissent-ils à ces injonc-

tions? S'il est prouvé que la plupart d'entre eux n'observent pas bien strictement ses préceptes, quand ses préceptes sont en opposition avec leurs passions et leurs intérêts, la fidélité, l'humanité, la passion du bien-être, la crainte de la mort, ne seront-elles pas des causes suffisantes pour les empêcher d'exécuter les ordres coupables qu'a lancés l'Église de Rome contre la souveraine de l'Angleterre? Quand nous savons que la plupart des catholiques ne tiennent pas assez à leur religion pour se passer de bœuf un vendredi par obéissance à ses décrets, pourquoi croirions-nous que, par amour pour elle, ils courront le risque d'être mis à la torture et d'être pendus?

On raisonne aujourd'hui à propos des juifs comme nos ancêtres raisonnaient à propos des papistes. La loi qui est gravée sur les murs de la synagogue défend de convoiter le bien d'autrui. Mais si nous disions qu'un créancier juif ne saisira point son débiteur parce que Dieu lui a défendu de convoiter la maison de son prochain, tout le monde croirait que nous avons perdu l'esprit. Et cependant de ce que Dieu a promis que, par un moyen à nous inconnu et à une époque indéterminée, peut-être dans dix mille ans d'ici, les juifs retourneront en Palestine, on conclut qu'un juif ne doit pas prendre le moindre intérêt à la prospérité du pays dans lequel il vit, qu'il doit lui être indifférent que les lois et la police soient détestables, que les taxes soient pesantes, que le sol soit conquis et livré au pillage. N'est-ce pas se montrer profondément ignorant de la nature humaine? Ne savons-nous pas que ce qui est infiniment éloigné affecte bien moins les hommes que ce qui est près et certain. D'ailleurs l'argument s'applique aux chrétiens tout aussi bien qu'aux

juifs. Le chrétien croit aussi bien que le juif que l'ordre de choses actuel finira un jour. Et même beaucoup de chrétiens croient que le Messie établira bientôt un royaume sur la terre, et régnera en personne sur tous ses habitants. Je ne recherche pas si cette doctrine est orthodoxe ou non. Mais le nombre de ceux qui la professent est beaucoup plus grand que le nombre des juifs qui résident en Angleterre, et beaucoup de ceux qui la professent sont distingués par le rang, la fortune et le talent. On prêche cette doctrine dans l'Église d'Écosse et dans l'Église d'Angleterre. De nobles personnages et des membres du Parlement ont écrit pour la défendre. Eh bien, en quoi cette doctrine diffère-t-elle de la doctrine des juifs, quant à sa tendance politique? Si un juif est incapable de nous faire des lois parce qu'il croit que lui ou ses descendants éloignés retourneront en Palestine, pouvons-nous ouvrir avec sécurité la Chambre des communes à un partisan de la cinquième monarchie, qui croit qu'avant que cette génération ait disparu, tous les royaumes de la terre seront absorbés dans un divin empire?

Un juif apporte-t-il moins d'ardeur qu'un chrétien aux carrièresque la loi lui ouvre? Est-il moins actif et moins régulier au travail que ses voisins? Meuble-t-il misérablement sa maison comme un étranger et un voyageur sur la terre? L'espoir d'être rétabli dans le pays de ses pères le rend-il indifférent aux fluctuations de la Bourse? Lorsqu'il arrange ses affaires particulières, fait-il jamais entrer en ligne de compte la chance de son retour en Palestine? S'il ne fait rien de tout cela, pourquoi supposer que des sentiments qui n'ont point d'influence sur sa conduite comme négociant ou sur ses dispositions

testamentaires, exerceront sur lui une influence illimitée dès qu'il deviendra magistrat ou membre de la Chambre des communes?

Il y a un autre argument que je ne voudrais pas traiter légèrement, et que cependant il m'est difficile de traiter sérieusement. On dit que l'Écriture est remplie d'anathèmes terribles contre les juifs. Il est prédit qu'ils seront errants sur la terre. Avons-nous donc le droit de leur donner un asile? Il est prédit qu'ils seront opprimés. Pouvons-nous souffrir qu'ils gouvernent? C'est faire une injure manifeste aux oracles divins que d'admettre les juifs aux droits de citoyens.

Je reconnais que ce serait un crime des plus atroces que de rendre mensongère une prophétie inspirée par la sagesse divine. Aussi est-il fort heureux, pour notre race faillible, que ce soit un crime impossible. Si nous admettons les juifs dans le Parlement, nous prouverons par là que les prophéties en question, quel que puisse être leur sens, ne signifient pas que les juifs seront exclus du Parlement.

En fait, il est déjà évident que les prophéties n'ont pas le sens que leur assignent les personnes respectables auxquelles je réponds en ce moment. En France et aux États-Unis, les juifs possèdent déjà tous les droits politiques. Par conséquent, toute prophétie signifiant que, pendant le cours de leur pèlerinage, les juifs ne posséderaient jamais les droits politiques dans les lieux de leur résidence, serait une fausse prophétie. Ce n'est donc pas le sens des prophéties de l'Écriture.

Mais je proteste absolument contre la coutume de confondre la prophétie avec le précepte, et d'opposer des prédictions qui sont souvent obscures à une vérité mo-

rale qui est toujours claire. S'il suffit que des actions aient été prédites pour qu'on les déclare bonnes et justes, y eut-il jamais d'action plus louable que ce crime que nos bigots nous pressent aujourd'hui, après dix-huit siècles, de faire payer aux juifs, ce crime qui fit trembler la terre et qui obscurcit le soleil? Le raisonnement qu'on emploie aujourd'hui pour justifier les incapacités qui pèsent sur nos compatriotes juifs, peut également justifier le baiser de Judas et le jugement de Pilate. « Le Fils de l'homme s'en va, selon ce qui a été écrit de lui; mais malheur à cet homme par qui le Fils de l'homme a été trahi! » Et malheur à ceux qui, dans n'importe quel temps, ou dans n'importe quel pays, désobéissent à ses ordres miséricordieux sous prétexte d'accomplir ses prédictions! Si cet argument justifie les lois qui sont encore en vigueur contre les juifs, il justifie également et sans exception toutes les cruautés autrefois commises contre eux, les terribles édits de bannissement et de confiscation, la prison, la torture et le bûcher. Comment pouvons-nous nous excuser de laisser des biens entre les mains de ceux qui « doivent servir leurs ennemis dans la faim, dans la soif, dans la nudité et dans la disette de toutes choses; » de protéger la personne de ceux « qui doivent être dans l'effroi nuit et jour et n'être point assurés de leur vie; » de ne pas nous emparer des enfants d'une race dont « les fils et les filles seront livrés à un autre peuple? »

Ce n'est pas ainsi que je comprends les doctrines de Celui qui nous a ordonné d'aimer notre prochain comme nous-mêmes, et qui prit pour exemple un hérétique et un étranger, lorsqu'il eut à expliquer ce qu'il entendait par notre prochain. Je me rappelle que l'année dernière

un pieux écrivain du journal *le John Bull* et quelques autres chrétiens non moins fervents firent remarquer, comme une monstrueuse inconvenance, que la proposition en faveur des juifs avait été faite dans la semaine de la Passion. L'un de ces humoristes recommanda ironiquement qu'on fixât la seconde lecture au vendredi-saint. Je n'y aurais pas vu la moindre objection, et je crois que ce jour solennel n'aurait pu être célébré plus dignement. Je ne sais pas de jour plus convenable pour mettre fin à de longues hostilités et pour réparer de cruelles injustices, que le jour où fut fondée la religion de la miséricorde. Je ne sais pas de jour plus convenable pour effacer de nos statuts les derniers vestiges de l'intolérance, que le jour où l'esprit d'intolérance produisit le plus épouvantable de tous les meurtres judiciaires, le jour où la liste des victimes de l'intolérance, cette noble liste qui contient le nom de Socrate et celui de Thomas Morus, eut l'honneur de recevoir un nom encore plus grand et plus saint.

DU GOUVERNEMENT

D'APRÈS M. MILL

Essais sur le Gouvernement, la jurisprudence, la liberté de la Presse, les prisons et leur discipline, les colonies, le droit des gens, et l'éducation par M. James Mill, auteur de l'*Histoire de l'Inde Anglaise*, réimprimés avec permission des éditeurs, tels qu'ils avaient été insérés dans le supplément de l'*Encyclopédie britannique.* (Ne se vend pas.) Londres, 1828.

Parmi les philosophes qui prennent le nom d'utilitaires et que le public appelle généralement benthamistes, M. Mill est sans comparaison le plus distingué après l'illustre fondateur de la secte. Le petit ouvrage que nous avons aujourd'hui sous les yeux contient un résumé des opinions professées par M. Mill et par ses frères en Bentham sur diverses matières qui importent grandement à la société. Les sept essais qui le composent abondent en sujets curieux d'observation. Mais nous avons l'intention pour le moment de ne nous occuper que du traité sur le gouvernement qui se trouve en tête du volume. Peut-être entreprendrons-nous plus tard de rendre justice au reste du livre.

Il faut avouer que rendre justice à un écrit de M. Mill n'est pas, à entendre ses admirateurs, une tâche aisée. Ils ne vont pas jusqu'à le mettre au même rang que

M. Bentham; mais les expressions dont ils se servent pour exalter le disciple, toutes faibles qu'elles soient lorsqu'on les compare aux hyperboles d'adoration qu'ils emploient en parlant du maître, sont tout ce qu'un homme raisonnable pourrait se permettre de plus fort à l'honneur de Locke ou de Bacon. L'essai que nous avons dans ce moment sous les yeux est peut-être le plus remarquable des ouvrages auxquels M. Mill doit sa réputation. Les membres de sa secte le tiennent pour parfait et irréfutable. Chacun de ses paragraphes est un article de leur foi, et les sentences de damnation qui abondent dans leur *credo* bien plus encore que dans aucun symbole de théologie à nous connu, sont terribles et absolues contre tous ceux qui rejettent une portion quelconque de ces idées qui leur paraissent si invinciblement mises hors de doute. Ils soutiennent que, parmi les hommes assez intelligents pour pénétrer la première proposition d'Euclide, il n'en est pas un seul qui puisse lire ce nouveau chef-d'œuvre de démonstration et déclarer honnêtement qu'il n'est pas convaincu.

Nous nous sommes formé sur cet ouvrage un jugement bien différent. Nous croyons que la théorie de M. Mill repose dès l'abord sur des principes faux, et qu'il n'a pas même tiré les conséquences logiques de ces principes faux. Cependant nous ne nous étonnons pas que ses spéculations aient rempli d'admiration les utilitaires. Il y a déjà quelque temps que nous sommes porté à soupçonner que ces hommes, regardés par les uns comme la lumière du monde et par les autres comme des démons incarnés, sont en général des hommes ordinaires, d'un esprit étroit et d'une médiocre instruction. Le mépris qu'ils professent pour la littérature élégante est évidem-

ment le mépris de l'ignorance. Il y a parmi eux, croyons-nous, beaucoup de gens qui, ayant peu lu ou n'ayant rien lu, ont été enchantés d'échapper au sentiment de leur infériorité en se mettant entre les mains d'un maître qui les assure que les études par eux négligées n'ont aucune valeur, qui met dans leur bouche cinq ou six phrases, leur prête un numéro dépareillé de la *Revue de Westminster*, et, au bout d'un mois, les a transformés en philosophes. A ces sages de surface et d'écorce, qui ont fait juste assez d'études et de progrès pour monter de la nullité des sots à la dignité des ennuyeux, et pour répandre l'effroi chez leurs pieuses grand'mères et leurs saintes tantes, à ceux-là, dis-je, se mêlent, on le sait bien, beaucoup d'hommes pleins de bonnes intentions, qui ont réellement beaucoup lu et beaucoup réfléchi, mais dont les lectures et les méditations se sont portées presque exclusivement sur une seule classe de sujets, et qui par conséquent, en dépit des connaissances premières qu'ils possèdent sur ces sujets, ne sont certainement pas aussi propres à juger un grand système que s'ils avaient plus largement considéré la littérature et la société.

Rien n'est plus amusant ni plus instructif que de voir ces gens, qui se croient plus sages que tout le reste de l'humanité, tomber dans des piéges que le simple bon sens de leurs voisins aperçoit et évite. Les utilitaires professent comme un de leurs principaux axiomes que le sentiment et l'éloquence ne servent qu'à arrêter dans la recherche de la vérité. Ils affectent donc une simplicité de quakers, ou plutôt une impropriété et une négligence cyniques dans leur style. Les arguments les plus forts revêtus d'un langage brillant leur semblent autant de futilités verbeuses; et en même temps, avec une facilité

qu'on ne rencontre dans aucun autre parti, ils se rendent aux plus pauvres et plus misérables sophismes, pourvu que ces sophismes paraissent devant eux sous la forme, ou plutôt sous le déguisement de la démonstration. Ils n'ont pas l'air de savoir que la logique a ses illusions, aussi bien que la rhétorique, et qu'une erreur peut se glisser dans un syllogisme comme dans une métaphore.

M. Mill est exactement l'écrivain qui doit plaire aux esprits de cette sorte. Ses arguments sont présentés avec la plus grande affectation de précision; ses divisions sont d'un formalisme effrayant, et son style est généralement aussi sec que celui des *Éléments d'Euclide.* On nous permettra de douter que ce soit là un mérite. Voici, tout au moins, un fait certain : c'est que les temps où les vrais principes de la philosophie ont été le moins compris, étaient ceux où le cérémonial de la logique était le plus exactement observé, et que l'époque d'où nous faisons dater le rapide progrès des sciences expérimentales, est aussi l'époque où vint en usage une manière d'écrire moins formaliste et moins géométrique.

Le style que les utilitaires admirent convient seulement aux sujets sur lesquels on peut raisonner *à priori.* Il a grandi avec cette sophistique qui florissait au moyen âge, et qui roulait toute sur des mots. Avec elle, il a succombé devant la philosophie de Bacon, aux jours de la grande délivrance de l'esprit humain. Non-seulement la méthode d'induction permettait une plus grande liberté dans la diction, mais même elle la réclamait. Il était impossible de remonter des phénomènes aux principes, de marquer des nuances légères entre les qualités, ou de comparer et d'apprécier les consé-

quences de deux considérations opposées entre lesquelles il n'existait point de mesure commune, au moyen du jargon maigre et nu des scolastiques. Les scolastiques ont en M. Mill un héritier de leur esprit tout ensemble et de leur style. C'est un aristotélicien du quinzième siècle, né hors de sa saison. Nous avons là un traité soigneusement élaboré sur le gouvernement, d'après lequel, sauf deux ou trois allusions passagères, on pourrait croire que l'auteur ignore qu'il existe actuellement des gouvernements parmi les hommes. Il pose en principe certains penchants de la nature humaine, et de ses prémisses il déduit synthétiquement toute la science de la politique. C'est à peine si nous pouvons nous persuader en lisant son livre que ce n'est pas un livre écrit avant Bacon et Galilée, au temps où les médecins raisonnaient sur le traitement de la fièvre d'après la nature de la chaleur, et où les astronomes prouvaient, avec force syllogismes, que les planètes ne pouvaient pas avoir de mouvement indépendant, parce que les cieux étaient incorruptibles et que la nature avait horreur du vide!

La raison que M. Mill donne pour justifier sa manière de procéder nous frappe aussi et nous semble des plus extraordinaires.

« A ne regarder que l'extérieur des faits, l'expérience, dit-il, semble se contredire en cette matière. La monarchie absolue sous des Néron et des Caligula, sous des hommes comme les empereurs du Maroc et les sultans de Turquie, est le fléau de la nature humaine. D'autre part, le peuple danois, fatigué de l'oppression d'une aristocratie, résolut de remettre à son roi le pouvoir absolu, et sous ce monarque absolu il est aussi bien gouverné qu'aucun autre peuple de l'Europe. »

Voilà ce que M. Mill donne sérieusement comme une raison d'adopter la méthode *à priori*. Mais, à notre avis, les circonstances qu'il invoque prouvent d'une manière irrésistible que la méthode *à priori* ne convient aucunement aux investigations de ce genre, et que l'on ne peut arriver à la vérité qu'en procédant par voie d'induction. *L'expérience* ne peut jamais se contredire, ou même sembler en contradiction avec elle-même, que par rapport à quelque hypothèse. Lorsque nous disons qu'un fait ne concorde pas avec un autre fait, nous voulons dire seulement qu'il ne concorde pas avec la théorie que nous avions fondée sur l'autre fait. Mais si le fait est certain, la conclusion inévitable est que notre théorie est fausse, et pour la rectifier il nous faut revenir sur nos pas, prendre une collection de faits plus étendue, et repartir de là pour remonter aux principes.

Nous trouvons ici deux gouvernements qui, d'après M. Mill lui-même, se trouvent rangés sous le même titre dans sa classification *théorique*. Il est donc évident qu'en raisonnant d'après cette classification théorique, nous arriverons à croire que ces deux formes de gouvernement doivent produire les mêmes effets. Mais M. Mill nous dit lui-même qu'elles ne produisent pas les mêmes effets. Et de là il infère que l'unique moyen d'arriver à la vérité, c'est de placer une confiance implicite dans cet enchaînement de preuves *à priori*, qui sembleraient établir que ces deux gouvernements doivent produire les mêmes effets. Croire en même temps à une théorie et à un fait qui la contredit, c'est déjà un exercice de foi assez rude; mais croire à une théorie parce que le fait la contredit, c'est ce qu'aucun philosophe ni même aucun pape n'avait encore imposé. Voilà pourtant ce que

M. Mill nous demande. Il a l'air de croire que, si tous les despotes sans exception gouvernaient mal, il serait inutile de démontrer par des arguments synthétiques ce que l'expérience rendrait assez clair. Mais comme certains despotes ont l'esprit assez contrariant pour bien gouverner, M. Mill se voit obligé de prouver qu'il leur est impossible de bien gouverner, et de le prouver par cet argument synthétique qui aurait été superflu si les faits ne l'avaient pas contredit. Il raisonne *à priori*, parce que les phénomènes ne sont pas tels qu'il les démontre en raisonnant *à priori*. En d'autres termes, il raisonne *à priori*, parce qu'en raisonnant ainsi il est sûr d'arriver à une conclusion fausse !

Dans le cours de l'examen auquel nous avons le projet de soumettre les spéculations de M. Mill, nous aurons à remarquer beaucoup d'autres exemples curieux du tour d'esprit que révèle le passage cité ci-dessus.

Le premier chapitre de son essai a trait au but du gouvernement. Les idées qui existent à ce sujet dans l'esprit de la plupart des hommes sont, nous dit-il, vagues et confuses. Il affirme d'abord avec assez de raison que le but du gouvernement est de « diminuer autant que possible les souffrances et d'augmenter autant que possible les plaisirs que les hommes tirent de leurs rapports mutuels. » Puis il en vient à établir avec tout l'appareil voulu, que « la société arrive à la plus grande somme possible de bonheur, en assurant à chacun la plus grande somme possible de produit pour son travail. » Tel est, à son avis, le but du gouvernement. Avec toute l'exactitude qu'il déploie avec tant d'affectation, M. Mill en vient donc à nous donner ici une description du but du gouvernement infiniment moins précise que celle qui se trouve

dans la bouche du vulgaire. Le premier venu que M. Mill rencontrera dans une diligence lui dira que le gouvernement existe pour protéger les *personnes* et les propriétés. Mais M. Mill a l'air de croire que la protection de la propriété est le premier et le seul objet du gouvernement. Il est vrai sans doute que la plupart des attentats contre les personnes procèdent du désir de s'emparer de leur propriété. Mais la pratique de l'assassinat par vengeance telle qu'elle a existé dans certains pays de l'Europe, la pratique des duels sanguinaires et frivoles, tels que ceux du seizième et du dix-septième siècle, dans lesquels des bandes de seconds exposaient leur vie en même temps que les principaux combattants; ces pratiques et bien d'autres qu'on pourrait citer sont évidemment nuisibles à la société, et nous ne voyons pas comment le gouvernement qui les tolérerait pourrait prétendre à l'honneur de « diminuer autant que possible les souffrances que les hommes tirent de leurs rapports mutuels. » En conséquence, d'après le principe très-correct affirmé par M. Mill, ce gouvernement n'atteindrait pas parfaitement le but de son institution. Cependant ce gouvernement pourrait, ce nous semble, « assurer à chacun la plus grande somme possible de produit pour son travail. » Donc ce gouvernement pourrait, d'après la doctrine subséquente de M. Mill, atteindre parfaitement le but de son institution. Tout cela n'a d'importance que comme exemple de cette négligence dans la pensée qui se cache souvent sous une ostentation particulière de netteté logique.

Ayant déterminé le but, M. Mill passe à l'examen des moyens. Pour arriver à la conservation de la propriété, il faut confier le pouvoir à une certaine fraction de la so-

ciété. C'est là le gouvernement, et la question est de savoir comment on empêchera ceux à qui le pouvoir nécessaire est confié d'en abuser?

M. Mill passe d'abord en revue les formes simples de gouvernement. Il avoue qu'il serait mal commode, sinon physiquement impossible, de réunir en masse toute la société. D'où l'on doit conclure que le peuple ne peut pas exercer directement les pouvoirs du gouvernement. Mais il ne voit à la démocratie pure et directe d'autre objection que la difficulté que nous venons d'indiquer.

« La société, dit-il, ne peut avoir d'intérêt opposé à ses intérêts. L'affirmer serait une contradiction dans les termes. La société en elle-même et par rapport à elle-même ne peut avoir d'intérêt malfaisant. Une société peut vouloir le mal d'une autre société, jamais le sien propre. Cette proposition est indubitable et d'une grande importance. »

M. Mill se met ensuite en devoir de montrer qu'une forme de gouvernement purement aristocratique est nécessairement mauvaise.

« Le gouvernement existe pour la raison que voici : c'est qu'un homme qui se trouve plus fort qu'un autre prendra à celui-ci ce que l'autre possède et ce qu'il désire. Mais si un homme agit ainsi, plusieurs en feront autant; et si l'on met le pouvoir aux mains d'un nombre d'hommes comparativement petit, décoré du nom d'aristocratie, si on leur remet un pouvoir qui les rende plus forts que le reste de la société, ils prendront au reste de la société tout ce qui leur plaira parmi les objets des désirs. Ils feront ainsi manquer le but même pour lequel le gouvernement est institué. Il est donc dé-

montré qu'une aristocratie n'est pas propre à manier les pouvoirs du gouvernement. »

M. Mill prouve exactement de la même manière que la monarchie absolue est une mauvaise forme de gouvernement.

« Si le gouvernement est fondé sur cette loi de la nature humaine, que tout homme, dès qu'il le peut, prend aux autres ce que les autres possèdent et ce qu'il désire, il est assez évident que le nom de roi ne change pas la nature d'un homme, et que, du moment qu'il aura le pouvoir de prendre à chacun ce qui lui plaît, il prendra tout ce qui lui plaît. Supposer qu'il n'en agira pas ainsi, c'est affirmer que le gouvernement n'est pas nécessaire et que les êtres humains peuvent s'abstenir volontairement de se faire tort les uns aux autres. Il est bien certain que ce raisonnement s'applique à tous les degrés du petit nombre. Toutes les fois que les pouvoirs du gouvernement sont placés en d'autres mains que celles de la société ; que ce soient d'ailleurs celles d'un seul ou de plusieurs, ces principes de la nature humaine qui impliquent la nécessité du gouvernement, impliquent que ces hommes useront du pouvoir public pour faire manquer le but même pour lequel le gouvernement existe. »

Mais n'est-il pas possible qu'un roi ou une aristocratie se trouvent saturés, pour ainsi dire, des objets de leurs désirs, et qu'ils soient alors à même de protéger la société dans la jouissance du reste? M. Mill répond négativement. Il prouve avec beaucoup de pompe que tout homme désire voir les actions de tous les autres soumises à sa volonté. Les autres ne peuvent être amenés à se soumettre à notre volonté que par des motifs tirés

du plaisir ou de la souffrance. Infliger une souffrance, c'est indubitablement produire un tort direct, et même à supposer que le gouvernement adopte la marche la plus douce et qu'il obtienne l'obéissance par des motifs tirés du plaisir, il faut qu'il confère des faveurs. Mais comme il n'y a point de limite à son désir d'être obéi, il ne saurait y avoir de limite à son penchant à conférer des faveurs, et comme il ne peut conférer des faveurs qu'en pillant le peuple, il ne saurait y avoir de limite à son penchant à piller le peuple. « Il n'est donc pas vrai qu'il y ait dans l'âme d'un roi ou d'une aristocratie un point de saturation qui ne laisse plus place aux désirs. »

M. Mill en vient ensuite à montrer que, les gouvernements monarchiques et oligarchiques pouvant agir sur les hommes par des motifs tirés de la souffrance comme par des motifs tirés du plaisir, ils doivent porter leur cruauté comme leur rapacité à un horrible excès. Comme il semble admirer grandement ses propres raisonnements à ce sujet, nous trouvons juste de le laisser parler lui-même.

« L'enchaînement des déductions est, cette fois, serré et fort à un degré bien rare. Un homme désire que les actions des autres hommes correspondent immédiatement et exactement avec sa volonté. Il désire qu'il en soit ainsi des actions du plus grand nombre possible. La terreur est son grand instrument. La terreur ne peut agir que par la certitude que la peine suivra tout manque de conformité entre la volonté et les actions voulues. Tout manque de conformité doit donc être puni. Comme il n'y a pas de limite au désir de l'âme pour le plaisir, il n'y a pas davantage de limite à son désir de la perfection chez les instruments de ce plaisir. Il n'y a donc pas

de limite à son désir d'exactitude dans la conformité entre sa volonté et les actions voulues ; il n'y a donc pas de limite à sa passion pour la puissance de cette terreur qui est la cause efficiente. Le moindre manque de conformité doit être suivi du plus sévère châtiment, et comme, avec une extrême exactitude, le manque de conformité doit être fréquent, les occasions de cruauté doivent être incessantes. Nous sommes ainsi arrivé à diverses conclusions de la plus haute importance. Nous avons vu que le principe de la nature humaine sur lequel repose la nécessité du gouvernement, le penchant d'un homme à s'emparer de ce qu'il désire aux dépens d'un autre, amène, par une conséquence infaillible, lorsque le pouvoir s'exerce sur une société et qu'il n'est contenu par aucun frein, non-seulement un degré de pillage qui, à l'exception des pillards et de leurs instruments, ne laisse aux membres que les moyens de subsister, mais un degré de cruauté nécessaire pour entretenir la terreur la plus intense. »

Disons-le, de tels arguments peuvent effarer, mais ils ne peuvent convaincre un homme ayant la moindre notion de l'état réel du monde, soit dans le passé, soit dans le présent. Depuis deux cents ans, des centaines de princes absolus ont régné en Europe. Est-il vrai que leur cruauté ait entretenu la terreur la plus intense, que leur rapacité n'ait laissé à leurs sujets, leurs ministres et leurs soldats seuls exceptés, que le moyen de vivre? Cela est-il vrai d'eux tous? Cela est-il vrai de la moitié d'entre eux? Cela est-il vrai de la dixième partie d'entre eux? Cela est-il vrai d'un seul? Cela est-il vrai, absolument vrai, de Philippe II lui-même, de Louis XV ou de l'empereur Paul? Mais à peine est-il nécessaire de citer l'his-

toire. Il n'y a pas un homme de sens, quelque ignorant qu'il soit des livres, qui puisse s'en laisser imposer par les arguments de M. Mill, parce qu'il n'y a pas un homme de sens qui puisse vivre un seul jour parmi ses semblables sans voir d'innombrables faits qui les contredisent. Nous sommes pourtant tenu de démontrer leur fausseté, et par bonheur la fausseté n'est pas très-dissimulée.

Nous accordons que les gouvernants tendent à s'emparer autant qu'ils peuvent des objets de leurs désirs, et que lorsqu'ils ont besoin du concours d'autres hommes pour atteindre ce but, ils cherchent par tous les moyens en leur pouvoir à imposer à ces hommes une prompte obéissance. Mais quels sont les objets des désirs humains? Le plaisir physique en est un sans doute. Mais les simples appétits que nous avons en commun avec les animaux seraient satisfaits presque aussi aisément et aussi économiquement que ceux des animaux, si l'on ne donnait rien au goût, à l'ostentation et aux affections. Un homme dans l'aisance ne consacre qu'une bien petite part de son revenu à donner à son corps des sensations agréables. La plus grande partie de ce qu'il dépense, même pour sa cuisine et pour sa cave, sert non à chatouiller agréablement son palais, mais à maintenir sa réputation d'hospitalité, à le défendre contre le reproche de tenir sa maison avec lésinerie, et à cimenter les liens de bon voisinage. S'il ne s'agit que de plaisirs physiques, il est évident qu'on peut satisfaire jusqu'à satiété un roi ou une aristocratie au prix de sacrifices dont la société la plus primitive et la plus pauvre s'apercevrait à peine.

Il n'est pas aussi facile, nous en convenons, de satisfaire les goûts et les penchants qui nous sont propres, en tant qu'êtres doués de raison et d'imagination. Nous

admettons qu'en ce genre il n'y a pas de point de saturation ne laissant plus place aux désirs. L'argument de M. Mill sera donc juste, à moins qu'il ne se trouve incompatible avec la nature même de ce qui fait l'objet des désirs. Or, parmi les objets que les hommes semblent désirer avec le plus d'ardeur, il faut mettre au premier rang la bonne opinion de leurs semblables. La haine et le mépris publics paraissent généralement insupportables. Il est probable que le cas que nous faisons de l'opinion des autres naît, par une certaine association d'idées, du sentiment qu'ils peuvent nous nuire ou nous servir. Quoi qu'il en soit, il est évident qu'une fois prise, l'habitude d'esprit dont nous parlons rend les hommes très-soucieux de l'opinion de ceux-là mêmes qui ne pourront jamais leur faire le moindre tort ou leur rendre le moindre service. L'amour de la gloire posthume, la crainte des reproches et de la haine posthumes, sont des sentiments dont presque personne ne s'affranchit tout à fait, et qui deviennent chez beaucoup d'hommes des mobiles puissants et constants. Comme nous craindrions, si nous développions à notre manière cette partie de l'argument, d'être qualifié de sentimental, ce qui, dans la langue sacrée des benthamistes, signifie idiot, nous citerons ce que dit à ce sujet M. Mill lui-même, dans son *Traité sur la Jurisprudence.*

« Les souffrances qui ont une source morale sont les souffrances produites par l'opinion défavorable de l'humanité... Ces souffrances peuvent arriver à un point d'intensité auquel on ne peut guère comparer celui d'aucune autre souffrance inhérente à notre nature. Il y a un certain degré de défaveur dans l'opinion de ses semblables qu'un homme qui n'est pas au-dessous du

niveau de l'humanité ne peut guère se résigner à supporter. Il est inutile d'insister sur l'évidente importance qu'a ce puissant agent pour prévenir le mal. S'il était suffisamment aux ordres de la société, il dispenserait presque d'avoir recours à d'autres moyens... Pour savoir diriger l'opinion défavorable de l'humanité, il est nécessaire de savoir d'une manière aussi complète, c'est-à-dire aussi étendue que possible, quels sont les sentiments qui lui donnent naissance. Sans entrer dans la métaphysique du sujet, il nous suffit, pour répondre pratiquement à la question posée, de dire que l'opinion défavorable des hommes est excitée par tout ce qui leur fait tort. »

Il est étrange qu'un auteur qui regarde la souffrance produite par l'opinion défavorable des autres comme assez amère pour qu'elle pût dispenser d'avoir recours à la potence et aux travaux forcés, si elle était suffisamment aux ordres de la société, n'ait point fait mention d'un frein aussi puissant en discutant la question du gouvernement. Nous allons chercher à déduire, avec ces formes mathématiques que M. Mill aime tant, une théorie politique des prémisses qu'il nous a lui-même fournies.

PROPOSITION I. — THÉORÈME.

Nul gouvernant ne fera jamais quoi que ce soit qui puisse faire tort au peuple.

Voilà la thèse à soutenir, et nous offrons bien humblement ce qui suit à M. Mill comme en étant la démonstration syllogistique.

Nul gouvernant ne fera ce qui produirait pour lui une souffrance.

Or l'opinion défavorable du peuple serait pour lui une cause de souffrance.

Donc nul gouvernant ne fera jamais quoi que ce soit qui puisse exciter l'opinion défavorable du peuple.

Mais l'opinion défavorable du peuple est excitée par tout ce qui lui fait tort.

Donc nul gouvernant ne fera jamais quoi que ce soit qui puisse faire tort au peuple : ce qu'il fallait démontrer.

Après avoir ainsi imité assez heureusement, selon nous, la logique de M. Mill, nous ne voyons pas pourquoi nous n'imiterions pas ce qui est au moins aussi parfait en son genre, à savoir sa complaisance pour lui-même, et pourquoi, en guise d'Εὕρηκα, nous ne nous servirions pas de ses propres paroles : « L'enchaînement des déductions est, cette fois, serré et fort à un degré bien rare. »

Le fait est que, lorsqu'on adopte ce mode de raisonnement en parlant de choses qu'il est impossible de déterminer par des définitions précises, lorsqu'on se met à parler du pouvoir, du bonheur, de la misère, de la peine, du plaisir, des motifs, des désirs et de leurs objets, comme on parle des lignes et des nombres, les contradictions et les absurdités auxquelles on arrive sont sans fin. Il n'y a pas de proposition si monstrueuse en morale ou en politique, que nous ne soyons prêt à prouver d'après des principes reconnus, au moyen d'un je ne sais quoi qui aura l'air d'une démonstration logique.

M. Mill soutient que, si les hommes ne sont pas disposés à se dépouiller les uns les autres, le gouvernement n'est pas nécessaire, et que, s'ils y sont disposés, ils abuseront nécessairement du pouvoir dès qu'il sera confié à

un petit nombre d'entre eux. Ce n'est assurément pas en proposant des dilemmes de cette espèce que nous aurons chance d'arriver à de saines conclusions dans une science morale quelconque. Toute la question est une question de mesure. Si tous les hommes préféraient l'approbation modérée de leur prochain à la somme la plus élevée de richesse, de grandeur ou de jouissances sensuelles, le gouvernement ne serait pas nécessaire. Si tous les hommes désiraient la richesse avec assez d'ardeur pour être tout prêts à braver la haine de leurs pareils pour une pièce de dix sous, l'argument de M. Mill contre les monarchies et les aristocraties serait absolument juste. Mais le fait est que tous les hommes ont certains désirs qui les poussent à faire tort à leur prochain, et certains désirs qui les poussent à faire du bien à leur prochain. Or, s'il y avait une société composée de deux classes d'hommes, dont l'une serait surtout dirigée par le premier mobile, et l'autre par le second, le gouvernement serait évidemment nécessaire pour contenir la classe avide de pillage et peu soucieuse de sa réputation; et cependant on pourrait confier sans crainte le pouvoir à la classe animée surtout par le désir d'être approuvée. Il serait facile de soutenir d'une manière très-plausible que, dans bien des pays, *il y a* vraiment deux classes qui, à un certain degré, correspondent à cette description; que les pauvres composent la classe que le gouvernement est chargé de contenir, et que les gens qui possèdent forment la classe à laquelle on peut confier sans danger le pouvoir. On pourrait dire que l'homme qui n'arrive à gagner sa vie qu'au prix d'un travail pénible, est plus exposé à la tentation du pillage que l'homme qui a des jouissances de luxe. On pourrait dire

qu'un homme perdu dans la foule a moins de chance d'avoir devant les yeux la crainte de l'opinion publique, qu'un homme sur lequel son rang et sa manière de vivre attirent les regards. Nous n'affirmons point tout cela; nous disons seulement que M. Mill était tenu de prouver le contraire, et que, n'ayant pas prouvé le contraire, il n'a pas le droit de dire « que les principes mêmes qui impliquent la nécessité d'un gouvernement, impliquent aussi qu'une aristocratie usera du pouvoir pour faire manquer le but pour lequel le gouvernement est institué. » Cela n'est pas vrai, à moins qu'il ne soit vrai qu'un riche ait autant de penchant à convoiter les biens de son prochain qu'un pauvre, et qu'un pauvre ait autant de raisons de se préoccuper de l'opinion de son prochain qu'un riche.

Mais nous ne voyons pas qu'il soit possible de faire un seul pas en raisonnant *à priori* sur des questions de ce genre. Nous savons que tout homme a certains désirs qu'il ne peut satisfaire qu'en faisant tort à son prochain, et certains désirs qu'il ne peut satisfaire qu'en plaisant à son prochain. Il a convenu à M. Mill de ne voir qu'une moitié du caractère humain, et de raisonner sur les motifs qui portent les hommes à opprimer et à dépouiller leurs semblables comme si c'étaient les seuls motifs qui pussent agir sur les hommes. Nous avons déjà montré qu'en prenant l'autre moitié du caractère humain et en raisonnant sur elle comme si elle était le caractère humain tout entier, nous pouvions arriver à un résultat diamétralement opposé à celui que M. Mill a atteint. Avec de tels procédés, il serait facile de démontrer ou que toute forme de gouvernement est bonne, ou que tout gouvernement est superflu.

Nous allons maintenant suivre M. Mill dans la seconde phase de son argument. Une combinaison des trois formes simples de gouvernement peut-elle offrir les sûretés nécessaires contre les abus de pouvoir? M. Mill se plaint que ceux qui soutiennent l'affirmative font, en général, une pétition de principe, et il cherche à l'établir en prouvant, d'après sa méthode, que toute combinaison des trois formes simples ou de deux d'entre elles est impossible.

« Il résulte des principes que nous avons déjà établis, que chacun des éléments cherchera à obtenir la plus grande somme possible de ce qui fait l'objet des désirs humains, ou à parler plus exactement de ce qui sert à satisfaire les désirs humains, savoir la richesse et le pouvoir. S'il vient s'offrir à l'un quelconque des éléments supposés quelque expédient de nature à conduire efficacement à ce but, sans contrarier quelque désir préféré, nous pouvons affirmer avec certitude qu'il sera adopté. Il y a un expédient efficace, et non moins évident qu'efficace. Deux quelconques de ces éléments, en se coalisant, peuvent absorber le troisième. Qu'une telle coalition doive se produire, c'est ce qui paraît aussi certain que peut l'être quelque chose dépendant de la volonté humaine, parce que de grands motifs la favorisent sans qu'on puisse en imaginer aucun qui la combatte. Le mélange de trois des formes de gouvernement ne peut donc évidemment pas exister... Il peut être bon de se demander si l'union de deux d'entre elles ne serait pas possible... Supposons d'abord la monarchie unie à l'aristocratie. Ou leur pouvoir est égal, ou il ne l'est pas. S'il n'est pas égal, la conséquence nécessaire, d'après les principes que nous avons déjà établis, sera que le plus fort empiétera sur le plus

faible jusqu'à l'absorber tout entier. La seule question est donc celle-ci : Que se passera-t-il si le pouvoir est égal? Et d'abord l'existence même de cette égalité paraît impossible. Comment pourra-t-on l'établir, ou par quel moyen pourra-t-on la constater? S'il n'est pas de moyen de ce genre, elle ne sera jamais que l'effet du hasard. S'il en est ainsi, les chances contre l'égalité sont comme celles de l'infini contre un. L'idée est donc parfaitement chimérique et absurde... Dans cette doctrine du mélange des formes simples de gouvernement est comprise la fameuse théorie de l'équilibre entre les parties constituantes d'un gouvernement. On suppose par là que, lorsqu'un gouvernement se compose de monarchie, d'aristocratie et de démocratie, les trois parties se font équilibre les unes aux autres, et produisent le bon gouvernement en se servant mutuellement de frein. Quelques mots suffiront pour montrer que, si une théorie a jamais mérité l'épithète de folle, de visionnaire et de chimérique, c'est bien celle de l'équilibre. S'il y a trois pouvoirs, comment empêcher deux d'entre eux de se coaliser pour absorber le troisième? L'analyse que nous venons de faire nous permettra de tracer rapidement l'enchaînement des causes et des effets dans l'hypothèse qui nous occupe. Nous avons déjà vu que l'intérêt de la société prise dans son ensemble, ou au point de vue démocratique, est que chaque individu soit protégé, et que le pouvoir constitué dans ce but soit exclusivement employé dans ce but... Nous avons vu aussi que l'intérêt du roi et de l'aristocratie gouvernante est diamétralement opposé. Leur affaire est de s'emparer d'une puissance illimitée sur le reste de la société, et d'en user pour leur propre avantage. Dans le cas supposé de l'équilibre entre les pouvoirs monar-

chique, aristocratique et démocratique, il ne peut être de l'intérêt ni de la monarchie ni de l'aristocratie de se coaliser avec la démocratie, parce qu'il est de l'intérêt de la démocratie, ou de la société en général, que ni le roi ni l'aristocratie ne puissent disposer pour leur propre avantage d'un atome de la puissance ou de la richesse sociale. La démocratie ou la société a toutes les raisons possibles de chercher à empêcher la monarchie et l'aristocratie d'exercer la puissance ou d'acquérir la richesse sociale pour leur avantage propre. La monarchie et l'aristocratie ont toutes les raisons possibles de chercher à acquérir un pouvoir illimité sur les personnes et les biens de la société. La conséquence est inévitable; elles ont toutes les raisons possibles de se coaliser pour acquérir ce pouvoir.»

S'il y a dans tout ce passage quelque partie plus remarquablement absurde que tout le reste, c'est, à notre avis, l'argument par lequel M. Mill prouve que l'union de la monarchie et de l'aristocratie est impossible. Leur pouvoir, dit-il, doit être égal ou ne l'être pas. Mais il n'y a aucun moyen de constater l'égalité. Par conséquent, les chances contre son existence sont comme celles de l'infini contre un. Si les deux pouvoirs ne sont pas égaux, il s'ensuit, d'après les principes de la nature humaine, que le plus fort empiétera sur le plus faible jusqu'à l'absorber tout entier.

Or, s'il n'y a aucun moyen de constater l'égalité de deux pouvoirs, il ne doit pas y avoir de mesure commune entre des pouvoirs. Il est donc parfaitement impossible de les comparer entre eux. Mais lorsque deux pouvoirs sont de même nature, il n'est pas difficile de constater d'une manière suffisante pour tous les objets pratiques

s'ils sont égaux ou inégaux. Il est aisé de juger si deux hommes courent également vite, ou s'ils peuvent soulever le même poids. Deux arbitres, dont la décision doit être définitive s'ils parviennent à s'entendre, et dont l'un ne peut rien faire sans le consentement de l'autre, possèdent un pouvoir égal. Deux électeurs ayant chacun un vote dans un bourg possèdent, sous ce rapport, un pouvoir égal, sinon toutes les théories politiques de M. Mill s'écroulent du même coup; car, s'il est impossible de constater que deux pouvoirs sont égaux, il ne pourra jamais montrer que, même avec le suffrage universel, il soit impossible à une minorité de tout conduire à sa fantaisie contre les souhaits et les intérêts de la majorité.

Lorsqu'on met en présence deux pouvoirs divers par leur nature, nous convenons qu'il n'existe aucun moyen de constater leur égalité. Mais en pareil cas il est absurde de parler de plus fort et de plus faible, comme le fait M. Mill. On peut se servir de ces termes dans le langage vulgaire et par rapport à certains objets particuliers; mais il est impropre de les employer dans le langage mathématique. En parlant d'une lutte de boxeurs, on peut dire que tel fameux athlète a plus de puissance physique qu'aucun autre homme en Angleterre. En parlant d'une pantomime, on peut en dire autant d'un très-habile arlequin. Mais dire d'une façon générale que la puissance de pantomime d'Arlequin l'emporte sur la puissance physique de l'athlète, ou qu'elle lui est inférieure, ce serait dire une sottise.

Si l'argument de M. Mill vaut lorsqu'il s'agit des rapports entre les diverses branches d'une législature, il vaut également lorsqu'il s'agit des rapports entre les puissan-

ces souveraines. Tout gouvernement, peut-on dire, enlèvera, s'il le peut, à son semblable ce qui fait l'objet de ses désirs. Si le gouvernement français peut subjuguer l'Angleterre, il le fera. Si le gouvernement anglais peut subjuguer la France, il le fera. Mais la puissance anglaise et la puissance française sont égales ou inégales. Il y a l'infini à parier contre un pour qu'elles ne soient pas exactement égales. On peut donc négliger l'hypothèse et affirmer que la plus forte empiétera infailliblement sur la plus faible jusqu'à l'asservir absolument.

Assurément la réponse à tout ce fatras de paroles dénuées de sens est bien simple. A certains égards, la France est plus forte que l'Angleterre. A certains égards, l'Angleterre est plus forte que la France. A certains égards, elles sont toutes deux impuissantes. La France a une population plus nombreuse, l'Angleterre une plus grande capitale; la France a la plus grande armée, l'Angleterre la plus grande flotte. Pour une expédition à Rio-Janeiro ou aux Philippines, l'Angleterre est la plus puissante. Pour une guerre sur le Pô ou sur le Danube, la France est la plus puissante. Mais ni l'une ni l'autre n'aurait la puissance d'obliger l'autre à rester tranquille sous le joug pendant un mois. Pour l'une comme pour l'autre, toute invasion serait très-dangereuse et toute pensée de conquête absolue parfaitement ridicule. Voilà la manière virile et sensée de discuter de telles questions. L'*ergo* ou plutôt le *farago* de M. Mill n'en imposerait pas à un enfant. C'est peut-être trop dire cependant, car nous nous souvenons d'avoir entendu un *enfant* demander un jour si Bonaparte était plus fort qu'un éléphant.

M. Mill nous rappelle certains philosophes du seizième siècle qui, s'étant convaincus *à priori* que la vitesse de la

chute des corps était exactement en raison de leur poids, se refusaient à croire le contraire sur le témoignage de leurs yeux et de leurs oreilles. La constitution anglaise, d'après la classification de M. Mill, est un mélange de monarchie et d'aristocratie; une des chambres du Parlement étant composée d'une noblesse héréditaire, et l'autre presque entièrement choisie par une classe privilégiée qui possède la franchise électorale en vertu de ses propriétés ou de ses liens avec certaines corporations. L'argument de M. Mill prouve que, depuis le temps que ces deux pouvoirs combinés agissent dans notre gouvernement, c'est-à-dire depuis l'origine de notre histoire, l'un ou l'autre doit s'être livré à des empiétements continuels; en outre, selon lui, les empiétements doivent toujours être venus du même côté, le premier empiétement n'ayant pu venir que du plus fort, et ce premier empiétement ayant dû rendre le plus fort encore plus fort. C'est donc un fait bien démontré que le Parlement était plus fort que la couronne sous Henri VIII, ou que la couronne était plus forte que le Parlement en 1641. « Hippocrate dira ce qui lui plaira, dit la servante de Molière, mais le cocher est mort. » M. Mill dira ce qui lui plaira, mais la constitution anglaise est encore en vie. Personne ne niera que, depuis la révolution, le Parlement n'ait possédé une grande autorité dans l'État. Cependant le roi peut créer de nouveaux pairs et dissoudre le Parlement. Guillaume III eut à supporter de la part de la Chambre des communes d'amères mortifications, et fut, à vrai dire, opprimé d'une manière injustifiable. La reine Anne voulut changer un ministère qui avait la majorité dans les deux Chambres. Elle saisit le moment de faire la dissolution, créa douze pairs tories

et en vint à ses fins. Trente ans plus tard, la Chambre des communes chassa Walpole du ministère. En 1784, Georges III fut en état de maintenir M. Pitt au pouvoir en dépit de la majorité de la Chambre des communes. En 1804, la crainte d'une défaite dans le Parlement, obligea le même roi à se séparer de son ministre favori. Mais en 1807, il se trouva en mesure de faire exactement ce que la reine Anne avait fait près de cent ans auparavant. Le pouvoir du roi avait-il augmenté durant le siècle qui venait de s'écouler, ou était-il resté stationnaire? Serait-il possible que dans la loterie contre l'infini, le lot unique nous fût échu? S'il n'en est pas ainsi, M. Mill a prouvé que l'un des deux éléments doit constamment avoir empiété sur l'autre. Quelques-uns des hommes les plus distingués de l'Angleterre croient qu'à tout prendre l'influence de la couronne s'est accrue depuis le règne de la reine Anne. D'autres pensent que le Parlement a gagné en force. Mais ce qui n'est pas douteux, c'est que tous deux possédaient alors et possèdent encore aujourd'hui un grand pouvoir. Assurément, s'il y avait la moindre vérité dans l'argument de M. Mill, on ne pourrait agiter la question de savoir lequel, du Parlement ou de la couronne, a gagné le plus de terrain en cent vingt ans.

Mais nous en demandons pardon à nos lecteurs, nous allions oublier qu'un fait irréconciliable avec la théorie de M. Mill fournit, à son avis, la raison la plus forte pour adhérer à sa théorie. Pour envisager la question à un autre point de vue, n'est-il pas évident qu'il peut y avoir deux corps, possédant chacun un pouvoir parfait et complet qui ne peut lui être enlevé sans son assentiment? Quel est le sens des mots *plus fort* et *plus faible*, lorsqu'on les applique à des corps de cette nature? L'un des deux

peut sans doute détruire l'autre par la force matérielle. Mais ce n'est pas la question. Une troisième partie, un de leurs généraux, par exemple, pourrait les subjuguer tous les deux par la force matérielle. Et il n'y a pas de forme de gouvernement, sans excepter l'utopie démocratique de M. Mill, qui soit à l'abri d'un pareil accident. Nous parlons des pouvoirs dont la constitution investit les deux branches de la législature, et nous demandons à M. Mill comment, d'après ses propres principes, il peut soutenir que l'un des deux empiétera sur l'autre, si le consentement de l'autre est nécessaire à l'empiétement.

M. Mill nous dit que, dans un gouvernement composé des trois formes simples (et il ne veut pas admettre que la constitution anglaise soit de cette nature), deux des parties constituantes s'uniront infailliblement contre la troisième. Or, si deux de ces parties s'unissent et agissent comme une seule, l'hypothèse rentre exactement dans la dernière, et toutes les observations que nous venons de faire s'y appliquent. M. Mill dit « que deux quelconques des éléments se coalisant peuvent absorber le troisième, » et il ajoute ensuite : « Comment empêcher deux des éléments de se coaliser pour absorber le troisième? » M. Mill devrait cependant savoir qu'en politique deux n'est pas toujours le double d'un. Si le concours des trois branches de la législature est indispensable pour toutes les lois, chaque branche sera investie d'un pouvoir constitutionnel suffisant pour la protéger contre tout, sauf contre la force physique, danger contre lequel aucune forme de gouvernement n'est assurée. M. Mill nous rappelle l'Irlandais auquel on ne pouvait pas faire comprendre comment un seul juré pouvait réduire par la faim les onze autres.

Mais est-il certain que deux des branches de la législature se coaliseront contre la troisième? « Cela nous paraît aussi certain, dit M. Mill, que puisse l'être un résultat dépendant de la volonté humaine, parce que de puissants motifs y poussent et qu'aucun motif imaginable ne le combat. » Il passe ensuite à l'indication de ces motifs. L'intérêt de la démocratie est que chaque individu reçoive protection. L'intérêt du roi et de l'aristocratie est de s'emparer de tout le pouvoir qu'ils peuvent usurper, et de s'en servir pour leurs propres fins. Le roi et l'aristocratie ont donc toutes les raisons possibles de se coaliser contre le peuple. Si nos lecteurs veulent consulter le passage cité ci-dessus, ils verront que nous reproduisons très-loyalement l'argument de M. Mill.

Nous aurions vraiment cru que, sans le secours de l'histoire et de l'expérience, à la seule lueur de sa propre logique, M. Mill se serait aperçu de la fausseté qui se cache, et qui se cache à peine, sous cette prétendue démonstration. L'intérêt du roi peut être opposé à celui du peuple. Mais est-il identique avec celui de l'aristocratie? Dans la page même qui contient l'argument destiné à prouver que le roi et l'aristocratie se coaliseront contre le peuple, M. Mill cherche à montrer que l'opposition d'intérêts est si forte entre le roi et l'aristocratie que, si l'on partage entre eux l'autorité, l'un usurpera infailliblement le pouvoir de l'autre. S'il en est ainsi, il n'a pas le droit de conclure qu'ils se coaliseront pour détruire le pouvoir du peuple, par cette seule raison que leurs intérêts pourront différer de ceux du peuple. Il est tenu de montrer, non-seulement que dans toutes les sociétés l'intérêt du roi doit être opposé à celui du peuple, mais que dans toutes les sociétés l'intérêt du roi doit

être plus directement opposé à l'intérêt du peuple qu'à l'intérêt de l'aristocratie ; mais il ne le démontre pas. Par conséquent, il n'a pas prouvé sa proposition d'après ses propres principes. Ce serait perdre son temps que de citer l'histoire. Tout écolier qui a poussé ses études jusqu'à l'*Abrégé* de Goldsmith peut citer des cas où l'on a vu les souverains s'allier avec le peuple contre l'aristocratie, et des cas où la noblesse s'est alliée avec le peuple contre le souverain. En général, lorsque trois éléments, ayant tous à se craindre les uns les autres, sont aux prises, on ne voit pas deux d'entre eux se coaliser pour dépouiller le troisième. Qu'une coalition pareille se forme, elle n'atteint presque jamais son but. Le membre de la coalition qui a chance de gagner le plus à l'alliance est bientôt découvert. Il devient l'objet de la jalousie de son allié, qui, selon toutes les probabilités, change de côté et l'oblige à restituer ce qu'il a pris. Tout le monde sait comment Henri VIII passait de François à Charles et de Charles à François ; mais il est oiseux de citer des exemples : l'action de ce principe se trouve développée à chaque page de l'histoire ancienne et moderne, et presque tous les États de l'Europe lui ont, à un jour donné, dû leur indépendance.

M. Mill a enfin démontré, à ce qu'il croit, que les formes simples de gouvernement ne valent rien, et que les formes combinées ne peuvent subsister. Il reste pourtant encore, à ce qu'il paraît, un espoir pour l'humanité.

« On trouvera peut-être dans ce qui doit être la grande découverte des temps modernes, le système représentatif, la solution de toutes les difficultés spéculatives et pratiques ; sinon nous pourrions être forcés d'en venir à

cette conclusion singulière que le bon gouvernement est impossible. Car puisqu'il n'y a point d'individu ni de collection d'individus, sauf la société elle-même, qui n'ait intérêt à mal gouverner si le pouvoir lui est remis, et puisque la société elle-même est hors d'état d'exercer le pouvoir, et qu'elle est obligée de le déléguer à certains individus, la conclusion est évidente : la société elle-même doit contenir ces individus, sans quoi ils agiront d'après leurs intérêts et ils produiront le mauvais gouvernement. Mais comment la société peut-elle les contenir? La société ne peut agir sans être assemblée, et une fois assemblée, elle est incapable d'agir. La société cependant peut choisir des représentants. »

La question qui se présente alors est celle-ci : Comment le corps représentatif doit-il être constitué? M. Mill pose deux principes qui ne seront probablement pas contestés, dit-il.

« Premièrement, le corps qui a pour mission de contenir, doit être investi d'un pouvoir suffisant pour remplir la mission de contenir. »

« Secondement, il doit avoir des intérêts identiques avec ceux de la société, sans quoi il fera un mauvais usage de son pouvoir. »

La première de ces propositions ne peut certainement donner matière à contestation. Quant à la seconde, nous prendrons tout à l'heure occasion de faire quelques remarques sur le sens que M. Mill attache à ces mots : « Les intérêts de la société. »

Il ne nous paraît pas très-aisé de trouver, d'après les principes de M. Mill, le moyen de rendre les intérêts du corps représentatif identiques avec ceux du corps électoral. Le plan proposé par M. Mill est tout simplement

celui d'avoir recours à des élections fréquentes. « Comme il semble, dit-il, que limiter la durée de leur pouvoir est une garantie contre les intérêts malfaisants des représentants du peuple, il semble de même que c'est la seule garantie qu'admette la nature du cas. » Mais tous les arguments par lesquels M. Mill a prouvé les inconvénients de l'aristocratie et de la monarchie, prouvent de même, ce nous semble, que cette garantie n'en est pas une. N'est-il pas évident que les représentants, dès qu'ils sont élus, deviennent une aristocratie avec des intérêts opposés à ceux de la société? Pourquoi ne voteraient-ils pas une loi pour prolonger d'un an à dix la durée de leur pouvoir, ou pour se déclarer sénateurs à vie? Si tout le pouvoir législatif leur est confié, ils seront constitutionnellement compétents pour agir ainsi. Si on leur refuse une part du pouvoir législatif, à qui confiera-t-on cette part? Le peuple la conservera-t-il et exprimera-t-il sa satisfaction ou son blâme dans des assemblées primaires? M. Mill nous dit lui-même que la société ne peut agir sans être assemblée, et qu'une fois assemblée, elle est incapable d'action. Ou bien déclarera-t-on, comme dans certaines républiques américaines, que nul changement dans les lois fondamentales ne pourra être fait sans le consentement d'une convention spécialement élue dans ce but? La difficulté reparaît encore : pourquoi les membres de la convention ne trahiraient-ils pas leur mandat, tout aussi bien que les membres de la législature ordinaire? Comme hommes privés, ils ont pu être zélés pour les intérêts de la société. Comme candidats, ils ont pu faire des promesses à la cause de la constitution. Mais dès qu'ils sont devenus une convention, dès qu'ils sont séparés du peuple, dès

que le pouvoir suprême est déposé dans leurs mains, dès lors commence cet intérêt opposé à celui de la société qui doit, suivant M. Mill, produire des mesures contraires aux intérêts de la société. Il faut donc trouver quelque autre moyen de mettre un frein à ce frein déjà placé sur un frein, quelque autre support pour porter la tortue qui porte l'éléphant qui porte le monde.

Nous savons bien qu'une telle situation n'offre pas de danger réel; mais elle n'offre pas de danger par la seule raison qu'il n'y a pas de vérité dans les principes de M. Mill. Si les hommes étaient ce qu'il dit, la lettre de la constitution qu'il recommande n'offrirait aucune garantie contre le mauvais gouvernement. La véritable garantie est que les législateurs soient détournés par la crainte de la résistance et de l'ignominie d'agir comme nous l'avons dit. Mais, dans toutes les formes de gouvernement, il y a des freins de la même nature; ils ne diffèrent que par le degré de leur force. La ligne profonde de démarcation que M. Mill cherche à tracer entre les monarchies et les aristocraties d'une part, et les démocraties de l'autre, n'existe pas en fait. Dans aucune forme de gouvernement, les intérêts du peuple ne sont absolument identiques avec ceux du pouvoir. Dans toutes les formes de gouvernement, le pouvoir a une certaine crainte du peuple. La crainte de la résistance et le sentiment de la honte opèrent jusqu'à un certain degré sur les monarques les plus absolus et sur les oligarchies les moins libérales; et la crainte de la résistance et le sentiment de la honte protégent seuls la liberté des sociétés les plus démocratiques contre les empiétements de leurs délégués annuels et bisannuels.

Nous avons vu comment M. Mill propose de rendre les intérêts du corps représentatif identiques avec ceux du corps électoral. La question qui se présente ensuite est celle de savoir comment on rendra les intérêts du corps électoral identiques avec ceux de la société. M. Mill démontre que toute minorité du corps social, fût-elle même composée de milliers de votants, formerait un mauvais corps électoral et ne serait réellement autre chose qu'une aristocratie très-nombreuse.

« On perd les avantages du système représentatif, dit-il, toutes les fois que les intérêts du corps électoral ne sont pas les mêmes que ceux de la société. Il est évident que, si la société était elle-même le corps électoral, les intérêts du corps électoral et ceux de la société seraient les mêmes. »

M. Mill part de là pour recommander que tous les hommes parvenus à l'âge mûr, riches et pauvres, savants et ignorants, aient une voix. Mais alors pourquoi pas les femmes? Cette question a souvent été posée dans les débats parlementaires ; elle n'a jamais reçu à notre avis de réponse plausible. M. Mill y échappe au plus vite ; mais nous prendrons la liberté de nous arrêter un peu sur les paroles de l'oracle : « Il est assez évident, dit-il, qu'on peut éliminer sans inconvénient les individus dont les intérêts sont confondus avec ceux d'autres individus. On peut envisager ainsi les femmes, puisque leurs intérêts sont presque toujours confondus soit avec ceux de leur père, soit avec ceux de leur mari. »

Si nous nous contentions de dire, en réponse à tous les arguments contenus dans l'essai de M. Mill, que les intérêts d'un roi sont confondus avec ceux de la société, on nous accuserait, et fort justement, de déraisonner.

Cependant cette assertion ne serait pas, ce nous semble, plus déraisonnable que celle que M. Mill vient de hasarder. Sans s'appuyer sur un seul fait, sans prendre la peine d'embrouiller la question par un seul sophisme, il fait disparaître d'un trait de plume les intérêts de la moitié du genre humain. S'il y a un mot de vrai dans l'histoire, les femmes ont été de tout temps, et sont encore sur presque toute la surface du globe, d'humbles compagnes, des jouets, des captives, des servantes, des bêtes de somme. A l'exception de quelques sociétés heureuses et très-civilisées, elles sont à la lettre réduites à l'état d'esclavage ; même dans les pays où elles sont le mieux traitées, les lois leur sont en général défavorables sur presque tous les points qui les intéressent le plus.

M. Mill ne fait pas des lois pour l'Angleterre ou pour les États-Unis, mais pour l'humanité tout entière. Les intérêts d'un Turc sont-ils donc les mêmes que ceux des femmes qui composent son harem? Les intérêts d'un Chinois sont-ils les mêmes que ceux de la femme qu'il attelle à sa charrue? L'intérêt d'un Italien est-il le même que celui de la fille qu'il consacre à Dieu? Sans doute on peut affirmer sans mentir que les intérêts d'un Anglais estimable se confondent avec ceux de sa femme; mais pourquoi en est-il ainsi? Parce que la nature humaine *n'est pas* telle que la conçoit M. Mill, parce que, dans une société civilisée, des hommes qui recherchent le bonheur ne sont pas des yahoos se disputant une charogne, parce qu'il y a quelque plaisir à être aimé et estimé, tout comme à être craint et servilement obéi? Pourquoi un homme bien élevé ne réduit-il pas sa femme à la simple pension alimentaire fixée par la loi, pour pouvoir consacrer une plus forte somme à ses propres fantaisies? Parce

que, s'il l'aime, il a du plaisir à la voir heureuse, et parce que, ne l'aimât-il pas, il n'a nulle envie d'entendre tous ses voisins s'indigner de sa vilenie et de sa méchanceté. Par quelle raison la législature exclusivement composée d'hommes ne vote-t-elle pas une loi pour dépouiller les femmes de tous droits civils et pour les réduire à la condition d'esclaves? En agissant ainsi, elle donnerait satisfaction à ce que M. Mill regarde comme inséparable de la nature humaine, le désir de posséder la faculté illimitée de faire souffrir les autres. La preuve que le désir de posséder la faculté illimitée de faire souffrir les autres n'est pas inséparable de la nature humaine, c'est que la législature ne vote pas cette loi, bien qu'elle en ait le pouvoir; c'est que nul homme en Angleterre ne souhaite de la voir voter.

S'il y a dans ce pays identité d'intérêts entre les deux sexes, cette identité ne peut naître que du plaisir d'être aimé et de donner le bonheur. Car la manière dont les femmes sont traitées dans la plus grande partie du monde prouve surabondamment que cette identité n'est pas due aux simples instincts de sexe; et si l'on dit que nos lois sur le mariage ont amené ce résultat, on se borne à faire reculer la question d'un pas, puisque ces lois ont été faites par des hommes. Or, si les sentiments de bienveillance de la moitié de l'espèce humaine sont pour l'autre une garantie suffisante de bonheur, pourquoi les sentiments de bienveillance d'un monarque ou d'une aristocratie, ne suffiraient-ils pas au moins à les empêcher de broyer le peuple sous le poids de leur autorité?

Si M. Mill veut bien rechercher pourquoi les femmes sont mieux traitées en Angleterre qu'en Perse, il pourra peut-être découvrir, dans le cours de ses recherches,

pourquoi les Danois sont mieux gouvernés que les sujets de Caligula.

Nous en venons maintenant à la question pratique la plus importante soulevée dans cet essai. Est-il désirable que tous les hommes arrivés à l'âge de raison concourent à l'élection des représentants, ou faut-il exiger des électeurs certaines conditions pécuniaires? D'après M. Mill, plus ces conditions pécuniaires sont minimes, mieux cela vaut, et le mieux est de n'en exiger aucune. « Les conditions électorales, dit-il, doivent être établies de façon à comprendre dans le corps électoral ou la majorité de la population, ou un nombre d'hommes peu inférieur à la majorité. Supposons d'abord que la majorité soit comprise dans le corps électoral, la question sera de savoir si la majorité peut avoir quelque intérêt à opprimer ceux qui, dans cette hypothèse, sont privés de tout pouvoir politique? En réduisant le calcul à ses plus simples éléments, nous verrons que la majorité pourrait, sans doute, avoir un intérêt de ce genre, mais qu'il ne serait pas bien grand. Chaque membre de la majorité, si la majorité devenait le corps gouvernant, n'aurait pas même l'avantage d'opprimer pour sa part un homme tout entier. Si la majorité était deux fois aussi considérable que la minorité, chaque membre de la majorité n'aurait que la moitié de l'avantage d'opprimer un seul homme... Supposons, en second lieu, que, par suite des conditions électorales, le corps des électeurs ne renferme pas la majorité. Dans cette hypothèse, en ramenant le calcul à ses plus simples éléments, nous verrons que chaque membre aurait un avantage égal à celui que l'on peut tirer de l'oppression de plus d'un homme, et qu'à mesure que le corps électoral deviendrait une plus petite minorité, le corps électoral

aurait plus d'avantage à abuser du pouvoir, et que le mauvais gouvernement deviendrait ainsi certain. »

La première remarque que nous ayons à faire sur cet argument, c'est que, d'après M. Mill lui-même, un gouvernement qui admettrait tout être humain à voter serait encore défectueux. Car, d'après le système du suffrage universel, la majorité des électeurs nomme le représentant, et la majorité des représentants fait la loi. Le peuple tout entier peut donc voter, mais la majorité seule gouverne. En sorte que, de l'aveu de M. Mill, le système de gouvernement le plus parfait qu'on puisse imaginer est un système dans lequel l'intérêt que peut avoir le pouvoir à opprimer n'est pas grand, sans doute, mais existe encore.

M. Mill se trompe-t-il en disant que cet intérêt ne saurait être fort grand? Nous le croyons. Certainement, si tous les membres de la société possédaient une égale part de ce que M. Mill appelle les objets des désirs, la majorité s'abstiendrait probablement de dépouiller la minorité. Une minorité nombreuse opposerait une vive résistance, et les biens d'une petite minorité ne vaudraient pas la peine qu'auraient à prendre pour se les partager les autres membres de la société. Mais il y a dans toutes les sociétés civilisées, une petite minorité de riches et une grande majorité de pauvres. Supposez mille personnes possédant chacune dix livres sterling, neuf cent quatre-vingt-dix d'entre elles ne prendraient pas la peine d'en dépouiller dix autres, et six cents d'entre elles hésiteraient à en dépouiller quatre cents. Mais supposez dix d'entre elles ayant chacune cent livres sterling, le cas devient bien différent. Il y aurait alors beaucoup à gagner et rien à craindre.

« Un être humain désirera toujours faire servir la personne et la propriété d'un autre à ses plaisirs, sans s'inquiéter de la souffrance ou de la perte de plaisir que cette conduite peut occasionner à cet autre individu. Tel est, » d'après M. Mill, « le fondement du gouvernement. » Que les biens de la minorité riche puissent être employés à servir aux plaisirs de la majorité pauvre, cela n'est pas niable. Mais M. Mill propose de donner à la majorité pauvre le pouvoir sur la minorité riche. Peut-on douter, d'après ses propres principes, du résultat d'une semblable combinaison?

On peut dire peut-être qu'à la longue l'intérêt du peuple est de garantir la propriété, et que par conséquent il la respectera. A cela voici notre réponse : On ne peut prétendre qu'il ne soit pas de l'intérêt immédiat du peuple de piller les riches. Aussi, fût-il même bien certain qu'à la longue le peuple perdrait à ce pillage, il ne s'en suivrait pas nécessairement que la crainte des mauvaises conséquences éloignées dût l'emporter sur le désir de l'acquisition immédiate. Chacun pourrait se flatter que le châtiment ne l'atteindrait pas. M. Mill nous dit lui-même, dans son *Essai sur la Jurisprudence,* que la menace d'un mal éloigné et incertain, quelque grand qu'il soit, ne suffira jamais à prévenir le crime.

Mais nous sommes plutôt enclin à penser qu'à tout prendre il serait de l'intérêt de la majorité de piller les riches. S'il en est ainsi, les utilitaires diront que les riches *doivent* être pillés. Nous nions la conséquence. Car, en premier lieu, si le but du gouvernement est le plus grand bonheur du plus grand nombre, il faut prendre en considération l'intensité de la souffrance infligée par une mesure, autant que le nombre de ceux qui en souffrent.

En second lieu, nous avons à faire une distinction très-importante que M. Mill a complétement omise. Partout, dans son essai, il confond la société avec l'espèce humaine. Il parle du plus grand bonheur du plus grand nombre, mais lorsqu'on examine ses raisonnements, on s'aperçoit qu'il pense seulement au plus grand nombre dans une seule génération.

Donc, quand même nous en viendrions à convenir que tous les arguments dont nous avons démontré la fausseté sont irréfutables, nous repousserions encore la conclusion à laquelle arrive notre auteur. Quand même nous en viendrions à accorder qu'il a trouvé la forme de gouvernement la meilleure pour la majorité des hommes vivant aujourd'hui sur la surface de la terre, nous pourrions encore, sans inconséquence, soutenir que cette forme de gouvernement est pernicieuse pour l'humanité. M. Mill serait encore tenu de prouver que l'intérêt de chaque génération est identique avec celui de toutes les générations successives. Et nous ne pouvons concevoir comment il pourrait le démontrer d'après ses propres principes.

Le cas, à vrai dire, est parfaitement analogue à celui d'un gouvernement aristocratique. Dans une aristocratie, dit M. Mill, le petit nombre, étant investi du pouvoir, peut enlever au peuple les objets de ses désirs. De même, chaque génération peut se satisfaire à son tour aux dépens de la postérité. Dans ce dernier cas, la priorité dans le temps donne un avantage qui correspond exactement à celui que donne la supériorité de situation dans le premier. Qu'une aristocratie doive abuser de son avantage, c'est, d'après M. Mill, une proposition démontrée. Mais n'est-il pas également certain

que le peuple tout entier doit en faire autant; que s'il possède le pouvoir, il gaspillera de toutes les manières le fonds commun de l'humanité, et qu'il le transmettra à la postérité appauvri et dilapidé?

Comment peut-on douter, lorsqu'on professe les doctrines de M. Mill, que, dans une démocratie de la nature de celle qu'il recommande, les riches ne fussent pillés aussi impitoyablement que sous un pacha turc? Il est, cela n'est pas douteux, de l'intérêt de la génération prochaine, et peut-être de l'intérêt éloigné de la génération actuelle, que la propriété reste sacrée. De même, cela n'est pas douteux, il est de l'intérêt du prochain pacha, il est même de l'intérêt du pacha actuel, s'il conserve longtemps sa charge, que les habitants de son pachalik soient encouragés à amasser des richesses. Il n'arrive presque jamais à un souverain despotique d'avoir dépouillé ses sujets sur une grande échelle, sans avoir à le regretter avant la fin de son règne. Tout le monde sait avec quelle amertume Louis XIV déplorait, à la fin de sa vie, ses extravagances passées. Si ce prince magnifique n'avait pas dépensé des millions à Marly et à Versailles, et des dizaines de millions pour l'agrandissement de son petit-fils, il n'aurait pas été forcé plus tard, pour subvenir aux dépenses de sa propre maison, de faire servilement la cour à des prêteurs d'argent de basse extraction, et de s'humilier devant des gens sur lesquels, dans les jours de son orgueil, il n'eût pas daigné jeter un regard. Il serait aisé de multiplier les exemples de ce genre. Et pourtant, nous le voyons, les despotes continuent à dépouiller leurs sujets, bien que l'histoire et l'expérience leur disent qu'en se procurant par des exactions prématurées, des moyens de profusion, ils

dévorent par le fait le blé de semence, qui seul peut produire la moisson future de revenu. Pourquoi donc supposerions-nous qu'on pût détourner le peuple de se procurer un soulagement et des jouissances immédiates par la crainte de calamités éloignées, de calamités qui ne seront peut-être pas senties dans toute leur plénitude avant le temps de leurs petits-enfants?

Ces conclusions sont rigoureusement déduites des principes mêmes de M. Mill, et, contrairement à la plupart des conclusions qu'il tire lui-même de ces principes, elles ne sont pas, que nous sachions, contredites par les faits. Les États-Unis ne peuvent être un exemple à nous opposer. Dans un pays où ce qui est nécessaire à la vie est à bon marché, et où le prix du travail est élevé, où un homme qui n'a point d'autre capital que ses bras et ses jambes peut espérer de devenir riche par son activité et son économie, il n'est pas bien positivement de l'intérêt, même immédiat, des pauvres de dépouiller les riches, et le châtiment suivrait de très-près le crime. Mais dans les pays où la grande majorité de la population vit au jour le jour, où des richesses considérables ont été accumulées par un nombre comparativement petit de propriétaires, le cas est bien différent. Le besoin est, à certains moments, pressant, impérieux, irrésistible. De nos jours, ce besoin a endurci des hommes contre la terreur de la potence, et les a poussés jusque sur la pointe des baïonnettes. Si ces hommes avaient à leur disposition cette potence et ces baïonnettes qui les contiennent à peine aujourd'hui, à quoi faudrait-il s'attendre? Et cet état de choses n'existe pas uniquement sous un mauvais gouvernement. S'il y a la moindre vérité dans les doctrines de l'école à laquelle appar-

tient M. Mill, l'accroissement de la population amènera nécessairement partout cette situation. L'accroissement de la population est accéléré par le bon gouvernement et par le gouvernement à bon marché. Par conséquent, plus le gouvernement est bon, plus l'inégalité des conditions devient grande; et plus l'inégalité des conditions est grande, plus les motifs qui poussent la populace à la spoliation deviennent puissants. Pour ce qui regarde l'Amérique, nous en appelons au vingtième siècle.

A peine est-il nécessaire de discuter les effets que produirait une spoliation générale des riches. Il peut arriver, il est vrai, que, là où un système légal et politique rempli d'abus se trouve inséparablement uni à l'institution de la propriété, la nation puisse gagner à une seule convulsion qui entraîne à la fois l'un et l'autre. L'opération coûte bien cher. Mais si, une fois la secousse passée, il s'élève un nouvel ordre de choses sous lequel il y ait sécurité pour la propriété, l'activité individuelle répare bientôt le désastre. Ainsi nous ne doutons guère que la Révolution n'ait été, à tout prendre, un événement très-salutaire pour la France. Mais la France aurait-elle gagné si elle avait été gouvernée depuis 1793 par une convention démocratique? Si les principes de M. Mill sont vrais, nous soutenons qu'à l'heure qu'il est, son capital presque tout entier aurait disparu. Dès qu'on aurait commencé à oublier la première explosion, dès que la richesse aurait commencé à reparaître, dès que les pauvres auraient recommencé à comparer leurs chaumières et leur salade avec les palais et les banquets des riches, on se serait de nouveau disputé la propriété, on aurait revu le maximum, la confiscation générale, le règne de la terreur. Quatre ou cinq

convulsions de cette nature, se succédant à douze ou quinze ans d'intervalle, réduiraient les pays les plus florissants de l'Europe à l'état de la Barbarie ou de la Morée.

La partie civilisée du monde n'a maintenant rien à craindre de l'hostilité des peuples sauvages. Le déluge de la barbarie a passé une fois sur elle, pour détruire et pour fertiliser; et dans l'état actuel de l'humanité, nous sommes en sûreté contre un tel malheur. Ce flot ne reviendra pas pour couvrir la terre. Mais est-il possible que du sein même de la civilisation puisse sortir la maladie destinée à la détruire? Est-il possible qu'on puisse établir des institutions qui, sans le concours des tremblements de terre, de la famine, de la peste ou de l'épée étrangère, viennent renverser l'œuvre de tant de siècles de gloire et de sagesse, et faire peu à peu disparaître le goût, la littérature, la science, le commerce, les manufactures, tout enfin, à l'exception des arts grossiers nécessaires au soutien de la vie animale? Est-il possible que, dans deux ou trois cents ans, quelques pêcheurs amaigris et à demi nus puissent partager avec les hiboux et les renards les ruines des plus grandes cités de l'Europe, puissent laver leurs filets au milieu des restes de ses gigantesques entrepôts, et construire leurs cabanes avec les matériaux de ses nobles cathédrales? Si les principes de M. Mill sont vrais, nous soutenons sans la moindre hésitation que la forme de gouvernement qu'il conseille amènera nécessairement tout cela. Mais si ces principes ne sont pas vrais, si les raisonnements que nous leur avons opposés sont justes, les classes élevées et moyennes sont les représentants naturels de l'espèce humaine. Leurs intérêts peuvent se

trouver opposés sur quelques points à ceux de leurs contemporains pauvres, mais ils sont identiques avec ceux des générations innombrables qui nous doivent succéder.

M. Mill termine son essai en répondant à une objection qu'on a souvent faite au projet du suffrage universel; à savoir, que le peuple n'a pas l'intelligence de ses propres intérêts. Nous ne répéterons pas ses arguments à ce sujet, parce que, tant qu'il n'a pas prouvé qu'il est de l'intérêt du peuple de respecter la propriété, il ne fait que compromettre son système en prouvant que le peuple a l'intelligence de ses intérêts. Mais nous ne pouvons nous refuser le plaisir d'offrir à nos lecteurs une délicieuse *bonne bouche* de sagesse qu'il a gardée pour le dernier moment.

« Les opinions de ceux qui se trouvent au-dessous de la classe moyenne sont formées, et leurs esprits sont conduits par cette classe intelligente et vertueuse qui est plus immédiatement en contact avec eux, qui est dans l'habitude constante de rapports intimes avec eux, auprès de laquelle ils volent pour trouver secours et conseil au milieu de leurs nombreux embarras, de laquelle ils se sentent tous les jours dépendants, dans la santé et dans la maladie, dans l'enfance et dans la vieillesse, vers laquelle leurs fils et leurs filles élèvent leurs regards pour y chercher des modèles, de laquelle descendent les opinions qu'ils entendent citer tous les jours et qu'ils tiennent à honneur d'adopter. Il n'est pas douteux que la classe moyenne qui donne à la science, aux arts, à la législation même leurs plus beaux ornements, qui est la principale source de tout ce qui a élevé et civilisé la nature humaine, il n'est pas douteux que la classe

moyenne ne soit la partie de la société dont l'opinion dût l'emporter en définitive si les bases de la représentation s'élargissaient jamais jusque-là. Dans la population placée au-dessous d'eux, la grande majorité se laisserait certainement guider par leurs conseils et leurs exemples. »

Ce seul paragraphe suffit à renverser la théorie de M. Mill. Le peuple agira-t-il contre ses propres intérêts? Ou la classe moyenne agira-t-elle contre ses intérêts? Ou bien les intérêts de la classe moyenne sont-ils identiques avec ceux du peuple? Si le peuple agit sous la direction de la classe moyenne, comme le dit positivement M. Mill, il faut répondre affirmativement à l'une de ces trois questions. Mais, si l'on répond affirmativement à l'une de ces trois questions, le système croule tout entier. Si l'intérêt de la classe moyenne est identique avec celui du peuple, pourquoi le pouvoir ne serait-il pas confié à cette classe? Si le pouvoir est confié à cette classe, il y aura évidemment une aristocratie de fortune, et constituer une aristocratie de fortune, quelque nombreuse qu'elle soit, « c'est, dit M. Mill, laisser la société sans protection, c'est l'exposer à tous les maux d'un pouvoir sans frein. » Les mêmes motifs qui portent la classe moyenne à abuser d'un certain genre d'autorité ne la porteront-ils pas à abuser d'un autre genre d'autorité? Si son intérêt est le même que celui du peuple, elle gouvernera bien le peuple. Si son intérêt est opposé à celui du peuple, elle conseillera mal le peuple. Le système du suffrage universel n'est donc, de l'aveu de M. Mill lui-même, qu'un moyen d'arriver à produire ce qu'un système électoral basé sur des conditions pécuniaires assez élevées, produirait directement.

Ainsi finit ce célèbre essai. Et voilà la philosophie au

nom de laquelle on rejette l'expérience de trois mille ans, la philosophie dont les adeptes parlent comme si elle avait appris au monde l'art de naviguer et l'usage de l'alphabet, comme si, avant sa venue, les habitants de l'Europe avaient vécu dans des cavernes et s'étaient mangés les uns les autres. Nous sommes, à ce qu'il paraît, comme les enfants d'Israël, las des objets de notre culte ancien et légitime. Nous soupirons après une nouvelle idolâtrie. Il faut renoncer à tout ce qui est précieux, à tout ce qui nous sert d'ornement dans nos trésors intellectuels, il faut tout jeter dans la fournaise, et voilà le veau qu'on en fait sortir!

Nos lecteurs ne se méprendront pas sur nos intentions en écrivant cet article. Ils ne nous soupçonneront pas de vouloir soutenir la cause de la monarchie absolue, ou d'aucune forme étroite de l'oligarchie; ils ne nous croiront pas disposé à exagérer les maux du gouvernement populaire. Notre but aujourd'hui n'est pas tant d'attaquer ou de défendre tel ou tel système politique, que d'exposer les vices d'un genre de raisonnement parfaitement impropre aux discussions morales et politiques, d'un genre de raisonnement dont il est si facile d'abuser en faveur du mensonge, qu'il ne faut pas lui faire quartier, même lorsque par accident il se trouve employé au service de la vérité.

Nos objections à l'essai de M. Mill sont fondamentales. Nous ne croyons pas qu'il soit possible de déduire la science du gouvernement des principes de la nature humaine.

Quelle proposition peut-on avancer sur la nature humaine qui soit absolument et universellement vraie? Nous n'en connaissons qu'une, et elle est non-seulement vraie,

mais identique, c'est celle-ci : les hommes agissent toujours par intérêt personnel. Les utilitaires proclament cette banale vérité avec autant d'orgueil que si elle était nouvelle, et avec autant de zèle que si elle était importante. Mais le fait est que, bien expliquée, elle signifie tout simplement que les hommes, s'ils le peuvent, font ce qui leur plaît. En voyant agir un homme, nous savons avec certitude ce qu'il regarde comme son intérêt. Mais il est impossible de conclure avec certitude de *notre* opinion sur son intérêt ce que seront ses actions. Tel homme se passe de dîner pour ajouter un schelling aux cent mille livres sterling qu'il possède déjà, tel autre se ruine pour donner des bals et des mascarades. Tel homme coupe la gorge à son père pour s'emparer de ses vieux habits, tel autre expose sa vie pour sauver celle de son ennemi. Tel homme s'engage volontairement dans une troupe d'enfants perdus, tel autre est chassé de son régiment au son du tambour à cause de sa lâcheté. Chacun de ces hommes a sans doute agi par intérêt personnel. Mais nous ne gagnons rien à savoir cela, sinon le plaisir, si c'en est un, de multiplier des paroles inutiles. En fait, ce principe est tout juste aussi profond et aussi important que la grande vérité que tout ce qui est, est. Si un philosophe établissait toujours les faits sous la forme que voici : « Il y a une averse, mais tout ce qui est, est; donc il y a une averse, » son raisonnement serait parfaitement sain, mais nous ne voyons pas qu'il dût beaucoup étendre le cercle des connaissances humaines. Il est non moins absurde d'attribuer de l'importance à une proposition qui, lorsqu'on l'explique, signifie tout simplement : l'homme aime à faire ce qu'il aime à faire.

Si l'on pose en principe dans tout autre sens que les

hommes agissent toujours par intérêt personnel, si l'on rétrécit le sens du mot intérêt personnel, de façon à en exclure quelques-uns des motifs qui peuvent inspirer les actions d'une créature humaine, la proposition cesse d'être identique, mais elle cesse aussi d'être vraie.

Ce que nous avons dit du mot intérêt personnel s'applique à tous les synonymes et à toutes les circonlocutions qu'on emploie pour exprimer la même idée. Peine et plaisir, bonheur et souffrance, objets de désir, et ainsi de suite.

Tout l'art déployé dans l'essai de M. Mill se réduit à un simple tour de passe-passe. Il consiste à se servir, tantôt dans un sens et tantôt dans un autre, des mots de l'espèce de ceux que nous venons d'indiquer.

Les hommes s'empareront, s'ils le peuvent, des objets de leurs désirs. Cela va sans dire, mais ceci est une proposition identique; car par cette expression, un objet de désir, on désigne tout simplement une chose que l'homme se procurera, s'il le peut. Il est impossible de rien inférer d'une maxime de ce genre. Lorsque nous voyons un homme prendre quelque chose, nous savons que c'était pour lui l'objet d'un désir. Mais jusque-là nous n'avons aucun moyen de juger avec certitude de ce qu'il désire ou de ce qu'il prendra. Mais la proposition générale une fois admise, M. Mill en vient à raisonner comme si les hommes n'avaient d'autres désirs que ceux qui ne peuvent se satisfaire que par la spoliation ou l'oppression. Il devient alors aisé de déduire de l'axiome primitif des doctrines de la plus haute importance. Le malheur est seulement qu'en rétrécissant ainsi le sens du mot *désir*, l'axiome devient faux, et que toutes les doctrines qui en découlent sont également fausses.

Lorsque nous allons au delà de ces maximes qu'il est impossible de nier sans une contradiction dans les termes, et qui, par conséquent, ne nous font point avancer d'un pas en fait de connaissance pratique, nous ne croyons point qu'il soit possible d'établir une seule règle générale au sujet des motifs qui gouvernent les actions des hommes. Il n'y a rien qui, par suite de certaines associations d'idées ou de certaines comparaisons, ne puisse devenir un objet de désir ou d'aversion. On considère en général la crainte de la mort comme l'un de nos sentiments les plus puissants. C'est la sanction la plus formidable que les législateurs aient pu imaginer. Il est cependant notoire, comme lord Bacon l'a remarqué, qu'il n'est point de passion qui n'ait souvent triomphé de cette crainte. La douleur physique est assurément un mal, cependant on l'a souvent supportée, on l'a même accueillie avec joie. D'innombrables martyrs ont triomphé de tortures qui faisaient frémir les spectateurs, et pour avoir recours à un exemple plus familier, il y a bien peu de femmes qui ne souhaitent pas de devenir mères.

L'amour de l'approbation est-il un mobile plus puissant que l'amour des richesses? Il est impossible de répondre à cette question d'une manière générale, même lorsqu'il s'agit d'un homme avec lequel nous sommes très-liés. On dit souvent, il est vrai, qu'un tel préfère la réputation à l'argent ou bien l'argent à la réputation; mais c'est là une façon de parler populaire et peu exacte, car il n'y a guère d'homme qui, au milieu d'embarras pécuniaires, ne consentît à supporter quelques moqueries pour gagner une grosse somme d'argent, et, d'un autre côté, il n'y a guère d'homme qui, dans une situation florissante, voulût s'exposer au mépris et à la haine du public pour

une bagatelle. Donc, pour arriver à répondre d'une manière précise, même au sujet d'un seul être humain, il faut savoir exactement quelle est l'importance du sacrifice de réputation demandé, et de l'avantage pécuniaire offert; il faut connaître la situation où se trouve cette personne au moment où elle est soumise à la tentation. Mais lorsqu'on pose la question d'une manière générale, à propos de l'espèce humaine tout entière, l'impossibilité de répondre devient bien plus évidente. Les hommes diffèrent des hommes, les générations des générations, les nations des nations. L'éducation, le rang, le sexe, l'âge, les relations accidentelles produisent des nuances infinies dans la variété.

Nous ne pouvons concevoir qu'une seule méthode pour déduire des principes de la nature humaine, une théorie de gouvernement. La voici : il faut découvrir quels sont les mobiles qui, dans telle forme particulière de gouvernement, peuvent pousser les détenteurs du pouvoir à de mauvaises mesures, et quels sont les mobiles qui peuvent les pousser à de bonnes mesures. Il faut alors comparer l'effet des deux classes de mobiles, et selon que nous trouverons l'une ou l'autre dominante, nous déciderons que la forme du gouvernement est bonne ou mauvaise.

Maintenant, supposons que dans les États monarchiques et aristocratiques, le désir des richesses et d'autres désirs de la même nature tendent toujours à produire le mauvais gouvernement, et que l'amour de l'approbation et d'autres sentiments semblables tendent toujours à produire le bon gouvernement. Alors, s'il est impossible, comme nous l'avons démontré, de décider d'une manière générale laquelle des deux classes de mobiles est la plus puissante, il est impossible de découvrir *à priori* si un

gouvernement aristocratique ou monarchique sera bon ou mauvais.

M. Mill a évité l'embarras de la comparaison en mettant, avec un grand sang-froid, tous les poids dans l'un des plateaux de la balance, en raisonnant comme si jamais être humain n'avait sympathisé avec les sentiments des autres, joui des remerciements des autres, ou souffert de la haine des autres.

La question, comme nous l'avons posée, se tranche contre M. Mill, et, cependant, nous l'avons posée d'une façon qui lui est beaucoup trop favorable. Car il est de fait qu'on ne peut affirmer d'une façon générale que l'amour de la richesse chez un souverain produit toujours le mauvais gouvernement, ou que l'amour de l'approbation produit toujours le bon gouvernement. Un monarque patient et prévoyant, par exemple, qui tient moins à lever immédiatement des sommes considérables qu'à s'assurer un revenu net et progressif, encouragera l'accumulation des richesses et attirera les capitaux étrangers, en supprimant les entraves du commerce et en donnant à la propriété une sécurité parfaite. La politique commerciale de la Prusse, qui est peut-être supérieure à celle de tout autre pays, et qui fait honte aux absurdités de nos frères républicains d'Amérique, a probablement dû sa naissance au désir de s'enrichir éprouvé par un monarque absolu. D'autre part, lorsque l'appréciation que fait le public des vices et des vertus est erronée, comme cela arrive trop souvent, l'amour de l'approbation peut conduire les souverains à dépenser les richesses de la nation dans de vaines pompes ou à s'engager dans des guerres frivoles et destructives. Si nous ne pouvons ni comparer la force de deux mobiles, ni déterminer avec certitude à

quel genre d'action conduira chaque mobile, comment donc pourrions-nous déduire de la nature humaine une théorie degouvernement?

Comment peut-on donc arriver à de justes conclusions sur un sujet si important au bonheur de l'humanité? Par cette méthode sans aucun doute qui, dans toutes les sciences expérimentales auxquelles elle a été appliquée, a su accroître d'une manière signalée la puissance et les connaissances de notre race, par cette méthode à laquelle nos nouveaux philosophes voudraient substituer des subtilités tout au plus dignes des barbares assaillants et tenants du moyen âge, par la méthode d'induction, en observant l'état actuel du monde, en étudiant avec assiduité l'histoire des siècles passés, en examinant avec scrupule les preuves des faits, en combinant et en opposant ceux qui sont authentiques, en généralisant avec jugement et avec une défiante prudence, en soumettant sans cesse à l'épreuve de nouveaux faits la théorie que nous avons élevée, en la modifiant ou en l'abandonnant selon que ces faits nouveaux prouvent qu'elle est partiellement ou radicalement erronée. Procédant ainsi patiemment, soigneusement, sincèrement, nous pouvons espérer de former un système non moins inférieur en prétention à celui de M. Mill, et non moins supérieur en utilité réelle à ses règles arbitraires, que les ordonnances d'un grand médecin variant avec chaque phase de chaque maladie et avec la constitution de chaque malade, le sont aux pilules du charlatan qui doivent guérir toutes les créatures humaines de toutes les maladies possibles, sous tous les climats possibles.

Telle est cette noble science de la politique, tout aussi éloignée des stériles théories des sophistes utilitaires

que des petits artifices si souvent pris pour de la vraie habileté par des esprits devenus étroits au milieu de l'intrigue, du tripotage et de l'étiquette officielle ; telle est cette science, la plus importante de toutes pour le bonheur des nations, la science qui, plus que toutes les autres, tend à élargir et à fortifier l'esprit, qui emprunte des aliments et des ornements à toutes les branches de la philosophie et de la littérature, et qui, en retour, rend à toutes des aliments et des ornements. Nous éprouvons du regret et de la surprise quand nous voyons des hommes remplis de bonnes intentions et de bonnes facultés naturelles, abandonner cette étude généreuse et saine pour s'attacher à des spéculations comme celles que nous venons d'examiner. Et nous nous réjouirions de tout notre cœur si nous apprenions que nos remarques pouvaient décider de telles personnes à employer à des recherches vraiment utiles le talent et l'activité qu'elles dépensent aujourd'hui à agencer de mauvais sophismes, pitoyables même au milieu de leur pitoyable espèce.

Quant au plus grand nombre des membres de la secte, peu importe, je crois, ce qu'ils étudient et à la suite de qui ils étudient. Il serait sans doute plus amusant et plus honorable pour eux d'adopter le vieux jargon républicain, de déclamer sur Brutus et sur Timoléon, sur le devoir de tuer les tyrans et sur le bonheur de mourir pour la liberté. Mais, à tout prendre, ils auraient pu choisir plus mal. Autant vaut être un utilitaire qu'un Jockey ou qu'un Dandy, et bien que ce soit une pauvre occupation pour des hommes mûrs que d'épiloguer sur l'intérêt personnel et sur les mobiles, sur les objets de désir et sur la plus grande somme de bonheur du plus grand nombre, cela vaut certainement mieux pour la santé que de boire

beaucoup, et pour la fortune que de jouer gros jeu. Ce n'est pas beaucoup plus ridicule que la phrénologie, et c'est infiniment plus humain que les combats de coqs.

RÉPONSE

A

UNE DÉFENSE DE M. MILL

DANS LA REVUE DE WESTMINSTER

— JUIN 1829. —

Revue de Westminster, numéro 21, article XVI. — Revue d'Édimbourg, numéro 97, article intitulé : *Du Gouvernement d'après M. Mill.*

Nous avons, à notre avis, bien des raisons d'être satisfait du succès de notre récente attaque contre les utilitaires. Nous pourrions publier une longue liste de cures opérées dans des cas qu'on regardait jusque-là comme désesperés. La délicatesse ne nous permet pas de citer des noms, mais nous ne pouvons nous empêcher de faire allusion à deux exemples remarquables. Une dame fort respectable nous a écrit pour nous informer qu'elle n'a pas entendu son fils, qui a été refusé aux examens de Cambridge au mois de janvier dernier, traiter sir James Mackintosh de pauvre fou ignorant plus de deux fois depuis la publication de notre article. Un écrivain politique fort distingué de *la Revue de Westminster* et de *la Revue parlementaire*, a emprunté l'histoire de Hume, et il en est déjà arrivé à la bataille d'Azincourt. Il nous assure qu'il prend le plus grand intérêt à sa nouvelle

étude, et qu'il est très-impatient de savoir comment l'Angleterre et l'Écosse en sont venues à former un seul royaume. Mais le plus grand honneur que nous ayons reçu, c'est M. Bentham lui-même qui nous l'a fait en entrant dans la lice pour défendre M. Mill. Nous n'avons pas coutume de faire ici une revue des revues, mais comme M. Bentham est véritablement un homme très-distingué, et que son parti a trouvé bon d'annoncer par des réclames et des affiches que cet article était de lui et contenait non-seulement une réponse à nos attaques, mais un développement du « principe de la plus grande somme de bonheur, » avec les derniers perfectionnements de l'auteur, nous nous départirons pour une fois de notre règle ordinaire. Quelle que soit l'issue du combat, nous n'aurons du moins pas été vaincus par un bras ordinaire.

Tout en nous défendant des reproches que nous adresse M. Bentham, nous chercherons à parler de sa personne avec le rèspect qui est dû à son âge vénérable, à son grand talent et à ses services publics. Si quelque expression un peu dure venait à nous échapper, nous espérons qu'il voudra bien l'attribuer à une inadvertance, à l'entraînement momentané de la controverse, à toute autre chose en un mot qu'au désir de l'offenser. Bien que nous n'ayons rien de commun avec la bande de Hurds et de Boswells, qui, soit par des motifs intéressés, soit par l'habitude d'une servile dépendance intellectuelle, caressent et gâtent son palais par les douceurs dangereuses de leurs éloges indiscrets, nous sommes peut-être tout aussi compétent pour apprécier son mérite et tout aussi disposé à le reconnaître. Bien qu'il puisse nous arriver parfois de trouver ses raisonnements

sur les questions morales et politiques un peu faibles et un peu sophistiqués, bien qu'il puisse nous arriver de sourire de son style étrange, nous ne pouvons nous lasser d'admirer l'étendue de son intelligence, la finesse de sa pénétration, la fécondité exubérante avec laquelle son esprit se répand en arguments et en développements. Quelle que soit la rudesse de son langage à notre égard, nous ne cesserons jamais de révérer en lui le père de la philosophie de la jurisprudence. Il a droit à tous les priviléges d'un grand inventeur, et au tribunal de notre critique, on ne réclamera jamais en vain ces priviléges. Mais ils ont leurs limites comme les priviléges de la pairie ont maintenant les leurs, fort heureusement pour la justice. L'avantage est personnel et ne peut se communiquer à d'autres. Un grand seigneur ne peut plus couvrir de sa protection le valet qui marche à ses talons, ni le fier-à-bras qui s'engage dans sa querelle, et malgré tout notre respect pour le rang élevé que M. Bentham occupe parmi les écrivains de notre temps, lorsque pour le juste maintien du bon ordre littéraire, nous trouverons indispensable de faire honte à des imposteurs, ou de confondre des sophistes nous ne nous départirons pas de nos habitudes ordinaires, parce que les coupables pourront se couvrir du nom de M. Bentham.

Lorsque nos lecteurs auront achevé cet article, ils seront peut-être disposés à se demander si M. Mill a bien des raisons de remercier M. Bentham d'avoir entrepris sa défense. Quelque grands que soient les talents de M. Bentham, il a, selon nous, montré qu'il avait en eux une confiance exagérée. Il aurait dû se dire qu'il est bien dangereux, quelque éloquent et quelque ingénieux qu'on puisse être, d'attaquer ou de défendre un livre

sans l'avoir lu, et nous sommes convaincu que M. Bentham n'aurait jamais écrit l'article que nous avons sous les yeux, si, avant de le commencer, il avait parcouru attentivement notre article, en le comparant avec l'essai de M. Mill.

Il s'est absolument mépris sur le sens et sur le but de notre article. Il a l'air de penser que nous avons entrepris d'opposer une théorie du gouvernement à celle de M. Mill. Mais nous avons nettement désavoué toute intention de ce genre. Du commencement à la fin de notre article, il n'y a pas, autant qu'il nous en souvient, une seule phrase qui, loyalement interprétée, puisse être prise comme indiquant un tel dessein. Si l'on peut y trouver une expression de cette nature, nous l'avons laissée tomber par mégarde. Notre but était de prouver, non que la monarchie et l'aristocratie sont bonnes, mais que M. Mill n'a pas prouvé qu'elles sont mauvaises; non que la démocratie est mauvaise, mais que M. Mill n'a pas prouvé qu'elle est bonne. Les points en litige sont ceux-ci : Le fameux *Essai sur le gouvernement* est-il, comme on l'a dit, une solution définitive du grand problème politique, ou bien n'est-il qu'une série de sophismes et de bévues? La secte qui, tout en se glorifiant de la précision de sa logique, exalte cet essai comme un chef-d'œuvre de démonstration, mérite-t-elle comme secte le respect ou les moqueries de l'humanité? Voilà, disons-nous, les points en litige, et sur ces points nous nous en remettons avec pleine confiance au jugement du pays.

Pour satisfaire au but de cette enquête, nous ne sommes d'ailleurs nullement obligé à formuler notre foi politique, ni même à établir que nous en avons une. Sans

pouvoir jouer le plus petit rôle dans une farce, on a le droit de siffler Romeo Coates; sans savoir distinguer une veine d'une artère, on peut mettre un voisin trop confiant en garde contre les annonces du docteur Eady. Une théorie complète de gouvernement serait un beau présent à faire à l'humanité, mais c'est un présent que nous n'espérons ni ne prétendons pouvoir lui offrir. Cependant, si nous ne pouvons pas poser les fondations, c'est quelque chose que de déblayer les décombres; si nous ne pouvons édifier la vérité, c'est quelque chose que de renverser l'erreur. Les sujets que traitent les utilitaires fussent-ils d'une moins formidable importance, nous croirions rendre un grand service à la cause du bon sens et du bon goût en faisant remarquer le contraste qui existe entre leurs magnifiques prétentions et leurs misérables productions. Mais quelques-uns d'entre eux ont trouvé bon de déployer leur esprit sur des questions de la dernière importance, sur des questions à propos desquelles on ne peut pas raisonner faux impunément. En semblable circonstance, c'est un devoir que d'exposer la fausseté de leurs arguments. Il n'y a là matière ni à orgueil ni à plaisir. Nous ne connaissons rien de plus soporifique que leurs livres, et un homme n'a pas plus à se faire gloire de les réfuter qu'à se faire gloire de posséder deux jambes. Il faut maintenant en venir aux mains avec M. Bentham, auquel, cela va sans dire, nous ne prétendons pas appliquer cette observation. Il nous accuse de soutenir : « Premièrement, *Qu'il n'est pas vrai que tous les despotes gouvernent mal*, point sur lequel le monde entier est dans l'erreur et les whigs seuls sont dans le vrai. Leur preuve principale, c'est que le roi de Danemark n'est pas un Caligula. A quoi

il faut répondre que le roi de Danemark n'est pas un despote. Il a été placé dans sa situation actuelle par la pression populaire, qui a fait pencher la balance en sa faveur dans une lutte longtemps incertaine entre la noblesse et lui. Et il est bien clair que la même puissance ferait pencher la balance du côté opposé le jour où le roi de Danemark se mettrait en tête de devenir un Caligula. Peu importe la combinaison de lettres dont on se sert à l'imprimerie royale de Copenhague pour désigner SaMajesté danoise, tant qu'en fait l'épée du peuple reste suspendue au-dessus de sa tête, aussi menaçante en cas de mauvaise conduite que dans d'autres pays où l'on parle plus bruyamment de tout cela. Tout le monde regarde le souverain du Danemark comme un homme estimable et vertueux, mais il n'y a pas de sa part un mérite plus surhumain à être ce qu'il est qu'il n'y en a de la part d'un propriétaire campagnard à ne pas brûler la cervelle à son homme d'affaires, ou à ne pas couper sa femme en morceaux avec son sabre de milice! Il est vrai qu'il y a des exceptions partielles à la règle que tous les hommes usent aussi mal du pouvoir qu'ils osent le faire. Il peut y avoir eu d'aimables négriers et de sensibles agents commis à la presse des matelots; et parmi les étranges caprices de la nature humaine, il peut s'être trouvé des hommes qui, bien qu'élevés pour la tyrannie, n'aient pas été des tyrans. Mais il serait tout aussi sage de recommander à l'hôpital des Enfants-Trouvés de prendre, sur la foi de Romulus et de Rémus, des louves pour nourrices, que de substituer l'exception au fait général et de conseiller à l'humanité de se fier au pouvoir arbitraire sur la foi de ces exemples. »

D'abord nous n'avons pas cité l'exemple du Danemark

pour prouver que les despotes ne gouvernent pas mal. Nous l'avons cité pour prouver que M. Mill ne savait pas raisonner. M. Mill nous a donné comme raison de déduire la théorie du gouvernement des lois générales de la nature humaine que le roi de Danemark n'était pas un Caligula. Nous avons dit et nous répétons que c'était absurde.

En second lieu, ce n'est pas nous, c'est M. Mill qui a dit que le roi de Danemark était un despote ; voici ses paroles : « Le peuple de Danemark, las de l'oppression d'une aristocratie, résolut de faire de son roi un souverain absolu, et sous leur monarque absolu ils sont aussi bien gouvernés qu'aucun autre peuple de l'Europe. » C'est maintenant à M. Bentham à établir de concert avec M. Mill la distinction entre un despote et un roi absolu.

En troisième lieu, M. Bentham dit qu'en Danemark il y a eu balance dans la lutte entre le roi et la noblesse. Nous avons quelque peine à croire que M. Bentham parle ainsi sérieusement, puisque M. Mill a démontré qu'il y a l'infini à parier contre un qu'une telle balance ne peut pas exister.

En quatrième lieu, M. Bentham dit que, dans cette lutte incertaine, le peuple a fait pencher la balance en faveur du roi contre l'aristocratie. Mais M. Mill a démontré qu'il ne peut être de l'intérêt de la démocratie et de la monarchie de s'allier contre l'aristocratie, et que partout où les trois éléments existent, le roi et l'aristocratie doivent s'unir contre le peuple. Cela est aussi certain, nous affirme M. Mill, que puisse l'être une chose dépendant de la volonté humaine.

En cinquième lieu, M. Bentham dit que si le roi de Danemark venait à opprimer son peuple, le peuple et la

noblesse s'uniraient contre le roi. Mais M. Mill a prouvé qu'il ne peut jamais être de l'intérêt de l'aristocratie de s'allier avec la démocratie contre le roi. Il est évident que M. Bentham est d'avis que « la monarchie, l'aristocratie et la démocratie peuvent se contre-balancer et produire le bon gouvernement en se servant mutuellement de frein » Mais c'est précisément là cette théorie que M. Mill a déclarée la plus extravagante, la plus chimérique et la plus creuse qu'on ait jamais émise sur les matières politiques.

Il n'y pas de débat entre M. Bentham et nous sur ce point. Au contraire, nous croyons son explication vraie, en partie du moins, et nous le remercions de tout notre cœur de nous avoir prêté son concours pour démolir l'essai de son partisan. Ses sarcasmes et son esprit sont un plaisir pour nous, mais ils sont la mort pour son infortuné disciple.

M. Bentham semble s'imaginer que nous avons dit quelque chose impliquant une opinion favorable au despotisme. Il nous est difficile de supposer que, n'ayant pas daigné lire la partie de notre ouvrage qu'il a entrepris de réfuter, il ait accordé beaucoup d'attention au caractère général de notre travail. S'il l'avait fait, il n'aurait probablement pas conçu un pareil soupçon. M. Mill affirme, et il prétend prouver que, sous tout gouvernement despotique, personne, sauf les instruments du souverain, ne possède autre chose que ce qui est absolument nécessaire à la vie, et que le degré de terreur le plus intense est entretenu par de continuelles cruautés. Nous disons que cela n'est pas vrai. Ce n'est pas seulement une règle souffrant exception, ce n'est pas du tout la règle. Le despotisme est mauvais, mais presque nulle part il n'est aussi mau-

vais qu'il le serait partout, s'il fallait en croire M. Mill. C'est ce que doit admettre M. Bentham, nous en sommes convaincu. Si l'on disait qu'il meurt tous les ans à Londres cinq cent mille personnes d'ivrognerie, la proposition ne serait pas plus monstrueusement fausse que celle de M. Mill. Serait-il juste de nous accuser de défendre l'ivrognerie, parce que nous pourrions dire qu'on se trompe grossièrement en avançant un pareil fait ?

Nous affirmons avec M. Bentham que le despotisme est une mauvaise chose. Nous affirmons avec M. Bentham que les exceptions ne détruisent pas l'autorité de la règle. Mais nous affirmons ceci, c'est qu'une seule exception renverse un argument qui, ou ne prouve pas la règle, ou ne la prouve qu'en la déclarant sans exception, et l'argument de M. Mill contre le despotisme est de cette nature. Sous ce rapport, il y a une grande différence entre les règles tirées de l'expérience et les règles déduites *à priori*. Nous pourrions croire qu'il est tombé de la neige au mois d'août dernier, sans croire probable qu'il doive tomber de la neige au mois d'août prochain. Un seul fait opposé à notre expérience générale n'aurait pas beaucoup de poids dans notre calcul des probabilités. Mais si nous pouvions arriver à établir que, dans un seul triangle rectangle, le carré de l'hypoténuse n'égale pas le carré des deux autres côtés, nous serions contraints de rejeter complétement la quarante-septième proposition d'Euclide. Nous adoptons volontiers l'exemple frappant de la louve que nous donne M. Bentham, et nous dirons en passant que nous avons grand plaisir à voir combien l'âge a peu diminué la gaieté de cet homme éminent. Nous pouvons l'assurer que ses plaisanteries nous font infiniment plus de plaisir en pensant à lui que de peine en pensant à

nous. Nous disons avec lui : « Laissez la louve à la porte de la chambre des nourrices, en dépit de l'histoire de Romulus et de Rémus. » Mais si le berger qui avait vu la louve lécher et allaiter ces jumeaux célèbres, après avoir raconté cette histoire à ses compagnons, s'était mis à affirmer que jamais louve n'avait épargné ou n'épargnerait une créature vivante se trouvant sur son chemin, que c'était une règle infaillible, que sa nature était carnivore, et qu'elle ne pouvait désobéir à sa nature, il nous semble qu'on aurait pu pardonner aux auditeurs d'ouvrir de grands yeux. Il peut être étrange, mais il n'est pas logiquement impossible qu'un loup épargne le centième enfant après en avoir dévoré quatre-vingt-dix-neuf. Mais le fait qu'un loup a pu épargner une fois un enfant suffit à montrer qu'il y a quelque lacune dans la chaîne logique aboutissant à prouver qu'il est absolument impossible que des loups épargnent des enfants.

M. Bentham passe ensuite à l'attaque d'un autre point qu'il croit soutenu par nous. Il nous accuse d'avoir affirmé : « Secondement, qu'un gouvernement qui ne subit pas le contrôle de la société (car cela ne fait pas question pour les autres) *peut être vite saturé.* Ne dites pas dans Bow-street, ajoute M. Bentham, ne répétez pas à l'oreille dans Hatton-Garden qu'il y a un projet pour empêcher l'injustice par la *saturation.* De quels infernaux éclats de rire Minos, Eacus et Rhadamanthe ne seraient-ils pas agités sur leurs siéges si « des ailes légères, bleu et safran » leur apportaient cette théorie dans leurs sombres domaines ! Pourquoi les propriétaires de mouchoirs de poche ne cherchent-ils pas à *saturer* les filous? Pourquoi le cabaretier volé ne demande-t-il pas la permission de contenir la soif dévorante du fripon par des libations

répétées? Pourquoi le plaignant battu ne cherche-t-il pas à neutraliser la méchanceté de son adversaire en le priant de lui donner devant la cour le reste des coups? Pourquoi, sinon parce qu'une telle conduite serait en opposition avec toutes les conclusions de l'expérience, et deviendrait la cause du mal qu'elle affecterait de détruire? Malheur à l'homme dont la richesse dépend de ce qu'il a plus de biens que les autres n'ont envie de lui en prendre, malheur aussi au peuple qui se trouve en cet état! »

Sans conteste, tout cela est fort joliment dit, mais il n'est pas difficile de répondre à l'argument. La véritable raison qui rendrait absurde l'idée de prévenir le vol en donnant aux voleurs une pension de retraite, c'est qu'il n'y a point de limite au nombre des voleurs. S'il n'y avait que cent voleurs dans une ville, et qu'on fût bien sûr que parmi ceux qui ne se sont pas déjà adonnés au vol, personne n'y prendrait goût, on pourrait examiner sérieusement la question de savoir s'il ne serait pas préférable de détourner les voleurs du mal en les élevant au-dessus de la misère que d'employer contre eux des agents de police. Mais les deux cas ne sont pas parallèles. Chacun peut devenir voleur si bon lui semble, mais on ne peut pas à sa fantaisie devenir roi ou membre d'une aristocratie. Le nombre des déprédateurs est limité, et par conséquent la somme de déprédation, au moins en ce qui touche aux plaisirs physiques, doit être limitée aussi. Or, nous n'avions fait la remarque que M. Bentham condamne que par rapport aux plaisirs physiques. Nous avions bien nettement admis que les plaisirs de l'ostentation, ceux du goût, ceux de la vengeance et plusieurs autres plaisirs du même genre ne connaissent point de limite. Voici nos propres expressions : « S'il ne

s'agit que de *plaisirs physiques*, on peut satisfaire jusqu'à satiété un roi ou une aristocratie au prix de sacrifices dont la société la plus primitive et la plus pauvre s'apercevrait à peine. » M. Bentham nie-t-il cela? S'il le fait, nous l'abandonnons à M. Mill. « Quelles sont, dit ce philosophe, dans son *Essai sur l'éducation*, les raisons de cette soif de richesse et de pouvoir qui excite à un tel degré l'ardeur de l'humanité? Ce n'est pas simplement l'amour de manger et de boire, ni toutes les satisfactions physiques que la richesse peut acheter ou que le pouvoir peut procurer. Les désirs des hommes en ce genre sont promptement satisfaits. » Nous laissons M. Mill et M. Bentham établir entre eux la différence qu'il peut y avoir entre *être promptement satisfaits* et *être vite saturés?*

Le mot de *saturation* semble provoquer la gaieté de M. Bentham. Ce mot ne nous avait certainement pas paru de l'anglais le plus pur, mais comme M. Mill l'avait employé, nous avions cru que c'était du très-bon *Benthamais*. Nous ne possédons pas une connaissance critique de cette dernière langue, mais comme elle a plusieurs racines communes avec celles de notre langue maternelle, nous arrivons à en comprendre quelque chose, avec le secours d'un utilitaire converti qui nous sert de *Moonshee*. Mais l'autorité de M. Bentham est supérieure, et nous nous inclinons devant elle.

M. Bentham nous représente ensuite comme soutenant : « Troisièmement que, *bien qu'il y ait des goûts et des penchants pour lesquels il n'y a pas de point de saturation, il existe néanmoins un frein suffisant dans le désir de gagner la bonne opinion des autres*. Le malheur de cet argument, c'est que nul ne se soucie de la bonne opi-

nion de ceux auxquels il est habitué à faire tort. Si les huîtres ont des opinions, il est probable qu'elles pensent fort mal de ceux qui les mangent au mois d'août, mais cela n'agit guère sur le gourmand d'automne qui assimile leur molle substance à la sienne. Le planteur et le négrier se soucient autant de l'opinion des nègres que l'épicurien des sentiments des huîtres. M. Ude jetant des anguilles vivantes dans le feu, pour enlever charitablement l'huile peu savoureuse qui se cache sous leur peau, n'est pas plus convaincu de l'immense somme de bien qu'il procure à la plus noble partie de la création, que ne l'est le noble pair qui enlève patrie et famille à son semblable pour tuer du gibier. Le gros propriétaire qui vit de morceaux arrachés indifféremment aux mains cirées du cordonnier et aux mains souillées du vidangeur, est sous bien des rapports l'objet du mépris et de la haine, mais il est à craindre qu'il ne soit bien loin de les trouver intolérables. Le principe : *At mihi plaudo ipse domi, simul ac nummos contemplor in arcâ,* suffit en pareil cas à établir une grande différence entre l'opinion du plaignant et celle du défendeur. En un mot, bannir la loi et laisser tous les plaignants se fier au désir de la bonne renommée chez leurs adversaires, ce ne serait que transporter la théorie des whigs, de la Chambre des communes à la salle de Westminster. »

Or, en premier lieu, nous n'avons jamais soutenu la proposition que M. Bentham met dans notre bouche. Nous avons dit et nous répétons que le désir de gagner la bonne opinion des autres est un *certain* frein à la cruauté et à la rapacité des hommes. Nous n'avons jamais dit que ce fût un frein suffisant. M. Mill est libre de nous montrer qu'il est insuffisant. Il nous suffit

de prouver qu'il y a une compensation à opposer au principe dont M. Mill a déduit toute sa théorie du gouvernement. Tout compte fait, la balance peut être, elle est même, selon nous, défavorable au despotisme et aux formes les plus étroites de l'aristocratie. Mais cela n'a rien à voir avec l'exactitude ou l'inexactitude des comptes de M. Mill. La question n'est pas de savoir si les mobiles qui amènent les gouvernants à se mal conduire sont plus forts que ceux qui les amènent à se bien conduire, mais si l'on doit former une théorie du gouvernement, en ne tenant compte que des mobiles qui amènent les gouvernants à se mal conduire, et en négligeant ceux qui les amènent à se bien conduire.

Les gouvernements absolus, dit M. Bentham, ne se soucient pas de la bonne opinion de leurs sujets, car nul homme ne se soucie de la bonne opinion de ceux auxquels il est habitué à faire tort. Mais avec la permission de M. Bentham, c'est une vraie pétition de principe. Le point en litige est celui-ci : Le roi et les nobles feront-ils du tort au peuple? L'argument en faveur des rois et des nobles est celui-ci : Ils ne feront pas de tort au peuple, parce qu'ils tiennent à la bonne opinion du peuple. Mais M. Bentham répond ainsi à cet argument : Ils ne s'inquiéteront pas de la bonne opinion du peuple, parce qu'ils sont habitués à faire tort au peuple.

Ici, M. Mill diffère, comme à l'ordinaire, de M. Bentham : « Les plus grands princes, » dit-il dans son *Essai sur l'éducation*, « les maîtres les plus despotiques des destinées humaines, si on leur demandait quel est le but de leurs guerres et de leurs conquêtes, répondraient comme le fit Frédéric de Prusse, *pour faire parler de soi*,

pour tenir une grande place dans l'admiration de l'humanité. » En rapprochant les principes de M. Mill de ceux de M. Bentham, nous pourrions bien aisément arriver à conclure que « les plus grands princes, les maîtres les plus despotiques des destinées humaines, » n'abuseront jamais de leur pouvoir.

Un homme habitué depuis longtemps à maltraiter les autres, doit s'être également habitué depuis longtemps à se passer de leur affection et à supporter leur haine. Un tel homme peut ne pas souffrir de l'absence de popularité ; car les hommes souffrent rarement de l'absence d'un plaisir qu'ils se sont longtemps refusé. Un vieux tyran se passe de popularité, comme un vieux buveur d'eau se passe de vin. Mais bien qu'il soit parfaitement vrai que des hommes qui, pour le bien de leur santé, se sont longtemps abstenus de l'usage du vin en sentent fort peu la privation, il serait absurde d'en conclure que tous les hommes s'abstiendront de vin, lorsque leur santé l'exigera. Et il serait également absurde de dire que, parce que les hommes qui ont pris l'habitude d'opprimer se soucient peu de la popularité, tout le monde préférera nécessairement le plaisir d'opprimer à celui d'être populaire.

D'ailleurs, un homme peut être accoutumé à faire du tort aux gens sur un point et non sur un autre. Il peut tenir à leur bonne opinion sur un point et s'en soucier fort peu sur d'autres. Le duc d'Orléans, le régent, se mettait à rire lorsqu'on l'accusait d'impiété, de libertinage, d'extravagance, de paresse, de promotions honteuses. Mais la moindre allusion à une accusation d'empoisonnement lui donnait des convulsions. Louis XV brava la haine et le mépris de ses sujets pendant de

longues années du gouvernement le plus faible et le plus odieux. Mais lorsqu'on répandit le bruit qu'il se baignait dans du sang humain, il fut sur le point d'en devenir fou. La proposition de M. Bentham « que nul homme ne se soucie de l'opinion de ceux auxquels il est habitué à faire tort, » donnerait donc incontestablement matière à objection, comme infiniment trop générale et trop étendue, quand même elle n'impliquerait pas, comme nous l'avons montré dans le cas actuel, une vraie pétition de principe.

M. Bentham continue : « Quatrièmement, les rédacteurs de la *Revue d'Édimbourg* sont d'avis *qu'on pourrait soutenir d'une manière assez plausible que, dans bien des pays, il y a deux classes qui répondent en quelque mesure à cette description*, que *les pauvres composent la classe que le gouvernement est chargé de contenir, et que ceux qui possèdent quelque chose forment la classe à laquelle on peut sans danger confier l'autorité du gouvernement*. Ils prennent à la vérité bien de la peine pour dire cela sans le dire. Ils rusent et rampent de tous côtés, afin de s'assurer un échappatoire pour le cas où *ce qu'ils n'affirment pas* deviendrait en quoi que ce soit incommode. On pourrait passer sa vie à chercher si les *Célimènes* de la *Revue d'Édimbourg* veulent dire oui ou non dans leur coquetterie politique. Mais quelle que soit la décision de ces charmantes personnes, il est diamétralement opposé à l'histoire et à l'évidence des faits que les pauvres soient la classe difficile à contenir. Ce ne sont pas les pauvres, ce sont les riches qui ont du penchant à s'emparer des biens d'autrui. Il n'y a point d'exemple en ce monde que les pauvres se soient entendus pour se saisir des biens des riches, et tous les exemples

qu'on cite d'ordinaire ne sont que de grossières altérations de la vérité, basées sur les actes les plus nécessaires de défense personnelle de la part des classes les plus nombreuses. La version courante sur la loi agraire est une de ces altérations de la vérité; la loi agraire ne fut de la part du peuple romain qu'une tentative pour reprendre une partie de ce qu'on lui avait enlevé par des vols sans pudeur. L'exemple ordinaire de la révolution française auquel la *Revue d'Edimbourg* fait appel est encore une de ces altérations de la vérité. Il est absolument faux que la révolution française ait éclaté parce que *les pauvres s'étaient mis à comparer leurs chaumières et leurs salades avec les palais et les banquets des riches;* elle éclata parce qu'on leur enlevait leurs chaumières et leurs salades pour entretenir les palais et pour fournir aux banquets de leurs oppresseurs. Il est absolument faux qu'il y ait eu guerre intérieure au sujet des propriétés ou confiscation générale; les classes qui avaient pris parti pour les envahisseurs étrangers perdirent leurs biens, comme cela serait arrivé ici, comme cela devait arriver partout. Toutes ces erreurs-là sont les vulgaires erreurs de l'homme monté sur le dos du lion; le lion les dissipera quand il racontera lui-même son histoire. L'histoire n'est autre chose que le récit des souffrances que les riches ont infligées aux pauvres, sauf précisément dans les cas où les classes nombreuses de la société ont réussi à conserver virtuellement le pouvoir entre leurs mains, ou en d'autres termes, à établir des gouvernements libres. Si un pauvre fait tort à un riche, la loi est immédiatement à ses trousses; le mal que le riche fait au pauvre est toujours infligé par la loi. Et pour mettre le riche à

même d'agir ainsi à un degré praticable ou prudent, il faut évidemment un *postulatum;* c'est que le riche fasse les lois. »

Ce passage seul suffit à prouver que M. Bentham ne s'est pas donné la peine de lire notre article du commencement à la fin. Nous sommes convaincu qu'il ne s'abaisserait pas à le présenter sous un faux jour. Et s'il l'avait lu avec quelque attention, il se serait aperçu que toute cette coquetterie, cette hésitation, ce oui et ce non, cette façon de dire sans dire, n'est autre chose que l'exercice du droit incontestable qui appartient dans toute discussion à celui qui est sur la défensive, à celui qui ne se propose de rien établir. Dans ce débat, l'affirmative et le devoir de la preuve sont à la charge de M. Mill, non à la nôtre. Nous ne sommes pas contraint, peut-être ne sommes-nous pas en état de prouver que la forme de gouvernement qu'il conseille est mauvaise. C'en est bien assez si nous pouvons démontrer qu'il ne prouve pas qu'elle est bonne. Entre autres défauts, sa preuve a celui-ci : il dit que si les hommes ne sont pas disposés à se piller réciproquement, le gouvernement n'est pas nécessaire, et que si les hommes y sont disposés, les rois et l'aristocratie pilleront le peuple. Or, nous soutenons que ceci est faux. Que *quelques* hommes aient du penchant à piller leurs voisins lorsqu'ils le peuvent, c'est une raison suffisante pour l'existence des gouvernements. Mais il n'est pas démontré que les rois et les aristocraties pilleront le peuple, à moins qu'il ne soit vrai que *tous* les hommes pilleront leurs voisins lorsqu'ils le pourront. Les hommes sont placés dans des situations très-différentes. Ceux-ci jouissent de tous les plaisirs matériels qu'ils peuvent désirer, et de beaucoup d'autres

encore sans piller qui que ce soit. D'autres peuvent à peine se procurer leur pain quotidien sans voler. Il peut être vrai, mais il n'est assurément pas évident que la première catégorie soit sujette à d'aussi fortes tentations de pillage que la seconde. M. Mill était donc tenu de le prouver. Il a manqué à ce devoir ; mais ce n'est qu'une des trente ou quarante fatales erreurs de son argumentation. Quant à nous, rien ne nous oblige à exprimer une opinion sur ce sujet, ou même à en avoir une. Peut-être sommes-nous dans un état de parfait scepticisme ; mais qu'importe ! Sommes-nous des faiseurs de théories? Quand nous présenterons au monde une théorie du gouvernement, il sera temps de nous demander des preuves à chaque pas. Pour le moment, nous nous appuyons sur notre droit, sur un droit incontestable en logique. Nous ne concédons rien, nous ne repoussons rien. Nous disons aux théoriciens utilitaires : « Quand vous aurez prouvé votre doctrine, nous y croirons; tant que vous ne l'aurez pas prouvée, nous n'y croirons pas. »

M. Bentham s'est entièrement mépris sur ce que nous avons dit au sujet de la révolution française; nous n'avons jamais fait allusion à cet événement pour prouver que les pauvres étaient disposés à voler les riches. Les principes de M. Mill sur la nature humaine nous ont fourni cette partie de notre argument toute faite. Nous avons fait allusion à la révolution française afin de montrer les effets qu'une spoliation générale produirait sur la société, non afin de prouver que la démocratie doit nécessairement amener une spoliation générale. Nous avons nettement reconnu qu'au milieu des circonstances particulières où se trouvait la monarchie française, la révolution, bien qu'accompagnée d'un grand choc reçu

par l'institution de la propriété, fut cependant un bienfait. M. Bentham ne soutiendra pas assurément que le mal causé par les assignats et par le maximum n'ait atteint que les émigrés. Il ne niera pas que, parmi les émigrés, beaucoup seraient restés en France, vivant paisiblement sous un gouvernement quelconque, si leurs personnes et leurs biens avaient été en sûreté.

Nous n'avons jamais dit que la révolution française avait éclaté parce que les pauvres s'étaient mis à comparer leurs chaumières et leurs salades avec les palais et les banquets des riches. Nous ne parlions pas des causes de la révolution, et nous n'y pensions pas. Nous avons dit et nous répétons que, si un gouvernement démocratique avait été établi en France, les pauvres, lorsqu'ils se seraient mis à comparer leurs chaumières et leurs salades avec les palais et les banquets des riches, auraient, à supposer que les principes de M. Mill soient vrais, pillé les riches et renouvelé sans provocation toutes les rigueurs et toutes les confiscations qui, à l'époque de la révolution, furent commises après provocation. Nous disons que, si les vues de M. Mill sur la nature humaine sont justes, la forme de gouvernement qui lui est chère amènerait tous les ans ou tous les deux ans ces violentes convulsions ou ces bouleversements dans la propriété, qui aujourd'hui sont rares, sauf lorsque le peuple est exaspéré par l'oppression comme il l'était au moment de la révolution française. Nous n'avons point donné d'opinion personnelle. Nous n'en donnons point aujourd'hui. Nous nous bornons à affirmer que cette proposition peut être prouvée d'après les prémisses de M. Mill lui-même, par des moyens exactement analogues à ceux qu'il emploie pour prouver que la monarchie et l'aristo-

cratie sont de mauvaises formes de gouvernement. Du reste, affirmer cela n'est pas affirmer que la proposition soit vraie; car nous tenons les prémisses et la déduction de M. Mill pour également et complétement fausses.

M. Bentham nous défie de prouver, l'histoire à la main, que le peuple pillera les riches. Et que répond l'histoire à la doctrine de M. Mill que les rois absolus pillent toujours assez impitoyablement leurs sujets pour ne laisser à personne sauf à leurs créatures, autre chose que le strict moyen de subsister? Si nous prenons l'expérience pour pierre de touche, la théorie de M. Mill n'est pas fondée. Si le raisonnement *à priori* de M. Mill est fondé, le peuple, dans une démocratie, pillera les riches. Servons-nous du même poids et de la même mesure. Ne rejetons pas l'histoire lorsque nous avons à prouver une théorie, pour la reprendre lorsque nous avons à réfuter une objection fondée sur les principes de cette théorie.

Nous n'en avons pas encore fini avec les accusations de M. Bentham. « Entre autres échantillons de leur adresse, ils croient nous embarrasser en nous demandant pourquoi, d'après le principe en question, les femmes ne voteraient pas aussi bien que les hommes. *Et pourquoi pas?*

« Pourquoi pas, dis-moi, gentil, gentil berger?

« Si le mode d'élection était ce qu'il devrait être, il n'y aurait pas plus de difficulté à faire voter les femmes pour un représentant au Parlement que pour un administrateur de la Compagnie des Indes. Le monde découvrira un jour que la meilleure manière d'assurer la justice sur certains points, c'est d'être juste sur tous; que le tout est plus facile à accomplir que la partie, et que

du moment qu'on a fait passer un chameau par le trou de l'aiguille, ce serait tout bonnement une folie et une faiblesse que de laisser en arrière un des sabots de la bête.»

Pourquoi, dit ou chante M. Bentham, pourquoi les femmes ne voteraient-elles pas? Il est peut-être bien impoli à nous de fermer l'oreille à ses gazouillements arcadiens. Mais nous demandons avec toute déférence la permission de faire remarquer que ce n'est pas à nous de lui dire pourquoi. Nous lui accordons volontiers que le principe du suffrage des femmes n'est pas assez palpablement absurde pour qu'on doive déclarer fausse une série de raisonnements, pour ce seul fait qu'elle aboutit au suffrage des femmes. Nous nous bornons à affirmer que tout argument qui vaut en faveur du suffrage universel des hommes, vaut également en faveur du suffrage des femmes. Cependant M. Mill désire voir voter tous les hommes; mais il trouve qu'il n'est pas nécessaire de faire voter les femmes, et pour toute raison de cette distinction, *il* vient nous présenter une assertion qui, en premier lieu, n'est pas exacte, et qui, en second lieu, si elle était exacte, renverserait toute sa théorie de la nature humaine ; il soutient que l'intérêt des femmes est identique avec celui des hommes. Nous sommes avec M. Bentham, au moins en ceci, c'est que, lorsque nous nous joindrons à lui pour faire passer le chameau à travers le trou de l'aiguille, le chameau y passera tout entier sans en excepter un sabot. Pour le moment, nous demandons à être dispensé de faire passer le chameau. C'est M. Mill qui laisse le sabot en arrière. Mais nous trouverions discourtois de lui adresser nos reproches dans le langage que M. Bentham se croit le droit d'employer dans l'exercice de son autorité paternelle sur la secte.

« Une autre de leurs roueries, dit-il, c'est *d'être plutôt enclins à penser* qu'à tout prendre il serait de l'intérêt de la majorité de piller les riches, et que s'il en était ainsi, les utilitaires diraient que les riches *doivent* être pillés. A quoi il suffit de répondre que, de la part de la majorité, piller les riches, ce ne serait rien moins que déclarer que personne ne sera riche, ce qui impliquerait le suicide de l'espérance, puisque tout les hommes souhaitent de devenir riches. Et comme personne n'a donné la moindre raison de croire qu'une pareille conduite tendît au bonheur général, il ne s'ensuit pas que les *utilitaires* doivent la conseiller. Les rédacteurs de la *Revue d'Édimbourg* ont sur *l'utilitarisme* des idées dignes d'une dame de compagnie. Pour soutenir la supposition qu'il y a danger ou possibilité de voir la majorité dépouiller les riches, supposition contraire à l'histoire et à l'expérience de l'humanité, ils n'ont autre chose que ce misérable *Nous sommes plutôt enclins à penser*. Il y a eu des exemples de coalitions populaires formées pour piller de riches oppresseurs, de riches traîtres, de riches ennemis, mais jamais de riches tout court. Il est aussi vrai aujourd'hui que du temps d'Harrington, que *jamais peuple n'a pu ou ne pourra prendre les armes pour niveler, que jamais peuple ne l'a fait ou ne le fera*. Toutes les commotions de ce monde ont eu d'autres motifs, et le *nivellement* n'est mis en avant que comme un voile pour cacher cet autre motif. »

Nous répétons de nouveau que nous sommes sur la défensive. Nous ne croyons pas nécessaire de prouver qu'un remède de charlatan est du poison. C'est au vendeur à prouver que son remède est salutaire. Nous ne prétendons pas montrer que le suffrage universel est un

mal. C'est à ses avocats à montrer que le suffrage universel est un bien. M. Mill nous dit que, si l'on remettait pour un court espace de temps le pouvoir à des représentants élus par tous les mâles parvenus à l'âge d'homme, il serait de l'intérêt de ces représentants de procurer au plus grand nombre la plus grande somme possible de bonheur. Pour prouver cela, il doit prouver trois propositions: 1° que l'intérêt d'un corps représentatif ainsi composé sera identique avec celui du corps électoral; 2° que les intérêts du corps électoral seront identiques avec ceux de la société; 3° que les intérêts de chaque génération dans une société seront identiques avec ceux de toutes les générations suivantes. M. Mill cherche à prouver les deux premières propositions, et il n'y parvient pas. Il ne cherche même pas à prouver la troisième. Nous refusons donc notre assentiment à ses conclusions. Cela est-il déraisonnable?

Nous n'avons même jamais rêvé ce que M. Bentham nous attribue, à savoir qu'il serait pour le plus grand bonheur de l'*humanité* de piller les riches. Mais nous *sommes plutôt enclin à penser*, tout en restant dans le doute, et tout en nous sentant très-disposé à céder devant de bonnes raisons, que dans un pays très-peuplé, il pourrait être de l'intérêt pécuniaire de la majorité d'une génération isolée de piller les riches. Pourquoi nous sommes enclin à penser ainsi, nous l'expliquerons lorsque nous enverrons une théorie du gouvernement à une encyclopédie. Pour le moment, nous sommes seulement tenu de dire que nous pensons ainsi, et que nous penserons ainsi tant qu'on ne nous aura pas donné de bonnes raisons de penser autrement.

La réponse que nous a faite M. Bentham se réduit à une

simple assertion. Il ne doit pas croire que nous voulons manquer de courtoisie en y répondant par une simple dénégation. Le fait est que, dans le monde civilisé, presque tous les gouvernements ont été, pour partie du moins, monarchiques et aristocratiques. Le premier gouvernement qui ait été constitué d'après des principes analogues à ceux des utilitaires, est, croyons-nous, celui des États-Unis. Le fait que les pauvres ne se sont jamais entendus pour dépouiller les riches, sous les gouvernements de l'ancien monde, ne prouve pas plus qu'ils ne pourraient pas s'entendre pour dépouiller les riches sous le système du suffrage universel, que le fait que les rois anglais de la maison de Brunswick n'ont été ni des Nérons ni des Domitiens ne prouve qu'on peut sans danger confier aux souverains le pouvoir absolu. Nous ne pouvons juger de ce que ferait le peuple dans l'état de souveraineté complète que par certains indices qui, bien que rarement importants par eux-mêmes et bien que toujours réprimés sans grande difficulté, n'en ont pas moins une grande signification, et qui ressemblent à ceux par lesquels nos animaux domestiques nous rappellent parfois qu'ils sont de la même race que les monstres les plus féroces de la forêt. Il ne serait pas sage de raisonner d'après la conduite d'un chien tremblant sous le fouet comme l'est le peuple italien, ou d'après la conduite d'un chien nourri des meilleurs morceaux d'une cuisine abondante comme l'est le peuple américain, pour en conclure celle d'un loup, qui n'est autre chose qu'un chien sauvage, après huit jours de jeûne au milieu des neiges des Pyrénées. Jamais commotion n'a été réellement produite par le désir de niveler, dit M. Bentham ; ce désir a été mis en avant comme un voile ; le vrai but a toujours

été différent. Accordons tout cela. Mais pourquoi, dans les temps d'agitation, s'est-on servi du nivellement comme d'un voile pour cacher le vrai but des agitateurs? Est-ce par des déclarations qui impliquent « le suicide de l'espérance » que les hommes cherchent à allécher leurs semblables? A-t-on jamais employé la famine, la peste, l'esclavage, comme des appâts pour amorcer le peuple? Si le nivellement a servi de prétexte aux troubles, l'argument contre la doctrine de M. Bentham est aussi fort que si le nivellement avait été le vrai but des troubles.

Mais nous avons encore à examiner la grande objection que M. Bentham fait à notre article : « Le fond de toute l'accusation dirigée contre l'auteur des *Essais*, c'est qu'il a écrit *un traité complet du gouvernement* et *déduit toute la science de certaines présomptions sur les penchants de la nature humaine*. Mais au nom de sir Richard Birnie et de tous les saints, de quelle autre notion faudrait-il la déduire? Qui a jamais imaginé que le but, l'objet, le dessein du gouvernement *tel qu'il devrait être* fût autre chose que l'opération sur une plus grande échelle que pratique en petit l'estimable juge au tribunal de police de Bow-street; à savoir empêcher un homme de faire tort à un autre. Représentez-vous donc les whigs de Bow-street se soulevant contre la proposition que leur science doit être déduite *de certains penchants de la nature humaine* et là-dessus, se mettant à raisonner comme il suit : « Comment peut-on donc arriver à de justes conclusions sur un sujet aussi important pour le bonheur de l'humanité? Par cette méthode sans aucun doute qui, dans toutes les sciences expérimentales auxquelles elle a été appliquée, a su accroître d'une manière signalée la puissance et les connaissances de notre race, par cette

méthode à laquelle nos nouveaux philosophes voudraient substituer des subtilités tout au plus dignes des barbares assaillants et tenants du moyen âge, par la méthode d'induction, en observant l'état actuel du monde, en étudiant avec assiduité l'histoire des siècles passés, en examinant avec scrupule les preuves des faits, en combinant et en opposant ceux qui sont authentiques, en généralisant avec jugement et avec une défiante prudence, en soumettant sans cesse à l'épreuve de nouveaux faits la théorie que nous avons élevée, en la modifiant ou en l'abandonnant selon que ces faits nouveaux prouvent qu'elle est partiellement ou radicalement erronée. Procédant ainsi patiemment, soigneusement, sincèrement, nous pouvons espérer de former un système non moins inférieur en prétention à celui de M. Mill, et non moins supérieur en utilité réelle à ses règles arbitraires, que les ordonnances du grand médecin, variant avec chaque phase de chaque maladie et avec la constitution de chaque malade, le sont aux pilules du charlatan qui doivent guérir toutes les créatures humaines de toutes leurs maladies possibles, sous tous les climats possibles! » — Figurez-vous maintenant, figurez-vous pour un instant, ces sages paroles prononcées à Bow-street, et songez avec quelle promptitude pratique les sergents de ville vous répondraient que tout cela peut être très-beau, mais qu'autant qu'ils peuvent en juger par leur étude de l'histoire, la vérité toute nue est après tout qu'un grand nombre d'hommes ont du penchant pour le vol, et que leur affaire à eux est de les arrêter, qu'eux aussi ont été des chercheurs de faits et qu'à dire le vrai, malgré leur répugnance à médire d'aucun homme, ils sont obligés de déclarer que leurs frères aux habits rouges

ont contracté quelque penchant pour l'autre côté, et sont plutôt disposés à embrouiller la question au profit des inculpés qu'à remplir les devoirs de bons et fidèles agents. Voilà sans aucun doute quelle serait la sentence prononcée dans le microcosme de Bow-street sur ces hommes habitués à nager entre deux eaux. Il ne s'ensuivrait pas absolument que ces hommes fissent partie d'un complot pour dévaliser les boutiques des orfèvres, ou pour mettre le feu à la Chambre des communes, mais il serait bien évident qu'ils ont une *inclination*, qu'ils sont disposés à prendre parti pour les voleurs, et que ce n'est pas sur eux qu'il faut compter si l'on veut que l'argenterie soit en sûreté. »

Tout cela est fort spirituel, mais ne nous touche guère. Dans le cas actuel, nous nous flattons de ressembler beaucoup plus à un pratique sergent de ville que M. Mill ou que M. Bentham. Il serait à coup sûr absurde à un magistrat discutant l'organisation d'un bureau de police, de pérorer dans le style de notre article ou de celui de M. Bentham, mais, s'il était un homme de sens, il procéderait au fond exactement de la manière recommandée par *nous*. Chargé de pourvoir à la sûreté de la propriété dans une ville, il étudierait attentivement l'état de la ville. Il rechercherait dans quels endroits, à quelle heure, dans quelles circonstances, on commet le plus de vols et d'attentats contre la propriété. Est-ce au coucher du soleil, dirait-il, ou à minuit que les rues sont le plus infestées de voleurs? Y a-t-il des lieux de rendez-vous publics qui offrent des facilités particulières aux filous? Y a-t-il des quartiers entièrement habités par une population sans foi ni loi? Quels sont les repaires, et quelles sont les boutiques des recéleurs? Une fois en possession des faits, il agirait en

conséquence. Un fort détachement d'agents de police pourrait être nécessaire pour Petticoat-Lane ; il en faudrait un autre près de la porte d'entrée du parterre au théâtre de Covent-Garden. Grosvenor-Square et Hamilton-Place n'auraient pas besoin de grande protection. — C'est précisément ainsi qu'il faut raisonner en matière de gouvernement. La Lombardie est opprimée par des tyrans, et il lui faut des garanties constitutionnelles assez fortes pour assurer quelque sécurité à la population. C'est, pour ainsi dire, l'un des réceptacles des voleurs; et l'on y a grand besoin d'agents de police. Le Danemark ressemble à l'une de ces rues bien famées, dans lesquelles il est presque inutile de poster un sergent de ville, parce que tous les habitants s'uniraient à l'instant pour arrêter un voleur. Cependant, même dans une rue comme celle-là, nous voudrions voir paraître un agent de temps à autre, parce que sa surveillance passagère rendrait la sécurité plus complète. Et le Danemark lui-même se trouverait bien, à notre avis, de posséder un gouvernement constitutionnel.

M. Mill procède comme un commissaire de police qui, sans poser une seule question sur l'état de son quartier, donnerait ainsi ses ordres : « Ma maxime est que chacun prend ce qu'il peut. Tout le monde volerait à Londres sans les agents de police. C'est un principe incontestable de la nature humaine. Quelques-uns de mes prédécesseurs ont perdu leur temps à s'inquiéter de certains prêteurs sur gages et de certains marchands de vin. Les résultats de l'expérience sont contradictoires. Parmi les hommes placés dans la même situation, je vois que l'un vole, et que l'autre aimerait mieux se brûler la main que de voler. Donc, je ne me fie plus qu'aux lois de la

nature humaine, et je déclare que tous les hommes sont également des voleurs. Surveillez tout le monde, les grands et les petits. Que Townsend fasse particulièrement attention au duc de Wellington, de crainte qu'il ne vole le foulard du lord de service au lever du roi. Voilà quelqu'un qui a perdu une montre; allez fouiller lord Fitzwilliam; c'est un aussi grand recéleur que Ikey Solomons lui-même. Ne me parlez pas de son rang, de son caractère, de sa fortune. C'est un homme, et le nom de lord ne change pas la nature d'un homme (1). Ou les hommes volent, ou ils ne volent pas. S'ils ne volent pas, pourquoi suis-je ici? S'ils volent, sa Seigneurie doit être un voleur. » Les whigs de Bow-street pourraient bien se soulever contre cette sagesse. M. Bentham croit-il que les whigs de Bow-street eussent grand tort?

Nous avons reproché à M. Mill de déduire sa théorie du gouvernement des principes de la nature humaine. « Au nom de sir Richard Birnie et de tous les saints, s'écrie M. Bentham, de quelle autre notion faudrait-il la déduire? » En dépit de cette solennelle adjuration, nous nous hasardons à répondre à la question de M. Bentham par une autre question. Comment arrive-t-il à ces principes de la nature humaine d'où il se propose de déduire toute la science du gouvernement? Nous pensons pouvoir nous hasarder à mettre une réponse dans sa

(1) « Si le gouvernement est fondé sur cette loi de la nature humaine que tout homme, dès qu'il le peut, prend aux autres ce que les autres possèdent et ce que lui désire, il est assez évident que le nom de roi ne change pas la nature d'un homme, et que, du moment qu'il aura le pouvoir de prendre à chacun ce qui lui plaît, il prendra tout ce qui lui plaît. Supposer qu'il n'en agira pas ainsi, c'est affirmer que le gouvernement n'est pas nécessaire, et que les êtres humains peuvent s'abstenir volontairement de se faire tort les uns aux autres. » — *Du gouvernement* par M. Mill.

bouche; car, en vérité, il n'y a qu'une réponse possible. Il nous dira : par l'expérience. Mais quelle est l'étendue de cette expérience? Votre expérience embrasse-t-elle la conduite des hommes investis des pouvoirs publics, ou bien ne l'embrasse-t elle pas? Si elle embrasse l'expérience de la manière dont se conduisent les hommes investis des pouvoirs publics, alors ces principes de la nature humaine d'où l'on doit déduire la science du gouvernement, ne peuvent être connus qu'en se servant de cette méthode d'induction par laquelle nous nous proposons d'arriver à la science du gouvernement. Notre connaissance de la nature humaine, au lieu d'être antérieure en date à notre connaissance de la science du gouvernement, lui sera postérieure. Et il serait vrai de dire qu'au moyen de la science du gouvernement et d'autres sciences de même nature, la science de l'éducation, par exemple, qui retombe précisément sous l'application du même principe, nous arrivons à la science de la nature humaine.

Si, au contraire, il nous faut déduire la théorie du gouvernement des principes de la nature humaine, et si pour arriver à ces principes nous n'avons pas tenu compte de la manière dont se conduisent les hommes investis des pouvoirs publics, ces principes doivent être défectueux. Ils ne sont pas formés d'après des inductions assez abondantes. Nous raisonnons sur ce qu'un homme fera dans une certaine situation, d'après ce qu'il fait dans une autre. Il peut arriver que nous ayons parfaitement le droit de raisonner ainsi. Lorsque nous n'avons pas le moyen d'obtenir des renseignements au sujet du cas particulier qui se présente à nous, nous sommes obligés d'avoir recours aux cas analogues. Mais la marche la

plus satisfaisante est de se procurer des renseignements sur le cas particulier, et, toutes les fois qu'on peut les obtenir, il faut se donner la peine de le faire. Lorsque la fièvre jaune s'est déclarée pour la première fois, un médecin pouvait avoir le droit de la traiter comme il avait l'habitude de traiter les maladies ayant, à tout prendre, avec elle le plus de symptômes communs. Mais que penserions-nous d'un médecin qui viendrait nous dire aujourd'hui qu'il a déduit son traitement de la fièvre jaune de la théorie générale de la pathologie? Nous lui demanderions certainement si, en construisant sa théorie de la pathologie, il a, oui ou non, tenu compte des faits qui ont été vérifiés au sujet de la fièvre jaune? S'il en a tenu compte, il serait plus vrai d'affirmer qu'il est arrivé aux principes de la pathologie, en partie par son expérience de divers cas de fièvre jaune, que de dire qu'il a déduit son traitement de la fièvre jaune des principes de la pathologie. S'il n'en a pas tenu compte, nous ne le prendrions pas pour médecin. Si nous avions la fièvre jaune, nous préférerions un homme n'ayant jamais traité d'autre maladie que la fièvre jaune à un homme qui aurait pratiqué pendant des années dans les hôpitaux de Londres et de Paris, mais qui n'entendrait rien à notre maladie particulière.

Laissons lord Bacon parler pour nous : « Inductionem censemus eam esse demonstrandi formam, quæ sensum tuetur, et naturam premit, et operibus imminet, ac fere immiscetur. Itaque ordo quoque demonstrandi plane invertitur. Adhuc enim res ita geri consuevit, ut a sensu et particularibus primo loco ad maxime generalia advoletur, tanquam ad polos fixos, circa quos disputationes vertantur; ab illis cætera, per media, de-

riventur; viâ certe compendiariâ, sed præcipiti, et ad naturam imperviâ, ad disputationes proclivi et accommodatâ. At, secundum nos, axiomata continenter et gradatim excitantur, ut non, nisi postremo loco, ad maxime generalia veniatur. » Peut-on imaginer des expressions plus exactement applicables aux raisonnements politiques de M. Mill que celles dont lord Bacon se sert pour décrire les logomachies des scolastiques? M. Mill s'élève d'un saut au principe général le plus étendu, et puis, de ce principe général, il déduit syllogistiquement toutes les conséquences qu'il renferme. Nous disons avec Bacon : « Non, nisi postremo loco, ad maxime generalia veniatur. » Dans la question actuelle, la science de la nature humaine est le « maxime generale ». L'utilitaire s'y précipite d'un seul coup, et il en déduit une centaine de sciences. Mais le vrai philosophe, l'homme qui raisonne par voie d'induction, y arrive lentement en passant par toutes ces sciences, dont la science du gouvernement fait partie.

Puisque nous avons sous les yeux cet incomparable volume, le plus noble et le plus utile ouvrage de la raison humaine, le *Novum Organum*, nous transcrirons quelques lignes qui dépeignent au vif la philosophie utilitaire : « Syllogismus ad *principia* scientiarum non adhibetur, ad media axiomata frustra adhibetur, cum sit subtilitati naturæ longe impar. Assensum itaque constringit, non res. Syllogismus ex propositionibus constat, propositiones ex verbis, verba notionum tesseræ sunt. Itaque si notiones ipsæ, id quod basis rei est, confusæ sint, et temere a rebus abstractæ, nihil in iis quæ superstruuntur est firmitudinis. Itaque spes est una in Inductione verâ. In notionibus nil sani est, nec

in Logicis, nec in physicis. Non substantia, non qualitas, agere, pati, ipsum esse, bonæ notiones sunt; multò minùs grave, leve, densum, tenue, humidum, siccum, generatio, corruptio, attrahere, fugare, elementum, materia, forma, et id genus, sed omnes phantasticæ et male terminatæ. »

Substituez à la *substantia*, à la *generatio*, à la *corruptio*, à l'*elementum*, à la *materia* des vieux scolastiques, les termes de M. Mill, *peine, plaisir, intérêt, pouvoir, objets de désir*, et les paroles de Bacon sembleront s'appliquer aussi bien à l'année courante qu'au commencement du dix-septième siècle.

Nous avons maintenant passé en revue toutes les objections que M. Bentham fait à notre article, et nous nous soumettons sur tous ces chefs au jugement du public.

Le reste de l'article de M. Bentham n'est autre chose qu'une exposition du principe utilitaire, ou plutôt du « principe du plus grand bonheur ; » M. Bentham décrète en effet qu'on l'appellera ainsi. Il semble croire que nous avons attaqué ce principe. Nous n'avons jamais dit à ce sujet une syllabe. Nous avons parlé avec dédain de la secte des utilitaires, et en le faisant nous avons exprimé ce qui était et ce qui est encore notre sentiment. Mais ce n'est pas de professer cette doctrine que nous les avons blâmés. En les attaquant, nous n'avions pas l'intention d'attaquer le principe du plus grand bonheur, pas plus que lorsque nous déclarons l'islamisme une fausse religion, nous n'avons l'intention de nier l'unité de Dieu qui est le premier dogme de la foi mahometane, pas plus que, lorsque M. Bentham se moque des whigs, il n'a l'intention de leur reprocher leur négation du droit divin des rois. Nous

avons raisonné d'un bout à l'autre de notre article dans la supposition que le but du gouvernement était de procurer à l'humanité le plus grand bonheur possible.

M. Bentham rend compte de la manière dont il est arrivé à découvrir le « principe du plus grand bonheur. » Il en vient ensuite à décrire les effets qu'à l'entendre, cette découverte est en train de produire, et il le fait dans un langage si passionné et si parsemé de fleurs de rhétorique, qu'écrit par tout autre, ce livre aurait infailliblement été rejeté avec dégoût par tout vrai utilitaire.

« Les seuls rivaux notables du nouveau principe étaient ceux qu'on désignait sous le nom de *sens moral* et de *contrat primitif*. Le nouveau principe a pris la place du premier en lui fournissant un guide pour ses décisions, et la place du second en supprimant la nécessité de recourir à un contrat lointain et imaginaire pour ce qui était évidemment l'affaire de tout homme à toute heure. A tous les horizons de la morale et de la politique, les conséquences se sont produites, vastes, magnifiques. On pourrait dire sans exagération que ceux qui étaient assis dans les ténèbres ont vu une grande lumière. Les brouillards au milieu desquels les hommes joutaient les uns contre les autres ont disparu, comme au jour où le soleil de la science astronomique s'est levé dans tout le développement du principe de la gravitation. Si le but de la législation est le plus grand bonheur, la *moralité* est le moyen d'atteindre le même objet par la conduite de l'individu; et, par analogie, le bonheur du monde est la moralité des nations... Toutes les obscurités sublimes qui avaient hanté l'esprit de l'homme depuis la première formation de la société, les fantômes dont les pieds étaient sur la terre et dont la tête se cachait dans les nuages, sont venus

se ranger dans un ordre admirable au bruit de ce nouveau principe de lien et d'union, et ont formé un corps régulier, où tout est ordre, force et symétrie. Ce pourquoi les hommes avaient lutté et donné leur sang, lorsqu'ils ne le voyaient que confusément et comme à travers un verre obscur, est devenu l'objet d'une science réelle, saisissable, vivante. Les ossements des sages et des patriotes se sont émus dans leurs tombeaux, à la nouvelle que ce qu'ils n'avaient pu qu'entrevoir et poursuivre vaguement était devenu l'héritage commun des hommes. Et ce grand résultat, il n'est pas dû à des moyens surnaturels, il n'est pas l'effet d'un enchaînement inouï de circonstances. Nul oracle ne l'avait prédit, nul présage ne l'a précédé; il est le produit de l'exercice tranquille et réitéré du premier don de Dieu, le bon sens. »

La découverte de M. Bentham n'approche pas en importance, comme nous comptons bien le prouver, de celle de la gravitation à laquelle il la compare. En tous cas, M. Bentham nous semble agir à peu près comme l'aurait fait sir Isaac Newton, s'il était allé se vantant d'avoir appris le premier aux maçons à ne pas se jeter en bas des échafaudages et à ne pas se casser les jambes

M. Bentham a-t-il la prétention d'offrir aux hommes un nouveau motif qui puisse les engager à travailler au bonheur de l'espèce à laquelle ils appartiennent? Nullement. Il admet positivement que, si on lui demande pourquoi le gouvernement doit chercher à produire la plus grande somme possible de bonheur, il ne peut donner aucune réponse. « La véritable réponse semblait être, » dit-il, « que les hommes, en général, ne *doivent* pas permettre à un

gouvernement de leur faire le mal qu'ils sont en mesure d'empêcher, ou de ne pas leur faire le bien qu'ils sont en mesure d'exiger. Quant à ce qu'un *gouvernement* doit faire, c'est là une question mystérieuse et indiscrète à laquelle peuvent répondre ceux qui savent ce qu'elle signifie. Mais, ce que doivent faire les autres hommes, c'est une question qui n'a rien du tout de mystérieux. Il faut que le mot *doit*, s'il signifie quelque chose, se rapporte à des intérêts ou à des motifs d'un genre quelconque. Quel intérêt un gouvernement a-t-il à bien faire lorsqu'il se trouve intéressé à mal faire, c'est une question digne des scolastiques. Le fait est que le mot *doit* ne va pas à un gouvernement. La question n'est pas de savoir pourquoi les gouvernements sont tenus de faire ceci ou cela, mais pourquoi les *autres hommes* les laisseraient faire s'ils pouvaient les empêcher. La question n'est pas de savoir pourquoi les lions ne mangeraient pas les brebis, mais de savoir pourquoi les hommes ne mangeraient pas du mouton s'ils le peuvent. »

Le principe de M. Bentham, si nous le comprenons bien, est que l'humanité doit agir de façon à se procurer la plus grande somme possible de bonheur. Le mot *doit*, nous dit-il, n'a aucun sens à moins qu'on ne l'emploie en faisant allusion à quelque intérêt. Mais l'intérêt d'un homme est synonyme de son plus grand bonheur, en sorte que dire d'un homme qu'il doit faire une chose, c'est dire qu'il est de son plus grand bonheur de la faire. Et dire que l'humanité *doit* agir de façon à se procurer le plus grand bonheur, c'est dire que le plus grand bonheur est le plus grand bonheur, et voilà tout !

Le principe de M. Bentham tend-il à faire souhaiter à l'homme des choses qu'il n'aurait pas souhaitées, ou à

lui faire faire des choses qu'il n'aurait pas faites, si on n'eût jamais entendu parler de ce principe? Sinon, c'est un principe parfaitement inutile. Or, tout homme poursuit son bonheur ou son intérêt propre, qu'on les appelle comme on voudra. Si son bonheur concorde avec le bonheur de son espèce, alors, qu'il ait ou non entendu parler du principe du plus grand bonheur, il travaillera de son mieux à amener le plus grand bonheur de l'espèce. Mais s'il croit son bonheur personnel incompatible avec le plus grand bonheur de l'humanité, ce nouveau principe le convertira-t-il à une autre manière de voir? M. Bentham lui-même avoue, comme nous l'avons vu, qu'il ne peut donner aucune raison pour qu'un homme cherche à procurer aux autres la plus grande somme possible de bonheur, si leur bonheur est incompatible avec ce qu'il regarde comme le sien. Nous serions très-curieux de savoir ce que deviendrait le principe utilitaire, s'il était réduit à une simple proposition impérative. Le rédigerait-on ainsi? Cherchez votre bonheur personnel. Cela serait superflu. Chaque homme le cherche à sa manière, et l'a toujours cherché, et le cherchera toujours. Dire qu'un homme a fait quelque chose, c'est dire qu'il a cru agir pour son bonheur en le faisant. Rédigera-t-on le principe ainsi? Cherchez le plus grand bonheur de l'humanité, que ce soit ou non pour votre plus grand bonheur. Ce serait absurde et impossible, M. Bentham lui-même le reconnaît. Mais si on ne formule pas le principe de l'une de ces deux manières, nous ne pouvons imaginer comment on doit le formuler. La première formule donne une proposition identique, vraie, mais parfaitement stérile en conséquences; la seconde aboutit à une contradiction dans les termes. M. Bentham a nette-

ment repoussé l'absurdité. Faut-il supposer qu'il adopte la banalité?

Il y a donc, à ce qu'il paraît, deux grandes vérités que la philosophie utilitaire doit communiquer à l'humanité, deux vérités qui doivent produire un révolution dans la morale, dans les lois, dans le gouvernement, dans la littérature, dans le système de la vie tout entière. La première de ces vérités est spéculative; la seconde est pratique. La vérité spéculative, c'est qùe le plus grand bonheur est le plus grand bonheur. La règle pratique est très-simple ; elle implique seulement que les hommes ne doivent jamais manquer, quand ils désirent une chose, de la désirer, et, quand ils font une chose, de la faire! C'est une grande satisfaction pour nous que de penser que nous avons admis immédiatement la première de ces grandes doctrines, dès qu'elle nous a été présentée, et que nous cherchons depuis longtemps, autant que le permet la fragilité humaine, à nous conformer à la seconde dans notre vie pratique. Nous sommes néanmoins porté à croire que tous les malheurs de l'espèce humaine sont dus, moins à ce qu'elle ne savait pas que le bonheur fût le bonheur, qu'à ce qu'elle ne savait pas comment y arriver, moins à ce qu'elle négligeait de faire ce qu'elle faisait, qu'à ce qu'elle ne pouvait pas faire ce qu'elle souhaitait, ou à ce qu'elle ne souhaitait pas de faire ce qu'elle devait.

Voilà la frivolité, l'inanité de cette philosophie, *controversiarum ferax, operum effœta, ad garriendum prompta, ad generandum invalida* (1). L'humble ouvrier qui invente quelque petit perfectionnement dans la construction des

(1) Bacon, *Novum Organum*.

lampes de sûreté ou des bateaux à vapeur, en fait plus pour le bonheur de l'humanité que le magnifique principe, comme M. Bentham l'appelle, n'en fera en dix mille ans. L'ouvrier nous enseigne, dans une humble mesure, le moyen d'être mieux que nous ne sommes. L'utilitaire nous conseille avec grand apparat d'être le mieux que nous pourrons.

La doctrine du sens moral peut être fort peu philosophique, mais nous ne croyons pas qu'on puisse prouver qu'elle soit pernicieuse. Les hommes n'ont pas éprouvé certains désirs et certaines aversions parce qu'ils croyaient au sens moral, mais ils ont donné le nom de sens moral à un sentiment qu'ils trouvaient dans leur âme, d'où qu'il fût venu. Ne lui eussent-ils donné aucun nom, il eût encore exercé son influence sur leurs actions, et il ne serait pas fort aisé de démontrer que, pour avoir reçu d'eux le nom de sens moral, il ait exercé plus d'influence sur leurs actions. La théorie du contrat primitif est une fiction, et une fiction absurde, mais pratiquement le terme signifie ce que signifiera le « principe du plus grand bonheur », s'il devient jamais un mot d'ordre dans les luttes politiques, à savoir tout ce qui convient à ceux qui l'emploient. L'une et l'autre expression sonnent très-bien dans une conférence de jeunes gens, mais dans le véritable conflit de la vie, nos passions et nos intérêts les rejettent de côté et les remettent à leur place. Le « principe du plus grand bonheur » a toujours été latent sous les mots de contrat social, de justice, de bienveillance, de patriotisme, de liberté, etc., dans la mesure exacte où l'intérêt, soit réel soit imaginaire, de ceux qui employaient ces mots était de travailler au plus grand

bonheur de l'humanité. Et nous pouvons être bien sûrs de ceci, c'est que, dans la bouche de tout homme, ces mots « le plus grand bonheur, » ne voudront jamais dire autre chose que le plus grand bonheur des autres compatible avec ce qu'il regarde comme le sien propre. Le projet de réformer un monde mauvais en enseignant aux gens à donner de nouveaux noms à de vieilles choses, nous rappelle l'expédient de Walter Shandy pour remédier à la perte du nez de son fils en le baptisant du nom de Trismégiste. Ce qu'il faut à la société, c'est un nouveau mobile, non un nouveau jargon. Si M. Bentham peut découvrir des arguments auxquels on n'ait pas encore pensé pour engager les hommes à travailler au bonheur général, il deviendra un grand bienfaiteur de notre race. Mais ceux dont le bonheur est identique avec le bonheur général, travaillent déjà de toutes leurs forces au bonheur général, et M. Bentham lui-même avoue qu'il n'a aucun moyen de persuader à ceux dont le bonheur n'est pas identique avec le bonheur général, d'agir d'après son principe. Tout cela n'est-il donc pas embrouiller les esprits par des mots vides de sens? Si le seul fruit du « magnifique principe » est d'apprendre aux oppresseurs et aux escamoteurs des générations futures à parler de chercher le plus grand bonheur du plus grand nombre, tout comme la même engeance parlait, il y a peu d'années, de chercher à soutenir la constitution protestante, tout comme elle parlait sous la reine Anne de chercher le bien de l'Église, et sous Cromwell de chercher le Seigneur; où sera le profit? Toutes les grandes questions ne sont-elles pas déjà enveloppées d'un nuage assez épais de paroles sans valeur? Est-il si difficile à un homme de rabâcher le bon vieux jargon anglais de l'hypocrisie

politique que son père ou son grand-père ont parlé avant lui, qu'il ait besoin d'apprendre à l'école des utilitaires quelque nouvelle ruse de mots pour s'attirer les applaudissements des fous et la risée des sages? Que nos compatriotes aient les yeux sur les néophytes de cette secte, et qu'ils voient si, en définitive, la prédiction que nous hasardons aujourd'hui est erronée. Nous le prophétisons, on trouvera avant peu que, de même que la corruption d'un ignorant est la génération d'un utilitaire, la corruption d'un utilitaire deviendra la génération d'un tripotier politique.

Le rang le plus élevé que le « principe du plus grand bonheur » ait chance d'atteindre, c'est de devenir une phrase à la mode parmi les journalistes et les membres du Parlement; c'est de succéder à la dignité dont furent successivement investis le « contrat primitif, » la « constitution de 1688, » et autres expressions du même genre. Nous ne pensons pas que ce nouveau jargon soit moins élastique que ceux qui l'ont précédé, qu'il soit moins propre à fournir de prétexte à tous les projets qui peuvent avoir besoin de prétexte. Dans le Parlement de la Convention, le « contrat primitif » signifiait l'autorité coordonnée des trois corps de l'État. S'il y avait demain une insurrection radicale, le « contrat primitif » signifierait tout aussi aisément les parlements annuels et le suffrage universel. De même, la « glorieuse constitution » a tour à tour signifié tout au monde; l'acte d'*Habeas corpus*, la suspension de l'*Habeas corpus*, l'acte du *Test*, le rappel de l'acte du *Test*. Depuis bien des années, il n'y a pas eu une seule mesure importante qui n'ait été inconstitutionnelle aux yeux de ses adversaires, et que ses partisans n'aient soutenue comme parfaitement d'accord

avec le véritable esprit de la constitution. Est-il plus facile de déterminer ce qui est pour le plus grand bonheur de l'espèce humaine, que de déterminer ce qu'est la constitution anglaise? Sinon, le principe du plus grand bonheur sera ce que sont les principes de la constitution, un nom auquel tout le monde fait appel et que chacun entend comme il lui convient. Cela signifiera le pain à bon marché, le pain cher, le libre échange, les droits protecteurs, les parlements annuels, les parlements septennaux, le suffrage universel, Old-Sarum, le jugement par jury, la loi martiale, en un mot tout ce qu'il y a de bon, de mauvais ou d'indifférent, tout ce que quelqu'un voudra entreprendre de défendre, soit par cupidité, soit par humanité. Cela signifiera six shellings huit pence chez l'avoué, la dîme au presbytère, et les lois sur la chasse au château. On a dit que la loi sur les usufruits, en apparence la réforme législative la plus radicale mentionnée dans notre histoire, n'avait eu d'autre effet que d'ajouter trois mots à un contrat. L'admission universelle du grand principe de M. Bentham n'aurait pas, autant que nous pouvons en juger, d'autre effet que celui-ci : les orateurs qui (semblables aux banquiers qui payent en pièces de dix sous un jour de panique) gagnent du temps lorsqu'ils ne savent que dire en prononçant des mots qui ne disent rien, substitueraient « le plus grand bonheur, » ou plutôt, comme étant plus long, « le plus grand bonheur du plus grand nombre, » à « dans les circonstances actuelles, » ou bien à « messieurs, quant à moi, je me crois en droit de dire que... » En fait, les principes de ce genre ressemblent à ces formules que vendent les papetiers des gens de loi, avec des blancs pour le nom des parties, et pour les circon-

stances particulières de chaque affaire; ce sont de simples en-têtes, de simples conclusions banales qui sont également à la disposition du plus honnête et du plus inique demandeur. Tout dépend de la manière dont on remplit les vides.

Le « principe du plus grand bonheur » que professe M. Bentham est compris dans la morale chrétienne, et, à notre avis, il y est présenté sous une forme infiniment plus solide et plus philosophique que dans les spéculations utilitaires. Car, dans le Nouveau Testament, ce n'est ni une proposition identique ni une contradiction dans les termes, et, à la façon dont le pose M. Bentham, il faut que ce soit l'une ou l'autre. « Faites à autrui ce que vous voudriez qu'on vous fît; aimez votre prochain comme vous-même. » Voilà les principes de Jésus-Christ. Compris dans leur sens le plus large, ces préceptes sont dans le fait un commandement adressé à tous les hommes de travailler au plus grand bonheur du plus grand nombre. Mais ce commandement serait entièrement dépourvu de sens, comme il l'est en effet dans la philosophie de M. Bentham, s'il n'était accompagné d'une sanction. Aussi, dans le système chrétien, est-il accompagné d'une sanction extrêmement forte. A l'homme dont le plus grand bonheur en ce monde est incompatible avec le plus grand bonheur du plus grand nombre, est présentée la perspective d'un bonheur infini dans la vie future, d'un bonheur dont il s'exclut lui-même en faisant tort ici-bas à ses semblables.

Voilà une philosophie pratique aussi pratique que celle sur laquelle repose toute la législation pénale; on ordonne à l'homme de faire ce qu'il ne ferait pas de lui-même, et on lui donne un motif de le faire. M. Bentham

n'a point de nouveau motif à fournir à ses disciples. Il possède assez de talent pour accomplir tout ce qu'il est possible d'accomplir. Mais déterminer les hommes à agir sans un mobile déterminant, c'en est trop, même pour lui. Il devrait se rappeler que le monde moral tout entier ne peut être mis en mouvement, à moins que le moteur ne puisse trouver ailleurs un point d'appui pour ses instruments. Il fait ce qu'aurait fait Archimède s'il avait entrepris de soulever la terre avec un levier fixé sur la terre. L'action et la réaction se neutralisent réciproquement. Le mécanicien travaille et le monde reste immobile. M. Bentham ne peut nous dire que de faire, ou ce que nous avons toujours fait et ce que nous aurions continué de faire si nous n'avions jamais entendu parler du « principe du plus grand bonheur, » ou ce que nous n'avons aucune raison de faire et ce que, par conséquent, nous ne ferons pas. Le principe de M. Bentham n'est tout au plus que la loi royale de l'Évangile sans la sanction de l'Évangile. Tous les maux qui ont existé dans les sociétés qui reconnaissaient l'autorité de l'Évangile peuvent donc, selon nous, exister à plus forte raison dans les sociétés qui reconnaissent le principe utilitaire. Nous ne pensons pas qu'il soit plus difficile a un tyran ou à un persécuteur de se persuader et de persuader aux autres qu'en mettant à mort ceux qui ne sont pas de son avis, ou qui résistent à son pouvoir, il poursuit le « plus grand bonheur, » que de se persuader qu'il fait aux autres ce qu'il voudrait qu'on lui fît. Mais la religion lui donne un motif de faire ce qu'il voudrait qu'on lui fît, et M. Bentham ne lui donne aucun motif de travailler au bonheur général. D'autre part, si le principe de M. Bentham signifie seulement que chacun doit chercher son

plus grand bonheur personnel, il ne fait qu'affirmer ce que tout le monde sait, et conseiller ce que tout le monde fait.

Ce ne sera pas sur le « principe du plus grand bonheur » que reposera la réputation de M. Bentham. Il n'a pas enseigné aux hommes à rechercher leur bonheur personnel; car c'est ce qu'ils ont toujours fait. Il ne leur a pas enseigné à rechercher le bonheur des autres aux dépens du leur; car c'est ce qu'ils ne veulent ni ne peuvent faire. Mais, sur certains points fort importants, il leur a enseigné la *façon* de travailler à leur bonheur personnel, et si son école l'avait imité à cet égard avec autant de succès que dans l'art de faire passer des vieilleries pour des découvertes, le nom de Benthamiste ne serait pas devenu un terme de raillerie. Mais, parmi ceux qui se regardent d'une manière spéciale comme ses adhérents, il en est bien peu qui aient autre chose de commun avec lui que ses défauts. La jurisprudence lui appartient tout entière. Il a beaucoup fait pour l'économie politique; mais il n'est pas à notre connaissance que le moindre progrès ait été accompli dans l'une ni dans l'autre de ces branches de la science par des membres de sa secte. Il a découvert des vérités; *eux* n'ont fait autre chose que de rendre ces vérités impopulaires. Il a étudié avec soin la philosophie des lois; il ne leur a appris qu'à grogner contre les légistes.

Nous ne craignons nullement que les utilitaires puissent mettre en danger les institutions de ce pays. Nos craintes sont d'un tout autre genre. Nous redoutons l'odieux et le déshonneur de leur alliance. Nous voulons tirer une ligne de démarcation bien nette et bien large entre les amis judicieux des réformes pratiques et une

secte qui, après avoir dû toute son influence à l'approbation qu'ils lui ont imprudemment témoignée, les déteste de la haine mortelle de l'ingratitude. Il n'y a pas, et nous ne croyons pas qu'il y ait jamais eu dans ce pays un parti aussi impopulaire. Ils ont déjà fait de la science de l'économie politique, science d'une grande importance pour le bonheur des nations, un objet de dégoût pour la majorité de la nation. La question de la réforme parlementaire partagera le même sort, si la réforme et l'utilitarisme viennent à s'associer dans l'esprit public.

Nous n'avons nulle inimitié pour aucun des membres de la secte, et, quant à M. Bentham, nous professons pour lui une grande admiration. Nous savons qu'il y a parmi ses disciples quelques hommes bien intentionnés et quelques hommes de talent; mais nous ne pouvons pas dire que nous regardions la logique dont ils sont si fiers comme propre à développer leur intelligence, ni le système de morale qu'ils ont adopté comme propre à améliorer leur cœur. Cependant leur théorie morale mérite bien à elle seule qu'on lui consacre un article, et peut-être nous arrivera-t-il un jour de l'examiner plus à fond que le temps et l'espace ne nous le permettraient aujourd'hui.

L'article qu'on vient de lire était écrit et sous presse lorsque M. Bentham publia dans les journaux une lettre disant que, « bien qu'il eût fourni à la *Revue de Westminster* quelques notes au sujet du « principe du plus grand bonheur, » il était parfaitement étranger aux remarques touchant notre précédent article. » Nous sommes vraiment heureux d'apprendre que cet homme illustre n'a eu qu'une si petite part dans un travail que, par

égard pour lui, nous avions traité avec plus d'indulgence qu'il n'en méritait. La méprise, du reste, n'enlève rien à la valeur de nos arguments, et nous avons cru inutile de supprimer ou de refondre aucune des pages qui précèdent. Nous ne sommes même pas fâché que le monde voie avec quel respect nous étions disposé à traiter un esprit d'élite, au moment même où nous le croyions l'auteur d'une attaque très-faible et très-injuste contre nous. Nous tenons cependant à faire savoir au vrai rédacteur de cette attaque que nos politesses étaient à l'adresse de l'auteur des *Preuves judiciaires* et de la *Défense de l'usure*, non à la sienne. Nous ne pouvons même conclure sans exprimer un vœu, bien qu'il n'ait peut-être pas grande chance d'arriver jusqu'à M. Bentham, c'est qu'il tâche de trouver de meilleurs éditeurs pour ses compositions. Si M. Dumont n'avait pas été un rédacteur d'une tout autre espèce que certains de ses successeurs, M. Bentham n'aurait jamais eu même l'honneur de donner son nom à une secte.

THÉORIE UTILITAIRE DU GOUVERNEMENT

— OCTOBRE 1829 —

Revue de Westminster (XXII, art. 16), en réponse aux critiques de la *Revue d'Édimbourg* (XCVIII, art. 1), sur la théorie utilitaire du gouvernement et sur le « principe du plus grand bonheur. »

Nous sommes depuis longtemps convaincu que les utilitaires doivent leur influence à une pure illusion, que, tout en faisant profession d'avoir soumis leur esprit à une discipline intellectuelle d'une sévérité rare, d'avoir rejeté tout préjugé sentimental, et d'avoir acquis une habileté consommée dans l'art de raisonner, ils sont positivement inférieurs à la masse des hommes bien élevés, dans les qualités mêmes où ils croient exceller. Sans doute, ils se sont débarrassés du joug de quelques idées absurdes. Mais leur lutte pour l'émancipation intellectuelle s'est terminée, comme se terminent trop souvent les luttes violentes et imprudentes pour l'émancipation, par un simple changement de maîtres. Nous ne sommes même pas bien sûr de ne pas préférer les vénérables absurdités qui exercent un empire traditionnel sur les ultra-Tories, à cette dynastie de préjugés et de sophismes parvenus, qui ont réussi à asservir les révolutionnaires du monde moral.

Les utilitaires ont été souvent et violemment attaqués comme intolérants, arrogants, irréligieux, comme ennemis de la littérature, des beaux-arts et de la charité privée. On leur a amèrement reproché bien des choses dont ils étaient coupables, et bien d'autres dont ils étaient innocents. Mais personne ne semble s'être aperçu que la plupart de leurs défauts particuliers ont pour origine le manque absolu d'étendue et de précision dans leur manière de raisonner. Voilà déjà quelque temps que nous sommes convaincu qu'il en est ainsi, et que du jour où leur philosophie serait hardiment soumise à un examen rigoureux, le monde verrait qu'il s'est trompé à leur sujet.

Nous avons fait l'expérience, et elle a réussi au delà de toutes nos espérances. Un champion choisi de cette secte s'est avancé contre nous. Nous avons aujourd'hui sous les yeux un échantillon de sa force logique, et nous nous ferions fort de prouver que jamais prébendier dans une réunion anticatholique, que jamais baronnet de la bonne roche arrivé à la troisième bouteille dans un club sous l'invocation de Pitt, ne s'est montré aussi incapable de comprendre ou de réfuter un argument que le fait dans ses spéculations cet apôtre utilitaire, qu'il ne comprend ni notre pensée, ni celle de M. Mill, ni celle de M. Bentham, ni la sienne propre, et que les diverses parties de son système, si l'on peut appliquer aussi mal à propos le nom de système, se contredisent nettement les unes les autres.

Après avoir prouvé ceci, nous avons l'intention de le laisser maître de tous les avantages qu'il pourra trouver à dire le dernier mot. Nous nous proposons seulement de convaincre le public qu'il n'y a dans la fameuse logique

des utilitaires, rien qui puisse effrayer un homme ordinaire, et que cette logique n'en imposera à personne, lorsqu'on osera la regarder en face.

La *Revue de Westminster* commence par nous accuser d'avoir dénaturé une partie importante de l'argument de M. Mill : « La première citation donnée par la *Revue d'Édimbourg* est un passage tronqué, séparé à dessein de ce qui précède et de ce qui suit. L'auteur fait remarquer que « de profonds et bienveillants observateurs des af« faires humaines en sont venus à conclure que, de toutes « les formes de gouvernement, la monarchie absolue est « la meilleure. » Voilà ce que la *Revue d'Édimbourg* a omis au début. Il ajoute ensuite, comme dans la citation, que « l'expérience, *à ne regarder que l'aspect extérieur des « faits*, semble se contredire en cette matière ; » il y a ici des Caligula, et là des rois de Danemark. « Puisque la sur« face de l'histoire ne nous fournit aucun principe cer« tain pour décider la question, il faut aller au delà de « la surface et pénétrer jusqu'aux ressorts intérieurs et « cachés. » Voilà ce que les auteurs de l'article ont supprimé à la fin. »

Il est parfaitement vrai que notre citation de l'article de M. Mill était, comme presque toutes les citations, précédée et suivie de phrases que nous n'avons pas citées. Mais si le rédacteur de la *Revue de Westminster* prétend dire que ce qui précédait ou ce qui suivait aurait pu, si nous l'avions cité, prouver que nous interprétions mal le passage que nous avons extrait, il ne comprend pas bien M. Mill.

Sans doute, M. Mill a dit que « puisque la surface de l'histoire ne nous fournit aucun principe certain pour décider la question, il faut aller au delà de la surface

et pénétrer jusqu'aux ressorts intérieurs et cachés. » Mais ces expressions sont susceptibles de diverses interprétations. Dans quel sens M. Mill les emploie-t-il donc? S'il veut dire que nous devons examiner les faits avec une scrupuleuse attention, ce qu'il veut dire est rationnel; mais s'il veut dire que nous devons laisser les faits avec toutes leurs contradictions apparentes sans les expliquer, pour établir un principe général de la plus vaste portée, et pour déduire logiquement des doctrines de ce principe sans nous arrêter à examiner si ces doctrines sont ou non en contradiction avec les faits, alors ce qu'il veut dire n'est pas rationnel; et c'est évidemment là ce qu'il veut dire : car il se met immédiatement, sans présenter la moindre explication des apparences contradictoires qu'il a lui-même décrites, à pénétrer au-dessous de la surface de la manière suivante : « La disposition qu'a tout homme à faire servir la personne et les biens d'un autre à ses plaisirs, quelle que soit la souffrance ou la perte de plaisirs que cette conduite peut occasionner à l'autre individu, tel est le fondement du gouvernement. Le désir d'un objet implique le désir du pouvoir nécessaire pour atteindre cet objet. » Et c'est ainsi qu'il en vient à tirer des conséquences en contradiction directe avec ce qu'il a lui-même établi, touchant la situation du peuple danois.

Si nous soutenons que le but du gouvernement est de protéger les personnes et les biens, il faut admettre que partout où ce but est atteint, le principe du bon gouvernement existe. Si ce but est atteint en Danemark et dans les États-Unis d'Amérique, alors ce qui fait que le gouvernement est bon doit exister sous le déguisement d'un nom ou d'un titre quelconque, en Danemark

et aux États-Unis. Si l'on a tremblé constamment pour sa vie et pour ses biens sous Néron et sous la Convention nationale, il s'ensuit que les causes qui engendrent le mauvais gouvernement ont existé sous le despotisme des empereurs romains et dans la démocratie française. Qu'est-ce donc que ce qui, se trouvant en Danemark et aux États-Unis, et ne se trouvant pas dans l'empire romain ou sous l'administration de Robespierre, rend des gouvernements si divers par leurs formes extérieures, des gouvernements pratiquement bons? Quoi que cela puisse être, ce n'est certainement pas, comme M. Mill prouve *à priori* que ce doit être, une assemblée représentative démocratique. Car les Danois n'ont point d'assemblée de cette nature.

Il faudra, selon nous, suivre la trace du principe caché du bon gouvernement, comme lord Bacon proposait de suivre la trace du principe de la chaleur. « Faites, dit ce grand homme, une liste aussi complète que possible de tous les corps qui contiennent de la chaleur, quelque dissemblables qu'ils puissent être en apparence; faites, d'un autre côté, une liste aussi complète que possible des corps qui, tout en conservant une ressemblance générale avec les corps chauds, ne sont cependant pas chauds. Observez les différents degrés de chaleur dans les différents corps chauds, et puis, s'il y a quelque chose qu'on retrouve chez tous les corps chauds et dont l'accroissement ou la diminution soit toujours accompagné d'un accroissement ou d'une diminution de chaleur, nous pouvons espérer d'avoir véritablement atteint le but de nos recherches. » C'est de la même manière qu'il faut examiner la constitution de tous les pays qui, sous une forme quelconque, possè-

dent le bienfait d'un bon gouvernement, et découvrir si possible, en quoi ils se ressemblent entre eux et en quoi ils diffèrent tous de ces sociétés chez lesquelles le but du gouvernement n'est pas atteint. En procédant ainsi, nous arriverons, non sans doute à une théorie parfaite du gouvernement, mais à une théorie qui pourra être fort utile dans la pratique, et que l'expérience des générations successives rapprochera probablement de plus en plus de la perfection.

Les contradictions auxquelles M. Mill a été entraîné en adoptant une autre marche, devraient servir d'avertissement à tous les raisonneurs. De ce que le Danemark est bien gouverné par un souverain qui est absolu, du moins en apparence, M. Mill conclut que la seule manière d'arriver aux vrais principes du gouvernement, c'est de les déduire *à priori* des lois de la nature humaine. Et quelle conclusion tire-t-il de cette déduction? Nous la donnerons en propres termes : « La grande découverte des temps modernes, le système de représentation, donnera peut-être la solution de toutes les difficultés théoriques et pratiques. Sinon, nous paraissons devoir être forcément conduits à cette conclusion extraordinaire que le bon gouvernement est impossible. » Ainsi, que les Danois soient bien gouvernés sans représentation, c'est une raison pour déduire la théorie du gouvernement d'un principe général d'où il résulte nécessairement que le bon gouvernement est impossible sans représentation! Nous avons fait de notre mieux pour poser clairement cette question, et il nous semble que, si le rédacteur de la *Revue de Westminster* veut bien relire deux ou trois fois avec patience et avec attention ce que nous avons écrit, une certaine

idée de ce que nous avons voulu dire finira par entrer même dans son esprit.

Suivent quelques objections si frivoles et si déloyales, que nous avons presque honte de les relever. «Lorsqu'on a dit qu'en Danemark, il y a eu balance dans la lutte entre le roi et la noblesse, ce qu'on a dit, c'est que cette balance a existé, ce n'est pas qu'elle a duré. Il y a eu balance tant que quelque chose n'y a pas mis fin, et il en est de même de toute balance. Ce que M. Mill a démontré, c'est précisément qu'une telle balance ne pouvait pas durer. »

Nous affirmons positivement que M. Mill prétend démontrer non-seulement que, dans la lutte entre le roi et l'aristocratie, la balance ne peut pas durer, mais qu'il y a l'infini à parier contre un qu'une telle balance ne peut exister. Ceci est une simple question de fait. Nous citons les termes de l'essai, et nous mettons le rédacteur de la *Revue de Westminster* au défi d'attaquer notre exactitude. « L'existence même de cette égalité paraît impossible. Comment pourra-t-on l'établir? ou par quel moyen pourra-t-on la constater? S'il n'est pas de moyen de ce genre, elle ne sera jamais que l'effet du hasard. S'il en est ainsi, les chances contre l'égalité sont comme celles de l'infini contre un. »

Le rédacteur a confondu la division des pouvoirs avec la balance ou l'égale division des pouvoirs. M. Mill dit que la division des pouvoirs ne peut exister longtemps, parce qu'il est à peu près impossible que l'égale division des pouvoirs puisse exister.

« Lorsque M. Mill a affirmé qu'il ne pouvait être de l'intérêt de la monarchie ou de l'aristocratie de s'allier avec la démocratie, il est évident qu'il n'a pas affirmé

que, s'il y avait entre la monarchie et l'aristocratie une lutte indécise, elles n'accepteraient en aucun cas, ni l'une ni l'autre, le secours de la démocratie. Il a nié qu'elles prendraient parti pour la démocratie, non qu'elles laisseraient la démocratie prendre parti pour elles. »

Si M. Mill a voulu dire quelque chose, il doit avoir voulu dire que la monarchie et l'aristocratie, au milieu de leur inimitié réciproque, n'oublieront jamais leur inimitié pour la démocratie. « La monarchie et l'aristocratie, dit-il, ont tous les motifs imaginables de chercher à obtenir un pouvoir illimité sur les membres de la société et sur leurs biens. La conséquence est inévitable. Elles ont tous les motifs imaginables de s'allier pour obtenir ce pouvoir, et à moins que le peuple n'ait assez de pouvoir pour être en état de leur tenir tête à toutes deux, il se trouve sans protection. L'équilibre est donc une chose dont l'existence doit être regardée comme impossible d'après les preuves les plus solides. »

Si. M. Mill n'avait voulu dire autre chose que ce que lui fait dire le rédacteur de la *Revue de Westminster,* son argument laisserait intacte la théorie populaire de l'équilibre des pouvoirs. Car ce qui constitue la théorie de l'équilibre, c'est l'idée que le secours du peuple sera sollicité par les nobles lorsqu'ils seront serrés de près par le roi, et par le roi lorsqu'il sera serré de près par les nobles, et que, pour prix de son intervention alternative en faveur de la couronne et en faveur de l'aristocratie, le peuple obtient quelque chose pour lui-même, comme cela s'est vu en Danemark, de l'aveu du rédacteur. Si M. Mill admet cela, il admet la seule théorie de l'équilibre dont nous ayons jamais entendu parler ; il ad-

met cette même théorie qu'il a déclarée folle et chimérique. S'il la repousse, il tombe en désaccord avec le rédacteur de la *Revue de Westminster* quant au phénomène du gouvernement danois.

Nous en venons maintenant à un passage plus important. Notre adversaire a découvert, à ce qu'il croit une erreur radicale qui circule dans toute notre argumentation et qui en vicie toutes les parties. Nous allons, je crois, gâter son triomphe. « M. Mill n'a jamais affirmé que, « sous tout gouvernement despotique, personne, sauf les instruments du souverain, ne possède autre chose que ce qui est absolument nécessaire à la vie, et que le degré de terreur le plus intense est entretenu par de continuelles cruautés. « Il a dit que le pouvoir absolu conduit à de tels résultats, « par un enchaînement infaillible, lorsque le pouvoir s'exerce sur une société, et qu'il n'est contenu par aucun frein. » Le critique sur la Montagne n'a jamais fait une citation plus palpablement fausse. L'esprit qui a imaginé cette fausse citation circule dans toutes les parties de la réponse de la *Revue d'Edimbourg* qui ont trait à l'essai sur le gouvernement, et il reparaît sous autant de formes que le porc romain. Toute la description de l'argument de M. Mill contre le despotisme, y compris l'image empruntée aux triangles rectangles et au carré de l'hypoténuse, a pour base l'ingénieuse invention de dire ce que l'auteur n'a pas dit, et de ne pas dire ce qu'il a dit. »

Nous pensions et nous pensons encore, pour bien des raisons que nos lecteurs comprendront bientôt, avoir reproduit très-loyalement le principe de M. Mill, d'après la règle de la loi et du bon sens : *Ut res magis valeat quam pereat.* Concédons-lui cependant tout l'avan-

tage de l'explication offerte par son avocat et voyons ce qu'il y gagnera.

La doctrine utilitaire est donc, non que les despotes et les aristocraties pilleront et opprimeront toujours au dernier point le peuple, mais qu'ils agiront ainsi s'ils ne sont contenus par aucun frein.

En premier lieu, il est évident que la doctrine ainsi exposée n'est d'aucune utilité, à moins qu'on ne puisse estimer la force des freins. La première loi du mouvement est qu'une balle une fois lancée doit marcher à jamais avec une vitesse toujours égale, à moins qu'elle ne soit retenue par quelque chose. En fait, une balle s'arrête au bout de quelques secondes, après avoir parcouru quelques pieds avec une vitesse très-variable. Tout homme tordrait le cou de son enfant et mettrait la main dans la poche de son ami, s'il n'était contenu par aucun frein. En fait, le principe ainsi posé ne signifie autre chose, sinon que les gouvernements opprimeront le peuple, à moins qu'ils ne s'abstiennent d'opprimer. Cela est parfaitement vrai, nous l'avouons, mais nous pourrions tout aussi bien retourner la maxime et établir comme le principe fondamental du gouvernement que tous les gouvernements gouverneront bien, à moins que quelque motif n'intervienne pour les en empêcher.

S'il y a, comme l'admet le rédacteur de la *Revue de Westminster*, certains freins qui, sous les institutions politiques les plus arbitraires en apparence, produisent quelquefois le bon gouvernement et mettent presque toujours des entraves à la rapacité et à la cruauté des puissants, assurément la connaissance de ces freins, de leur nature et de leurs effets doit être une partie très-

importante de la science politique. M. Mill dit-il quelque chose sur cette partie du sujet? Pas un mot.

La ligne de défense que les utilitaires adoptent aujourd'hui fait descendre la théorie politique de M. Mill du rang que toute la secte réclamait pour elle il y a quelques mois. Ce n'est plus un système pratique, propre à guider les hommes d'État, ce n'est plus qu'un stérile exercice de l'esprit, semblable à ces propositions où l'on néglige, en mécanique, les effets du frottement et de la résistance de l'air, et qui, par conséquent, bien que correctement déduites du principe, sont parfaitement fausses dans la pratique. Car si M. Mill prétend prouver seulement que la monarchie absolue et l'aristocratie sont pernicieuses sans freins, s'il admet qu'il y a des freins qui produisent le bon gouvernement, même sous des monarques absolus et sous des aristocraties, et s'il oublie de nous dire quels sont ces freins, et quels effets ils produisent dans des circonstances diverses, il ne nous donne assurément aucun renseignement qui puisse avoir une véritable utilité.

Mais le fait est, et il est bien extraordinaire que le rédacteur de la *Revue de Westminster* ne s'en soit pas aperçu, que dès qu'on admet l'existence de freins propres à contenir les abus de pouvoir au sein des monarchies et des aristocraties, toute la théorie de M. Mill s'écroule d'un seul coup. Cela est si évident, qu'en dépit de l'opinion exprimée par la *Revue de Westminster*, nous affirmons que M. Mill n'est pas coupable d'avoir voulu faire une concession de cette nature. Nous pensons toujours que ces mots : « Lorsque le pouvoir s'exerce sur une société, et qu'il n'est contenu par aucun frein » ne doivent pas être interprétés comme si-

gnifiant que sous une forme de gouvernement, monarchique ou aristocratique, il puisse y avoir un frein assez puissant pour mitiger en quoi que ce soit les misères du peuple.

Car on peut classer tous les freins possibles en deux catégories, le manque de vouloir et le manque de pouvoir. Or, si un roi ou une aristocratie ayant le pouvoir de piller et d'opprimer le peuple, peuvent n'en avoir pas le vouloir, il faut déclarer faux tous les principes de M. Mill sur la nature humaine. Il nous dit que « le désir de posséder le pouvoir illimité d'infliger aux autres la souffrance, est un élément inséparable de la nature humaine, » et « qu'un enchaînement de déductions serré et fort à un degré bien rare, » conduit à la conclusion que ceux qui possèdent ce pouvoir auront toujours le désir d'en user. Il est donc évident que, si les principes de M. Mill ne sont pas faux, le manque de vouloir ne sera pas le frein qui empêchera le gouvernement monarchique et le gouvernement aristocratique d'opprimer.

Si un roi ou une aristocratie, ayant, ce qui est toujours le cas d'après M. Mill, la volonté d'opprimer le peuple avec la plus extrême rigueur, manquent du pouvoir de le faire, alors le gouvernement, quel que soit le nom qu'il porte, doit être en fait un gouvernement mixte ou une démocratie pure, car il est bien évident que le peuple possède dans cette hypothèse quelque pouvoir dans l'État, quelques moyens d'action sur les chefs nominaux. Mais M. Mill a démontré qu'aucun gouvernement mixte ne pouvait exister, ou, du moins, qu'un gouvernement de cette nature devait prendre fin très-promptement; donc, tout pays où ceux qui ne sont pas au service du gouvernement ont eu, pendant un espace de temps quelconque,

la faculté d'accumuler plus de bien qu'il ne leur en fallait pour subsister, doit être une démocratie pure. C'est-à-dire que la France, avant la Révolution, et l'Irlande, au siècle dernier, étaient des démocraties pures. La Prusse, l'Autriche, la Russie, tous les gouvernements du monde civilisé sont des démocraties pures. Si cela n'est pas une *reductio ad absurdum*, nous ne savons ce qui peut en être une.

Les erreurs de M. Mill découlent presque toutes de ce vice radical dans ses raisonnements que nous avons décrit dans notre dernier numéro, en empruntant les paroles de lord Bacon. Le rédacteur de la *Revue de Westminster* ne peut venir à bout de découvrir le sens de nos citations du *Novum Organum*, et il s'exprime comme il suit : « Les citations de lord Bacon sont de ces fausses applications que le premier venu peut faire à la première chose venue qui lui déplaît. Il n'y a pas plus de ressemblance entre l'expression de peine, de plaisir, de mobile, et celle de *substantia*, de *generatio*, de *corruptio*, d'*elementum*, de *materia*, qu'entre l'expression de ligne, d'angle, de grandeur, et les mêmes termes. »

Il serait peut-être déraisonnable de s'attendre à ce qu'un écrivain, qui ne comprend pas son propre anglais, puisse comprendre le latin de lord Bacon. Nous allons donc chercher à nous expliquer plus clairement.

Ce que lord Bacon reproche aux scolastiques de son temps, c'est de raisonner par voie de syllogisme sur des mots qui n'avaient pas été définis avec précision, comme humide, sec, génération, corruption, etc. L'erreur de M. Mill est exactement de même nature. Il raisonne par voie de syllogisme sur le pouvoir, sur le plaisir, sur la peine, sans attacher à un seul de ces mots une

idée nette. Il n'y a pas plus de ressemblance entre l'expression de peine et celle de *substantia*, qu'entre celle de peine et celle de ligne ou d'angle, dit le rédacteur de la *Revue de Westminster*. Avec sa permission, sur le point même auquel s'applique l'observation de lord Bacon, les sujets de M. Mill ressemblent à la *substantia* et à l'*elementum* des scolastiques, et diffèrent des lignes et des grandeurs d'Euclide. On peut raisonner *à priori* sur les mathématiques, parce qu'on peut définir avec une exactitude qui rend toute confusion impossible. Si un mathématicien se permettait le moindre défaut d'exactitude dans ses idées, s'il se laissait tromper par le sens vague qu'ont les mots dans la langue usuelle, ou par l'aspect d'une épure mal faite, s'il oubliait dans ses raisonnements que le point est indivisible ou que la définition d'une ligne exclut toute idée de largeur, il n'y aurait point de fin à ses méprises. Les scolastiques ont essayé de raisonner mathématiquement sur des sujets qui n'avaient jamais été et qui peut-être ne pouvaient pas être définis avec une exactitude mathématique. Nous connaissons le résultat. De nos jours, M. Mill a essayé d'en faire autant. Il parle du pouvoir, par exemple, comme si le sens du mot *pouvoir* était aussi bien défini que le sens du mot cercle. Mais lorsqu'on analyse ses spéculations, on découvre que son idée du pouvoir est, comme le dit Bacon, *phantastica et malè terminata.*

Le mot de *pouvoir* et tous les mots qui indiquent les diverses formes du pouvoir, comme, par exemple, le mot de *monarchie*, ont deux sens, le premier qui est le sens populaire et superficiel, l'autre qui est le sens plus scientifique et plus exact. Puisque M. Mill a eu la fantaisie de raisonner *à priori*, il aurait dû indiquer clairement dans

quel sens il entendait employer les mots de cette nature, et s'en tenir invariablement au sens qu'il aurait fixé. Au lieu de cela, il va sans cesse de l'un à l'autre sens et finit par en venir à des conclusions qui ne conviennent ni à l'un ni à l'autre.

L'état des deux sociétés qu'il a, lui-même, prises pour exemple, le royaume de Danemark et l'empire romain, servira à faire comprendre ce que nous entendons. A ne regarder qu'à la surface des choses, on doit appeler le Danemark une monarchie absolue, et le monde romain, au premier siècle de l'ère chrétienne, une république aristocratique. En théorie, Caligula n'était rien de plus qu'un magistrat élu par le Sénat et soumis au Sénat. Les premiers Césars n'étaient pas revêtus de cette dignité irresponsable qui, dans les monarchies les plus limitées de notre temps, est l'attribut de la personne du souverain. La sentence de mort que le grand conseil de la république prononça contre Néron, était parfaitement d'accord avec la théorie de la constitution. En fait, cependant, le pouvoir des empereurs romains était beaucoup plus près d'être absolu que celui d'aucun prince de l'Europe moderne. D'autre part, le roi de Danemark, qui est en théorie le plus absolu de tous les princes, ne pourrait, dans la pratique, s'abandonner sans grand péril à la licence. Et il n'y a pas en ce moment, croyons-nous, un seul souverain dans notre partie du monde qui possède sur la vie de ses sujets un pouvoir aussi étendu que celui que Robespierre exerçait sur la vie de ceux qu'il appelait ses concitoyens, tout en logeant chez un fabricant de chandelles et en dînant chez un restaurateur.

M. Mill et le rédacteur de la *Revue de Westminster*

semblent d'accord sur ce point que, dans aucune société, la division des pouvoirs ne peut subsister longtemps entre un monarque, une aristocratie et le peuple, ni même entre deux de ces éléments. De quelque manière qu'on distribue le pouvoir, l'un des trois éléments doit nécessairement, selon eux, arriver à monopoliser le tout. Mais en parlant ainsi, qu'entend-on par le mot *pouvoir*? Si M. Mill parle de l'apparence extérieure du pouvoir, du pouvoir tel qu'il est reconnu par la théorie de la constitution, il a évidemment tort. En Angleterre, par exemple, nous possédons, depuis des siècles, tout au moins le nom et la forme d'un gouvernement mixte. En effet, M. Mill avoue lui-même que certaines apparences ont donné couleur à la théorie de l'équilibre, bien qu'il soutienne que ces apparences sont trompeuses. Mais s'il emploie le mot *pouvoir* dans un sens plus profond et plus philosophique, il est, si possible, encore plus dans l'erreur que dans la première hypothèse. Car s'il avait considéré en quoi doit consister en définitive le pouvoir d'une créature humaine sur d'autres créatures humaines, il se serait aperçu, non-seulement qu'il y a des gouvernements mixtes dans le monde, mais que tous les gouvernements du monde, et tous ceux dont on peut concevoir l'existence dans le monde, sont virtuellement des gouvernements mixtes.

Supposez un roi possédant la lampe d'Aladin, et gouvernant à l'aide d'un génie qui transporterait à travers l'azur les femmes et les filles de ses sujets dans le royal *Parc aux cerfs*, et qui changerait en pierre quiconque oserait lever le doigt contre le gouvernement de sa majesté, vous serez alors en présence d'un despotisme sans mélange. Mais, par bonheur, un gouvernement ne peut

arriver à se satisfaire qu'au moyen de ses sujets. Son pouvoir dépend de leur obéissance, et puisque trois ou quatre d'entre eux pris au hasard peuvent aisément triompher de leur maître, il ne peut contraindre les uns à une obéissance forcée qu'au moyen de l'obéissance volontaire des autres.

Prenez au hasard l'un de ceux qu'on appelle communément des princes absolus, Napoléon, par exemple. Napoléon eût-il pu se promener dans Paris en faisant couper une tête dans chaque maison devant laquelle il passait? Assurément non, sans le secours d'une armée. Et pourquoi? Parce que le peuple avait en main assez de force matérielle pour lui résister, et qu'il aurait usé de cette force pour défendre sa vie et celle de ses enfants. En d'autres termes, sous Napoléon, la démocratie possédait une certaine mesure de pouvoir. Napoléon aurait probablement pu se passer cette atroce fantaisie, si son armée l'avait secondé. Mais si son armée avait pris parti pour le peuple, il se serait trouvé sans appui ; et lors même que ses soldats eussent obéi à ses ordres contre le peuple, ils ne l'eussent pas laissé décimer leur propre corps. En d'autres termes, sous le règne de Napoléon, il y avait une certaine mesure de pouvoir entre les mains d'une minorité du peuple, c'est-à-dire d'une aristocratie.

Rapprochons-nous de notre pays. M. Mill nous dit qu'on se trompe en croyant le gouvernement anglais un gouvernement mixte. Il tient probablement, avec tous les politiques de l'école utilitaire, que c'est un gouvernement purement aristocratique. Il y a assurément une aristocratie en Angleterre, et peut-être son pouvoir est-il plus grand qu'il ne devrait être. Elle a assez de pouvoir pour

maintenir les lois sur la chasse et les lois sur les céréales; mais elle n'a pas assez de pouvoir pour infliger à son gré, même aux plus basses classes, des outrages gratuits. Supposez qu'elle fasse une loi d'après laquelle tout homme, possédant deux mille livres sterling de revenu, pourra faire administrer des coups de garcette aux journaliers ou aux mendiants, toutes les fois qu'il en aura la fantaisie. Il est bien évident que le premier jour où cette flagellation serait administrée, serait le dernier de l'aristocratie anglaise. Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres points qu'on pourrait citer, le commun peuple jouit dans notre île d'une sécurité aussi complète que s'il exerçait le droit du suffrage universel. Nous disons donc que le peuple anglais a dans les mains une garantie suffisante, que sur certains points l'aristocratie se conforme à ses désirs; en d'autres termes, qu'il a dans une certaine mesure pouvoir sur l'aristocratie. Donc le gouvernement anglais est un gouvernement mixte.

Toutes les fois qu'un roi ou qu'une oligarchie s'abstiennent de se porter aux dernières extrémités de la rapacité ou de la tyrannie par crainte de la résistance populaire, la constitution, quel que soit d'ailleurs son nom, est dans une certaine mesure démocratique. La dose de la démocratie dans le mélange peut être petite; elle peut être beaucoup trop petite, mais il y a mélange. Toutes les fois qu'une minorité numérique, soit par la supériorité de la richesse ou de l'intelligence, soit par le concert politique, soit par la discipline militaire, exerce dans la société une influence plus grande que celle du même nombre d'hommes pris au hasard, il y a là, quel que soit la forme ou le nom du gouvernement, une certaine dose

d'aristocratie. Et toutes les fois qu'un seul homme devient, par quelque cause que ce soit, assez nécessaire à la société ou à une partie de la société, pour posséder une plus grande part de pouvoir que tout autre homme, il y a une certaine dose de monarchie. Voilà la classification philosophique des gouvernements, et, en nous servant de cette classification, nous reconnaîtrons non-seulement qu'il y a des gouvernements mixtes, mais que tous les gouvernements sont et seront toujours mixtes. Mais nous pouvons en toute sûreté mettre M. Mill au défi de donner une définition du pouvoir, ou de faire une classification des gouvernements qui puisse lui permettre de maintenir l'assertion qu'une division durable de l'autorité est impraticable.

C'est évidemment de la véritable distribution du pouvoir, non des mots et des apparences que doit dépendre le bonheur des nations. Le système représentatif, tout en étant assurément, en politique, une grande et précieuse découverte, n'est autre chose que l'un des modes par lesquels la partie démocratique de la société peut contenir efficacement le petit nombre de ceux qui gouvernent.

Que certains hommes aient été choisis comme députés du peuple, et que sur le papier ces députés soient investis de certains pouvoirs, de tels faits ne garantissent aucunement en eux-mêmes le bon gouvernement. La France possédait en principe une constitution de cette nature, lorsqu'en fait une oligarchie de comités et de clubs foulait aux pieds les électeurs et les élus. La représentation est une combinaison très-heureusement conçue pour donner à de grands corps d'hommes le moyen d'exercer leur pouvoir en s'exposant beaucoup moins au désordre

qu'ils ne le feraient autrement. Mais assurément elle ne confère par elle-même aucun pouvoir. A moins qu'une assemblée représentative ne soit sûre d'être soutenue en dernier ressort par la force matérielle de grandes masses assez courageuses pour défendre la constitution, et assez sensées pour la défendre de concert, la populace de la ville dans laquelle l'assemblée se réunit peut l'intimider, les hurlements des tribunes peuvent imposer silence à ses délibérations, un homme capable et hardi peut la dissoudre. Et si le bon sens et le courage dont nous parlons sont répandus dans une société, cette société pourra jouir de la plupart des bienfaits d'un bon gouvernement, même sans posséder une assemblée représentative.

Lequel des deux est le plus en état de se défendre, un homme robuste sans autres armes que ses poings, ou un paralytique empêtré d'une épée qu'il ne saurait soulever? Telle est, à notre avis, la différence qui existe entre le Danemark et certaines républiques nouvelles chez lesquelles on a imité avec le plus grand soin les formes de la constitution des États-Unis.

Jetez les yeux sur le long parlement le jour où Charles vint saisir les cinq membres, et jetez de nouveau les yeux sur lui le jour où Cromwell frappa du pied sur le plancher de l'assemblée. Pendant lequel de ces deux jours son pouvoir apparent fut-il le plus grand? pendant lequel de ces deux jours son pouvoir réel fut-il le moindre? Sujet de nom, il fut de force à défier son souverain; souverain de nom, il fut mis à la porte par son serviteur.

Les constitutions sont en politique ce qu'est le papier-monnaie dans le commerce; elles donnent de grandes aisances et de grandes facilités. Mais il ne faut pas leur

attribuer une valeur qui appartient en vérité à ce qu'elles représentent. Elles ne sont pas le pouvoir; elles sont le symbole du pouvoir, et, à l'occasion, elles se trouveront sans vertu, à moins que le pouvoir dont elles sont l'emblème ne vienne à apparaître. Le pouvoir réel par lequel la société est gouvernée se compose de tous les moyens que possèdent tous ses membres de se causer réciproquement peine ou plaisir.

Le phénomène de l'échange peut jeter un grand jour sur la nature d'un agent de circulation. De même il peut être utile à ceux qui veulent comprendre la nature et l'action des signes extérieurs du pouvoir, d'examiner les sociétés chez lesquelles aucun signe de ce genre n'existe, par exemple la grande société des nations. Là, nous ne voyons rien qui ressemble à une constitution; mais n'apercevons-nous pas un gouvernement? Nous trouvons, en effet, le gouvernement avec sa forme la plus pure, la plus simple, la plus intelligible. Nous voyons une part de pouvoir agissant directement sur une autre part de pouvoir. Nous voyons une certaine police maintenue; les faibles protégés, les forts contenus jusqu'à un certain point. Nous voyons le principe de l'équilibre constamment en action. Nous voyons le système tout entier traverser parfois une série de vingt ou trente années sans une seule tentative d'empiétement, et tout cela se produit sans assemblée législative, sans pouvoir exécutif, sans tribunaux, sans code digne de ce nom, par la seule action des craintes et des espérances mutuelles des divers membres de la fédération. Dans la société des nations, le premier acte d'appel est un recours à la force. Dans les sociétés d'hommes, les formes du gouvernement servent à retarder cet appel et le rendent souvent évi-

table. Il reste cependant possible aux opprimés ou aux ambitieux.

Nous ne prétendons pas, cela va de soi, nier qu'après une longue durée, les formes de gouvernement n'exercent une influence décisive sur la distribution du pouvoir dans la société. Cela vient de ce que ceux qui administrent le gouvernement forment avec leurs subordonnés un corps compacte et discipliné qui, agissant méthodiquement et de concert, est plus puissant que tout autre corps égal en nombre, mais inférieur en organisation. Le pouvoir des gouvernants n'est pas une chose *sui generis*, comme semblent parfois le croire les observateurs superficiels. Il est exactement semblable par nature, bien que généralement supérieur en degré, à celui de toute association de conspirateurs qui complote son renversement. Nous avons vu de nos jours la conspiration la plus vaste et la mieux organisée qui ait jamais existé, une conspiration qui possédait à un si haut degré tous les éléments du véritable pouvoir, qu'elle a été en mesure de lutter avec un gouvernement puissant et d'en triompher, l'association catholique. Un utilitaire nous dirait sans doute que les catholiques irlandais ne possédaient aucun pouvoir politique à l'ouverture de la dernière session du parlement.

Arrivons réellement au-dessous de la surface des faits, cherchons, en étudiant le vrai sens des mots, à pénétrer jusqu'aux ressorts qu'ils renferment, et plus nous entrerons avant, plus nous aurons raison de sourire de ces théoriciens qui soutiennent que la seule espérance de la race humaine, c'est une règle de trois et une urne à scrutin.

Il faut en revenir au rédacteur de la *Revue de Westmins-*

ter. Le paragraphe suivant est un excellent échantillon de sa manière de comprendre un argument et d'y répondre : « La réplique à l'argument contre la « saturation » porte en elle-même sa réponse. La raison pour laquelle il ne sert à rien de chercher à « saturer » est précisément celle que suggère la *Revue d'Édimbourg*, à savoir qu'il n'y a point de limite au nombre des voleurs. Il y a les voleurs et les cousins des voleurs, avec leurs serviteurs, leurs servantes et leurs enfants jusqu'à la quarantième génération. Il est vrai qu'un « homme ne peut à son gré « devenir roi ou membre d'une aristocratie ; » mais s'il ne doit y avoir d'autre limite au nombre des déprédateurs que leur inclination personnelle à croître et à multiplier, la situation de ceux qui doivent souffrir est aussi misérable que possible. Il est impossible de définir ce que sont les « plaisirs corporels. » La plus honteuse époque qu'il y ait jamais eu dans l'histoire d'une nation, l'époque de la Restauration, nous apprend jusqu'où l'on peut être conduit en cherchant à « saturer » des plaisirs semblables. »

Raisonner avec un pareil écrivain, cela équivaut à parler à un sourd qui saisit un mot par-ci par-là, qui répond à l'aventure, et qui est de plus en plus induit en erreur à chaque effort qu'on tente pour s'expliquer. Cependant, afin de mettre nos lecteurs en mesure de bien apprécier la valeur des nouveaux philosophes, nous prendrons la peine de revenir encore une fois sur nos pas.

M. Mill cherche à prouver qu'il n'y a pas de point de saturation ne laissant plus place aux désirs humains. Il tient ensuite pour accordé que les hommes n'ont d'autres objets de désir que ceux qui ne peuvent être satisfaits qu'aux dépens du bonheur d'autrui. De là, il con-

clut que les monarques absolus et les aristocraties oppri-meront et pilleront nécessairement le peuple sur une épouvantable échelle.

Voici en substance ce que nous avons répondu. Il y a deux sortes d'objets de nos désirs : ceux qui ne procu-rent que des plaisirs physiques, et ceux qui plaisent grâce à l'association avec certaines idées. Un homme ne peut acquérir les objets de la première catégorie sans en enlever une part à quelque autre. Mais tous les hom-mes sont bientôt rassasiés de ce genre de jouissances. Un roi ou une aristocratie ne peuvent pas dépenser une portion bien considérable des richesses nationales à se donner les seuls plaisirs des sens. Quant aux plaisirs qui nous sont propres en qualité d'êtres doués de raison et d'imagination, nous n'en sommes jamais rassasiés, il est vrai; mais, d'un autre côté, beaucoup de ces plaisirs peuvent être goûtés sans faire tort à personne, et plu-sieurs d'entre eux ne peuvent être goûtés qu'en faisant du bien à autrui.

Le rédacteur de la *Revue de Westminster*, dans la pre-mière attaque qu'il a dirigée contre nous, se moquait de ce que nous disions qu'il était aisé de rassasier un roi ou une aristocratie des plaisirs des sens, et demandait pour-quoi on n'essayait pas le même système à l'égard des voleurs. Nous n'avions pas été peu surpris de trouver une objection aussi ridicule sous une plume que nous croyions celle de M. Bentham. Nous avions fait cependant une ré-ponse bien simple. Il n'y a pas de limite au nombre des voleurs; le premier venu peut voler, s'il en a la fantaisie. Mais le premier venu ne devient pas à son gré roi ou membre d'une aristocratie. Rassasier un voleur, c'est engager vingt autres personnes à voler. Mais en rassasiant

de plaisirs physiques un roi ou cinq cents nobles, on ne crée pas un plus grand nombre de rois et de nobles. Nous venons de citer la réponse de la *Revue de Westminster*, et elle dédommagera amplement nos lecteurs de la peine qu'ils ont prise en l'examinant. Nous n'avons jamais rien lu qui indique des notions si vagues et si confuses. Le nombre des voleurs n'est pas limité, dit notre utilitaire. Car il y a tous les subordonnés et tous les amis du roi et des nobles. Est-il possible qu'il ne s'aperçoive pas que ceci vient se ranger sous un autre chef? Les plaisirs physiques qu'un homme au pouvoir dispense à ses créatures sont assurément des plaisirs physiques, par rapport à ses créatures. Mais le plaisir qu'il éprouve à les distribuer n'est pas un plaisir physique ; c'est un de ces plaisirs qui lui sont propres, en qualité d'être doué de raison et d'imagination. Aucun homme d'une intelligence ordinaire n'a pu manquer de comprendre que, lorsque nous avons dit qu'il était aisé de rassasier un roi ou une aristocratie de plaisirs sensuels, nous avons voulu parler des plaisirs sensuels éprouvés directement par eux-mêmes. «Mais il est impossible, dit le rédacteur, de définir ce que sont les plaisirs corporels.» Notre confrère trouverait peut-être en effet la tâche un peu difficile, et si nous devons juger de son talent pour la classification d'après l'échantillon qui suit immédiatement, nous ne lui conseillons pas de l'entreprendre. « Une duchesse de Cleveland, c'était un plaisir corporel. » A cette sage remarque se rattache une note qui nous apprend que Charles II donna à la duchesse de Cleveland tout l'argent qu'il aurait dû dépenser pour la guerre contre la Hollande. Nous ne savons guère comment répondre à un homme qui joint tant de prétentions à tant d'ignorance. Parmi les nombreux utili-

taires qui parlent de Hume, de Condillac et de Hartley, il en est sans doute un ou deux qui ont lu ces auteurs. Que le rédacteur leur demande ce qu'ils pensent à ce sujet. L'élève ne promet pas assez pour que nous nous chargions de lui faire entrer dans la tête, à grand renfort de coups, les premières notions de la métaphysique. Tout ce que nous pouvons dire, en le laissant libre de s'étonner et de chercher à deviner ce que nous voulons dire, c'est qu'à notre avis la duchesse de Cleveland n'était pas purement et simplement un plaisir corporel, que le sentiment qui conduit un prince à préférer une femme à toutes les autres, et à lui prodiguer les richesses de ses royaumes, est un sentiment qui ne peut s'expliquer que par la loi de l'association des idées.

Mais nous sommes las, et encore plus honteux que las, de mettre en lumière tant de bévues. L'article tout entier est à l'avenant. Il faut pourtant relever encore un passage, parce qu'il renferme une grossière fausseté : « *Ils n'ont jamais,* disent-ils, *fait allusion à la révolution française pour prouver que les pauvres étaient disposés à voler les riches.* » Ils ont seulement dit que, « dès que les pauvres auraient recommencé à comparer leurs chaumières et leurs salades avec les palais et les banquets des riches, on se serait de nouveau disputé les propriétés, on aurait revu la confiscation générale, etc. »

Nous avons dit que, *si les principes de M. Mill sur la nature humaine étaient exacts,* on se serait de nouveau disputé la propriété, on aurait revu la confiscation générale. Nous avons insisté particulièrement là-dessus dans notre dernier article. Nous avons montré au rédacteur de la *Revue de Westminster* qu'il nous avait mal compris. Nous avons appuyé tout particulièrement sur la condition que

nous avions mise à notre assertion. Nous avons dit que nous n'avions ni donné ni voulu donner notre opinion personnelle. Et après cela, le rédacteur de la *Revue de Westminster* trouve bon de répéter sa première fausse interprétation, sans s'inquiéter le moins du monde de la restriction sur laquelle nous avions appelé son attention de la manière la plus marquée.

Nous nous hâtons d'arriver à la partie la plus curieuse de l'article que nous examinons, la défense du « principe du plus grand bonheur. » Le rédacteur nous accuse de nous être complétement mépris sur sa nature : « Tout ce qu'ils réussissent à établir, c'est qu'ils ne le comprennent pas. Ce que M. Bentham a démontré, ou du moins ce qu'il a établi sur des fondements tels que la démonstration en était facile, ce n'est pas la banalité whig que le « plus grand bonheur est le plus grand bonheur, » c'est que le plus grand bonheur de l'individu s'obtient à la longue en poursuivant le plus grand bonheur de la société. »

Le rédacteur de la *Revue de Westminster* a nettement admis, et nous l'avons fait remarquer dans notre dernier article, qu'il ne pouvait pas répondre à cette question : Pourquoi les gouvernements chercheraient-ils à produire la plus grande somme possible de bonheur? Il répond aujourd'hui : « Nous n'admettons rien de semblable. Dans le passage qu'on a choisi pour le coudre à un autre, la question soulevée était celle du « but du gouvernement, » et l'on y parlait du gouvernement comme d'une opération, non comme d'un être capable d'éprouver de la peine ou du plaisir. Dans ce sens, il est vrai de dire que le mot *doit* ne va pas à un gouvernement. »

Nous citerons encore une fois le passage que nous

avons cité dans notre dernier numéro, et nous espérons vraiment que notre confrère en critique éprouvera quelque honte en le relisant : « La véritable réponse semblait être que les hommes en général ne doivent pas permettre à un gouvernement de faire le mal qu'ils sont en mesure d'empêcher ou de ne pas leur faire le bien qu'ils sont en mesure d'exiger. Quant à ce qu'un *gouvernement* doit faire, c'est là une question mystérieuse et indiscrète, à laquelle peuvent répondre ceux qui savent ce qu'elle signifie. Mais ce que doivent faire les autres hommes, c'est une question qui n'a rien du tout de mystérieux. Il faut que le mot *doit*, s'il signifie quelque chose, se rapporte à des intérêts ou à des motifs d'un genre quelconque. Quel intérêt un gouvernement a-t-il à bien faire lorsqu'il trouve intérêt à mal faire, c'est une question digne des scolastiques. Le fait est que le mot *doit* ne va pas à un gouvernement. La question n'est pas de savoir pourquoi les gouvernements sont tenus de faire ceci ou cela, mais pourquoi les *autres hommes* les laisseraient faire, s'ils peuvent les empêcher. La question n'est pas de savoir pourquoi les lions ne mangeraient pas les brebis, mais de savoir pourquoi les hommes ne mangeraient pas du mouton s'ils le peuvent. »

Nous défions le rédacteur de la *Revue de Westminster* de mettre ce passage d'accord avec le principe du bonheur général, tel qu'il le présente aujourd'hui. Il nous dit qu'il entendait par le gouvernement, non les hommes investis des pouvoirs du gouvernement, mais une simple *opération* incapable d'éprouver ni peine ni plaisir. Nous disons qu'il a voulu parler des hommes investis des pouvoirs du gouvernement et de rien d'autre. Il est vrai que le mot *doit* ne va pas à une opération. Mais qui a jamais

pensé à soulever une question sur les *devoirs* d'une opération? Qu'a voulu dire le rédacteur en soutenant qu'un gouvernement ne pouvait pas être intéressé à bien faire parce qu'il se trouvait intéressé à mal faire? Une opération peut-elle être intéressée à bien ou à mal faire? Et que voulait dire sa comparaison du lion? Un lion est-il une opération incapable de peine ou de plaisir? Et que voulait-il dire par l'expression « les autres hommes » si évidemment opposée au mot « gouvernement? » Mais que le public juge entre nous. Il est inutile de prouver quelque chose d'aussi clair.

Le rédacteur a bien l'air de sentir que toutes ses explications ne peuvent détruire ses expressions, et il cherche à sortir de difficulté en avouant qu'on ne s'est pas tiré sans confusion du double sens du mot « gouvernement. » En tous cas, il s'est maintenant, nous assure-t-il, rendu maître de la philosophie de M. Bentham. Le vrai et pur « principe du plus grand bonheur, » c'est que le plus grand bonheur de tout individu est identique avec le plus grand bonheur de la société; et tout autre « principe du plus grand bonheur » est une contrefaçon. « Voilà, dit-il, l'esprit des principes de M. Bentham, et si l'on trouve dans un exposé antérieur quelque chose qui y soit contraire, on peut le corriger au moyen de celui que nous faisons maintenant. »

Assurément, si un adversaire honorable et loyal avait, en discutant une question aussi difficile que celle de l'origine de l'obligation morale, fait par mégarde quelque aveu incompatible avec l'esprit de ses doctrines, nous ne serions point tentés d'en triompher. Mais nous ne devons aucune indulgence à un écrivain qui, au moment même où il confesse ses bévues, insulte ceux qui

les ont découvertes, et les accuse d'avoir mal compris ce qu'il a lui-même mal exposé.

L'ensemble de cette discussion fait connaître à merveille le caractère réel de la secte. On publie un écrit qui prétend contenir le plein développement du « principe du plus grand bonheur, » avec les derniers perfectionnements de M. Bentham. L'auteur se vante que son article a l'honneur d'être l'organe et l'annonce de cette merveilleuse découverte qui doit « agiter jusque dans leur tombeau les ossemeents des sages et des patriotes. » Ce « magnifique principe » nous est alors ainsi exposé : l'humanité doit poursuivre son plus grand bonheur. Mais il est des personnes dont l'intérêt est opposé au plus grand bonheur de l'humanité. Le mot *doit* n'est pas applicable à ces personnes, car le mot *doit* n'a aucun sens, à moins qu'on ne l'emploie par rapport à quelque intérêt.

Nous avons répondu, avec plus d'indulgence que nous n'en aurions montré pour tout ce fatras si nous ne lui avions pas supposé M. Bentham pour auteur ; nous avons répondu qu'intérêt était synonyme de plus grand bonheur, et que, par conséquent, si le mot *doit* n'a aucun sens, à moins qu'on ne l'emploie par rapport à quelque intérêt, dire que l'humanité doit poursuivre son plus grand bonheur, c'est dire tout simplement que le plus grand bonheur est le plus grand bonheur; que chaque individu poursuit son propre bonheur ; que ce qu'il croit son bonheur doit ou coïncider ou ne pas coïncider avec le plus grand bonheur de la société; que si ce qu'il croit être son bonheur coïncide avec le plus grand bonheur de la société, il travaille au plus grand bonheur de la société, qu'il ait ou non entendu parler du « principe du plus grand bonheur; » et que, de l'aveu du rédacteur de la *Revue de*

Westminster, si son bonheur est incompatible avec le plus grand bonheur de la société, il n'y a point de raison pour lui de travailler au plus grand bonheur de la société. Or, il est évident qu'il y a des individus qui croient que leur bonheur dépend de ce qui ne peut faire le bonheur de la société. Le rédacteur de la *Revue de Westminster* avoue que quelques-uns de ces individus n'ont pas tort, et il n'a pas la prétention de leur donner des raisons qui puissent amener un seul d'entre eux à se croire dans l'erreur. Ainsi ce « magnifique principe » aboutit, soit à une banalité, soit à une contradiction dans les termes, soit à la maxime : *Faites ce que vous faites,* soit à cette autre maxime : *Faites ce que vous ne pouvez pas faire.*

Le rédacteur de la *Revue de Westminster* a eu le bon esprit de s'apercevoir qu'il ne pouvait soutenir cette palpable absurdité, mais au lieu d'avouer virilement qu'en été il s'était mépris sur la nature du principe du plus grand bonheur, et qu'il avait obtenu de nouvelles lumières en automne, il cherche à retirer subrepticement son premier principe, pour lui substituer un principe opposé, ce que faisant, il se déchaîne contre notre déloyauté, comme ces tricheurs qui, au moment où ils manient les cartes, détournent l'attention des joueurs, en accusant les autres de fourberie.

Pour le trimestre courant, le « principe du plus grand bonheur » se réduit donc à ceci : à part toute considération religieuse, chaque individu travaillera le plus efficacement en ce monde à son propre bonheur en travaillant au plus grand bonheur de la race entière. Et ce principe, nous dit-on, est applicable aux rois et à l'aristocratie comme à d'autres individus. « Il est certain qu'au sein de tout gouvernement les agents individuels, s'ils étaient

parfaitement intelligents, et s'ils savaient calculer exactement toutes les chances, chercheraient leur bonheur personnel dans la poursuite du bonheur général, ce qui les soumettrait, s'ils la connaissaient, à la règle de M. Bentham. L'erreur qui consiste à supposer le contraire, provient de ce que l'on confond les criminels qui ont eu la chance d'échapper au châtiment avec ceux qui ont encore le risque à courir. Supposons, par exemple, qu'un membre de la chambre des communes se demande en ce moment s'il serait, en définitive, utile à son bonheur de se mettre à malverser autant qu'il est en lui. S'il pouvait être sûr d'avoir autant de chance que certains hommes qui sont morts et enterrés, on pourrait avoir de la peine à lui répondre. Mais il n'en est pas sûr, et il ne peut pas en être sûr tant qu'il ne sera pas mort. Il ne sait pas s'il n'est pas tout près du moment où l'on fera un terrible exemple du genre de malversation qu'il est tenté de commettre. Il n'est pas juste de citer l'exemple du voleur qui est mort sans avoir été pendu. La question est de savoir si le vol est pour le moment un bon métier à entreprendre lorsqu'on a encore contre soi toutes les chances de la pendaison. Tel est l'esprit du principe de M. Bentham, et si l'on trouve dans un exposé antérieur quelque chose qui y soit contraire, on peut le corriger au moyen de celui que nous faisons maintenant. »

Nous espérons être enfin arrivés au vrai « magnifique principe, » au principe qui doit vraiment agiter jusque dans leurs tombeaux « les ossements des sages et des patriotes. » Quel est l'effet qu'il peut produire sur les ossements des morts, c'est ce que nous ne prétendons pas décider. Mais nous sommes bien sûrs qu'il ne fera pas grand'chose pour le bonheur des vivants.

En premier lieu, rien n'est plus certain que ceci : la théorie utilitaire du gouvernement, telle qu'elle est développée dans l'essai de M. Mill et dans tous les autres ouvrages sur le même sujet qui ont été produits par la secte, repose sur ces deux principes, que les hommes poursuivent leur intérêt et que l'intérêt des individus peut être et est, en fait, perpétuellement contraire aux intérêts de la société. A moins que les deux principes ne s'accordent, l'essai de M. Mill ne contient pas une seule phrase sensée. Tous ses arguments contre la monarchie et l'aristocratie, tous ses arguments en faveur de la démocratie, bien mieux, l'argument même qu'il emploie pour prouver la nécessité d'un gouvernement, doivent être rejetés comme entièrement sans valeur.

Cela est si évident que le rédacteur de la *Revue de Westminster* lui-même, bien qu'il ne soit pas le plus clairvoyant des hommes, n'a pu s'empêcher de s'en apercevoir. En conséquence, à la manière des raisonneurs de son espèce, il cherche à se mettre en garde contre l'objection en commettant deux bévues au lieu d'une. « Tout ceci, dit-il, prouve seulement que les membres d'un gouvernement se conduiraient bien, s'ils étaient parfaitement sages, » et il part de là pour nous dire que les gouvernements, n'étant pas parfaitement sages, agiront invariablement contre ce principe toutes les fois qu'ils en auront l'occasion, et qu'en conséquence les freins démocratiques restent nécessaires pour produire le bon gouvernement.

Aucune forme de la folie humaine ne peut donner un spectacle plus parfaitement et plus délicieusement risible que celui d'un utilitaire en présence d'un dilemme. A quoi au monde peut servir un principe

d'après lequel on ne peut se conduire que si l'on est parfaitement sage? On nous dit qu'une certaine doctrine fort importante a été démontrée si clairement qu'elle devrait être le fondement de la science du gouvernement, et cependant tout l'édifice du gouvernement doit être construit précisément comme si cette doctrine fondamentale était fausse, et comme si l'on devait supposer que jamais être humain n'agira comme s'il la croyait vraie!

Tout l'argument utilitaire en faveur du suffrage universel repose sur cette supposition qu'on ne peut pas à la longue entraîner les hommes, même les plus grossiers et les plus ignorants, à agir contre leurs véritables intérêts. Et en même temps, ils nous disent que, dans toutes les sociétés aristocratiques, les classes les plus élevées et les plus éclairées agiront, non pas accidentellement, mais invariablement contre leurs propres intérêts. Or, autant que nous pouvons en juger, le seul avantage qu'on trouve à prouver une chose, c'est que les hommes puissent la croire. Dire qu'un homme fait ce qu'il croit contraire à son propre bonheur, c'est une contradiction dans les termes. Si donc le gouvernement et les lois doivent être constitués en partant de la supposition sur laquelle repose l'essai de M. Mill, que tous les hommes, dès qu'ils auront pouvoir sur autrui agiront en opposition avec le bonheur général, alors le gouvernement et les lois doivent être constitués en partant de cette supposition qu'aucun homme ne croit ou ne peut croire son bonheur propre identique avec le bonheur de la société. C'est-à-dire le gouvernement et les lois doivent être constitués en partant de la supposition qu'aucun être humain ne se contentera des preuves

que donne M. Bentham en faveur de son « principe du plus grand bonheur, » supposition qui peut être vraie, mais qui n'est pas flatteuse pour le principe en question.

Mais où ce principe a-t-il été démontré? Nous sommes bien curieux de voir cette démonstration qui doit changer la face du monde, et qui pourtant ne doit convaincre personne. Ce qu'il y a de plus amusant, c'est que le rédacteur de la *Revue de Westminster* n'a pas même l'air de savoir si le principe a été démontré ou non. « M. Bentham, dit-il, l'a démontré, ou du moins l'a établi sur des fondements tels que la démonstration en est facile. » Il est assurément assez étrange qu'une telle question reste douteuse. Le rédacteur proposait, dans son précédent article, un petit changement de mots dans l'énoncé du principe, puis il annonçait que le principe avait reçu son dernier perfectionnement et se faisait gloire de ce que la *Revue de Westminster* avait été choisie pour servir d'organe à ce perfectionnement. Ne lui est-il jamais venu à l'esprit que ce serait un petit perfectionnement pour une doctrine que de la prouver?

M. Bentham n'a point démontré le « principe du plus grand bonheur, » tel qu'il est aujourd'hui énoncé. Il est infiniment trop sage pour songer à démontrer quoi que ce soit de semblable. Dans la partie de son *Introduction aux principes de morale et de législation*, à laquelle le rédacteur nous renvoie dans sa note, il n'y a pas un mot de ce genre. M. Bentham dit avec beaucoup de raison qu'il n'est point d'occasion où un homme n'ait des motifs de consulter le bonheur des autres hommes, et il indique quels sont ces motifs : la sympathie, en toute occasion, et l'amour de la réputation en mainte occasion. C'est là précisément la doctrine

que nous venons de défendre contre M. Mill et contre la *Revue de Westminster*. Notre principal reproche à M. Mill a été précisément d'avoir passé sous silence les motifs auxquels M. Bentham attribue une telle influence. Le rédacteur de la *Revue de Westminster*, dans l'article même que nous avons sous les yeux, nous injurie parce que nous avons dit, en nous conformant à l'esprit et en nous servant presque des termes de M. Bentham, « que la rapacité et la cruauté des hommes trouvent un certain frein dans leur désir de la bonne opinion d'autrui. » Mais ce principe, sur lequel nous sommes parfaitement d'accord avec M. Bentham, va-t-il jusqu'où va le nouveau « principe du plus grand bonheur ? » La question est de savoir, non si les hommes ont *des* motifs de travailler au bonheur général, mais si ce sont les motifs les *plus puissants* qui les portent à travailler au bonheur général. Le rédacteur soutient qu'il en serait toujours ainsi, si les hommes comprenaient leurs propres intérêts en ce monde. Comme il exprime quelque doute sur la question de savoir si M. Bentham a ou n'a pas démontré cette vérité, nous lui conseillons d'en finir une fois pour toutes en nous donnant sa propre démonstration.

Le rédacteur de la *Revue de Westminster* n'a pas cherché à nous donner des preuves générales du « principe du plus grand bonheur, » mais il a essayé de nous démontrer que le principe tient bon dans deux ou trois cas particuliers. Même dans l'application à ces cas particuliers, il a complétement échoué. Un homme, dit-il, qui calculerait de bonne foi toutes les chances s'apercevrait que, dans l'intérêt de son plus grand bonheur, il doit s'abstenir de voler, car un voleur court infi-

niment plus de danger d'être pendu qu'un honnête homme.

Le rédacteur de la *Revue de Westminster* aurait fait sagement, selon nous, d'établir en quoi consiste la félicité humaine avant d'entamer une discussion de cette nature. Parmi les sectes antiques, chacune professait à ce sujet quelque principe qui lui servait de signe distinctif. Autant qu'on peut en juger d'après le passage que nous examinons, le *summum bonum* des utilitaires est de ne pas être pendu.

Il est fort désagréable d'être pendu, nous l'accordons volontiers à notre confrère. Mais nous ne pouvons pas admettre aussi facilement que toute la question du bonheur et du malheur se réduise à ce seul point. Il faut examiner la chose qu'on achète, aussi bien que le prix qu'on la paye. Un voleur court assurément plus de risque d'être pendu qu'un laboureur; de même un officier de l'armée court plus de risque de recevoir un coup de fusil qu'un commis de la banque, et le gouverneur de l'Inde court plus de risque de mourir du choléra qu'un gentilhomme de la chambre. Mais s'ensuit-il que tout homme, quels que puissent être ses habitudes et ses sentiments, se ferait, s'il comprenait bien ses intérêts, commis plutôt qu'officier, ou gentilhomme de la chambre plutôt que gouverneur de l'Inde.

Rien ne peut être plus absurde que de supposer, avec le rédacteur de la *Revue de Westminster*, que les voleurs ne volent que parce qu'ils ne calculent pas aussi exactement que les honnêtes gens les chances d'être pendus. Il n'a pas l'air d'avoir jamais pensé qu'il fût possible de rencontrer un homme préférant assez la vie de voleur à celle de laboureur, pour se décider à braver le danger

d'être découvert et puni, même en le croyant plus grand qu'il n'est. Et comment, d'après les principes utilitaires, convaincre cet homme qu'il a tort? « — On vous découvrira. — Sans doute. — On vous pendra d'ici à deux ans. — Je m'attends à être pendu d'ici à un an. — Alors pourquoi suivez-vous cette vie déréglée? — Parce que j'aime mieux vivre un an le gousset plein, habillé comme un monsieur, mangeant et buvant ce qu'il y a de mieux, fréquentant les lieux publics, et visitant une brillante maîtresse, que de casser des pierres sur la route, ou de m'asseoir devant un métier, avec la certitude d'arriver à la vieillesse : c'est mon idée, voilà ma réponse. »

Un roi, nous dit encore le rédacteur, gouvernerait bien, s'il était sage, par la crainte de provoquer ses sujets à la révolte. C'est pourquoi le vrai bonheur d'un roi est identique avec le plus grand bonheur de la société. Dites à Charles II que, s'il veut être fidèle à la reine, sobre à table, régulier au culte, économe dans ses dépenses, actif dans l'expédition des affaires, s'il veut chasser de Whitehall son troupeau d'esclaves, de bouffons et d'entremetteurs, et faire du bonheur de ses sujets la règle de sa conduite, il aura beaucoup plus de chances de régner en paix jusqu'à un âge avancé; dites-lui que sa profusion et sa tyrannie ont exaspéré ses sujets, et pourront bien lui valoir une fin aussi terrible que celle de son père. Il pourra vous répondre qu'il voit le danger, mais que la vie sans laisser aller et sans plaisirs vicieux, ne vaut pas la peine d'être conservée. Et que dira notre philosophe? Ne sait-il pas qu'il est aussi impossible de détruire par un simple raisonnement le goût d'un homme qui préfère une vie courte et joyeuse à une vie longue et ennuyeuse, qu'il le serait

de détruire par un raisonnement la passion d'un Groenlandais pour l'huile de poisson? Nous pouvons dire que les goûts du voleur et du tyran diffèrent des nôtres, mais, à ne s'occuper que de ce monde, quel droit avons nous de dire qu'ils ne travaillent pas très-judicieusement à leur plus grand bonheur?

C'est se montrer bien ignorant de la nature humaine que de supposer qu'un autre homme calcule les chances autrement que nous, pour cette seule raison qu'il fait ce que nous ne ferions pas à sa place. Chaque homme a ses goûts et ses penchants qu'il est disposé à satisfaire à des risques et à un prix que des hommes d'habitudes et de tempérament différents trouvent extravagants. « Pourquoi, dit Horace, l'un des frères aime-t-il à flâner dans le Forum, à jouer dans le campus, à se couvrir de parfums dans les bains, si bien qu'il ne voudrait pas déranger sa manière de vivre pour toutes les richesses de la plus belle plantation de l'Orient, tandis que l'autre travaille depuis le lever jusqu'au coucher du soleil pour accroître sa fortune? » Horace attribue cette diversité à l'influence du génie et de l'étoile sous laquelle on est né ; et dix-huit cents ans ne nous ont appris qu'à déguiser notre ignorance sous des formes plus philosophiques.

Nous pensons donc que le rédacteur de la *Revue de Westminster*, même en admettant que son calcul des chances soit juste, n'arrive pas à établir sa thèse. Mais il nous fait l'effet de se tromper dans son calcul des chances plus grossièrement qu'aucun de ceux qui ont jamais agi ou spéculé ici-bas : « Le bonheur d'un membre de la Chambre des communes exige qu'il gouverne bien, nous dit-il; car il ne peut savoir s'il ne touche pas au moment où le mauvais gouvernement sera puni d'une façon terrible.

S'il était sûr d'avoir autant de chance que ses prédécesseurs, son bonheur pourrait exiger qu'il gouvernât mal, mais il n'en est pas sûr. » Certainement un membre du Parlement ne peut pas être sûr de n'être pas mis en pièces par la populace, ou de n'être pas guillotiné par le tribunal révolutionnaire pour s'être opposé à la réforme. Le rédacteur de la *Revue de Westminster* n'est pas bien sûr non plus de n'être pas pendu pour avoir écrit en faveur du suffrage universel. Nous pouvons avoir des massacres démocratiques, nous pouvons également avoir des proscriptions aristocratiques. Grâce à Dieu, il est peu probable que nous voyions rien de tout cela. Mais le radical court, selon nous, autant de danger que l'aristocrate.

Quant à notre ami de la *Revue de Westminster*, il a, il faut l'avouer, autant droit qu'homme de son parti à « *Antoní gladios contemnere.* » Mais prenez l'homme dont les votes ont été le plus uniformément mauvais depuis qu'il siége au Parlement, et mettez-le en opposition avec l'homme dont les votes ont été le plus uniformément bons. Le rédacteur de la *Revue de Westminster* choisirait probablement pour les opposer l'un à l'autre M. Sadler et M. Hume. Or, y a-t-il un seul homme sensé qui puisse dire, la *Revue de Westminster* elle-même dirait-elle, que M. Sadler court plus que M. Hume le risque d'en venir à une triste fin à l'occasion de sa conduite politique ? M. Sadler ne sait pas s'il n'est pas à la veille du jour où l'on fera de lui un exemple ; car M. Sadler connaît, si possible, l'avenir encore moins bien que le passé. Mais il n'a pas plus de raison de s'attendre à ce qu'on fasse de lui un exemple, que de s'attendre à voir Londres englouti au printemps prochain par un tremblement de terre, et il serait aussi puéril à lui d'agir d'après la première sup-

position que d'agir d'après la seconde; il y a un risque, car il y a une chance pour tout ce qui n'implique pas contradiction, mais c'est un risque contre lequel nul homme, en possession de ses facultés, ne voudrait s'assurer même au prix d'un schelling. Cependant notre rédacteur de la *Revue de Westminster* nous dit que le risque seul, à part toute considération de religion, d'honneur ou d'humanité, doit suffire, comme simple question de calcul, à déterminer un membre prudent de la chambre des communes à repousser toutes les rémunérations qu'on pourrait lui offrir comme prix de son concours à des mesures pernicieuses.

Jusqu'ici nous n'avons fait qu'examiner les exemples proposés par notre adversaire ; c'est à notre tour maintenant d'en proposer un, et nous le prions de mettre toute son intelligence à le résoudre.

Un voleur est condamné à être pendu. La veille du jour fixé pour l'exécution, un geôlier entre dans son cachot et lui dit que tout va bien, qu'il n'a qu'à se glisser hors de la prison, que ses amis l'attendent dans les environs avec un déguisement, et qu'on a payé son passage sur un paquebot en partance pour l'Amérique. Or, le plus grand bonheur de la société exige évidemment que le voleur soit pendu, et que le geôlier corrompu soit découvert et puni. La *Revue de Westminster* nous dira-t-elle que le plus grand bonheur du voleur exige qu'il fasse venir le directeur de la prison et qu'il lui raconte toute l'histoire? Or, de deux choses l'une : ou le plus grand bonheur du voleur exige qu'il soit pendu, ou il ne l'exige pas. S'il l'exige, l'argument par lequel la *Revue de Westminster* cherche à prouver que les hommes ne travaillent pas à leur propre bonheur en volant, vient à

s'écrouler ; s'il ne l'exige pas, il y a donc des hommes dont le plus grand bonheur est en désacord avec le plus grand bonheur de la société.

Pour résumer nos arguments en peu de mots, nous disons que le « principe du plus grand bonheur, » tel qu'il est maintenant énoncé, est diamétralement opposé au principe énoncé dans la *Revue de Westminster* il y a trois mois.

Nous disons que, si le principe du plus grand bonheur, tel qu'il est maintenant énoncé, est juste, l'essai de M. Mill et tous les autres ouvrages touchant le gouvernement qui, de même que cet essai, partent de la supposition que les individus peuvent avoir un intérêt opposé au plus grand bonheur de la société, sont fondamentalement erronés.

Nous disons que ceux qui tiennent ce principe pour vrai doivent être prêts à soutenir, ou bien qu'on peut se fier pour le gouvernement de la société aux monarques et aux aristocraties, ou bien qu'on ne peut pas se fier aux hommes pour la poursuite de leur propre intérêt, lorsque cet intérêt leur est bien démontré.

Nous disons que, si l'on ne peut se fier aux hommes pour la poursuite de leur propre intérêt lorsque cet intérêt leur est bien démontré, alors les arguments des utilitaires en faveur du suffrage universel n'ont aucune valeur.

Nous disons que le « principe du plus grand bonheur » n'a pas été prouvé ; qu'il ne peut pas être prouvé d'une manière générale, que, même dans les cas particuliers choisis par la *Revue de Westminster*, il n'est pas évident que le principe soit vrai, et qu'on pourrait citer bien des cas dans lesquels le bon sens de l'humanité le déclarerait aussitôt parfaitement faux.

Nous laissons maintenant au rédacteur de la *Revue de Westminster* la pleine liberté de modifier et de corriger à son gré son « magnifique principe. » Illimité, il est faux ; renfermé dans des limites convenables, il est stérile. Le « principe du plus grand bonheur » du 1er juillet, autant qu'on pouvait découvrir sa signification à travers un nuage de rodomontades, n'était qu'une banalité sans valeur. Le « principe du plus grand bonheur » du 1er octobre est, comme le disent les journaux américains, « important s'il est vrai. » Malheureusement il n'est pas vrai. Ce n'est pas affaire à nous de conjecturer quelle nouvelle maxime viendra, le 1er décembre, remuer les « ossements des sages et des patriotes ; » tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'à moins qu'elle ne soit infiniment plus ingénieuse que les deux précédentes, nous ne nous donnerons pas la peine de la molester. Le rédacteur de la *Revue de Westminster* peut, si cela lui convient, comme le sultan Schahriar, se passer le plaisir d'épouser une rapide série de théories vierges, mais nous demandons à être dispensés de jouer le rôle du visir qui se présentait régulièrement le lendemain des noces pour étrangler la nouvelle sultane.

La *Revue de Westminster* nous accuse d'avoir invoqué contre le « principe du plus grand bonheur » l'objection qu'il fait partie de la morale chrétienne. Ceci est une pure invention de sa part. Nous n'avons jamais attaqué la morale de l'Évangile. Nous avons blâmé les utilitaires de s'être attribué l'honneur d'avoir fait une découverte, alors qu'ils s'étaient bornés à voler la morale chrétienne et à la gâter en la volant. Ils ont pris le précepte du Christ, mais ils ont laissé le mobile ; et ils réclament la gloire d'avoir fait une merveilleuse et bienfaisante invention,

alors qu'ils n'ont fait autre chose que de rendre inutile une maxime utile, en la séparant de sa sanction. D'après les principes religieux, il est vrai que l'individu travaille à son bonheur personnel, en travaillant au bonheur des autres. Mais cela n'est plus vrai si l'on néglige les considérations religieuses. Si nous ne raisonnons pas dans l'hypothèse d'un état futur, que devient le mobile ? Si nous raisonnons dans cette hypothèse, que devient la découverte ?

Le rédacteur de la *Revue de Westminster* nous dit que nous désirons voir la science du gouvernement rester sans règle fixe, parce que nous ne voyons aucune chance de lui donner une règle fixe qui soit favorable à notre intérêt. Sa violente ardeur à faire régler les questions ressemble à celle du juge dans une pièce de Dryden (Amphitryon, je crois), qui veut juger la cause après n'avoir entendu qu'une seule des parties, et qui, après avoir été contraint d'entendre le plaidoyer du défendeur, s'emporte et s'écrie : « Eh bien, monsieur, voyez ce que vous avez fait. L'affaire était parfaitement claire il y a une minute, et voilà que vous venez l'embrouiller. » Il est le zélateur d'une secte ; nous sommes des chercheurs de la vérité. Il a la passion de voir régler les questions ; nous voulons qu'on commence par les examiner. Le ton chagrin avec lequel on nous a reproché d'avoir attaqué le système de M. Mill sans présenter un système de notre façon, nous rappelle l'horreur avec laquelle Épicure, ce superficiel philosophe dogmatique dont les utilitaires ont cherché à ressusciter les plus absurdes idées, reculait devant le scepticisme pénétrant et fin de la seconde académie.

Ce n'est pas notre faute si une science expérimen-

tale d'une vaste étendue ne se laisse pas régler par une petite démonstration, et si la subtilité de la nature triomphe de la subtilité du syllogisme dans le monde moral comme dans le monde physique. Le charlatan qui garantit qu'en prenant ses pilules et en suivant ses conseils imprimés, des centaines de personnes renvoyées de l'hôpital comme incurables ont renouvelé leur jeunesse comme celle de l'aigle, peut trouver que sir Henry Halford, lorsqu'il tâte le pouls de ses malades, qu'il s'enquiert de leurs symptômes, et qu'il prescrit à chacun un remède différent, trouble la science de la médecine dans le seul but de toucher ses honoraires.

Si nous nous sommes abstenus dans le cours de cette discussion d'exprimer un avis au sujet des institutions politiques de l'Angleterre, ce n'est pas que nous soyons sans avis ni que nous répugnions à dire notre pensée. Les utilitaires, qui savaient bien que leur fameuse théorie du gouvernement ne soutiendrait pas l'examen, voulaient transformer la discussion sur l'essai de M. Mill en une discussion sur le parti whig, sur les bourgs pourris, sur les magistrats sans salaire et sur les interrogatoires *ex officio*. Lorsque nous leur avons reproché de dire des sottises, ils se sont écriés qu'on les insultait en qualité de partisans de la réforme, tout comme le pauvre vieux Pistol qui jurait que les cicatrices qu'avait laissées le bâton de Fluellen avaient pour origine les guerres des Gaules. Nous n'avons cependant pas cru qu'il fût désirable de mêler à un grand problème de philosophie morale, des questions politiques qui agitent violemment l'esprit public.

Nos idées sur le gouvernement ne sont pourtant pas tout à fait déréglées. Nous avons une opinion sur la ré-

forme parlementaire, bien que nous ne soyons pas arrivés à cette opinion par la route royale que M. Mill a ouverte aux explorateurs de la science politique. Comme nous disons très-probablement un dernier adieu à cette controverse, nous dirons en quelques mots quelles sont nos doctrines ; peut-être pourrons-nous un autre jour les expliquer et les défendre tout au long.

Notre ardent désir, bien mieux notre ferme espérance, c'est de voir la chambre des communes subir une réforme qui fasse de ses votes l'image exacte de l'opinion des classes moyennes en Angleterre. Nous croyons qu'il est indispensable de soumettre le droit de suffrage à des conditions pécuniaires ; mais, en fixant la quotité, nous aurions pour but de tracer la ligne de manière à assurer le droit de suffrage à tout bon fermier et à tout bon boutiquier. Nous voudrions voir mettre fin à tous les avantages que certaines formes de la propriété conservent sur d'autres formes, et que certaines portions de propriété conservent sur d'autres portions de même importance ; et cela nous suffirait. D'après M. Mill, une réforme de cette nature créerait une aristocratie de riches et laisserait la société sans protection contre les maux d'un pouvoir sans frein. Nous sommes prêts à jouer toute la controverse qui a eu lieu entre nous sur le succès de l'expérience que nous proposons.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

MACHIAVEL

(écrit en mars 1827).

Œuvres complètes de Machiavel, traduites par J. V. Périer. 1

LORD BACON

(écrit en juillet 1837).

Œuvres complètes de François Bacon, lord chancelier d'Angleterre. — Nouvelle édition par M. Montagu. 58

L'HISTOIRE DES PAPES DE RANKE

(écrit en octobre 1840).

Histoire ecclésiastique et politique des papes de Rome, pendant le seizième et le dix-septième siècles. — Par Léopold Ranke, professeur à l'Université de Berlin. — Traduit de l'allemand, par Sarah Austin. 234

M. GLADSTONE ET SES IDÉES

SUR LES RAPPORTS DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT

(écrit en avril 1839).

L'État dans ses rapports avec l'Église.— Par M. W. E. Gladstone, élève de Christ Church, et membre du Parlement pour Newark. 291

DES INCAPACITÉS POLITIQUES DES JUIFS

(écrit en janvier 1831).

Exposé des Incapacités Politiques dont les Juifs sont frappés en Angleterre. 380

DU GOUVERNEMENT D'APRÈS M. MILL

(écrit en mars 1829).

Essais sur le Gouvernement, la jurisprudence, la liberté de la Presse, les prisons et leur discipline, les colonies, le droit des gens, et l'éducation par M. James Mill, auteur de l'*Histoire de l'Inde Anglaise*, réimprimés avec permission des éditeurs, tels qu'ils avaient été insérés dans le supplément de l'*Encyclopédie britannique*. 399

RÉPONSE A UNE DÉFENSE DE M. MILL

DANS LA REVUE DE WESTMINSTER

(écrit en juin 1829).

Revue de Westminster, numéro 21, article XVI. — *Revue d'Édimbourg*, numéro 97, article intitulé : *Du gouvernement d'après M. Mill.* 452

THÉORIE UTILITAIRE DU GOUVERNEMENT

(écrit en octobre 1829).

Revue de Westminster (XXII, art. 16), en réponse aux critiques de la *Revue d'Édimbourg* (art. 1), sur la théorie utilitaire du gouvernement, et sur « le principe du plus grand bonheur. » 500

FIN DE LA TABLE.

Poissy. — S. Ty. Lejay et Cie.

